UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTER
FOR SOCIAL SCIENCES

SOCIALISM IN THEORY AND YUGOSLAV PRACTICE

— COLLECTION OF CONFERENCES —

BEOGRAD
1969.

UNIVERSITE DE BEOGRAD
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVE

— RECUEIL DES CONFERENCES —

BEOGRAD
1969.

Author BEOGRAD UNI

Classification No. A 88 BEO

Accession No.

İŞÇİNİN SESİ KÜTÜPHANESİ
İŞÇİNİN SESİ LIBRARY

29 PARKFIELD ST., N.1
Tel: 01–226 3401
Bu kitap asağıda yazılı tarihte geri verilmelidir.
This book must be returned by the date stamped below

Kitapların üstüne not almamalı, çizmemeli, işaretlememelidir.
Library books may not be annotated,
corrected, or marked in any way.

İŞÇİNİN SESİ KÜTÜPHANESİ
İŞÇİNİN SESİ LIBRARY

UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTER
FOR SOCIAL SCIENCES

UNIVERSITE DE BEOGRAD
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

SOCIALISM IN THEORY AND YUGOSLAV PRACTICE

— COLLECTION OF CONFERENCES —

LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVE

— RECUEIL DES CONFERENCES —

EMAR - EASDALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITAPLIGI
2015

BEOGRAD
1969.

BEOGRAD
1969.

İŞÇİNİN SESİ KÜTÜPHANESİ
İŞÇİNİN SESİ LIBRARY

Štampa: Servis Saveza udruženja pravnika Jugoslavije, Beograd —
Proleterskih brigada 74.

Le Centre universitaire international des sciences sociales, qui existe et fonctionne dans le cadre de l'Université de Belgrade, a organisé jusqu'à présent dix sessions au cours desquelles furent débattues, sous le titre commun „Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave", de nombreuses questions dans le domaine de l'économie, de la philosophie, du droit et de la sociologie. Professeurs d'université et travailleurs publics de Yougoslavie ont fait des conférences traitant de ces sujets, accompagnées de la discussion sur une série de questions posées par les auditeurs.

Le nombre des conférences et des participants au séminaire „Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave" a été considérable, comme le démontre le Rapport d'activité de dix ans publié ici. L'administration du Séminaire a jugé nécessaire et utile de publier dans le présent livre un certain nombre de conférences faites ces dernières années, dont la plupart au cours de la session de 1968. C'est ce qui offre une occasion à bien d'autres personnes s'intéressant à ces questions, en dehors des participants au séminaire, de se familiariser avec les travaux de cette institution de l'Université de Belgrade. Ce livre sera très utile, nous en sommes convaincus, à tous ceux qui désirent prendre connaissance — au niveau universitaire — des problèmes actuels dont s'occupent la théorie et la pratique en Yougoslavie, au sujet de l'édification du socialisme et des rapports socialistes entre les hommes.

Toutes les conférences publiées dans le présent livre ont été rédigées justement pour les besoins du travail du séminaire „Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave". Elles portent le caractère de l'institution dont les tâches ont dicté leur rédaction, ce qui déterminait certainement l'ampleur et le mode de l'exposé ainsi que son contenu. C'est sous ce jour qu'elles doivent être envisagées et appréciées. Toutefois, ce livre constituera, à notre avis, une des sources les plus authentiques de connaissance, de la part de l'étranger, plus spécialement des enseignants et des étudiants d'universités étrangères, de la réalité sociale de la Yougoslavie, et des idées dans le domaine des sciences sociales de ce pays. L'Université de Belgrade offrirait ainsi à ses nombreux amis à l'étranger une publication qui constituerait une nouvelle preuve qu'elle est ouverte à tous et désireuse de développer une coopération toujours plus étroite avec les autres universités.

Belgrade, 1969

Le Président du Conseil du Centre
Prof. BORISLAV T. BLAGOJEVIĆ

DIX ANS D'ACTIVITE DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES DE L'UNIVERSITE DE BELGRADE

Le Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade fut fondé en décembre 1958 grâce à l'initiative de feu Dr Dragoslav Todorović, professeur à la Faculté des sciences économiques à Belgrade, sur proposition du professeur Dr Borislav Blagojević, alors recteur de l'Université de Belgrade. La décision prise par le Conseil de l'Université de Belgrade était motivée par les besoins accrus d'offrir aux personnes intéressées à l'étranger, notamment aux jeunes travailleurs scientifiques, des informations aussi directes et aussi compétentes que possible concernant le système socio-économique et politique yougoslave et la pensée scientifique yougoslave dans le domaine des sciences sociales, les résultats, les succès et les difficultés et les problèmes de l'édification de notre société autogérée et du système d'autogestion ouvrière, en un mot de se familiariser avec la théorie et la pratique de la voie yougoslave vers le socialisme.

Le Centre a organisé jusqu'ici dix sessions. Quant au programme de toutes ces sessions, le Conseil du Centre a maintenu un programme général unique pour tous les auditeurs qui s'inscrit dans le cadre du thème „Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave". Dans le cadre de ce thème général furent représentés des thèmes économiques, juridiques, politiques et philosophico-sociologiques. Un certain nombre de thèmes qui traitaient des questions fondamentales du système social et économique, furent répétés, avec les innovations résultant des changements opérés dans le système, tandis que les autres sont restés inchangés. Un tel choix des sujets assurait des thèmes des sessions plus larges, tout en satisfaisant un cercle d'intérêt plus vaste. Les conférences furent immédiatemment suivies des discussions (le texte imprimé des conférences était distribué d'avance) permettant de se familiariser avec l'application des solutions conçues dans la pratique des organisations de travail (entrerpises, institutions, tribunaux, coopératives des producteurs agricoles, établissements d'instruction des travailleurs et d'élévation du niveau de leur culture générale — universités ouvrières, maisons de presse et d'édition, organes du pouvoir d'Etat — Assemblée, organismes politiques, Alliance socialiste et Ligue des communistes, Syndicats, institutions scientifiques et facultés). Répondant à l'intérêt que les auditeurs portaient à certaines questions, des conférences de discussion de la table ronde furent

organisées, avec la participation des travailleurs scientifiques et politiques yougoslaves les plus éminents.

Les conférenciers sont élus parmi les professeurs renommés, pour la plupart de l'Université de Belgrade, parmi les membres de l'Académie des sciences et les travailleurs publics et politiques. Au cours de dix sessions, il fut organisé au total 175 conférences dont 50 dans le domaine de l'économie, 82 du droit et du système politique, 43 dans le domaine de la philosophie et de la sociologie, y compris quelques conférences consacrées à l'histoire politique et culturelle de nos peuples. Le nombre total des conférenciers au cours des dix sessions a été de 85 (un certain nombre de conférenciers ont fait des conférences à l'occasion de plusieurs sessions), dont 46 parmi les professeurs d'université, 16 parmi les fonctionnaires d'Etat, 13 parmi les travailleurs publics et politiques, et 2 membres de l'Académie des sciences.

Pendant les dix sessions, 618 auditeurs prirent part aux travaux du Centre. La plupart d'entre eux sont ceux des pays européens (453), avec un nombre à peu près égal des auditeurs des pays africains (55) et latino-américains (52). Les pays d'autres continents furent également représentés: les pays d'Asie (27), les Etats-Unis et le Canada (29), ainsi que l'Australie et le Japon avec un auditeur chacun.

Durant les premières sessions du Centre prévalaient les auditeurs venus des pays ouest-européens. Lors des sessions subséquentes, le nombre des auditeurs venus des pays socialistes etait approximativement égal à celui des pays en voie de développement. Bon nombre d'auditeurs de l'Europe occidentale appartenait, par leur conviction politique, à des mouvements à orientation socialiste. Une telle structure permettait une discussion animée et approfondie sur la plate-forme de l'expérience yougoslave et des vues sur l'édification socialiste du pays.

Quant à leur formation professionnelle, la plupart des auditeurs ont terminé des études économiques (252), puis juridiques (189), philosophiques, sociologiques et politiques (135) ainsi que diverses autres études (42).

Selon les professions, les auditeurs de loin les plus nombreux ont été les enseignants universitaires et collaborateurs d'instituts scientifiques (professeurs — 124, assistants et collaborateurs d'instituts — 194), candidats au doctorat (118), licenciés et étudiants (88), fonctionnaires d'Etat et syndicaux (44), journalistes et autres professions libérales (32) et enseignants d'écoles secondaires (18).

La connaissance de la théorie et de la pratique yougoslaves par les conférences et contacts organisés par le Centre a servi à un certain nombre d'auditeurs de base de départ pour se livrer à des études plus approfondies du système yougoslave. Par ailleurs, le matériel du Centre a servi de base à une série d'articles publiés dans la littérature spécialisée étrangère. Avec l'approbation des conférenciers, certaines conférences ont été directement traduites et imprimées dans des revues étrangères. Parmi les travaux où furent utilisés le matériel du Centre et celui recueilli au cours du séjour organisé par le Centre, pour une bonne part, pour l'élaboration des études de caractère monographique, il convient certainement de mentionner la publication du professeur Georges Lasserre „L'Entreprise socialiste en Yougoslavie", Paris 1964, ainsi que l'étude de

Gunnar Amundsen „Quelques aspects de l'autogestion ouvrière en Yougoslavie", Belgrade, 1967. Faute de données précises, nous ne sommes pas à même de présenter d'une manière statistique les résultats positifs du travail et de l'activité du Centre. Alors même que nous en disposerions, elles ne présenteraient pas avec précision la contribution apportée par le Centre à l'intérêt que l'on porte à la réalité yougoslave.

Les données que nous avons exposées consistent, pour une bonne part, en chiffres et parlent le langage sec de la statistique. Nous sommes désireux de présenter, au moyen de ces chiffres, l'ampleur du travail accompli par le Centre, avec ses modestes prétentions, au cours de dix ans de son existence. En qualité de directeur de quelques dernières sessions et, à plusieurs reprises, de conférencier, je tiens à ajouter à cette occasion ce que le langage sec de la statistique n'est pas à même de présenter. Avec plus ou moins de succès, le Centre créait chaque année, pour une période d'une vingtaine de jours, une petite communauté internationale de gens, souvent dans les conditions des événements internationaux agités, groupée autour d'un objet d'intérêt commun — étudier, à la lumière de l'exemple d'un petit peuple, d'une communauté sociale relativement petite, de ses expériences, parfois de ses hésitations dans la recherche de meilleures solutions, une voie possible dans l'édification d'un nouveau système social socialiste.

Dans le climat d'un libre échange d'opinions, apportant les spécificités de nos milieux d'origine et l'enthousiasme puissant engendré par le noble désir de modifier la société humaine existante et d'en édifier une meilleure, accompagnés de la fraîcheur de la jeunesse de la majeure partie des auditeurs, pour nous, organisateurs et conférenciers, chaque session était un événement qui nous ennoblit et renforce notre foi dans la justesse de la voie dans laquelle nous nous sommes engagés. Aussi la fin de chaque session était-elle ressentie, de notre part, avec un sentiment à la fois agréable et triste. Agréable, en raison du travail laissé derrière nous, triste, parce que c'était la fin d'une communauté éphémère mais noble quant à son but — apprendre et enseigner aux autres. J'écris ces lignes finales au nom des conférenciers et des collaborateurs du Centre, en fait, pour nos lecteurs, estimant que ce modeste jubilé mérite d'être marqué par une publication, tout en les remerciant, éveillant leurs souvenirs, pour leur contribution sans laquelle notre effort serait stérile et inutile.

Belgrade, 1969

Dr. VLADIMIR JOVANOVIĆ,
Directeur de la X^e Session du Centre

PROFESSEUR DRAGOSLAV TODOROVIĆ

A Addis-Abéba, où il séjournait depuis deux ans en qualité de conseiller économique spécial du gouvernement éthiopien, décéda, le 24 novembre 1964, le Dr. Dragoslav Todorović, professeur à la Faculté des sciences économiques de Belgrade.

Le professeur Todorović est né le 7 octobre 1909 à Belgrade où il termina le lycée et la Faculté de droit. S'intéressant aux problèmes économico-politiques plutôt qu'aux juridiques, il part, en 1931, pour la France où il termine l'Institut des sciences politiques à Nancy, pour passer ensuite son doctorat à la Faculté de droit de Paris en 1934, avec le thème „Le droit syndical et les doctrines syndicalistes".

A son retour de France, il travaille dans la section d'études de la Banque agraire à Belgrade. Pendant cette période, ce sont les problèmes de la sociologie qui l'intéressent le plus, et il publie toute une série d'articles à ce sujet. Désireux de se consacrer à l'activité scientifique, il passe, dès 1937, à la Haute école économico-commerciale (actuellement Faculté des sciences économiques) où il fut élu agrégé cette même année.

Il prit pour son allocution inaugurale un thème de sociologie, et il fait des cours dans ce domaine jusqu'en 1941. En dehors de cette matière, il faisait aussi des cours de statistique économique (il édite, pour les deux matières, des cours polycopiés pendant les années 1939 et 1941). Il fut un collaborateur actif de la Société de sociologie et des revues „Pravna misao" (La pensée juridique), „Pregled" (L'aperçu) et „Glas Matice Srpske" (La voix de la société Matica serbe), où il publie des études de sociologie et de statistique économique.

Les premiers jours de l'occupation, des agents de la Gestapo recherchaient le professeur Todorović et finirent par l'arrêter en 1942. Il passe deux mois en prison. Le professeur Todorović était connu pour son attitude antifasciste, qu'il manifestait nettement par ces cours et ses études écrites. Fidèle à ses convictions, il reste dans une résistance absolument passive du premier jour de l'occupation jusqu'à la libération. Le professeur Todorović ne se présentait pas à son poste de travail d'agrégé, et ne voulait pas collaborer sous quelle forme que ce soit avec les autorités d'occupation. Il ne fait pas de cours et ne participe à aucune activité éducative ou culturelle.

Dès la libération, le professeur Todorović s'inclue immédiatement à l'activité du Front populaire, devient le secrétaire du FP, le procureur

de la cour d'honneur à la Faculté et prend une part active à la rénovation de la faculté et de toute l'Université.

En plus de sa fonction régulière de professeur, il participe aux divers travaux au sujet de l'organisation du pouvoir populaire: en juin 1945, il part pour Moscou où il étudie les problèmes du commerce extérieur et ceux de la politique du commerce extérieur, ainsi que l'organisation des hautes écoles, des instituts et des académies du commerce extérieur. Avec l'expérience acquise à Moscou il procède, à son retour, à l'organisation de l'Ecole du commerce extérieur à Belgrade, dont les cadres étaient indispensables au pays. A cette école, qui deviendra plus tard l'Ecole supérieure du commerce extérieur, le professeur Todorović fait des cours de politique du commerce extérieur.

Comme professeur à la Faculté des sciences économiques (en 1950 il fut élu maître de conférences et en 1956 professeur en titre) il fait preuve d'une vaste culture économique ainsi que de ses aptitudes pédagogiques extraordinaires. En plus des cours des matières mentionnées, il est enseignant et examinateur d'économie politique, d'histoire économique, de planification, d'histoire de l'économie politique. Malgré le large diapason de son intérêt, le professeur Todorović étudie le plus les problèmes des relations économiques internationales, sur lesquels il concentre son activité scientifique ultérieure. L'on peut dire à juste titre qu'il est le premier homme chez nous ayant abordé les problèmes des relations économiques internationales sur la base de la méthode marxiste, ce qui constituait un travail de pionnier dans ce domaine de notre littérature. La publication de l'Encyclopédie du commerce extérieur, première oeuvre de ce genre dans notre pays, est un des mérites particuliers du professeur Todorović.

Il était aussi un des initiateurs et rédacteurs de la revue „Pravna misao" (La pensée juridique), fondateur et pendant plusieurs années le rédacteur en chef de la revue „Ekonomski anali" (Les annales économiques). Il fut également un des fondateurs de l'Association des économistes où il déploie une activité intense et contribue, par ses initiatives, ses propositions et sa coopération constructive, à l'activité de l'Association. En outre, il était un collaborateur très actif d'un grand nombre d'organisations sociales et politiques et notamment de la Ligue des communistes dont il fut membre de longue date.

Le professeur Todorović était souvent invité à faire des conférences à l'étranger. Comme éminent expert et travailleur scientifique dans le domaine des sciences économiques, il fut promu docteur *honoris causa* des facultés de droit de Monpellier et de Nancy et élu, à Philadelphie, membre d'honneur de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales.

Il fut élu doyen de la Faculté des sciences économiques et exerça cette fonction deux ans, tandis qu'il dirigea plus de dix ans l'Institut d'économie de la Faculté.

Dans le cadre d'une activité aussi vaste, le professeur Todorović fut l'initiateur et l'organisateur de nombreuses formes de coopération des universités yougoslaves et notamment de l'Université de Belgrade avec une série d'universités dans le monde. Il voyait nettement la nécessité de vastes contacts internationaux et de la coopération des universités

sur le plan international, sachant que les enseignants d'université — professeurs, agrégés et étudiants — pourront se familiariser ainsi, de la façon la plus directe et la plus authentique, avec la réalité yougoslave, observant la règle démontrée par la pratique que l'isolement porte le plus grand préjudice à celui qui s'en sert. En outre, il savait très bien qu'il fallait créer des centres et tribunes où pourrait être engagée une discussion scientifique sur les problèmes d'actualité de la société socialiste, tout en attribuant une attention particulière aux questions intéressant la vie universitaire contemporaine.

Envisageant sous ce jour la place et le rôle de l'université dans la société contemporaine, il fut l'un des initiateurs et pendant plusieurs années le secrétaire du séminaire universitaire — symposium — „Université aujourd'hui" qui se réunit d'année en année, voilà déjà quinze ans, à Dubrovnik, dans l'organisation de la Communauté des universités yougoslaves et de la Fédération des étudiants de Yougoslavie. Au cours du séminaire sont débattues les questions les plus actuelles de la vie universitaire dans tous les pays du monde, avec la participation d'un grand nombre d'enseignants, de dirigeants d'université ou de faculté (recteurs, prorecteurs, doyens) et de représentants des organisations estudiantines de nombreux pays. Le professeur Todorović a considérablement contribué, par son activité, à la renommée internationale dont jouit actuellement l'institution „Université aujourd'hui", ce qui suscita toujours son enthousiasme et sa vive satisfaction même durant ses séjours temporaires hors de la Yougoslavie.

Une autre oeuvre qu'il a laissés dans le domaine de la coopération internationale est le Centre universitaire international des sciences sociales, dans le cadre de l'Université de Belgrade, fondé, sur l'initiative et proposition du professeur Todorović, en 1959 et qui groupe chaque année, au mois de septembre, des dizaines de jeunes travailleurs scientifiques désireux de se familiariser avec la vie contemporaine de la société yougoslave. C'est pourquoi le séminaire porte le nom „Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave", et le contenu de son travail, au moins dans une direction, peut être apprécié par les conférences publiées dans le présent livre, et cela à l'occasion de la dixième session du séminaire consacrée, comme un petit jubilé, à la mémoire du professeur Todorović. Ces quelques mots ont également pour but d'évoquer sa mémoire, tout en étant une expression de la reconnaissance pour tout ce que le professeur Todorović a fait justement sur le plan de la coopération universitaire internationale, de la collaboration et de la compréhension des universités et des enseignants universitaires de Yougoslavie et d'autres pays.

SAVKA GLIGORIĆ,
professeur à la Faculté des sciences économiques

THEMES GENERALES

*

GENERAL THEMES

Dr. Jovan DJORDJEVIC,
Professeur à la Faculté de droit de Belgrade,
membre de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts

LE SYSTEME POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DE LA YOUGOSLAVIE

I

Le processus d'institutionnalisation, dans son essence, suit et traduit le fait politique. Il est l'une des formes de la constitution politique de la société. On comprend, dès lors, que les institutions politiques aient de tout temps suscité l'intérêt non seulement des penseurs politiques et des hommes politiques, mais aussi des nations et des groupes qui combattaient pour l'instauration, la sauvegarde, la réorganisation, l'abolition ou le renversement des institutions politiques déterminées.

L'importance des institutions politiques provient en outre, du rôle assumé par celles-ci, plus exactement du fait qu'elles traduisent les aspirations et rapports politiques fondamentaux, qu'elles reflètent plus ou moins authentiquement le caractère d'un système politique, la structure d'une société, l'influence exercée par l'idéologie, par la culture et la civilisation de tel ou tel pays, de telle ou telle époque. Replacées dans ce cadre général, les institutions apparaissent le plus souvent comme la forme revêtue par l'établissement et le fonctionnement du pouvoir ou, ainsi qu'on a l'habitude de le dire dans la terminologie politique française, des „pouvoirs publics". La complexité de la société et des problèmes sociaux, l'insuffisance et le sous-développement permanents de celle-ci aux points de vue matériel, culturel et, de ce fait-là même, politique, tout cela a abouti à une extension de la structure institutionnelle de la société politique. Cette extension est le fait des organisations politiques, des partis notamment, et aussi des autres organisations telles que les syndicats, associations de citoyens, groupes de pression, etc.

Les institutions, les sociologues les appellent des „structures", sont en fait les formes essentielles de la „macro-société, des Macro-organisations elles-mêmes. A quelques exceptions et interruption près, l'histoire de la macro-société s'est déroulée, ainsi que Hegel l'avait déjà montré, sur un plan exclusivement politique. Dans cette histoire politisée, le rôle essentiel était assuré par les macro-organisations de la politique, par l'Etat, le pouvoir, le parlement, le gouvernement, les partis, la propriété et le citoyen conçus en tant qu'„abstractions" politiques. Sous cette in-

fluence-là, la pensée politique et les grands systèmes politiques dans leur quasi-totalité concevaient la société politique à travers les organisations macro-politiques alors même qu'ils s'efforçaient de la réorganiser et de la réformer fondementalement. Idéologiquement, au cours de sa phase initiale, la Révolution française transféra les événements historiques du plan politique au plan social; la vie politique — l'homme et le citoyen, ainsi que ses libres associations — devinrent partie intégrante d'une structure nouvelle, qui était une symbiose de „macro-organisme" et de „vie libre". Mais avec les Jacobins, et plus tard avec Napoléon c'est le plan politique qui devint primordial, et il la demeura dans l'histoire politique française ultérieure. Les grands systèmes philosophico-idéologiques du XIXème siècle, celui de Hegel et celui de Marx, s'efforcèrent d'instaurer l'unité des deux plans, le social et le politique, à travers l'unité de la personnalité politique et sociale de l'homme dans le processus de „restitution" à l'homme de son „essence humaine", de réconciliation de l'homme avec soi-même.

Selon la doctrine, la révolution socialiste devait marquer le début de l'histoire de la société „sur le plan social" et, de ce fait-là même, celui d'un processus de désinstitutionnalisation politique revêtant les formes de la spontanéité et de l'empirisme politiques, mais d'une spontanéité auto-organisée (Hegel, Werke, t. 7). C'est là-dedans qu'il faut chercher le sens profond de la thèse de Marx sur la transformation de la société politique en „autodétermination du peuple et de l'homme" ou, en termes techniques, sur le passage de la démocratie représentative institutionnelle à la démocratie directe, dont le libre mouvement de la classe ouvrière et l'homme libres seront les animateurs. Inspiré par ces idées-là qui avaient été partiellement élaborées et même appliquées à l'époque de la Commune de Paris (1871), Lénine croyait avoir enfin trouvé dans le „pouvoir des soviets", dans la „république des soviets" la formule de constitution sociale et directe de la société politique qui équivaudrait à la promotion des masses laborieuses à la qualité d'hégémons, de sujets de l'histoire et de la décision publique ou sociale tout entière. En raison des causes historiques déterminées, des conditions de caractère à la fois objectif et subjectif qui étaient léguées par un passé séculaire, qui étaient imposées, Lénine alors qu'il vivait encore, inaugura progressivement l'institutionnalisation. Qui plus est, il consolida les institutions du nouveau pouvoir, recourant essentiellement à l'arsenal technique et institutionnel de l'ancienne histoire politique. Le stalinisme fut, à cet égard, une assimilation pleine et entière de l'organisation politique à l'Etat, tandis que ce dernier s'identifiait lui-même aux macro-structures, telles que les organes centraux du pouvoir, les organes exécutifs notamment, le parti, son appareil central dirigeant surtout, etc. Depuis cette époque, et à considérer les choses globalement, le socialisme s'est développé presqu' exclusivement sur le plan politique, et dans le cadre général tracé par des institutions macro-politiques. Mais il y a autre chose encore.

L'histoire politique des pays socialistes s'est déroulée — et continue à se dérouler — dans un système d'institutions politiques qui était élémentaire et simpliste. C'était, tout d'abord, la structure formelle du pouvoir, inscrite dans les constitutions, qui manifestait ces tendances-là. La Constitution stalinienne de 1936, qui servit de modèle politico-orga-

nisationnel à la plupart des pays socialistes, est élémentaire; elle est plus simple que les constitutions qui l'ont précédée (Constitution de la R.S.F.S.R. de 1918 et Constitution de l'U.R.S.S. de 1924). Ce modèle traduit les principes suivants: a) concentration du pouvoir politique dans les corps représentatifs au point de vue formel, et dans le pouvoir exécutif pour l'essentiel (quoique pas „en fait"); b) centralisation du pouvoir, des moyens matériels et des décisions les plus importantes dans le mécanisme organisationnel du pouvoir de la Fédération; c) une conception et une structure du pouvoir et de la direction de la société par l'Etat, qui sont essentiellement politiques, représentatives, classiques, jacobines.

Le processus de simplification et de politisation de la structure organisationnelle du pouvoir et du gouvernement (gouvernement dans le sens anglo-saxon) apparaît encore plus évident, et dans une mesure encore plus drastique, dans la réalité ou pratique politique elle-même. Le pouvoir actif tend à former — et forme effectivement — un tout unique. Il se concentre dans le „gouvernement" (dans le sens français), titulaire du pouvoir exécutif au point de vue formel, et celui du processus global de l'initiative et de la décision politique en fait. Subordonné à un arrangement politique et personnel interne, le pouvoir exécutif centralisé lui-même est placé sous le contrôle des centres dirigeants du parti politique, à moins qu'il ne se présente en tant qu'exécutant du pouvoir de parti, le seul directif, décisif et omniprésent. La symbiose organisationnelle classique du pouvoir exécutif (ou gouvernement) et de la direction du parti, qui est très souvent une union personnelle de ces deux centres de décision, on la trouve traduite dans la formule soviétique du pouvoir „du gouvernement et du parti", conçus en tant qu'organes dirigeants fondamentaux de l'Etat et de la société.

Théoriquement, la formule relative au pouvoir double et unifié repose sur le principe dit de la direction politique collective. Ce principe, Khrouchtchev l'a mis au premier plan dans sa critique du pouvoir personnel de Staline; le désir même — et la nécessité — de mettre effectivement en oeuvre la direction collective comptèrent parmi les causes de son renversement du pouvoir. En réalité, la formule de la „direction collective" n'est que l'une des variations du pouvoir politique concentré, nullement sa démocratisation, son institutionnalisation. On vise essentiellement à ce que les différents secteurs de la décision soient répartis entre plusieurs individus. Mais on ne veut pas qu'il y en ait un grand nombre ou que le pouvoir de décision „descende en bas". Par ailleurs, quelques-unes des décisions politiques fondamentales sont prises au cours de réunions restreintes des titulaires du pouvoir central ou bien en vertu d'un accord conclu entre eux. Mais cela n'exclut pas la personnalisation effective du pouvoir. Au contraire, le „pouvoir d'arbitrage" de l'un d'eux, sinon son rôle décisif, est présumé au départ. La direction collective de ce type-là, qui tend théoriquement à empêcher ou à limiter le pouvoir personnel, le „culte de la personnalité", ne contredit donc pas, n'empêche donc pas, ni organisationnellement ni politiquement, l'accroissement du pouvoir de l'individu sur la base du „culte de la personnalité". C'est ce dont témoigne l'histoire de l'instauration du pouvoir de Staline, qui avait également pratiqué les formes de la direction collective à ses débuts.

Bien avant la Révolution d'Octobre, avant l'instauration de ce type du pouvoir politique, les auteurs socialistes et marxistes clairvoyants avaient décelé le danger. Rosa Luxembourg et Trotsky ont affirmé à plusieurs reprises, entre 1905 et 1910, que la conception générale d'un parti centralisé, monolithique et dirigeant menait inévitablement à une déformation totale de la dictature du prolétariat; „Au lieu et à la place de la dictature du prolétariat, c'est la dictature d'un parti qui s'instaure; au lieu et à la place de celle-ci, c'est la dictature du comité central, avant que le pouvoir total ne revienne finalement à un dictateur".[1]

On peut déduire de ces considérations théoriques et empiriques deux conclusions essentielles sur la situation et le caractère des institutions politiques à telle ou telle étape du développement politique de la plupart des pays socialistes. A la suite d'un pouvoir révolutionnaire et empiriquement démocratique, qui est relativement élémentaire et diffus, c'est un pouvoir concentré et centralisé qui s'instaure, dont la force active et agissante est constituée formellement par le pouvoir exécutif, effectivement par le centre exécutif du parti politique gouvernant. Au point de vue formel, c'est le pouvoir exécutif, le gouvernement qui, malgré une structure du pouvoir constitutionnellement représentative devient le pouvoir effectif et le seul influent, c'est lui qui agit au nom de l'Etat. Un pouvoir exécutif fort et le seul actif, qui fait du parlement un „forum de vote et d'approbation" (ce qui est pire que la „boite à bavardage" expression dont Lénine usait très souvent pour qualifier justement les parlements occidentaux), est toujours l'indice du rôle dirigeant joué par un parti dans le système politique, que ce système repose sur le monisme ou le pluralisme des partis.

En second lieu, la concentration du pouvoir dans un organe actif, que cet organe soit une collectivité d'individus peu nombreux ou qu'il soit incarné par un „chef suprême", est un phénomène classique de pouvoir arbitraire et illimité. Et pas seulement cela. C'est un phénomène de pouvoir fluide, indéfini et instable, qui craint tout le monde, qui n'a pas confiance dans sa propre force et apparaît comme une „conspiration officielle" qui transfère cette sienne qualité psycho-politique à la société tout entière, qu'elle considère comme une „grande conspiration". C'est en cela que consiste l'essence de la „vision" stalinienne de la société et de la politique. Mais c'est également un pouvoir sans lendemain, qui ne connaît ni ne reconnaît la continuité, et qui tend de la sorte à faire de l'époque actuelle, temporaire et incertaine, une „éternité". Aussi repose-t-il inévitablement sur toutes sortes d'idéologies de fétichismes et de mystiques que ce soit sous une forme transcendentale ou technique (ou scientiste).

La société contradictoire moderne, qui est encore et toujours politique, dominée par le pouvoir et la politique, ne saurait demeurer longtemps dans une pareille situation historique. Elle tand à instaurer une organisation du pouvoir plus complexe, plus décentralisée et plus stable. C'est vrai de la société socialiste comme de tout autre. Aussi toute tentative de destalinisation tant soit peu réelle a-t-elle non seulement revêtu la forme d'une „direction collective", mais aussi et surtout impliqué la

---

[1] R. Luxemburg, La Révolution russe, Paris, 1946.

reconnaissance de l'existence et du rôle des institutions autres que le parti et le gouvernement, et notamment du parlement, des tribunaux, ou self-government local et d'autres institutions sociales, économiques, culturelles, etc. plus ou moins autonomes et autogérées.

Tout cela nous montre que l'institutionnalisation du pouvoir politique est, à l'heure actuelle, le problème politique et même historique numéro un de l'Etat et de la société socialistes. Il ne se ramène pas uniquement à reconnaître la nécessité et l'importance des institutions politiques classiques, du parlement, du gouvernement, des tribunaux, des organisations de parti, etc. C'est également le problème du caractère et de la structure, du statut et du rôle, de la fonction sociale de ces institutions politiques, des rapports entre celles-ci, etc. qui se pose en l'occurrence. Mais le problème qui se pose par-dessus tout, c'est celui qui consiste à découvrir le système politique, plus exactement la macro-structure de la société politique qui aurait non seulement ses principes, mais serait subordonnée à ces principes, lesquels seraient dès lors des „règles de jeu" observées par tout le monde, obligatoires pour le monde, que ces règles fussent ou non définies par la constitution et les lois.

II

Chaque pouvoir tend d'après sa nature à être efficace et actif, et en même temps au sein de chaque organisation du pouvoir s'établit un on plusieurs centres de monopolisation ou d'„activité" dominatrice — si sous le pouvoir actif on comprend celui qui est porteur d'initiative et de décisions fondamentales et capable de contrôler l'exercice du pouvoir (l'exécution des „décisions"). Dans la réalité sociale complexe aucun pouvoir n'est capable d'être actif d'une façon totale; c'est pourquoi le pouvoir cherche à se replier sur lui même, de se concentrer et „centraliser". Il s'en suit que sociologiquement chaque pouvoir est „oligarchique".

On peut chercher et trouver dans la structure et le mécanisme du pouvoir actif dans la société contemporaine quelques éléments ou „principes" essentiels (sans la distinction des „grands systèmes socio-politiques"). Ces éléments seraient:

a) la concentration et la monopolisation de la contrainte, des moyens matériels, de la manipulation et du prononcement idéologique;

b) un degré élevé ou tout au moins déterminé de rationalisation et de bureaucratisation (au sens où Max Weber employait ces termes);

c) la coupure d'avec la société dont on se rend indépendant, avec prise de conscience de ses intérêts particuliers (corporation, establishment) et bureaucratisation croissante (au sens marxien du terme);

d) une représentation formelle des intérêts généraux, une manière de médiation et de représentation des intérêts de la „communauté", du „peuple", des „citoyens" et, de ce fait-là même, une position de médiateur, d'arbitre de l'administration au sens hégélien (et, à l'heure actuelle, gaulliste) du terme;

e) la centralisation des décisions et de l'application de celles-ci, la soumission aveugle des centres inférieurs aux supérieurs et aux suprêmes et, de ce fait, un hiérarchisme bureaucratique traditionnel mais techniquement plus efficace.

Ce n'est là qu'une „image générale", qu'un „modèle idéal". On ne les trouve tous manifestés dans tel ou tel pouvoir concret et actif ni avec le même degré d'intensité, ni sous la même forme.

La bureaucratie, l'administration et la police sont les convoyeurs classiques, et cependant encore et toujours présents, d'un tel pouvoir actif. Toutefois, dans ce que l'on est convenu d'appeler les systèmes politiques organisés, qui reposent de plus en plus sur l'économie d'Etat, la planification, le rôle prédominant de l'Etat dans les activités sociales et les processus politiques, le parti politique obtient une place toute spéciale dans l'„anatomie" et la „physiologie" de ce pouvoir-là. Ce n'est pas une symbiose, mais la fusion organique de l'organisation de parti et du pouvoir actif, en vue de l'activisation de celui-ci, qui accompagne les transformations et processus politiques contemporains. La „partisation" du pouvoir politique est l'un des phénomènes caractéristiques de la période post-révolutionaire dans les pays socialistes, et aussi des pays du „tiers monde" et de toute une série d'Etats anciens, de démocraties politiques même. Ce phénomène agit contre l'objectivation et l'institutionnalisation (démocratisation) du pouvoir, tout en étant un nouvel élément d'expansion du pouvoir, d'activisation, et aussi une nouvelle source de manipulation des masses, d'incertitude et de personnalisation du centre de pouvoir suprême.

Le problème de ce que l'on est convenu d'appeler la personnalisation du pouvoir est, à l'heure actuelle, un fait essentiellement nouveau, qui répond à la nouvelle „anatomie", autrement dit aux nouvelles structure sociale et situation du pouvoir dit actif. Avant le XIXème siècle, et dans certains pays même ultérieurement, nous rencontrons le pouvoir personnel sous deux formes différentes. La première, qui est traditionnelle, c'est le pouvoir que Max Weber qualifie de charysmatique, le pouvoir qui repose sur la position personnelle, la magie personnelle de l'individu, chef „natural" ou sélectionné.

La seconde, c'est le pouvoir personnel qui se coupe de la société, se rend indépendante de la société, sous l'influence des rapports et déficiences internes de celle-ci. Ce pouvoir intervient sous deux formes, toutes deux classiques: a) lorsque les deux classes gouvernantes ou, plus exactement, la classe ancienne et la nouvelle classe ne sont pas assez fortes pour prendre et garder le pouvoir; c'est là le cas classique de l'absolutisme, et notament de la monarchie absolue; b) lorsque la société politique est atomisée, lorsqu'elle est incapable de former une équipe politique gouvernante, d'assurer la „présence" et le fonctionnement du pouvoir, c'est là le cas classique du gouvernement personnel de type orléaniste ou non-parlementaire (ce qui ne veut pas dire qu'il soit nécessairement anti-parlementaire).

Ces deux formes de pouvoir personnel sont relativement connues; elles ont été reproduites à maintes reprises et à différentes époques historiques. Ce sont celles-ci qui forment le contenu de la théorie du pouvoir personnel et des „systèmes" politiques, et qui déterminent l'attitude des hommes et des mouvements vis-à-vis des formes politiques. Le problème de la personnalisation du pouvoir, du pouvoir personnel est, en fait, bien plus complexe, il comporte des aspects et des significations bien plus nombreux que la pensée politique libérale traditionnelle (et

formaliste „moderne") ne veut bien l'admettre. Le pouvoir personnel n'est pas un phénomène négatif dans toutes les conditions. Il ne l'est pas lorsque c'est une nécessité historique qui l'impose, lorsque la société s'avère de formuler et de mener sa politique propre, lorsque des aspirations communes ne peuvent se réaliser qu'à la condition que l'unité de commandement, l'autorité du chef soient assurées, etc. Il est, par ailleurs, certain que l'ont ne doit pas confondre pouvoir personnel et autorité, car les autorités sont nécessaires à tout système politique, notamment celles qui reposent sur les capacités, les connaissances et les forces créatives des individus, de ceux qui servent les grandes idées, universellement admises, de leur nation et de leur époque, de leur classe et de leur idéologie positive et inoffensive. Mais, dans ces situations-là, toute autorité présume la puissance ou se transforme en puissance. Par là on observe une interdépendance politique et psychologique entre puissance et pouvoir (et, par-là même, force, violence) s'il n'y a contrepoids, s'il n'y a d'autres puissances, sociales et politiques ne serait-ce que dans l'homme lui-même. Enfin, tout pouvoir aspire, en tant que manifestation de la politique et, surtout, de la division des fonctions en gouvernementales et exécutives, à s'incarner dans telle ou telle personne. La personalisation du pouvoir sous ses différentes formes apparaît donc comme une „loi" du pouvoir politique, et même de tout autre pouvoir.

Lorsque nous parlons du pouvoir personnel dans la doctrine politique, nous entendons essentiellement par là un régime (ou „système") politique déterminé où le pouvoir d'un individu est l'institution fondamentale de la politique, où il est en dernière analyse plus important que toutes les autres institutions. Le pouvoir personnel est non-constitutionnel et non-institutionnalisé, alors même qu'il repose sur la constitution formelle et qu'il se voit contraint de conserver des institutions de pouvoir indépendante (parlement, partis, libertés individuelles, etc.). L'essence du pouvoir personnel est donc dans l'arbitraire, le subjectivisme bien plus que dans l'absolutisme. En politique contemporaine, nul ne peut disposer d'un pouvoir absolu car le pouvoir est, par nature, limité comme toute puissance, contesté comme toute institution sociale, non définitif comme toute force historique.

Le pouvoir personnel présente deux autres traits caractéristiques. Il nie dans son essence, et du moins limite et transforme dans la pratique, la politique entendue dans son sens originaire (démocratique). Au lieu de reposer sur la méthode de recherche des solutions au moyen de la découverte, de la confrontation et de l'harmonisation des diférents intérêts, il „possède", promet ou impose des solutions toutes faites. Au lieu de chercher „la vérité" il la possède déjà. Le monopole du pouvoir politique se trouve, de cette façon, lié au monopole de la connaissance, alors même qu'il n'y aurait pas monopole idéologique (le pouvoir personnel total contemporain détient ce monopole idéologique, en principe tout au moins). Il n'y a pour lui qu'une seule vérité, à savoir la vérité d'Etat, bureaucratique. Or, en réalité, il n'y a pas de politique s'il n'y a séparation de ces deux processus, si l'on n'admet que la connaissance doit être acquise et que seule cette connaissance-là peut servir de base au pouvoir. Il n'y a pas de politique si l'on n'admet l'alternative, la réalité et l'imperfection des solutions, si l'on ne peut contester ce qui a

été institué et décidé, si l'on n'applique les principes de l'évolution, de la mutation, de la transformation et de la non-satisfaction de ce qui a été réalisé ou découvert.

Le pouvoir personnel repose sur un dogmatisme idéologique et une métaphysique *sui generis*, car il met au premier plan la permanence et l'immutabilité des solutions d'Etat, l'infaillibilité d'une orientation que l'on conçoit essentiellement comme la reproduction d'un passé „glorieux" („historique" ou „scientifique"). De cette façon le pouvoir personnel apparaît comme un régime de gouvernement avec éléments politiques empiriques. Mais ce n'est pas un régime politique, encore moins un système politique. Le pouvoir personnel est le régime de gouvernement que, au XVIème siècle déjà, l'Anglais Fergusson qualifiait de régime régalien, et qui diffère du régime politique en ce que le premier repose sur le principe de propriété et le second sur l'idée de service, de compromis et d'institution.

L'autre trait caractéristique du pouvoir personnel, c'est qu'il est un régime politique temporel, certes, mais aussi de transition. Son caractère transitoire se manifeste doublement. Le gouvernement personnel partage essentiellement le sort de son titulaire qui, comme tout homme, est mortel et ne peut jamais, et notamment pas en politique, assurer sa succession. En fait, toutefois, ce caractère transitoire dérive d'une autre qualité du pouvoir personnel. Le pouvoir personnel est l'émanation d'une crise socio-politique. C'est un „pouvoir-crise". L'histoire d'une société quelconque comporte des crises. Elle ne saurait se dérouler sans crises. Mais le pouvoir personnel équivaut également à l'aveu que la société ne peut, par ses propres forces, autrement dit sans une abdication collective relative, trouver son issue politique propre et résoudre la crise. Le pouvoir personnel, c'est une solution de la crise apportée de l'extérieur. Or, c'est ce qui en fait un pouvoir critique, plus exactement un „pouvoir crise" car, alors même qu'il dispose d'une certaine légitimité, qu'il s'appuie sur un „conscensus" tant soit peu général, ce n'est jamais entièrement, totalement. On est certain qu'il ne sera pas durable, permanent.

Une psychologie bien déterminée dérive de cette logique socio-politique du pouvoir personnel, logique caractérisée par des complexes de défense, de suspicion; de classement des hommes en fidèles et infidèles; par des comportements qui se résument en un refoulement de la raison au profit de la passion, de la dignité au profit de la vanité, etc.; par la suscitation de chizophrénies et de frénésies sociales, d'appréhensions collectives et individuelles que l'on réduit par des parades, des cérémonies, des célébrations de la „grandeur" et de la „victoire".

Ces éléments constitutifs de la psychologie du pouvoir personnel expliquent que celui-ci ne soit jamais effectivement accepté, alors même qu'il est supporté et salué formellement que l'on vote pour lui aux plébiscites et référendums. En tout état de cause, nul ne peut naître et mourir pour autrui. Aussi ne saurait-on admettre qu'il y ait une existence individuelle et une existence publique, et que cette dernière, on ne la réalise que par l'entremise d'autrui, un autrui qui n'est qu'une abstraction pour l'homme, qui est de ce fait une forme toujours présente de sa déshumanisation et de sa dépersonnalisation. C'est surtout vrai de la société contemporaine, où la vie publique apparaît comme l'un des milieux

fondamentaux de réalisation de la personnalité, des valeurs, intérêts et droits de celle-ci.

Compte tenu de tout cela, les hommes et surtout les groupes actifs et pensants ont lutté de tout temps pour la limitation du pouvoir et le renversement de l'arbitraire individuel, pour l'établissement d'un pouvoir limité ou institutionnalisé. C'est en cela que résident la permanence des aspirations et idéaux démocratiques, leur valeur et leur rôle politiques irremplaçables. Toute pensée humaine véritable, en d'autres termes toute pensée libre, critique, non aliénée par des idéologies, par des intérêts égoïstes, par le service d'autrui requiert l'explication du gouvernement personnel et, dans cette explication, les éléments ou forces que l'on peut empêcher, limiter ou transformer, et même renverser.

La société humaine contemporaine, société de la science, de la technique, de l'industrie et d'une culture relative, recèle tous les risques antérieurs de gouvernement personnel, car elle est, elle aussi, contradictoire, imparfaite, pleine d'inégalités, de haines et d'instincts de puissance. Mais, société changeable, c'est également un nouveau milieu qui fait apparaître de nouvelles possibilités et formes de gouvernement personnel. De même qu'il importe que la pensée politique contemporaine étudie les formes anciennes de gouvernement personnel et qu'elle mette de cette façon à nu son „anatomie" et sa „physiologie", de même la science politique doit analyser la société moderne afin de découvrir les racines et les formes de l'actuel pouvoir personnel, ainsi que les possibilités qu'a celui-ci de se reproduire. Cette reproduction peut, en effet, revêtir des formes bien plus dangereuses et absolues que les autocraties classiques analysées par Artistote, Locke, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Madison, Jefferson, Proudhon et Marx.

Au cours de l'analyse du phénomène contemporain qui s'incarne dans le dictateur, „l'homme de la Providence", le „chef" ou le „guide" de la nation ou de la classe, on doit dès l'abord adopter une attitude critique à l'égard de deux orientations idéologiques et morales qui présentent de l'importance pour le problème de pouvoir personnel.

L'une aussi bien que l'autre de ces deux orientations, bien que s'opposant au point de vue idéologique, sont le produit d'un rationalisme abstrait. Mais, tandis que l'une est romantiquement optimiste, l'autre est romantiquement ou, plutôt, traditionnellement pessimiste et fataliste. La première repose sur la croyance en la puissance absolue de la révolution industrielle, des machines, de la technique, du scientisme. On la trouve traduite dans les doctrines de Saint-Simon et de Max Weber, certes, mais aussi dans les diverses théories qui relèvent de la mythologie technocratique. D'après les auteurs de ces théories, l'industrialisation et la technique engendreront une puissance nouvelle, qui subjuguera la politique et les politiciens; la gestion des affaires sociales passera aux mains des techniciens, des savants, des „managers" et autres dirigeants d'un type nouveau, qui s'intéresseront à l'administration des machines et non pas au gouvernement des hommes, à l'efficacité, à l'administration, au „service" et non pas au pouvoir.

Boukharine et d'autres „communistes de gauche" affirmaient, dès les premières années qui suivirent la Révolution d'Octobre, que cette ère-là était arrivée, que l'administration des choses allait remplacer le gouver-

nement des hommes, et que la technique et la science de la gestion rendaient désuets et superflus la science politique, l'art de la politique, le droit public et le droit constitutionnel.[2] Ce n'est pas seulement l'histoire réelle de leur pays, mais bien celle de tous les autres systèmes sociaux et pays qui a démenti cette analyse naïve, qui n'a aucun des caractères d'une vision sérieuse, aucun des éléments d'une étude scientifique. La réalité a révélé non seulement la présence, mais aussi l'accroissement monstrueux du pouvoir (le pouvoir personnel y compris), de le domination et de la manipulation, de tout ce que comporte la politique dans son sens plus strict et le plus négatif. Contrairement à toute attente, la politique, les institutions politiques sont devenues — et sont appelées à devenir de plus en plus dans l'avenir des peuples — des facteurs bien plus décisifs que l'économie, la technique et la science. Ces dernières, en effet, ne peuvent théoriquement pas — et ce serait du reste dangereux — se rendre indépendates, devenir de nouvelles aux hégémonies. En outre, elles s'enforcent de plus en plus profondément dans les mailles du pouvoir et de la politique.

La nostalgie du traditionnalisme, de sociétés stables et naturelles qui n'ont jamais existé, les appréhensions causées par la „civilisation industrielle" et „l'Etat positif" avec leurs éléments de déshumanisation et d'aliénation de l'homme, ont donné naissance aux théories de la société dite „de masses". Ortega y Gasset, de nombreux penseurs catholiques, mais aussi des néo-réalistes et des néo-marxistes nous démontrent que notre époque a atomisé, qu'elle a suscité de ce fait de nouvelles et vulgaires forces de domination et d'aliénation d'une part, un isolement total. La peur, l'appréhension, la méfiance entre les hommes d'autre part, et que l'heure des dictateurs est prochaine, inéluctable et fatale. Or, pas plus que l'ère de l'administration des choses n'a été fatale après la révolution socialiste, le fascisme, le totalitarisme, la dictature et les autres formules „salutaires" de gouvernement personnel ne sont une fatalité après la révolution industrielle et technique. Car, dans tout déterminisme historique, on trouve des éléments d'action et de conscience, de connaissance et de culutre, de volonté et de capacité de rôles sociaux actifs, et aussi des idéaux, l'aspiration permanente de l'homme à l'autonomie et contre l'isolement, à la communauté des hommes et contre les machines qui aliennent, à la solidarité collective sans doute, mais aussi à une vie libre, au respect de la personne.

Mais ces théories, promesses et avertissements révèlent tous des aspects, des éléments de processus sociaux et politiques contemporains, d'où la possibilité, le risque de l'apparition de tendances et d'institutions qui incarnent l'idéologie et la partique du pouvoir personnel ne sont nullement exclus. Le grand problème de la pensée politique et critique contemporaine consiste donc à découvrir les conditions qui favorisent l'avènement de gouvernements personnels, et aussi les circonstances et les forces susceptibles d'orienter l'évolution dans une direction exactement opposée, celle du dépassement des gouvernements personnels et autoritaires, des conditions mêmes de leur manifestation.

Max Weber croyait que la bureaucratisation de l'économie et de l'Etat, manifestation du principe de rationalité et d'institution qu'avaient

[2] N. Boukharine: Le matérialisme historique, Paris, 1932.

développé l'historien allemand O. Gierke et le sociologue français E. Durkheim et le publiciste français M. Hauriou, était l'antipode du pouvoir personnel. La séparation des fonctions, la hiérarchie, la complexité des décisions et l'anonymat de l'organisation bureaucratique introduraient l'ordre là où il n'y avait jusque-là que pouvoir, l'administration où il n'y avait que commandement; ils ouvriraient, de la sorte, une ère nouvelle, celle du „service social" au lieu et place du commandement personnel, de la mythologie personnelle. La pratique sociale et politique a infligé un démenti à cette théorie. La bureaucratie n'a pas replacé le pouvoir. Qui plus est, la bureaucratisation économique-politique et d'Etat de notre époque a fourni des bases nouvelles au pouvoir, pouvoir personnel y compris. On pourrait formuler „la loi" nouvelle comme suit: la bureaucratie et la bureaucratisation tendent à engendrer le gouvernement personnel, le „culte de la personnalité" qui n'est pas autre chose — dans son sens politique rationnel — que la fusion organique du pouvoir personnel et du système bureaucratique, autrement dit de la bureaucratisation de l'administration et de l'organisation de la société, des rapports sociaux. Le gouvernement personnel bureaucratique est la forme revêtue par le régime du pouvoir personnel à notre époque. Ici, le pouvoir personnel est plus puissant, car il dispose d'un appui plus large et mieux organisé; plus indépendant, car il représente ou couvre une couche sociale régnante et plus absolue, car il a un appareil exécutif obéissant à sa disposition. Mais il possède également de nombreuses autres qualités, dont nous avons déjà parlé plus haut. Il est, en particulier, la manifestation d'une crise sociale, d'une crise de croissance ou de stagnation. Et il est, par ailleurs, temporaire, instable, peu sûr. Il présente tous les caractères d'un „pouvoir de crise".

Le pouvoir *personnel technocratique* est une autre forme revêtue par le gouvernement personnel contemporain. Le gouvernement personnel bureacratique et technocratique sont les deux aspects d'un seul et même phénomène socio-politique; ils ne présentent que les caractères fondamentaux identiques. La bureaucratie accompagne la phase initiale de l'industrialisation et de l'instauration du nouveau pouvoir au cours d'un processus de contradictions économiques, politiques, culturelles, etc. très aiguës. Elle apparait au cours de l'industrialisation „administrative et d'Etat". Quant à la technocratie, c'est une forme plus rationnelle de bureaucratisation de l'économie et de la politique, mais qui marque également le début de l'émancipation de celle-ci, de ses formes initiales. La technocratie est une force socio-politique qui devient la couche gouvernante au cours d'une phase évoluée de l'industrialisation, au moment où celle-ci a remporté la victoire, où la société est entrée de ce fait dans sa période de croissance économique. C'est là l'essence des processus socio-politiques qui se déroulent au sein de nombreuses sociétés industrielles contemporaines, quel que soit leur régime social et politique. Mais, aussi bien par leur essence que par leur existence la technocratie et la technocratisation de l'économie et de la politique ne sauraient être disjointés du phénomène du gouvernement personnel, que ce dernier fut individuel ou collectif. Pas plus que la bureaucratie, la technocratie n'a résolu le problème posé par le pouvoir politique: elle n'a fait que le traduire pour son propre compte. Mais l'une et l'autre ont ceci en commun que les

forces sociales s'y organisent et ne se libèrent pas, et que la méthode de gestion y est apodictique et dogmatique et non pas celle de recherches et d'examens. Tout comme la bureaucratie et plus que les autres forces de domination, la technocratie proclame qu'elle seule apporte la vérité, qu'elle possède la connaissance et qu'en elle réside la puissance véritable. Le régime du gouvernement personnel est là en puissance, en virtualité. Dans la pratique, il apparaît, dans des conditions historiques déterminées même une „inéluctabilité relative".

On doit conclure de tout ce qui précède que l'un des grands problèmes de la société contemporaine, et tout spécialement d'une société industrielle évoluée, consiste à rechercher les conditions et la force de limiter, de dépasser le pouvoir personnel. Plus que jamais auparavant, les conditions sont réunies, grâce à la monopolisation et à la technisation des rapports, qui permettent aux forces de domination de conquérir un très grand pouvoir, un pouvoir capable de devenir une force de domination presqu'illimitée des citoyens, des peuples.

C'est aussi l'un des grands problèmes de la société socialiste contemporaine, un problème qui est conçu et résolu dans les différents pays par les moyens les plus variés, parfois même anagationistes. Il est certain, en effet, que nul ne dispose d'une recette infaillible en vue de sa solution, et que le choix entre les différentes formes d'institutionnalisation de la société politique est, dans le socialisme comme ailleurs, non seulement possible, mais aussi inévitable.

Le développement socio-politique et constitutionnel de la Yougoslavie est, à ce point de vue-là, caractéristique.

III

En Yougoslavie, au lendemain de la guerre de Libération et jusqu'à tout dernièrement pour ainsi dire, quoique dans une mesure bien plus faible, l'organisation du pouvoir présentait les traits caractéristiques des systèmes politiques post-révolutionnaires, de ceux de l'époque contemporaine notamment. Les organes exécutifs (le gouvernement et l'administration centrale ou locale) concentraient dans leurs mains un pouvoir très puissant, qui faisait par ailleurs une force du parti, pour ainsi dire l'organe exécutif du parti. Au sommet, il y avait „union personnelle" entre le gouvernement et les formes suprêmes du parti (le Bureau politique et le Comité central). Dans les collectivités intérieures, les organisations locales du parti contrôlaient le pouvoir local et, en fait, le dirigeaient. Cette formule politique du pouvoir risquait de se muer en système, de donner lieu à la formation d'un groupe gouvernant privilégié et aliénant. Ce danger politique a été aperçu en Union Soviétique au lendemain immédiat de la Révolution. Mais la politique stalinien ne tendait — et elle y a relativement réussi — à transformer cette situation-là en „système", un danger permanent pour la liberté et la vie des hommes. En Yougoslavie, il fut découvert plus vite et plus nettement, en partie parce que le pays etait mis par Staline dans la situation de devoir lutter pour son indépendance nationale et son libre développement interne. La résistance à l'hégémonisme extérieur réclamait la modification de l'hégémonisme

intérieur, car le combat pour la liberté ne peut jamais demeurer unilatéral, limité aux relations internationales.

C'est sous l'influence de ces faits que, dès 1949—1950, un processus de transformation graduelle du „pouvoir public" fut inauguré en Yougoslavie. La mesure initiale, et la plus douce, consista en ce qu'il fut convenu d'appeler la décentralisation, par où l'on entendait la réduction des fonctions du pouvoir des organes d'Etat centraux, ainsi que le transfert desdites fonctions aux unités fédérées (ou républiques), qui composent la Fédération yougoslave, et aux organes locaux du pouvoir, qui acquéraient en même temps leur autonomie ou self-government. De cette facon, la „décentralisation" limitait le centralisme et la hiérarchie politique et administrative non seulement dans l'organisation et le fonctionnement du pouvoir, mais aussi dans le système de parti et autres organisations sociales.

La décentralisation, toutefois, déconcentre bien plus qu'elle ne modifie le caractère et la situation du pouvoir exécutif, conçu en tant que pouvoir „actif", essentiellement en tant que pouvoir. Un autre processus avait cependant pour objectif une trasformation qualitative du pouvoir. Ce processus-là, c'était une déétatisation *sui generis*. Plus exactement, c'était dans la déétatisation qu'elle prenait, les premiers temps, sa forme caractéristique. En plus de ce transfert des fonctions du pouvoir des organes supérieurs à d'autres inférieurs, qui étaient encore et toujours des organes d'Etat, qui relévaient du même type, des organes mi-partie d'Etat et mi-partie sociaux, dénommés conseils, étaient formés dès le début de cette période, des organes dont faisaient partie les représentants des diverses institutions autonomes et de la vie publique et qui remplaçaient relativement l'administration d'Etat dans le domaine de la gestion des services sociaux (protection de la santé publique, prévoyance sociale, éducation, culture, science, services publics, etc.). Mais, là encore, il ne s'agissait que d'une manière de décentralisation horizontale: des institutions antérieurement d'Etat étaient transférées à des organismes d'Etat ou mi-partie sociaux et mi-partie d'Etat, qui demeuraient à bien des égards sous le contrôle du mécanisme de l'Etat.

La déétatisation, cependant, prit très vite le caractère d'un début de transformation de l'Etat classique ou politique. La mutation de la propriété d'Etat, le transfert des moyens de production à la propriété sociale et l'institution, sur ces nouvelles bases-là, des conseils ouvriers et d'autres organes d'autogestion ouvrière dans l'économie, furent les instruments essentiels de cette transformation.

Il s'agissait, les premiers temps, d'une forme de co-participation. Des organes qui étaient élus par les ouviers, et qui étaient contrôlés par ces derniers, et le directeur, qui était une sorte de fondé de pouvoir de l'Etat, se partageaient en un certain sens la gestion. Mais, très vite, l'autogestion ouvrière devint un tout unitaire qui inclut le directeur lui-même, organe dont la nomination et l'activité étaient désormais subordonnées à la décision des ouvriers, plus exactement du conseil ouvrier.

Depuis 1950, depuis que l'autogestion ouvrière fut instituée dans les seules entreprises économiques, l'autogestion ouvrière, qui est en train de devenir chaque jour davantage une autogestion sociale, est le trait caractéristique en même temps que l'une des forces sociales et poli-

tiques essentielles du „système" yougoslave. L'autogestion est le principe que l'on trouve à la base de l'autonomie des organisations de travail, de leur décision autonome. De l'économie elle passe aux services sociaux, concrètement aux institutions relevant des domaines de l'éducation, de la culture, de la science, de la politique sociale, des logements, etc., et plus généralement aux sphéres où le travail associé des hommes s'exerce sur des moyens de production sociaux. L'autogestion est, de même, à la base des intégrations qui ont lieu dans l'économie et dans d'autres secteurs d'activité (sous la forme d'associations économiques, de chambres professionnelles, de communauté de production, etc.). Par ailleurs, le contenu de l'autogestion s'accroît, se modifie même. Les premiers temps, l'autogestion équivaut essentiellement à une administration des choses, à l'autonomie dans l'organisation du travail, et à la détermination de la production aussi bien que de la valeur (ou coût) du produit.

L'accession de la société yougoslave au stade d'une société moyennement développée et industrialisée, l'élévation du niveau de la culture et de la conscience, l'accroissement des effectifs de la classe ouvrière, la tendance à stimuler l'intérêt des hommes à leur travail individuel aussi bien qu'au travail commun, la nécessité de faire passer au premier plan la valeur du travail, la productivité du travail, etc., tout cela a abouti, depuis 1956 surtout, au résultat que les collectifs de travail statuent désormais sur la formation du revenu de l'entreprise, ainsi que sur la répartition de celui-ci l'affectation d'une partie du produit aux revenus individuels. De ce fait, les rapports de salariat cèdent la place aux rapports associés, aux rapports d'autogestion, à l'autogestion ouvrière.

L'autogestion sociale est une institution historiquement nouvelle, qui équivaut en un certain sens à une désinstitutionnalisation des rapports sociaux, autrement dit à la domination des rapports sociaux fondamentaux exprimés, dans la gestion de l'organisation du travail et dans la répartition du produit social par les producteurs eux mêmes. Mais elle est également, en tant qu'institution politique, une application des idées relatives à la „démocratie industrielle" et au „contrôle ouvrier". La fin du gouvernement personnel dans la gestion de l'économie et des services sociaux, du gouvernement personnel de type propriétaire-monarchique ou directorial-bureaucratique, ne marquait pas seulement le début de la démocratisation de ces sphères-là où l'autocratie et l'oligarchie s'étaient réfugiées: elle offrait une base à la transformation des macro-institutions et de la société globale, et partant au processus de reconstruction du pouvoir et de la décision. Une démocratie nouvelle, à la fois politique et social-économique, directe et auto-gérée, ne pouvait naître et pousser, au sein d'une société socialiste surtout, que sur ces bases-là; autrement dit, que sur la transformation des rapports fondamentaux entre les hommes au cours du processus de production et de distribution du produit social.

C'est la pénétration des éléments de cette démocratisation-là, qui n'est pas encore devenue entièrement un „système", qui caractérise le développement de la Yougoslavie, depuis l'adoption de la seconde Constitution, en fait de la Loi constitutionnelle de 1953, jusqu'à la troisième, la Constitution de la R.S.F.Y. du 7 avril 1963, notamment.

L'autogestion sociale dans les entreprises et les institutions, ce n'était pas seulement l'instauration d'une organisation déétatisée et auto-

gérée. C'était surtout la prise en mains, par les producteurs et leurs organisations de travail, de la décision politique sur les processus de travail, la répartition du produit social, etc. Le résultat fut une réduction radicale des anciennes fonctions d'Etat, en ce qui concerne les organisations autogérées surtout, mais aussi d'une manière générale. La planification cessait d'être rigide, „naturiste" d'embrasser tout, pour devenir un instrument de projection technique et scientifique, qui manifeste le souci croissant qu'a la communauté sociale des intérêts et des activités des cellules de production. Une telle planification limitait l'étatisme et le bureaucratisme, en même temps qu'elle était la condition des libertés économiques et communales. L'ouvrier, et aussi — et de plus en plus — l'homme, cessaient de dépendre entièrement de l'administration d'Etat; ils trouvaient désormais la condition de leur existence et de leur liberté dans leurs organismes de production et autres organismes de travail. La réalisation de la liberté économique a exigé — et rendu possible — toute une série de formes et d'instruments de la démocratie directe, de libertés et de droits humains, tant collectif qu'individuels.

A cet égard, il convient de mettre au premier plan ce que l'on est convenu d'appeler la commune. Dans les communautés fondamentales de la vie, de la consommation et des autres rapports mutuels, dans les villes et les autres localités, un système de self-government territorial, politique et fonctionnel est en train de s'instaurer. Ce self-government n'est pas seulement classique; il est, en un certain sens, politiquement nouveau, en passe de devenir la base de l'organisation sociale et politique tout entière, la forme et la garantie de la démocratie directe. Ce n'est pas un „pouvoir" transféré, ni créé, mais bien un pouvoir d'autogestion originaire que l'homme-citoyen constitue en tant que formule d'autogestion sociale, dans les affaires de la collectivité locale. En principe, la totalité des fonctions du pouvoir et de la gestion lui appartiennent, dans la mesure toutefois où, en raison de leur importance plus générale et de par la logique des faits, la Constitution n'en a pas réservé quelques-unes, en tant que „droit et devoir", à l'arrondissement, à la république fédérée et à la Fédération. Parallèment commence à fonctionner le référendum en tant que formule de participation directe des citoyens au sanctionnement — ou au rejet — des propositions déterminées de l'assemblée locale (ou des assemblées centrales). Les communautés locales dans les villages et les quartiers urbains sont, pour leur part des associations institutionnalisées de citoyens qui ont des attributions publiques concernant les affaires d'intérêt commun. Les réunions ou meetings d'électeurs, formule de contrôle de l'activité des députés, se consolident. Elles obtiennent peu à peu le droit, qu'elles partagent avec les groupes de citoyens, de présenter des candidats à l'élection des assemblées représentatives. Ces „primeries" *sui generis* ont une importance tout spéciale dans un système politique où le combat pour la démocratie doit être orienté essentiellement vers la limitation du monopole politique du parti, notamment au cours de la phase de formation des organes fondamentaux du pouvoir et de la gestion. Les droits et libertés civiques ont des attraits croissants pour des hommes que l'on ne traite plus en figurants aux parades, en matière pour manifestations politiques, en électeurs, autorisé pour élire des „représentants" déjà „élus". L'homme accède à sa promotion de

gestionnaire; il acquiert un sentiment croissant de l'importance de la liberté du travail et de la personne humaine.

Enfin, l'autogestion sociale dans l'économie a entraîné des changements dans la structure des assemblées représentatives, de l'échelon de la commune à celui de la Fédération. Chacune des assemblées comprend désormais (depuis 1952—1953), en plus d'une chambre ou conseil politique, un conseil des producteurs égal en droit au premier. Les conseils de producteurs sont élus par les ouvriers et les cadres des organisations économiques, ainsi que par la quasi-totalité des paysans qui sont intégrés au secteur social au moyen des différentes formules de coopération. Les conseils de producteurs deviennent, pour la première fois dans l'histoire, des chambres entièrement égales en droit aux chambres politiques, chose que Sydney Webb avait entrevu et préconisé dans son „Programme d'un gouvernement socialiste". Les conseils de producteurs exercent, de concert avec les conseils politiques, leur pouvoir de décision en matière d'économie, de finances, de problèmes du travail, etc.

A l'étape actuelle du développement de la Yougoslavie, l'organisation politique du pays repose, aux termes de la Constitution de 1963, sur les trois principes politiques suivants, qui sont relativement nouveaux ou tout au moins conçus de manière nouvelle: 1) l'autogestion sociale, manifestation de l'activation et de la socialisation de la souveraineté et du système de pouvoir populaire; 2) le fédéralisme, conçu non pas seulement en tant que garantie de l'égalité de droit des peuples yougoslaves dans le cadre général de l'Etat fédéral commun, mais aussi comme la forme revêtue par une collectivité socio-politique qui se constitue „d'en bas" par l'intégration de l'autogestion fonctionnelle et territoriale (organisations de travail auto-gérés et communes à self-government); et 3) la constitutionnalité, qui est conçue doublement, d'abord au sens démocratique d'ordre légal objectif et obligatoire pour tout le monde, ensuite au sens nouveau d'ensemble des conditions des forces au moyen desquelles le pouvoir est limité par des centres de décision autonomes, ce qui doit faire obstacle non seulement à la „tyrannie d'une minorité" mais aussi à la „tyrannie de la majorité".

Un pareil système socio-politique réclamait certes la re-vitalisation du parlement, mais aussi des formes nouvelles d'organisation du pouvoir, de la Fédération aux collectivités locales. Conformément à la logique du système et afin d'empêcher l'aliénation, la monopolisation et la personnalisation du pouvoir, on a modifié le statut, le rôle, la structure même des assemblées représentatives.

Avec les principes du „gouvernement d'assemblée" au départ, les assemblées yougoslaves apparaissent comme des corps législatifs, certes, mais aussi comme des institutions politiques fondamentales, des institutions qui prennent des décisions politiques ou directives. L'assemblée forme elle même son pouvoir exécutif, qui change de caractère, de rôle et de structure. On a abandonné depuis plusieurs années déjà, en Yougoslavie, la conception générale d'un gouvernement qui serait titulaire du pouvoir exécutif et administratif et, de ce fait-là même, le facteur d'impulsion essentiel de la politique. C'est l'idée exactement inverse qui a obtenu sa consécration définitive. Le pouvoir exécutif est désormais

scindé en ce que l'on convient d'appeler la fonction exécutive politique d'une part, et la fonction administrative de l'autre. La première est confiée à un comité politique permanent de l'Assemblée qui est en fait, sous le nom de Conseil exécutif, l'organe exécutif de celle-ci, qui contrôle également en permanence l'activité des organes de l'administration. C'est l'Assemblée qui élit le Conseil exécutif, dont les membres sont pris parmi les députés à l'Assemblée. Elle peut le révoquer, intégralement ou en partie, avant l'expiration du mandat quadriennal.

L'Assemblée ne se contente pas de contrôler le Conseil exécutif. Elle trace, par ses lois, ses plans et ses résolutions politiques, un cadre à son activité. Il n'y a aucune possibilité de délégation de pouvoirs. La responsabilité du Conseil exécutif vis-à-vis de l'Assemblée est assurée. L'initiative, tant politique que législative, de l'Assemblée est de plus en plus importante quoique limitée. Les différentes branches de l'administration sont organisées en secrétariats qui n'ont ni le statut, ni les pouvoirs des ministères du parlementarisme classique. Les chefs des secrétariats, qui sont choisis par l'Assemblée, ne peuvent être députés à celle-ci. L'exécution quotidienne des lois et les autres fonctions techniques se trouvent, de ce fait, en principe aux mains de fonctionnaires, d'experts qui répondent de leur travail politiquement à l'Assemblée et fonctionnellement au Conseil exécutif lui même. A l'échelon de la Fédération, la fonction parlementaire classique est confiée à un Président de la République élu par l'Assemblée et responsable devant celle-ci. Le Président de la République n'est pas, au point de vue constitutionnel, un facteur du pouvoir exécutif actif.

La nouvelle structure des assemblées présente une importance à la fois théorique et politique encore plus grande. Les assemblées représentatives sont conçues comme des „délégations constituées" de citoyens-électeurs et de travailleurs engagés dans les organisations de travail, de l'économie à la science. A l'échelon de la commune, cette délégation politique et économico-sociale de la société revêt la forme de deux chambres ou conseils égaux en droit. A l'échelon de la république et à celui de la Fédération, cependant, l'assemblée représentative comporte cinq chambres ou conseils. L'Assemblée fédérale comprend, pour sa part: le Conseil pour l'éducation et la culture, le Conseil pour les affaires sociales et la santé, et le Conseil politico-organisationnel. Le premier Conseil est celui de la „société politique". Il est élu à deux degrés, par l'assemblée représentative de la commune d'abord, par les citoyens au suffrage direct ensuite. Le Conseil économique est le corps représentatif des travailleurs employés dans les organisations économiques. Le Conseil pour l'éducation et la culture est la chambre élue par les écoles, les institutions scientifiques et culturelles, etc.; ses membres sont pris parmi les enseignants, les travailleurs scientifiques, les artistes et les travailleurs culturels. Le Conseil des affaires sociales et de la santé est la chambre des médecins, du personnel sanitaire et social des hôpitaux et des institutions sociales. Le Conseil politico-organisationnel, enfin, est en quelque sorte la chambre des „managers", étant élu par les membres des organismes d'autogestion, de l'économie à la science et à la culture. Dans ce cadre général de cette structure complexe, c'est en fait un „système bicaméral" *sui generis* qui fonctionne, car aucune décision ou presque ne peut être

adoptée par l'assemblée si le conseil politique et l'un des „conseils de communauté de travail" n'a pris part à son élaboration.

Un régime purement politique ou purement parlementaire, avec l'inévitable pouvoir exécutif en tant qu'institution politique active et dirigeante, ne saurait servir de modèle au système politique contemporain du socialisme. Un arrangement purement politique reposant sur la démocratie représentative individualiste ne serait, dans les conditions générales des pays socialistes connus, qu'une forme d'instauration d'un pouvoir politique bureaucratisé. La valorisation politique de l'homme au travail et de ses organisations de travail et, partant, celle des forces productives et de travail de la société, sont les pré-conditions nécessaires de la structure politique d'une telle société. Ce n'est que sur ces bases-là que l'on pourra opposer un barrage à l'instauration de la bureaucratie et que seront réunies les conditions qui permettront la socialisation du pouvoir et de la politique, en l'absence de laquelle il ne saurait y avoir de démocratisme dans une société de „type" socialiste. Par ailleurs, la fusion de la démocratie socio-économique et de la démocratie politique permet l'activité des forces et l'instauration des rapports qui limitent l'absolutisme de la politique et instaurent les rapports de limitation mutuelle, de relativisation des décisions, de contrepoids, sans lesquels une société contradictoire ne peut se développer en tant que démocratique.

Une pareille institutionnalisation, complexe et relativement „irrationnelle", de la société politique trace une limite au développement continu du monopolisme et du totalitarisme politique. Mais elle réclame également la transformation de l'ancien système de parti, qu'il s'agisse de système multipartitaire ou du parti unique: une définition nouvelle du statut, du rôle et du caractère des partis politiques. Si cela ne se produit pas, la complexité organique et l'innovation politique que réclame la société contemporaine, dans le socialisme notamment, peuvent aboutir à la confusion et à la rupture de l'unité économique, nationale et morale, ce qui est susceptible d'ouvrir la porte toute grande au totalitarisme et à l'arbitraire bureaucratique (qui se prévaudrait dès lors de leur inévitabilité, de leur rôle de „sauveurs"). Il suit de là que le problème de la transformation du parti, dans le cadre notamment du dépassement des conditions nécessaires au pluralisme politique et de partis, est-il le problème toujours ouvert, et en un certain sens décisif, de la re-vitalisation des institutions politiques et de l'institution de formes de démocratie nouvelles.

Les événements actuels, compliqués et allant aussi en contre-sens de cette nécessité politique, réaffirme cette constatation de la science politique cherchant la verité et liée à la recherche de la liberté humaine.

Dr Branko PRIBIĆEVIĆ,
Professor at the School of Political Science in Beograd

YUGOSLAVIA AND THE CONTEMPORARY WORKERS' AND SOCIALIST MOVEMENTS

The League of Communists of Yugoslavia plays an active, independent and notable role in the constellation of forces of contemporary socialism. During the last two decades the international role and influence of the League of Communists of Yugoslavia have been considerably greater than could normally be expected from an organization operating in a country of this size, level of development, economic and military-political power. This active international role of Yugoslav communists is most closely connected with some important characteristics inherent in the emergence and development of socialism in this country. As a result of historical, international and other circumstances, the process of social transformation in Yugoslavia has encountered many serious difficulties and problems. In surmounting various difficulties, overcoming resistances and solving numerous social, economic and political problems, which have appeared in the process of the new society, the leading political forces have manifested, at all important moments, and particularly during the last two decades, a high degree of independence and originality in channelling social development. The conquest of power by revolutionary forces in this country has introduced some new elements into the theory of socialist revolution. The process of social transformation — which began in Yugoslavia a little more than a quarter a century ago — has introduced several interesting and valuable elements into the theory and practise of contemporary socialism. By rejecting dogmatism of every kind, communists exerted great efforts in order to discover the most adequate roads of social development. Over a number of years, there has been a constant tendency to elaborate the basic principles and postulates of Marxist theory in harmony with all the peculiarities of the socio-economic, historical, political and cultural conditions of this country.

In this paper we are going to draw attention to those aspects of the theory and practice of the League of Communists and other socialist forces in the country which are of special importance for determining and understanding Yugoslavia's place and role in the complex of forces of the contemporary workers' and socialist movements. The most significant elements for understanding this role are those constituting

the basic characteristics of internal development. The specific roads and forms of socio-economic and political development based on a broad application of the principles of direct socialist democracy and developed system of social self-government are undoubtedly the basic components determining the international status and role of the socialist forces of this country.

Nevertheless, this paper will not lay stress on the study of these aspects of the theory and practice of Yugoslav socialism. I am going to deal, first of all, with some theoretical and political problems arising in the relations and contacts between the League of Communists and socialist forces operating in other countries. I shall examine in detail the stands of the League of Communists with regard to relations among workers' and socialist parties as well as with respect to relations among countries where workers' parties are in power. This approach, in my paper, has been rendered possible by the fact that the participants in this Seminar will be in a position to get acquainted with a large number of papers dealing with almost all the important aspects of the internal policy of Yugoslavia as well as with the corresponding fields of social thought. Therefore, I am going to mention, in my paper, only some aspects of internal development and policy, bearing constantly in mind the fact that other papers will inform you about the theory and practice of international relations in general. Bearing this in mind, this paper will centre its attention on questions concerning the international activity and role of the League of Communists of Yugoslavia.

In the first part of the paper, we shall give some important data illustrating the basic characteristics of the development of the revolutionary movement in this country before World War II. In the second part, we shall draw attention to factors explaining the specific road pursued in the development of the revolution in Yugoslavia as well as the development of the new social system. We shall endeavour to answer the questions that are often posed with regard to Yugoslavia's position in the constellation of forces of the world revolutionary movement. One of these questions is — how come that the Yugoslav communists had been the first to oppose Stalinist domination in the international communist movement? Why did the well-known conflict in 1948 actually take place and, this being even more important, why has the League of Communists of Yugoslavia been able to withstand all sorts of pressure and to win, under those extremely unfavourable conditions, a major moral and political victory by asserting its stands on a broader international plane? In the third part, we shall examine those political stands and theoretical concepts of the League of Communists of Yugoslavia which are particularly relevant for defining and understanding the role played by it in the contemporary workers' and social movements.

I

Development

1. The League of Communists of Yugoslavia (LCY) was formed at the beginning of 1919 under the name of Socialist Workers' Party of Yugoslavia (Communists) as a result of the process of unification

of the revolutionary parties and groups that had been operating until then in individual parts and regions of the country. The Party immediately joined the Communist International, and, at its Second Congress (1920), adopted the name: Communist Party of Yugoslavia.

It is characteristic of the process of formation of the Communist Party in this country that the new party was joined by practically all members, active political workers, and leaders of the previously existing social-democratic parties that had been operating in various parts of the country. The right wing of individual organizations of the workers' movement formed the Socialist Party of Yugoslavia after 1920. The ratio of forces of these two tendencies in the workers' movement in this country can be seen from the returns of the first municipal elections held after the founding of the two parties in Zagreb, the most important industrial centre of the country, when communists won over 7.000 votes, and the social-democrats only 284.

The Communist Party succeeded very soon in asserting itself as a strong and influential political force. At the first parliamentary elections, which were held only a few months after the founding of the party, the communists won 59 seats in Parliament, and thus became the third strongest parliamentary group. In many towns the communists won a majority of votes at the first municipal elections and, consequently, also won a majority of seats in the municipal councils.

The great and for many political groups rather unexpected success of the communists in obtaining support from workers and other underprivileged strata of the population induced the ruling political circles to issue, as early as 1920, a decree banning the Communist Party of Yugoslavia. All the deputies, members of the Communist group in Parliament, were deprived of their mandates, and the same was done with respect to the Communist members of municipal councils. A period of police persecution began and lasted as long as the Kingdom of Yugoslavia. The repressive measures of the authorities, which in their various phases were particularly severe and brutal (as for example, in the period from 1928 to 1933, when many leaders and active members of the Party were liquidated), as well as grave internal factional conflicts in the Party, led to a significant slackening of the influence of the Party in the country. This period lasted until 1936, and even 1937, when factional dissensions were finally overcome, and a period of renaissance and rapid growth of the Party was initiated.

2. The exceptionally difficult conditions, under which the Party had been operating in the first two decades of its development and the above-mentioned internal party dissensions prevented the Communist Party of Yugoslavia from securing greater prestige and influence in the international workers' movement at that time. Particularly so within the Communist International, whose member it was until the latter's dissolution in 1943. During that period, the Communist Party of Yugoslavia had, by Comintern standards, the status of a "small party" operating in a "small and underdeveloped country". In its political activity, the Party endeavoured loyally and strictly to implement all the major decisions of the International. Its political thinking and its theoretical con-

cepts in that period remained mostly within the — often narrow limits of the basic principles and policies of the International.

3. The later development of the Communist movement in this country (during the period that begins in the late thirties) brought many significant changes in this respect, with far-reaching implications. The Communist Party of Yugoslavia became gradually more and more active and, it might be said, also an increasingly significant factor in the constelation of forces of the contemporary Communist movement, and of world Socialism in general.

The process of renewal and consolidation of the Communist Party of Yugoslavia was marked and stimulated by Josip Broz Tito's arrival at its head. He assumed the post of Secretary of the Party in 1937. The Communist Party considerably increased the number of its members and extended its political influence within the period of a few years. On the eve of World War II, the Party had about 12.000 members, while the communist youth organization numbered about 36.000 members. Although, throughout this time, the communists were compelled to operate underground, they nevertheless succeeded to conquer dominant positions in the majority of trade unions by the end of the thirties. The social-democratic trend, which enjoyed the full support of the régime, remained almost without any influence on the working class and other poor strata of the population. At the moment of the occupation of the country by German, Italian, Bulgarian and Hungarian fascist forces — in April 1941 — the Communist Party of Yugoslavia was strong and unique organization and exercized strong influence not only in the largest industrial centres, but also in many typically agricultural regions, such as, for instance, Montenegro or Dalmatia.

Today, the League of Communists represents an independent and very active force within the framework of revolutionary forces and movements in the contemporary world. Its policy and doctrine contain a whole range of specific and original elements that attract the attention not only of forces operating in the Communist movement, but also of much wider sections of political opinion. The League of Communists has occupied, for almost two decades, a specific position in the internal confrontations and conflicts which have characterized the recent history of revolutionary movements, and has, very often, been the object of various controversies.

II

Causes

4. It appears necessary to raise the question of the causes of such deep and, occasionally, almost dramatic changes in the international status and position of the Yugoslav revolutionary movement. What has been the cause for the leading political force of a relatively small country to play such an active and outstanding role in international events? As Yugoslavia is a country with comparatively limited economic and other resources, measured by standards of power politics, it is quite certain that the answer to this question cannot be sought in this sphere. Actually, the main reasons for the significant role played by the LCY in the con-

stellation of world Socialist forces, as well as for a continuous interest in the policy and political philosophy of this organization, should be sought: a) in certain aspects of its recent history, and b) in the specific position it has been occupying for years in the most fundamental trends and processes which characterised the development of world Socialism.

The specific international position of the LCY reflects trends and changes that have taken place in the process of socialist transformation of this country. In my opinion there are three essential factors determining not only the development of the LCY, but of socialism in this country as well.

5. The first factor is the *specific character* of the socialist revolution carried out in this country. The term "revolution" is used here in its "*narrow*", *political meaning* referring to the process of conquest of political power by progressive and revolutionary forces.

The following two factors are particularly characteristic of the socialist revolution in Yugoslavia:

a) It was *a revolution with profoundly social connotations, which assumed the form of a nation-wide liberation war against fascist occupation forces, and their domestic supporters.* As a result of specific circumstances, the Communist Party found itself at the head of the liberation movement, while other political parties and groups were either passive or directly collaborating with the invaders during the liberation war. The political division during the war into anti-fascist, liberation forces and forces that collaborated with the invaders of the country was very close to, although not identical with, social polarization between the rich and the poor. The ruling classes of the pre-war régime supported the enemy, whilst the masses of peasants, workers, students, etc. joined the forces of the liberation movement. As the anti-fascist forces were headed by the Communist Party, the victory over the fascist invaders simultaneously led to profound social changes — political power was taken over by the working class and its allies in the liberation war. *The liberation war thus grew into a profound social revolution.* The old governmental structure was crushed during the war and replaced by a quite new political and administrative structure. The measures of nationalization and the land reform, through which the former ruling classes were dispossessed, thus became the epilogue, the concluding phase, of a process that had started much earlier, and did not amount — as was the case in certain other countries — to the first profound intervention in the old social structure, to an opening of the process of social transformation. To illustrate this it might be pointed out that under the Nationalization Law, adopted in 1946, only a smaller part of national resources was taken over by the State, as the most important enterprises had already been transferred to public ownership under the Law on the Confiscation of the Property of Collaborators of the Enemy (this law applied also to those businessmen who had acquired considerable fortunes through trade and other activities with the enemy).

b) *The process of taking over power had the character of an authentic social revolution in view of the massive and stable popular support enjoyed by the liberation movement.* Before the end of the first year of the war, this movement grew into a strong military and political

force that was able not only to defeat on its own various Quisling armed groups and, consequently, also the forces that were tending towards the restoration of pre-war institutional structures, but gave also a great contribution to the Anti-Fascist coalition in European battlefields. We should particularly emphasize here that, *by the end of the liberation war (1944—1945), such a balance of forces was established in Yugoslavia that the institutions of the old régime had been defeated as a result of the clash of internal forces.* Of course, it is not possible to explain the victory of the socialist revolution in Yugoslavia outside the context of the victory of the Anti-Hitler coalition and the changes produced by this victory in the general balance of forces on a world-wide scale. The victory of the Anti-Hitler coalition created the general setting within which the Yugoslav revolution took place. It created favourable *international* conditions for the forthcoming social transformation, but the revolutionary forces in this country had prevailed and had defeated the armed forces of the possessing classes already before the end of the war.

The combination of these two elements represents the main characteristic of the socialist revolution in Yugoslavia and, at the same time, assigns to it a specific place and character in the history of socialist revolutions and of socialism in general. The above mentioned elements were not present in Yugoslavia alone, i.e., they were not unknown in other countries where, for instance, more or less developed resistance movements existed. The specific nature of the Yugoslav revolution lies in the *degree of affirmation* of these factors and in their *inter-relation and interaction.*

In my opinion the specific character of the process of taking over power by the revolutionary forces, the authenticity of the revolutionary process in this country, is an important factor for understanding not only the character of the revolution, but also the character of the entire post-war development of the League of Communists and of the country as a whole.

6. Another factor, which is significant for understanding the recent history of this country, particularly the position of the LCY in the international workers' movement was the *conflict with Stalinist hegemony* which took place in 1948 (officially, this was the conflict between the Yugoslav Party and the Cominform, an organization that included all the ruling East-European parties, the Italian and the French Communist Parties). The conflict, which broke out because of the refusal of the Yugoslav Party to yield to outside pressure and dictates, to accept the practice of unequal relations among communist parties and socialist countries, assumed very soon dramatic and serious forms.

The conflict began through an exchange of letters between the leaderships of the Soviet and Yugoslav parties. In these letters the Yugoslav communists were accused of numerous "deviations" from the Marxist theory and of "anti-Soviet" stands. As the leaders of the Communist Party of the Soviet Union admitted eight years later (during Khrushchev's first visit to Belgrade and on many other occasions), all or almost all of these criticisms and charges were false. The Soviet leaders have repeated several times that the attack against Yugoslavia was a "mistake" due to the "intrigues" and "provocations" of Beria, the then

chief of the Soviet political police. By the way, we, in Yugoslavia, have never been able to accept such a simplified explanation of the causes and substance of the conflict which began in the summer of 1948.

The letters signed by Stalin and Molotov practically demanded the unconditional capitulation of the leaders of the Communist Party of Yugoslavia. As these demands were not accepted — in the then leadership of the Communist Party of Yugoslavia only two members of the Central Committee supported Stalin's charges — the resolution of the Cominform "On the Situation in the Communist Party of Yugoslavia" was published on June 28, 1948. The resolution repeated and to some extent elaborated and completed the charges contained in the letters sent by the Soviet leaders a few months earlier.

After the publication of the resolution, a real propaganda war against the Communist Party of Yugoslavia was unleashed. Actually, all the communist parties in the world were induced, in one way or another, to a rupture of relations with the Communist Party of Yugoslavia. After a few months, during which the polemics had seemingly the character of an ideological controversy (criticism of alleged departures from Marxism), a broad campaign of disqualification and defamation was launched. Yugoslavia was quickly proclaimed a country ruled by a fascist dictatorship where capitalism had been restored. It was "discovered" and "proved" that all the leaders of the Communist Party of Yugoslavia were the agents of various imperialist powers. Well-known monster trials were organized in Budapest, Sofia and Prague with a view to "proving", in court, these absurd and grotesque charges. Among others, there was a monstrous assertion that the liberation war in Yugoslavia, which had inflicted very heavy losses in personnel and war materials the invaders, had been conducted by people executing, at that time, the orders of the German intelligence service?!

This "ideological" struggle against Yugoslav deviations was completed by the adoption of extremely severe measures of economic blockade, by frontier incidents which lasted over a number of years and by the massing of military forces along Yugoslavia's borders. Appeals were being constantly launched from the Soviet Union and neighbouring socialist countries to "healthy socialist forces" calling upon them to settle accounts with the leaders of the Party and to bring back the country to the "right road of socialism and revolution". All these measures of pressure were unsuccessful. As we have already mentioned, the leaders of the Communist Party of the Soviet Union openly admitted, in May 1955, that the attack against Yugoslavia had been a mistake. The monster trials were annulled. Most of the political charges were proclaimed to be erroneous. The Cominform was dissolved. In the ensuing years inter-state relations were normalized first, while relations among parties were restored later.

The significance of the conflict, which broke out in 1948 and lasted for 7 to 8 years, lay in the following:

— it was the first instance of an open resistance of a Communist party to Stalinist dogmatism and hegemony which were imposed on the communist movement at that time;

— it was the first time that a party opposed the demands and policy of the so-called "leading centre", and that it *persisted in its attitude*, i.e., that its independent orientation was not crushed, and

— *in the course of this conflict, almost all the essential questions, which since 1956* (the 20th Congress of the Communist Party of the Soviet Union) *have been representing the process of freeing the Communist movement from the negative elements of Stalinist heritage, were raised.* Thus, for instance (in the course of the conflict), the questions of relations among Communist parties and relations in the international workers' movement in general were raised, as well as the questions of relations among Socialist countries, and among sovereign countries in general, many other significant questions relating to the building of socialism, such as problems regarding the role of the Party and State, the relations between the Party and other socio-political organizations, the place and role of the working man in a socialist society, and what is particularly important, the problem of socialist democracy, and so on.

7. The third significant factor for understanding the role of the League of Communists in the constellation of revolutionary forces of the contemporary world lies in the *specific ways and form as well as contents of the process of development of the socialist system in this country.* If we bear in mind the two above-mentioned factors, it will not be difficult to understand why, very soon after the new revolutionary government had been consolidated, Yugoslavia started following its own way in building its new social structure which in many respect was quite specific. The same factors represent also the starting point for understanding the independent role and position assumed by Yugoslavia as a socialist country in international relations, and by the League of Communists in the international workers' movement.

In all the above-mentioned basic spheres of *political activities* of the League of Communists, we are confronted with many independent and original solutions which have been either preceded or accompanied by an appropriate development of *political philosophy.* Some of these political concepts, which represent the theoretical basis for appropriate institutional solutions and political action, have brought fresh blood to the practice of socialist development, and have also made a contribution to the body of socialist thinking.

8. The three above-mentioned basic factors, the determining factors of the specific position and role of the Yugoslav revolutionary movement within the framework of the revolutionary forces of the contemporary world are most closely inter-related. It is very probable that the conflict of 1948 would never have taken place, if there had not been an authentic and original socialist revolution. The specific features of socialist development in this country can be understood only in the context of the revolution carried out in the years of World War II and the conflict that broke out in 1948. In this sense it is very difficult to answer also the question — as to which of these three factors contributed most to the specific position and role of the League of Communists in the international workers' movement?

Bearing in mind the above-mentioned reserves, it seems nevertheless that the factor listed in the last place i.e., *the independent and original process of social transformation which took place in this country,* is particularly significant for explaining and understanding the position of the League od Communists. This is also the main reason for the great interest abroad in studying the various aspects of Yugoslav internal policy and social system as a whole.

III

Socio-economic structure

9. Let us now try to put a few basic questions. What are the basic characteristics of the socio-economic and political structures in this country? What are the most important features of the institutional mechanism of the Yugoslav socialist community? What are the specific characteristics of the foreign policy of this country? What principles and policies does the League of Communists apply in its relations with other socialist forces and revolutionary parties?

A more thorough discussion of all these questions certainly transcends the scope and purpose of this paper. I have certainly no ambition to enter into a discussion of all these aspects of Yugoslav internal and foreign policies. My task is, however, made much easier by the fact that many of these questions have been comparatively thoroughly explained in the preceding discussions conducted by my colleagues. It will be therefore sufficient for me to refer in this survey, only briefly to some points of particular interest.

Speaking about *the institutional mechanism of the Yugoslav socialist community.* I deem it necessary to emphasize the following moments:

a) the system of workers' and social self-government, which is the basic feature of the whole social structure in this country, and concurrently — most probably — the most valuable contribution of the Yugoslav experience to the enrichment of the theory and practice of contemporary socialism;

b) a gradual but radical *transformation of the highly centralized and administratively managed and directed economy into a socialist market economy;*

c) *a high degree of decentralization of the political system* with a continuous tendency towards strengthening the position and increasing the power of the basic cells of the social structure (enterprises and communes) at the expense of central organs and institutions, which is, in fact, a very specific and almost unique tendency in the world in the process of *re-distribution of power,* as, in most countries, one can observe the opposite tendency of concentration of economic and political power in the centres at the top of the social pyramid;

d) the search for and evolution of original mechanisms and institutions for the *coordination of general and individual, broader and narrower interests,* which is very significant for the decentralized structures, based on the assumption of the legitimacy of different interests

and of their conflicts, and excludes, at least in principle, the possibility of settling them by imposing solutions from "above";

e) a continuous tendency towards the *strengthening of rights and position of the working man and citizen* in general, by extending and guaranteeing their constitutional rights, which often implies the *struggle against bureaucracy* and other forms of limiting and restricting the rights of working people, i.e., an evolution towards the development of a *free, open, and democratic socialist community.*

10. *In the sphere of international relations,* in addition to a consistent and resolute struggle for peace and relaxation of tension, the following two factors are particularly characteristic of the policy of this country in the period since World War II:

a) *the policy and doctrine of non-alignment* intended to prevent a complete bloc polarization of the world and to eliminate gradually its division into antagonistic military alliances, and

b) *the policy and doctrine of active and peaceful coexistence,* the purpose of which is to secure peace in the world and which is increasingly considered to be the only alternative to a devastating thermo-nuclear war.

IV

International position

11. In the sphere of *relations in the international workers' movement,* the League of Communists has been fighting for almost two decades for the assertion of the principles of full equality and independence of all parties and other progressive organizations, against all kinds of outside interference, the imposing of political solutions, or theoretical views on other parties regardless of motives and explanations offered to justify such interventions. It has been fighting for the right of every party to have complete freedom of development in accordance with the needs and the specific nature of the conditions in which it operates.

12. We will now consider a little more closely the last group of views and activities of the League of Communists, i.e., in the sphere of relations in the international workers' movement, particularly in the communist movement.

The LCY was the *first* communist party to oppose openly and resolutely the *type of relations in the communist movement* which prevailed in the period of the domination of Stalinism. In this criticism, it was particularly emphasized that the type of relations manifested in the period between the two world wars through the Communist International, and after World War II through the Information Bureau of Communist Parties and through such theoretical concepts, the theory of a "leading centre", or the "leading party", has long ago become politically obsolete and detrimental to the development of the movement. It was also emphasized that such relations have become both theoretically and politically untenable and that, moreover, some of its theoretical premises were totally wrong.

In this context, it was particularly emphasized that a high degree of centralization of the movement with its unavoidable leading centre — no matter whether this centre is institutionalized (by various statutory pro-

visions) or not — necessarily leads to many difficulties and very easily becomes also a source of serious weaknesses and abuses. Such a type and structure of relations lead to neglecting the specific conditions under which individual parties are working, since the logical and unavoidable consequence of such relations is that the centre directs the actions and policies of the whole movement along lines suited to its own views — often regardless of the legitimate interests of the affiliated parties. Many a time the so-called "general line" of the movement directly clashed with the interests of some member parties and seriously damaged their positions.

Another negative aspect of this type of centralised relations was that it provided ample ground for various abuses which manifested themselves in the crude subordination of most of the parties to the interests of the "leading party".

13. This criticism was directed not only against the above-mentioned deformations in the sphere of practical relations, but also against the central theoretical concept on which these relations were founded, i.e., the *principle of monolithic unity of the revolutionary movement.* The Yugoslav communists rejected the thesis that monolithic character is indispensable to the development of the international revolutionary movement, and that this movement can act effectively only if it is organised along the lines of a highly centralised and uniform international structure.

14. The concept of monolithic unity was very inadequately developed and defined, even though, for many years, it has enjoyed the status of one of the fundamental theoretical principles, of a norm defining the internal relations and structure of the international movement. The statements and texts on the real meaning of the term were most frequently incomplete and confusing.

15. The typical relations which prevailed within the movement in accordance with this principle, implied, in my opinion, full uniformity or even identity in the spheres of:

— ideology,
— policy, and
— organization.

A monolithic character requires full unity in these essential aspects of the internal structure of the international movement.

16. This type of relations implies both advantages and disadvantages. Its advantages appearing in certain phases of the development of the movement in particular, in general, are the following:

a) a high degree of mobility; b) a relatively simple mechanism of directing and coordinating the action of all the parts of the movement; c) the possibility for maximum concentration of all the forces of the movement on one or more key points, to which the centre wishes to direct the political action, and d) the possibility for a prompt political realignment (changes in the direction of action or in its targets).

17. On the other hand, this principle implies certain serious weaknesses, such as: a) the concept of monolithic unity is almost incompatible with the necessity for a revolutionary force (a party or a movement which tends towards a radical transformation of social relations) to develop its policy and doctrine not only from general principles and

laws of social development, but primarily in conformity with the needs and requirements of a concrete social environment in which it operates; b) in view of the inescapable trend towards unequal development of the movement (the appearance of great and small, strong and weak parties), the concept of monolithic unity furthers unequality between the parties.

18. When we consider individual cases of international organizations, we must bear in mind both sides of the question. This leads us to the conclusion that when we evaluate individual organizations and experiences, we must begin with the concrete historie situation in which a given organization has appeared. Whilst in one particular period of its growth the progress of the workers' movement and of the cause of socialism can imperatively require the formation of a structure of a monolithic type, in which case the negative aspects of this type of relations are either deliberately or unconsciously overlooked, in other situations, the needs and the primary objectives impose quite a *different set of values*, and the necessity to reject this pattern of relations within the international movement.

19. In the case of the history of the communist movement, this can be shown by the following example: at the time of the founding of the Communist International there were three good reasons for adopting the principle of monolithic unity: a) it was a period of great *revolutionary upsurge*, when an immediate world-wide armed revolution was considered to be imminent, which required a full mobilization and concentration of the forces of the revolutionary movement on key targets, and b) it was a formative stage in the development *of the revolutionary movement*, a period of a far-reaching ideological and political polarization of forces within the international workers' and socialist movement. c) It was a period when it was absolutely essential that all revolutionary forces should be most closely united in defending the first socialist state from imperialist intervention and aggression. Bearing in mind these three factors, it is clear why the revolutionary forces, at the time of constituting themselves into a distinctive wing of the world socialist movement, readily accepted a monolithic pattern of relations. In a period when an immediate world revolution was expected, i.e., a world-wide class armed war, it would be inadmissible for the revolutionary movement to start the war without a strong directing centre, without a "general staff of the world revolution". And the Communist International was conceived precisely as such a "general staff".

20. The conditions have profoundly changed since then and the presumptions, which, half a century ago had justified, and even required a monolithic type of relations, are no longer present. Today, there are only very few people who think about socialist transformation in terms of a simultaneous world-wide armed revolution, or class war. On the contrary, it is becoming ever more obvious that the development will not be uniform, that individual countries will progress towards this aim along different paths, and using very different methods. Most communist parties have passed the so-called formative stage in their development so that they need no longer a continuous and systematic aid from an outside centre for developing their organization, policies, and doctrine. Contemporary socialism can no longer be interpreted in terms of an isolated socialist island encircled by the enemy.

21. There is another very important argument against the monolithic structure as a basic pattern of relations in the contemporary international revolutionary movement. This argument is directed against the fundamental philosophic premise of monolithism. The advocates of the theses that monolithic character is an immanent characteristic of the international revolutionary movement necessarily presuppose that *there is a full unity and harmony of interests of the working class of all countries.* In other words, they assert that there can be no real conflict of interests between workers of various countries. If there is such a harmony of interests of the working class on a world scale, it is then logical to conclude, the advocates of this proposition maintain, that those *workers' movements, which correctly reflect the interests of the working class in individual countries, cannot collide,* that their interests must be identical and harmonius. In fact, the whole concept of monolithic unity has been built on the grounds of this hypothesis.

I claim that this thesis is unrealistic and, therefore, untenable. In the contemporary world we are witnesses of real conflicts of interests not only between the antagonistic classes (in a class society) or between the bourgeois classes of various societies, but also between different strata and parts of the working class in a single country, or between workers and working class organizations from different countries. All these kinds of conflicts of interests are not evidently of the same nature and intensity. There is no doubt that the conflict of interests between two antagonist classes, *as a rule,* will tend to be much sharper and deeper than a conflict of interests between two organizations that are based on the same class background, but are operating in different countries, or in one and the same country. Of course, this is but a basic rule, and the social history offers many examples that point to the contrary: very sharp conflicts between the organizations (parties) which have the same or similar social base, with a simultaneous "lull" or even cooperation in relations with the organizations (parties) that, in fact, reflect the interests of different classes.

22. The workers in the contemporary world live, work and fight under very different conditions. For example they live and work in developed and the under-developed countries, in former metropolitan countries on the one hand and former colonies on the other, or in countries where the social conditions of hired labour are comparatively favourable and countries where these conditions are extremely unfavourable etc., etc. It seems to be beyond any doubt that considerable difference in the conditions of life and work should have their effects on the position, tendencies, status, demands, and consequently, also on the *concrete historical appraisal of their class interests.* Parties, trade unions and other organizations of hired workers, which develop in such different environments reflect, as a rule, in their structure, policies and concepts the specific characteristics of the conditions under which they are working, and, in this context, also differences in interests.

It we accept this thesis, we cannot avoid the conclusion that the monolithic structure of the international movement, with its inescapable "leading centre", does not represent an adequate solution for the coordination and regulation of relations between the socialist forces. I say ina-

dequate, because such a structure cannot as a rule, reflect truly and fully all the specific characteristics of the existing conditions, needs, and interests of individual parts of the revolutionary movement. Moreover, this type of relations has become a serious hindrance to the further development and advance of the revolutionary movement.

23. Now, let us examine what is proposed to replace the criticized concept of monolithic unity. In the course of discussion with the supporters of the monolithic character, a new concept of the forms and principles of cooperation in the movement has been gradually worked out, which, in our mind, corresponds much more realistically and adequately to the needs and to the degree of development of the revolutionary forces in the contemporary world. The following elements are essential to this concept which is usually called "*unity in divergence*":

a) — a further development of revolutionary movements in the world and advancement of the cause of socialism presupose and require *the full and true independence of all parties and parts of the movement*, such independence and equality that will exclude every form of subordination, outside interference, and the imposing of foreign experiences, views and interests;

b) — the advancement of the cause of world socialism implies *mutual aid and the cooperation of all the forces* that are fighting for the victory of socialist relations, but this cooperation can be efficient and fruitful *only among independent and equal* factors, without any kind of tutelage and monopoly whatsoever;

c) — under the contemporary conditions successful cooperation among revolutionary parties and in the workers' movement in general *does not depend on the existence of any kind of centre*, be it a directing, coordinating or a leading centre but, on the contrary, under the present conditions, such a centre can only be an obstacle to general equal and fruitful cooperation (for the above-mentioned reasons);

d) — *the differences in political and doctrinal views and evaluations between individual forces in the revolutionary movement are today not only unavoidable, but also legitimate*, i.e., the identity of views and ideological-political concepts is not a pre-requisite for cooperation;

e) — when choosing between *bilateral and multilateral forms of cooperation* and contacts, *we give priority to the former*, since experience has shown that the latter can be misused for outside interference in affairs of individual parties, for the purpose of imposing the views of one party on others and, consequently, also of the interests of one party on other parties, even if it is a question of conferences convened ad hoc;

f) — when choosing between *institutional forms of cooperation and contacts, on the one hand, and non-institutional ones, on the other hand, priority is given to the latter* for the reasons I have mentioned in the preceding passage. It is on these grounds that the LCY is opposed to any attempt to form a new international organization, any kind of directing centre, no matter under what pretexts it is recommended and sought.

24. What does the principle of unity in divergence mean when applied to the problems of relations in the revolutionary movement of the present-day world? In my opinion, this concept implies that revolu-

tionary forces, which accept this principle as a basis for regulating their relations, can, at the same time, be united in certain aspects of their policy, doctrine, and structure, while they can differ with regard to some other aspects. What could be the ground for unity today? The following points could be suggested: a) *similar or identical concept of the ultimate goal;* b) *a similar or identical social base* from which most components of the movement draw their origin (social roots in the working class and in some other strata of the working people); c) *a similar or identical Weltanschauung* (Marxism), even though this philosophy has been differently interpreted in many cases; d) a common interest, or at least a partial identity of interests with regard to certain *immediate tasks* that can be roughly defined as the struggle for peace, aid to developing countries, the struggle against remnants of colonialism, etc.

On these grounds and within these settings it is possible to achieve an appropriate degree of unity of action and thinking of revolutionary forces, a unity that will be the expression of free determination and understanding of essential common interests and objectives. On the other hand, the concept of unity in divergence implies the existence of quite legitimate differences in all the spheres of concrete political orientation or political concepts, both those that apply to internal policies and those that refer to the foreign policy and international relations. In the same way, the differences in the choice of concrete forms of development of individual parties and their relations with other organizations of the working class, which exist in a given country, are also unavoidable and legitimate.

25. What sort of differences could, in accordance with this principles, be considered legitimate? Are they to be only of minor importance? It seems to me that these differences cannot be limited to details of policy or doctrine. On the contrary, they may involve major aspects of political and doctrinal nature. Thus, for example, I do not accept the view which "admits" the existence of differences only with respect to the rate at which a measure will be implemented. Individual parties should have the right to decide freely whether they will adopt the measure itself. (To illustrate this, we can quote the problem of socialization of agriculture. It is essential that a given revolutionary force tends and operates towards overcoming the relations of exploitation in the sector of agriculture, but what path it will follow and what means it will use to attain this goal — is a matter on which it must be able to decide independently. It has both the right and the obligation to acquaint itself with the experiences of other parties and countries, but is not forced to adopt anyone's experience or institutions).

26. We can, of course, raise a very complex and delicate question as to the "*limit of differences*", i.e., to what "extent" the parts of the revolutionary movement have the "right" to differ from each other, how "far" they can go with these differences. Unfortunately, we cannot deal here with this problem in detail. I doubt, however, that it can be solved by a simple formula which could be universally applied. In theoretical considerations of the problems of relations, this question in most cases has not been directly raised, and has been even less analysed. The solution for this problem can probably be sought only along the lines of

a *free agreement between equal partners,* as to what, in a given historical moment, should be considered an indispensable minimum of agreement, a minimum of common goals and demands. It is certain that, in the course of time, there will be changes in the volume and content of this "minimum".

27. In a summary of this part of the lecture it should be emphasized that according to the League of Communists, the concept of unity in divergence implies *mutual tolerance* in the case of differences, i.e., the willingness to cooperate in spite of differences in views and evaluations of given problems, and even in the case when these differences are related to certain important problems. In other words, unity in divergence is incompatible with ideological and political monopoly and exclusiveness, with an attitude that does not admit any differences and "deviations", which demands a full unity of views as a pre-requisite for establishing cooperation, for mutual aid and solidarity. At the same time, this principle does not exclude, but, on the contrary, implies the existence of a free and open dialogue between the parties.

28. *The principle of proletarian internationalism,* which, in the previous phases of development of the workers' and socialist movement has been considered a basis and starting point for the regulation of relations in the international movement, as well as an essential characteristic of those relations, is becoming too narrow in a certain sense, under the contemporary conditions insufficiently broad to provide a basis and framework for these relations because of the fact that today much broader forces are joining the struggle for socialism than was the case 100 or 50 years ago. That is why, in recent years, we have been more and more frequently confronted with proposals for supplementing and expanding the concept of proletarian internationalism, or for replacing it by the principle of *international socialist solidarity.*

29. Motivated by the afore-mentioned principles and concepts the LCY establishes contacts and relations of cooperation not only with communist parties, but also with many other workers' and progressive parties and movements. The only condition laid down in these contacts and relations is that both parties accept full equality and the independence of both partners.

* * *

30. *The place of the LCY in the international workers'* movement has been defined by its history, its ideological concepts, its goals, and the character of its political activity in the last few decades. All these factors characterize the LCY as a revolutionary force which is inspired in its political activity and ideological development by the Marxist political philosophy. The role of the LCY in the social development of Yugoslavia determines at the same time its international position: the *LCY represents an integral part of the world complex of revolutionary forces and movements. It joins the front of those social forces that work towards a radical transformation of social relations in the sense of abolition of all forms of exploitation, oppression, and alienation of man.*

31. In the earlier period of sharp polarization of forces in the world workers' movement between two principal currents (communist and social democratic), the international relations and affiliations of the LCY (former CPY) were quite naturally confined to the international communist movement. Today, when the revolutionary forces cannot be confined and limited exclusively to the communist movement, the LCY proceeds much more widely in its contacts and endeavours to establish relations of solidarity and cooperation with all those revolutionary forces which are willing to accept such cooperation, regardless of the doctrine and organisational pattern they have adopted. In this sense, the LCY has, for instance, established relations with a whole range of progressive national movements in the developing countries.

When we say that the LCY is an integral part of the complex of revolutionary forces of the contemporary world, and that it pays particular attention in its international activity to contacts and relations with these forces, this does in no way mean that it limits itself only to these international ties. On the contrary, as we have already emphasized, *it is in the very essence of the whole ideological orientation and position of the LCY to strive continuously towards cooperation* with all progressive forces which are interested in social progress.

32. In view of the character and the entire previous development of the LCY, its relations with other communist parties and its role in this movement are particularly interesting.

The basic determinants of the development and policy of the development and policy of the LCY in the past three decades, about which I have spoken in the first part of this lecture (specific character of the socialist revolution, the conflict with Stalinist dogmatism and hegemonic trends in 1948, and original ways of socialist development) are, at the same time, the main determining elements of the position of the LCY in the contemporary communist movement. In the first place, the LCY continuously insists on preserving its *political independence*, i.e., on maintaining the possibility of forming independently its policy and its views on most significant problems facing the communist movement.

Second, the LCY continuously tends towards being *as active* as possible in considering individual problems.

Third, the LCY *lends its resolute support to all those forces which, within the framework of the communist movement, are engaged in the struggle against negative tendencies and elements that draw their origin from the period of domination of Stalinism in this movement.* At the same time, the LCY endeavours to give its own greatest possible contribution to the struggle against dogmatism and sectarianism.

In recent years, the number of communist parties which have adopted comparatively similar views on the principles and forms of cooperation, and on certain key problems confronting the revolutionary movement, has greatly increased, and this creates favourable conditions for setting up relations of mutual understanding and cooperation. The elements of mutual distrust, which were introduced by the conflict of 1948, are gradually being eliminated. A great number of the communist parties, with which relations of cooperation have been established, adopt the

attitude that an absolute identity of views is not and should not be a pre-requisite for solidarity and cooperation among revolutionary forces. In spite of comparatively numerous differences in views, concepts and evaluation of individual problems, both in the realm of internal development and foreign policy — some of which are not insignificant — our relations are developing very successfully. The existing differences are in no way an obstacle to mutual understanding, and they do not prevent cooperation in many significant spheres of party policy. It might be said that the relations between the League of Communists and these communist parties confirm the value and correctness of the concept of unity in divergence.

Dr. Radovan SAMARDŽIĆ,
Professeur à la Faculté de Philosophie de Beograd

L'EVOLUTION DES CULTURES NATIONALES DES PEUPLES YOUGOSLAVES

Les sources sur la plus ancienne culture des Slaves balkaniques sont très pauvres. Les traces de cette culture se trouvent conservées dans un petit nombre de monuments écrits, dans les premières oeuvres des arts plastiques, surtout dans les ouvrages architectoniques, dans les excavations archéologiques témoignant l'existence de la culture matérielle dans la vie journalière, finalement, dans les traditions, les croyances, les usages et les traits caractéristiques ayant survecu dans la mentalité collective. La plus ancienne culture des Slaves balkaniques a été formée de trois éléments: de la culture autochtone, avec laquelle ils sont venus en Europe sud-orientale; de l'influence de la culture byzantine-romaine, qui a été transmise par des relations intellectuelles; de la culture des aborigènes, avec lesquels les Slaves ont crée une symbiose ethnique en les assimilant graduellement.

L'ancienne culture slave, que les immigrés ont apporté avec eux, a trouvé sa plus forte expression dans la prédominance de leur langue, dans le long maintien de leurs croyances et coutumes et dans la sauvegarde de certaines formes de l'organisation sociale. Bien que les Slaves aient traversé, surtout dans les régions montagneuses, un long processus d'égalisation avec les tribus des vieilles populations balkaniques, de façon que c'est dans l'organisation de leurs tribus qu'il faut chercher aussi bien les éléments de leur ancienne société, que de la société qu'ils ont trouvée à leur arrivée, il n'en est pas moins significatif et éloquent le fait que la terminologie législative, sociale et économique des tribus slaves est restée slave dans son plus fort pourcentage; cette constatation est appuyée par le fait que nous trouvons des traces visibles de cette même terminologie également parmi les tribus des aborigènes qui n'ont pas été slovénisés. Un cas analogue se présente aussi dans la toponymie.

Les influences de la culture byzantine-romaine ont été transmises principalement par les missionnaires chrétiens. Les ouvrages les plus anciens des écrits et de la littérature sud-slave ont pris naissance sous l'influence de l'activité religieuse et culturelle de Cyrille et Méthode et de leurs disciples. Quoique la langue de cette littérature ait été universellement slave, à cette époque-là déjà y apparaissent des différences entre les variations nationales, les plus évidentes entre la bulgare et la serbe.

Que cette littérature ait été suffisamment répandue, c'est ce que prouvent non pas seulement les tradictions des livres sacrés rituels du grec ou du latin, mais aussi l'adoption d'écrits apocalyptiques, apocryphes, de relations fantastiques, etc. Et que dans cette littérature la langue slave était déjà assez affermie, c'est ce que prouve le manuscrit de Crnorisac Hrabar, qui prit jour parmi les Slaves macédoniens, au Xème siècle, par lequel l'écriture slave se défend contre les attaques. La vitalité de la plus vieille écriture slave peut être prouvée, entre autre, par un code de textes slaves, découvert à Freizing, en Basse-Allemagne, donc dans une région ou les agglomérations slaves se trouvaient sous le coup de la plus violente germanisation („Monuments de Brièice").

Il est particulièrement intéressant de constater la transmission des influence romaines et byzantines à la culture slave par l'intermédiaire des oeuvres des arts plastiques. Ce transfert s'est opéré au sein du pays même, habituellement dans les contrées où vivait une population composée d'un mélange d'anciens et de nouveaux habitants. En imitant les oeuvres des anciens maîtres, dont un grand nombre sont restés détruits à la suite de leur invasion, les Slaves ont bâti leurs églises selon une architecture considérablement simplifiée et en des proportions plus réduites. Parmi les ouvrages architectoniques qui ont été sauvegardés on trouve des rotondes construites d'après les modèles de la basse antiquité, encore toujours modestes par leur ampleur et leurs décorations plastiques. Un certain aspect monumental et la revivification des murs extérieurs par des motifs sculpturaux n'apparaissent qu'avec le nouveau style architectonique, l'art roman, tandis que dans la région de la Macédoine la basilique byzantine demeure une forme architectonique résistante. En même temps surgit, surtout dans les campagnes et les bourgs, toute une série de petites églises de forme simplifiée, qui témoignent bien plus de la présence d'un style de construction autochtone, que ne le font des ouvrages plus importants dans les sièges ecclésiastiques. Cependant, ils ne prouvent pas aussi un degré plus élevé des possibilités d'expression artistique. La séparation entre les grandes modèles se manifeste d'une manière encore plus évidente, plus marquante, ce qui est tout à fait naturel, dans les fresques et l'illustration des livres par des miniatures („Evangile de Miroslav", XIIème siècle). Les découvertes archéologiques d'objets de la culture matérielle quotidienne montrent l'incorporation progressive des couches supérieures de la société slave dans le style de vie de Byzance et des villes romaines sur le Littoral Adriatique.

La formation de la plus ancienne culture des Slaves du sud a été influée en grande partie par leur intégration au système juridique de l'Empire Byzantin, à l'organisation communale des villes maritimes et au droit canon qui s'étend sur toutes les contrées où se manifeste la suprématie de l'Eglise chrétienne. Avec l'apparition des premiers Etats slaves, qui se fera à l'époque de la pleine rénovation du droit byzantin, les souverains slaves ont commencé à commander pour leurs propres besoins des traductions de recueils juridiques byzantins et faisaient publier des chartes par lesquelles ils introduisaient leurs sujets dans un système juridique plus ferme. Sans doute, les tribus slaves ont continué de vivre selon les normes de leur droit coutumier. Mais, dès qu'elles entraient en contact avec des milieux ou des institutions juridiquement plus évolués,

elles s'y incorporaient en en adoptant les normes juridiques et en y ajoutant toujours toute une série de normes de leurs propres coutumes, en conformité avec le maintien des formes de l'organisation des tribus. Toutefois, la création des Etats et la formation graduelle de l'organisation sociale féodale a été accompagnée par une absorption tellement intense des normes juridiques de voisins plus évolués, et avant tout de l'Empire Byzantin, que les Slaves du sud, et surtout les Serbes sont entrés dans le XIIIème siècle, soit donc dans une phase plus développée du moyen-âge, ayant une législation d'Etat déjà constituée et dans laquelle il y avait beaucoup d'éléments nationaux originaux. Il ne fait pas de doute qu'on peut affirmer à juste raison que chez les Slaves balkaniques le sentiment juridique s'est développé rapidement et avec assurance, toujours plus basé sur le droit d'Etat et des rapports féodaux juridiquement réglés, et comportant de moins en moins des éléments du droit coutumier des tribus. Dans la culture médiévale des Slaves balkaniques ce sera lâ un des traits les plus marquants.

On a beaucoup fait ressortir dans l'historiographie le fait, que de nombreux auteurs ont abusivement exploité, selon lequel les conséquences du schisme des Eglises auraient tout particulièrement atteint les Slaves balkaniques, car la frontière entre les deux églises séparées allait du nord au sud en passant presque par le milieu même du territoire balkanique. A ce sujet on souligne spécialement la division des Balkans en sphères d'influence orientale et d'influence occidentale, ainsi que son appartenance à deux cultures différentes, à la culture ouest-européenne et à la culture orientale (byzantine). Cette séparation s'est produite sous l'influence de phénomènes beaucoup plus tardifs, elle a été aggravée par les calculs politiques des grandes puissances et exploitée de mauvaise foi au cours des luttes religieuses et des antagonismes nationaux. Dans son essence même, elle ne s'est pas fait longuement sentir ni après le schisme ecclésiatique. Les Balkans entraient dans leur ensemble dans la sphère culturelle byzantine, ils se trouvaient donc sous l'action d'une culture qui, durant de longs siècles, a été beaucoup plus développée que la culture occidentale. Si même des influences s'exerçaient du côté occidental, et telles qu'elles s'opposaient aux influences byzantines, elles ne pouvaient amener qu'un appauvrissement culturel et nullement l'enrichissement de traditions culturelles déjà formées. Un certain équilibre dans ce conflit n'a pu s'établir qu'après l'apparition de l'humanisme, de la renaissance et de la réformation sur le sol balkanique. Par la division des Balkans en diverses sphères culturelles, qui a été créée par la mise en relief de différents services religieux, cultes, langues, cérémonies, décors et mentalités, l'on a encore plus fortement aggravé le conflit entre la civilisation turco-islamique et la civilisation austro-catholique sur le sol des Balkans. Mais c'est une grande question que de savoir, à quoi la culture de la moyenne des Slaves balkaniques doit répondre négativement, dans quelle mesure ces civilisations ont réellement influé sur la vie spirituelle des masses slaves?

Au cours de la période allant du XIIIème au début du XIVème siècle, dans le secteur national yougoslave se constituent, se développent et mûrissent plusieurs cultures, diversement colorées, mais cependant fréquemment entrelacées par les échanges mutuels de leurs influences. En Slo-

vénie et dans une partie de la Croatie continentale le développement culturel durant la période indiquée se trouve sous la forte influence de la culture de l'Europe centrale et principalement de la culture allemande. Cette influence a été sensiblement plus nuisible que féconde: les valeurs culturelles, qui ont été transmises par celle-ci, étaient insuffisantes pour pouvoir provoquer la manifestation d'une création littéraire et artistique originale; par ailleurs, le transfert de ces influences a été en bien de choses concordant au processus de germanisation imposé de force, ce qui a conduit également à l'appauvrissement de la culture nationale dans les régions ouest du territoire sud-slave. En Slovénie, par exemple, on écrivait principalement en langues latine et allemande, mais ni en ces langues-là il n'y avait presque pas d'ouvrages originaux. En architecture, le style roman, qui en Slovénie a été hérité de la période féodale antérieure, était assez répandu, bien que dans son essence même il soit resté étranger aux Slovènes. Le style gothique, par contre, s'est entièrement acclimaté et s'y est maintenu pendant des siècles entiers, car il répondait aux besoins et au goût d'une bourgeoisie déjà assez développée. Soumis également par la force physique brutale aux influences étrangères, les Slovènes ont gardé leur physionomie nationale peut-être également du fait que ces influences n'étaient pas fondées sur de notables valeurs culturelles. Par le développement et l'émancipation de leurs propres forces sociales, et en premier lieu de la petite nobles et de la bourgeoisie, les Slovènes commenceront à développer leur culture nationale en s'appuyant sur leurs propres traditions, et, consciemment, sur les influences étrangères qui correspondent le plus à leurs besoins. Et c'est à partir de ce moment-là qu'il a été possible d'endurer une pression de germanisation beaucoup plus forte.

Un rapport similaire entre la base culturelle nationale et les influences étrangères se remarque aussi dans la sphère qui se trouvait influencées par la culture hongroise. Après l'invasion mongole (1242), qui a atteint tout particulièrement les Croates dans les bassins des rivières de la Save et de la Drave, ce territoire tombe sous une influence assez superficielle de la culture hongroise, qui se fondait généralement sur la suprématie politique du royaume des Magyars. Cette influence, cependant, n'était pas nettement dominante du fait qu'à cette époque-là la Hongrie était le support principal de la pensée catholique universelle dans la vaste région du Bassin Danubien, et cette idée n'avait qu'une teinte nationale superficielle. Les Croates s'incorporèrent dans une littérature latine et une architecture gothique d'un type catholique général, qui facilita bien plus l'afflux des éléments nationaux, qu'il ne signifia le fondement de l'instauration d'une domination hongroise. La relativité de cette influence signifiait l'ouverture d'un espace proprice au maintien de l'instruction scolaire et de la littérature en langue nationale et en alphabet cyrillique. Il s'agit donc de traductions des oeuvres de la littérature ecclésiastique occidentale, ensuite de la poésie religieuse originale, de drames spirituels en vers, ainsi que de traductions et d'adaptations des contes de la chevalerie et des célèbres romans de Troie et d'Alexandre le Grand. La valeur, pas très grande, de cette littérature prouve, entre autre, que les incitations extérieures et l'imitation des modèles étrangers provoquaient un effet insuffisant sur la création culturelle nationale originale.

La sphère culturelle particulière, qui se créée dans les villes maritimes, est restée jusqu'à la fin du moyen-âge sous le sceau d'une symbiose romano-slovène, qui en ce lieu se déroulait silencieusement. Le processus de slovénisation, lequel en majeure partie est lié aux couches sociales inférieures de la population urbaine, formait graduellement de petites oasis dans lesquelles, durant des siècles entiers, dépérissait une variation spéciale, dalmate, de la langue latine. La résistance de ces oasis romanes se reflétait dans le maintien des traces de la législation municipale romaine ou byzantine, ainsi que dans la persévérance d'une mince continuité de la culture de la vie quotidienne dans les familles patriciennes. Il est permis d'affirmer à bon droit que ces oasis sont devenues avec le temps une base d'adoption et d'expansion de nouvelles influences venant d'Italie dans le domaine de la législation, de la culture quotidienne et de la littérature religieuse. Ces influences transportées d'Italie arrivaient par les cours réguliers des liens économiques mutuels, mais, en dépendance de ceux-ci, ils parvenaient d'une façon inégale, parfois à temps et parfois en retard, en venant de divers secteurs culturels de l'Italie, depuis son extrême nord jusqu'à l'extrême sud, provenant de centres culturels authentiques ou de leurs périphéries. Cela se reflète le plus clairement dans l'architecture de la Dalmatie et de Raguse, où souvent un même édifice contient entremêlés les éléments des formes romanes, gothiques ou de la renaissance. Depuis l'apparition de l'humanisme, cependant, les influences étrangères dans ce secteur sont favorablement accueillies par un grand nombre de citadins d'origine slave directe. La littérature de la renaissance, qui prend son assor en Dalmatie et à Raguse, y acquiert un caractère slave non pas uniquement à cause de la langue dans laquelle elle est écrite, mais encore à la suite des efforts tout à fait évidents que déploient les hommes de lettres qui, tout en acceptant les influences étrangères, tendent à s'appuyer le plus largement que possible sur les traditions du chant populaire slave et à donner à leurs oeuvres une teneur locale authentique. Dans l'architecture représentative, monumentale de la gothique et de la renaissance postérieures, cette symbiose n'a pas pu être présente dans une mesure aussi évidente. Dans la peinture locale et l'architecture d'ambitions plus modestes, l'influence des traditions, qui souvent possèdent leurs racines dans un arrière-pays balkanique plus profond, se trouve être, cependant, présente dans une mesure telle qu'elle peut être facilement constatée.

La culture médiévale serbe représente un phénomène historique exceptionnellement curieux de par son avènement, son développement et sa durée ultérieure. Cette culture a pris son essor dans la vaste sphère de la civilisation byzantine, mais aussi en corrélation directe avec les sources des influences occidentales, qui, elles, avaient aussi, du moins partiellement, une origine byzantine. La détermination de la culture serbe du moyen-âge par l'universalité des formes et de la teneur de la sphère byzantine, marquée par la suprématie de l'empire et de l'orthodoxie orientale, a provoqué dans la science de séries de conclusions erronées, qui jusqu'à nos jours encore n'ont pas été complètement éliminées. Bien qu'au moyen-âge la soumission à ces principes universels de la formation des formes et des idées n'ait pas été identifiée à la perte de la création originale, de l'originalité créatrice, la création culturelle serbe de cette époque était alors aussi profondement nationale, et elle l'est devenue

encore plus dans sa vie et ses traditions ultérieures. Si l'on nous permet de faire une comparaison avec des époques historiques plus modernes et la prédominance des styles universels qui y ont été notés, il nous semble bien que la création culturelle serbe dans la sphère byzantine soit restée moins sous le sceau des influences étrangères, que la culture de ce peuple à notre époque. Que les Serbes, en créant leur propre culture sous l'influence byzantine, aient accepté de ce côté-là plusieurs formes extérieures, des principes esthétiques et des possibilités d'expression, plutôt que l'essence même des choses, c'est qu'il faut remercier les facteurs suivants:

— Le devoir des écrivains et des artistes de glorifier leur dynastie, devenu au cours du moyen-âge l'une des qualités les plus présentes de la culture serbe. En ce sens les Serbes suivent l'exemple de Byzance, mais avec cette différence que leur souverain ne détient pas son pouvoir de dieu, mais s'impose de lui-même par son rôle dans la formation d'un Etat émancipé. C'est ce qui donnera à la cultue serbe du moyen-âge la force de surmonter les formules théologiques et de se séparer de la structure des principes universels de l'art byzantin. Pour cette raison, le genre littéraire le plus significatif, le plus important en Serbie médiévale, soit la biographie des rois et des grands dignitaires ecclésiastiques tirant leur origine d'une maison régnante, est tout à fait original, malgré son rapprochement de l'hagiographie. De manière analogue à la littérature, les arts médiévaux serbes, l'architecture et la peinture des fresques, garderont une certaine essence temporelle, malgré le fait que cet art signifiait une apothéose de la maison régnante.

— Acquise en temps opportun, l'autonomie, le caractère autocéphale de l'Eglise serbe a provoqué une puissante consolidation de l'orthodoxie même dans les couches les plus larges du peuple. La culture théologique des milieux intellectuels serbes et la dévotion très étendue menaient vers l'abandon de la simplicité payenne et à la création d'une sensibilité religieuse presque collective chez les Serbes du moyen-âge. Et étant donné que l'Eglise se trouvait totalement unie à l'Etat et de par son activité pour ainsi dire entièrement à son service, l'orientation religieuse de la littérature et des arts conduisait à la mise en relief des différents traits nationaux dans la culture.

— En s'emancipant de la tutelle de Byzance, la Serbie médiévale s'est créée petit a petit une législation sur le modèle de celle-ci, mais cependant, en tout point adaptée aux traditions du droit usuel et des besoins de l'Etat personnels, cette législation s'est développée jusqu'à la création d'une terminologie juridique serbe originale. La force de cette législation a créé une qualité culturelle: juridiquement déterminés dans tous leurs actes, les Serbes du moyen-âge acquirent ainsi le sentiment d'un entier attachement à leurs institutions d'Etat et à leur Eglise. La liaison avec l'Etat et avec ses traditions historiques au moyen-âge est sans doute devenue propre à toutes les couches sociales du peuple serbe.

C'est pourquoi, la richesse et les profondes racines de la culture mediévale serbe ne sont pas prouvées uniquement par le grand nombre des monuments de l'architecture et de la peinture religieuses d'une haute valeur artistique, par le phénomène extraordinaire de la littérature biographique, qui se distingue par sa profonde sagesse et un émouvant lyrisme, ni encore par une législation bien développée, plus originale par sa desti-

nation que par son origine: la valeur de cette culture est prouvée avant tout par le fait de son existence ultérieure dans la conscience des plus amples couches nationales après l'invasion turque dans la Péninsule Balkanique. Séparés de l'Europe, sans aucune possibilité d'entreprendre quelque travail scientifique, artistique ou éducatif organisé, privés des milieux sociaux supérieurs qui, en ce temps-là, à l'occident, représentent encore les principaux supports de la vie politique et spirituelle, les Serbes assurent aussi leur héritage médiéval et y voient le gage d'un avenir libre. Ainsi s'est produit un phénomène historique presque exceptionnel, qu'un peuple, pour la plupart réduit à une simple masse paysanne, assume l'héritage de sa culture féodale antérieure, afin de s'en servir pour évaluer le degré de toutes les valeurs spirituelles et pour y trouver la confirmation de sa propre vitalité historique. Sous la domination turque, les Serbes cultivent les arts plastiques d'après les modèles médiévaux et réussissent à insuffler une vie nouvelle aux anciennes formes. La littérature des annales et des chroniques conservera en bonne partie son caractère hagiographique, mais ces anciennes formes d'expression historiographique deviendront elles aussi aptes à s'ennoblir par de nouvelle idées et d'y concevoir la pensée primordiale de l'émancipation politique des Serbes. Le grand testament historique sera le plus fortement mis en relief dans les traditions orales populaires, avant tout dans les chants épiques à sujet historique, dans lesquels les poètes populaires exposeront leur conception de l'histoire médiévale serbe et proclameront leurs auditeurs les héritiers de leur art. Cette différenciation sociale entre les Serbes s'effectuera sous les Turcs sur une base traditionnelle, ce qui était inévitable pour l'accomplissement de leur progrès historique: toutes les familles ou tous les particuliers en vue attacheront généalogiquement leur origine à des souches illustres ou à des héros du moyen-âge, tandis qu'ils lieront leur vue sur le monde et l'avenir national à l'éthique contenue dans les traditions épiques. Cette manifestation d'aristocratisme dans la société serbe sous les Turcs constituera l'une des premières conditions de l'ensemble de son émancipation politique.

Pour cette raison il est parfaitement compréhensible que les Serbes qui, vers la fin du XVII^{ème} siècle, se sont trouvés dans le Bassin Danubien au milieu des cadres de la monarchie des Habsbourgs, se soient révélés aptes à accepter rapidement les influences occidentales et à baser leur culture moderne sur ses fondements, sans omettre aucune particularité précieuse de son héritage traditionnel. Grâce à cette symbiose de ce qui a été hérité et de l'apport du nouveau, la culture serbe, créée au XVII^{ème} siècle sous l'influence des idées rationalistes de l'Occident, deviendra universellement nationale et embrassera par ses influences tout le peuple serbe dans son ensemble. Les chroniqueurs, les historiens de type plus moderne, les philosophes, les poètes, les peintres et les graveurs sur cuivre, tous ils travailleront en parfaite harmonie avec les idées tout à fait contemporaines à cette époque-là de l'ouest européen, bien que leur principal but consistera à consolider les traditions historiques serbes, en tant que bases d'une nouvelle indépendance nationale. Par conséquent, il est possible de faire ressortir l'affirmation audacieuse disant que le processus du réveil national chez les Serbes était dans sa plus grande partie achevé jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle. Grâce à cela, les Serbes ont été aussi le premier peuple de la Péninsule Balkanique qui, par une

révolution nationale, ait commencé à se délivrer de la domination de la Turquie.

Tandis que chez les Turcs la force vitale fondamentale de leur culture représente, depuis la fin du XVème siècle et jusqu'à la fin du XVIIIème siècle, l'héritage médiéval, en Slovénie et en Croatie la culture moderne acquiert de nouvelles bases. En tant que sujets d'Etats chrétiens, de l'Autriche et de la République Vénitienne, les Slovènes et les Croates se trouvaient sensiblement plus exposés à la pression culturelle de ceux qui étaient en mesure de les séparer de leur individualité nationale, mais qui disposaient aussi de plus de moyens, par la création de leur propre culture moderne, de résister et de s'opposer à cette pression.

C'est ainsi qu'il s'est produit que le mouvement protestant à été transféré en Slovénie des pays allemands, mais qu'il a été accueilli par les Slovènes en tant qu'une des possibilités de l'émancipation culturelle et nationale. Sous la direction spirituelle du chanoine ljubljanois Primož, les réformateurs slovènes ont travaillé avant tout à l'imprimerie et à la divulgation de livres pour le peuple écrits dans sa langue nationale. Les réformateurs slovènes ont fourni en un demi-siècle de travail plus d'une cinquantaine de livres en langue slovène, qui alors a été reconnue comme langue littèraire du peuple slovène, en formation à ce moment-là. Parmi ces ouvrages se trouvait aussi la première grammaire de la langue slovène.

Tandis que la réformation en Slovénie avait une énorme signification dans le processus de la formation, du relévement et de l'indépendance du peuple slovène, les réformateurs protestants qui travaillaient parmi les Croates s'efforçaient de donner à ce mouvement un caractère yougoslave plus large. Ils croyaient que par la création d'une littérature commune, les Slaves du Sud pourraient plus facilement être gagnés à la cause du protestantisme. Dans leurs imprimeries étaient imprimés des livres dans toutes les langues sud-slaves, mais aussi on cherchait une seule et unique langue qui, par des éléments communs, relierait tous les Slaves du Sud. De cette manière, encouragée par le protestantisme, la culture croate moderne comença à se créer sur des bases „illyriennes" plus vastes. Afin de combattre le protestantisme, la contre-réformation catholique a assumé les propres méthodes de celui-ci et a inauguré une action culturelle en soignant l'idée des origines communes et de l'unité de tous les peuples sud-slaves. Et cette idée-là a ensuite, surtout chez les humanistes ultérieurs et les auteurs de l'époque baroque, acquis un caractère omnislave. Ce mouvement culturel s'est lié avant tout à l'historiographie et au courant étymologique en philologie. Dans leurs dissertations, les écrivains prouvaient que les Slaves du Sud étaient bien les descendants et les héritiers de tous les peuples qui avaient vécu autrefois dans les pays sud-slaves, de façon qu'Alexandre de Macédoine lui-même fut proclamé Slave. Des idées semblables étaient soutenues également par Juraj Križanić, qui agissait comme missionnaire en Russie et écrivait en conséquence sur sa propre mission historique parmi les Slaves du Sud. L'historien Pavle Riter-Vitezović considérait, lui, tous les Slaves établis entre l'Istrie et la Mer Noire comme étant un seul et unique peuple. Toutes ces idées ont été particulièrement encouragées par les actions libératrices contre les Turcs, aux XVIème et XVIIème siècles, ainsi que par le rôle des grands peuples slaves, les Polonais et les Russes, dans leur lutte contre l'Empire

Turc. L'historien ragusain Mavro Orbini a écrit à ce moment-là la première histoire commune des Slaves du Sud („Le Royaume des Slaves"), et le poète Dživo Gundulić, l'auteur du plus grand poème de l'époque baroque dans les littératures slaves („Osman"), a souligné le brillant passé du peuple sud-slave au moyen-âge et a chanté l'apparition de la Pologne dans les luttes contemporaines contre les Turcs.

A l'absolutisme de la cour d'Autriche et à la réaction catholique répondait un nouveau courant dans la culture: le baroque, qui fait son apparition vers l'an 1600. L'infinie diversité et la somptueuse richesse des couleurs, le luxe surchargé, le grandiose et le pompeux dominent dans les arts et la littérature des Croates. Les rares représentations théâtrales données en Croatie montrent des scènes à grand effet, tandis que les oeuvres poétiques sont pleines d'inquiétude et de sentiment. Les édifices grands et imposants ressemblent à des décors d'opéra. Les églises et même les petites chapelles de village étaient devant l'homme du peuple l'éclat, la richesse et la puissance des maîtres; les autels sont construits comme des trônes, et les temples deviennent des dépôts de belles choses. Le marbre poli et brillant, les musiques riches et solennelles, les colonnes recourbées, les processions majestueuses et une atmosphère féodale et de palais-royal dans les cathédrales avaient pour but d'éblouir le peuple et d'amplifier la gloire du monarque absolu, d'une Eglise puissante et de leurs fidèles féodaux.

Le peuple serbe, après l'effondrement des Etats du moyen-âge, atteint au cours du XVIII^{ème} siècle par sa marée montante la limite la plus élevée. Les idées, adoptées de l'Occident, deviennent chez les Serbes agissantes aussi bien par les intellectuels, que dans les larges couches populaires, car elles ont été accueillies et transmises à la suite d'efforts et de désirs de voir se réaliser une transformation culturelle générale dans le sens du relèvement des valeurs communes du peuple. Dans la conscience de ceux qui les premiers parvenaient à ces idées-là, la substance spirituelle des influences occidentales se transformait rapidement en ces qualités qui étaient nécessaires au peuple serbe et se trouvaient être adoptables à ses traits spécifiques et à ses capacités et possibilités. Ce phénomène est prouvé par la sympathie dont jouissaient les „lumières" parmi le peuple, une sympathie qui atteignait des proportions telles que les écrivains, avec leurs oeuvres et leurs idées étaient connus même dans des milieux qui les lisaient rarement, mais où chacun, sans hésitation, leur prêtait une oreille attentive et leur ouvrait son esprit. Les distances étaient franchies par la multiplication des oeuvres de moindre envergure et plus abordables, par des extraits et des compilations, par la transmission de ce qu'avaient écrit les grands auteurs dans le savoir, dans la sagesse ou encore dans de nouvelles traditions orales du peuple.

Avec ses immenses „Chroniques", composées comme une histoire commune de tous les peuples balkaniques, le compte Djordje Branković a donné une base pour l'apparition de plusieurs manuels scolaires et ouvrage de diverses compilations, d'où les Serbes ont appris que l'histoire d'un peuple est seulement une partie de l'histoire universelle. Gavrilo Stefanović Venclović, prédicateur zélé à Komoran et renseigné de „lumières" à Krakov, enseignait aux Serbes que la tolérance religieuse était l'unique moyen pour se préserver contre sa propre religion. Sous l'influen-

ce partielle des „lumières" françaises Zaharije Orfelin est devenu l'un des premiers encyclopédistes serbes, profondement penché sur les couches populaires: il a été l'historien imitateur de Voltaire, le graveur plus que fameux, le rédacteur d'ouvrages physiocratiques d'agriculture. L'auteur de la première histoire des Serbes qui fut imprimée Pavle Julinac, a lié les idées des „lumières" italiennes aux besoins pratiques de son peuple. Avec sa „Stématographie", Ch. Zefanović a fourni la base héraldique pour le renouvellement de la noblesse et de l'Etat serbes. Vers la fin du siècle, l'„Histoire de la Serbie" par Jovan Rajić, profondement éclairée par les idées rationalistes à noyau français, à savoir que le passé doit instruire ses héritiers, est devenue d'une maniére étonnament efficace la bible de son histoire, lui servant de gage pour la future Serbie. Le cas de Dositej Obradović, le plus éminent représentant des „lumières" chez les Serbes, qui a appris en Grèce, Italie, Angleterre, Allemagne et en Autriche, qui s'est instruit auprès des philosophes français est très bien connu: pour les larges couches du peuple, ses idées étaient un témoignage tout à fait évident, indiscutable de leur valeur intrinsèque. Ces noms ne sont que ceux qui demeurent les plus en vue parmi plus d'une centaine de noms d'autres auteurs ayant écrit ou traduit, au XVIIIème siècle, presque un millier d'ouvrages, pour une part imprimés, et touchant la poésie, les récits de voyages, les pièces de théâtre, les traités didactiques, l'économie politique, le commerce, l'agriculture, etc. La pénétration de ces oeuvres dans les larges masses populaires et leur influence sur l'éveil national serbe ont été assurées par leur nombre et leurs idées, provenant, du moins en partie, du mouvement des „lumières".

Au cours de la seconde moitié du XVIIIème siècle s'annoncent en Croatie les premières voix de mécontentement en ce qui concerne la situation culturelle d'alors dans le pays, et ces rumeurs proviennent également des rangs formés par des gens qui se trouvaient sous l'influence des réformes de Marie-Thérèse. Parmi les toutes premières de ces voix se distinguait celle de l'historien zagrebois et continuateur de l'oeuvre de Vitezović, Baltazar Krčelić, adversaire des Jésuites et des autres ordres de religieux, ainsi que de leur travail culturel arriéré. Chez les Croates aussi s'annonce maintenant l'appellation de „lumières", pour désigner ceux qui sont „uniquement appuyés sur la raison naturelle", comme les a qualifiées l'un des adversaires réactionnaires, qui avec cela attaquait Voltaire et Rousseau en tant que maîtres de ceux-ci. Au XVIIIème siècle les provinces s'égalisent entre elles au point de vue culturel, les hommes instruits de diverses régions entretiennent entre eux des contacts plus étroits qu'au cours des siècles précédents, et le nombre des personnes instruites faisant partie des rangs bourgeois s'accroît considérablement. Combien l'on ressent le besoin d'avoir des livres, c'est ce qu'on voit le mieux non pas seulement par la popularité des „Conversations" de A. Kačić-Miošić, mais encore par le fait que les 1.500 exemplaires de la première édition des „Satyres" de M. A. Reljković, de 1762, sont tous vendus, de façon qu'en 1796 déjà l'auteur en prépare une deuxième édition.

Se manifestant au cours d'une époque semblable, la litérature croate de la seconde moitié du XVIIIème siècle se distingue sensiblement de celle qui l'a précédée, bien que les idées des „lumières", par suite de l'état économique et social arriéré du pays, ne se manifestent pas en elle dans les

formes radicales occidentales, mais bien sous des aspects plus modérés de caractère centre-européen. Les écrivains les plus populaires de cette époque ne visent pas tellement les buts artistiques, comme ils tendent vers l'extension des connaissances utiles et d'une critique de l'état arriéré des larges couches populaires, ce qui donne à leur oeuvres un caractère national, surtout si on les compare avec la littérature aristocratique, fermée et éclectique du XVIIème siècle. Et ainsi, Andrija Kačić-Miošić, en écrivant pour les „pauvres laborieux et bergers", a voulu dans son „Discours du peuple slave" donner justement aux larges couches populaires une chronique édifiante des événements importants de l'histoire des Slaves du Sud. En ayant eu l'heureuse idée de présenter certains épisodes, et surtout ceux des temps de la guerre avec les Turcs, sous forme de chants populaires, son livre a été compris et a acquis une énorme popularité comme „recueil de poésies". C'est surtout Matija Reljković qui, par sa foi en la puissance universelle du „rôlle des lumières", et par ses tendances satyrique-didactiques, a été un vrai fils de son époque en utilisant dans ses „Satyres" le vers populaires uniquement comme moyen et en luttant contre les „préjugés et les mauvaises coutumes" de ses compatriotes. — Adam Tadija Blagojević se trouve déjà entièrement sous l'influence des idées des „lumières" viennoises. Dans son grand livre „Le poète-voyageur" (1771) il glorifie Joseph II, s'attaque aux conservateurs et surtout aux franciscains, en dirigeant un doigt accusateur contre la question paysanne, la question des serfs, en tant que plaie la plus douloureuse de l'époque.

Chez les Slovènes, dans leurs couches féodales privilégiées, n'existaient pas des conditions favorables pour la création d'une conscience nationale. Ce sont seulement les débuts du capitalisme et de la bourgeoisie slovène précoces qui ont permis de voir se manifester cette conscience. La base en a été fournie par l'unité linguistique de la population slovène, et cette unité a reçu au XVIème siècle déjà son expression propre dans la langue littéraire slovène. Dès le milieu du XVIIIème siècle commence — en tant que réponse à la première tentative de germanisation des Slovènes — le travail en vue de la défense de la langue, lié au développement de la littérature slovène. Vers la fin du XVIIIème siècle, Anton Linhardt considérait déjà tout à fait ouvertement les Slovènes qui vivaient dans différentes provinces historiques comme étant un seul et unique peuple. Dans le domaine politique, cependant, ce réveil national ne s'est pas produit jusqu'au début du XIXème siècle, ce qui fait qu'il n'a pas pu embrasser des masses populaires plus larges.

La faveur réservée à la langue allemande dans les écoles et la vie publique de la part de l'Etat, une influence grandissante de la littérature et de la science en langue allemande, l'opinion que la langue slovène est inapte à la littérature, la crainte que cette langue ne disparaisse sous la vague de la nouvelle germanisation, tout cela a provoqué de la résistance et a représenté un premier encouragement au travail des rénovateurs nationaux. Ils entretiennent certains relations d'abord avec les Tchéques, et se consolent en constatant que la situation chez les autres Slaves est tout de même différente, et que, d'ailleurs, existe le grand Etat russe. Le secteur concret de leur activité se trouve en relation avec les postulats élémentaires de l'instruction et de l'école, le nombre des personnes sachant

lire et écrire est, à partir de la moitié du XVIIIème siècle, tout de même toujours plus grand, parce qu'on introduit graduellement l'enseignement général et obligatoire. La littérature catholique en langue slovène est encore très pauvre, mais des publications didactiques sur l'agriculture et la santé publique, destinées aux larges couches populaires et rédigées en langue slovène paraissent plus souvent. Cependant, les rénovateurs culturels ne se limitent pas uniquement à ces sortes de publications, et ils expriment du mécontentement à cause de la position privilégiée de la langue allemande; on vise le but de voir la langue slovène devenir aussi une langue de culture supérieure, ce qui en réalité représente les aspirations des classes sociales slovènes supérieures. Il était, par ailleurs, nécessaire de fixer exactement la notion même de la langue slovène et du peuple slovène.

Marko Pohlin (1735—1801) se plaint dans son livre „Kraynska gramatika" (1768) que les Allemands se trouvent dans la région de Kranj, et que ses habitants slovènes ont honte de leur propre langue à l'étranger. Il prêche contre l'enseignement de la langue allemande dans la région de Kranj, et il pense qu'il faudrait introduire dans les écoles la langue populaire et écrire en cette langue toutes les publications. Pohlin a écrit plus de 40 livres et quelque 20 manuscrits (littérature religieuse, manuels scolaires, grammaires et dictionnaires, livres d'histoire, publications didactiques, etc.), et il réuni autour de lui des collaborateurs qui ont fait paraître l'Almanach „Pisanice" (trois années: 1779—1781), où pour la première fois paraît le poème artistique laïque slovène.

Ziga Cois, de père italien et de mère Slovène, s'est enthousiasmé vers les années soixante-dix pour les études slovènes, et cela probablement en relation avec les problèmes touchant le relèvement culturel du peuple; lui-même a écrit des textes slovènes pour des mélodies, noté des chansons populaires, rassemblé les matériaux nécessaires à la rédaction d'un dictionnaire et rédigé des notices philologiques. Cependant, par sa position même et en tant que déiste cultivé, il est avant tout un initiateur et un mentor qui a su gagner à sa propre cause et rassembler autour de sa personne des collaborateurs chargés de procéder à l'étude des langues slaves, tout en leur facilitant le travail critique au moyen de livres et de subsides matériels.

La personnalité la plus significative de ce cercle est Anton Tomaž Linhardt (1756—1795), fils d'un artisan de la ville; il fait ses études chez les Jésuites, quitte le monastère, poursuit ensuite ses études à Vienne, et obtient des emplois à Ljubljana, entre autre comme commissaire scolaire d'arrondissement et secrétaire des provinces. Linhardt était déjà connu en tant que déiste et écrivain allemand, lorsque Cois a obtenu son consentement à ce qu'il travaille pour la renaissance slovène. Par son ouvrage „Essai sur l'histoire de la région de Kranj et des autres Slaves du Sud d'Autriche" (1788—1791), écrit en langue allemande, il a fixé scientifiquement l'envergure et l'unité du peuple slovène. Du point de vue critique, Linhardt est un adversaire de la thèse sur l'origine germanique des Slaves, et même de l'autochtonisme slovène, tandis qu'il considère que la langue et les coutumes présentent le critérium décisif pour un peuple.

La formation de la culture macédonienne a commencé sous l'influence byzantine et dans la contrée macédonienne de la langue religieuse

slave. A travers tout le moyen-âge la littérature y a été principalement de caractère ecclésiastique mais on y remarque aussi des écrits qui possèdent une teneur laîque: des mémoires, des traductions de contes et romans médiévaux, des biographies des premiers civilisateurs slaves et des adaptations ou remaniements des chroniques byzantines. L'architecture et les fresques macédoniennes du moyen-âge sont créées sous l'influence de Byzance, mais possédant de nombreux sujets locaux et des élément d'expression adaptés au goût et aux besoins non pas seulement des souverains et des dignitaires ecclésiastiques, mais aussi des citadins et des paysans. C'est ce qui a donné à l'art macédonien du moyen-âge un cachet déterminé d'originalité et l'a rendu vivant malgré tous les principes universels de l'art byzantin sur lesquels il se trouvait basé. Est également intéressante la présence des éléments antiques, qui, selon toute apparence, n'ont pas été apportés de Grèce, mais ont été pris sur le terrain national même.

La Macédoine est l'un des premiers pays yougoslaves qui soit tombé sous la domination turque; à part cela, elle a été, parmi tous ces pays, la plus proche du centre de l'Etat turc et la plus susceptible à subir les mesures de la colonisation; en outre, elle était aussi la plus exposée, particulièrement du fait de l'intervention de l'Eglise, aux influences grecques. Pour cette raison, la Macédoine est devenue le pays yougoslave dans lequel, sous les Turcs, la culture levantine à fonds patriarcal est devenue la plus développée et la plus expressive. Avec une organisation de l'Eglise avant tout dans les mains grecques, la culture macédonienne du XV^{ème} au XVIII^{ème} siècle se développe dans sa plus grande partie dans les monastères, mais elle ne fait pas partie exclusivement du domaine de la haute hiérarchie ecclésiastique, mais bien plus que cela, des moines eux mêmes. Quoique insuffisamment instruits et cultivés, ils continuent de travailler à l'écriture des livres religieux, à la traduction de la littérature et des sermons théologiques grecs; ils déploient une grande activité comme peintres, miniaturistes et graveurs sur bois. Ce qui est le plus important, ils entretiennent de petites écoles de monastère, dans lesquelles on cultive les lettres médiévales, qui s'étend dans le peuple principalement par l'instruction des jeunes prêtres. L'art artisanal de type oriental se développe surtout dans les villes, bien que comportant de nombreux éléments hérités de l'art plastique slave médiéval authentique.

Certains signes avant-coureurs de la rénovation de la culture macédonienne s'annoncent au XVIII^{ème} siècle avec l'accroissement de la classe bourgeoise, qui a toujours plus de possibilité, dans sa lutte contre la domination de l'influence culturelle grecque, d'ouvrir des écoles populaires et d'introduire dans les églises le service religieux slave. Sur la formation des éléments initiaux de la culture macédonienne moderne agissent aussi les maîtres instituteurs qui viennent de Serbie et de Voïvodine d'aujourd'hui, ce qui sera plus fortement encouragé au cours de la première moitié du XIX^{ème} siècle, au mement de la création de l'Etat serbe émancipé. La lutte menée par les commerçants et les artisans macédoniens patriotes en vue de l'introduction de la langue macédonienne dans les écoles et les églises, se transforme progressivement en un mouvement national qui tend à la rénovation de l'archevêché autocéphale d'Ohrid en tant qu'Eglise nationale macédonienne, ce à quoi s'oppose la patriarchie

de Constantinople. Des protestations organisées contre l'hellénisation du peuple macédonien s'élèvent vers la moitié du XIX^{ème} siècle dans une série de villes, et tout particulièrement à Ohrid. A la tête du mouvement dans cette ville se trouve le civilisateur national macédonien en vue, Dimitar Miladinov, dont l'activité patriotique gênait les fanariots grecs. Pour cette raison, et en accord avec les pouvoirs turcs, ils l'ont enfermé à la prison de Constantinople, où en 1862, il a été tué avec son frère cadet Constantin. En luttant pour l'introduction de l'enseignement de la langue macédonienne dans les écoles, les premiers civilisateurs macédoniens ont commencé à imprimer des manuels en leur propre langue dès le début du XIX^{ème} siècle. C'est ce qui a contribué au progrès de la culture des qualités ethniques, au développement de la langue macédonienne particulière et au relèvement de la conscience nationale. Sur ces bases, le peuple macédonien entre pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle dans une longue lutte révolutionnaire pour son émancipation nationale, ce qui a donné à la culture macédonienne un sceau particulier. Sous la pression de la propagande étrangère, qui tend à la séparation des Macédoniens et à leur soumission, la langue se détache peu à peu des formulaires slavo-regilieux et s'enrichit aux sources du pur parler populaire; les traditions ne tarissent point, mais tout au contraire elles se rénovent sans cesse par l'apparition de nouvelles formes et l'affirmation de héros nationaux nouveaux; l'activité culturelle maintient longuement les éléments de l'époque civilisatrice et reste au service des couches populaires les plus larges. La culture macédonienne authentique, qui se constitue définitivement sur des fondaments modernes au cours du XIX^{ème} siècle, en communauté avec les cultures yougoslaves, représente pour cette raison un phénomène intéressant par sa corrélation avec les sources antérieures, les traditions médiévales et la pure création nationale. C'est ce qui s'est montré particulièrement évident dans l'acte de la codification de la langue littéraire macédonienne et dans la poésie macédonienne qui, malgré toutes les influences étrangères, est demeuré ouverte à ce qui est le plus subtil dans l'héritage littéraire traditionnel de ce peuple.

Un changement significatif dans l'histoire du peuple croate et slovène a été apporté par la formation des Régions Illyriennes sous la domination de la France de Napoléon. L'abolition des anciens rapports agraires et la mise en pratique de la langue nationale ont constitué un grand encouragement à l'évolution politique et au réveil national de ces peuples. A côté du règne absolutiste de la cour de Vienne, rénové en 1815, le processus d'éveil national en Croatie a été tout spécialement incité par l'imposition forcée de l'hégémonisme politique et culturel hongrois. Les jeunes générations des intellectuels s'efforcent d'introduire, à la place du latin dominant et de la langue hongroise imposée, la langue croate dans les écoles et les institutions, tandis que par des plans de renaissance culturelle et politique l'on embrasse tous les Slaves du Sud, à la suite de quoi ce movement a été appelé „mouvement illyrien". A la tête du mouvement se trouvait Ljudevit Gaj, qui désirait le rapprochement entre tous les peuples yougoslaves par le moyen d'une langue littéraire unique. Ce mouvement, qui a rassemblé un grand nombre de travailleurs politiques et culturels parmi les Croates, les Slovènes et les Serbes, s'est heurté à une violente réaction des facteurs politiques du Vienne, et, en 1843, a été le „nom d'illyrien, d'illyrisme ou d'Illyrie". Pour cette

raison le peuple croate est entré dans l'année révolutionnaire de 1848 avec l'espoir de résoudre ses questions nationales et politiques fondamentales, mais, par suite de son antagonisme vis-à-vis des Magyars, l'unique résultat déterminé du mouvement a été la suppression des rapports féodaux et l'accroissement universel de la conscience nationale. La réinstauration de l'absolutisme et la réforme étatique de la monarchie des Habsbourgs (1867), après lesquelles la Croatie a conlu un accord particulier avec la Hongrie (1868), n'ont nullement arrêté la renaissance nationale des Croates, dont les personnalités dirigeantes, Josip Juraj Štrosmajer et Franjo Rački, ne distinguent pas l'émancipation du peuple croate de son émancipation culturelle, et ensuite également de l'unité politique de tous les Slaves du Sud. Ces idées sont restées à la base du mouvement des jeunes générations croates qui, vers la fin du XIX^{ème} siècle et au commencement du XX^{ème} siècle, ont engagé la lutte finale pour la libération avec tous les autres peuples yougoslaves.

La renaissance nationale et politique du peuple slovène, qui dans ses bases possédait les traditions durables d'un développement littéraire et linguistique, a reçu un fort encouragement par le mouvement démocratique du poète Franc Prešern qui comme but final de la lutte a proclamé la libération des paysans, l'indépendance du peuple slovène et la création d'une culture en une langue nationale unique. Les intellectuels slovènes se sont ralliés en partie au mouvement illyrien, et en l'an 1848 les paysans sont entrés, par une révolte armée, dans la lutte pour l'abolition des rapports féodaux. Le relèvement économique continu de la Slovénie, tout particulièrement dans l'industrie et les mines, a constitué la base non pas seulement d'un développement culturel, mais aussi de l'accroissement des démocratiques.

La continuité de la culture slovène moderne, inaugurée par le mouvement protestant et revivifiée à l'époque des „lumières", s'est maintenue malgré toute la pression de la germanisation, grâce à la continuité sauvegardée de la langue slovène particulière, en tant que ossature de cette culture. Le romantisme a apporté à la culture slovène moderne un nouvel élan et l'a rapprochée encore plus du peuple et des sources qui se cachaient dans la création culturelle nationale anonyme.

Chez les Croates et les Serbes, cependant, les choses en étaient autrement, car eux, pour des questions linguistiques, se voyaient forcés de reconstituer leur culture moderne. Vers la moitié du XIX^{ème} siècle, les Croates ont adopté comme langue littéraire le dialecte „štokavien", dans lequel parlait alors une moindre partie du peuple croate et qui jusqu'alors avait servi pour écrire une partie seulement de la littérature croate. Ni la langue littéraire chez les Serbes n'était pas encore unifiée: la langue médievale avait évoluée graduellement sous l'influence du parler populaire, mais celui-ci avait été arrêté dans son évolution par la prédominance de la langue slavo-religieuse et les fortes influences russes. Il ne pouvait pas représenter une base unique pour la création d'une littérature serbe contemporaine, car il n'était pas définitivement cristallisé et presque chaque écrivain cherchait ses propres moyens d'expression. Le mouvement romantique, conduit par Vuk Karadžić, tendant à introduire dans la littérature serbe la langue populaire pure, a provoqué de longues discussions linguistiques; un arrêt s'est produit également du fait que les combattants

pour une langue nationale étaient exclusifs, et qu'il fallait déployer un effort tout particulier pour ennoblir le parler populaire par un lexique plus abstrait.

Ces éléments de la formation de la culture contemporaine des peuples yougoslaves sont entrés en harmonie avec les exigences pratiques que la lutte nationale et politique de ces peuples posait à cette culture. C'est pourquoi, il est possible de constater au sein de la culture yougoslave, et même profondément au milieu du XIX^{ème} siècle, une nouvelle revivification du mouvement des „lumières". Parmi ces peuples prédomine presque exclusivement la tendance à créer une culture au service du peuple et pour ses besoins quasi quotidiens. Dans l'éternel dilemme de savoir enfin si la culture d'un peuple consiste dans les efforts des masses pour s'approcher des créateurs les plus hauts, qui agissent en toute autonomie, et d'accepter leurs oeuvres, ou bien si cette même culture réside en ce qui doit être créé conformement aux capacités de compréhension des masses et de leurs possibilités d'expression, chez tous les peuples yougoslaves a toujours dominé, et aujourd'hui encore prédomine cette seconde conception. En développant sa culture selon les modèles de la création culturelle européenne des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, la culture des peuples yougoslaves a été peut-être trop fondée sur l'adoption de ces exemples et sur leur traitement pragmatique au service des nécessités du peuple.

Dr. Vladimir ŠOLAJA,
Professor at the Faculty of Mechanical Engineering in Beograd

SCIENCE AND PROGRESS

By introducing Science as well as Research and Development activities into the programme of the Tenth Seminar, a high priority has been accorded, among the central issues essential for defining the Yugoslav self-governing practice, to this field which is now the object of lively discussion and controversies in our society. While admitting that, in his capacity of a Mechanical Engineer, his possibilities to share successfully in the trends of thought of scientific authorities in the fields of legal, philosophic, sociological and economic sciences are extremely limited, the author nevertheless feels the need to draw attention to some unavoidable limitations with which we are faced when dealing with important matter. They are reflected in the limiting of observation to the economic components of social progress.

While not eliminating the possibility of the application of some of the ideas set forth in the scientific disciplines constituting the cultural super-structure, the author does not wish to overlook their significant social role. This role is certainly reflected in a further development of intellectual ethics, in the need of the contemporary society for a clear humanistic orientation and for the accelerated development of a genuine human culture. Without realizing the important objectives of humanization of the society and its relations, most of the material achievements would amount to a greater or lesser, and sometimes even catastrophic, failure.

Although he is not a partisan of exclusive thinking along the line "importance of science according to the possibilities of practical application — priority of technological application — the importance to be demonstrated in the market", the author limits the field within purview for two reasons. First of all, as a University Teacher and Head of a research institution in Production Engineering and Technology of Metalworking the author feels unable to produce genuine and sufficiently convincing arguments for such a distinguished gathering as the Tenth Seminar outside his own field. Besides, he fully realizes the practical value deriving from an adequate, leading and engaged participation of a considerable part of science in the sphere of material development of the modern socialist and self-governing society. Although an integral

study is thus deprived of some dimensions, it has been possible to identify more competently at least one aspect of current interest. Moreover, this — for the Seminar — rather unusual approach may give rise to the emergence of competitive views aimed at further elaborating the concept which has been presented here and which is undoubtedly replete with a number of inadequacies.

Actually, the author proceeds from the usual concept of science as a unique structure of systematized and organized sum of achievements and knowledge of the human race, and of research as a process conducive to completion and perfecting of the edifice of science. In this connection, the usual division into fundamental, applied and developmental research is linked to the anticipated goals of creative endeavour, and not to the scientific methodology in use, while the practical value achieved through the results is not necessarily the primary parametre of their evaluation.

Some people fear that, within these definitions, there is a danger of the emergence of so-called "protectionism in science", which may upset the eveness of research efforts on the broad front of discovery of new truths. One might, for instance, neglect in the present-day world, primarily oriented towards the material aims of technical progress and the raising of standards, the role of humanistic education. Furthermore, pragmatic reasons conditioned by short-term interests could lead to the granting of unjust priorities to some sectors to the detriment of an optimal balance. However, regardless of the fact that such dangers do exist and that they can lead, during a period of time, to undesirable consequences, we are free to assume that — in a society of limited possibilities — the only rational basis of science policy is the clear, selective defining of social objectives. Thus, the question of short- and long-term strategic development trends in science is directly linked to the political vision of progress of a given social formation. It should be noted, in this connection, that — unless it is intended to vulgarize the relationship between politics and science and degrade the role of science in society — the acceptance of the thesis of priority trends of development does not prejudge the scientific content of oriented efforts.

It is quite certain that current economic developments in the world call for a continuous re-examination of one's own possibilities and prospects and, in this connection, for a long-term projecting of the most probable trends of development. This is influenced by the state and explosive growth of science and technologies, known also under the name of scientific and technical revolution, and thereby by an ever more pronounced inter-dependence of broad regions. It is obvious that, in spite of possible ambitions, isolation is not useful. On the contrary, what is actually needed is very intensive cooperation and exchange. In order to ensure equitable economic partnership in the present-day world, it is necessary to achieve a high level of concentration of production and specialization, with integration into the extremely complex and dynamic mechanism of the international division of labour, i.e. the world market. The limited character of resources — of raw materials, power and, primarily, of human resources — stands in the way of all attempts at autarchic economic development in all countries, including the largest ones.

By accepting participation in laying down the pre-conditions for the advancement of socio-economic communities as one of the tasks of

research, it is obvious that at least one part of these activities — which is directly linked to economic and industrial development and, therefore, does not constitute an exclusive social super-structure — is subject to the effects of the same or similar laws. The specifities encountered in research and development activity, as against economic activity, pose, however, the question of selection of priorities in special dimensions. At least two facts are involved: (I) the high cost of modern research which is expected, in the near future and at a determined risk, to bring useful and practical results to society, and (II) the limited character of human resources. Actually, the first fact relates also to research connected with the so-called "great science", which is largely the product of tendencies to enhance national prestige.

The statistical data of various countries available today point to an extremely accelerated growth of investments taken globally and, in particular, of investments into the complexes of research and development projects having a high national priority. This tendency goes hand in hand with the growth of integration movements. As a result of this, there is a more intensive concentration of means earmarked for research as well as perfection of pre-conditions for an effective use of the achievements of science. As regards human resources, one must note the fact that really successful and creative researchers constitute only a smaller part of all University graduates trained for practical work in the economy or, more narrowly, in industry. Any transfer of deserving and experienced engineers from practical work to research functions, as well as lack of sufficient selectivity in choosing and of reasonable policy in training young research personnel have proved to be extremely dangerous improvisations.

A selective programming of research and development activity aimed at promoting economic progress is determined, according to what has been said above, by considerations pointing to the inadequacies of a completely free and unorganized flow in all random trends as well as to the limited character of resources. At the risk of possible mistakes to be discovered in the immediate or more remote future, which may be the result of a lack of far-sighted anticipations, it is indispensable to determine the main lines along which research efforts will have to be channelled over a longer period of time. Simultaneously with this emerges the important question of responsibility for charting science policy within the framework of society, along the line — state administration and its representative bodies — economy — science.

In addition to the obvious fact that the field of important social projections is the central field involving the vital responsibility of leading statesmen, there is no doubt that the role of men of science in the continuous confrontation of all partners in the condition of self-governing relations is of utmost significance. In this connection we have to bear in mind the important fact that the economy can pose to science demands for direct intervention only within the context of the existing knowledge and technologies, within the range of five-year periods at the most. In addition to this, within the inspired framework set for the main strategic channelling of research endeavours, the chief task of science is the creation, assimilation and preparation for application of new, so far inexistent knowledge. It goes without saying that the main guide-lines

should be laid down for a longer period of time, during which no *ad hoc* re-orientations will be necessary, but in the course of which it will be possible to effect correction of secondary character. The self-governing system established as one of the basic motive powers in the Socialist Federal Republic of Yugoslavia provides in this field too — in principle, not nesessarily in a practice that has not been fully developed yet — very broad possibilities, while fully respecting the responsibilities and co-operation of all the partners in self-management.

Bearing in mind some of the most recent contributions to discussions on self-management and the efficiency of Yugoslav research and development activity, expressed by people working in the field of Mechanical Engineering industries, it is possible to set forth several characteristic stands:

(I) The competition of the international market does not ensure the successfull operation of individual industrial enterprises, regardless of their size, or even the operations of a group, but normally calls for the intervention of the Government, with a view to increasing the degree of responsibility of the corresponding sector of national science as well.

(II) Only a high level of concentration and integration of production organisms makes it possible to take serious steps in the sense of a more rapid improvement of products and technologies, of innovations and, in particular, of the assimilation and application of new knowledge in the economy.

(III) Only an adequate defining of scientific thought can ensure the fulfilment of the objectives set by the Economic Reform.

(IV) Investments into science and economic growth are not necessarily in direct correlation. It is indispensable, therefore, to develop, to a sufficient extent, the machinery of transfer of knowledge and results into economic trends.

(V) Progress is conditional upon investments, whereby the term investment implies not only equipment, but also personnel, new technologies, innovations and new knowledge.

(VI) One must tend towards a close integration of politics and science through the mechanism of social planning and stimulation of the development of large integrated systems.

(VII) In laying down a progressive science and technological policy, national projects having priority with all their implications should be placed into the forefront of social preoccupations.

Without asserting that all the standpoints of the Yugoslav industry on science have been exhausted by the above seven points and that the latter can be identified with the concepts accepted by the society so far or that they are in full accordance with the author's own views, it seems to us that they nevertheless illustrate, to a considerable extent, some of our current dilemmas.

Without a detailed consideration of existing and probable dilemmas, it is possible to take — as a parametre of common interest for all partners in the self-governing social mechanism — the desire to integrate science

effectively into the efforts of the society aimed at achieving determined national objectives and, in this respect, by taking its rank in the forefront of the struggle for progress, science should contribute towards increasing the competitive strength of the country. Although this should not be adopted as an exclusive criterion, it is desirable, however, that each dinar invested in science should result in the acquisition of the greatest possible amount of new knowledge and that the newly-created knowledge should result in earning as many dinars as possible.

Here we come to one of the most important practical questions involving the maintenance of vital flows of research and development — to the problem of financing science. The absence of ideas, of adequate programmes, of a scientific climate, of skilled personnel or possibilities for application is usually a limiting factor critically restricting purposeful and effective research and development activity. The complex of financing may become a limiting factor in small and underdeveloped countries with a low gross per capita income and insufficiently developed research capacities, but having a relatively good system of education and favourable population structure with regard to formal qualifications, which, in consequence, have certain basic potentialities. The lack of organization in the field of national programming and in regard to the mobilization and allocation of necessary means, as well as in the application of achieved results, may, however, bring the problem of financing to the forefront even under the most favourable general conditions, although this problem could be solved with the aid of measures of a limited character and with smaller efforts.

With regard to Yugoslav conditions, it is necessary to determine certain initial premises concerning the sector of science which is under review. At present we are faced with some difficulties in the sector of industry as a result of the great efforts exerted by the entire society for the purpose of implementing the Economic Reform. In this connection, the basic declared objectives of the Reform are the freeing of the economy from the inherited state of economic backwardness; integration into international economic flows while ensuring, at the same time, equitable relations and the operation of economic laws governing the market; and removal from all sectors of the society of the anomalies dating back to the period when the economic laws governing economic activity were not respected sufficiently. The implementation of the Reform has simultaneously made it possible to realize gradually and clearly the significance of science for the further intensive growth of the economy. It should be also noted that great efforts have been exerted in the post-war period in order to develop education, especially schools of higher education, and that, in addition to creating broad possibilities for the training of personnel, a basic network of scientific research institutions has been established, of autonomous institutions as well as of institutions attached to universities and to economic and other organizations.

Important scientific results have been achieved in this field, particularly in the sphere of fundamental research. At the same time, a great number of highly qualified research workers, who have gained international renown, has been trained. The positive results achieved have been chiefly due to the work of individuals; only in rare cases has this work

been expanded so as to involve strong scientific nuclei or teams. Nevertheless these individuals have greatly contributed towards enhancing the prestige of our country in many fields of science. As regards application, however, the situation is similar to that prevailing in a number of countries of comparable size and at comparable levels of economic developments. Therefore, there is a slower transfer of the results attained by science into practice and, consequently an inadequate participation of science in economic and social growth. In this case also, the intensified conditions of economic activity call for determined intervention.

In examining the problem of financing, the author wishes to draw attention, above all, to a terminological and, in consequence, substantive inadequacy. Considering the ideal cycle of reproduction of scientific results through practical application, and the obligatory presence of the previously mastered scientific knowledge in every new technological process, it seems that one can speak only of investments into, and not of the financing of, science. In view of the fact that civilization based on science is characterized by research as the first phase of production or, in the final analysis, by production as the final phase of research, one can rightly pose the question as to what extent — in the sense of investments and not subsidies — the present may and can be burdened by the future.

In the light of these considerations, and limiting oneself to research linked to economic growth and development activity, the question of principle concerning the choice of methods of financing, compatible with a society organized on self-governing foundations, arises unavoidably. In this connection it may be noted that a number of self-governing forums are now exerting significant efforts with a view to finding optimum solutions. It must also be noted that the basic problems do not reside any longer in a diagnosis of problems and lack of ideas for their solution, but in their coordination and laying down of sound bases for their realization.

The establishment, ten years ago, of social bodies concerned with science policy — of the Federal and republican councils for the coordination of scientific activities — is taken as a point of departure. During this period, the councils — which have undergone certain organizational changes — have been pursuing, in cooperation with a number of other bodies interested in the problems of science (Assembly and assembly committees, economic chambers, academies and universities, the Socialist Alliance of Working People of Yugoslavia etc.), an activity concerned with charting a science policy, with establishing scientific institutions, programming and financing from their funds a certain number of research projects, with personnel policy, scientific conferences and publishing activity, with the service of documentation and information, etc. Although the councils and managing boards of funds are predominantly composed of scientific workers, mostly delegated by various bodies, the following two principled demands have been posed with a view to consolidating self-management: (I) the transformation of councils into political bodies of scientists and (II) the separation of the sources financing science from the budget.

The first demand is connected with some of the stands which have been already set forth: e.g. the absolute necessity for scientific workers to assume their responsibility in the triangle — Government — Economy — Science. It is to be emphasized in this respect that only forms ensuring, within these frameworks, the broadest confrontation of the most suitable programmatic guide-lines, ideas, demands and forecasts of all the three partners will promote progress. Actually, there already exist, in our conditions, some positive examples of association between scientific workers and beneficiaries of scientific services. A case in point is the twenty-year successful activity of the Association of Yugoslav Laboratories for the Testing of Materials and Constructions. This example indicates, at the same time, that it is advantageous to form autonomous scientific communities for individual technical-scientific complexes covering the whole of the country, and not in accordance with the territorial-administrative principle. The possible acceptance of this very rational idea would certainly call for the finding of determined solutions in conditions where the republics and the provinces are the prime sponsors of a number of initiatives in the field of science as well.

The consideration of the second intervention relating to separation from the budget calls for certain explanations in connection with the principles and practices of financing science in the S.F.R. of Yugoslavia.

It is customary to present investments into research and development activity in the form of percentages of the national income or gross national product. These investments range from 0.1—0.2 percent in the underdeveloped countries to almost 4 percent in the developed countries of the world. Most of the scientific workers believe that this percentage, in Yugoslav conditions, should amount to at least 1.5 percent. In the absence of reliable statistics — a shortcoming common to many countries with regard to the sector of science — it is assessed that investment so far have not exceeded the figures of 0.7—0.8 percent. It is known that statistical difficulties stem, on the whole, from the inadequate defining of interventions listed in the category of research and development. This applies to the case of the S.F.R. of Yugoslavia also. In view of the still relatively low per capita income, the targets set for the forthcoming period range from 120 to 150 million dollars annually, while present investments are assessed at 55 to 65 million dollars.

These global amounts are obtained, in principle, from the following sources: (I) earmarked social funds (Federal Fund for the Financing of Scientific Activities as well as republican and provincial funds as organs of corresponding councils for the coordination of scientific activities, (II) earmarked resources of economic chambers, trade unions and other organisations, (III) pooled resources of economic associations, (IV) resources of individual economic and other organizations, (V) resources of universities and academies of sciences, and (VI) resources of scientific institutions.

The Federal, republican and provincial funds, as the main vehicles for allotting earmarked social funds, are financed from the budget. There are serious objections to this, in fact, etatistic model. Consequently, legal provisions were adopted this year according to which, from this year, the means at the disposal of the Federal Fund would amount to 0.2 per-

cent of the national income. Consequently, they would not depend on the budget, but only on the growth of national income. Although some practical problems have not yet been solved, this nevertheless represents a major step towards the freeing from the budget of one part resources allocated to science. Similar actions are being undertaken in the republics also. For istance, the Socialist Republic of Serbia has adopted the same percentage with regard to the national income of the Republic as the Federation. From the earlier methods of subsidizing scientific institutions, the social funds have taken over the practice of investing into major projects of general interest, whose scope is determined through preliminary public discussions, while the means are allocated on the basis of public competitions. One part of the funds need not be repaid, while the other part is granted in the form of credit. As a rule, the funds granted for equipping scientific institutions must be repaid; this applies also to projects which are expected to benefit from the sale of their services. In spite of the fact that the share of funds in the general effort of the society, amounting to less than 20 percent, is rather low, it should be noted, however, that these funds have played an effective role in the past in creating pre-conditions for fruitful research and development activities. A significant characteristic of the functioning of these funds is the demand that the share of other partners in financing should amount to 30 to 70 percent of the total resources; this has ensured a considerable increase of resources engaged for the realization of selected programmes.

Prior to the establishment of social funds, the Economic and other chambers had stimulated within narrower framework, on the whole, the activity of economic organizations by granting resources, while various institutes had also been engaged in carrying out different tasks. After the establishment of social funds, these earmarked resources were transferred to the funds. During the last few years, however, the chambers have again started setting aside resources earmarked for certain studies and smaller research programmes. In the same way, some social organizations, such as the Confederation of Trade Unions of Yugoslavia, as well as a number of bodies of the state administration, have been setting aside smaller amounts earmarked for financing some specific research of interest to these organizations. Potentially, various economic associations (business associations, producers' associations) are very important sponsors of complex research activities of interest to whole groups. The existing positive, although still isolated examples (e.g. the business associations "Progres-Invest" or "Hemind") point to the possibility of more ample and, consequently more effective investments into research on a long-term basis. It is expected, therefore, that economic associations, backed by the commercial banks, will play, in the near future, the role of major investors into research and development activities.

Individual economic organizations, as basic business units in the self-management system, are predestined to play a very important role in initiating and financing research and development programmes. The participation of this potentially strongest partner is still inadequate owing to the somewhat overestimated possibilities of the so-called "market of scientific services", to which we are going to refer later, and owing to the difficulties encountered by some branches of the economy as result

of the implementation of the Economic Reform, as well as due to an insufficiently rapid growth of awareness of the actual possibilities offered by successful scientific interventions. Other organizations, including banks, are only occasionally addressing individual well-known institutions for analyses and expert services.

The present resources at the disposal of the universities — besides participation in the competitions organized by social funds and in the "market of scientific services" — consist of an insignificant transfer of resources allotted for other purposes by the funds for education, while the academies of sciences are oriented, on the whole, towards obtaining subsidies from the budget.

The earlier legal provisions for financing scientific institutions (in the field of technical sciences they operate, as a rule, on the basis of principles applying to economic organizations) had stimulated the economic activity of these institutions, to a certain extent, with the aid of fiscal measures. Among other things, they provided for an obligatory investing of 5 percent of total income into the institutions' own fund for scientific research, with the possibility of obtaining additional resources for the same purpose from the refunded part of income tax. This has, in principle, enabled the scientific institutions to form their own resources and use them freely for selected, mainly fundamental, research thus contributing, among other things, to the acquisition and assimilation of new indispensable knowledge. The facilities whereby the measures of the Economic Reform have practically placed economic and scientific organizations on the same footing, as well as the more difficult conditions of earning income in the field of research and development, have, unfortunately, limited this justified advantage to a critical extent.

Apologizing for this perhaps exceedingly detailed presentation of Yugoslav methods of investment into science, in connection with which there is a certain analogy with other countries in the world, the author is now turning to the second demand that has been put forward with regard to the consolidation of self-management, namely, to the separation of the sources for financing science from the budget. The reason for the apology resides in the fact that the clearly formulated objectives of the society, with well defined political guide-lines for scientific development, are of primary importance in the field of science, while financing is only an indispensable but technical concomitant of this process.

Most of the budgetary resources from the seven potential sources are funnelled into social funds, with the bodies of state administration as well as universities and academies of sciences playing a very small role in this respect. However, one should point to a clear tendency in society, viz., that resources of the funds for education, from which the general requirements of universities are met, should be made independent of the budget.

While the principles involved are clear, the important question, from the practical point of view, is to set up a machinery enabling the society to invest, independently of the economy, i.e. of the immediate sponsors and users, resources amounting from 0.3 to 0.4 percent of the national income, i.e. from 20 to 25 percent of the total investments required. It is not intended to examine here the demand for setting up the machinery for burdening the resources of general accumulation through

a redistribution of financial resources earmarked for covering general needs, or through new fiscal measures, particularly in the field of investments. However, attention is drawn to two examples. In a series of successful scientific interventions in the sector of agriculture, a particular place is held by the development of domestic hybrid maize. As a result of this, in view of the important place held by the production and sale of maize in the Yugoslav economy, it is estimated that the contribution of science to the wealth of the community in this particular case amounted to 0.5 percent of the total national income. On the other hand, it is possible to anticipate that well-oriented research and development interventions could increase the effectiveness of technology of metal-processing in the metal industry — the value of this activity amounting to 2 to 3 percent of our national income — to an extent comparable to the results obtained in the case of maize. Only these two examples chosen at random show that a judicious use of the resources that science (taken as an investment category and not as an exclusive social superstructure) has been constantly contributing to society can make it possible to attain the expected level of social investments. There is no doubt that the socialist self-management society will be in a position to set up, on the basis of detailed analyses, an effective machinery which will be in tune with the adopted principles.

In his statement the author supports the thesis that fundamental, applied and development research connected with economic growth has the character of investment. An attempt has also been made to document this and to furnish some examples. On the other hand, the opposite thesis of research depending on the so-called "market of scientific services" has also been presented. Without insisting exclusively on certain negative experiences resulting from the identifying of these two views, while acknowledging their substantive incompatibility, it may be of interest to devote attention to this dichotomy also when dealing with science as a factor of social progress.

In view of the fact that the effects of the market mechanism are closely intertwined with traditional economic flows, market relations could perhaps be accorded priority in the economy-science relationship as well. In dealing with this alternative, the question of interpretation of science as an effective partner of economic growth is posed: the market mechanism emerges as an appropriate regulator of the activity of a large number of individual partners. This has led to the emergence of the theory of replacement of science policy by the market mechanism, as the latter is characterized by the sum of incidental coincidences of separate relations among individual partners. However, by its character, research is connected with investment decisions. This assertion can be confronted with the view that the market may dictate location in the field of investments, in the same way as it plays an appropriate role with respect to personal consumption or industrial materials. A verification of the above statements reveals that the economy is extremely reluctant to set aside funds for research. In viewing this process through the sum of individual enterprises, not necessarily through associations, one sees that this is due to objective reasons. An individual enterprise, especially in the conditions of economic difficulties, can be, of course, interested only in some

short-term effects, i.e. in routine activity in which no risk is involved. Research for the near and more remote future, having the character of investment, necessarily involves a considerable degree of risk and uncertainty. Finally, it logically ensues that the aggregate of individual incidental and uncoordinated short-term undertakings does not make possible a full use of scientific endeavour. What is actually needed are deliberate integration, planning and a search for long-term research and development policies on the level of industrial groups and systems. Stress is laid on the fact that the author does not necessarily agree with the final conclusion regarding the necessity of eliminating the effects of the market factor from the economy — science relationship, as this factor, if properly dimensioned may reflect, on the one hand, the existing demand, while, on the other, it may prove to be a suitable regulator of, and an incentive for effective and purposeful policies in the field of research and development.

In conclusion, may we be allowed to refer, without comment, to the controversies which have arisen in a developed country with regard to the crucial relations prevailing among the partners covered by this statement. What is actually involved are the eight weaknesses which are liable to jeopardize seriously the industrial progress of a community:

(I) Academic escapism: the interpretation of academic freedoms by university people is harmful; this interpretation serves as an excuse for eschewing the social obligation of using their capacities and talents for solving research and development problems.

(II) Rejection of highly skilled experts: industrial managements often do not realize the vital importance of research and development as a method for strengthening their own positions in relation to competition and, therefore, they do not open their doors to engineers or do not use them in the best way.

(III) "Brainwashing" of students: by chosing the most talented students for the highest university education, university teachers discourage them from pursuing a career in industry.

(IV) Industrial amateurism: Incompetent directors shelter behind the obsolete concept of acquired right to manage, instead of looking for highly capable managers among those who are qualified to do the job.

(V) Struggle for status: it is a significant component in a hierarchical society and it relates to the respective positions of science, production, management, design and commerce.

(VI) Neo-luddism: we find this among people in production who, either out of fear or because of antipathy against new ideas, oppose the introduction of new methods or means indispensable for increasing techno-economic effects.

(VII) Anti-technological complex: a generally low level of familiarity with new technologies and, in some cases, an overt aversion create an unfavourable climate for progress in the field of research and development activities.

(VIII) Interference: ministers, government experts, quasi-official bodies as well as self-styled experts consider that interference is synonymous to efficiency; in addition to an inadequate knowledge of technologies and a definite trait of atavistic resistance and antagonism against new conceptions, there is also a tendency to believe that interference should be a substitute for necessary assistance and for taking clear unequivocal and responsible decisions.

At the end, the author deems it necessary to add the following brief explanations. The title of the theme points to the intention to illustrate — on the basis of positive examples from one's own country, rendered possible by the action of forces released by the asserted form of self-management relations, and in a coherent manner — the favourable impact of science on overall social progress. For understandable reasons, the author has decided, in the first place, to limit his consideration of relations of social progress to one sector of the society only — to the economy and economic growth. Furthermore, instead of painting a bright and gay picture of the present time and of holding out optimistic prospects for a more careless future, he has decided to present a series of dilemmas and a multitude of problems, both current problems and problems on the point of being solved, of serious and arduous problems, in the same way as the progress of a society fighting with its own forces for emancipation from backwardness and for a more radiant future is replete with efforts and sweat. The main attention has been concentrated on the nature of the problem of priorities in the field of science within the context of the possibilities and objectives of the society, on responsibility along the line Government — Economy — Science, and on the complex of investments into science. The best solution of these problems, as well as of a number of questions which have not been dealt with — such as, for instance, the questions of personnel, team work, scientific communications, leadership in science, the role of universities and academies of sciences in the research and development endeavours and most suitable network of research and development institutions oriented towards the common aim of promoting the general progress of society — constitutes a current and very important task and involves the responsibility of political workers, economists and scientific workers of the Yugoslav socialist community.

THEMES ECONOMICO-JURIDIQUES

*

ECONOMIC-LEGAL THEMES

Dr. Ljubiša ADAMOVIĆ,
Professor at the Faculty of Economics in Beograd

YUGOSLAVIA AND INTERNATIONAL DIVISION OF LABOUR

The starting basis for the degree and forms of engagement of a national economy in international economic relations is determined, from the internal point of view, by several factors including:

- the achieved level of development of production forces;
- the development of the internal market and one's own resources;
- the socio-economic system;
- the policy and methods of development of production forces with the corresponding consequences upon the structure and trends in the rate of export and import.

From this standpoint the role of Yugoslavia in international economic relations is significant as that of a champion of the development of progressive concepts concerning the development and regulation of international economic cooperation. In addition to these elements of objective nature, the economic-political platform and the principles serving as a basis for regulating economic cooperation with foreign countries have special importance for the place of a country in international economic relations. The significance of this factor must not be over-estimated but it must not be disregarded either. Factors of objective character and this one which is objectively caused but is subjectively formulated, are not substitutes but can rather be considered factors of complementary effect. In the case of Yugoslavia this "subjective" factor has been conducing, throughout the period following World War II, to a considerable extent to the fact that Yugoslavia has greater specific gravity in international economic relations than this would result from an exclusively quantitative review of the share of the SFRY in world production and international trade.

Since the end of World War II Yugoslavia has offered to the world experience the evolution of the model of an undeveloped socialist country which, from pronounced autarchy and centralist planning, is developing in the direction of an open economy and workers' and social self-management while retaining stepped-up economic development as one of the basic social postulates.

Even though numerous disharmonies exist in the Yugoslav economy, both as regards the degree of development of individual branches of production and from the point of view of regional differences in the degree of economic development, by the kind of economic relations with foreign countries, above all from the point of view of the structure of export and import, the Yugoslav economy assumes also certain characteristics of countries which have overcome certain basic difficulties which are peculiar to the economies of undeveloped countries. This relates above all to the structure of export and import: reduced export of raw materials and increased export of industrial products, sizable import of machines and industrial commodities characterize Yugoslavia's foreign trade,[1] while throughout the post-war period as well as today, trade has been the backbone of Yugoslavia's economic relations with foreign countries.

The intensification of economic relations with foreign countries is becoming a factor of growing significance for the Yugoslav economy, and this is one of the basic components of the economic programme which has been termed the "economic reform." Since with this and also with other terms which are nominally the same a confusion may ensue, we can say that the term economic reform in Yugoslavia means a substantially different programme of measures than in other socialist countries both in the internal and foreign economic plan in particular.

Under contemporary conditions of development of the economy in Yugoslavia, the tendency towards an opening in relation to foreign countries becomes absolutely necessary for the sake of obtaining a universal parameter as one of the basic criteria for the further development and change of the structure of production and investments as well as for attaining the respect of the Yugoslav national currency outside the borders of the national economy.

The process of planned economic development of Yugoslavia following World War II has been basically marked by the development of industry. If one bears in mind the fact that until World War II Yugoslavia had been included in the international division of labour primarily as a producer and exporter of primary products, that it has in fact terminated the putting into operation of the basic capacities of the processing industry so far, Yugoslavia's place in the international division of labour increasingly depends upon industrial products. Through the opening of borders, or rather, through the liberalization of economic relations with foreign countries, one is increasing pressure in the direction of the next qualitative phase of development of the Yugoslav economy, above all in the direction of a more intensive exploitation of the existing factors of production and of a more rational engagement of new ones.

Bearing in mind the fact that the working out of a theme such as this one can be approached from various stand-points, I have decided to make a concrete, quantitative analysis of the balance of payments of

---

[1] The share of industrial products in export amounted to about 40% in 1956 and to about 65% in 1966. In the same period the import of machines increased from about 20% to about 30%.

Yugoslavia at present in order to indicate upon this basis the turning points in Yugoslavia's economic relations with foreign countries and the concrete forms of efforts aimed at improving the position of the Yugoslav economy in the international division of labour.

Balance of payments

The state of Yugoslavia's economic relations with foreign countries and the place of the SFRY in the international division of labour can be most distinctly seen and generally perceived from the state of the balance of payments in 1967. Even though it is a question of data of preliminary character, they are adequate for an analysis of this kind and, as a rule, definite facts do not alter the basic tendencies which can be perceived on the basis of preliminary data.

Balance of payments of the SFRY

(in millions of U.S. dollars)

Category	1965	1966	1967 (Preliminary data)
A. *Goods and services*			
Export (fob)	1.093,9	1.220,1	1.253
— industrial products	886,0	994,0	
— agricultural products	207,9	226,1	
Import (cif)	1.288,6*	1.575,5	1.708
— reproduction material	799,8	906,7	
— capital equipment	254,0	342,5	
— commodities including foodstuffs	234,8	326,3	
Trade Balance	—194,7	—355,4	—455
Foreign tourism (net)	63,3	81,5	98
Communication services (net)	118,6	140,5	187
Incomes from foreign currency investments	— 44,6	— 59,5	— 67
Other services (net)	65,3	108,8	155
	202,6	271,3	375
B. Private unilateral transfer**	47,4	47,8	33
Current balance (A plus B)	55,3	— 36,3	— 49

Source: International Monetary Fund, Balance of Payments Division.

* Private import which amounted to 16 million dollars in 1965, to 31 million dollars in 1966 and to 40 million in 1967, is included.

** This item includes in 1965 and 1966 the checks and gifts in kind from emigrants while in 1967 it includes only checks in foreign currency. Savings of workers who are provisionally employed abroad are included into the category "Other services".

C. *Long term capital and gifts from public sources*			
Loans and credits obtained	265,4	290,7	415
— long-term credits	43,0	26,1	30
— medium-term credits	222,4	264,6	385
Export credits (net)	— 44,3	— 39,1	— 32
Repayment from public sources	—177,2	—212,2	—204
Repayment for nationalized property, etc.	— 3,0	— 3,0	— 4
Reparations	2,4	1,2	
Agricultural surpluses (obligations in U.S. dollars)	100,9	102,6	
	144,2	140,2	175
D. *Short-term capital from public sources and monetary gold*			
Payments agreements	979,5	— 28,6	— 94
Other debts and claims abroad	— 95,0	— 63,6	— 35
Monetary gold and foreign currency reserves	— 25,0	— 11,7	3
	—199,5	—103,9	—126

As can be seen from the balance of payments (even though preliminary data are given for 1967) the balance of trade in 1967 ended with the deficit of 455 million dollars. As a matter of fact, the value of the export of goods from Yugoslavia reached the amount of 1,253 million dollars while income amounted to 1,708 million dollars. In comparison with 1966, extremely divergent tendencies took place in trade in the course of 1967: export has been growing at a far slower rate (2.4%) in comparison with 1966, while import grew at a rate three times higher than export (7%).

This great imbalance in the sphere of goods has been alleviated by the results achieved in the marketing of service. In 1967, the Yugoslav economy scored the following results upon the basis of services:

Income from tourism (net)	98 million dollars
Income from communications (net)	187 million dollars
Other services for foreign countries (including the savings of workers who are provisionally employed in West European countries)	155 million dollars
Obligations in the sphere of services	67 million dollars
Balance of services	373 million dollars

The positive balance of services during the course of 1967 has been used for covering the deficit in the goods balance so that the current balance of goods and services ended with a deficit of 82 million dollars. This negative balance has been reduced by means of incomes from checks of emigrants amounting to 33 million dollars. In this way the

final current balance of goods and services marked a deficit of 49 million dollars.

When this deficit is compared with the total volume of Yugoslav foreign trade which amounts to about 3.5 milliard dollars, last year's negative balance should not cause particular concern. However, if this is not an alarming situation from the point of view of the current balance since, for instance, the import of passenger cars alone amounted to about 70 million dollars, while the import made on the part of individuals reached the amount of about 40 million dollars, this fact appears in a different light if it is analyzed from a long-term point of view.

As a matter of fact, within the framework of the programme of measures proclaimed in July 1965, the task has been set to secure the convertibility (external) of the dinar approximately by 1970. At the same time, the service of the payment of debts in the several coming years will exert continuous pressure upon the current incomes from export, particularly if it will not be possible to secure a partial postponement of the outstanding obligations. From this point of view, the formation of foreign currency reserves proceeds at an extremely slow rate and in the event that no intensification of export takes place (the limitation of export can far more easily be achieved by means of administrative measures, but this would not be in keeping with the policy proclaimed in both the internal and international sphere and one could envisage to apply this only if a vital worsening of the current situation in economic relations with foreign countries occurs) there exist grounds for believing that the realization of the external convertibility of the dinar in 1970 would be seriously jeopardized.

The realistic picture of the rate of foreign trade in 1967 would be complete if analyses of the terms of trade were available. Bearing in mind the general situation in the world market, the manifestation of so-called mini-recessions in West European countries, as well as the intensification of agrarian favouritism, this having drastically been expressed in relations to products of the Yugoslav agriculture late in 1967 in the sale of meat in the Italian market, the hypothesis can be made that in numerous instances export has been achieved at the cost of significant sacrifices even under conditions when no serious differences exist in the costs of production between Yugoslav and foreign producers.

Structure of trade

The fundamental causes of weaknesses and above all of the slow growth of Yugoslav export, irrespective of all objective difficulties existing beyond the national economy, lie in the structure of production and in the costs of domestic production. As a matter of fact, there was a drop of export of industrial products in 1967 by about 0.2% in relation to the level achieved in 1966. In fact the stagnation of industrial export shows that the concentration of attention on the internal market does not necessarily lead to increased marketing in foreign markets. Enterprises in numerous cases and even branches of industrial production in certain cases, are not at the technological and organizational level which would secure increased marketing upon the basis of the competi-

tive capability of Yugoslav producers. In this respect, the expectations that the reduction of internal demand would bring about the maintenance and increase of industrial production upon the basis of an adequate intensification of the expansion of export, have proved to be unfounded. This is particularly evident when the rate of production and export in individual branches is compared:

— metal-processing undustry marked a drop of production of 4% and a reduction of export of 11.4%;

— timber industry and electric manufacturing industry marked a drop of production of 4% and a drop of export of the same amount;

— shipbuilding industry increased its production by 13% while export in 1967 had been by 33% below the level in 1966 (in the case of the shipbuilding industry, the cycle of building ships must be taken as a corrective).

The best results in the marketing of products at foreign markets were achieved in 1967 by the leather and footwear industry which, with a drop of production amounting to 3% had increased export by 40%. The textile industry also marked a drop of production by 3% and increased export by 15%.

However, the foodstuffs industry noted an increase of production by 2% and an increase of export by 16%. In the course of 1967 the chemical industry increased its production by 2% and export by 8.5%.

Even though the textile, foodstuffs, leather and footwear industries and the chemical industry have positively settled the dilemma and confirmed the expectations which they were due to offer to industry in general, viz., the stimulation of the expansion of export to take place under conditions of reduced internal demand and a deliberate limitation of this demand, the twelve-month results are not sufficient for drawing conclusions which could be generalized.

The possibilities of Yugoslav producers to finance buyers will be of growing importance for the export of products of the metal-processing industry, machine building and transport vehicles industry. During the course of last year these possibilities have been extremely limited.

The export of agricultural and forestry products in 1967 marked an increase of 15.4% in comparison with the preceding year. Within the setting of export of agricultural products the dynamism of the export of maize had a dominant role. Late in 1967, especially in the course of December, a sudden drop of export of meat and cattle took place. The lowest monthly level in the export of products of these categories in the course of the last twenty-four months was achieved in December 1067. This sudden drop of sale of products characterized by specialized production and the competitiveness of Yugoslav producers, is the consequence of the introduction of the superprevious deduction in Italy which is the most important buyer of beef from Yugoslavia.

In the course of 1967 a further affirmation of the Yugoslav building operations in performing work abroad, took place. Investment construction was carried out in thirty-seven countries. The value of the work executed amounted to 1,176 million dinars, or rather, by 30.6% over the value of work executed abroad in 1966. All the work for which contracts have been concluded has not been executed largely due to the

consequences of the aggression of Israel on the Near East. It is characteristic that in the total value of work executed, the share of operations has increased while the share of the value of projects decreased. The value of the work effectuated amounted to 1,125 million dinars (33.8% over results in 1966) while the amounts obtained for projects were by 15.1% lower than in 1966, i.e., 51.1 million dinars.[2]

As can be seen from data in the table of the balance of payments, the rate of increase of import has been almost three times greater than the rate of increase of export. The basic cause of this increase of import is the purchase of reproduction material, above all of semi-finished products of steel, textile fibres, artificial fertilizers and raw hides. The comparatively high import of textile fibres and raw hides must be studied along with the high rates of the expansion of export in the textile industry and in the production of footwear.

Orientation of trade

A detailed analysis of the geographic distribution of Yugoslav foreign trade in 1967 and differences in the dynamism of export and import according to individual geographic and foreign currency areas, shows the degree to which grounds exist for certain alarm as regards the realization of the external convertibility of the national currency in the envisaged term, unless the existing tendencies change in the sense of the consolidation of positions in markets of convertible currencies.

Geographic distribution of Yugoslav trade

(in millions of dollars and in the percentage of participation in total trade)

	1967	%	1966	%	Rate of growth 1967/1966
Capitalist countries					
Export	647	51,6	595	48,6	8,9
Import	1.074	62,9	884	55,4	21,6
In this:					
West European countries (also Greece, Turkey, Cyprus)					
Export	560,4	44,7	515	42,1	9,3
Import	906	53,1	621	38,9	45,9
European Economic Community					
Export	372	29,7	340	27,8	10,9
Import	657	38,5	410	25,7	60,2
Socialist countries					
Export	455	36,3	448	36,5	1,4
Import	446	26,8	499	31,6	— 10,7
Non-developed countries					
Export	131	12,1	185	14,9	— 29,1
Import	143	10,3	198	13,0	— 27,7

Source: Statistical data of foreign trade

[2] "Ekonomska Politika" 833/1968, page 336.

The traditional orientation of Yugoslav foreign trade was again confirmed in 1967. The European continent occupies the leading place absorbing about 80% of the total Yugoslav export and 79.3% of the total import into Yugoslavia. Since the "European market" is a geographic rather than foreign-trade and currency term, it is absolutely necessary to review in particular trade with individual economic-political groups in Europe.

The market of the European Economic Community is particularly important for Yugoslavia, above all because it has been absorbing almost one-fourth of the Yugoslav total export for years now, while in the total import into Yugoslavia the countries of the European Economic Community participate with one-third. At the same time it is necessary to indicate the tendency for increasing the sale of Yugoslav products in the market of the "Six" from 188 million dollars in 1962 to about 372 million dollars in 1967. Yugoslav purchases in this area have increased even more rapidly and the value of import in 1967 amounted to 657 million dollars. However, all the countries participate with extremely varying share in Yugoslav foreign trade. Out of the total trade 83% is with Italy and West Germany while 17% is with the other four countries (France, Belgium, Holland and Luxemburg).

In 1967 Yugoslavia exported to the EEC market chiefly agricultural products (40%), industrial products (among which a great part are of agricultural origin) 40%, while the rest includes the export of raw materials. While it is possible to expect a certain improvement as regards the marketing of industrial products, on the basis of negotiations within the framework of the "Kennedy Round" — reduced customs rates from 15% to 50% as of July 1, 1968 (from the level of customs rates envisaged in the joint customs tariff) — the sale of agricultural products is still taking place under extremely unfavourable conditions.

The lack of fixed elements of protection and the prevailing elements of variability, as well as arbitrariness as regards the establishing of categories of individual Yugoslav products, are of special significance.

The difficulties which have conduced to an extremely high deficit in trade with the EEC in 1967 will considerably influence the future purchases on the part of Yugoslavia in these countries. As a matter of fact, if solutions which would contribute to the creation of more favourable conditions for the sale of Yugoslav products in the EEC market are not found, it is logical to expect the reduced Yugoslav import from this area.

The relations between Yugoslavia and member countries of the EEC have not been regulated in the course of 1967 either. This is increasingly important since it is a question of countries which are so to speak the most important for the marketing of Yugoslav products (above all Italy and West Germany).

In 1962 Yugoslavia was the initiator of a drive for regulating relations with the EEC, but concrete negotiations have not yet taken place. In the preceding years there has been a question of the veto of France, then of the principles of the Hallstein Doctrine and recently of the Italian veto concerning the admission of Great Britain, or rather against the regulation of relations with countries in the "South" before relations

with the "North" (Great Britain) are regulated. In December 1967, through the interpretation of the Yugoslav request for a non-discriminatory treatment of Yugoslav products in the market of the EEC, this drive was marked as an endeavour for the "spread of the EEC". Finally, the Council of Foreign Ministers of member countries of the Common Market, viz., of France, the Federal German Republic, Italy, Belgium, Holland and Luxemburg decided on July 30, 1968 to conduct talks with Yugoslavia aimed at concluding a trade agreement.

This information which is undoubtedly extremely significant can be considered in two ways:

— as the first step in the realization of the claim of Yugoslavia which has been made a long time ago, to begin the regulation of relations between the EEC and Yugoslavia within the framework of a special trade agreement;

— as the beginning of a routine action of the Common Market, since, a common customs tariff came into force on July 1, and that in future non-member countries will have to conduct talks with the Common Market as a whole.

Even though a considerable difference exists in the evaluation of motives from either point of view, the conclusion is undoubtedly identical: the beginning of negotiations which are due to bring about not only the formal conclusion of a trade agreement, but also the adoption of principles and the setting up of institutional settings for the settlement of problems. On the contrary, this step of the Common Market would gain its full significance only in the event that concrete solutions for the Common Market are found through a trade agreement.

The role of member countries of this group in Yugoslavia's economic relations with foreign countries can be perceived from the several following facts:

Last year the value of export to developed capitalist countries amounted to 51.6% of the total export while 62.9% of the total import to Yugoslavia came from capitalist countries. Member countries of the Common Market absorbed 29.7% of our export and they were also the deliverers of about 38.5% of the total import into Yugoslavia.

In the course of the last few years the share of member countries of the Common Market in our export and import has been as follows:

	Export from SFRY to EEC	Import in SFRY from EEC
1960	25,6	32,5
1962	27,1	28,3
1966	27,8	25,7
1967	29,7	38,5

The reasons for this importance of the six countries in Yugoslav foreign trade are numerous and can be sought in the closeness of the markets, the complementary nature and traditional significance of this area, this having brought about the intensification of relations in the

form of credit arrangements, Yugoslav purchases of industrial equipment, etc.

In other words, the member countries of the Common Market are for Yugoslavia the most important group of foreign trade partners both from the point of view of trade and as regards the earning of convertible currency which is indispensable for the normal function of the service of Yugoslavia's debts and for securing monetary reserves and for a shift to gradual, i.e., foreign convertibility of the dinar.

In the course of last year, and especially this year, discriminatory effects of the existence of the Common Market towards non-member countries were expressed and this was seriously felt in the drop of our export by 9% in the course of the first six months in 1968 in comparison with the same period last year, although this was exclusively caused by the drop of export to Italy (25%) while export to other countries increased but not to such an extent as to compensate for the drop of sale in the Italian market.

About 40% of Yugoslav export to Italy includes agricultural products, or rather those with which the mechanism of agrarian favouritism is mostly expressed. It is necessary to add to this the drop of prices of cattle from 601 to 521 dollars a ton (on an average), of beef for 50 dollars a ton and other difficulties.

Yugoslavia is interested above all for solutions to be found through a trade agreement with the Common Market for the guarantee of the stable export of meat, maize, tobacco, wine, fruits and vegetables, although, being a country with a comparatively developed industry it is also interested in exporting industrial products.

If one bears in mind the fact that Yugoslavia is an important purchaser of industrial goods from member countries of the Common Market, that it is investing maximum efforts for its enterprises and the economy as a whole to retain the reputation of solid and solvent partners, grounds exist for expectations that the announced negotiations on concluding a trade agreement with the EEC can represent the beginning of the next, important phase in economic relations between Yugoslavia and six West European countries.

As regards the further development of cooperation with member countries of the European Free Trade Association (EFTA), the most important step in setting up a working group between the EFTA and Yugoslavia was made in 1967. However, in this group of countries the most important partners with a long tradition are Austria and Great Britain so that for the markets of other member countries of the EFTA group it can be stated that among Yugoslav producers and exporters there is no adequate understanding of the absorbing possibilities of that market.

However, there exist also certain institutional and economically substantial differences between the European Market and the EFTA and it is from this point of view that one must review certain expectations concerning the intensification of contacts upon a working basis between Yugoslavia and the EFTA. It is absolutely certain that the existing institutional mechanism of the EFTA offers far lesser possibilities for a more effective settlement of relations between the SFRY and member countries

of the EFTA without concrete negotiations between each of the countries from the EFTA group individually on the one hand, and Yugoslavia on the other. However, justified hopes exist that even if it were to obtain the status of speaking observer Yugoslavia would have advantages as regards a more direct understanding of the situation in relations between member countries of this group and each individual country. However, it must not be expected that a multilateral regulation of relations between Yugoslavia and the EFTA will take place such as could be made in keeping with the corresponding, existing institutional setting offered by the European Common Market. As regards possible advantages which could be obtained in the sphere of trade EFTA member countries could apply towards Yugoslavia the treatment applied towards undeveloped countries. But, such privileges will be exploited in the near future chiefly by producers of tropical products so that this treatment of Yugoslavia would in fact be without practical positive consequences in the sphere of a real improvement of Yugoslavia's position in relations with EFTA countries.

In the course of 1967 the tendency to relent trade with *East European* countries was expressed. From data in the table it can be seen that the participation of these countries in Yugoslavia's export stagnates in comparison with 1966 (36%) while their participation in the total Yugoslav import is dropping (from 35% in 1966 to 26% in 1967). In the trade balance with these countries assets amounting to 8 million dollars have been achieved while the claims of Yugoslavia in clearing accounts have been continuously growing in the course of 1967 and late in March 1968 they reached the amount of about 200 million dollars.

Although measures are under way which are aimed at stimulating Yugoslav import from these countries, one of the central questions which is outstanding relates to the mechanism of understanding with East European countries. Trade agreements with mostly fixed trade lists under conditions in which a permanent and intensive process of changes in the structure of production and prices exists both in East European countries and in Yugoslavia and in the world market, do not represent the most efficient method.

The development of relations between Yugoslavia and East European countries so far, particularly during the course of 1967, has cast a new light on the entire method of bilateral regulation of trade and it places ever more acutely on the agenda the absolute need for multilateralism, or rather the introduction (gradual) of payment with convertible currency.

In other words, in the relations with countries having convertible currencies, East European countries and the USSR have adopted, if not payment in convertible currency then at least a far more flexible approach to the regulation of payments terms. For Yugoslavia the importance of a more flexible approach to the regulation, or rather the creation of a more flexible mechanism in trade and payments terms with East European countries, emerged in the forefront in 1967. Increasingly so since no other country except Yugoslavia — in the geographic distribution of foreign trade — has about one-third of trade directed towards East European countries and the USSR. With the existence of a uniform

foreign currency course and petrified forms of regulation of foreign trade with this group of countries there comes the formation of liabilities in relation to countries with convertible currency and a creation of assets in countries with non-convertible currency. The request of Yugoslavia concerning the use of more flexible instruments for regulating foreign trade relations will certainly gain strength in the event that as regards the quality of the goods delivered and the services performed, Yugoslavia's enterprises offer to East European partners the corresponding level which is offered by countries with convertible currency, even before attaining the external convertibility of the dinar.

A tendency towards the decrease of trade with *undeveloped countries* took place in 1967. This is partly the logical consequence of the uniform regime of Yugoslav foreign trade, independent from geographic positions, kinds of currency, so that the orientation of exporters and importers towards markets which have a greater degree of stability, particularly towards the growing interest for markets of countries with convertible currency while neglecting markets of undeveloped countries, is understandable.

The first correction in this direction has been made through the setting up of the Fund for financing export and insurance, but this measure could hardly be adequate if the more active presence of Yugoslavia in markets of undeveloped countries is desired. The basic dilemma with which the sponsors of the foreign trade policy are confronted boils down to the following: should the geographic trends of Yugoslav trade with foreign countries be abandoned to the spontaneous effect of the existing uniform foreign trade and foreign currency regime, or should certain interventions be made with the purpose of stimulation or destimulation according to kinds of foreign currency, structure of import and export, i.e., regional orientation. Discussions in connection with this question which were held in the course of 1967 show that it is possible to expect a more active attitude of the Yugoslav community and the introduction of certain corrective elements when this group of countries is involved.

In this respect, the *agreement on preferential treatment* between India, the UAR and Yugoslavia concluded in December 1967 can represent an important step forward. In the practice of foreign trade relations between undeveloped countries this agreement represents an important innovation. It includes about 500 goods, or rather 77 customs items for which customs preferentials will be applied from April 1, 1968 and will amount to 40% and will be further reduced by another 10% on April 1, 1969. This so-called tripartite preferential treatment encompassed the following groups of products: foodstuffs, phosphates, chemical and pharmaceutical products, cosmetics, textiles, leather, rubber, machines and equipment. For the use of these preferentials a certificate proving that at least 50% of the value of products is from domestic sources will be necessary.

The next significant characteristic of the "tripartite preferentials" is their open nature. Any of the undeveloped countries can be included in this system.

The agreement does not encompass products from the industrial cooperation between enterprises from the three countries since it is expected that — in keeping with the degree of industrial cooperation — the trade in these products will be regulated in concrete cases with the use of other facilities in addition to customs preferentials.

One of the prime and direct tasks of the "tripartite preferentials" is the revival of trade between the three signatory countries. As a matter of fact, a drop of trade between Yugoslavia on the one hand and India and the UAR on the other, took place in the course of 1967. However, the real worth of preferentials, particularly as regards the rapid, direct effect is rather limited. In the case of these three countries difficulties in mutual trade are far more intricate and they are not exclusively in the form of customs so that the system of preferentials can have an increasingly more significant effect in the event that it is followed by other elements influencing the intensification of economic relations between undeveloped countries.

Export of manpower

Within the framework of incomes upon a non-goods basis, an extremely high participation (the greatest item) of incomes from workers provisionally employed abroad and other services, is noticeable. Last year incomes from this category amounted to 155 million dollars. Without entering on this occasion into the review of the long-term aspect of this problem which ought to relate to the structure of the labour force which Yugoslavia exports, to the comparison between costs of education and other elements forming the "ascending" aspect of this activity (food, education, health service, etc.) and proceeding from the fact that there are no possibilities in the country for employing a considerable number of persons who have found employment abroad, it is beyond any doubt that under given conditions employment abroad has numerous positive effects. Those who are temporarily employed abroad not only reduce the pressure of unemployment in the country but at the same time secure their own existence and the existence of their families and are subject to the working discipline and technological process of economically developed countries. From the point of view of economic relations with foreign countries this category of workers in spite of all the ensuing difficulties, represents a certain kind of bridge for connecting the Yugoslav economy with the economies of West European countries.

In the course of 1967 a drive was launched aimed at reducing the elements of spontaneity in employing Yugoslav manpower abroad. This is absolutely necessary for social and economic reasons but reasons of political nature need not be underrated either.

The analysis concerning this category of manpower announced so far show an unexpectedly high element of uncertainty ranging from the evaluation of the number of Yugoslavs employed abroad. Depending upon the criteria applied, the evaluations range between 250,000 and 500,000, but the data of the Federal Employment Bureau are most often cited and according to them 320,000 Yugoslav workers are employed abroad and they constitute 4.2% of the foreign manpower employed in West European countries. Both the conditions of employment and records

are affected by the fact that an organized employment of Yugoslavs abroad began only in 1964. From 1964 to 1967 inclusive, about 130,000 workers, or rather one-third of Yugoslavs employed outside the borders of the SFRY went abroad through the Employment Bureau.[3] About four-fifths of the workers employed abroad are young men (under forty years of age).

In the course of 1967 the Yugoslav public in fact adopted the view that employment abroad (chiefly temporary employment and to a far lesser degree conventional economic migration) is a contemporary reality and in this sense drives for institutionalizing these activities have been launched. The extent to which these problems are disregarded is proved by the illustration that only 26 persons in the country are dealing with the employment of Yugoslavs abroad and that in the seven most important West European countries there exist sixteen Yugoslav consular-diplomatic missions with forty-four employees who must perform all the duties ranging from diplomatic protocol up to innumerable concrete tasks including often intricate international private law affairs.

If one bears in mind the decisive orientation of the Yugoslav economy towards an opening in the direction of foreign countries it is beyond doubt that this increasingly applies to the movement of manpower and that Yugoslavia is included into the courses of universal migrations of manpower so that, for this reason, this sphere necessarily becomes the integral part of institutional settings of the economic policy. This was expressed for the first time in 1967 in the comparatively complex idea of setting up foundations for the treatment of this form of more active participation of Yugoslavia into world courses of the factor of production.

Tourism

In the course of 1967 there was a further increase of the inflow of foreign tourists and an inflow of foreign currency upon this basis (98 million dollars net in 1967). However, the structure of expenditures of foreign tourists shows that for a high income from tourism, or rather, for greater expenditures of foreign tourists one needs an environment which is capable of offering a greater assortment of services and of far better quality. According to an inquiry organized by the Federal Statistical Bureau among foreign visitors in Yugoslavia, in 1967, the visitors of Yugoslavia still spend most on accomodation, food and drinks in catering enterprises (board and drinks), 65% of the expenditures and in the Littoral they spend 66.7%; foodstuffs absorb 8% of the expenditures of foreign tourists, local traffic, fuel services about 6%, excursions and amenities 6%, souvenirs and other goods 11%.

The average daily expenditures of the foreign tourist in August 1967 amounted to about 100 new dinars. There exist considerable differences in this respect between citizens of individual countries. The leading place is occupied by tourists from the United States with 177 dinars daily, from Scandinavia 123 dinars, while tourists from Italy, Great Britain and other countries spent more than the average sum of 100 new dinars daily. The differences in the level of costs of the stay of foreign visitors in Yugoslavia are about 3 : 1. The expenditures of tourists

[3] "Ekonomska Politika" 838/1968, page 486.

in big cities amounted to 130 dinars daily, in the Littoral to about 95 dinars. The differences between expenditures in hotels and in camping places are 3 : 1.

This inquiry also offered certain illustrations as regards the social structure of foreign tourists. Thus, 34% of the visitors in the Littoral were from the category of employees, 21% were experts and artists, 16.6% were workers and craftsmen, 7.3% merchants or caterers, only 5.3% were industrialists and bankers, while others were students and representatives of other social groups.

From the objections concerning the quality and nature of services which foreign visitiors have made, one can confirm the thesis that tourism is largely the integral part and resultant of the general level of economic development, of culture, education, stimulation of the system of business operations, etc. Several illustrations characterize this exceptionally important branch from the point of view of the improved position of Yugoslavia in the world economy and they show quite clearly where the possibilities for the further promotion of tourism lie. As regards accomodation the great number of objections in 1967 related to sanitary appliances especially in camps. In respect to board: the inefficiency and impertinence of servants, small choice of dishes, particularly fish and national specialities. Traffic, bad roads, insufficient number and bad visibility of traffic signs, overcrowded buses and trains and lack of comfort.

A perfunctory review of the kinds of objections explains why tourists are not easily attracted, especially those who can pay for better and more varied services, and this at the same time explains that great hidden reserves are not exploited in the sphere of tourism as sources of the inflow of foreign currency.

Import of foreign capital

From the point of view of the further development of the economic system and of the stimulation of development of production forces in Yugoslavia as well as of new forms of participation of the Yugoslav economy in the international division of labour, 1967 is particularly important as a year when the first regulations were adopted on the direct participation of foreign capital in Yugoslavia's economy.

The presence of foreign capital as partner in the direct development of production forces in Yugoslavia has been presented in a new and original way and, in spite of all the existing shortcomings of the present method of regulation of this category of participants in the economic development of Yugoslavia, this step represents an extremely important steppingstone in the development of the economic system not only of Yugoslavia, but of the socialist economy in general, or rather, of the manner of regulating joint investments of capital on the part of pillars of economic activity that are the integral part of various socio-economic systems.[4]

[4] The author desires to express his thanks to the editorial board of the periodical "Ekonomist" and NIP "Informator" for letting him use in this work parts of articles published in the paper "International courses of capital and Yugoslavia" in the periodical "Ekonomist". No. 1/1968.

In this sense steps were undertaken in July 1967 as the result of the experience gained and of analyses and discussions conducted in various professional and political circles during the course of 1966 and 1967, and they have been marked with a new approach in relation to the entire experience until that time both of Yugoslavia and of other socialist countries in the sphere of economic cooperation with capitalist countries in general and in the sphere of import of capital in particular.

This entire set of problems has been raised from a new point of view. It is a question of *direct partnership* of socialist enterprises in Yugoslavia as self-management segments of all national property, property of the *social* type (not state property) with foreign capitalist enterprises (or rather also with enterprises from socialist states) for the sake of joint organization of production, industrial cooperation, appearance in third markets and other forms of economic activity.

Under conditions of modern forms and mechanisms of the movement of capital and intensified presence of capital from public sources, as well as of a certain division of functions between public and private capital as regards the form of engagement abroad, the need has been imposed for a corresponding adaptation of a socialist country (we bear in mind Yugoslavia above all) to such new forms and mechanisms of the movement of capital.

One of the questions raised in this connection relates to the shift from the well-known form of loans (no matter whether these are state loans or in relations between enterprises) to forms of *industrial cooperation*. On this occasion the question is outstanding concerning the degree to which it could be considered that industrial cooperation and subcontractor relations or the undertaking of part of the business on the part of the less developed partner for the needs of a more developed country, exporter of capital, is a new solution in relation to the already known forms of cooperation in partial processing, finishing, etc. (Lohnarbeit). In other words, where are the limits between this relationship and industrial cooperation in the modern sense. We refer primarily to cooperation in which a Yugoslav enterprise would not perform jobs characterized by a more massive use of (cheaper) manpower in Yugoslavia, or cooperation which is stimulated by the tendency of reduction of general expenditures from the standpoint of the foreign partner. On the contrary, it is expected that the Yugoslav enterprise should secure through industrial cooperation — at least that the tendency toward this should be expressed — participation in production or processing of products upon a similar technological basis. That this should not be exclusively cooperation between a partner who is engaged in the higher phase of processing and production (foreign partner) and another one engaged in the lower phase of processing and production (the Yugoslav partner), but that the impetus for cooperation should stem from the coordination of the series of production, organization of joint appearance at third markets, division of types of products, and not exclusively upon the so-called vertical technological criteria.

As regards the preparation of Yugoslav enterprises for more equitable participation in partnership with foreign enterprises, with lesser elements of undevelopment, one needs numerous measures and the co-

ordination of various aspects of the economic policy, above all a long-term orientation of the Yugoslav economy and, in keeping with this, corrections in the policy of crediting the development and modernization of Yugoslav enterprises. As a matter of fact, there exists a tendency or borrowing abroad on the part of the enterprises interested in modernization and reconstruction, and in numerous cases they are directed towards purchases of equipment abroad because domestic producers of equipment are not capable of financing deliveries. Even in cases when the terms of delivery, the quality and prices offered by domestic enterprises are suitable, the foreign bidder has advantages since he offers credits for the delivery of basic equipment and the increased debts of Yugoslav enterprises abroad occur in this way.

Grounds exist for separating the thesis on cooperation with foreign capital from the thesis on international industrial cooperation. As a matter of fact, these two categories can very often be connected but they are not unevitably connected. A certain number of Yugoslav enterprises would be able to secure industrial cooperation even without the direct engagement of foreign financial means.

Proceeding from this state of affairs, the question has been raised as to the possibilities and prospects for attracting foreign capital to the Yugoslav economy.

The author's intention on this occasion is not to embark on a detailed discussion concerning the normative acts which regulate the possibility for business cooperation between Yugoslav and foreign enterprises in the sphere which would relate also to the engagement of foreign capital, but above all, while accepting the existence of positive laws in this sphere as a fait accompli, to review certain factors relevant for the realization of business cooperation in the sphere of import of capital. One must bear in mind the fact that regulations concerning this matter have meant above all the creation of legal settings for beginning these kinds of economic cooperation with foreign countries. The fact that since mid-1967 until the beginning of April 1968 corresponding bodies (the Federal Secretariat for the Economy) have registered three contracts relating to "pooling funds of Yugoslav economic organizations and funds of foreign corporate bodies and persons for the sake of achieving joint business results", means in itself a certain surprise only for circles which have not been able realistically to evaluate the conditions and consequences of this opening of the Yugoslav economy towards foreign countries. A small number of registered contracts of this kind need not be discouraging because as a rule, negotiations on financial cooperation with elements of foreign countries last a long time and need far greater caution on the part of partners even in cases when they are traditional and represent one of the standard forms of business. It is therefore easy to understand that both for Yugoslav enterprises and for potential foreign partners a long period of investigation of possibilities is necessary before entering into concrete dealings.

The raising of the idea of the possibility of business cooperation through pooling of funds with funds of foreign corporate bodies and persons, or rather, the possibility of import of foreign capital in Yugo-

slavia, although not in the conventional way, means in itself a qualitatively new step in the development of the Yugoslav economic system, particularly in the sphere of economic relations with foreign countries.

During the discussions before the adoption of regulations concerning the frameworks and possibilities of such forms of cooperation with foreign partners as well as after the adoption of these regulations, numerous questions have been raised among which the one relating to the uniformity of the system, or rather, the degree to which partnership with foreign firms can be compatible with the self-management system in the Yugoslav economy, has been raised.

Under the stress of circumstances, the discussion on "the import of foreign capital" and even on the adoption of regulations took place at a time when the growing lack of this factor of production is felt even in the world market of capital. This is not only from the point of view of the lack of capital which had reigned in the years following World War II, but an extremely pronounced one since 1966. There are no safe indications that the situation will be substantially changed shortly. On the contrary, the difficulties of the international monetary system, the devaluation of the pound, the concern of the U.S. government to secure and protect the existing parity of the dollar towards gold and, upon this basis the measures aimed at substantially limiting American investments above all in European countries, all this speaks in favour of expectation of ever more intricate conditions with the tendency of increased interest rate and greater lack of free funds for investments.

Bearing all this in mind as well as conditions which have been placed on the agenda, the very beginning of this new form of economic cooperation with foreign countries under conditions when interest rates on long-term capital go up to 8 per cent and in certain cases even up to 12 per cent and 15 per cent (Japan), the question is inevitably raised as to what counter-value can be offered by the Yugoslav economy in general and the concrete partner in particular, and the manner in which it can be attractive to the foreign partner.

What kind and what amount of profit (although profit is not the only but is yet the vital factor for the attitude of the potential investitor) must the Yugoslav enterprise offer in order to attain the so-called pooling of funds with funds of foreign corporate bodies and persons? Upon the reply to this question will greatly depend the reaction of foreign potential partners. One must bear in mind thereby that in this respect Yugoslavia shares the destiny of undeveloped countries.

Bearing in mind the basic tendency of the movement of capital among industrially developed countries, undeveloped countries are at the periphery of these movements. A socialist comparatively undeveloped country (in the "European" meaning of the term of undevelopment) such as Yugoslavia can nonetheless have both economic and non-economic advantages as regards attraction for the engagement of foreign funds in the development of the Yugoslav economy, not only through loans but also by means of more direct organization of production and sale in Yugoslavia and in third markets, or rather in export.

It is absolutely certain that even foreign partners can be above all interested in economic cooperation and in joint undertakings including

investments with the already established Yugoslav enterprises in spheres in which the Yugoslav economy has gained a corresponding reputation, has a traditional place in the world market or (last but not least) in branches which are on the rise in the world and where there is no reason to expect these branches and spheres of production to be in an inferior position in the future development of the Yugoslav economy.

Even though it is extremely risky to embark on any kind of taxative descriptions without corresponding analyses on possible spheres of interest of potential foreign partners for the placement of capital and cooperation with Yugoslav enterprises, on this occasion it is worth-while stressing the potentially attractive spheres for joint investments on the part of Yugoslav and foreign enterprises:

— tourism;

— development and modernization of roads, including subsidiary projects of modern road and automobile traffic;

— preserving and foodstuffs industry;

— development and modernization of the PTT;

— development of the television network (permanent increase of number of subscribers, increased number of hours of telecasts, the prospect of introducing programmes with several channels, colour television and the like);

— timber industry.

As can be seen from these few examples foreign partners can be expected to be interested in joint investments of funds with Yugoslav enterprises above all upon the basis of the following criteria:

a) in branches in which Yugoslavia can have comparative advantages on the basis of raw materials, manpower, experiences in production, reputation in the world market;

b) in branches which have an important role in the development of the economies of other countries which are ahead of Yugoslavia by an entire phase of development but which show the characteristics of propulsive branches and there is no reason to expect their curve of expansion in Yugoslavia to be different.

However, in spite of these generally set possibilities for potential investors from foreign countries the question is raised as to the degree to which the existing regulations councerning this sphere are sufficently stimulative for foreign partners and to what extent can Yugoslav enterprises appear before foreign partners with the least possible elements of inferiority as regards the volume of their funds, personnel qualities, effectiveness of organization in production and sale, skill in the marketing of products in foreign markets and the like. These as well as numerous other questions cannot be settled by means of any kind of intervention of formal-legal character, even though it cannot be denied that these measures have a paliative nature.

As a matter of fact, with all forms of partnership, especially cooperation in which the "pooling of funds" takes place, particularly when it is a question of enterprises which are not from the same country and do not act in their own, national market, the solvency of the partner is of prime importance. If one bears in mind the fact *that one of the*

base goals of the orientation to the "import of foreign capital" is not only to ease the existing pressure brought to bear upon the modest foreign currency reserves, but also the transfer of modern technology and the effort to secure the *continuity in the "supply" with the new technology and innovations which are at a* far higher level than this is made possible through the purchase of licences, the conclusion is inevitable that Yugoslavia is interested in cooperation with technologically and organizationally most progressive firms both in capitalist and socialist countries. Although a big enterprise need not mean the synonym of efficient operation certain elements exist in capitalist countries which speak in favour of this identification.

In other words, Yugoslav enterprises which desire to be the extension of new technological methods, new organization of production and sale, will be primarily directed to cooperation with leading world firms. In order to be able to be interesting partners to a certain extent they must have a corresponding reputation and available funds. From this point of view it is justifiable to expect that the orientation to the quest of a way out of the present situation in partnership with foreign capital on the part of numerous Yugoslav enterprises, will be an additional stimulus for the preliminary preparations of enterprises in the country. This process is under way and it has been producing encouraging results of late. It can be followed through various forms of association and development of cooperation of negotiations concerning cooperation this having already been expressed in ferrous metallurgy, in the community around "Crvena Zastava", among agricultural combined enterprises, in business associations in the machine building industry, in non-ferrous metallurgy, tourism, in electronics industry, ship building. Irrespective of the fact that a rather pronounced excitement exists concerning the rate at which obstacles are overcome in the association of domestic producers, division of labour, merger of enterprises where this is dictated by economic interests, this process is not spontaneous and it is not "planned" either. It contains elements of spontaneity in the sense of the non-existence of direct coercion of an organized society (coercion in the form of administrative-political sanctions), but it is also of a planning nature because it is the result of the rational perception of real economic interests of producers. Irrespective of numerous other positive aspects of this process, it deserves special attention from the point of view of the preparation of the Yugoslav economy, or rather, enterprises for more important undertakings, more rational business operations, as well as both directly and indirectly, for the development of Yugoslav enterprises in a way which will enable them to appear as partners with the least possible degree of elements of inferiority while beginning negotiations with leading or at least more important world firms. In the event that the solvency of Yugoslav enterprises is promoted by means of various measures, to a corresponding level, Yugoslav enterprises would become more suitable for cooperation with foreign firms and it would be possible to expect less elements of inferiority or tendencies in this sense in such undertakings. In this way the basic guarantees offered by law regulations to foreign partners in such undertakings

could be sufficient for the potential foreign partner and they would insist less upon guarantees from banks.

Bearing in mind the regulations adopted in July 1967, foreign investors and partners of Yugoslav enterprises have chiefly been placed in a position identical to that of enterprises which have invested funds in the form of a long-term banking deposit (fifteen years). It is extremely difficult to expect under such conditions of marketing and management that a foreign firm will resolve to cooperation with Yugoslav enterprises with the transfer of modern technological processes and the expansion of the market, or rather the opening of additional markets for Yugoslav producers.

If the desire is to attract a foreign enterprise to cooperation with Yugoslav enterprises, and particularly if this is not desired to be the cooperation which is already known in international practice under various forms of vertical integration in which the less developed country is left to deal with the lower, initial phases of processing and extracting raw materials, one of the unavoidable prime criteria in establishing conditions of business of foreign partners is inevitably that business cooperation with the Yugoslav partner is to bring to the foreign partner a net income (upon the fulfillment of tax obligations) at the same or even higher level than in the event that the phase of production and marketing has been performed exclusively on the part of the foreign enterprise. In other words, if the Yugoslav economy needs to attract as partners the finnancially and technologically leading firms, since these firms are not faced with the problem of the sale of surplus capital, but mobilize also additional funds, the conditions for the engagement of such partners should be adequate.

There exists also the thesis that due to the fact that Yugoslavia is a socialist country and that there exists a special interest of developed capitalist countries to embark on partnership with Yugoslav enterprises for non-economic, or rather, political ends, the conditions for the "import of foreign capital" can be even stricter. Even though the author cannot indicate the untenable character of this thesis by means of concrete arguments, this reasoning cannot be received without great reserve. A certain "specific political value of Yugoslavia" in relations with more developed capitalist countries partially loses its significance to the degree to which part of the undeveloped countries and even certain socialist countries of late, are gradually making openings towards economic cooperation with developed capitalist countries. In certain cases this is the orientation towards the attraction of foreign investitors while in other cases it is the orientation towards the intensification of commercial and other standards forms of economic cooperation. That is why it would be extremely important on the occasion of the review and evaluation of the existing conditions, or rather the possibilities for their alteration, to pay attention above all to the concrete economic interests of the Yugoslav national economy and to the realistic economic stimuli for potential investitors. In the event that it is proved that non-economic factors have a stimulative effect upon cooperation between foreign and Yugoslav enterprises this could be taken only as an additional, and by

no means basic, criterion on the occasion of the re-evaluation of conditions for economic cooperation of this kind.

Until the completion of this paper, the number of agreements of this kind which have been concluded has been extremely small. The enterprise "Crvena Zastava" in Kragujevac has concluded a contract on technical-production cooperation and financial participation with the "FIAT" firm in Turin. The Celje zinc works concluded a contract with the firm "Lacke und Farben" in East Berlin on the joint investment of funds for the building of a new factory for the production of titanium dioxide, while the directorate for the building of an aluminium combined factory in Titograd had concluded a contract with the well-known French firm "Pechinet".

The contract on joint investment of capital in the building of modern, technologically most perfect factory of titanium dioxide in Celje, between "Vereinigung Volkseigener Betriebe Lacke und Farben" in Berlin (East Germany) and the Chemical-metallurgical combined enterprise "Cinkarna" in Celje, envisages that the new factory will have a capacity of 20,000 tons and that it will cost about 25.000 dollars. The maximum allowed participation of a foreign partner has been achieved in this arrangement (49 per cent). The Berlin enterprise will finance the purchase of equipment while "Cinkarna" will finance the purchase of land, roads, the construction part of the investment and turnover capital.

Proceeding from the fact that these forms of cooperation represent an innovation it is useful to describe in detail some of the elements in this contract on partnership. The new factory will work as an independent unit within the framework of the enterprise "Cinkarna", will act freely and independently in financial and commercial dealings, will have its own drawing account and closed account. In the event of losses they are not covered on the part of other units of "Cinkarna" but the two partners jointly cover the losses. The two partners have the right to purchase up to 50 per cent of the titanium dioxide produced at prices which will not be lower than prices in the world market, as well as the right to have priority for the purchase of the quantities which the other partner would want to export. The formula of distribution 49 : 50 is applied both for losses and for the profit achieved. The part of the profit obtained by the foreign partner is taxed by 35% while the transfer is possible in the amount of 80 percent while 20 per cent of the profit of the foreign partner cannot be transferred.

The foreign partner has the right of participation in the profit during the course of fifteen years but he can prolong this by means of additional investments from the funds of amortization, profit or the non-transferred part of profit. The restitution of capital is secured for both partners through amortization according to the above-mentioned key.

The highest management body is the directorium which is composed of directors of two enterprises while the decisions must be adopted unanimously. A special committee pays attention to the execution of decisions. Thix expert committee is composed according to the principle of priority.

The contract between "Crvena Zastava" in Kragujevac and the firm "FIAT" in Turin envisages that the Italian partner invests the amount

of five million dollars in the form of machines and equipment while "Crvena Zastava" invests 531 million new dinars. "FIAT" must proffer aid in the planning of the further development of the factory "Crvena Zastava" in production, development and organization of services of "Crvena Zastava" and the joint appearance in third markets is also envisaged.

A certain slowness in the engagement of foreign capital can be explained by the extremely rational reasons and restraint of both foreign and Yugoslav partners concerning business cooperation which is far more intricate than cooperation of the foreign trade type in the conventional sense so that these arrangements need worked out preliminary analyses on the basis of thorough examination of all relevant conditions.

* * *

Irrespective of all the difficulties of adaptation after the years' long "idyllic picture", the so-called full employment of manpower and industrial capacities alike, the Yugoslav economy has approached through an opening towards the foreign markets the sole realistic test of its own profitableness and rational production, both as regards structure and as regards expenditures. This is a test which no country at a similar level of economic development and similar socio-economic structure has conceived so far.

Although any adaptation and change of established relations has its price we consider that this part is inevitable and that the initial results are encouraging. Yugoslav enterprises gradually introduce far stricter norms (criteria) for production and investments while the tendency of the stabilization of the rate of the dinar in the world at a level which oscillates extremely little in relations to the official rate can serve as the cumulative expression of the successful implementation of the policy of more and more intensive participation of Yugoslavia in international economic relations.

REFERENCES

1. Dr. Ljubiša ADAMOVIĆ: International movement of capital and Yugoslavia, "Ekonomist", Zagreb, 1/1968.

2. Dr. Milan ALEKSIĆ, I. FABINC, Dr. Predrag MIHAILOVIĆ: Yugoslavia in the international division of labour — general projects and criteria, edition of Foreign Trade Institute in Belgrade, 1964.

3. Dr. Ivo FABINC: Elements of the programme of protection of Yugoslav economy "Ekonomist" Zagreb 1/1968.

4. Kiro GLIGOROV: Struggle for convertibility of the dinar "Socializam" Belgrade 4/1966.

5. Kiro GLIGOROV: Factual problems and definite evaluations "Komunist" Belgrade, August 8, 1968.

6. Dr. Predrag MIHAILOVIĆ: Yugoslavia's orientation in production and international division of labour, "Ekonomist" Zagreb, 1/1968.

7. Federal Statistical Bureau: Statistical data on SFRY Foreign Trade, Belgrade.

Dr. Borislav T. BLAGOJEVIĆ,
Professor at the Faculty of Law in Beograd

SOME CHARACTERISTIC PRIVATE LAW INSTITUTIONS IN THE SOCIALIST COUNTRIES

with reference to the question — "Teaching of Marxist Law" at the universities of the United States of America

I. — The law of every country is closely connected with the entire social structure of the respective country, so that for its full understanding it is necessary not only to have the knowledge of and indicate that dependency of law, but it is both necessary and possible to understand and objectively explain law only with complete comprehension of the whole social structure. The term wholeness should be understood to include all historical, economic, political, ideological and national elements and determinants characterizing and determining both the social structure and social relationships as a whole and the law and legal relations of each individual state.

Any review of the law of a state or a group of states must necessarily take account of all the elements and indicators of the social system and social relations, as this is the only way of assuring complete impartiality and giving a true scientific review of the law of any state. We lay particular stress on this fact already at the outset, since this fundamental principle is still frequently overlooked in the studies and presentation of the law of another — not one's own — state and it is insisted either on certain one-sidedly selected indicators, i.e. on the elements significant for the legal system of a particular state, or on the categories of one's own law and social organization (i.e. of the country of the person studying the law of another country) as exclusive criteria of values. This is especially the case with the studies concerning the law of a country with a different social organization.

This method, we think, is not consistent with scientific methodology. Of course, this does not mean that legal theorists studying the law of other states may not and should not have different ideological and political views or that we should avoid assessing the values. On the contrary. But all of this should be done with the full presentation of all essential facts for the acquaintance with and understanding of the law of another state, so that such evaluations should rest on realities and the true state of things as they exist, and not on any a priori surmises. The need of

indicating the legal institutions and categories existing in the legal systems of particular states and viewing them within the system of social relations underlying the social organization of every state, and drawing the elements on which to base our attitudes just from the working of such legal institutions and categories within the framework of the entire social development of the state in question, which means with due account being taken of all the peculiarities and conditions under which each individual state lives and develops, is of special importance.

We think it necessary to underline this fact. We are led to it also by the title under which this panel-discussion is beign held: Teaching of marxist law. If this is intended to mean that we have to deal here with the law of the states whose social organization is based on the conceptions of marxism-leninism, then this title is appropriate. If it is intended specially and solely to stress the ideological factor, which surely has a respective bearing on the law of socialist states, then this would be a onesided approach to this problem, an approach which, as stated above, is not suitable as a complete scientific methodology of studying both law and legal relations and social relationships as a whole. The less so if Marxism-Leninism is reduced to and/or envisaged as a dogma and not as a process permeating at present the whole world, and materialized in the socialist states created so far.

II. — When speaking of marxist law, that is of socialist law, we still disregard the fact that the law of each individual socialist state is specific in a number of points. Impermissible and inaccurate generalizations are often made, so that we are not given the true picture of the state of law — and not only of law — of each individual socialist state.

We should never overlook or, we should always bear in mind and indicate the fact that the methods and ways of development of legal systems of socialist countries and their contents are not and cannot be the same in all the socialist countries, i.e. in the countries achieving socialism in the foundation of their social and legal organization. The socialist society, a society without classes and without exploitation, based on direct rule of the working people, is achieved in very diverse ways and very diverse forms, the consequence of which is the existence of greater or lesser differences in the legal systems of such states. The goals of socialism remain the same, but the peoples tend to achieve them in very different ways. In accomplishing socialism every people benefits by the experience of other peoples and at the same time contributes to the common fund of experiences enriching it with its own experience. Building up of socialism is not a strait-line process — such view may be only that of dogmatists, the one held by a priori critics and resting above all on citations and not on reality and experience. The people build up socialism deliberately, but also under widely differing conditions in each individual country. In consequence thereof the legal systems of socialist countries, deliberately formulated and aimed at building up socialism, contain a wide series of varieties which must be taken into account. These varieties and differences are conditional on and/or dictated by the peculiarities of the historical development of particular states, their economic and cultural potentials and capacities, the level and rhythm of development of productive forces and the socialist awareness of each

individual person and exertion of conscious socialist cadres, the democratic tradition, as also by the existing international situation and the state of international relations. Consequently, the legal systems of particular socialist countries are not, cannot and should not be identical, uniform either as regards the methods of their creation or development of their contents. It is just this uniformity, as sometimes described, that is basically denied by Marxist dialectics.

Pointing out the essential fact of existence of differences in the legal systems of socialist countries and the countries whose social organization is based on socialism — which, I repeat, has become a world-wide process opening a new stage in mankind's development as a whole, — we think it necessary to indicate two more points, relating particularly to the study of private law.

The law of the socialist countries, as well as socialism itself, do not mean rejection or denial of all the positive achievements accomplished by human society throughout centuries, or of the law as a constituent part of its development. On the contrary, the law of the socialist countries represents a stage in this development, which as a legal content is determined by the type of social relationships developed in socialism. In this connection we should bear in mind that the exchange of goods is largely based on the law of value and the law of demand and supply, which is reflected in the principle "from each according to his abilities, to each according to his work", the principle which though being of transitional character, is at present applied in the socialist countries, and only in communism it will be replaced by the principle "from each according to his abilities, to each according to his requirements". Hence — for this and a number of other reasons on which we cannot dwell here — the law of the socialist countries benefits by, and applies the whole series of legal institutions existing in the countries with a different social-economic organization (especially in bourgeois countries), but on the other hand the law of the socialist countries is also creating new institutions which are immanent in and specific for the socialist society and socialist social relations, that is new institutions which can neither be compared nor measured with any legal institutions of bourgeois states, nor can the social relations expressed in and regulated by these new legal institutions of socialist countries be either compared or measured with any social relations existing in bourgeois society. Overlooking these two facts is a reflection of onesidedness and incompleteness in legal methodology.

Despite the differences existing in the legal systems of particular socialist countries, we should also point out the unity of the basic institutions characterizing the law of socialist countries and/or the law based on and regulating socialist social-economic relationships. Such are the two most significant institutions, viz: existence of state-owned and/or socially-owned means of production and workers' participation in the management of the means of production as bearers and/or holders of property and other powers in the process of production and distribution of goods. All of this results from the abolition of private ownership over the means of production and expropriation of expropriators, which has rendered possible new, socialist social-economic relationships and

consequently building up of socialism as a social system. These are certainly basic and essential legal institutions of each socialist state, and it is in terms of their realization that we may speak of socialist law, i.e. of existence of a socialist system of law. Nevertheless, the methods of realization of these institutions, as well as the methods of achievement of socialism and socialist social relationships may be and are very different. There are no, nor can be any "recipes" or "fetishes" as neither history nor the present time can prescribe any "standardized" political method or any "standard" formula of transition from capitalism to socialism. Hence, when speaking of the socialist law as a law based on new, socialist social relationships, based on socialism and thus representing a new system of law, we must also mention its numerous varying forms in the present world, which are today an undeniable fact we must count with if we want to remain in the sphere of reality. Only if we approach matters in this way we may speak of a uniform system of socialist law. We may speak then of socialist law only in consideration of all the existing differences, even counting them as an essential element, provided that the unity of this system does not mean denying these differences, as they cannot be denied.

III. — The law of each socialist country represents today complete system. We must remark, however, and always bear in mind that the law of every socialist country is continually developing, this being due to continual development and achievement of ever more complete and more substantial social relationships of socialist character which find their adequate expression in the legal systems in each of these countries. The socialist revolution have produced fundamental and essential changes in the social structure of these states: the working class, together with the working people, has become the ruling class for the first time in history, and direct producers have become not only the bearers of production but also the holders of the power to manage production, which means, in the long run, the owners of means of production. The consequences thereof for human and social relations as a whole cannot take place overnight nor within a short period of time. Hence the steady development of such new relationships, and therefore the steady development of the law of socialist countries.

We must bear in mind that less than 50 years have elapsed since the law of the first socialist country was created in consequence of the Greater October Revolution, and only 20 years or even less since the creation of other socialist states. During this period the law of these countries has followed the development of socialist relationships and socialism under the circumstances in which socialist countries were created and have been developing. Building up socialism is neither an easy nor a speedy process considering that we are concerned here with the achievement of a social system the purpose of which is to liquidate all kinds of exploitation and especially exploitation of man by man in any form and at any level whatever. For this reason even in the course of this relatively short period of time very significant changes can be noticed within socialism itself. We can say that these changes are permanent and that they will go on in accordance with the development of wholly socialist relationships, that is to the extent in which man shall get rid

of everything that had oppressed and fettered him in the societies based on exploitation and hired labour. Such emancipation of man is becoming ever wider and faster, thanks not only to socialism, which is developing in largely varying forms, but also in consequence of the effects of objective laws of social development and the struggle of the working class. It is beyond doubt that we live in an epoch of deepest and most revolutionary changes in human society. A new world and new forms of life are not and cannot be accomplished without pains and drama, without difficulties and weaknesses of various kinds, since such phenomena generally follow the birth of all that is great in life and society. Human society has made a decisive step towards a new epoch in which "rule in the name of the people is to be superseded by the rule of the working people", bearing in mind the fact that "the realm of freedom begins in fact where work forced by misery and apparent expediency ceases". The law itself must be adapted and developed accordingly, in order to help as a system the development of proper socialist relationships. And all this in conformity with the law of dialectics: nothing that has been created may be so holy that it cannot be surpassed and superseded by what is even more progressive, more liberal and more humane.

IV. — The question of ownership is undoubtedly one of the most important questions, not only in the sphere of private law, but also in the whole legal system of each individual state. We must therefore pay special attention to the question of ownership and the right of ownership as relations concerning ownership determine the social structure itself. Whether a given society is a class or classless society depends just on the form and contents of such relationships, and in a class society such relationships determine the ruling class. Socialism is a social system based on socialization of the means of production. Consequently, socialization, that is, social ownership of the means of production is the basic characteristic of the new social organization, and insofar as the means of production are concerned, social and/or state ownership is the main form of ownership. Thus the law of socialist states is characterized by a new type of ownership over the means of production, the type which has superseded former private ownership over this kind of things.

The following may be cited as basic characteristics of ownership and/or right of ownership in the socialist states:

1. — Social and/or state property is not the sole and exclusive type of ownership existing in the legal systems of socalist countries. It is there that these systems fundamentally differ from those of bourgeois states. In addition to this type of ownership there is also private property and personal ownership. All these types of property are generally guaranteed by the constitutions of socialist states, which naturally specify the volume of things included in various types of property, in respect of which there are considerable differences between particular socialist states. Let me mention only the existence of private ownership over agricultural lands since the degree of collectivization in the village and the extent of the agrarian reform and/or the maximum of land that can be owned by individual peasants largely differ in individual countries.

All of this is essential for understanding both social relationships and the legal system in each socialist country, so that no generalizations

which are unfortunately made sometimes, are permissible here. The understanding of the varying forms of cooperation and collective farming existing in particular countries is therefore of particular importance, as they reflect the separation of the function of the owner from that of the producer, this being extremely important for grasping the essence and the contents of property relations in each country.

2. — The basic characteristic of social and/or state ownership over the means of production is that no one is entitled to any benefits owing to the mere possession of things constituting this type of property, and that all such benefits belong both to the society as a whole and to such groups of the working people, and consequently to each person included in such groups, that organize production and operate on the basis of such means. Thus a mere possession of things constituting the means of production ceases to serve as a basis for drawing material benefits, and work becomes the only basis of participation in distribution of the national income. In other words, intercession concerning the means of production themselves disappears, this being expressed in the disappearance of private ownership and private owners over the means of production, and in the long run this eliminates the exploitation of man, so that the surplus value belongs to the producers themselves and/or the social community of such producers.

3. — The question of the subject or titular of social property, and/or state property has undergone considerable change in the course of development of the law of socialist countries, especially of Yugoslavia. In lieu of the concept under which the State is a sole and exclusive titular of this property, there are reported different concepts of multiple titulars, as also the idea that the titular is the society itself. This leads to diverse theories of unity and divisibility of the socialist property, of unity and multiplicity of titulars of such property and the right of utilizing and managing the objects constituting such property. Theoretical opinion on this matter is very much developed, and we stress this fact to show, among others, how erroneous is the idea that legal thought in the socialist countries is uniform, in respect of which there are still inaccuracies and even ill-will in certain books dealing with the socialist law. Such things must be removed from university instruction, which should be based on presentation of the real and true state of things. Such theoretical discussions and different conceptions are and must be numerous. Let me mention here only the interesting difference of opinion as regards the existence or inexistence of economic law as a separate branch of law, reflected not only in theoretical discussions but also in the positions taken by the legislatures of various socialist countries. There are sufficient examples which must be considered in any discussion on the present stage of development and state of the law of socialist countries and of legal thinking in socialist countries.

4. — The starting funds of social and/or state property have been created by nationalization of private property, especially of the means of production, and by other means such as confiscation of the enemy property and of the property of enemy collaborators, expropriation, agrarian reform and others. At present the funds of social and/or state property are increased by purchase and new production, that is by the

product of work, a part of which is applied for expanded production. Thus the work and the product of work serve as a basis both for increase and extension of state property and for increase and extension of personal ownership.

5. — It is clear that the management and appropriation of funds of social and/or state property cannot be carried out directly by the state as such and/or the society as a whole. Hence the existence of the right of management and/or right of use in the law of socialist countries as a separate, new right of the workers' collectives participating in production and exchange of goods or performance of public services. This right is commonly considered as a new real right, though it has a broader connotation, and the character and nature of the right of management and the right of use form still the subject of extensive theoretical discussions, in which scores of varying opinions and legal formulations have crystalized hitherto, though such discussions are still far from being concluded. The right of management and the right of use are essentially an expression of the working of socialist property, designated to provide a material basis both for economic activities and operation of social public services.

All such matters and phenomena should be duly considered in any discussion on new types of property in the law of socialist countries. These fundamental characteristics must be borne in mind if we want to give a true statement of the matter, and not dwell, as is sometimes done, only on legal formulae, which in themselves cannot illustrate essential qualities of the new right of property.

To make this clearer I am citing here a passage from the Basic Principles of the Constitution of Yugoslavia of 1963:

"The socially-owned means of production, being the common, unalienable basis of socially-organized work, serve to satisfy the personal and common needs and interests of the working people and to develop the material foundations of the social community and socialist social relations. The socially-owned means of production are managed directly by the working people, who work with these means on their own behalf and on behalf of the social community, and are responsible to each other and to the social community.

"Since no one has the right of ownership over the socially-owned means of production, — neither the social-political community nor the working organization or the working man — may appropriate in any form of ownership the product of socially-organized work, or manage and use socially-owned means of production and work, or arbitrarily determine the terms of distribution.

"Work is the only ground for the appropriation of the product of socially-organized work, and the foundation of management of social means.

"The social product serves to restore and expand the material basis for socially-organized work, and directly to satisfy the personal and common needs of the working people, in conformity with the principle of distribution according to work.

"That part of the social product which is set aside for the renewal and expansion of the material basis of socially-organized work provides

the foundation for social economic growth, which the working people realize in their working organizations, and through the mutual co-operation of these organizations, as well as in the social-political communities.

"A uniform system of distribution shall assure that the working organizations will employ the funds for social-economic growth in proportion to their share in creating them, in conformity with their ability to make the most effective use of them within the framework of the social division of labour determined by the social plans.

"Social ownership of the means of production is the foundation of personal ownership acquired by personal work, and serves to satisfy the personal needs and interests of man."

We should add to this: any understanding and objective statement of the problem of ownership in the socialist countries must necessarily rest on such and similar premises and fundamental social-political and constitutional concepts and institutions of any and each socialist country.

V. — The type and/or types of ownership, viz, ownership over the means of production, have always essentially determined the type of the subject, the bearer and beneficiary of such property. Hence, those fundamental and structural changes in the system of ownership that have come and are coming as a result of the socialist revolutions in various countries, must have produced corresponding changes as regards the bearers, the subjects of the new forms and new types of ownership, either of ownership of various property rights and/or property possibilities in which employment of property as an economic, legal and social category is expressed and exercised. In this respect we must bear in mind the following two facts. On the one hand, as is known, the methods and the extent of nationalization of the means of production have been rather different in various countries and applied under largely varying general conditions in each individual state, all of which has had a definite influence on the formation of the subjects, the titulars of the means of nationalized property. On the other hand, the system of the titulars of the means of production, particularly the contents of their rights and duties, could not have been established once for all, so that it is always necessary to grasp the development forms of solution of this question. This particularly relates to the Soviet Union, whose development until the Second World War had yielded the results and experiences which have certainly been useful to all the other states in which socialism has been victorious, and/or which often apply revolutionary measures for achieving socialism.

The enterprise is now a generally established form of use of the socialized means of production, appearing as a subject of rights. Enterprises are independent units having legal personality, entrusted with the management of a portion of the people's property for carrying on economic activities of various types and forms. They therefore appear as an essential, necessary and specific form in which, by means of which, and on the part of which, the necessary social economic activities are carried out. In this respect there are now no differences as far as the legal status of socialist enterprises as autonomous legal subjects is concerned. Each socialist state has thousands and thousands of such working units, con-

stituting human collectives entrusted with a portion of the socialized property for achieving specific goals and tasks, each of these collectives having a separate legal personality resting on a determined property basis. In this respect there are no essential differences between various socialist legal systems at present. We say essential, since, as we shall see later, there is a number of differences, especially in the legal regimes of property managed by various enterprises, and consequently also in the powers of various enterprises in respect to the property managed by them, particularly as regards the right of using various articles and/or portions of such property. We also say at present since the process of emancipation of each economic enterprise as a separate subject, both in the field of economic and legal life, has been rather long in the Soviet Union. For, under the conditions of war communism economic management of state socialist property was effected by means of the so-called "glavkizam", which roughly speaking, consisted on the one hand in the delivery free of charge of all the products of state enterprises to the beneficiaries designated in administrative orders of the "Glavkom", and in the enterprises being supplied free of charge by their "Glavkoms" with all the necessary materials, raw-materials, fuel and other things required for their economic activities, their production, on the other. During this period the enterprises did not possess legal personality, but were simply included as chain links in the system of a centralized distribution by the state. In the course of further development the enterprises were first given operative and economic independence, so that the whole system of industrial management was reorganized only in December 1929 when the enterprises became the main autonomous links, which as legal institutions and legal persons possess the following basic characteristics: a) organizational unity, b) independent property, c) individual responsibility, d) acting in their own names in civil and commercial transactions, i.e. entering into legal transactions, especially contracts, in their own names and for their own accounts. Thus the enterprises obtained two essential qualities of legal personality: they act in their own names and are individually liable for their obligations.

1. — The question of setting up socialist enterprises, i.e. enterprises in the narrow sense of the word, that is such as are established and operated by employing the general social fund of socialist property and ownership (considered state property under the majority of the socialist legal systems, and social property in Yugoslavia) is variously regulated in particular states. Yet, these three features thereof can be said to be common to all socialist states.

On the one hand, the initiative and decision for setting up an enterprise within the framework of socialist economy are made in the first place and most often by territorial units of the state organization (the Federation, various federal units, regions, countries, districts, municipalities — according to particular socialist states), which at the same time ensure the starting operational funds.

On the other hand, in all these states an enterprise obtains full legal personality upon being entered in a special register. These registers are public and their task is to safeguard the interests of third persons entering into legal transactions and relations with an enterprise. Such

registers contain entries concerning the subject-matter of operations, the type and legal regime of the means managed by the enterprise, names of persons authorized to represent the enterprise and conclude valid legal transactions on its behalf.

Finally, in all these countries each enterprise has its own Rules and/or Statute, while the competence of state organs and even of the founder itself, though largely varying, assures certain influence on the contents of such rules and/or statutes.

2. — Enterprises are legal persons, with all the consequences resulting therefrom, and particularly:

a) Enterprises have each a firm, which is protected by law.

b) Enterprises have a legal and business capacity the scope and the contents of which are specified in detail in their Rules and/or Statutes, though the legislation of each individual state prescribes more precisely the manner and the extent in which legal capacity is essentially determined by the subject-matter of operations, as well as the extent in which business capacity of an enterprise may be specifically limited and regulated without thereby endangering the interests of third bona-fide persons entering into legal relations with an enterprise.

c) Enterprises are independent in entering into legal relations and legal transactions, provided that the enterprise itself benefits from and/or is directly burdened with all legal effects of such relations and/or transactions.

d) Enterprises are individually liable for all their obligations with their property, whether they arise from contract or from damage under civil law provisions, so that the state (and/or the founder whoever he may be) is not liable for obligations of enterprises, nor are enterprises liable for any state and/or founder's obligations.

3. — Every enterprise has a property base of its own, without which no independent legal subject may exist as a legal person. Consequently, every enterprise has a property of its own, which together with the labour force i.e. the people included in the working collective in question, constitute the substratum of the legal person itself.

In this respect there is a general conformity among the laws of all the socialist states. But there are considerable differences as regards all other aspects thereof, i.e. with respect to all that is peculiar and specific for various system. Thus they differ as to the very basis on which enterprises hold their property, i.e. whether it is given, entrusted to them or belongs to them by their nature of working collectives as immanent holders of specific rights on certain portions of socialist property. There are also differences as regards the uniformity or diversity of the legal regimes governing the property of enterprises, i.e. whether all goods constituting such property are subject to one and the same regime, or to a variety of regimes. In the latter case distinction is usually made among others, between the fund of basic means and the fund of revolving means, each of which is subject to a separate legal regime, though such regimes are not identical in all the states where this distinction is made. In the majority of these countries distinction is made in respect of the

rights of enterprises to use various categories of the property belonging to them, and consequently also with respect to the mass of goods with which enterprises may be liable for their obligations to third persons, regardless of whether they arise from contract or from damage. Frequently, there are differences for example in respect of the enterprises' power to change the designation and/or legal regime of particular types of property; to borrow for the purpose of increasing their means of work, both the basic and revolving means; to lend or lease particular items of their property to other enterprises, cooperative organizations, etc.

Evidently, these differences mostly relate to the legal regime of the property belonging to each individual enterprise, and this is also a consequence of the view on the character and nature of the socialist property in each individual state. Not only as a consequence thereof, but also as a cause and fundamental determinant of the power of the working collectives to manage their enterprises, their property, their operations; in a word their life and work as their own life and work, to distribute themselves the whole income realized, both for assuring personal incomes of workers and for creating and/or increasing the funds for expanded production, i.e. for expansion and strengthening of their material basis and consequent increase of their transactions and legal relations.

4. — Once established, an enterprise may cease to exist. Every legislation provides for this possibility, though the grounds and modes of dissolution are largely varying, all this resulting both from the view held on the independent status of property of each individual enterprise and from the intensity of participation of the working collective in the management and "destiny"of the enterprise. In both these matters there are, as is known, considerable differences among various legislations, particularly between the system of legal status of enterprises in Yugoslavia and the systems existing in other socialist states. Thus for instance there are clear differences with respect to the following grounds, and/or possibilities of dissolution:

a) In some legal systems the founder may at any time and at his discretion decide to dissolve an enterprise, provided that the enterprise shall be liquidated in a manner which will assure the fulfilment of all the obligations properly and lawfully undertaken by the enterprise. On the contrary, in Yugoslavia for instance, in the event that an enterprise has become fully independent, even from its founder, by the act of establishment (except a possible priority right of the founder to receive the services of the enterprise), it can no longer depend on and consequently be dissolved by its founder, as this kind of permanent "tutorship" of the founder over the collective constituting an enterprise cannot be tolerated.

b) In other legal systems an enterprise may be dissolved by will and/or under a decision of the working collective itself, provided naturally, that such decision is taken according to a specified procedure, usually by a qualified majority of votes. In the event of such a decision it shall be the duty of the enterprise to meet all its obligations and particularly to repay the loans raised with the banks for providing the means of work (basic or revolving) and to return the objects received from the founder at the time of establishment, or the value thereof.

c) In all the legal systems an enterprise may be dissolved under a decision of the competent government authority if it is validly established that the activities carried on by such enterprise have been prohibited by law, though such decision may be based only on evaluation of legality of activities and further existence of the enterprise (not of expediency), so that administrative suit against such decision is permissible.

d) Finally, in view of full independence of enterprises some legal systems provide for the possibility of compulsory liquidation in case of overdebtedness or insolvency. It is therefore possible to make an enterprise bankrupt in the form and under the name of compulsory liquidation, especially where such liquidation is carried out by order of court on demand of the creditors of the overdebted and insolvent enterprise. In such cases the procedure of compulsory liquidation is analogous to the procedure of bankruptcy, resulting in the long-run, as in case of bankruptcy, in partial and/or proportionate satisfaction of creditors, and, as in case of bankruptcy, according to the legal order of priority as regards particular groups of creditors and/or types of claims.

VI. — The director of an enterprise is an important official in all socialist states, his main function being to represent the enterprise in relation to third persons, especially to undertake legal action. With respect to this basic function there are no fundamental differences between various socialist legal systems. This power of representation and acting on behalf of the enterprise is exercised in principle by the director himself, though in practice he necessarily seeks assistance of other persons. Thus, from the legal point of view, the position of the director in socialist countries corresponds in the main to that in capitalist countries, though on occasions there may be some differences as regards the scope of his powers.

Meanwhile, as a result of the development of economic emancipation of enterprises and consequently of their legal independence, the question of the bodies of enterprises has acquired a new aspect in each socialist state, so that there are at present considerable differences in this respect. These differences arise mainly from the manner in which the two basic problems are regulated. These are, on the one hand, the problem of interference of government authorities in enterprises, and their transformation into real organs of enterprises with specific powers, on the other.

Regarding the interference of government authorities the following two tendencies can be noted:

One of them is a gradual decrease of interference, that is an ever larger emancipation of enterprises with respect to their economic activities. The manner and mechanism of control and interference, generally on the part of government economic authorities, are differently regulated in various socialist states, the degree of emancipation of enterprises not being the same, especially in different periods of time. We may state at present that direct interference of government economic authorities in everyday activities of economic organizations is reduced to the minimum in all the socialist states, with such interference acquiring varying forms

depending on the contents of economic policies of particular states. Thus, while in some countries there are still government economic authorities, as a rule ministries which enjoy greater or lesser power of direct interference in enterprises, especially in their plans and execution thereof, in other countries, particularly in Yugoslavia, such interference has almost completely disappeared: integration of enterprises in the general state economic plan is achieved on the one hand through association of enterprises in their common organizations (such as for example economic chambers), and through the banking system on the other, this assuring the execution of the economic plan of Yugoslavia by means of its system of credits.

The other tendency in the matter of interference of government economic authorities has the form of an ever larger decentralization of such authorities, naturally as far as such interference exists. This means that the competence of government central bodies with respect to operations of enterprises, especially as regards the system of controls is at present increasingly devolved on lower-ranking bodies, especially municipalities and communes. Experience has shown that interference, control or any other power conferred on government economic authorities may be exercised in a more efficient and substantial manner by bodies having more direct contact with the enterprises and therefore possessing a better and more immediate knowledge of their problems.

The socialist states created through socialist revolutions, are a legal expression of the rule of the working people, headed by the working class, whose aim is not only to achieve a specific political and social order where state power will be organized and exercised in the interest of the whole working people, but also to accomplish the rule of the working people as such: in lieu of the rule in the name of the people, direct rule of the people should be established. In erecting such structure of a socialist state every socialist country passes through various stages of development, discovering its own forms to ensure the operation of the state machinery by including the people's masses in the carrying out of various functions. The appropriate forms of inclusion of the people's masses and the extent of such inclusion can be and are different in particular states. It is therefore quite comprehensible that the working collectives should participate in management of enterprises in each socialist state, such participation being more or less direct and/or indirect according to the various stages of development, that is to say effected either by the agency of state organization representing the working people, or directly by individual working collectives in the forms suited to particular states. In other words, participation of the working people in the management of government and social affairs is immanent in each socialist country, and therefore also in the management and employment of the means of production belonging to the society, which in the long run means the management of enterprises. However, there are essential differences as regards the choice of forms of participation of the working people in various socialist states, especially as regards direct management of each individual enterprise. These essential differences exist as far as direct participation of each individual workers' collective in management of a given enterprise is concerned.

They relate both to the extent and the significance, legal character, scope and directness of participation in management.

Regarding the present state of the matter we might say that there are two conceptions which, from the point of view of law and directness, might be described as opposite.

According to the first conception the workers' collectives have only a consultative character in relation to the operative bodies of the enterprise. Participation of the workers' collectives in administration and management of enterprises boils down to the influence exercised by the workers' collectives and expressed in various organizational forms: particularly by means of and through their trade-union organizations, while the decisions of operative bodies are legally autonomous and independent. According to the second conception, which takes a diametrically opposed view, the workers' collectives are entitled to manage directly and autonomously the operations of enterprises, and that through bodies which they elect.

Between these two opposites in the present stage of development of this institution in particular socialist countries there is a number of transitional forms, which might be said to be tending to an increasing extension of the rights belonging to the workers' collectives and to the bodies elected by them, so that direct management of enterprises and public institutions is ever more vested in the hands of the workers themselves, which means that management of production and public services is increasingly the power of the workers themselves and only of them and/or of those carrying on public services.

Thus the forms, the scope, types, contracts, organization and all other matters concerning the organs of workers' collectives implementing the principle of workers' self-management — are and must be different in various socialist states. This fact must always be borne in mind and pointed out. However, it is certain that participation of workers in management of enterprises represents a categoric imperative of socialism, both on the political and the social level. In socialism enterprises are developed on socially-owned property which belongs to the society as a whole, and it is therefore quite understandable that enterprises shall be managed by the society and/or the people itself. Such management may be direct or indirect, and its organization, especially if viewed from the legal standpoint, may largely vary in individual socialist states. For the working people to be able fully to exercise this function of management, even in a state of their own, it is necessary that the working class and every workers' collective as an integral part of the working class, prepare themselves and even conquer this basic right. And this requires both time and creation of specific conditions.

Hence, when evaluating the results achieved in individual socialist states we must bear in mind the whole range of elements of vital importance. Let me cite only some of them: political formation of the working class, trade-unions tradition, new or old factories with workers' collectives composed of qualified workers or of newly recruited villagers, the level of school education and professional training of workers, concentrated or geographically scattered enterprises, production or trade enterprises, greater or smaller measure of localism and many other ele-

ments of various kinds — all of which may, and in fact influence the efficacious participation of workers' collectives in the life and work of their enterprises and consequently the efficient work and results of the bodies of management and on their organization in countries where they exist. We must not think however that there have been or that there are no ommissions in the work of bodies of workers self-management. There have been, there are now, and there certainly will be such omissions in the future. Nevertheless, the experience with the workers' self-management shows very positive results, so that the bodies of workers' self-management and the institution of workers' self-management itself have justified their existence in the countries where they have been created.

VII. — The socialist economic enterprises are the bearers of the economic life in every socialist state. Each of these enterprises participates in the economic life as a separate subject. This participation in the economic life, this outward life of every economic enterprise, is effected through setting up most diverse mutual relations, viz., commodity and money relations. The subject-matter of these relations are either commodity — money exchange (purchase and sale, lease, deposit and the like) or performance of services having a proper economic value in themselves or helping to maintain or increase the existing economic value, especially the value of commodities.

In this respect mutual relations between socialist economic enterprises have basically the same characteristics and qualities as corresponding relations between legal and especially economic subjects in the capitalist states and/or under bourgeois law, since all such cases deal with commodity — money relations which are based on and/or determined by the law of value.

Consequently, the legal instruments regulating such relations between socialist economic enterprises and/or through which they are regulated are in the main the same as those created throughout the history of human society as legal forms of commodity exchange and of performance of services on the basis of the law of value and/or the law of demand and supply. These are, as is known, on the one hand contracts, and on the other hand obligations of payment of damages for non-performance of obligations and duties and/or for infringement of the existing legal obligations and duties. Thus contracts are the means, methods of legal expressions of operations of economic enterprises. These are most frequently standard, customary contracts, of which a large number is concluded for the purpose of exchange of goods, the conclusion and execution of which generally constitutes a regular subject-matter of operations of specific economic organizations. Such transactions are necessary for the conveyance of goods from producers to consumers and as conveyance is rarely effected directly between producers and consumers, a special economic organization — the merchant — intervenes here, though the goods purchased by such organization from the producer are not always immediately transferred to the consumer but may (and generally must) be processed and resold before they reach the consumer. Moreover, it is also frequently necessary to transport goods from one place to another, and goods often go from hand to hand (producers,

wholesale dealers, retailers and various assistant dealers) before they reach the consumer. Goods then "travel" and such travel (even if effected within one and the same place) is legally effected on the basis of various contracts. If is not difficult to see the types of contracts which are ordinarily concluded for this purpose.

Thus, economic organizations must in the first place conclude contracts of purchase with the producers. For this purpose, as well as in the event of possible subsequent resale of goods, the services of brokers, commercial agents or commissioners may be used; goods may be transported through the forwarding agent; goods may be warehoused and are always insured. In a system of developed commodity circulation this is the way goods travel from producers to consumers as traced by the contract of purchase and sale, broker's contract, contract of agency, contract of commission, contract of forwarding, contract of carriage, contract of warehousing, contract of insurance etc. All of these are typical contracts in the process of exchange of goods. We might add here building contracts and publishing contracts as such transactions have also become the subject-matter of ordinary business of specific economic organizations. Finally we should also add here a series of contracts specific for agricultural cooperation relations in a socialist country.

1. Meanwhile, the existence of economic plans is also a specific characteristic of any socialist economy, beginning from each socialist country as a whole, through particular territorial units, down to each individual economic enterprise as an independent bearer of specific economic activities and consequently of specific planned tasks, which in the long run, are included in the national economic plan as a whole. The systems of planning vary according to the state, and it is in fact in this that economic systems of socialist countries mostly differ. However, throughout their development there has been and there is a gamut of possibilities and achievements, and we may say that in this respect there exists a continual process of discovery of ever more adequate methods of planned development of the economy in each individual socialist country. Between the system of strictly controlled and centralized planning and the system of planned proportions, set as indicators of the general plan of economic and social development, there is a range of possibilities and variabilities. Between direct planning on the basis of material-quality and quantity — indices and credit competitions based on indices of rentability of each individual object, the construction of which fits in the framework of planned proportions of economic development of the country as a whole, there is also a range of possibilities and variabilities.

These diverse systems of planning in individual socialist states have produced different forms and different intensity of connection between the plan and planned tasks and the system, number, contents and type of the subject of particular contracts concluded between various economic enterprises in carrying out their business. Roughly speaking, there were and there are still basic differences as regards direct connection between the plan and planned tasks and the contracts made by the bearers of such planned tasks. And with reference to what was said above, this means that in the system of central planning i.e., a planning set and implemented by a central authority for the whole state, the plan viewed

from the legal standpoint represents an objective condition and a criterion of operations of economic enterprises and as such forms always the basis of the volume, trend and validity of such operations. Being an elaboration of the general state plan, which has the force of law, the plan of each enterprise serves as a basis of validity of all its legal transactions and action, so that they must always be made, their effects estimated and their existence determined pursuant to the planned tasks of the enterprise in question, and any change in these tasks affects also the enterprise's operations, i.e., the volume, effects and even existence of its legal transactions, and of contracts in particular. Changes in the plan and planned tasks affect also the operations of economic enterprises, their legal transactions and action. Efficient up-to-date business requires immediate adaptation of the whole activity of an enterprise, its legal transactions and particularly its contracts, to the possible changes in its planned tasks. The whole activity of an enterprise must always conform to its immediate planned tasks and all future legal action must be taken in pursuance of such tasks. Moreover, when planned tasks of an enterprise are sizably changed this may affect also the existing valid legal acts, i.e. existing validly concluded contracts by an enterprise. If changes in the tasks of an enterprise have created a situation in which execution of the existing contracts has become impossible, or rather would no longer conform to the totality of the planned tasks, which have imposed changes in the concrete planned tasks of the enterprise in question, its contractual obligations may be modified, or even eliminated, i.e. its contracts may be modified, repudiated or cancelled. This is due to the fact that in such a system of planning the plan forms a direct objective condition of existence and operation, creation and extinction of legal transactions, especially of contracts, and therefore all changes in respect to this objective condition, this basis of validity of legal transactions may and must affect, in a greater or lesser measure, the legal transactions made in connection, on the basis of and, in the long run, for the fulfilment of the plan. Naturally, in each individual case it will be necessary to determine, considering the circumstances of the case and taking care to protect as much as possible all the interests involved, how and to what extent the changes in this objective condition, changes concerning the plan and planned tasks, will affect the existing legal transactions and/or execution of the contracts concluded.

Thus in such a system of planning, contracts of economic enterprises are the means, methods and legal expression of their operations. The basis of such operations is the plan of each individual enterprise, and consequently the plan is the basis of all contracts, all legal transactions in general of each enterprise. It is a legal expression of the connection existing between the operations and the planned tasks of each enterprise, and the legal consequences of this connection are that the validity of the legal transactions, contracts of an enterprise is conditional upon their conformity to the planned tasks specifying the subject-matter of operations of a given enterprise, as well as upon a possible influence of the changes in the plan on operation, execution, binding force and even existence of the contracts made. It is the duty of every economic enterprise to enter into legal transactions, contracts, only at

such time, in such a manner and with such contents that are most appropriate to its planned tasks, as well as to conclude only such contracts in respect of time and contents that are required for a proper fulfilment of its planned tasks. Only contracts concluded within the framework of operations of an enterprise for realization of its concrete tasks, may have a full legal force, may create valid obligations the performance of which may be enforced. This must also be the basic guiding rule of every enterprise, as well as a criterion to be applied in case of dispute. At least as far as the obligation of direct performance of contract is concerned. In the same manner the performance of contractual obligations, their extent and timing, and their existence in general are conditional upon their conformity to the plan at the time when the question of performance is raised. This means, as said above, that changes in the plan may involve changes in the extent, time, place of performance and generally, as regards the very existence of contractual obligations, which is a wider and stronger expression of the connection existing between the contracts concluded by an enterprise and its plan, between the planned tasks as a basis, objective condition of existence and the execution of contracts.

Bearing all this in mind, we might say that in the system of central planning, which is essentially of steering character, contracts of economic enterprises have the following characteristics:

a) An economic contract is characterized by the fact that it is concluded on the basis of the acts of planning and regulation of national economy.

b) Conclusion of an economic contract which is predetermined by the planned task, is an obligation of the economic bodies charged with such task.

c) The planned character of an economic contract requires the adoption of measures that absolutely ensure the conclusion of the contract and its full conformity to economic requirements in each year of the plan.

d) For the purpose of ensuring maximum conformity of each given group of planned contracts to the economic relations established by such contracts, it has been necessary to elaborate the structure of contractual bonds between socialist organizations, wherein the requirement for actual performance of the contract represents in a majority of cases, even in the case of expiration of contractual terms of execution, the basic postulate of the law of such system of planning. Hence contractual discipline whether it concerns the time of conclusion of contract, the period of operation, or the time of execution, is one of the basic principles of the law of obligation, particularly of the law of contract in this system of planning.

2. — Observance of discipline in execution of the plan is one of the basic business principles in the system of central planning (mainly beneficial to the enterprises themselves, as it helps them to increase their reputation and prestige with other enterprises and the consumer), which means that every enterprise is requested, according to its planned tasks and in pursuance of possible orders and dispositions made by the competent planning and government authorities, to conclude on time the

necessary contracts, as well as to perform on time the contracts concluded. Nevertheless there are cases of the enterprises failing to carry out their obligations, cases of breach of contractual discipline, of business discipline. Such conduct creates property disputes, which in view of the two basic aspects of contractual discipline, may arise either:

a) from conclusion of contract. It is the duty of economic enterprises to conclude contracts on time within the limits of their planned tasks and in conformity with the instructions and dispositions issued by the competent authorities. In connection with conclusion of contract there may be disagreements as to the terms of the contract to be concluded (for example, two enterprises entering into a contract of supply of goods have not stipulated the place of delivery, or the size and form of package, or the sanctions for overdue performance or generally as to the liability for failure to perform), but since there is an obligation, order or only a necessity for the two enterprises to conclude such contract, and delay in its conclusion being due to their failure to reach agreement on certain unessential points, such points must be previously ascertained in order to determine properly the rights and duties of the contractors. In such cases there arise the so-called pre-contractual disputes, disputes arising in course of negotiation; or

b) from performance of contract. A timely and proper execution of contract is a duty of an economic enterprise, but always within the limits of the planned tasks existing at the time of performance. It happens that an enterprise fails to perform its contractual obligations on time (for example, failure to deliver goods at the time stipulated), or to perform them properly, that is to perform them in accordance with the terms of the contract (for example, goods are lacking the qualities stipulated; or package and dimensions of goods are different from the ones stipulated). Such conduct gives rise to disputes on performance of contractual obligations.

All such disputes arise from the breach of contractual discipline, of business discipline, of discipline in execution of the plan. Their existence endangers the timely or absolute execution of the plan and therefore they must be settled as quickly and directly as possible, always in a manner appropriate to the circumstances of the case, which while meeting in the largest possible measure the requirements of the operative tasks of the enterprises in question shall also take care of the realization of the economic plan as a whole. Since all economic enterprises serve a general, common interest and through their activities and operations strive to accomplish both their own and the general planned tasks, disputes between them are by no means conflicts of diverse interests, but rather conflicts of different conceptions of one's own sector of planned tasks within the framework of the general economic plan, so that manner of settlement of such disputes must be different from the one applied in property disputes between private persons or between private persons and enterprises.

3. — In view of such a character of contracts in the socialist countries having the system of the so-called central direct planning, and particularly regarding the fact that the so-called pre-contractual disputes necessarily arise under such system of planning, the question arose

whether or not regular courts are appropriate agencies for settling such disputes.

It is known that this question presented itself in many states both in the past and at the present date insofar as determination of economic and/or commercial disputes arising from economic and/or commercial contracts is involved (regardless of whether such contracts are defined according to the subjective or objective criterion), and in many states separate economic or commercial courts or separate sections of regular courts were created within the system of regular judiciary for hearing such disputes. Such courts and/or sections have specific features either with regard to the composition of the judges sitting in a court or to the rules of procedure, all of which is often closely connected with specific sources of the law regulating economic and/or commercial disputes. We might add here that it is just for the settlement of disputes arising from such contracts that various institutional or ad hoc arbitrations have been created, adapted, in respect their composition and procedure, to the requirements of the economic life, i.e. to the nature of economic and/or commercial contracts.

In the light of all this, particularly of the planned basis and "dependence" of economic contracts on planned tasks in the socialist states having the system of central planning, it will be quite comprehensible that a separate agency known under the name of state arbitration (or "court of contracts" — Vertragsgericht, as it is called in the German Democratic Republic) has been created for hearing such disputes between economic organizations. This is a body of judicial nature, but having specific tasks and grounds of decision which might be roughly formulated as follow: the state arbitration passes awards with due regard to the fulfilment of the economic plan, to the legal provisions, the contract, commercial custom and usages and considering the general interests of the state economic policy.

Determination of property disputes between economic enterprises through the office of state arbitration, whether they arise from a breach of pre-contractual discipline, negotiations preceding contract (the so-called pre-contractual arbitration), a breach of contractual discipline or execution of the contract — is always aimed at discovering such solutions as are best suiting the planned tasks, the possibilities and the conditions of operations of the enterprises concerned, all of this with due regard to the accomplishment of the general economic plan and a maximum observance of discipline in execution of the plan and the contract. It is therefore necessary to discover in each concrete case a solution most advantageous or at least least harmful to the litigant enterprises and at the same time meet the requirements of the general economic plan to the greatest possible degree. Thus for example in pre-contractual disputes the state arbitration shall determine (in the case cited here) the place of delivery, the size and form of package, the sanctions for failure to observe the terms of delivery and generally to perform the contract, — and in this way shall render the conclusion of the contract possible. In deciding pre-contractual disputes the state arbitration shall determine the conditions under which the contract is to be concluded. On the other hand, in the event of a dispute on the performance of contract, the state arbi-

tration shall determine whether the contract shall be subsequently performed, or cancelled or contractual clauses altered, and shall as a rule require the performance of the contract, even a subsequent one.

In a system of the so-called planned negotiations and planned contracts the settlement of property disputes between economic enterprises through the office of the state arbitration is of great significance. This makes it possible for the enterprise to continue its normal activities as soon as possible despite the dispute and the ensuing inevitable disturbance of its operations, to enter as quickly as possible into the necessary contracts to ensure execution of all of its planned tasks and/or to assure a timely performance of those contractual obligations on which its normal work depends. It is therefore the task of the state arbitration awards to help a normal operation of enterprises by adjusting the conflicting views of the enterprises concerned as to their planned tasks and thus making it possible to reach solutions that are most appropriate for realizing the general plan. Thus the state arbitration — whether pre-contractual or disputes arising from execution of contract are involved — plays a significant role in normalizing operations of economic enterprises. In giving its award in a concrete case and generally by the authority of its awards and attitudes the state arbitration should render a timely conclusion, and execution of contracts possible, all of this in accordance with the discipline in execution of the plan and with the working and production conditions of the enterprises involved. Its awards must take into consideration and equally protect the interests of all the economic enterprises concerned, evaluating them from the viewpoint of the need for execution of the general economic plan, since in such cases it is always the interests of the bodies of one and the same economy as a whole that are involved, though they may be expressed under different conditions. "Determining property disputes between state economic enterprises means in fact adjusting their economic operations to the plan. The state arbitration prevents property disputes between state enterprises from turning into litigations and reduces them to what they are: disputes concerning the execution of the plan, the law and contract, since in disputes between state economic enterprises no conflicting interests are involved, no interests of two owners of property each of whom is protecting his own property interests, but the interests of state-owned economic enterprises the task of which is to carry out the same state economic policy".

4. — We have pointed out the place, status, functions and significance of the state arbitration in a system of entirely central planning. Of course all of it with considerable generalizations. However, the following three points should be stressed as being of particular importance:

a) The system of state arbitration is not alike in all the socialist countries where it exists, either as regards its organization or its working technique, and there are considerable differences in this respect, the greatest differences probably existing e.g., between the state arbitrations in Poland and the Democratic Republic of Germany and those in the Soviet Union and Rumania. However, this is not all. Even in several socialist countries the course of development of the state arbitration has been closely connected with the changes in their systems of

planning and the degree of autonomy of enterprise in commercial transactions.

b) Although state arbitration is defined as a non-judicial agency, it is essentially very much similar to lawcourts, if not as regards its organization in some states, then certainly in respect of its procedural rules, which are practically the same as those applied by lawcourts in property suits. The development so far shows that in this respect state arbitration comes ever nearer to the regular judiciary.

c) Finally, we must stress the need of clearly distinguishing the state arbitration from various types of courts of arbitration — either institutional or ad hoc — to which property disputes between enterprises are sometimes submitted under the clause of arbitration inserted in the contract.

5. — The creation and existence of state arbitration as a specific agency for settling economic disputes between economic enterprises in socialist states was required and/or dictated by direct dependence of the contracts concluded by various enterprises on the plan and/or planned tasks. With the growing economic and legal emancipation of each individual enterprise — which, as is known, is a general characteristic of legal development of all socialist states — the forms of dependence of contracts on the plan become less direct in the majority of enterprises, all of which lends contractual relations an increasingly commodity — money character and makes them ever more subject to the general rules of the law of obligation. Hence the state arbitration in some socialist states is always coming nearer to the regular judiciary both in respect of substantive law and of procedural rules applicable in such property disputes. The law becomes increasingly the main source of regulation of legal relations between economic enterprises, and discipline in execution of contracts is increasingly reduced to full observance of the obligations arising from the contracts concluded, while the parties enjoy greater and in some cases even complete freedom of negotiation with respect to all the terms and clauses of contract. For this reason the question of legality becomes the basic and gradually the only relevant question in the so-called economic disputes and/or disputes between economic enterprises. We should remark here that a settled court practice of the state arbitration also contributes to this process, such practice forming in itself a sum of established and elaborate rules of economic operations, which the enterprises abide by, knowing the criteria to be applied in the event of a dispute between them.

We should mention here as an essential fact that the system of planning is undergoing changes in many socialist states, bearing in mind the fact that they are entering a stage of considerably developed socialist economy and socialist social relationships, leading to increasing direct participation of workers' collectives in the organization and management of their enterprises, which in the long run affects also the extent, contents and efficiency of contractual relations of each individual enterprise. It is well known, that the forms, intensity and legal significance of participation of workers' collectives are largely varying in individual socialist states, this being another field in which all possible and necessary varieties

and/or specific features in the organization, growth and structure of particular socialist states have been expressed.

In this series of specific features and peculiarities, similarities and differences existing among the socialist states, there are, as stated above, also differences in respect of the system of planning, which are primarily reflected in the matter of centrally organized planning and the matter of direct effect of planning on concrete economic operations and concrete legal transactions, especially the contracts concluded by economic enterprises. As regards the systems of central planning with direct effect and influence on concrete acts of economic organizations, the Yugoslav system of planning mostly differs from the other systems. This system might be called the system of planned proportions, the foundation of which rests on the Basic Principle (III) of the Constitution of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, 1963, which read:

"In order to attain self-management and to realize the individual and common interests of the working people; in order to stimulate their initiative and create the most favourable conditions for the development of the productive forces, to equalize work conditions, to achieve distribution according to work and to develop socialist relations, the social community plans the development of the economy and the material foundations of other social activities. Planning is done in the working organizations by the working people as the bearers of production and socially-organized work, and by the social-political communities in the performance of their social-economic functions. The social plan of Yugoslavia coordinate the basic relations in production and distribution. Within the framework of these relations and a unified economic system, the working people in the working organizations and social-political communities autonomously plan and develop the material bases for their activities." In this system the principal place belongs to the working organization, i.e. economic enterprise, which is in accordance with the general system of decentralization and workers' self-management underlying the constitutional and social organization of Yugoslavia.

All of this must have affected in principle the character of economic disputes between economic enterprises and the manner and method of their settlement. Such disputes considered as legal phenomena acquire the character of judicial disputes over legality. For this reason the institution of state arbitration was abolished in Yugoslavia late in September 1956 and replaced by economic courts which in the main have the same jurisdiction in rem and in personam.

VIII. — We have tried to indicate some questions which we consider of particular importance for proper understanding of the system of private law of socialist countries. Of course, these questions are not the sole ones and perhaps not of major importances either if regarded from the viewpoint of the interest inspiring one to get acquainted with and study the law of one or more socialist countries. In this respect everything should be done to understand and learn the truth and the real state of things, without insisting on discovering at all cost either similarities or differences among the legal systems of socialist countries themselves or between the systems of socialist and of bourgeois countries. All of this must be the result of an unbiased scientific analysis. It is only

in this way that we can speak of genuine and true science and university instruction. Important and essential differences do exist and they are inevitable because of the essential differences in the social-economic relations regulated by law and reflected in law. This, of course, must also be taken into account as our attitude to any social-economic organization necessarily leads us to adopting different criteria in our approach to particular social and legal institutions. There have always been and will be different approaches in evaluating particular institutions. But this is understandable and there is no need of concealing it. The conflict of ideas is necessary and constitutes an inseparable part of social and scientific activities and of every lawyer. However, all of this by no means prevents — but on the contrary requires the facts and things to be seen and presented as they are, the truth to be always stated and shown, so that it could be examined and serve as a basis for estimation of values — where necessary — and for a conflict of ideas, without which — as history proves and the present is showing — there is no and can be no progress either in science or in life in general.

Dr. Živomir DJORDJEVIĆ,
Professeur à la Faculté de droit de Beograd

LES FORMES DE PROPRIETE EN YOUGOSLAVIE

I

SUR LES FORMES DE PROPRIETE EN YOUGOSLAVIE EN GENERAL

Toutes les choses en Yougoslavie ou, en d'autres termes, tous les biens matériels, sont répartis et se répartissent sous l'aspect de propriété sur certains sujets (personnes, détenteurs, titulaires, porteurs, possesseurs, propiétaires). Ces sujets sont soit des personnes physiques (les hommes) soit des personnes morales. Les personnes morales en tant que sujets apparaissent en Yougoslavie soit comme personnes morales sociales (socialistes) soit comme personnes morales privées (civiles).

La distribution des choses sous forme de propriété sur les divers sujets peut être groupée d'après les critères déterminés en types ou, en d'autres termes, en sortes de propriété. Chaque sorte de propriété à laquelle on accède en vertu d'un critère déterminé est appelée autrement la forme de propriété. Par conséquent, les formes de propriété représentent la classification des choses qui sont appropriées sous forme de propriété d'après les critères déterminés sur les types, les sortes, déterminés.

La classification des choses, qui se trouvent dans la propriété, par formes de propriété peut être dans une certaine mesure différente. Ainsi, selon certains théoriciens en Yougoslavie il y a quatre formes de propriété: la propriété sociale, la propriété personnelle, la propriété privée et la propriété des organisations et associations socio-politiques. Cependant, d'autres théoriciens considèrent que la propriété personnelle et la propriété des organisations et associations socio-politiques représentent des aspects de la propriété privée, de sorte que d'après eux dans le fond il n'existe que deux formes de propriété: la propriété sociale et la propriété privée. Un troisième groupe de théoriciens considèrent que seule la propriété des organisations et associations socio-politiques doit être estimée comme un aspect de la propriété privée, de sorte que d'après ces théoriciens il y a trois formes de propriété: la propriété sociale, la propriété personnelle et la propriété privée. Il nous semble, cependant, que la division la plus justifiée, et qui est dans le fond la plus exacte, des choses qui s'approprient en Yougoslavie sous forme de propriété est celle qui cor-

respond aux quatre formes mentionnées de la propriété, à savoir: la propriété sociale, la propriété personnelle, la propriété privée et la propriété des organisations et associations socio-politiques. En effet, la propriété personnelle et la propriété des organisations et associations socio-politiques ne peuvent pas être considérées, à notre avis, comme des aspects de la propriété privée, sans égards à certains points de contact avec la propriété privée. Ces formes de propriété diffèrent dans le fond de la propriété privée. Comment peut-on inclure la propriété non-exploiteuse, telle qu'est la propriété personnelle, dans la propriété privée qui est dans le fond une propriété exploiteuse? Comment peut-on inclure la propriété des organisations et associations socio-politiques dans la propriété privée exploiteuse, si l'on prend en considération que les organisations socio-politiques en Yougoslavie, par exemple la Ligue des communistes de Yougoslavie et l'Union socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, sont l'inspirateur et le facteur principal de la mobilisation des masses dans la lutte pour l'édification de la société socialiste en tant que société non-exploiteuse, tandis que les diverses associations sont les formes organisationnelles pour la réalisation des buts personnels des citoyens et en même temps des buts sociaux de la société socialiste. Enfin, la classification des choses qui sont appropriées sous forme de propriété sur la propriété sociale, la propriété personnelle, la propriété privée et la propriété des organisations et associations socio-politiques correspond le plus aux dispositions de la Constitution en vigueur. En effet, ces formes de propriété sont dans le fond fermement établies par la Constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie adoptée en 1963. Par conséquent, la propriété sociale, la propriété personnelle, la propriété privée et la propriété des organisations et associations socio-politiques sont aujourd'hui les formes réellement existantes de la propriété fixées par la Constitution en Yougoslavie. Cependant, la Constitution ne nomme pas, n'indique pas au point de vue terminologique ou, en d'autres termes ne qualifie pas, toutes les formes mentionnées de la propriété, telles que nous les avons dénommées. Elle nomme expressément la propriété sociale et la propriété personnelle, tandis que la qualification des autres formes de propriété doit être généralement „déduite" par la voie indirecte des dispositions correspondantes de la Constitution. En particulier, la Constitution n'emploie pas la qualification „propriété privée" pour la forme de propriété qui correspond à cette notion, mais elle a réglementé cette propriété, et son existence à l'étape actuelle du développement de la Yougoslavie est incontestable.

Quoique les formes mentionnées de la propriété en Yougoslavie existent l'une à côté de l'autre, néanmoins, elles ne sont pas, ainsi que leurs détenteurs (porteurs, titulaires, possesseurs, propriétaires) isolées mutuellement. Elles sont quotidiennement en contact et en rapports, en collaborant, d'une part, et en même temps en luttant réciproquement, d'autre part, avec la tendance qu'une forme de propriété repousse l'autre ou qu'elle se transforme en autre forme. Car, derrière chaque forme de propriété se trouvent les hommes en tant que groupes ou particuliers et leurs intérêts, qui entrent en conflit ou qui tendent à prédominer les uns sur les autres. A l'étape actuelle du développement, la société yougoslave, avec toutes les vertus et défauts, l'harmonie et les contradictions, fonc-

tionne sur la base de la collaboration et du conflit des formes existantes de la propriété. De plus, bien de succès et bien de difficultés, ainsi que de nombreuses contradictions, découlent justement du conflit des diverses formes d'appropriation ou, plus exactement, du conflit entre les titulaires des différentes formes de propriété et sous le rapport de l'appropriation, de la propriété.

Chacune des formes mentionnées de la propriété a un volume déterminé, elle exerce une fonction sociale déterminée et elle a une importance sociale déterminée. Toutefois, le volume, la fonction sociale et l'importance sont plus ou moins grands en fonction de la forme de la propriété. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner séparément chacune des formes mentionnées de la propriété et de mettre en relief son volume, sa fonction et son importance. En outre, il faut tout spécialement souligner quelle forme de propriété donne l'empreinte à la société yougoslave en tant que société socialiste.

II

LA PROPRIETE SOCIALE

1. *Volume et structure de la propriété sociale.* La propriété sociale est la forme la plus importante et quant à son volume la plus ample de la propriété en Yougoslavie. Elle est l'un des facteurs fondamentaux qui donne le caractère à la société yougoslave d'une société socialiste.

Dans la propriété sociale se trouvent „tous les moyens de production et autres moyens servant au travail social, ainsi que les richesses minières et autres ressources naturelles" (article 8 de la Constitution de la RSF de Yougoslavie de 1963). Une aussi brève disposition constitutionnelle n'est pas en état de nous élucider dans une mesure suffisante le volume et l'importance de la propriété sociale en Yougoslavie. En outre, elle a une importance de principe, car certains moyens de production et moyens servant au travail social peuvent être aussi dans la propriété sociale ou ils peuvent revêtir une autre forme de propriété. Par conséquent, pour obtenir une représentation plus explicite du volume et de l'importance de la propriété sociale en Yougoslavie, il est nécessaire d'exposer avec plus de détails quelles sont les choses qui se trouvent aujourd'hui dans la propriété sociale.

Une détermination plus précise fait ressortir que dans la propriété sociale se trouvent: a) les moyens de production et les conditions de travail dans l'industie minière et dans l'industrie extractive en général; ce qui signifie toutes les entreprises dans le domaine de l'industrie minière et extractive, ainsi que toutes les richesses minières et minérales, soit qu'elles sont exploitées ou non, soit qu'elles se trouvent sur le terrain qui est dans la propriété sociale soit sur le terrain qui n'est pas dans la propriété sociale; b) les moyens de production dans l'industrie lourde, moyenne et légère; ce qui signifie toutes les entreprises dans le domaine de l'industrie en général; c) les sources énergétiques (les sources de l'énergie électrique, atomique et des autres énergies, par exemple les centrales électriques et atomiques), ainsi que les entreprises dans ce domaine; d) les moyens de transport urbains et interurbains les plus

importants; ce qui signifie les entreprises de transport par tramway, trolleybus, autobus et par camion, ainsi que les chemins de fer et leurs entreprises; e) les moyens de transport aérien et des transports importants maritimes et fluviaux; ce qui signifie toutes les entreprises de transport aérien, maritime et fluvial, ainsi que les moyens de ce transport; f) les moyens pour l'exercice des services de communication et d'information; ce qui signifie la poste, les moyens de communication télégraphique et téléphonique, ainsi que leurs entreprises, les institutions de radio-diffusion et de télévision et les moyens servant à la radio-diffusion et la télévision, et les entreprises d'édition et de vente de la presse et des publications; g) les institutions bancaires et toutes les institutions financières et leurs moyens, ainsi que les établissements d'assurance; h) les moyens servant aux activités culturelles et d'enseignement et à la protection sanitaire; ce qui signifie les musées, les bibliothèques publique, les théâtres, les cinémas, les écoles, les entreprises d'édition et d'imprimerie, les entreprises de film et l'industrie de film en général, les hôpitaux, les cliniques, les sanatoriums et les autres institutions culturelles, d'enseignement et sanitaires; i) les lacs, les fleuves, les canaux, les routes et les objets analogues, ainsi que les entreprises qui les exploitent ou qui veillent à leur entretien; j) les rues, les places, les parcs publics, les monuments publics culturels et historiques; k) les moyens d'armement militaire, l'équipement militaire, les fortifications militaires et l'autre inventaire militaire, ainsi que les entreprises d'armement militaire et de l'équipement militaire en général; l) les moyens des entreprises et des coopératives de construction et les moyens importants dans l'industrie du bâtiment en général; m) les objectifs de l'hôtellerie et touristiques, ainsi que les entreprises d'hôtellerie et de tourisme (seuls les objectifs de l'hôtellerie et touristiques de moindre importance peuvent être aussi dans la propriété privée); n) les maisons de rapport servant à l'habitation (à l'exception des maisons d'habitation de moindre importance qui peuvent être aussi dans la propriété privée); o) les maisons et les locaux commerciaux ou économiques (à l'exception des maisons et locaux commerciaux ou économiques de moindre importance qui peuvent être dans la propriété privée); p) les moyens des entreprises et coopératives agricoles et des autres organisations de travail dans le domaine de l'agriculture (la terre, les machines, le bétail et les autres moyens); q) les forêts et le terrain forestier (à l'exception des complexes qui peuvent être aussi dans la propriété privée ou autre), ainsi que les entreprises et les organisations qui sont chargées de leur surveillance et exploitation (par exemple, les scieries, les exploitations forestières etc.); r) le commerce et les entreprises commerciales; s) le gibier dans les forêts, les poissons dans les eaux et les oiseaux dans la nature, ainsi que les organisations de travail dont l'activité se rapporte à ces objets (par exemple, les entreprises poissonnières et les coopératives poissonnières); t) les moyens des entreprises artisanales et de différentes entreprises de service, bureaux et coopératives; u) tous les moyens pécuniaires et tous les biens (produits) créés dans les entreprises et les organisations de travail en général dans n'importe quel domaine de la vie.

Les données exposées ci-dessus donnent une représentation plus claire du volume et de l'importance de la propriété sociale en Yougoslavie.

Toutefois, pour que cette image soit encore plus complète, nous présenterons les données en pourcentages sur le volume de la propriété sociale dans les divers domaines de la vie. Ainsi considérée, la propriété sociale en Yougoslavie comprend: 100% des objets dans l'industrie minière et l'industrie extractive en général; 100% des objets dans l'industrie en général (l'industrie lourde, moyenne et légère); 100% des objets dans les banques et dans le domaine des finances en général; 100% des objets dans le commerce de gros; 100% des objets dans les assurances; 100% des objets dans le commerce extérieur; 100% des objets dans le domaine de l'énergétique (électrique atomique et autres); 100% des activités dans le domaine de l'instruction; 100% dans le domaine de la protection sanitaire; 100% dans les activités culturelles organisées; 100% dans le réseau routier, ferroviaire et dans les autres réseaux de transport; presque 100% dans le domaine des transports (il n'y a que le service de taxis dans les villes et les transports par camion qui sont d'un volume insignifiant et limité dans la propriété privée); presque 100% du commerce de détail; 100% des objets de grande importance dans l'hôtellerie et le tourisme et une bonne partie d'objets de moindre importance; 100% de l'équipement militaire et de l'armement, ainsi que les moyens pour leur production; 100% de maisons d'habitation de grande importance et des locaux commerciaux ou économiques d'une plus grande capacité; 100% de terrain à bâtir urbain; 45% de forêts et de terrain forestier; environ 18% de terrain labourable et environ 4% de moyens dans l'artisanat.

Comme on peut s'en rendre compte, la propriété sociale ne prédomine pas seulement dans le domaine de l'exploitation forestière, de l'agriculture et de l'artisanat. Cependant, le rôle réel et l'importance réelle de la propriété sociale et du secteur social de l'économie dans l'exploitation forestière, l'agriculture et l'artisanat sont bien plus grands que l'on ne pourrait en conclure sur la base du pourcentage qui se rapporte à cette forme de propriété.

En vertu de ce qui précède il n'est pas difficile de tirer la conclusion que la propriété sociale est la forme de propriété la plus importante en Yougoslavie. On obtiendra une image encore plus complète de son volume et de son importance lorsqu'on aura analysé les autres formes de propriété, en particulier la propriété privée.

2. *La formation de la propriété sociale.* La propriété sociale dans le volume et la structure qu'elle possède aujourd'hui, ne s'est pas formée tout d'un coup. Elle a commencé à se former au cours et surtout après la Deuxième guerre mondiale, c'est à dire au cours de la Révolution nationale et surtout à partir de l'année 1945, quand la Yougoslavie socialiste a été formée, or, sa formation dure encore aujourd'hui et elle continuera aussi dans l'avenir.

La formation de la propriété sociale s'est développée et se développe de trois manières fondamentales: premièrement, par le retrait de la propriété privée des catégories déterminées de propriétaires privés; deuxièmement, par la création et l'acquisition des choses et, troisièmement, par la formation de nouvelles entreprises, usines, institutions, coopératives et d'autres organisations de travail sur la base des moyens nouvellement créés, acquis et existants.

a) *La formation de la propriété sociale par le retrait de la propriété privée.* Le retrait de la propriété privée et sa transformation en propriété sociale représentait une mesure dirigée contre les catégories déterminées de propriétaires privés et en premier lieu contre la bourgeoisie, c'est-à-dire les capitalistes. C'était le premier procédé de la formation de la propriété sociale. On a commencé à l'appliquer au cours de la Deuxième guerre mondiale déjà et on l'a pratiqué après la fin de la guerre jusqu'en 1958.

Le retrait de la propriété privée a été effectué sur la base des actes législatifs[1]. Ces actes sont les suivants:

— Les prescriptions adoptées en février 1942 dans la petite ville de Foča, connues sous le nom „Les prescriptions de Foča".

Ces prescriptions prévoyaient la confiscation comme procédé de retrait de la propriété privée. En vertu de ces prescriptions a été effectuée la confiscation des biens de tous les ennemis du peuple: les oustachis, les traitres, les espions et autres. La confiscation a été effectuée par les comités de la libération nationale en tant qu'organes de la Révolution nationale en vertu des décisions qui sont adoptées préalablement par l'autorité militaire ou le tribunal militaire.

— La Loi relative au transfert dans la propriété sociale des biens appartenant à l'ennemi et sur la séquestration des biens des personnes absentes a été adoptée en 1946 (Journal Officiel de la RSF de Yougoslavie, No. 63).

— La Loi sur la confiscation des bénéfices de guerre acquis pendant l'occupation ennemie, adoptée en 1946 (Journal Officiel de la RSF de Yougoslavie, No. 52).

En vertu de cette Loi les bénéfices ont été confisqués, au profit de l'Etat, que certaines personnes (physiques ou morales) ont acquis par les activités économiques ou par d'autres activités spéculatrices pendant l'occupation. Les bénéfices confisqués sont transformés en propriété sociale.

Considéré dans l'ensemble, en vertu des trois actes législatifs mentionnés, un grand nombre d'objets est passé de la propriété privée dans la propriété de l'Etat, c'est-à-dire la propriété sociale. Ainsi, par exemple, 55% de l'industrie globale sont passés dans la propriété sociale, et encore 27% de l'industrie sont passés sous la gestion de l'Etat. Cella n'est par étonnant, car la plupart des capitalistes, afin de pouvoir conserver leurs intérêts de classe, préféraient collaborer avec les forces occupantes et leurs acolytes qu'avec les forces du mouvement de la libération populaire.

— La Loi sur la nationalisation des entreprises économiques privées a été adoptée en 1946 (Journal Officiel de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, No. 98).

D'après cette Loi les entreprises économiques de 42 branches économiques sont passées dans la propriété de l'Etat, c'est-à-dire dans la

---

[1] Parmi les actes que nous mentionnons un certain nombre a été adopté en 1944 ou 1945. L'année que nous mentionnons indique l'année dans laquelle l'acte a été adopté pour la primière fois ou l'année dans laquelle est adopté pour la première fois le texte revisé de l'acte. Rappelons que plusieurs des actes mentionnés ont subi un grand nombre de modifications et compléments au cours du temps; if faut tenir compte de ce fait si on veut connaître tous les détails des solutions adoptées par la loi sur les diverses questions.

propriété sociale. La nationalisation des entreprises économiques privées a été effectuée en accordant à leurs propriétaires une indemnité, qui était allouée en obligations d'Etat et dans certains cas le paiement avait eu lieu en argent comptant sur décision du gouvernement.

— La Loi relative aux modifications et compléments de la Loi sur la nationalisation des entreprises économiques privées, adoptée en 1948 (Journal Officiel de la RSFY, No. 35).

Par cette Loi, d'une part, la nationalisation effecturée en 1946 a été complêtée et, d'autre part, la nationalisation a été effectuée des objects dans les domaines de vie qui ne se trouvaient pas compris dans la Loi antérieure sur la nationalisation.

En vertu des lois mentionnées sur la nationalisation des entreprises économiques privées un grand nombre d'objets est passé dans la propriété de l'Etat, c'est-à-dire dans la propriété sociale. En particulier les 45% restants de l'industrie sont passés dans la propriété de l'Etat.

— La Loi sur la réforme agraire et la colonisation, adoptée en 1945 (Journal Officiel de la RSFY, No. 64) et les lois sur la réforme agraire et la colonisation adoptées par les républiques fédérées (la Yougoslavie est composée de six républiques fédérées).

En vertu de ces prescriptions ont été dépossédés les propriétaires des grands domaines agricoles et forestiers en totalité, c'est-à-dire les domaines dont la superficie globale dépasse 45 hectares ou 25 à 35 hectares de terre labourable, s'ils sont exploités par la voie du fermage ou de la main d'oeuvre salariée; les terres qui se trouvent dans la propriété des banques, des entreprises, des sociétés par actions ou des autres personnes morales privées prévues par la loi. . . ; les terres appartenant aux églises, monastères, institutions religieuses et toutes sortes de fondations, laïques ou religieuses, toutefois la propriété de la terre jusqu'à dix hectares a été laissée aux monastères et aux institutions où les fidèles célèbrent le culte, et en cas que ces institutions représentent une grande valeur historique elles pouvaient conserver en propriété 30 hectares de terre labourable et jusqu'à 30 hectares de forêt; le surplus de la terre labourable des propriétés foncières dépassant 45 hectares de la superficie globale, ou dépassant 20 jusqu'à 35 hectares de superficie labourable; le surplus de la terre labourable dépassant 3 à 5 hectares dont les propriétaires ne sont pas des agriculteurs, c'est-à-dire auxquels l'agriculture n'est pas la profession principale, de sorte qu'ils ne cultivent pas la terre eux-mêmes avec leur famille mais par la voie du fermage ou de la main d'oeuvre salariée; les propriétés foncières qui sont restées sans propriétaires au cours de la guerre pour une raison quelconque ou sans héritier légal.

Toutes les terres prélevées, à l'exception du surplus des terres expropriées aux propriétés foncières, et le surplus des terres dépassant 3 à 5 hectares appartenant aux propriétaires dont l'agriculture n'est pas la profession princiaple, ont été expropriés avec tous les bâtiments et installations ainsi qu'avec tout l'inventaire vivant et inanimé sans aucune indemnité.

Une partie seulement des terres expropriées en vertu des prescriptions relatives à la réforme agraire et la colonisation est passée dans la

propriété sociale. L'autre partie a été atribuée aux intéressés agraires en propriété privée.

— La Loi sur le fond foncier de la propriété du peuple tout entier et l'attribution des terres aux organisations agricoles, adoptée en 1953 (Journal Officiel de la RSFY, No. 22).

Par cette Loi en réalité une nouvelle réforme agraire a été effectuée et le maximum de la terre labourable qui peut rester dans la propriété privée d'un ménage agricole a été abaissé à dix hectares.

En vertu de cette Loi une indemnité a été accordée aux propriétaires des terres expropriées, et celles-ci sont devenues propriété sociale en totalité.

— La Loi sur la nationalisation des maisons de rapport et des terrains à bâtir, adoptée en 1958 (Journal Officiel de la RSFY, No. 52). Une indemnité en argent a été accordée pour la nationalisation de ces biens.

La mise en application des lois ci-dessus mentionnées avait eu pour conséquence la dépossession de la bourgeoisie dans le domaine de l'économie et la possession des biens matériels en général. En même temps la base a été formée pour l'édification des procédés socialistes de l'activité économique, de la société socialiste et des rapports sociaux socialistes.

Le retrait de la propriété privée en tant que mode de formation de la propriété sociale est en général une méthode dépassée en Yougoslavie. Les nouvelles mesures dans ce sens n'atteindraient pas les éléments capitalistes ni la classe capitaliste, qui n'existent plus, mais les simples citoyens dont le plus grand nombre est l'appui et le constructeur actif de la société socialiste. Quand même, il existe encore aujourd'hui un mode de retrait de la propriété privée, mais seulement en tant que possibilité et non comme mesure qui doit être mise en oeuvre. C'est l'expropriation. Cependant, en Yougoslavie l'expropriation a le même caractère et la même portée que dans n'importe quel pays dans le monde contemporain, c'est-à-dire elle est appliquée exceptionnellement et dans les conditions déterminées et elle atteint un propriétaire isolé et non point une catégorie déterminée. Ainsi, par exemple, elle est pratiquée lorsqu'il faut construire une route d'importance générale, ou une voie ferrée ou un autre objectif d'intérêt général social.

b) La formation de la propriété sociale par la création et l'acquisition des choses. Ce mode de formation de la propriété sociale se manifeste sous deux aspects: premièrement, par la création de nouvelles choses sur la base de la propriété sociale existante et, deuxièmement, par l'acquisition des choses des autres détenteurs (possesseurs) et leur transformation en propriété sociale.

La création de nouvelles choses sur la base de la propriété sociale existante découle du fonctionnement productif quotidien de la propriété sociale. Les biens nouvellement créés, soit les moyens de production soit les moyens de consommation, restent dans la production sociale tant qu'ils ne passent, pour autant que cela est possible et dans le volume dans lequel cela est possible, dans la sphère d'une autre forme de propriété (par exemple, la propriété personnelle, la propriété privée ou une autre forme de propriété).

L'acquisition des choses des autres possesseurs et leur transformation en propriété sociale est effectuée par les personnes morales socialistes ou,

en d'autres termes, par les organisations de travail, c'est-à-dire entreprises, les institutions et les usines, qui se trouvent déjà dans la propriété sociale. L'acquisition est effectuée par les opérations juridiques, en premier lieu par les contrats de droit civil et de droit économique (commercial), surtout par le contrat de vente. De cette manière sont acquises les choses qui existent en Yougoslavie, mais qui se trouvent dans le cadre d'une autre forme de propriété (par exemple, dans la propriété privée), ainsi que les choses de l'étranger, des autres pays. Ainsi, aujourd'hui est très répandu la rachat des terres qui se trouvent dans la propriété privée et que leurs propriétaires désirent vendre. Le rachat (l'achat) est effectué en premier lieu par les organisations de travail socialistes dans l'agriculture (les coopératives, les économies, les combinats agricoles). Le rachat des terres qui se trouvent dans la propriété privée est une forme très favorable de socialisation de la terre, c'est-à-dire de sa transformation en propriété sociale.

c) La formation de la propriété sociale par la création de nouvelles entreprises, usines, coopératives et organisations de travail en général. Ce mode de formation de la propriété sociale est effectuée sur la base des moyens nouvellement créés, acquis et existants. En effet, les moyens (choses, biens) nouvellement créés, acquis et existants ne servent pas seulement aux besoins courants et aux formes organisationnelles existantes de la vie mais souvent ils servent aussi à l'organisation des nouvelles organisations de travail socialistes (les entreprises, les usines, les institutions, les coopératives etc.). Les nouvelles organisations ont, comme les organisations existantes, le caractère socialiste, et leurs moyens représentent la propriété sociale. Ce mode de formation et d'agrandissement du volume de la propriété socialiste est très fréquent et il est pratiqué dans tous les domaines de la vie sociale. Il peut être utilisé par les organisations de travail existantes, les organes de l'Etat et les citoyens. On compte beaucoup sur ce mode surtout dans le domaine du secteur privé de l'agriculture et dans l'artisanat privé. En effet, on espère que l'intégration volontaire de la terre des propriétaires privés dans les organisations de travail correspondantes (coopératives, économies etc.), ainsi que l'association volontaire des artisans privés dans les organisations artisanales correspondantes, aboutiront au cours du temps à la socialisation de la propriété privée et à sa transformation en propriété sociale. L'attente que le développement se dirigera dans ce sens est réelle, car l'avenir appartient incontestablement à la grande agriculture mécanisée et rationnellement organisée, et aux grandes organisations artisanales, bien équipées et organisées.

3. *Les formes de la propriété sociale.* Depuis la formation de la Yougoslavie socialiste jusqu'à aujourd'hui la propriété sociale s'est manifestée sous deux formes: sous forme de propriété de l'Etat et sous forme de propriété sociale. Chacune de ces deux formes représente le reflet de deux phases fondamentales dans le développement de la société socialiste yougoslave.

Dans la première phase — appelée le socialisme administratif, c'est-à-dire à partir de 1945 jusqu'en 1950 et dans un certain sens jusqu'en 1956—1957, — la propriété sociale apparaît en tant que propriété de l'Etat.

Outre celle-ci, existait aussi la propriété coopérative, qui était considérée comme un type inférieur de la propriété socialiste. Cette propriété était, comme aujourd'hui, de proportions relativement modestes. La propriété de l'Etat représentait la forme fondamentale de la propriété socialiste et elle était la plus grande quant au volume et la plus importante quant à la structure. Elle comprenait toutes les choses qui, sur la base des lois ci-dessus mentionnées, sont passées dans la propriété de l'Etat.

Pendant la courte période de son existence la propriété de l'Etat était souvent appelée „la propriété sociale", „la propriété du peuple tout entier", „le patrimoine du peuple tout entier" et par des noms analogues. Mais sans égards aux dénominations, elle était la propriété de l'Etat, car elle appartenait à l'Etat, c'est-à-dire l'Etat était son détenteur (porteur, titulaire, possesseur).

Or, malgré que la propriété de l'Etat appartenait à l'Etat, néanmoins l'exploitation de cette propriété ne pouvait pas être et elle n'était pas organisée sous forme d'une entreprise ou d'une institution unique, sous forme d'une organisation unique. Au contraire, sur la base de la propriété de l'Etat étaient formées de nombreuses entreprises et institutions (le mot institution est employé dans le sens le plus large). Par ailleurs, les entreprises et institutions étaient des entreprises et institutions de l'Etat, de plus c'est ainsi qu'elles s'appelaient, mais, quoiqu'elles avaient un carractère d'Etat et qu'elles représentaient des parties de l'organisation d'Etat, quand même elles étaient des sujets particuliers, des personnes particulières dans le droit (dites personnes morales). Les entreprises et les institutions n'avaient pas le droit de propriété sur les choses qui leurs appartenaient, mais un autre droit (le droit de gestion ou le droit d'usage; il faut entendre par droit de gestion le droit patrimonial, et non le droit dans le sens de direction de l'entreprise ou de l'institution); le droit de propriété appartenait à l'Etat.

Cependant, en ce qui concerne certaines choses qui étaient dans la propriété de l'Etat il arrivait que l'Etat ne pouvait pas organiser les entreprises et institutions d'Etat correspondantes, car il n'y avait pas de conditions suffisantes requises à cette fin. C'est pourquoi il cédait ces choses en usage à d'autre personnes. Tel était le cas, par exemple, de la terre dans certains endroits, de sorte que la terre était cédée en usage aux coopéeratives, et s'il n'y avait pas de coopératives alors elle était cédée aux agriculteurs individuels. Cependant, certaines choses dans la propriété d'Etat étaient cédées par l'Etat à diverses personnes, quoiqu'il pouvait les utiliser lui-même. C'était le cas, par exemple, lorsque l'Etat cédait certaines parties du terrain urbain aux ouvriers et employés pour construire des maisons d'habitation familiales et des logements. Il est pourtant important de soligner que l'Etat est resté propriétaire de toutes ces choses sans égards à qui il les a cédées et à quelle fin.

Sur la base des faits exposés plus haut on peut tirer la conclusion que la propriété de l'Etat, quoiqu'elle représente un fond des choses unique, était quand même divisée en plusieurs ensembles plus petits, qui correspondaient au nombre des entreprises et institutions d'Etat et des autres bénéficiaires de la propriété de l'Etat ou, en d'autres termes, au nombre des unités organisationnelles d'Etat et des autres personnes qui possédaient la propriété d'Etat.

Dans la deuxième phase — dans le socialisme dit démocratique et d'autogestion, qui a dans le fond commencé en 1950 et qui s'est développé seulement à partir de 1956-57, qui dure encore aujourd'hui, la propriété sociale représente la propriété d'Etat transformée et la propriété coopérative d'autrefois. Aujourd'hui, donc, il n'y a pas de différence entre la propriété d'Etat et la propriété coopérative d'autrefois, comme c'était le cas dans la période administrative, mais la propriété d'Etat et la propriété coopérative représentent la propriété unique — la propriété sociale.

La propriété sociale est de même divisée sur plusieurs sujets, à savoir: les entreprises, les institutions, les communautés socio-politiques (les communes, les républiques fédérées, la Fédération), les coopératives etc. Ces sujets ont le droit d'usage sur les choses qu'ils possèdent, et qui constituent la propriété sociale.

Au premier coup d'oeil il paraît qu'entre la propriété d'Etat de la période du socialisme démocratique et d'autogestion il n'y a pas de différence. Car, d'une part, la propriété sociale représente la propriété d'Etat transformée, et, d'autre part, le fond des objets des deux propriétés dans les deux périodes est divisé en plusieurs sujets. Ces sujets avaient eu, c'est-à-dire ils ont sur les objets qu'ils possèdent, et qui formaient la propriété d'Etat, c'est-à-dire qui forment la propriété sociale, le droit correspondant (pour qu'on puisse discerner la forme de la propriété il n'est pas essentiel comment cette propriété s'appelle et quel est son contenu). Par conséquent, au premier coup d'oeil il paraît que la propriété d'Etat et la propriété sociale ne diffèrent que par leur nom. Cependant, les choses ne se présentent pas de cette manière-là. Entre la propriété d'Etat et la propriété sociale il y a une différence fondamentale. Cette différence consiste en ce qui suit: a) La propriété d'Etat appartenait à l'Etat; donc, le détenteur (porteur, titulaire, possesseur) de cette propriété était l'Etat. C'était fixé dans la Constitution (voir la Constitution de 1946) et dans toutes les lois, et cela correspondait aussi aux rapports vitaux réels. Cependant, quand il est question de la propriété sociale, on ne sait pas à qui appartient cette propriété, qui est son détenteur, son possesseur. La Constitution (la nouvelle Constitution, adoptée en 1963) et les lois ne règlent pas cette question. De plus, la Constitution contient la formulation de laquelle il découle que personne n'a le droit de propriété sur les objets dans la propriété sociale (voir la Partie introductive de la Constitution, les Principes fondamentaux, III, deuxième alinéa), ce qui dans une certaine mesure suscite la confusion et contredit les autres dispositions qui se rapportent aux choses dans la propriété sociale. b) Entre le droit que possédaient les sujets sur les objets dans la propriété d'Etat et le droit que possèdent les sujets sur les objets dans la propriété sociale existe, excepté au point de vue terminologique, de même une différence essentielle. En effet, le droit que possédaient les sujets sur les objets dans la propriété d'Etat n'était pas leur droit originaire, c'est-à-dire le droit indépendant du droit de n'importe qui, mais c'etait un droit dérivé qui est dérive du droit de la propriété d'Etat, c'est-à-dire le droit découlant du droit de propriété de l'Etat entendu dans le sens large de ce terme. Cependant, le droit que possèdent les sujets sur les objets dans la propriété sociale n'est pas traité comme un droit dérivé, mais comme un

droit originaire. c) Les entreprises et les institutions d'Etat qui existaient sur la base de la propriété d'Etat, étaient partie intégrante de l'appareil de l'Etat. Cependant, les entreprises, les institutions, les coopératives et les autres organisations de travail, qui existent sur la base de la propriété sociale, ne sont pas partie intégrante de l'appareil de l'Etat, mais des sujets autonomes. d) La propriété d'Etat et les organes des entreprises et des institutions, qui s'étaient formés sur sa base, fonctionnaient, comme la vie économique et sociale tout entière, sur la base de la ferme planification administrative — à cause de quoi toute la période s'appelle la période administrative du socialisme; le marché et ses régularités étaient repoussés très loin et déformés, tandis que la libérté d'action des sujets, en premier lieu des sujets économiques. était très restreinte, pour ainsi dire inexistante. La propriété sociale, ainsi que les unités organisationnelles qui s'étaient formées sur sa base, fonctionnent, ainsi que toute la vie économique et sociale, sur la base de l'autogestion de la part des organes démocratiquement élus et de l'action libre dans les limites spécifiées par la loi, en s'organisant par soi-même de la manière la plus rationnelle et en agissant aussi bien que possible dans le monde extérieur — à cause de quoi cette période est appelée la période du socialisme démocratique et d'autogestion; les sujets, en premier lieu les sujets économiques, ne se rattachent plus administrativement mais par l'intermédiaire du marché et sur la base des régularités du marché.

Cependant, quelles que soient différentes la propriété d'Etat et la proprété sociale, elles ont néanmoins une même qualité fondamentale et la plus essentielle, elles ne sont que deux formes de la propriété qui représente le fondement de la société socialiste, à ce sujet la propriété d'Etat représente la forme initiale de cette propriété, et la propriété sociale sa forme supérieure, plus développée.

4. *Théorie relative à la propriété sociale.* Tant que la propriété sur laquelle reposait la société socialiste yougoslave était la propriété d'Etat, il y avait bien moins de problèmes au sujet de l'interprétation de son essence et de sa nature socio-juridique. Mais, depuis que la propriété d'Etat est transformée en propriété sociale de nombreuses difficultés ont surgi à ce sujet. Les difficultés se sont produites tout d'abord parce qu'il n'est pas déterminé avec suffisamment de netteté si la propriété sociale est un droit de propriété et une catégorie juridique en général ou non et qui est son détenteur (porteur, titulaire, possesseur), de même parce que le rapport n'est pas déterminé avec assez de précision entre la propriété sociale et le droit que possèdent les divers sujets sur les choses qui constituent la propriété sociale et qu'ils possèdent. Si l'on y ajoute, de même, que jusqu'à nos jours n'existait pas dans la société la forme de propriété telle que représente la propriété sociale en Yougoslavie, ainsi que le fait que toutes les choses dans la propriété sociale ne relèvent pas du même régime juridique, alors les difficultés et les doutes deviennent compréhensibles qui ont trait à l'interprétation de l'essence socio-juridique et de la nature de la propriété sociale. Il en est résulté de tout ceci que de nombreuses théories sur la propriété sociale ont pris naissance.

Dans les premières années après la désétatisation des entreprises économiques et leur transformation en organisations de travail autonomes, l'introduction de l'autogestion dans l'économie et la transformation de la

propriété d'Etat en propriété sociale, la théorie a paru selon laquelle la propriété sociale est le droit de propriété dont le titulaire (possesseur, détenteur, porteur) est l'Etat en tant que représentant de la société; le droit d'usage que possèdent les organisations de travail sur les choses dans la propriété sociale, d'après cette théorie, est un droit dérivé du droit de la propriété sociale. Il s'ensuit d'après cette théorie qu'il n'y a pas eu de grands changements paraît-il au sujet de la propriété sociale par rapport à la période administrative. C'est surtout le nom qui a changé et seulement le sujet en apparence. En effet, le nom propriété d'Etat a été substitué par le nom propriété sociale, et comme titulaire c'est la société qui est indiquée. Cependant, vu que la société est personnifiée dans l'Etat, il s'ensuit qu'en réalité l'Etat apparaît comme titulaire de la propriété sociale; par conséquent, le même sujet comme lorsque la propriété sociale s'appelait la propriété d'Etat.

Cette théorie est aujourd'hui généralement abandonnée. On lui reproche surtout qu'elle ne pouvait pas comprendre les nouveaux rapports sociaux qui ont pris naissance avec l'introduction de l'autogestion dans les organisations de travail mais elle est restée sous le poids de l'étatisme.

En même temps que cette théorie sur la propriété sociale a pris naissance en tant que propriété dont le titulaire est l'Etat, une autre théorie s'est formée selon laquelle le titulaire de la propriété sociale est la société qui vit et travaille dans les cadres de la Yougoslavie. Les adeptes de la théorie selon laquelle l'Etat est le sujet de la propriété sociale reprochaient surtout à cette conception qu'elle n'a pas déterminé avec plus de précision la notion de la société. Si on veut éclaircir cette question, soulignaient les critiques, on arrive à la conclusion qu'au degré actuel du développement n'existe que la société qui est organisée comme Etat. Par conséquent, il en résulte que l'Etat est le sujet de la propriété sociale.

La conception relative à la propriété sociale en tant que propriété dont le titulaire est la société a été l'objet au cours du temps de différentes variantes dans les efforts tendant à écarter les objections dirigées contre elle, en particulier l'objection faite par les adeptes de la conception que l'Etat est le sujet de la propriété sociale.

En ce qui concerne la propriété sociale une autre théorie a été formulée, de même, selon laquelle tous les sujets en Yougoslavie, toutes les personnes physiques et morales, sont titulaires de la propriété sociale, à savoir en tant que copropriétaires; à chaque sujet appartient la part idéale correspondante. Cependant, cette conception ne pouvait pas se maintenir longtemps. Elle était en opposition flagrante avec la réalité. Car, beaucoup de sujets, en premier lieu les citoyens, n'ont aucun droit direct reconnu sur les objets dans la propriété sociale; les droits correspondants possèdent en premier lieu les organisations de travail constituées comme personnes morales.

Certains théoriciens soutenaient l'opinion selon laquelle la propriété sociale est à chacun et à personne, que dans un certain sens, par conséquent, elle appartient à chaque sujet en Yougoslavie, car chaque sujet tire d'elle des profits directs ou indirects, ou personne n'en profite, c'est-à-dire aucun sujet n'est son titulaire, si elle est considérée comme un tout.

Cette opinion est généralement abandonnée, comme étant, en premier lieu, inadéquate à la vie. Car, c'est à juste titre qu'on soulignait qu'il est impossible de considérer que la propriété sociale appartient à chacun parce que soi-disant chacun en tire un certain profit, à cela il y a deux raisons: premièrement, la propriété signifie l'appartenance directe de la chose et non point le profit qu'on en tire; deuxièmement, chaque sujet ne tire pas le même profit de la chose qui est dans la propriété sociale: certains sujets ont un profit direct, tandis que d'autres un profit qui est plutôt symbolique que réel ou bien qui n'est même pas symbolique.

Dès la promulgation de la Constitution de 1963 la conception s'est développée dans la théorie du Droit constitutionnel que la propriété sociale est une catégorie de droit constitutionnel, et non point une catégorie de droit patrimonial (civil), et qu'elle n'est pas le droit de propriété dans le sens du droit subjectif qui aurait un titulaire déterminé. Sur les choses dans la propriété sociale certains sujets, en premier lieu les organisations de travail, n'ont que des pouvoirs juridiques (les droits) spécifiés par la loi; ces droits sont souvent de volume et de contenu différents à savoir, d'une part, en fonction de l'espèce de la chose que le sujet possède et, d'autre part, en fonction de l'espèce du sujet qui possède la chose. Les droits que possèdent certains sujets sur les choses dans la propriété sociale ne sont pas des droits dérivés du droit de la propriété sociale, car ce droit n'existe pas, mais leurs droits originaires.

Cette conception est aujourd'hui l'une des conceptions dominantes et elle a trouvé son expression dans la Constitution.

Dans la science du droit civil a pris naissance la théorie, qui se maintient encore aujourd'hui, relative à la propriété sociale en tant que propriété divisée. En effet, la propriété sociale est considérée comme une sorte de propriété collective et on souligne, tout en s'efforçant de la prouver par des exemples, qu'aucun sujet ne possède intégralement le droit sur les choses qui constituent cette propriété, que personne ne possède tous les pouvoirs que contient le droit de propriété, mais qu'à propos de la même chose certains pouvoirs appartiennent à des sujets différents, et que, par conséquent, les pouvoirs relatifs à la propriété sociale sont répartis sur divers sujets; certains de ces pouvoirs sont de nature de droit civil, tandis que d'autres de droit public, de sorte que deux composantes existent de la propriété sociale: de droit civil et de droit public.

Dans les temps récents est apparue la théorie selon laquelle les sujets sur lesquels sont réparties les choses dans la propriété sociale sont en réalité les titulaires du droit de propriété sur les choses qu'ils possèdent. Ils se comportent envers ces choses comme envers les siennes et ils exercent les pouvoirs de droit de propriété en ce qui les concerne dans les limites spécifiées par la loi, comme le font du reste les propriétaires. Par conséquent, le droit d'usage qui leur est reconnu est en réalité le droit de propriété et c'est comme cela qu'il faudrait l'appeler. Cette théorie signale en particulier que les titulaires du droit de propriété sur les choses dans la propriété sociale sont des personnes morales socialistes, donc, des sujets qui n'existent pas et qui n'ont jamais existé dans les autres formations socio-économiques (capitalisme, féodalisme, etc.), et que la personne morale socialiste est le sujet socio-économique et juridique fondamental qui a pris possession des moyens de production et des

autres conditions de travail qui appartenaient au capitaliste dans la société bourgeoise.

Il y a une théorie relative à cette question selon laquelle la propriété sociale n'est pas le droit de propriété, car aucun sujet n'exerce ce droit exclusivement dans son intérêt, comme le font du reste les propriétaires. Les pouvoirs découlant de la propriété sociale sont répartis sur différents sujets: la société, l'organisation de travail et l'homme travailleur; chacun de ces sujets et tous ensemble exercent les pouvoirs qui leur ont été conférés non seulement dans leur propre intérêt mais aussi dans l'intérêt de la société, tant de la société existante aujourd'hui que de la société future. Les pouvoirs juridiques que possèdent les divers sujets ne sont pas leurs droits subjectifs, mais ce sont leurs compétences, leurs fonctions.

Enfin, il y a aussi des théories selon lesquelles la propriété sociale n'est ni un droit (droit subjectif) ni une institution juridique en général, mais une institution économique ou sociologique. Ces théories ont de nombreuses variantes et elles s'appuient sur certaines doctrines des classiques du marxisme qui se rapportent à la propriété.

Comme on peut s'en apercevoir, par ce qui précède, la propriété sociale représente une des questions qui est sujette à de nombreuses contestations dans la science yougoslave. Les théories exposées sont présentées d'une manière assez simplifiée; du reste, plusieurs parmi elles sont très obscures et souvent contradictoires en bien des points. Par conséquent, c'est à la science qu'incombe la charge et le devoir de procéder à une étude minutieuse de la propriété sociale, surtout de la pratique qui s'y rattache, et de donner l'explication qui correspond à la réalité et qui peut contribuer à l'avancement de la réalité socialiste. En ce moment on peut affirmer avec certitude que la propriété sociale est une catégorie juridique, mais en même temps une catégorie économique et sociologique. Les conceptions qui contestent à la propriété sociale le caractère juridique sont sans fondement, car la société socialiste contemporaine est toujours un ordre juridique et non seulement un ordre socio-économique.

5. *L'importance de la propriété sociale.* La propriété socialiste, soit étatique soit sociale, a une importance considérable pour la société socialiste. Elle est la négation de la propriété privée et des rapports de production capitalistes exploiteurs et le reflet des nouveaux rapports de production de la société socialiste, elle représente la base du développement et de l'édification ultérieurs des rapports socialistes en général. Cependant, la propriété sociale, dans la forme qu'elle a revêtue aujourd'hui dans la société socialiste yougoslave, est non seulement d'une importance socialiste générale mais aussi d'une importance spéciale. Cette importance est mise en évidence dans la Constitution de 1963 (voir la Partie introductive, les Principes fondamentaux, II, troisième alinéa), d'après laquelle: la propriété sociale des moyens de production „exclut la restauration de tout système d'exploitation de l'homme par l'homme", et „en abolissant l'aliénation de l'homme vis-à-vis des moyens de production et des autres conditions de travail, assure les conditions de l'autogestion des travailleurs dans la production et la répartition du produit du travail, ainsi que celles de l'orientation sociale du développement économique".

Donc, la propriété sociale représente, entre autres, la base de l'autogestion „des hommes travailleurs dans la production et la répartition du produit du travail", c'est-à-dire la base de l'une des caractéristiques fondamentales de la société démocratique socialiste yougoslave.

La propriété sociale et l'autogestion permettent que chaque producteur se sente sujet et d'éliminer l'inaliénabilité de propriétaire du producteur des moyens de production et des résultats du travail (soit en nature soit en argent). En effet, la propriété sociale et l'autogestion mettent le producteur dans une telle situation qu'il se comporte envers les choses qu'il produit et qu'il crée comme si elles lui appartenaient, eu égard que personne d'autre n'apparaît qui, en vertu de la propriété s'approprie ces choses et qui les gère, en faisant, d'une part, du producteur l'objet et, d'autre part, en se livrant à son exploitation.

La propriété sociale et l'autogestion rendent possible que la lutte soit efficace contre la bureaucratie qui prend naissance sur le terrain de la propriété d'Etat et qui s'organise par la verticale et l'horizontale en appareil bureaucratique tout puissant qui agit suivant le principe de l'obéissance du subalterne à l'égard du supérieur, c'est-à-dire du plus faible à l'égard du plus fort, et ce principe tend à se réfléchir sur toute la société, en étouffant la liberté de la pensée et de la critique en écrasant souvent les droits humains élémentaires.

La propriété sociale et l'autogestion, de concert avec les autres acquisitions socialistes yougoslaves, constituent „la base inviolable de la condition et du rôle de l'homme" dans la société (voir la Constitution de 1963, Partie introductive, Principes fondamentaux, II, deuxième alinéa).

III

LA PROPRIETE PERSONNELLE

Seuls les citoyens peuvent avoir la propriété personnelle, les personnes physiques seulement. La propriété personnelle comprend les objets „servant à la consommation personnelle, à l'usage ou à la satisfaction . . . des besoins culturels et aux autres besoins personnels" des citoyens (voir la Constitution de 1963, Partie introductive, article 23, premier alinéa).

Le fondement de la propriété personnelle en tant que forme de propriété se trouve dans la propriété sociale des moyens de production et dans le travail personnel basé sur ces moyens: „La propriété sociale des moyens de production constitue la base de la propriété individuelle que l'homme acquiert par son travail propre et qui sert à la satisfaction de ses besoins et intérêts personnels". (Constitution de 1963, Partie introductive, Principes fondamentaux, III, dixième alinéa). Donc, la propriété personnelle en tant que forme de propriété a deux qualités: premièrement, elle se rapporte aux objets qui servent à la consommation personnelle, à l'usage ou à la satisfaction des besoins personnels de l'homme en général et, deuxièmement, elle est la conséquence du travail personnel sur la base des moyens de production dans la propriété sociale. Ces deux conditions doivent être templies cumulativement.

Comme on peut s'en rendre compte, la propriété personnelle ne peut pas comprendre les moyens de production et les autres objets qui permet-

tent l'exploitation de la main d'oeuvre d'autrui ou l'acquisition des revenus sans travail personnel. Cependant, parfois dans la théorie et la législation on passe au-delà des cadres de cette notion de la propriété personnelle, de sorte que l'on considère comme propriété personnelle de même les moyens de production et les autres conditions de travail dans la propriété privée, pour autant que le propriétaire les utilise entièrement ou en majeure partie par son travail personnel ou éventuellement par le travail personnel des membres de sa famille, ainsi que les choses acquises sur la base de cette propriété qui servent à la satisfaction des besoins personnels des personnes mentionnées. Il nous semble, pourtant, que la propriété sur ces choses ne peut pas être considérée comme propriété personnelle. Par ailleurs, à cette propriété impriment un certain caractère personnel le travail personnel du possesseur et éventuellement des members de sa famille, ainsi que la satisfaction de leurs besoins personnels, et d'après ce fondement elle est très proche de la propriété personnelle; le législateur doit tenir compte de ce fait, surtout dans la société socialiste, pour empêcher qu'à la suite de l'application des mesures radicales relatives à cette propriété un grand nombre de petits propriétaires ne rejettent sur lui la responsabilité. Mais, dans le fond, cette propriété est, et elle reste, une propriété privée, car elle se rapporte aux moyens de production et autres conditions de travail, ainsi qu'aux choses acquises sur leur base, avec la tendance de se transformer en propriété exploiteuse privée. La propriété personnelle ne peut pas être le pendant de la propriété privée; elle est seulement le pendant de la propriété sociale.

Cependant, les choses qui constituent la propriété personnelle ne sont pas immunisées de la transformation en propriété privée, pour autant que la société socialiste ne crée les conditions qui sont en état d'éliminer ou de canaliser ce danger. Ainsi, l'automobile acquise par le travail personnel dans le secteur de travail social, qui sert au transport personnel du propriétaire et éventuellement des membres de sa famille, peut être transformée en propriété privée, si le propriétaire commence à pratiquer le transport des voyageurs en se faisant payer, ou une autre activité, par exemple l'achat et la vente des denrées alimentaires; l'argent gagné par le travail personnel dans le secteur de travail social, qui sert à la satisfaction des besoins personnels, peut être transformé en propriété privée — en capital privé, si le propriétaire commence à pratiquer le prêt à intérêt sous forme de profession. Le danger de la transformation de certaines choses de la propriété personnelle n'est pas seulement un danger théorique mais aussi un danger réel qui s'est déjà manifesté dans la société socialiste. C'est pourquoi cette société doit créer les conditions dans lesquelles les choses destinées à la propriété personnelle resteront en réalité la propriété personnelle.

La société socialiste protège et appuie le développement de la propriété personnelle des citoyens, car le degré de développement de la propriété personnelle reflète le degré de développement du niveau de vie. Or, un des buts fondamentaux de la société socialiste est l'accroissement constant du bien-être matériel des citoyens, car il représente le système dans lequel la garantie des conditions de vie de l'homme se trouve au premier plan.

Dans la société socialiste yougoslave il n'y a pas limitation au sujet des choses qui peuvent être dans la propriété personnelle à l'exception de la limitation que cela ne peuvent pas être les moyens de production et les autres conditions de travail. Par conséquent, dans la propriété personnelle peuvent être toutes les choses qui servent à la consommation, à l'usage et à la satisfaction des besoins personnels de l'homme.

IV

LA PROPRIETE PRIVEE

1. *La notion et les titulaires de la propriété privée.* On appelle propriété privée la propriété qui se rapporte aux moyens de propduction et autres conditions de travail, cela peut être un moyen d'exploitation de la main d'oeuvre d'autrui, c'est-à-dire un moyen d'acquisition des revenus (des moyens d'existence) sans fournir de travail personnel ou avec le travail personnel.

La possibilité de l'existence de la propriété privée en Yougoslavie est très restreinte. Tous les moyens (de production) les plus importants et les autres conditions de travail sont dans la propriété sociale. La propriété privée existe encore dans le domaine de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'artisanat, des services, des maisons d'habitation et des logements, des maisons et locaux commerciaux ou économiques. Exprimé en porcentages, dans la propriété privée se trouvent environ 82% de terrains agricoles, environ 55% de forêts et de terrains forestiers et environ 96% d'entreprises artisanales; parmi les services qui sont dans la propriété privée il y a encore un certain nombre d'objectifs hôteliers, surtout dans les environs des grandes villes et dans les petites agglomérations, ensuite une partie des services de taxi pour le transport des voyageurs et des marchandises, dans une mesure insignifiante les moyens de transport routier (camions), les moyens pour les menus services (cirage des parquets, des chaussures etc.) et, enfin, les menus moyens pour les distractions (les manèges des chevaux de bois, les petits champs de tir etc.); les petites maisons d'habitation et certains appartements peuvent être également dans la propriété privée, tandis que les locaux et les maisons commerciaux ou économiques en principe seulement pour autant qu'ils servent au propriétaire afin qu'il puisse exercer son activité.

La propriété privée est souvent appelée „propriété civile".

Les détenteurs (sujets, porteurs, titulaires, propriétaires) de la propriété privée peuvent être les citoyens (les personnes physiques) et les personnes de droit privé (de droit civil).

Les détenteurs de la propriété privée parmi les citoyens sont surtout les agriculteurs, les artisans, les personnes qui exercent certaines activités de service, les propriétaires de certains appartements et maisons d'habitation, et les propriétaires des maisons et locaux commerciaux ou économiques.

Les détenteurs de la propriété privée parmi les personnes morales civiles sont généralement les organisations ecclésiastiques.

Nous examinerons dans les traits fondamentaux la condition de propriété des personnes qui peuvent figurer comme détenteurs de la propriété privée.

2. *La propriété privée des agriculteurs et non-agriculteurs sur la terre et les conditions de travail dans l'agriculture.* L'agriculteur et son ménage peuvent avoir au maximum dix hectares de terre cultivable. Si par un acte juridique entre vifs (par exemple, l'achat, le don) il acquiert la terre au-delade ce maximum, l'excédent lui est pris sans indemnité. Cependant, si le maximum de surface labourable est dépassé à la suite d'un héritage, l'agriculteur a le droit d'option entre sa propre terre et la terre au-dela de ce maximum, l'excédent lui est pris sans indemnité. la terre qui dépasse ce maximum il a droit à une indemnité.

Les personnes qui ne sont pas agriculteurs peuvent avoir en propriété 3 à 5 hectares de terre labourable.

A l'agriculteur et à son ménage appartiennent la maison d'habitation et les dépendances qui servent à l'exercice de son activité d'agriculteur, ainsi que la terre sur laquelle ces bâtiments sont construits.

L'agriculteur et les membres de son ménage, ainsi que la personne qui n'est pas agriculteur, peut avoir un autre terrain forestier en propriété privée dans l'étendue qui est restée après la mise en application des prescriptions relatives à la réforme agraire et la colonisation.

L'étendue possible des terres boisées et les autres terrains incultes que peut posséder un ménage agricole varie entre 5 et 30 hectares (dans la République fédérée de Monténégro le maximum est un peu plus élevé).

Les non-agriculteurs peuvent avoir au maximum 5 hectares de terrains boisés et d'autres terrains incultes, mais seulement s'il s'agit de non-agriculteurs dans les régions forestières où il n'y a pas de terres cultivables. Les non-agriculteurs dans les autres régions peuvent avoir des terrains boisés et d'autres terres dans le cadre du maximum de 3 à 5 hectares de la surface totale des terres qu'ils peuvent posséder.

En réalité, les propriétés de terrains boisés et des autres terres des agriculteurs et des non-agriculteurs sont généralement très petits; il y a à cela plusieurs raisons: premièrement, après la mise en application des prescriptions relatives à la réforme agraire et la colonisation dans la propriété privée sont restées les propriétés de terres relativement petites en général, et en particulier les terrains boisés et autres terres; deuxièmement, les partages fréquents des ménages ont morcelé la partie cultivable de la terre et les terrains boisés et autres; troisièmement, nombre de non-agriculteurs au moment de la fondation des coopératives rurales de travail ont fait don à ces coopératives de toutes les terres qu'ils possédaient; quatrièmement, bon nombre de non-agriculteurs et d'agriculteurs dont la propriété foncière était de plus grande importance dans le cadre du maximum agraire, ont vendu une bonne partie de leurs terres et en premier lieu les terrains boisés. Néanimoins la Constitution de 1963 prévoit la possibilité de l'acquisition des terrains boisés et autres terres que possèdent les agriculteurs, ainsi que la possibilité de l'acquisition de la terre cultivable et des autres terres que possèdent les non-agriculteurs.

„La loi prévoit dans quelles limites et à quelles conditions les agriculteurs peuvent avoir un droit de propriété sur d'autres terres, ainsi que dans quelles limites et à quelles conditions les autres citoyens peuvent avoir un droit de propriété sur les terres agricoles et autres terrains.

Le droit de propriété sur les forêts et les terrains boisés est réglementé par la loi" (article 21, alinéas 3 et 4).

L'agriculteur et son ménage peuvent posséder aussi des machines agricoles, telles que les tracteurs, batteuses et autres. Le nombre du bétail n'est pas limité juridiquement, mais dans la réalité il est limité par l'étendue de la propriété et les possibilités de l'alimentation du bétail.

Dans le domaine de la production agricole dans la propriété privée on peut employer la main d'oeuvre d'autrui, mais dans le volume et les conditions déterminés par la loi.

Le propriétaire des biens que peut posséder dans la propriété privée un agriculteur et son ménage, ainsi qu'un non-agriculteur, est généralement une personne, mais cela peuvent être aussi plusieurs personnes, et même tous les membres du ménage.

La propriété privée sur la terre dans la société yougoslave est limitée non seulement quant à l'étendue de sa surface mais aussi en ce qui concerne le mode d'utilisation et la manière d'en disposer. Ainsi, la loi prévoit que le terrain agricole doit être utilisé aux fins de la production agricole, excepté en cas que par le plan urbaniste ce terrain est destiné à la construction des bâtiments; que le propriétaire privé de la terre cultivable doit exploiter la terre en faisant usage des mesures agro-techniques et de bonification, qui sont prescrites par l'organe de l'Etat sous peine que la terre soit placée sous administration coercitive; que le propriétaire privé doit entreprendre les mesures déterminées pour la protection de la terre de l'érosion et des avalasses; que le propriétaire privé de la terre doit s'intégrer dans le système d'hydro-bonification, si sa terre est comprise dans ce système; que le propriétaire privé de la terre doit, s'il veut vendre sa terre ou la donner à ferme, l'offrir en premier lieu à l'organisation de travail agricole sur le territoire de la commune où se trouve cette terre, et si cette organisation refuse l'offre, alors il peut vendre cette terre ou la donner à ferme à quelqu'un d'autre. Outre les restrictions mentionnées il y en a encore bien d'autres qui ont trait à la terre cultivable dans la propriété privée. Cependant, les restrictions existent aussi au sujet des forêts et des terrains boisés. Ainsi, le propriétaire privé ne peut pas entreprendre la coupe du bois à discrétion mais seulement avec l'autorisation de l'organe compétent; l'autorisation pour la coupe du bois peut être obtenue seulement si elle a pour but le reboisement et l'amélioration de la forêt (la coupe est autorisée des troncs tombés en désuétude, des troncs desséchés, des troncs courbés et inutilisables pour les matériaux de construction, la coupe qui a pour but de dégarnir le bois trop dense et qui permet une meilleure croissance de la forêt restante).

3. *La propriété privée de l'artisan.* L'artisan peut avoir en propriété privée les moyens pour l'exercice de l'activité artisanale et la maison ou le local commercial dans lequel il exerce cette activité, qui est enregistrée sous forme d'atelier artisanal. Il ne peut pas aliéner la maison ou le local commercial qu'il possède, mais il peut seulement la laisser en héritage à ses héritiers si tant est qu'ils exercent la même activité artisanale. Quand l'artisan ou ses héritiers cessent d'exercer l'activité artisanale, la maison ou le local commercial devient propriété sociale.

L'artisan peut exercer l'activité artisanale en utilisant la main d'oeuvre d'autrui, toutefois, il ne peut employer que cinq ouvriers au maximum. L'artisan peut organiser avec les autres artisans un atelier artisanal com-

mun en vertu d'un contrat d'association; six artisans au maximum peuvent s'associer, toutefois, le nombre total d'ouvriers ne peut pas dépasser six personnes. Comme on peut s'en rendre compte, dans la boutique artisanale de n'importe quel type plus de six personnes ne peuvent pas travailler; dans ce nombre ne se trouvent pas compris les apprentis.

La boutique artisanale peut produire aussi pour le marché, et non seulement travailler sur commande, et vendre ses produits tant dans la boutique qu'en dehors d'elle.

4. *La propriété privée des personnes qui exercent les activités de service.* Seules les personnes physiques peuvent avoir la propriété privée dans les activités de service. La propriété privée peut exister dans le domaine de l'hôtellerie, dans le domaine de diverses activités économiques de moindre importance (par exemple, pour le transport des bagages, le cirage des parquets, des chaussures, le nettoyage des vitrines), dans le domaine de transport des personnes et des marchandises (le service d'autotaxi, le transport routier des marchandises) dans le domaine de l'organisation des divertissement (par exemple, les champs de tir, les manèges de chevaux de bois) etc. Dans tous les domaines des activités de service où l'on rencontre la propriété privée il s'agit généralement des moyens de moindre importance pour l'exercice des services. Les services sont effectués par le travail personnel du propriétaire et des membres de sa famille, et exceptionnellement en employant la main d'oeuvre d'autrui et seulement dans les conditions prévues par la loi. Ainsi, dans une entreprise hôtelière privée on ne peut employer que trois ouvriers au maximum, sans compter les membres de la famille de l'hôtelier privé. L'hôtelier privé peut avoir en propriété la maison ou le local commercial dans lesquels il exerce son métier d'hôtelier, ainsi que l'inventaire nécessaire à l'exercice de cette activité. Dans les autres domaines des activités de service la propriété peut englober tous les objets qui servent à l'exercice de l'activité en question (par exemple, l'automobile pour le service de taxi, le camion pour le transport des marchandises, le manège de chevaux de bois, le local pour le cirage des chaussures, la machine pour le raclage des parquets et d'autres objets).

5. *La propriété de l'appartement et de la maison d'habitation.* La propriété des appartements et des maisons d'habitation est considérée en théorie, et même dans la législation, tant propriété personnelle que propriété privée; personnelle — en cas que l'appartement ou la maison d'habitation sert de demeure au propriétaire et aux membres de sa famille, et privée — pour autant que l'appartement ou la maison d'habitation est donné à bail soit en partie soit en totalité.

La propriété privée, c'est-à-dire personnelle, de l'appartement ou de la maison d'habitation ne peuvent posséder que les citoyens, seulement les personnes physiques.

En principe, seule la maison d'habitation familiale peut être dans la propriété privée, c'est-à-dire la propriété personnelle; est considérée comme telle la maison avec deux appartements sans égards à leur grandeur, ou la maison avec trois petits appartements (est considéré comme petit appartement celui qui n'a que deux chambres et les pièces accessoires). Le citoyen peut être propriétaire de l'une des maisons d'habitation mentionnées; ou de deux maisons d'habitation familiales, mais il

ne peut avoir en propriété que deux appartements et un petit appartement en tout; ou il peut avoir en propriété une maison d'habitation familiale et un appartement par étage; ou deux appartements par étage. Le citoyen peut avoir la propriété dans une maison d'habitation, outre sur deux appartements ou trois petits appartements, de même sur un appartement accessoire (est considéré comme tel un appartement qui d'après sa destination ou d'après sa structure, sa situation dans le bâtiment ou son confort représente une partie accessoire de la maison). Exceptionnellement, le citoyen peut avoir la propriété d'une maison d'habitation qui, outre un appartement ou deux petits appartements, a des locaux commerciaux ou économiques qui ne dépassent pas la superficie de 70 mètres carrés. Le citoyen qui a la propriété d'une maison d'habitation ou d'un appartement et qui est propriétaire d'un magasin ou d'un cellier qui fait partie de la maison ou qui se trouve dans la cour, à condition qu'il ne s'agit pas d'un magasin ou d'un cellier pour l'exercice d'une activité économique. Le citoyen peut avoir aussi en propriété un garage pour y garer deux automobiles au maximum. Enfin, le citoyen peut avoir de même en propriété une maison de repos (dite maison de week-and), mais elle est prise en considération dans la détermination du maximum de propriété des appartements et maisons d'habitation qu'on peut posséder „si d'après les qualités de construction et les possibilités d'utilisation elle a le caractère propre d'un appartement, c'est-à-dire d'une maison d'habitation".

Le terrain sur lequel se trouve la maison d'habitation ou la maison de repos, et les autres pièces, et qui appartiennent au citoyen sous forme de propriété, peut être, ainsi que le terrain qui entoure le bâtiment, dans la propriété du citoyen.

D'autre part, toutes les maisons d'habitation qui ne se trouvent pas incluses dans l'une des catégories des maisons mentionnées qui peuvent être dans la propriété des citoyens, se trouvent dans la propriété sociale. Dans ces maisons on peut avoir seulement la propriété sur un certain appartement (appelée propriété par étage); cependant, la maison en tant qu'un tout se trouve dans la propriété sociale.

Les pièces et les maisons d'habitation dans le volume mentionné peut posséder chaque citoyen de Yougoslavie, indépendamment du fait s'il est propriétaire d'une maison ou d'un local pour l'exercice des activités commerciales ou économiques.

6. *La propriété privée sur les maisons et les locaux commerciaux ou économiques.* La maison ou le local commercial ou économique peut avoir en propriété, comme nous l'avons dit plus haut, l'agriculteur et l'artisan, en outre aussi une personne qui exerce une activité de service (dont il a été question dans le paragraphe 4), dans les mêmes conditions qu'un artisan. Dans tous les cas de possession des maisons ou locaux commerciaux ou économiques sous forme de propriété il s'agit de petites maisons ou de petits locaux commerciaux ou économiques. Les grandes maisons et locaux commerciaux ou économiques se trouvent tous dans la propriété sociale.

7. *La propriété privée des organisations ecclésiastiques.* Les organisations ecclésiastiques en tant que personnes morales civiles peuvent avoir

la propriété sur la terre et sur les maisons qui servent à l'exercice du culte, telles que: les temples, les églises, les monastères, les écoles confessionnelles etc. Le temple, le monastère ou l'institution religieuse peut avoir en propriété des terres d'une superficie totale de 10 hectares, et s'ils représentent une grande importance historique 30 hectares de terre cultivable et 30 hectares de forêt.

8. *Les perspectives de la propriété privée en Yougoslavie.* Comme on peut s'en rendre compte, par ce qui précède, la propriété privée en Yougoslavie n'existe que dans certains domaines de vie et dans un volume restreint. Elle est de même limitée en ce qui concerne le mode d'exploitation et de disposition.

Eu égard que la Yougoslavie est un pays socialiste, dont le programme est l'édification d'une société sans classes et non-exploiteuse, il en résulte que le développement de la propriété privée n'a pas de perspectives dans une telle société. Au contraire, il faut s'y attendre qu'au cours du temps la propriété privée se transformera en propriété sociale. Cette transformation doit être effectuée progressivement et sur la base volontaire. L'expérience a prouvé que le propriétaire privé est disposé à s'intégrer dans le secteur privé de l'économie, pour autant qu'il trouve que sa famille et lui même pourront en tirer un plus grand profit que ne serait en mesure de leur assurer le travail privé. En effet, dès aujourd'hui un grand nombre de propriétaires privés, surtout les agriculteurs, collaborent très activement avec le secteur social de l'économie, en particulier par la voie de coopération. Cette forme de collaboration permet d'espérer que dans un avenir prévisible pourra se réaliser la socialisation de la propriété privée en propriété sociale. Cependant, il ne faut pas exclure la possibilité des autres modes de socialisation de la propriété privée.

V

LA PROPRIETE DES ORGANISATIONS SOCIO-POLITIQUES ET ASSOCIATIONS

Les organisations socio-politiques, telles que: la Ligue des communistes, l'Union socialiste du peuple travailleur, l'Union des syndicats, l'Union de la jeunesse, l'Union des combattants de la guerre de libération nationale et bien d'autres, et les associations, telles que: professionnelles, les associations sportives et culturelles, l'association des philatélistes et bien d'autres, peuvent avoir la propriété sur les objets qui servent à l'exercice de leur activité. La Constitution de 1963 a stipulé à ce sujet ce qui suit:

„La loi détermine les conditions dans lesquelles les organisation socio-politiques et les associations de citoyens peuvent avoir un droit de propriété sur les biens immeubles et autres biens servant à la réalisation des intérêts communs de l'organisation; elle prescrit aussi les conditions dans lesquelles elles peuvent disposer des moyens sociaux servant au même but".

Les biens immeubles, dans la propriété des organisations socio-politiques et associations, peuvent être la terre et la maison, et parmi les autres biens, un certain moyen de production qui sert à la réalisation des intérêts communs des membres et des buts de l'organisation ou l'asso-

ciation (par exemple, la machine pour l'impression des publications de l'organisation socio-politique ou association). Les autres biens qui se trouvent dans la propriété des organisations socio-politiques et associations sont en premier lieu les moyens pécuniaires; ces moyens constituent souvent la partie principale du patrimoine de l'association ou de l'organisation socio-politique.

Comme nous l'avons dit au début, dans la théorie juridique la question relative à la nature de la propriété que possède les organisations socio-politiques et les associations fait l'objet de contestation. Certains théoriciens considèrent que leur propriété est une propriété privée, tandis que d'autres que c'est un „droit de propriété collectif" qui est „d'après sa fonction propriété collective, et d'après la forme juridique elle se raproche de la propriété personnelle des citoyens" (J. Djordjević, Droit constitutionnel, Savremena administracija, Beograd, 1967, p. 153). On peut dire qu'il y a des éléments tout aussi bien pour l'une que pour l'autre affirmation. Il nous semble, cependant, que dans les conditions de vie substantiellement transformées, comme c'est le cas dans la Yougoslavie socialiste, il est trop audacieux d'inclure la propriété des organisations socio-politiques, et même des associations, dans la propriété privée, sans égards à certaines ressemblances avec elle; de plus, cela ne correspond pas aux buts que poursuivent et pour lesquels existent les organisations socio-politiques et les associations, ni aux activités qu'elles exercent, enfin ni au rôle qu'elles jouent dans la société. Dans les conditions de la société bourgeoise, qui repose sur la propriété privée, la propriété des organisations de ce genre ne peut pas ne pas avoir un caractère privé, car les buts mêmes de ces organisations, et leur activité et leur rôle sont principalement orientés vers la conservation de la société borgeoise en tant que société de la propriété privée; même lorsque ce n'est pas le cas, mais quand il s'agit de l'organisation socio-politique ou de l'association qui lutte pour les idées socialistes, la société bourgeoise ne peut pas, dans les conditions de la prédominance générale de la propriété privée, renoncer de traiter la propriété d'une telle organisation ou association comme propriété privée. Adopter la même attitude à l'égard de la propriété des organisations socio-politiques et associations de la société socialiste, dans laquelle prédomine de beaucoup la propriété sociale, signifie ignorer que les conditions de la vie sociale sont substantiellement modifiées et que les buts, l'activité et le rôle des organisations socio-politiques et des associations ont subi de profondes modifications dans la société socialiste. C'est pourquoi nous avons séparé leur propriété en tant que catégorie spéciale de propriété, en nous abstenant de la qualifier soit comme propriété sociale, soit comme propriété privée, soit comme une autre propriété.

VI

CONCLUSION

Par ce qui précède on peut conclure, tout d'abord, que la propriété sociale, la propriété privée, la propriété personnelle et la propriété des organisations socio-politiques et associations sont les formes de propriété par lesquelles sont acquis tous les objets, tous les biens matérieles,

dans la société socialiste yougoslave. Cette constatation ne peut pas être contestée même si l'on adopte une autre systématique fondamentale des formes de propriété.

Dans l'exposé des diverses formes de propriété sont indiqués, généralement par catégories, presque tous les sujets qui apparaissent comme titulaires de diverses formes de propriété. En négligeant certaines catégories de sujets qui peuvent apparaître comme titulaires de certaines formes de propriété (par exemple, des étrangers et des personnes morales étrangères) on n'a pas changé l'aspect fondamental des rapports de propriété en Yougoslavie, car la propriété de ces sujets est possible dans des conditions très limitées et elle est d'un volume presque insignifiant.

Parmi les formes de propriété, la propriété sociale est, comme nous l'avons signalé, la forme de propriété la plus importante tant d'après les biens qu'elle englobe, que d'après le volume et d'après le rôle qu'elle joue dans la société socialiste yougoslave. Elle englobe les biens les plus importants dans la société, en premier lieu la majeure partie des moyens et instruments de production; sur la base de la propriété sociale de ces moyens se forme la plus grande partie des biens de consommation. Considéré en principe, dans la propriété sociale peut être tout objet; à ce sujet il n'y a pas d'exceptions. Il est de même important de souligner que la propriété sociale se développe et (s'amplifie) constammant, de sorte que, considéré en perspective, elle doit englober tous les moyens et instruments de production ou presque tous; le développement et l'amplification de la propriété sociale doit se réaliser en premier lieu par la socialisation de la propriété privée. L'importance de la propriété sociale peut être mise en relief de la meilleure façon en disant que de concept avec l'autogestion et le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple travailleur, elle a contribué à créer de la société yougoslave contemporaine une véritable société démocratique socialiste.

La propriété sociale n'est pas encore un phénomène théoriquement expliqué d'une manière suffisante. En ce qui la concerne il y a aujourd'hui de nombreuses conceptions. Cependant les dissensions théoriques généralement n'ifluent pas négativement sur son fonctionnement pratique et sur son importance et son rôle social.

La propriété personnelle est la deuxième forme de propriété quant à l'importance pour la société socialiste. Elle découle du travail personnel et elle se fonde sur la propriété sociale des moyens de production. Elle englobe les biens qui servent à la consommation, à l'usage et à la satisfaction des besoins personnels des citoyens en général. La société socialiste prête son concours au développement de la propriété personnelle, car son volume et la richesse de sa structure reflètent le niveau de vie de la société socialiste.

La propriété privée dans la société socialiste yougoslave est de volume limité, elle est aussi limité tant au point de vue de l'utilisation que du droit de disposition de la part du propriétaire; elle existe dans un volume plus ou moins grand dans un nombre insignifiant de domaines de vie: dans l'agriculture, l'exploitation forestière, l'artisanat, dans le domaine de l'habitation, en considération des maisons et locaux commerciaux ou économiques et dans certains domaines des activités de service (par exemple, dans l'hôtellerie, le transport par autotaxis etc.). La

propriété privée n'a pas de perspectives de développement dans la Yougoslavie socialiste. Elle est constamment repoussée par la propriété sociale et la propriété personnelle; dès aujourd'hui la production sur la base de la propriété privée est étroitement liée au secteur social de l'économie sur la base de la propriété sociale, surtout dans le domaine de l'agriculture. Considérées en perspective, la propriété sociale et la propriété personnelle doivent réduire au minimum, et même éliminer, la propriété privée.

Enfin, la propriété des organisations socio-politiques et associations est telle qu'il est justifié de les présenter séparément. Elle ne peut pas être considérée, à notre avis, en tant que propriété privée, comme le font certains théoriciens.

En terminant cet exposé nous signalerons que toutes les données ci-dessus présentées sur les formes de propriété en Yougoslavie doivent être considérées comme un tableau général de la pratique, de la législation et de la théorie dans ce domaine de vie. Pour mieux connaître, et d'une manière plus détaillée, ce problème il serait nécessaire de disposer de plus de temps et de plus d'espace.

Dr. Andrija GAMS,
Professeur à la Faculté de droit de Beograd

ASPECTS JURIDIQUES DE LA PROPRIETE SOCIALE[1]

1. La propriété sociale est une catégorie juridique entièrement nouvelle, bien loin de s'être cristallisée à l'heure actuelle, même après la promulgation de la nouvelle Constitution. Quelques-uns de ses éléments font toujours l'objet de discussions. On le conçoit aisément. Il suffit de rappeler que, même dans des branches de droit traditionnelle, en droit civil par exemple, on discute toujours de très nombreuses notions. On le concevra plus aisément encore, si l'on songe qu'il s'agit en l'occurence d'une très grande portée.

A l'époque où la société bourgeoise moderne, à organisation économique capitaliste, se constituait, la tâche du législateur était facile. Il n'avait qu'à prendre au droit romain un modèle tout fait: la propriété privée-romaine, ainsi que le système juridique qui s'était formé sur la base de cette propriété privée: le droit civil moderne. C'est ce qu'ont fait les rédacteurs des codes civils du début du XIX-ème siécle, et notamment ceux du Code civil français et du Code civil autrichien. Mais, nous autres ne pouvons emprunter notre modèle à l'histoire du droit. Nous ne le pouvons d'autant moins que la propriété sociale yougoslave diffère également, par ailleurs, de la propriété d'Etat collective que l'on rencontre en Union Soviétique et en autres pays socialiste.

Si l'on veut formuler telle ou telle propriété, on doit d'abord analyser la base économique et sociale qu'elle traduit. Autrement dit, si l'on veut bien comprendre la propriété sociale en tant que catégorie de droit on doit au préalable élucider cette même propriété en tant que catégorie sociale et, davantage encore, économique.

A cet égard, nous nous heurtons dès l'abord à la question de savoir ce qu'est la propriété du point de vue social et économique. Les auteurs bourgeois, ceux du XX-ème siécle, se sont rarement posés la question. C'est qu'ils considéraient la propriété privée, sous sa forme achevée et indiscutable, comme une catégorie éternelle. On oubliait que la propriété

[1] Le présent travail, dans la mesure surtout où il constitue un essai de généralisation théorique de la propriété sociale en R.S.F.Y., renferme des vues qui sont personnelles à l'auteur. Il est à noter que, concernant les fondements théoriques aussi bien que les aspects juridiques, politiques, philophiques, etc. de la propriété sociale, on rencontre dans la doctrine yougoslave d'autres positions, qui divergent de celles qui sont exposées ici.

est un fait historique, et que la propriété du droit romain, qui a passé de ce droit-là dans le droit bourgeois moderne, n'est que l'une des formes historiques revêtues par la propriété. Qu'est donc la propriété au sans économique? Selon la définition fameuse de Karl Marx, que l'on trouve dans la préface à la *Critique de la politique économique*, la propriété: c'est l'appropriation d'une part de la nature, accomplie dans une forme sociale bien déterminée et au moyen de celle-ci. La propriété est donc une appropriation de biens économiques. Celui qui s'approprie une chose est son propriétaire économique. L'appropriation est la catégorie économique élémentaire. Elle est la fin en même temps que le mobile de toute activité économique. Nous produisons afin de pouvoir nous approprier des produits. C'est ce qui explique que la propriété et le travail soient les deux catégories économiques élémentaires, et qu'elles soient deux catégories constantes. Les rapports entre propriété et travail déterminent les autres rapports sociaux. Au début, travail et propriété coïncident dans la société humaine. Celui qui travaille a la propriété des moyens de travail, de même que celle des produits de son travail. Ensuite vient une époque où le travail se détache de la propriété. La naissance des sociétés de classes, de sociétés exploiteuses devient dès lors possible. Que le travailleur lui-même soit la propriété du propriétaire des moyens de travail, comme c'est le cas dans une société fondée sur l'esclavage, ou bien partiellement dans le féodalisme, ou qu'il soit personnellement libre mais séparé des moyens de production qui appartiennent à un autre et non à lui-même comme c'est le cas dans le capitalisme, nous avons à faire à une société de classes, à une société exploiteuse. Or, le socialisme se propose précisément — c'est là son objectif essentiel — d'unir à nouveau travail et propriété de les réunir à un niveau plus élevé.

La propriété, déterminant les autres rapports économiques et de production, y compris et en dernière analyse le rôle et la place du travail dans la société, Marx et Engels entendent parfois par propriété l'ensemble des rapports de production (par exemple: dans le Manifeste communiste et dans d'autres ouvrages). Il s'agit, en l'occurrence, de la propriété entendue au sens large, en d'autres termes de la notion sociale de propriété.

Ce qui nous intéresse, nous, c'est la notion juridique de propriété. La propriété en termes de droit, c'est l'ensemble des dispositions qui, sous forme de droits ou pouvoirs et d'obligations juridiques, réglementent l'appropriation économique. Les deux notions ne coïncident pas toujours. Et, par exemple, le pérégrin en droit romain n'était pas, au point de vue du droit, propriétaire de la chose qu'il s'appropriait. Car le droit romain ne reconnaissait que la propriété quiritaire, au début tout au moins. Autre exemple encore plus simple, le voleur s'approprie économiquement telle ou telle chose, il en est propriétaire du point de vue économique. Le droit, toutefois, ne le reconnait point pour propriétaire (ce n'est qu'un possesseur, ce qui revient à dire qu'il est propriétaire au sens économique). La non-coïncidence est intéressante d'un point de vue social plus large, lorsqu'elle est le résultat d'un processus social déterminé. Nous disons, en pareil cas, que la *teneur* économique et sociale a débordé la *forme* juridique. A l'heure actuelle par ex., de grosses organisations économiques ont, dans les pays occidentaux et du point de vue du droit, la propriété privée de leurs moyens de production bien qu'ils s'agisse

essentiellement en l'occurrence de propriété sociale. On rencontre, par exemple, dans quelques pays bien entendu la propriété privés, au point de vue du droit formel, des moyens de transport communs, bien que nous avons déjà là en fait, et au point de vue économique, des éléments de la propriété collective.

Par ailleurs, les techniques de formulation juridique de la propriété peuvent différer de pays à pays. Pour ne citer qu'un seul exemple, la propriété privée capitaliste moderne est, sur le continent européen, conçue comme un droit absolu et unitaire: un objet, une propriété (dans la co-propriété, le droit lui—même est unitaire, c'est l'exercice du droit qui se divise). Par contre, dans les droits anglo-saxons, et s'il s'agit notamment de propriété de biens immeubles, la propriété est conçue comme un ensemble de plusieurs droits de propriété autonomes qui peuvent se rapporter à une seule et même chose.

2. Si l'on considère l'évolution historique de la propriété, on peut ramener les formes de propriété historiques à deux sortes essentielles: la propriété collective, d'une part, la propriété privée ou, si l'on veut, de droit civil, d'autre part.

Il est faux de croire, comme font certains, que la propriété privée soit celle qui exploite. Lorsqu'on traite de la propriété privée du point de vue socio-politique, c'est ainsi que d'ordinaire on la qualifie. Mais l'histoire connait une petite propriété paysanne, une petite propriété artisanale, qui ne furent pas exploiteuses. Chez nous aussi, on rencontre à l'heure actuelle cette propriété privée des paysans laborieux, des petits artisans. Propriété et travail sont réunis en pareil cas; la propriété est exploitée par la main d'oeuvre fournie par le propriétaire et sa famille, et non point au moyen d'un travail salarié. Nous avons, d'autre part, des formes de propriété collective qui sont exploiteuses. Dans l'Antiquité, par exemple, les citoyens de Sparte faisaient cultiver les terres collectives par leurs esclaves. De même, la propriété féodale, propriété indéniablement collective, n'en est pas moins exploiteuse.

Il n'importe non plus, lorsqu'on veut faire la différence, que l'objet de la propriété soit approprié par un individu ou par la collectivité. Ainsi par exemple, si une société anonyme, considérée en tant que collectivité s'approprie une usine, nous avons là indéniablement une propriété privée. D'autre part, la propriété étant une appropriation, c'est nécessairement un individu qui réalise sa fin dernière. On qualifie de propriété personnelle ce que l'individu prélève sur la propriété collective afin de pouvoir satisfaire ses besoins propres.

On peut énoncer comme suit la différence essentielle entre la propriété privée et la propriété collective: l'objet de la propriété privée est une *marchandise;* l'objet de la propriété collective est un bien économique qui *n'est pas une marchandise.*

La marchandise est un bien économique que l'on produit, non pas pour satisfaire ses besoins propres, mais bien pour l'échanger contre d'autres biens économiques sur le marché. La production de marchandises suppose une organisation spéciale de la société, une société qui est brisés en producteurs autonomes, indépendants et égaux en droit, autrement dit l'„atomisation" de la société. Le propriétaire de la marchandise doit disposer de la *liberté* de produire la marchandise et de l'échanger

contre d'autres marchandises. Aussi la propriété privée, superstructure juridique de la marchandise, comporte-t-elle la liberté d'usage et de disposition en faveur du propriétaire. Marx formule lumineussement ce fait au début du chapitre II de la première partie du tome I du *Capital:* „Les marchandises ne peuvent aller toutes seules au marché, ni s'échanger toute seules les unes contre les autres. Aussi doit-on rechercher leurs propriétaires. Les marchandises sont des choses, et de ce fait-là même sans résistance à l'égard de l'homme . . . S'ils veulent mettre ces choses en rapports les unes avec les autres en tant que marchandises, leurs gardiens doivent se comporter chacun vis-à-vis de l'autre comme *une personne* dont la volonté réside dans la chose en question, si bien, qu'en aliénant sa marchandise propre elle ne pourra s'approprier celle d'autrui qu'au moyen de la volonté d'autrui . . . Aussi doivent-ils se reconnaître l'un à l'autre la qualité de *propriétaire privé.* Ce *rapport de droit,* qui revêt la forme d'un contrat, que cette forme soit juridiquement développée ou non, est un *rapport des volontés* qui traduit un rapport économique. C'est ce rapport économique qui *fournit son contenu au rapport de droit ou rapport de volontés . . .*" C'est la propriété privée qui conditionne la liberté de tester, un système de droit privé ou de droit patrimonial spécialement charpenté, ainsi que la division du droit en droit privé et droit public.

La propriété collective implique: 1) une unité sociale solidement organisée et formant un tout autonome; 2) une unité sociale qui produit sous un régime particulier, arrêté à l'avance, et 3) une unité sociale qui produit en vue de la satisfaction des besoins de ceux qui la composent. Dans la propriété privée, c'est l'appropriation *économique,* ou en d'autres termes l'exploitation de la valeur économique qu'offre l'objet de la propriété qui est au premier plan. Dans la propriété collective on trouve entremêlés des éléments de droit privé et de droit public; l'appropriation purement économique y est accompagnée de pouvoirs de droit public (bien que ces éléments ne soient pas sciemment différenciés dans les formes historiques revêtues par la propriété collective). Au nombre des formes caractéristiques de la propriété collective, il convient de mentionner: la *familia* de la Rome antique la *zadrouga* des Slaves du Sud (qui s'est maintenue jusqu'à une date toute récente), la propriété tribale, la propriété communale, la propriété féodale, etc. On ne rencontre que rarement dans l'historie la propriété collective ou la propriété privée à l'état pur. Ce sont, le plus souvent des formes mixtes ou de transition qui font leur apparition. Des formules différentes de propriété collective peuvent de même, se combiner: propriété communale et propriété féodale au Moyen-âge, propriété familiale et propriété tribale, etc.

A l'heure actuelle, on voit apparaître des formes nouvelles de propriété collective. Il s'agit en l'occurrence de la propriété socialiste que l'on rencontre dans les pays qui édifient le socialisme, sans doute, mais aussi de la propriété dite capitaliste d'Etat que l'on trouve dans les pays capitalistes très évolués. La propriété des grosses sociétés anonymes et de leurs trusts, cartels ou des autres associations (les associations internationales en particuler) la propriété des entreprises nationalisées, celle des entreprises de services publics, les différentes formules de concession, d'imposition, etc. et les autres limitations financières apportées à la pro-

priété privée, les différentes limitations à la propriété immobilière, etc., etc. toutes ces formules-là combinent des éléments de propriété collective et des formes de droit privé qui subsistent encore. Toutefois, le domaine public, dont l'étendue ne cesse de croître, demeure la forme tradionelle revêtue par la propriété collective dans ces pays-là.

a) La propriété socialiste est la formule de propriété collective dont l'édification des rapports socialistes constitue la fin dernière, et les rapports socialistes planifiés font la base économique. On discute pour savoir si elle est entièrement parachevée dans tel ou tel pays. Des discussions ont lieu entre juristes, et aussi entre théoriciens politiques du socialisme que portent sur les éléments concrets et les traits caractéristiques de cette propriété-là. La forme la plus répandue de la propriété socialiste, c'est la propriété socialiste d'Etat que l'on rencontre dans les pays de ce qu'il a été convenu, il y a quelques années, de dénommer le camp socialiste. Les moyens de production sont collectivisés dans leur totalité; ils sont la propriété de l'Etat, unique propriétaire des biens formant le partimoine socialiste d'après la théorie qui prédomine dans ces pays-là. L'Etat use des moyens de production collectivisés par l'entremise de ses organes et dans le cadre général d'un plan arrêté à l'avance et développé dans ses détails par des décisions administratives. Cette propriété socialiste d'Etat risque, dans les pays industriellement sous-développés surtout, de donner naissance à une couche de bureaucrates qui voudra dépouiller les masses laborieuses de leurs droits et s'efforcera d'échapper au contrôle politique des masses. En fait, le danger vient précisément de ce que la réglementation légale de la propriété apparaît trop prétentieuse lorsqu'on la compare à une base économique qui est sous-développée.

Toutefois, et bien que la propriété socialiste d'Etat soit la forme essentielle revêtue par la propriété dans ces pays-là, la planification centralisée et rigide de l'économie et, de ce fait-là même, la gestion centralisée des objets de la propriété sont en train de s'y atténuer à l'heure actuelle. L'autonomie des entreprises et leur participation dans le revenu effectué par celles-ci s'âccroit; une décentralisation apparaît.

b) En Yougoslavie, on rencontre un type très particulier de propriété socialiste: la propriété sociale. La nouvelle Constitution yoguslave comporte des dispositions relatives à la propriété sociale au titre II du premier chapitre qui est consacré à l'organisation socio-économique du pays. La propriété sociale présente, en Yougoslavie ce caractère particulier qui est de se rattacher au système général de l'autogestion. Elle est fonction de l'autogestion. A l'inverse, l'autogestion prend son dévéloppement avec la propriété sociale actuellement existante à la base. Aussi est-ce propriété „sociale" et non pas „d'Etat". Elle ne comporte pas de titulaire unique qui serait l'Etat. Au contraire, étant une propriété de la société entière, ses titulaires en termes de droit sont des organisations sociales que la Constitution dénomme „organisations de travail" (art. 9 à 11). En même temps que l'autogestion fait la base de l'organisation du travail, et grâce à celle-ci, on voit apparaître un autre principe fondamental de la Constitution: à savoir la répartition du produit social obtenu par le travail qui s'exerce sur les moyens de production formant la propriété, proportionnellement à la quantité et à la qualité du travail fourni par chacun; plus exactement fourni par chaque collectif ou communauté

de travail aussi bien que par chacun des individus au sein dudit collectif ou communauté (bien entendu, dans la mesure où il est possible d'obtenir ce résultat dès aujourd'hui, alors que des rapports de marché subsistent toujours dans la société). Autre trait caractéristique de la propriété sociale, est que celle-ci s'accompagne d'une planification économique qui loin d'être administrative, rigide et d'Etat, est une planification des dimensions fondamentales de l'économie.

3. Nous décrirons ici la propriété sociale telle qu'elle se présente dans notre droit positif, ce qui fait son objet, quelles sont ses titulaires, et quelle est sa teneur. Nous traiterons, enfin, de quelques-unes des formes revêtues par la propriété sociale.

a) Dans le droit yougoslave, toute chose, tout bien peuvent faire *l'objet* de la propriété sociale. Il y a, toutefois, des biens qui peuvent faire l'objet de la propriété privée aussi bien que constituer un objet de la propriété sociale.

On ne peut avoir la propriété privée des moyens de production. La propriété sociale des moyens de production est seule admise, en principe tout au moins. C'est ce que formule la Loi sur la nationalisation des entreprises économiques du 6 décembre 1946, amendée et complétée par la Loi du 23 avril 1948. Les deux lois embrassent les branches économiques suivantes: l'industrie (en fait, les industries lourde, moyenne et légère), la banque, le commerce, les moyens nécessaires à l'exercice d'activités sanitaires ou culturelles, etc., à l'exception de l'agriculture. A titre exceptionnel encore, dans l'artisanat, l'hôtellerie, le petit transport urbain (ex. les autotaxis), des moyens de production peuvent faire l'objet de propriété privée.

La terre peut de même faire l'objet de propriété privée. A l'heure actuelle, des propriétaires privés possèdent toujours la majeure partie des terres de Yougoslavie. Toutefois, la Loi sur la réforme agraire et la colonisation du 16 mai 1946 a limité à 20 ha l'étendue maximum de la propriété privée du sol (en 1953, la Loi sur le fonds foncier national abaissait ce maximum à 10 ha). Par ailleurs, le sous-sol, ainsi que les eaux (à l'exception, bien entendu, des eaux dormantes dans les limites d'un domaine) sont propriété sociale.

Aux termes de la Loi sur la nationalisation des maisons d'habitation et des terrains à batîr du 31 décembre 1958 une maison d'habitation ne peut faire l'objet de propriété privée qu'à condition de ne comporter que deux appartements (ou trois petits appartements). Deux appartement dans une maison d'habitation comprenant plusieurs appartements peut, de même, faire l'objet de propriété privée. La maison d'habitation comprenant de nombreux appartements est propriété sociale.

On doit, toutefois, distinguer parmi les biens qui forment la propriété sociale, les biens constituant la propriété sociale qui sont dans le commerce, qui sont donc également des marchandises, qui sont soumis à un régime juridique différent de ceux qui ne sont pas dans le commerce et que nous dénommons biens publics. Les machines, outils, usines et installations, les moyens de production pour tout dire, ainsi que les produits finis, rentrent dans la première catégorie. Il s'agit, en l'occurrence, d'objets de la propriété sociale au moyen desquels les organisations économiques sociales exercent leur activité. Quant aux biens

publics, ils comprennent tradionnellement les routes, rues, squares, monuments publics, ouvrages militaires, édifices publics, inventaires des établissements publics, administrations, et autres biens servant à l'usage public et commun.

On rencontre, entre ces deux types fondamentaux d'objets de la propriété sociale, des formes de transition. C'est ainsi que la terre faisant partie de la propriété sociale est dans la circulation, sans doute, mais de manière très limitée. Les maisons d'habitation, les moyens des institutions à autofinancement, etc. sont soumis, de même à un régime de transition spécial.

b) Les *titulaires* de la propriété sociale. Le problème des titulaires de la propriété sociale prête toujours à discussion dans notre doctrine. Il est incontestable que la propriété sociale, dans la mesure où elle apparaît comme un droit (elle est notamment, à l'heure actuelle, un *droit* réglementé par de nombreuses prescriptions légales positives), a ses titulaires ou, comme nos prescriptions positives disent, ses usagers. C'est surtout le cas lorsqu'elle apparaît comme un droit patrimonial subjectif. Toutefois, la propriété sociale n'apparaît point un droit subjectif unitaire, comme c'est le cas de la propriété privée en droit romain ou dans le droit bourgeois classique. C'est, au contraire, un ensemble comprenant plusieurs droits subjectifs. La propriété sociale a donc plusieurs titulaires, et non pas un seul.

Ce fait est entièrement conforme au système d'autogestion en vigueur en Yougoslavie. L'organisation d'autogestion qui exerce son activité sur des biens faisant partie de la propriété sociale, représente sans doute l'intérêt social au cours de l'exercice de cette activité. Mais elle peut avoir également son intérêt propre, son intérêt à elle, qui se présente sous la forme d'un droit subjectif dans le cadre général de la propriété sociale. Ne pouvant s'approprier directement les biens faisant objet de la propriété sociale la société le fait par l'entremise de ses organismes d'autogestion et d'autres organismes encore. C'est ce qui explique qu'il y ait plusieurs titulaires de la propriété sociale.

On peut dire que le titulaire de la propriété sociale, c'est en principe l'organe social ou d'Etat qui s'approprie partiellement, dans une certaine mesure, les biens en question (c'est ce que l'on est convenu d'appeler „l'organisation de travail").

Prenons, par exemple, une entreprise sociale. Celle-ci est incontestablement titulaire des biens économique qui sont incontestablement propriété sociale. Toutefois, l'entreprise dispose, en tant que personne morale de droit civil, d'un droit subjectif, plus précisément d'un droit d'usage des moyens en question, et dont nous verrons tout à l'heure la teneur. C'est en se fondant sur ce droit que cette même entreprise s'approprie une part du produit qu'elle a obtenu par son activité. Une part seulement, car le reliquat du produit est partagé en vertu de dispositions dont nous parlerons plus loin, entre d'autres organes d'Etat, organisations sociales, etc. Lesdits organes et organisations sont, eux aussi, titulaires de la propriété sociale, dans la mesure tout au moins ou ils s'approprient le produit.

Ou bien prenons, par exemple, une maison d'habitation. Si c'est une entreprise que l'a faite construire, elle dispose d'un droit d'usage de la

maison. Celle-ci fait désormais partie de ce que l'on est convenu d'appeler le fonds de consommation commune de l'entreprise. Conformément à la Loi relative à la gestion économique des maisons d'habitation en propriété sociale de 28 juillet 1965 une sorte d'entreprise qui est en même temps sujet des quelques compétences d'administration stricto sensu — a, elle même, un reste de droit d'usage sur les maisons lesquelles entrent, partiellement dans le patrimoine de cette entreprise. La commune a aussi quelques pouvoirs administratifs concernant les maisons d'habitation. Le terrain sur lequel la maison est batîe fait objet de droit d'usage de la commune, mais ce droit est en même temps limité par un droit d'usage à perpetuité du terrain (art. 122 de la Loi sur l'expropriation du 20 mars 1957; prévu aussi par des autres lois) en faveur des sujets de droit d'usage sur la maison. Chacun des locataires de la maison dispose, enfin, d'un droit de locataire sur lequel nous reviendrons plus loin. Nous voyons donc que, là encore, plusieurs titulaires disposent de droits *les plus variés* sur le *même* bien. Dans la doctrine, on dénomme propriété divisée cette propriété-la.

c) La *teneur* de la propriété sociale. Que la propriété sociale yougoslave est un droit complexe et non pas unitaire, c'est ce dont on se rend compte en analysant sa teneur.

La teneur d'un droit, ce sont les pouvoirs et les obligations que ce droit embrasse. Si nous voulons décrire les pouvoirs et les obligations que comporte la propriété sociale, nous devons décrire les différents droits subjectifs qui se situent dans le cadre général de la propriété sociale.

Lorsque nous entreprenons de le faire, nous voyons que les droits en question se subdivisent en droits patrimoniaux d'une part et droits publics ou politiques de l'autre. Le droit patrimonial, c'est, dans le cadre général de la propriété sociale, le droit d'usage de l'organisation économique dont il est parlé plus haut. La propriété sociale „se comporte" dès lors en propriété privée. Elle implique, tout comme la propriété privée, les pouvoirs de libre jouissance et de libre disposition: toutefois, ces pouvoirs-là s'insèrent dans le contexte des pouvoirs de droit public que comporte la propriété sociale. Dans ces limites, la propriété sociale s'acquiert; elle est transférée et protégée tout comme la propriété privée classique Aussi disons nous de ce droit d'usage que c'est la *composante de droit civil* de la propriété sociale, tandis que les pouvoirs de droit public que comporte cette même propriété sociale constituent *sa composante de droit public.*

Comment expliquer cette composante de droit civil, cet aspect de droit civil de la propriété sociale? Par le caractère de transition de celle-ci. L'économie yougoslave n'est pas encore une économie entrièrement planifiée, réglementée par le Plan. La loi de la valeur, la production marchande subsistent toujours. Nous venons de voir qu'une masse considérable de biens faisant l'objet de la propriété sociale sont des biens qui sont également des marchandises. C'est ce fait qui explique que les organisations économiques soient également en tant qu'usagers de la propriété sociale, des personnes morales de droit civil. Une personne morale qui possède son patrimoine sur lequel elle répond de ses obligations. Le droit d'usage constitue à cet égard le droit fondamental, qu'une organisation

transfère à l'autre par des procédés de droit civil. Le droit d'usage est un droit patrimonial, absolu et réel.

Dans le droit positif yougoslave, plusieurs lois et autres prescriptions traitent de ce droit d'usage. C'est ainsi qu'on le trouve défini par la Constitution (art. 15) et surtout réglementé de manière détaillée par la Loi sur les moyens des organisations économiques du 3 mai 1961 (amendée surtout le 25 juillet 1962 et 3 avril 1965). Ladite loi dispose, que les moyens de l'organisation économique, acquis à un titre quelconque, sont propriété sociale. Mais, en même temps l'organisation économique a un „droit d'usage" de ces mêmes moyens, lequel droit comprend le pouvoir de jouir et de disposer des moyens. L'organisation économique a droit à la protection de ce droit d'usage. La Loi sur les moyens des organisations économiques prévoit que l'organisation économique pourra transférer ses moyens à une autre organisation économique par un contrat de droit patrimonial. De toute évidence, il s'agit en l'occurrence d'un droit patrimonial subjectif.

Toutefois, la teneur du droit d'usage n'est pas la même dans tous les cas. Cela dépend du bien ou conformement à la terminologie nouvelle qui est employée par les textes législatifs, du „moyen" dont il s'agit. On distingue, en effet, parmi les moyens de l'organisation économique, des moyens fondamentaux, des moyens de roulement et des moyens de consommation commune. Les moyens fondamentaux, ce sont les instruments et moyens de production, les moyens de roulement, les matières premières, les produits finis et l'argent, les moyens de consommation commune des biens qui, tout en faisant partie du patrimoine de l'entreprise, servent au standard social et non pas à la production (p. ex., les maison d'habitation, foyers de repos, crèches et garderies d'enfant, salles de lecture, terrains de jeux et de sports, etc.). C'est lorsqu'il s'agit de moyens de roulement que la liberté de jouir et de disposer que comporte le droit d'usage apparaît la plus étendue. L'entreprise présente librement ses produits sur le marché, fixe librement leurs prix, etc. Toutefois, dans une économie socialiste, cette liberté ne saurait être illimitée (par ex. les prix de certains articles sont arrêtés par la voie administrative, etc.). Lorsqu'elle a trait aux moyen fondamentaux ou bien à ceux de consommation commune, la liberté de jouir et de disposer est limitée. Et, par exemple, on ne peut transférer les moyens fondamentaux qu'à une autre organisation économique (ou à telle autre personne morale sociale). On ne peut les transférer ni à une personne physique ni à une personne morale de droit civil (c'est-à-dire à une personne morale dans le patrimoine de laquelle c'est la propriété privée qui prévaut), où s'il s'agit des biens de peu de valeur. Le droit d'usage n'appartient pas seulement à l'organisation économique, mais aussi à toute organisation sociale qui constitue de sa part une „organisation de travail" conformément à notre Constitution, si cette organisation représente en même temps une personne morale. Il faut dire que la catégorie de la personnalité morale (de droit civil ou patrimonial) est très répendue dans le droit positif yougoslave contemporain, plus que la justifie — à mon avis — la fonction sociale et économique des diverses organisations. Ainsi les divers „services publiques", les écoles, les facultés, les hôpitaux sociaux et autres institutions similaires, les institutions culturelles etc. sont munies de la personnalité morale et consti-

tuent conformément à nos préscriptions positives (par ex. à la Loi relative aux institutions sociales du 5 février 1965) en premier lieu des personnes morales avec un patrimoine à elles même, quoiqu'elles sont en même temps les représentants de l'intérêt public. Comme des personnes morales de droit civil, elles doivent avoir aussi un droit d'usage correspondant à cette personnalité.

Mais nous avons vu plus haut que les moyens des organisations économiques, ainsi que des autres organisations similaires, sont propriété sociale, bien que lesdites organisations disposent d'un droit subjectif et de droit civil à leur encontre. Cela revient à dire, et nous l'avons dit plus haut, que ces moyens, — d'autres organisations sociales et d'Etat se les approprient également dans une certaine mesure. La Loi sur les moyens des organisations économiques, mentionnée plus haut, et d'autres lois encore, notamment la Loi relative à la fixation du produit global et du revenu des organisations économiques du 3 mai 1961, amendée et purifiée surtout le 28 juillet 1965 définissent les modalités de cette appropriation. Concrétement, on effectue sur le produit de l'organisation économique des prélévements qualifiés de contributions, „intérêts", amortissements, etc., au profit de la Fédération, de la république fédérée, de la commune, de la chambre économique, etc. Ce qui reste constitue le revenu net de l'organisation économique qui est affecté aux „revenus personnels" des ouvriers et des employés (on évite, dans la terminologie juridique yougoslave, d'user du terme „salaire" afin de bien montrer que le salariat est en train de disparaître en Yougoslavie) et aux fonds de l'entreprise. L'entreprise détermine librement la part de revenu net qui sera affectée aux gains personnels et celle qui ira grossir les fonds, en principe tout au moins. C'est là que l'on voit se manifester notamment l'autogestion du colectif ou de la communauté de travail aussi bien que le postulat de la répartition suivant le travail fourni. Dans notre législation antérieur le collectif ou communauté de travail a dû observer des régles et directives émanant d'organes sociaux ou d'Etat supérieurs et qui avaient pour but de protéger des intérêts sociaux plus généraux, de paralyser des tendances particularistes éventuelles. (Il convient de noter qu'encore aujourd'hui chaque entreprise doit disposer de trois fonds bien distincts, à savoir: le fonds de fonctionnement, le plus important, qui comprend les moyens fondamentaux; les moyens de roulement et les ressources financières affectées à l'acquisition desdits moyens; le fonds de réserve et le fonds de consommation commune, qui comprend les moyens de consommation commune et les ressources financières affectées à l'acquisition desdits moyens). Cependent il faut noter la tendence, manifeste aux années dernières, d'augmenter l'indépendance des organisations économiques et leur liberté de disposer de leur revenu, y compris les investissements capitaux, et de restreindre dans la même mesure l'intervention et l'appropriation de leurs produits de la part des autres organisations sociales.

L'appropriation des contributions et d'autres prélévements sur le produit de l'organisation économique, par les collectivités socio-politiques qui sont énumérées plus haut, a lieu, non pas par des moyens de droit civil, mais bien au moyen d'actes et de dispositions de droit public. Il s'agit, en l'occurrence, d'obligations de droit public à la charge des organisations économiques ou d'autres organisations analogues, et d'obliga-

tions dont la violation entraîne une sanction de droit public, d'ordinaire une amende. Aussi avons-nous qualifié de composante de droit public de la propriété sociale ce mode d'appropriation-là.

Tandis que la composante de droit civil traduit les rapports de marché dans l'économie yougoslave, la composante de droit public est une manifestation des rapports de production planifiée, sciemment orientée. La composante de droit public est, en même temps, le cadre général dans lequel évolue le droit d'usage, composante de droit civil.

d) La propriété des maisons d'habitation est une formule de propriété sociale très originale que l'on rencontre en Yougoslavie. Nous l'avons d'ailleurs traité plus haut, à propos des droits subjectifs sur la maison d'habitation.

La propriété sociale des maisons d'habitation découle des principes de la répartition du fond de logement entre les citoyens sur la base d'égalité, de la permanence et de l'inviolabilité du droit de locataire, et de l'autogestion des locataires. Conformément au premier de trois principes, le logement, qui sert à satisfaire un besoin vital du citoyen, ne saurait constituer une source d'enrichissement sans travail. Aussi, en Yougoslavie, une seule personne ne peut-elle disposer que d'un seul logement (on doit, toutefois, excepter de cette règle l'abri de villégiature, ainsi que le cas où une même personne exerce une activité économique ou officielle dans deux lieux différents). Par ailleurs, on dispose sur son logement d'un droit de jouissance perpétuelle (le droit de locataire). Ce droit ne peut être retiré à quelqu'un que si ce dernier y a porté lui-même atteinte. On acquiert le plus souvent le droit de locataire à la suite d'une attribution de logement, faite par une organisation sociale, une entreprise économique ou une institution, qui s'inspire en l'occurrence de règles adoptées par elle-même. Selon les prescriptions antérieures la maison d'habitation était administrée par ses locataires, qui ont élu à cet effet un conseil d'immeuble. La conseil d'immeuble a veillé notamment à la conservation de la moison d'habitation. Conformément à des prescriptions récentes (spécialement de l'année 1965) bien des compétences des conseils d'immeuble sont passé aux entreprises pour gestion économique des maisons d'habitation déjà mentionnées. Lesdites entreprises peuvent elles-mêmes bâtir des maisons d'habitations dont elles disposent, malgré les principes mentionnés ci dessus, comme des autres entreprises, des ses marchandises, peuvent louer les logements aux loyers (presque) libres.

Dans la propriété sociale des biens qui sont également des marchandises, nous avons une composante de droit public qui est en proportion inverse de la composante de droit civil (dès que l'une se retrecit, l'autre s'étand); dans la propriété sociale des maisons d'habitation on ne rencontre pas cette contradiction interne. Il s'agit en l'occurrence d'un type de propriété sociale qui est plus complet. On peut, certes, assimiler le droit de locataire à un droit de propriété personnele, car il dérive directement de la propriété sociale. Le droit de locataire n'est dans le commerce qu'à titre tout à fait exceptionnel (on peut échanger son droit de locataire contre un autre droit de locataire; on ne peut ni le vendre, ni l'hypothéquer ni le léguer). Toutefois, l'actuel fond de logement ne suffisant pas à couvrir tous les besoins, il arrive parfois que les dispositions relatives ne soient pas appliquées avec toute la rigueur nécessaire (par ex., on abuse de son droit de locataire lorsqu'on loue son apparte-

ment, en tout ou en partie, à un sous-locataire. C'est entièrement contraire au principe fondamental de la propriété sociale des maisons d'habitation).

La coopération en vue de la construction de logements est, par ailleurs, très développée en Yougoslavie. C'est là un moyen grâce auquel le citoyen peut acquérir la propriété privée de son appartement.

Les terrains à bâtir qui servent à édifier des agglomérations urbaines, sont propriété sociale; on ne peut aliéner un terrain à bâtir (ce n'est qu'exceptionnellement qu'on peut échanger un terrain à bâtir faisant partie du patrimoine social contre un terrain à bâtir privé de même superficie et de même valeur). Celui qui a fait construire sur un pareil terrain acquiert là-dessus un droit d'usage perpétuel qui dure aussi longtemps que le bâtiment.

e) Les biens publics sont soumis à un régime analogue à celui que l'on rencontre dans tel ou tel droit bourgeois classique. Des organes d'administration spéciaux qui ont pour mission de s'occuper des biens publics prescrivent les modalités de leur utilisation.

Les biens au moyen desquels quelques institutions autonomes, par exemple les universités, les instituts scientifiques, les musées, etc., mettent en oeuvre leur activité (nous avons mentionné plus haut des institutions de ce genre) forment la transition entre les biens publics et les autres formes revêtues par la propriété sociale.

4. Au cours de ce travail, nous avons mentionné la présence de la propriété privée en Yougoslavie. On a la propriété privée des biens de consommation, de menus objets jusqu'à l'automobile (c'est ce que la Constitution dénomme, à son article 23, „la propriété individuelle"). On hérite des biens de consommation selon les règles classiques de la succession.

On peut, de même, avoir la propriété privée de la terre, du logement, de la maison d'habitation dont nous avons parlé plus haut. La propriété privée en question est, toutefois, circonscrite dans des limites assez étroites. La propriété privée du sol est tout particulièrement limitée par la Loi sur l'utilisation des terres agricoles (du 28 octobre 1959), qui fait un devoir à l'agriculteur de cultiver sa terre, d'appliquer un minimum de mesures agrotechniques. La propriété privée du logement est également très limitée; elle se rapproche énormément du droit de locataire sur le logement faisant partie de la propriété sociale. Enfin, l'artisan individuel a la propriété privée de ses instruments de travail (art. 22 de la Constitution). Les artisans individuels peuvent employer cinq personnes tout au plus. Les petits hôtels individuels sont aussi permis.

Il est à noter que les nouveaux textes législatifs usent de l'expression „propriété personnelle".

Nous pouvons, en terminant, formuler les conclusions suivantes. A la différence de la propriété privée classique, la propriété sociale yougoslave est loin d'être un droit unitaire. C'est un droit complexe, qui comprend des droits patrimoniaux subjectifs et des pouvoirs de droit public. La propriété sociale diffère également selon l'objet de cette propriété. Elle a plusieurs titulaires qui sont toujours des organisations sociales, quelques fois simultanément, des organisations d'Etat, qui représentent également les intérêts unitaires de la société socialiste. C'est cela qui fait l'unité des éléments complexes de la propriété sociale.

Dr. Vladimir JOVANOVIĆ,
Professeur à la Faculté de droit de Beograd

LE STATUT JURIDIQUE DES ENTREPRISES ECONOMIQUES YOUGOSLAVES ET LEURS RAPPORTS AVEC L'ETAT

*Introduction**

Les principes sur lesquels est basé le statut juridique actuel des entreprises économiques yougoslaves sont, d'une manière large, exprimés dans la Constitution nouvelle yougoslave de 1963. Cette Constitution a été promulguée dix ans après la mise en pratique de l'autogestion ouvrière. Les principes déjà fixés dans la Loi constitutionnelle de 1953, d'une manière brève mais profondément révolutionnaire, ont reçu maintenant l'ampleur d'un système de l'autogestion mûre et complète. La Constitution de 1963 avait, en même temps, fourni une base solide pour le développement futur des formes directes de gestion des affaires sociales en y garantissant la protection constitutionnelle. Comme source directe des règles concernant le status juridique des entreprises on peut citer la Loi fondamentale sur les entreprises du 4 avril 1965.

Pour mieux expliquer le sujet de notre conférence, il nous faut souligner que l'entreprise économique (comme une espèce de l'organisation de travail) et l'autogestion des travailleurs sont, dans le système socio-économique de la Yougoslavie, des catégories mutuellement dépendantes l'une de l'autre. Partant de l'idée que le système socialiste a pour base les rapports entre les hommes, producteurs et créateurs libres et égaux, la Constitution pose le principe de l'autogestion des travailleurs comme principe de l'ordre social selon lequel seul le travail détermine la condition économique et sociale de l'homme[1]. C'est pourquoi, dans la préambule, Section II, alinéa 2, de la Constitution, on cite, parmis les „bases inviolables de la condition et du rôle de l'homme", la propriété sociale et l'autogestion des travailleurs au sein de l'organisation de travail.

La même idée est exprimée dans l'article 6, et 7, Titre II (De l'organisation socio-économique). L'autogestion se déroule dans l'organisation

* C'est le texte de la conférence tenue au cours de la Session du Centre de 1965 modifié et completé avec les changements apportés par les nouvelles lois.

[1] „En d'autres termes, le principe que seul le travail détermine la condition économique et sociale de l'omme, est une des pierres angulaires de notre société socialiste et, en conséquence, de notre Constitution" (Kardelj: Les bases constitutionnelles des rapports socio-économiques socialistes et de l'autogestion sociale; Questions actuelles du socialisme, Juillet—Septembre 1963, No. 70).

de travail (l'entreprise économique et autres) dans laquelle et à travers laquelle le travailleur réalise son droit de participer dans la production et dans la répartition du produit social obtenu par les moyens de production sociaux et détermine de telle manière sa position matérielle et sociale.

Posé de telle manière, le principe constitutionnel exposé ne demande pas seulement des formes correspondantes dans l'organisation de travail, c'est-à-dire dans l'entreprise économique, mais aussi des formes correspondentes dans le système économique tout entier, ou plutôt dans l'organisation sociale et économique dans le cadre de laquelle se déroule l'activité de l'entreprise. A travers les droits de l'entreprise dans ces relations se réalise même le droit de son collectif et des individus qui le compose. Cela, d'autre part, exige un système correspondant des organes de l'administration de l'Etat et un système correspondant des acts normatifs régularisant les rapports entre l'Etat en tant qu'un pouvoir public et des organisations de travail, y compris les entreprises. La manière de cette régularisation doit simultanément garantir le droit de l'autogestion et de permettre à ce que rôle de direction et de surveillance de la société, soit assuré par l'Etat, dans le but de poursuivre l'unité du système, l'égalité des sujets de ses relations et l'unité des intérêts généraux, l'unité sociale, exprimée dans le plan et les autres actes de caractère général.

On peut, donc, dire, que l'autogestion des travailleurs se déroule dans un système des rapports mutuels dans le cadre de l'entreprise elle-même (l'organisation de travail), et dans le cadre des rapports de l'entreprise avec les autres sujets et avec l'Etat. Les règles de ces rapports sont fixées par le mécanisme juridique et financier par l'intermédiaire des institutions de droit civil et de droit économique (commercial), de droit financier et de droit administratif. L'étude de la dépendance mutuelle et en même temps de l'indépendance des facteurs cités, comme nous l'avons déjà dit, est nécessaire pour comprendre l'essentiel du statut juridique des entreprises économiques yougoslaves.

C'est en partant de l'idée que la société socialiste n'est pas privée des contradictions entre l'intérêt individuel et les intérêts généraux que la Constitution donne à l'Etat, comme représentant et l'instrument de la société, les moyens de protéger des intérêts sociaux. Mais, en même temps, est proclamé comme contraire à la Constitution chaque acte, y compris la loi et les règles de l'organisation de travail, qui présente une atteinte au droit de l'autogestion. Parmi les principes qui protègent les intérêts généraux, on peut citer que „la communauté sociale oriente et coordonne par la voie de planification sociale, le développement de l'économie et de la base matérielle des autres activités sociales'' (Préambule, section III, alinéas 7—9); ou en même temps elle sert de base juridique pour la promulgation des actes législatifs et des autres mesures ayant pour but la réalisation des rapports prévus par les plans ou les principes uniques de la répartition de la production sociale (l'article 27); le principe d'unité du territoire économique du pays (article 28); ou le droit de la communauté sociale de prescrire les conditions générales pour l'activité dans quelques branches de l'économie ou pour la circulation des biens et des services (article 16), et, enfin, le droit de l'Etat, aux conditions définies par la loi, de supprimer l'organisation économique ou d'exprimer la mesure administrative appelée „l'administration forcée'' (article 18),

naturellement seulement dans les cas strictement prévus par la loi (articles 90—94 et 268 de la Loi fondamentale sur les entreprises de 1965). D'autre part, la protection de l'autonomie de l'entreprise et de l'autogestion ouvrière est complétée, dans la nouvelle Constitution, par l'introduction de la Cour Constitutionnelle. Dans le Chapitre VII sont fixées les principes de la sauvegarde de la constitutionnalité et de la légalité, tandis que l'article 150 de la Constitution précise que les cours constitutionnelles protègent le droit de l'autogestion si quelques autres protections judiciaires régulières ne suffisent pas. L'artiche 249 prévoit, plus loin, sous le No. 6 de l'alinea 1, que la procédure devant la Cour peut être engagée même par l'organisation de travail, c'est-à-dire par l'entreprise elle-même si son droit prévu par la Constitution est en cause.

De cette manière, comme l'avait dit Kardelj: „... la Constitution ne se borne pas à proclamer, en principe, que notre Etat est l'instrument du pouvoir de la classe ouvrière et qu'il est, comme tel, la garantie du développement des rapports socialistes. Dans un certain sens, il protège le travailleur même contre „ses propre représentants et fonctionnaires" comme l'affirmait Marx, c'est-à-dire contre une dénaturation éventuelle de son veritable rôle social d'Etat de la période de transisiton du capitalisme au socialisme. En d'autres termes, la nouvelle Constitution ne considère pas non plus les rapports socio-économiques comme une sphère exclusive des fonctions de l'Etat. Au contraire, ils sont exprimés directement, et considérés comme la base inviolable de toute la vie sociale comme des rapports objectivement donnés et garantis, à la fois entre les hommes et entre l'individu et la communauté ou l'Etat[2]. Ces idées sont, donc, au fond des solutions développées dans les textes législatifs qui posent les cadres juridiques de statut des entreprises yougoslaves. Selon eux ils faut, en même temps, juger la mesure dans laquelle on a trouvé des solutions correspondantes.

La notion et la procédure de fondation de l'entreprise

Les entreprises économiques en Yougoslavie sont des personnes juridiques (morales) c'est-à-dire qu'elles apparaissent dans le trafic économique comme des sujets de droits et d'obligations. Avec les coopératives (agricoles et autres) et les magasins, qui sont les organisations économiques au sens plus large, elles sont les seuls sujets du Droit économique (commercial) yougoslave. Les personnes physiques sont, dans le droit yougoslave, autorisées à exercer professionnellement l'agriculture et les professions artisanales uniquement, et cela seulement dans le cadre des petites économies agricoles (10 hectares de terre cultivable) et les petits artisanats (n'employant plus de 3 ouvrièrs), y compris les petites auberges et les restaurants.

Comme telles, les entreprises économiques sont des organisations de travail. L'alinéa 2 de l'article 13 de la Constitution stipule: „L'organisation de travail est une entreprise ou une autre organisation économique *exerçant une* activité dans le domaine de l'économie, soit une institution

[2] Kardelj: L'article cité dans la note précédente.

ou une autre organisation. . ." Un peu plus loin, dans l'article 15, la Constitution définit l'organisation de travail, et par cela la notion de l'entreprise elle-même, comme une „Organisation indépendante et autonome". En précisant ses qualitées, la Constitution dit que l'organisation de travail: 1) possède la qualité de personne morale; 2) elle est titulaire de pouvoirs légaux sur les moyens sociaux qu'elle gère et que cette qualité ne peut être retirée ou limitée que par la loi fédérale (La loi sur les moyens des organisations économiques a défini ce droit comme „droit d'utilisation"); 3) elle doit conserver intacte la valeur globale des moyens sociaux qu'elle gère; 4) elle est responsable pour ses obligations avec les moyens sociaux qu'elle gère (les articles 1—4, 16—17 et 21 de la Loi fondamentale sur les entreprises de 1965).

L'attribut de la personalité juridique (morale) est un trait essentiel des entreprises économiques yougoslaves. Les éléments de cette personnalité sont: 1) l'existence d'une organisation spécialisée; 2) le droit de disposer de certains biens; 3) l'autonomie dans le travail (l'indépendance); 4) l'exercice d'une activité économique, et 5) la gestion de l'entreprise par les travailleurs. Nous n'allons pas expliquer ici tout ces éléments, qui sont, dans la plupart des cas, communs à toutes les personnes civiles, notamment en Droit Commercial. Il nous faut, quand même souligner que le cinquième élément, la gestion ou l'administration des entreprises par les ouvriers, est un trait spécifique du Droit yougoslave, et en même temps du système socio-économique yougoslave, ce que nous avons déjà expliqué dans l'introduction (en ce sens notamment les articles 3 et 4 de la Loi fondamentale sur les entreprises de 1965).

Il nous faut souligner que le principe de l'indépendance ou l'autonomié dans le travail des entreprises est développé d'une manière conséquente dans le système économique yougoslave ce qui est aussi exprimé dans la Constitution: *„L'organisation du travail (y compris l'entreprise — souligné par auteur)* est une organisation d'autogestion indépendante" (article 15, al. 1, et article 1, al. 2 de la Loi fondamentale sur les entreprises). Cette autonomie du travail de l'entreprise économique s'exprime dans les différents droits, comme par exemple: le droit de l'entreprise de fixer librement le plan de la production, de fixer les prix de ses produits ou des services, d'organiser en toute autonomie la production et les autres activités de l'entreprise, de répartir le revenu global de l'entreprise, de prendre une décision d'association de l'entreprise avec d'autres entreprises, de conclure des contrats avec des tiers (autres entreprises ou organisations économiques, etc.), de n'être liquidée que dans les cas prévues par la loi (liquidation forcée ou la fallite) etc.

En ce qui concerne la fondation de l'entreprise, les conditions, ainsi que les procédés, ils sont actuellement prévus par la Loi fondamentale sur les entreprises du 4 avril 1965, dans les articles 128—155. Le droit yougoslave adopte comme règle de base, dans le domaine de fondation de l'entreprise, le système des permissions légales. C'est-à-dire que la cours économique (le tribunal économique) de l'arrondissement est obligée de permettre l'inscription de la constitution de l'entreprise sous réserve que toutes les conditions nécessaires et prévues par la loi pour la fondation de l'entreprise sont existantes. La procédure de l'inscription a seulement le caractère d'une vérification de l'accomplissement des conditions

prévues par la loi. Les entreprises peuvent être fondées par les organes d'Etat, les organisations coopératives et sociales, par les entreprises déjà existantes elles-mêmes et, enfin, par des groupes de citoyens (article 123 de la Loi fondamentale). Le plus souvent ce sont les organes d'Etat. La fondation de quelques espèces d'entreprises peut être interdite aux groupes de citoyens par la loi (art. 123 al. 2). Il faut dire que les cas de fondation des entreprises par les groupes de citoyens sont très rares, presque inexistants. C'est plutôt réduit aux propositions ou aux suggestions des organes d'Etat de fonder l'entreprise. Quels que soient les fondateurs, les entreprises économiques reposent sur le principe de l'autogestion ouvrière et elles ont le même statut juridique. Dès le moment de sa constitution (dernière phase de fondation) l'entreprise est autonome. Le fondateur n'a aucun droit de gestion de l'entreprise ni le droit d'effectuer la répartition du revenu de l'entreprise ou de limiter les droits de l'entreprise fondée (art. 132). Le rapport juridique entre le fondateur et l'entreprise fondée doit être, en principe, réglé par le contrat par lequel le fondateur peut assurer la réalisation des buts pour lesquels il a fondé l'entreprise (dans le cadre des buts permis), ainsi que d'assurer le remboursement des moyens qu'il a fournis à l'entreprise. Mais, sont considérés interdits et nuls les éléments du contrat qui ne sont pas en accord avec les principes exposés. La durée du contrat ne peut pas être de plus de 5 ans, et elle peut être prolongée seulement pour une autre période de 5 ans (article 133 de la Loi fondamentale).

Les biens (moyens) et le revenu global de l'entreprise

Les moyens et les ressources nécessaires à l'entreprise économique pour l'exercice de son activité, peuvent être obtenus par le crédit, l'emprunt, les dispositions à titre gratuit, etc. L'entreprise elle-même peut aussi se créer des ressources par les résultats de son activité (article 16 de la Loi fondamentale sur les entreprises et les articles 1—2 de la Loi sur les moyens des organisations économiques). Au moment de la fondation, c'est par le moyen d'un crédit garanti par le fondateur que l'entreprise économique acquiert, le plus souvent, les moyens de production et les ressources de roulement nécessaires pour commencer son travail. Quelle que soit la source de l'acquisition de ces moyens, la propriété est sociale. L'entreprise a sur ces moyens „le droit d'utilisation" (droit d'usage ou droit de disposition dans le sens que nous définirons immédiatement).

La notion de „droit d'utilisation" est définie par la Loi sur les moyens des organisations économiques de 1957 complétée en 1961, comme un droit réel sur les choses ou les biens sociaux acquis par l'entreprise exercé sur les choses, composé d'un certain nombre de droits et obligations ayant pour but de permettre l'accomplissement de l'activité commerciale (l'objet statutaire) de l'entreprise. Aucun organe d'Etat ne pourra abolir le droit d'utilisation des biens sociaux en possession de l'entreprise. L'entreprise a droit à la protection légale contre toute atteinte à son droit d'utilisation. Les ressources de l'entreprise ne pourront être retirées à l'entreprise par aucun acte d'un organe d'Etat, si ce n'est que par une loi fédérale. On peut dire que le droit d'utilisation

de l'entreprise est le plus large droit subjectif, ou droit réel existant sur les biens sociaux dans le système yougoslave.

Parmi les droits faisant le contenu du droit d'utilisation on peut citer, comme les plus importants, le droit: a) d'utiliser les biens selon leur affectation (de posséder et disposer); b) de transférer les moyens d'un fond de l'entreprise à l'autre (changer la destination des moyens); c) d'investir les ressources d'amortissement et les ressources des fonds; d) d'associer les moyens avec ceux des autres entreprises; e) de vendre ou de transférer aux autres personnes morales sociales les moyens dont l'entreprise dispose ou de les donner à bail; f) de répartir les bénéfices nets de l'entreprise, etc. Etant des droits réels, ces droits que possède l'entreprise sur les moyens, peuvent être protégés par les actions prévues par le droit civil, actions dont l'entreprise apparaît comme titulaire (les art. 17, 18, 19 et 23 de la Loi fondamentale sur les entreprises, les art. 9, 11 et 15 de la Constitution et l'art. 6 de la Loi sur le moyens des organisations économiques).

Les obligations les plus importantes concernant les moyens de l'entreprise, qui sont à la charge de l'entreprise, sont: a) de faire usage des moyens avec l'attention d'un „homme d'affaires diligent" („bon commerçant") conformément aux lois et plans: b) d'amortir les moyens de production (reconstituer la valeur dépensée); c) de payer les contributions pour les besoins sociaux généraux; d) de fixer à l'avance les critères généraux de la répartition des revenus (bénéfices) nets, ce qui est compris par la notion d'un „homme d'affaires diligent"; e) de conserver la valeur des moyens reçus de la Société, etc. L'application de l'obligation de procéder en „homme d'affaires diligent" par rapport aux moyens de l'entreprise prévoit l'obligation de prendre des mesures de conservation et d'entretien des choses composant les moyens, de les assurer contre les risques de dommage et d'assurer un entretien technique qualifié et soigné (Les art. 17, 18 et 19 al. 2 de la Loi sur les entreprises, les articles 11 et 15 al. 3 de la Constitution et l'art. 10 de la Loi sur les moyens).

Les biens (moyens) de l'entreprise économique sont classés selon leur destination en trois fonds: 1) *Un fonds d'affaires* qui se compose de a) moyens fondamentaux (choses nécessaires pour la production, d'une manière durable, qui ne se consomment pas par le premier usage (par exemple les machines), et de b) moyens (ressources) de roulement qui sont de nature consomptible (qui se consomment entièrement dans un seul processus de production, comme par exemple le matériel de reproduction, les ressources en argent, etc.). 2) *Un fonds de réserve*, qui sert pour couvrir les pertes éventuelles de l'entreprise provenant des affaires (les ressources de ce fonds sont constituées par une partie des bénéfices nets (revenus nets) de l'entreprise). 3) *Un fonds de consommation commune*, qui a une destination spéciale. Les ressources de ce fonds servent à améliorer les conditions générales de la vie et du travail des ouvriers et de leurs familles — par exemple, tels que l'investissement pour logements, pour services ménagers, ambulances, bourses d'études, pour la formation professionnelle des ouvriers, etc. Le mobile qui a inspiré la création de ce fonds est l'existence d'une inégalité des conditions sociales des travailleurs héritée du système capitaliste. Donc, ce sont les principes socialistes, „selon les besoins" qu'on procède à la répartition des

ressources de ce fonds. Les ressources pour ce fonds sont fournies par ler revenus nets de l'entreprise au fur et à mesure de la décision du Conseil ouvrier de l'entreprise.

En tant que personne juridique (morale) l'entreprise est responsable de ses dettes par les moyens sociaux sur lesquels elle a le droit d'utilisation (par „ses moyens"). D'une manière ou d'une autre, les systèmes des différants pays, notamment socialistes, ont soummis une partie des biens donnés aux entreprises à l'exécution forcée par les créanciers, en allant jusqu'à la permission de la faillite sur cette partie des biens. La saisissabilité des biens de l'entreprise est, d'une manière plus au moins générale, admise pour les moyens de roulement. Les moyens de production (moyens fondamentaux — voir précedement le fonds d'affaires) sont proclamés insaisissables et exemptés de faillité. La faillite risque de soumettre à la disposition des créanciers ces valeurs importantes et par cela de menacer les intérêts publics et cela a conduit à une telle solution. Naturellement, une telle semi-solution a posé, avec raison, la question de l'opportunité de la faillite sur les biens des entreprises économiques (d'Etat, publiques, etc.). D'autre part, on a opposé le principe de l'universalité de la propriété socialiste ainsi que le caractère de l'économie, comme raisons doctrinales contre la faillite sur les biens de l'entreprise.

La faillite des entreprises économiques est introduite dans le système yougoslave déjà en 1953, mais jusqu'à nos jours, c'est-à-dire jusqu'en 1962, elle a été limitée aux moyens de roulement; comme actuellement dans les autres pays. A partir de la fin de l'année 1962, les biens fondamentaux des entreprises économiques pouraient être mis en faillite. De ce fait la faillite est devenue complète dans le système yougoslave. Aux opinions contraires on a invoqué le fait que la Société ou l'Etat peuvent toujours, s'ils le veulent, payer les dettes et sauver cette propriété, que d'ailleurs celle-ci ne perd pas son caractère originaire étant donné le fait que ce sont les autres entreprises économiques socialistes qui figurent comme créanciers. L'avantage de la permission de la faillite (réglée actuellement par la Loi sur la faillite de 1965) est que les raisons économiques décideront de la cessation du travail d'une entreprise insolvable, c'est-à-dire incapable économiquement. C'est un jugement objectif. D'autre part, les organes intéressés de l'Etat, seront en ce cas obligés de se pencher sur le problème de voir ce qui manque dans le travail de l'entreprise et, en fournissant l'argent nécessaire pour couvrir les dettes, peut imposer à l'entreprise une administration forcée pour une période de temps limitée (jusqu'à une année) afin de consolider le travail de l'entreprise (art. 90 de la Loi fondamentale sur les entreprises). La pratique avait, quand même, montré, que l'Etat hésite de mettre en faillite les grandes entreprises.

Le statut autonome de l'entreprise et l'autogestion ouvrière s'expriment aussi, comme nous l'avons dit, dans le droit des collectifs ouvriers de répartir le revenu global de l'entreprise. L'explication du système de répartition du revenu de l'entreprise est le thème d'une conférence spéciale. Le schéma présenté ci-après doit faciliter la compréhension des idées générales de ce système.

I — LE REVENU GLOBAL DE L'ENTREPRISE

Il faut en déduire:

Les frais généraux de travail (frais matériels, amortissements, intérêts à payer sur les moyens de fonds d'entreprise, cotisation à verser à la Chambre économique, etc. . . .).

Le reste obtenu après les précedentes déductions présente:

II — LE REVENU DE L'ENTREPRISE

Ce revenu sera divisé en:

1. *versement obligatoire* au fonds de réserve,
2. *part à libre disposition des ouvriers,* qui sera elle-même divisée comme suit:
   a) **aux fonds de l'entreprise,** ou pour l'élargissement de la base matérielle de l'entreprise et
   b) *aux revenus personnels* des ouvriers pour la satisfaction des besoins personnels et communs des travailleurs.

Après avoir déduit du revenu global les fairs généraux de travail, précédemment expliqués, le reste représente le „Revenu de l'entreprise" (voir schéma No. II).

Le reste, qui constitue le „Revenu de l'entreprise", est laissé à la libre disposition de l'organe de gestion ouvrière qui procède à la répartition en fixant une part à titre de contribution volontaire à l'augmentations des Fonds de l'entreprise, et une autre part à titre de revenus personnels aux ouvriers, selon les principes qui seront exposés ci-dessous.

En debarrassant la répartition du revenu de l'entreprise des interventions administratives, les prescritions légales ont prévu tout un ensemble de mesures pour harmoniser l'intérêt personnel des travailleurs avec les intérêts généraux. Outre les recommandations pour la répartition des revenus qui peuvent être adressées au Conseil ouvrier de la part de l'organe d'Etat communal, et outre un contrôle postérieur à l'occasion de l'approbation du bilan annuel de l'entreprise, les prescriptions légales posent des règles qui édictent des obligations à la charge de l'entreprise à l'occasion de la répartition des revenus de l'entreprise. Premièrement, l'entreprise doit établir le Règlement fixant les principes de la répartition du revenu quant à la part pour les fonds de l'entreprise et à la part pour les revenus personnels. Puis, elle doit aussi établir les critères selon lesquels seront fixés les „gains de base", c'est-à-dire le revenu personnel des travailleurs pour chaque poste de travail, y compris le directeur. Pour donner en générale la mesure de ce devoir, la Loi fait appel à la notion de „l'homme d'affaires diligent". L'entreprise exerce le droit de répartition du revenu de telle manière que la base et la mesure de la répartition garantissent par leur application constamment les moyens nécessaires pour l'élargissement de la base matérielle de l'activité de l'entreprise. De plus les moyens attribués pour le revenu personnel des ouvriers doivent être en correspondance avec le degré de succès de l'entreprise. En fixant ces principes, l'entreprise doit également tenir compte des mesures appliquées par les autres en-

treprises du même genre par rapport à leurs résultats. Du même principe, adopté par la nouvelle Constitution, découle le devoir de l'entreprise (de son conseil ouvrier) de déterminer, avant de procéder à la répartition du revenu, dans quelle mesure les bénéfices réalisés sont le résultat des efforts accomplis par les travailleurs de l'entreprise et dans quelle mesure ils sont le résultat des conditions favorables sur le marché (mouvement des prix, par exemple) ou des autres conditions favorables de l'entreprise elle-même. Seule la fraction des bénéfices qui sera considerée comme résultat des efforts du collectif ouvrier pourra être affectée aux revenus personnels des travailleurs.

L'Administration des entreprises par les ouvriers et les organes de l'entreprise

L'idée de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, ou de l'économie nationale en général, a aparu au XIX^{ème} siècle, chez des socialistes utopistes. A partir de cette époque jusqu'à présent, cette idée n'a jamais été omise des programmes politiques des mouvements ouvriers. Bien que le développement du mouvement ouvrier réformiste en Occident et même la gestion administrative de l'économie nationale dans certains pays socialistes aient poussé cette idée au second plan, elle a quand même trouvé son expression dans beaucoup de textes législatifs et dans différantes formules d'application dans des pays de systèmes sociaux divers.

L'autogestion ouvrière en Yougoslavie se caractérise par la gestion (l'administration) directe des entreprises, à la différence de la participation des ouvriers à la gestion des entreprises par des organes étatiques ou par des capitalistes. Par cela, l'autogestion des travailleurs dans le système yougoslave se présente en tant que forme la plus développée dans laquelle se réalise l'aspiration des travailleurs sur ce point. De plus, comme nous l'avons montré dans l'introduction, l'autogestion des travailleurs (au sens large du mot) est acceptée, dans le système socio-économique yougoslave comme un principe de l'ordre social et, on peut dire qu'elle se présente comme une nouvelle voie pour le développement des relations socialistes.

Le contenu de l'autogestion dans l'organisation de travail est formulé dans l'article 9 de la Constitution. Cet article indique que l'autogestion des travailleurs organisée sur la base du travail social, implique en particulier leur droit et devoir: 1) de gérer l'organisation de travail directement ou par l'entremise des organes élus par les travailleurs eux-mêmes; 2) d'organiser en toute autonomie la production et autre activité de l'organisation de travail et d'élaborer les plans d'activité et de développement; 3) de décider de l'usage et de la disposition des moyens; 4) de décider de l'échange des produits et des services et d'autres questions concernant les affaires de l'organisation; 5) de répartir le produit du travail (revenu de l'organisation du travail), ayant en vue le développement de l'organisation de travail, le revenu des travailleurs et l'accomplissement des obligations envers la communauté sociale; 6) de réglementer leurs rapports avec elle; 7) d'améliorer les conditions de

leur travail, d'organiser la protection au travail et le repos et de créer les conditions nécessaires à leur formation professionnelle et de relever leur standard individuel et social; 8) de statuer en matière d'association de l'organisation de travail avec d'autres organisations.

La Constitution prévoit aussi qu'en vertu de la Loi spéciale les représentants de la communauté sociale et des organisations et les citoyens intéressés participent à la gestion des organisations de travail qui assument le service sociale ou une autre activité présentant un intérêt particulier pour la communauté sociale et cela seulement dans les questions limités touchant ces intérêts, qui ont besoin d'être protégées. Cela est précisé dans les articles 13, 62—64 de la Loi fondamentale sur les entreprises. Mais, dans l'alinéa 3 de l'article 90, la Constitution précise que „Seuls les organes de gestion élus par les membres de la communauté de travail statuent sur l'organisation de travail et la répartition du revenu dans une telle organisation de travail. . ." Donc, dans ces question les représentants de l'intérêt social dans certains entreprises (les membres du conseil ouvrier qui ne sont pas élus par les ouvriers) n'ont pas le droit de participer à la décision.

Les collectifs ouvriers disposent de leur droit de gestion de l'entreprise par l'intermédiaire des organes élus pas eux-mêmes — *par le conseil ouvrier* et *le comité de gestion* et en partie directement par *la réunion ouvrière et le référendum*. Comme organe de l'entreprise est aussi prévu *le directeur*.

La fonction de la gestion est complexe. Vu que toutes les questions ne sont pas de la même importance pour l'entreprise, on a effectué une certaine division des fonctions entre les organes mentionnés de la gestion ouvrière. (Voir la Loi fondamentale sur les entreprises, articles 44—67.)

Le conseil ouvrier, en tant qu'organe suprême, décide des questions les plus importantes soumises à sa compétence exclusive, et donne aussi des directives de travail au comité d'administration (de gestion) et au directeur. Parmi les questions les plus importantes il faut citer: l'élaboration du règlement (statuts) de l'entreprise et du règlement sur la répartition du revenu personnel; l'élaboration du plan de production de l'entreprise et du plan annuel; l'élection des membres du comité d'administration et leur révocation éventuelle; la décision sur le sort des moyens fondamentaux; la décision quant à la formation des fonds de l'entreprise non obligatoires; la décision dans le domaine des questions financières (les directives pour la fixation des prix, les comptes provisoires du revenu global et la distribution du revenu, dont nous avons déjà parlé); les décisions dans le domaine des relations de travail (du commencement et de la cessation du rapport de travail entre un ouvrier et l'entreprise, l'application de certaines sanctions disciplinaires les plus importantes, etc.), ainsi que la décision sur les questions d'association éventuelle de l'entreprise avec quelque autre entreprise (Voir l'article 48 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

Le comité d'administration (de gestion) de son côté dirige l'entreprise directement selon les directives et décisions du conseil ouvrier (fonction exécutive). Il prépare aussi des questions relevant de la compétence du conseil ouvrier et décide indépendemment des questions mises par la Loi

à sa propre compétence et s'occupe du contrôle de l'activité du directeur (compétence propre). (Voir l'art. 49 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

En dehors des réunions des organes collectifs, les membres de ces organes n'ont aucun droit de se mêler dans les affaires de l'entreprise. La question de la résponsabilité des membres des organes ouvriers de l'entreprise n'est pas réglée systématiquement par les textes législatifs. Selon les opinions exprimées dans une partie de la doctrine, elle n'est pas suffisamment sanctionée. Outre les sanctions d'ordre social et politique (la révocation, la perte du droit à exercer les fonctions de gestion pour un délai déterminé), existent des sanctions d'ordre disciplinaire, administratif et pénal (toutes individuelles). La discussion se déroule sur la question d'introduire la résponsabilité collective des members des organes collectifs de l'administration de l'entreprise. La majorité des opinions est contre une telle responsabilité, à cause du caractère de ces fonctions et à cause du rôle que le collectif entier est appelé à jouer dans la gestion de l'entreprise.

La fonction du *directeur* de l'entreprise est spécifique et comprend deux sortes de pouvoirs. En tant qu'organe exécutif des organes de la gestion ouvrière, il répond de son activité devant ces organes. D'autre part, il est personnellement chargé et responsable du déroulement de la production et du fonctionnement de l'entreprise, y compris la légalité de l'activité de l'entreprise. Au point de vue de la légalité il exerce une sorte de surveillance ou de contrôle de la part de la Société; il est en même temps responsable pour cela devant les organes compétents de l'Etat. (Cette spécialité des fonctions du directeur est bien exprimée dans l'article 93 de la nouvelle Constitution ainsi que dans les art. 53 et 54 de la Loi fondamentale sur les entreprises.)

En tant qu'organe exécutif du conseil ouvrier et du comité d'administration, le directeur doit assumer l'exécution des décisions de ces organes. En réalité, il est chargé aussi de leur préparation étant à la tête du personnel de l'entreprise. Il doit aussi soumettre aux organes ouvriers ses rapports sur l'exécution des décisions et d'en supporter les conséquences.

Dans le cadre de l'exercice de surveillance de la légalité il a le devoir de proposer à l'organe d'Etat chargé de la surveillance de suspendre les actes du Conseil ouvrier et du Comité d'administration s'il les trouve contraires à la Loi (droit de „veto"). La décision définitive est, en ce cas, prise par l'organe d'Etat compétent (art. 54 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

Le directeur est l'organisateur de la prodution et des affaires de l'entreprise. Tout l'appareil de l'entreprise lui est subordonné. Il représente l'entreprise vis-à-vis des organes d'Etat et les autres entreprises, en vertu de la loi même. Tout contrat est pleinement valable dès que le directeur l'a conclu. Les limitations éventuelles de ce pouvoir, qui peuvent avoir lieu, n'ont pas de valeur à l'égard des tiers. C'est plutôt une obligation d'ordre interne du directeur (articles 189—190 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

Selon la solution la plus récante, de la Loi sur l'élection des organes des organisations de travail (article 74, et article 93 de la Constitution)

de 1964, le directeur est nommé par le conseil ouvrier, en vertu d'un concours public et à la proposition de la commission du concours, pour une durée de quatre ans. Il peut être nommé de nouveau selon la même procédure. La commission du concours propose un candidat, exceptionellement jusqu'à trois. Le conseil peut accepter ou rejeter la proposition (en cas de rejet un nouveau concours doit être prescrit). La commission est composée de 6 membres, dont 3 sont nommés par le conseil ouvrier et 3 par le comité populaire de la commune.

C'est une question fréquemment discutée non seulement en théorie mais également dans une certaine mesure, en pratique. Cela provient du fait que la fonction de directeur existait avant même la remise de l'entreprise à la gestion collective des collectifs ouvriers, à l'époque où le directeur représentait un organe d'Etat et gérait d'entreprise au nom de l'Etat et sous la surveillance directe de ses organes. Vu que certaines fonctions de surveillance ont survécu la gestion ouvrière, la discussion s'ouvre sur la position du directeur. D'autre part, touchant le sensible domaine des rélations humaines, entre l'Etat ou la Société et les ouvriers, il est toujours exposé au double risque, de s'incliner devant l'un ou l'autre intérêt. D'autre part, il dispose avec un pouvoir factice, plus grand que les prescriptions légales ne peuvent le montrer, notamment dans les collectifs avec une faible structure humaine. A cause de cela il est, outre le danger qui existe de l'abus de ses pouvoirs (ce qui se passe dans la pratique), quelquefois obligé d'imposer pratiquemment (pas au point de vue formelle) les solutions des problèmes posés.

A côté du conseil ouvrier et du comité d'administration, qui sont des corps représentants des collectifs de travail, il existe également d'autres formes par l'intermédiaire desquelles le collectif de travail participe tout entier directement à la gestion de l'entreprise et non par l'intermédiaire des représentants élus. Ces formes de participation des ouvriers est le référendum (articles 67—70 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

Le référendum consiste en ce que le problème exige la décision du collectif entier, celle-ci est formulée de manière que tous les ouvriers, y compris les employés, puissent donner leur réponse par „oui" ou par „non". La position adopté par plus de la moitié des ouvries a force obligatoire pour le conseil ouvrier (article 68 da la Loi).

Les réunions des ouvriers sont des réunions au cours desquelles les ouvriers discutent et donnent leur avis sur des questions importantes touchant la gestion et l'entreprise. Le conseil ouvrier est tenu de prendre en considération la proposition de la réunion des ouvriers, mais il n'est par liée par elle (article 70 de la Loi).

Par les statuts de l'entreprise on peut prévoir même d'autres organes, notamment de contrôle et des organes qualifiés, ainsi que différentes commissions (art. 44 de la Loi fondamentale).

L'entreprise et l'Etat en tant qu'autorité publique

Les dispositions constitutionnelles fixent quelques principes fondamentaux des rapports de l'entreprise et de l'Etat comme représentant de la Société entière qui touchent l'unité du statut social et économique des

hommes considérés comme producteurs, la planification de l'économie, la fonction de la protection des intérêts sociaux. Par exemple, dans la Section III, alinéa 7—9, la Constitution pose le principe que „la communauté sociale oriente et coordonne, par la voie de planification sociale, le développement de l'économie et de la base matérielle des autres activités sociales" et que le plan sociale harmonise les rapports fondamentaux dans la production et dans la répartition (des biens et du revenu). C'est encore exprimé de la manière plus complète dans l'article 26, qui en même temps offre la base juridique pour la promulgation des actes législatifs et des autres mesures ayant pour but la réalisation des rapports prévus par les plans de communauté sociale et politique. Dans l'article qui suit (l'article 27), la Constitution fixe les principes uniques de la répartition de la reproduction sociale, tandis que dans l'article 28 est fixé le principe d'unité du territoire économique du pays. Déjà avant, par l'article 16, la communauté sociale est autorisée de prescrire les conditions générales pour l'activité dans quelques branches de l'économie ou pour la circulation des biens et des services, tandis que l'article 18 autorise l'Etat, aux conditions définies par la Loi, de supprimer l'organisation économique ou d'exprimer la mesure administrative appelée „l'administration forcée", naturellement seulement dans les cas strictement prévus par la Loi (la même solution dans les articles 268 et 90—94 de la Loi fondamentale sur les entreprises). Pour mieux comprendre le rapport de l'organisation de travail et de l'Etat en tant que représentant de la Société, il faut apercevoir que la société socialiste n'y est pas privée des contradictions dans son développement. Outre celles héritées, partiellement liquidées et partiellement en voie de disparaître, elle produit elle-même de nouvelles contradictions. Sans doute, une économie héritée insuffisamment développée, rétention de la production de marchandises et faisant place à l'action de la loi de la valeur dans les conditions de l'édification d'une économie planifiée (processus qui se développe actuellement en Yougoslavie et qui est possible aussi en d'autres pays qui tendent à conduire un pays économiquement arriéré sur la voie d'une économie socialiste planifiée) constitue la base sur laquelle pousse une série de contradictions. Déjà les seuls deux éléments, l'économie planifiée et la production de marchandises et le marché, sont deux éléments contradictoires. Par exemple, remise en gestion au collectif ouvrier, l'organisation économique se présente en un groupe de producteurs individualisés et, par rapport à d'autres producteurs, de même qu'à l'égard de la société elle-même dans son ensemble, ayant d'intérêts propres particuliers, qui peuvent venir en conflit avec les intérêts sociaux.

En face d'eux, la communauté sociale, encore par l'intermédiaire de l'Etat, au moyen de dispositions légales et de mesures du plan a pour tâche permanente de canaliser les tendances de l'entreprise, soit, de l'organisation économique, dans les cadres du plan et de les coordonner avec les intérêts généraux du développement économique, sans toucher aux droits fondamentaux et à la position de l'entreprise, en tant que sujet juridique et des organes de la gestion ouvrière.

Les moyens par lesquels l'Etat exerce ces fonctions sont les plans sociaux et les actes régulatifs et de contrôle. Les plans sociaux, à la

différence des plans économiques administratifs, n'obligent pas les entreprises à produire une quantité déterminée de marchandises ou de services à livrer à des consommateurs désignés ou à réaliser un revenu prévu. Le plan n'est ni une source directe d'obligations déterminées à accomplir ni une source d'obligation à conclure le contrat. Les plans économiques sociaux ne prévoient que le niveau de la production par branches d'économie et disposent des instruments économiques et financiers qui font partie des conditions de la production des marchandises et de la politique créditrice. Ces conditions sont prévues de manière que l'activité de l'entreprise correspond à l'intérêt de la société. Cela se réalise en prévoyant les conditions les plus favorables pour permettre aux entreprises d'obtenir le plus gros revenu possible si elles dirigent leurs activités vers la production des marchandises favorisées par le plan. Les critiques les plus récentes adressées au système des plans est que le plan a longtemps calculé avec des proportions exprimées par chifres en nature en négligeant les analyses des mouvements économiques et la résolution des problèmes du développement économique comme tel.

D'une manière plus large on peut classer *les actes régulatifs de l'Etat* en deux groupes: les mesures économiques-administratives et les mesures purement administratives (qui sont naturellement prévues par la Loi). Les premières, mesures économiques-administratives ont en principe pour but de fixer les conditions générales pour la production de certains produits et elles concernent toute la branche ou tout le groupe des entreprises poursuivant la même activité. Parmi ces mesures on peut citer les dispositions du plan social et les prescriptions légales concernant les différents instruments économiques, par exemple: le pourcentage d'amortissement, le taux d'intérêt sur les moyens de l'intreprise, le taux des impôts sur le commerce des produits, les mesures qui orientent les investissements, les conditions de vente de certains articles agricoles, „l'allocation" de certains produits ou des matières premières etc.

Les mesures purement administratives sont plutôt des mesures régulatives, toujours avec des sanctions, qui sont appliquées individuellement contre les entreprises en état d'infraction. Les plus importantes parmi ces mesures tendent à régler le marché et à influencer le niveau des prix et le commerce extérieur. Elles sont réglées par plusieurs lois.

A ces mesures, plutôt spéciales, il faut ajouter des mesures administratives générales concernant l'activité commerciale en général comme: la fermeture provisoire ou définitive des locaux d'affaires, ou l'interdiction de l'emploi des installations et de l'équipement ou l'interdiction de la vente de marchandises déterminées, tout cela en cas de danger pour la santé publique ou la sécurité des travailleurs, d'ordonner la mise en vente des produits stockés par l'entreprise dans l'attente d'une hausse des prix ou bien dans le but de provoquer une telle hausse; la dissolution du conseil ouvrier ou du comité d'administration (commerce extérieur) dans les cas prévus; et, comme mesure administrative la plus rigide, l'administration forcée (l'abolition temporaire de l'autogestion ouvrière et soumission de l'entreprise à l'administration d'un organe nommé par l'Etat) et même liquidation (cessation de travail) de l'entreprise. Naturellement, quelles mesures et dans quels cas l'organe d'Etat peut les prononcer contre une entreprise est strictement réglé par la Loi. Le con-

trôle général de la légalité du travail de l'entreprise est accordé à l'organe compétent de la commune, ainsi qu'aux organes de contrôle specialisés (inspection, etc. — voir les articles 283—288 de la Loi fondamentale sur les entreprises).

Ces mesures ont trouvé leur place dans une série de prescriptions par lesquelles sont fixés les cadres juridiques des rapports sur le marché tant intérieur qu'extérieur. Parmi ces mesures les plus importantes sont incontestablement les suivantes: la Loi relative au trafic des marchandises du 29 décembre 1966, la Loi relative à la formation et au contrôle social des prix du 1er mars 1967, la Loi relative au trafic des marchandises et services avec l'étranger du 22 juillet 1962, la Loi relative aux opérations de devise du 15 juillet 1966, la Loi relative aux opérations de crédit avec l'étranger également du 15 juillet 1966, la Loi relative aux banques et aux opérations de crédit du 15 mars 1965, qui ont servi de base à un grand nombre de prescriptions qui forment leur suite, par lesquelles sont fixés en ce moment les cadres juridiques des rapports de marché des entreprises dans lesquels doivent se mouvoir leurs rapports contractuels mutuels, ainsi que la Loi relative au service de la comptabilité sociale du 11 mai 1967.

Pour le développement ultérieur de ces rapports toute la série de prescriptions (le paquet) adoptée le 12 juillet 1967 par l'Assemblée fédérale, appelée dans la pratique „sur les placements communs des organisations économiques" est d'une importance particulière en ce moment. Il s'agit d'une série de compléments des lois existantes (la Loi sur les moyens des organisations économiques, la Loi fondamentale sur les entreprises, la Loi relative à l'institution de l'intérêt sur les fonds dans l'économie, la Loi fondamentale relative aux chambres économiques uniques et à la coopération d'affaires), et de la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des personnes étrangères qui ont placé les moyens dans l'organisation économique nationale pour la conduite des affaires en commun. Le but de ces prescriptions est de rendre possible dans les cadres juridiques donnés du système économique existant une plus large envergure de la coopération d'affaires entre les entreprises nationales ainsi que de facilitér l'intégration des entreprises nationales dans la division internationale du travail par le moyen de la coopération d'affaires avec les entreprises et les entrepreneurs étrangers.

En ce qui concerne le trafic (intérieur) des marchandises, la Loi a fixé le principe de la liberté du trafic sur tout le territoire de la Yougoslavie. Seules les lois fédérales déterminent les conditions du trafic de certaines marchandises et de certains services et éventuellement les restrictions du trafic. Ces conditions doivent être les mêmes pour toutes les entreprises, c'est-à-dire les organisations économiques. Elles choisissent elles-mêmes c'est-à-dire elles prennent les décisions sur le trafic des marchandises et les services qu'elles exerceront. L'exercice du trafic doit reposer sur les principes des usages corrects dans les affaires, la morale d'affaires et la concurrence loyale. En déterminant quelles sont les conditions qui peuvent être prescrites pour l'exercice du trafic des marchandises et des services, ainsi que quels sont les organes d'Etat qui peuvent les prescrire, la Loi a spécifié certaines conditions pour le trafic des marchandises industrielles (la liste de garantie, la garantie des services,

etc.). Pour notre sujet, les dispositions sont importantes par lesquelles est assurée l'application des principes fondamentaux dans les opérations sur le marché (que nous avons mentionnées). Par ces dispositions les ententes de cartel et de monopole sont interdites et elles déterminent avec plus de précision les ententes qui sont permises. Les délits de spéculation illicite sont mentionnés séparément (tels que: lorsque la vente est conditionnée par la vente à réméré, le recel des marchandises, la revente interdite, la conclusion des contrats fictifs, la violation grossière des obligations découlant du contrat de vente). De même ces dispositions mentionnent les infractions de plus d'importance relatives à la concurrence illicite, déloyale).

L'interdiction des actes contre l'unité du marché et la limitation de la concurrence libre est dirigée aussi à l'égard des organes des communautés socio-politiques (les organes d'Etat); par ce qui précède il faut entendre surtout la privation ou la restriction des droits des organisations économiques d'exercer le trafic d'une manière autonome, le fait de les placer dans une position inégale en ce qui concerne les conditions de l'exercice du trafic (en favorisant les entreprises locales) ou en implantant la position monopolistique de n'importe quelle organisation sur un territoire déterminé. De tels actes sont proclamés nuls et non avenus.

Un instrument important du règlement du marché représente le contrôle social des prix. La Lii mentionnée, après avoir spécifié le principe que les entreprises, c'est-à-dire les unités de travail, fixent les prix d'après les conditions du marché, a déterminé en même temps quels sont les organes qui sont chargés de mettre en oeuvre la politique des prix ainsi que le principe que les prix se trouvent sous le contrôle social.

Le contrôle social des prix est réalisé: a) par les mesures économiques qui sont prises par les organes de la communauté socio-politique, en premier lieu; b) par l'entente sur les prix entre les entreprises, c'est-à-dire les organisations économiques et c) par les mesures directes de contrôle.

Les mesures économiques du contrôle des prix comprenent les mesures dans le domaine de la répartition, des rapports monnaie-crédit, de la politique fiscale, des échanges dans le commerce étranger, des opérations de devise, du trafic intérieur, des réserves de marchandise et monétaires, de la politique d'investissement et de la politique de consommation générale et personnelle.

Les ententes relatives aux prix sont conclues dans les chambres économiques (s'il n'en est pas prévu différemment par la Loi) en ce qui concerne les prix qui se trouvent sous le contrôle social direct. Si la mesure du contrôle direct prescrit de maintenir les prix au niveau des prix au moment de son entrée en vigueur, les entreprises qui écoulent les produits dont les prix sont maintenus (congelés) au niveau existant peuvent se mettre d'accord mutuellement et avec les unités de travail — les acheteurs — sur le changement des prix et leur coordination dans les limites du niveau général. L'accord est réalisé si deux tiers de producteurs c'est-à-dire de consommateurs des marchandises ou des services en question se déclarent en sa faveur. Si les organisations économiques ne changent pas les prix d'un commun accord, l'organe des prix (l'Institut des prix) peut procéder au contrôle direct des prix en prescrivant les prix maxima

ou les prix calculés ou en disposant que le tarif des prix de ces produits dépendera de son consentement.

Les mesures directes du contrôle social des prix consistent dans les dispositions suivantes: la prescription de tenir obligatoirement l'état administratif du jour des prix, de maintenir les prix au niveau existant, la maximation des prix, la détermination du mode de formation des prix (le calcul des prix), la prescription d'exiger obligatoirement le consentement de l'organe d'Etat des prix. Pour les produits agricoles ces mesures peuvent consister dans les dispositions aux fins de prescrire les prix de rachat garantis d'après lesquels les produits agricoles offerts doivent être acheter ou de déterminer les prix de rachat minima d'après lesquels ces produits peuvent être achetés.

Les mesures mentionnées du contrôle direct des prix peuvent être prescrites: a) si par les mesures économiques, que nous avons mentionnées on ne peut pas assurer les rapports stables sur le marché; b) si cela est requis par la réalisation des rapports spécifiés par les plans sociaux; c) pour les produits dont les prix s'écartent sensiblement de la politique générale des prix.

Les mesures du contrôle social direct des prix sont abolies lorsque les motifs qui les ont dictées ont cessé d'être valables.

Les affaires de la Fédération dans le domaine de la mise en application de la politique des prix sont exercées par l'Institut fédéral des prix.

Comme on peut s'en rendre compte, à l'opposé du principe de la formation libre des prix se trouve le mécanisme complexe et subtil du contrôle social qui permet aux oranes d'Etat d'intervenir dans ce domaine le plus sensible de la manifestation des rapports de marché arbitraires. On peut dire que dans la période écoulée ce mécanisme a été largement utilisé. La réforme économique qui est en cours en Yougoslavie tend, parmi d'autres buts, vers l'élimination des mesures directes (en réalité administratives) du contrôle des prix et vers la création des conditions qui assureront l'action entière des mesures économiques du contrôle des prix, sur lesquelles nous avons attiré l'attention.

En ce qui concerne le trafic des marchandises et des services avec l'étranger, en principe les mêmes règles sont valables comme pour le trafic dans le pays. Cependant, les organisations économiques, les entreprises, qui désirent exercer ce trafic doivent être enregistrées séparément à cet effet, après avoir rempli au préalable les conditions prévues. Ces conditions sont les suivantes: le Minimum de moyens dans le fonds d'affaires (cette condition n'est pas requise des organisations économiques qui importent le produits pour leurs besoins); les Cadres techniques qui exercent ces fonctions; et la Garantie monétaire par écrit que le chiffre d'affaires minimum sera effectué.

Le montant des moyens minima dans le fonds d'affaires est prescrit par le Conseil exécutif fédéral, et l'attestation de son existence est délivrée par le Service de la comptabilité sociale. Les places pour lesquelles est nécessaire le cadre de techniciens et les qualifications de ce cadre sont prescrites par l'organisation économique par son acte général et elle est tenue d'inclure une copie de cet acte à l'occasion de l'enregistrement pour exercer l'activité de commerce extérieur. Le volume du chiffre d'affaires minimum et le montant de la garantie monétaire sont prescrits par le Conseil exécutif fédéral.

L'importation et l'exportation des marchandises sont en principe libres. Le Conseil exécutif fédéral peut décider cependant qu'une marchandise déterminée peut être importée ou exportée seulement dans le cadre des contingents déterminés, ou en vertu d'une licence ou enfin avec le consentement de l'organe fédéral de l'administration qui est désigné par la prescription. De même, dans les conditions déterminées, l'organe d'Etat peut prévoir que le trafic avec l'étranger doit avoir lieu obligatoirement par la voie de l'adjudication publique ou par le recueil des offres. Autrement la forme usuelle est en principe l'arrangement direct. On peut autoriser aussi une banque d'exiger que le trafic soit effectué dans l'une des formes organisationnelles mentionées, lorsqu'elle donne les devises pour ce trafic. Outre la spécification détaillée de certains genres d'affaires dans le trafic du commerce extérieur et quelques règlements spéciaux pour certains affaires, la Loi prévoit, ce qui intéresse notre sujet, les infractions spéciales de la concurrence déloyale qui ont trait au trafic dans le commerce extérieur, ainsi que les infractions portant atteinte à la renommée de l'organisation économique et du pays à l'étranger. Outre les sanctions pour les infractions économiques, la Loi prévoit aussi la sanction de la perte du droit d'exercer les affaires de commerce extérieur (si l'entreprise cesse de remplir les conditions concernant le minimum des moyens ou si elle ne réalise pas le volume minimum des affaires prévu par les prescriptions en tant que condition). La deuxième sanction représente l'interdiction d'exercer les affaires de commerce extérieur qui produit les mêmes effets que la perte des droits. L'interdiction peut être prononcée par le Secrétariat d'Etat fédéral du commerce extérieur en cas que l'organisation économique a été condamnée pour exercice des affaires qui n'ont pas été enregistrées et si les affaires de commerce extérieur représentent l'objet exclusif de son activité et si dans le courant des deux années écoulées elle a été condamnée plus de deux fois pour les infractions économiques. Dans les cas de moindre importance on peut prononcer l'interdiction d'exercer certaines affaires, sur certaines marchés; en ce qui concerne divers produits, on peut demander que la procédure disciplinaire soit intentée contre un fonctionnaire déterminé, ainsi que la dissolution du conseil ouvrier ou le remplacement du directeur. L'interdiction d'exercer l'activité est prononcée par le tribunal économique, et les interdictions temporaires par le Tribunal d'arbitrage auprès de la Chambre économique fédérale. En ce qui concerne les affaires de commerce extérieur la radiation du registre est effectuée pour une période de trois ans au moins. Si nous y ajoutons que la liste des produits dont l'importation ou l'exportation est contingentée ou qui se trouvent sous le régime des licences d'importation est assez large, nous obtenons une image plus complète de l'intervention de l'Etat dans ce domaine du trafic. Ceci est du reste caractéristique pour le trafic international actuel en général.

Les prescriptions c'est-à-dire les règles mentionnées relatives au trafic du commerce extérieur enchâssent les prescriptions sur les opérations de devise et les opérations de crédit avec l'étranger. En partant du principe que le dinar est le seul moyen de payement dans le pays, la Loi a spécifié le principe que tous les payements dans le trafic international doivent être effectués en monnaie nationale. Cela signifie que les marchandises exportées sont payées par l'intermédiaire de la banque en monnaie

nationale et pour l'importation l'entreprise paye à la banque le montant en dinars et la banque effectue le payement en devises. La réforme économique prévoit la convertibilité du dinar jusqu'en 1970. En conséquence, les prescriptions prévoient pour la période transitoire jusqu'en 1970 une série de dérogations, quand les payements peuvent être effectués en moyens étrangers. De même, on prévoit des exceptions à l'abolition du système des quotes de devise, et pour des fins déterminées (l'importation de l'équipement) on laisse le droit à l'entreprise qui a exporté ses produits d'utiliser directement les devises réalisées. La Loi interdit, ensuite, aux organisations économiques d'avoir des comptes à l'étranger, elle interdit de même de stipuler par contrat les clauses en devises (effectives) et les clauses en or. Le trafic des payements avec l'étranger ne peut être effectué que par les banques qui remplissent les conditions déterminées.

Enfin, quoique les prescriptions relatives à ce que l'on appelle les placements communs des entreprises nationales, et des entreprises nationales et étrangères, ne représentent pas des cadres spéciaux, en considération du caractère actuel de la question, il est nécessaire en ce moment de donner quelques explications. En effet, dans le développement de la réforme économique et dans l'essor économique la coopération d'affaires des organisations économiques, dans les cadres nationaux et internationaux, a été entravée par les prescriptions existantes, en particulier par la Loi relative aux moyens des organisations économiques et par la Loi fondamentale sur les entreprises, qui ne permettaient pas les placements commun directs avec les risques communs qui dépassaient les cadres de créditement par l'intermédiaire des banques. En même temps, ni les formes organisationnelles que prévoit amplement la Loi fondamentale sur les entreprises, en considération de la coaction des prescriptions, ne pouvaient pas être utilisées pour la séparation des affaires découlant des placements communs. Après de longus discussions théoriques au sujet de la question si les placements communs dans une autre entreprise avec la participation aux résultats de l'activité et aux risques des affaires peuvent entrer dans les cadres des rapports autonomes de nos entreprises, et du principe de la rémunération d'après le travail, et s'ils ne transgressent pas les droits autonomes fondamentaux des hommes travailleurs, les cadres ont été établis, par les compléments des prescriptions mentionnées, qui permettent une telle coopération, tout en respectant les principes fondamentaux du système social. Sans nous engager, dans cette circonstance, dans la discussion de la notion du travail écoulé, ni dans la discussion sur les droits autonomes essentiels des producteurs et de la limite permise de leur restriction, nous ne nous arrêterons que sur les caractéristiques fondamentales des solutions adoptés. La nouveauté dans les prescriptions consiste dans le fait que la notion du droit d'usage se trouve expressément élargie (quoiqu'elle contenait cette spécificité même auparavant) par le droit de disposer des moyens „en y incluant aussi l'unification des moyens aux fins de la réalisation des buts d'affaires communs". Les éléments de cette notion sont les suivants: l'unification permanente des moyens, les buts d'affaires communs, le risque commun, la prise des décisions d'un commun accord sur l'exercice des droits déterminés de l'utilisation des moyens dans les affaires communes et la participation au revenu réalisé dans les affaires exercées en commun.

Les placements communs sont effectués en vertu d'un contrat qui doit être soumis à l'approbation de l'organe de gestion de l'entreprise et à un enregistrement spécial, lorsqu'un investisseur étranger est en question. Les moyens qui sont placés deviennent les moyens de l'organisation dans laquelle ils sont placés, et on peut stipuler spécialement par le contrat que la chose doit être restituée. La responsabilité envers les tiers en ce qui concerne les affaires excercées en commun, pour autant que celles-ci sont séparées en unité distincte (atelier, usine) peut être limitée, par l'enregistrement, à la valeur des moyens placés dans cette unité de travail, jusqu'à la faillite distincte de cette unité. La participation au revenu peut être stipulée par le contrat et sa durée se prolonge tant que les moyens sont investis dans l'opération économique commune c'est-à-dire dans l'unité distincte. Le transfert de ces droits n'est possible qu'avec le consentement du partenaire. Les modifications de la Loi fondamentale sur les entreprises ont rendu possible l'établissement des unités de production pour les placements communs, dont la position correspond à l'unité avec un bilan autonome. Par le contrat on peut prévoir aussi un organe spécial commun. Cependant, par le contrat relatif aux placements communs on ne crée pas le droit de décision directe sur les questions qui sont de la compétence de l'organe de l'entreprise. La mise en oeuvre des conceptions de gestion déterminées, au sujet de l'organisation technologique du travail, peut être l'objet du contrat et représente une obligation contractuelle qui est acceptée par le conseil ouvrier. En cas de l'inexécution, il en résulte que l'obligation contractuelle est enfreinte et c'est sur ce plan que les débats se poursuivent, mais il ny' a pas de norme obligatoire directe en vertu du contrat qui déterminerait d'avance le droit de self-government, c'est-à-dire qui le limiterait. En ce qui concerne les investissements étrangers, les prescriptions prévoient certaines restrictions. Ainsi, par exemple, la part de l'investisseur étranger ne peut pas être plus importante que la part de l'investisseur national. Les placements dans certaines branches d'activité ne sont pas possibles (dans les banques, les assurances, le transport intérieur, le commerce et les activités communales). Un étranger ne peut pas jouir de droits qui dépasseraient les droits du partenaire national ni de droits que celui-ci ne possède pas. L'organisation dans laquelle les placements sont effectués a le droit de préemption. Le contrat relatif aux placements communs est soumis à un enregistrement spécial qui, étant donné qu'il peut être refusé dans les conditions déterminées, a le caractère d'autorisation. L'investisseur étranger a le droit d'effectuer le transfert de la participation réalisée dans le revenu découlant des placements communs, à condition de réinvestir au moins 20% dans le pays ou de le déposer dans une banque. Sur le profit réalisé des placements communs un étranger ou une unité de travail étrangère sont tenus de payer un impôt de 35%. De nombreuses facilités c'est-à-dire de réductions sont prévues pour la part du profit qui est réinvestie, à savoir dans la proportion d'après le pourcentage du réinvestissement (progressivement).

Le contrôle général sur l'activité des organisations économiques en ce qui concerne l'utilisation des services sociaux est effectué par le Service de la comptabilité sociale. Ce Service tient les comptes courants des organisations économiques et il règle les opérations de payement. Ce service a le devoir non seulement de tenir l'état administratif du jour et de

fournir les informations obligatoires aux organes d'Etat, mais aussi d'exercer le contrôle de la légalité de l'utilisation des moyens sociaux, d'exécuter en temps utile les obligations envers la communauté sociale et les obligations découlant des autres prescriptions. Lorsque le Service aura constaté un acte illégal, il rendra la décision pour son élimination. Contre cette décision on peut interjeter appel auprès de la communauté politique sociale, et contre la décision en deuxième instance l'organisation économique peut intenter le contentieux administratif-comptable auprès du tribunal économique supérieur. Par les prescriptions spéciales le contrôle est spécifié de la part des organes spéciaux, des inspections telles que: l'inspection du marché, l'inspection de devise, l'inspection des constructions etc. Ces services exercent le contrôle de la mise en application des prescriptions spéciales.

Comme on peut s'en rendre compte, les cadres juridiques par lesquels sont fixés les limites de l'autonomie des organisations économiques représentent une puissance notable de la communauté qui lui permetent d'intervenir dans le domaine des rapports économiques par l'intermédiaire de ses instruments, de l'Etat. La caractéristique de cette intervention est qu'elle est rigoureusement basée sur la loi, sur les droits et obligations déterminés par avance. Une telle intervention est connue aussi dans les économies de marché dites du type capitaliste. Elle exige d'accentuer tout particulièrement que ces rapports ne peuvent quand même pas être expliqués par la simple analogie des rapports de marché dans le sens classique et par la combinaison du plan en tant qu'élément socialiste et le marché en tant qu'élément de l'économie capitaliste. Dans le fond, il s'agit de nouveaux rapports de production en vertu des droits autonomes des producteurs qui se développent sur une base insuffisamment matérielle et sur la nécessité à ce que l'Etat par sa fonction régulatrice, d'une part, renforce les stimulants matériels et, d'autre part, qu'il garantisse les nouveaux rapports en voie de développement et résolve les contradictions qui naissent dans ce développement.[3]

[3] Voir: M. Popović: L'unité du système économique, l'autogestion, la planification, Komunist, 1963, Beograd.

Dr. Miladin KORAĆ,
Professor at the Faculty of Economics in Beograd

DIFFERENCES IN THE AMOUNT OF PERSONAL INCOMES BETWEEN ECONOMIC BRANCHES*

The awareness that in the past period considerable differences have existed in the amount of personal incomes by non-skilled worker in various groups of our economy (just as the understanding of the proceedings making possible the accurate description of these differences) however much it is important, is nonetheless not sufficient in itself for enabling one to conclude anything argumented as to whether these differences are socially and economically justified or not. True, from the very fact that in our economy the personal incomes of workers in one branch can be by 100 per cent (in certain groups even by up to 300 per cent) higher than the personal incomes of workers with the same qualifications in another branch (or economic group), nothing reliable can be concluded concerning the socio-economic justifiableness of these differences except if, on the basis of certain simplified ideas of equality in socialism or of distribution according to the work performed, and even on the basis of certain analogy with capitalism, "it is clear in advance" that such differences should not exist.[1]

It is certain, however, that concerning the socio-economic justifiableness or unjustifiableness of all manifestations (and consequently also of these differences in the amounts of personal incomes of workers with the same qualifications which are manifested every day in every kind of system of social production, nothing can be seriously (or rather, scientifically and professionally proved) concluded on the basis of certain

---

* This paper is part of the study "Analysis of the economic position of economic groups on the basis of the law of values" (1962—1966)", published by the Economic Institute, Zagreb, 1968.

[1] In this case it should be equally clear that our entire system of the self-management goods economy (which some persons among us — as we are told — is still calling socialist for purely Pharisaic reasons) is an "absolute miscalculation, or rather, mistake". As a matter of fact since it is continuously reproducing these differences in personal incomes it does not correspond to these ideas of socialism.

However, in the example of Proudhon, Marx has clearly shown that when somebody's ideas do not correspond to reality this is not a misfortune for reality but for ideas of it.

"perpetual truths" or historical analogies.[2] In order to obtain reliable (or rather, scientifically founded) criteria for the evaluation of these manifestations it is absolutely necessary to understand the internal laws which regulate a given historical form of social production objectively (or rather independently from anybody's subjective will), because economic phenomena are nothing else but the visible manifestations of these internal laws.

We have shown that the theoretical methodological basis of this analysis contains all the vital elements which make it possible, on the basis of reliable criteria, to evaluate the degree of the socio-economic justifiableness of numerous manifestations which occur every day in our system of the self-management commodity economy (about which we have spoken in our previous reports). However, it offers a possibility for becoming aware of the degree to which the existing differences in the

---

[2] It is known that the capitalist system of commodity production has its own criteria of equality in the exploitation of hired workers. It has been manifested as equal wages for the purchased labour force with equal qualifications. In the equilibrium represented by the capitalist system of commodity production, it meant at the same time the equality of wages for hired workers having equal qualifications, in all branches of production.

This equality in the exploitation of hired workers having equal qualifications in all economic branches represented the basis of the second inequality, or rather of equal rates of profit for capitals placed in various branches of production irrespective of the existing differences in the organic composition of capital and other factors which can influence the amount of the profit rate.

The first one, or rather, the equality in the exploitation of hired workers with the same qualifications presupposes the second, or rather, the equality between capitalists in usurping the surplus value of work which all the hired workers (irrespective of their qualifications) have created. That is why under these conditions the formation of the average profit rate for the economy as a whole and also the transformation of the value of goods into the cost of production is an objective historical necessity. It cannot be otherwise in a system in which hired workers secure their personal income only by means of the sale of their labour force, or rather WAGES (which are the equal values of their labour force which is different due to differences in their qualifications), while capitalists usurp the surplus value of work in the form of profit (or rather of gains) and decide alone on its use and even its distribution into their own personal consumption and accumulation.

The initial phase of development of socialism, not only in our country but also elsewhere has shown that it is possible to secure by means of administrative measures that workers having the same qualifications have approximately the same incomes in all branches of the economy and that by means of these measures it is possible to a certain degree to achieve the equality which is reproduced in capitalism by the very production relations. That is why it is only upon the basis of this practice that one could presume the equality of profit rates or rates of accumulation (as they are called in our country) in various branches, as a general or legitimate tendency so that under such conditions it would be possible to speak about the costs of production as some sort of objective legality.

As we have abandoned this phase of development of socialism (in a certain sense) a long time ago (and definitely with the economic reform) it is clear why it has not been possible to perceive in the past period even a tendency towards the equalization of differences in the amount of personal incomes by worker in various groups and branches of our economy.

That it is not realistic to expect the manifestation of this tendency in the system of the self-management, or rather, socialist commodity production, will become evident when we will analyze further in our report the factors which have caused these differences in the amounts of personal incomes in our economy.

amount of personal incomes (by non-skilled worker, or rather, of workers who are employed and have the same qualifications) in various branches and groups of our economy are socially and economically justified. We will seek to show this further in our report.

It is necessary above all to recall what we have already established in the introductory part in a definite manner, viz., that our workingmen as members of collectives do not obtain their personal incomes either as hired workers who sell labour force, as their owners or as the individual or collective owners of means of production. That is why the amount of their personal incomes in fact depends upon the degree to which they have managed with their joint work to assert themselves as good commodity producers, or rather upon the business success which their collective has achieved in the market through the sale of its products at current prices. This only means that their personal incomes are only part of the total results of the work which they (through their joint work) have achieved through the mediation of the market, as commodity producers.

All this induces one to conclude that even the differences between the amount of personal incomes (by nonskilled worker) which have existed in the preceding period both in and between individual groups and branches of our economy, cannot be considered independently from the total work results achieved by their work collectives on the one hand and the manner in which the realized income has been distributed for special purposes, on the other hand. In other words, the differences between personal incomes in various branches of our economy are the direct consequence of the differences which have existed between them in the conditions for gaining incomes on the one hand, and the effect of factors upon which depends the distribution for special purposes of the (net) income, on the other. That is why in our system in general nothing can be concluded for certain concerning the socio-economic justifiableness and unjustifiableness of the differences existing between the amounts of personal incomes of workers with the same qualification, between branches and economic groups, in the event that they have a correlative connection with the factors which determinate them.

These materials offer possibilities for setting up such connections and from this point of view to assess the existing differences in the amount of personal incomes in our economy and that is why we shall do this in our paper. However, since for this method of review it is absolutely necessary to analyze several indicators at the same time, for the sake of easier description we shall use the indicators established for the latest year (1966) of the period which has elapsed provided that, where this will be necessary, we shall give also the relations in previous years.

If we arrange all the relevant indicators contained in these materials in the form of a survey, they will present the following picture:[3]

---

[3] All the indicators given in this review are taken from the corresponding columns (9, 15, 6 and 19) of table No. 1 while the average annual personal income of the non-skilled worker has been obtained by dividing the amounts in the columns 18 and 5 of the same table.

Code	Activity	Rate of income in primary distribution	Net income rate	Organic composition	Participation of personal incomes in net income in %	Annual personal incomes per nonskilled worker in new dinars
	Entire economy	26,88	16,83	2,72:1	67,9	3.400
111	Electric power	11,46	7,48	19,58:1	42,8	5.269
112	Coal and coke	21,67	14,07	2,62:1	79,0	3.219
114	Ferrous metallurgy	16,17	10,23	7,43:1	64,4	4.411
115	Non-ferrous metallurgy	23,34	15,90	5,97:1	52,9	4.697
117	Metal industry	27,96	18,07	2,93:1	65,4	3.541
119	Electric industry	26,07	16,70	3,34:1	62,8	3.582
120	Chemical industry	22,97	15,69	6,29:1	48,2	4.414
121	Building material	30,19	18,49	3,04:1	68,6	4.105
122	Timber industry	27,71	17,74	2,31:1	72,4	3.405
124	Textile industry	27,83	18,48	2,99:1	61,0	3.595
127	Foodstuffs industry	17,67	11,54	7,39:1	57,0	4.415
128	Graphic industry	49,99	32,96	2,11:1	65,3	5.349
211	Agriculture	28,76	18,11	3,31:1	66,3	4.527
311	Forestry	44,81	32,43	1,78:1	61,6	4.440
412	Building	32,99	22,51	1,93:1	74,3	3.923
511	Railway traffic	12,34	8,07	5,27:1	77,1	3.121
51510	Road traffic enterprises	29,87	20,64	2,77:1	75,3	4.595
611	Retail sale trade	171,11	41,32	0,94:1	63,2	4.066
612	Wholesale trade	82,10	33,62	2,04,1	57,6	4.713
613	Foreign trade	108,64	59,13	2,27:1	41,0	6.351
620	Catering	30,22	16,75	2,98:1	78,7	4.203
900	Private sector (commodities)	20,62	17,90	0,63:1	86,1	2,014

If, in keeping with what we have already established, we compare the differences in the amount of personal incomes with differences in the distribution of the net income for special purposes (which are expressed here as the differences in the participation in percentages of the total amount of the paid personal incomes in the net income of economic branches) we shall easily perceive that a legitimate tendency is manifested realistically in our economy and it has already been established and theoretically explained in theoretical treatises on socialist commodity production (which represent the components of the theoretical basis of this analysis).[4] As a matter of fact we shall notice that the greatest number of economic branches in which personal incomes are higher than the average personal incomes in economy as a whole (i.e., 111, 114, 115, 117, 119, 120, 124, 127, 128, 211, 311, 611, 612 and 613) set aside at the same time a lesser percentage of the net income for personal incomes (and a greater one for funds) than is set aside in the economy as a whole and, vice versa, that certain economic branches (112 and 511) in which per-

[4] See: 1) Dr Tihomir Vlaškalić: „Economic position of work producers in our economic system and the form of action of economic laws," in the book "Problems of theory and practice of socialist commodity production in Yugoslavia" edition "Informator" 1965, as well as 2) Dr Miladin Korać: "Distribution according to the work performed in the socialist system of the goods economy," periodical "Gledišta" No. 8—9/1965.

sonal incomes are below the average ones, set aside a greater percentage of their net income for personal income (and less for funds) than this is the case in the economy as a whole.

It must be stressed at once that this tendency[5] is the perceptible expression of the internal logic of relations in production existing in our country in which work collectives and commodity producers are the independent decision-makers concerning the distribution for special purposes of the (net) income, or rather, its distribution into personal incomes on the one hand and funds on the other. As a matter of fact, under normal conditions[6] they would no longer have any economic interest for setting aside into funds a higher percentage than the social average per non-skilled worker. Their own economic interest to achieve by means of comparatively small funds set aside for personal incomes from the net income and comparatively greater ones to be set aside into funds, higher personal incomes per non-skilled worker, is identical with the interests of our social community (and also the interests of future generations of workingmen). This is due to the fact that in this way are actually secured higher personal incomes of the workingmen of collectives which, through setting aside greater sums into funds, make possible a comparatively more rapid reproduction of social ownership in an expanded volume, since means set aside into funds of our work organization (their major part)[7] become socially owned and therefore are also the material presupposition of expanded reproduction of self-management relations in our society (through inclusion of new generations of workingmen into the productive and self-management process).

All this induces one to conclude that self-management decision making on distribution for special purposes and consequently on expanded reproduction in our country would not be possible without the continuous emergence of these differences in the amount of personal incomes (of workers having equal qualifications) in various branches and groups in our economy, because they necessarily stem from it.[8] That is why it is *understandable that this inter-dependence* between differences in proportions of distribution for special purposes on the one hand and the differences in the amount of personal incomes on the other among all other branches and groups of our economy *has been existing not only in the course of this year (1966) but also in all preceding years of the period that has elapsed.*

---

[5] Our review shows that this tendency has not been manifested only in 5 out a total of 21 branches of the social sector of our economy (i. e., in 121, 122, 412, 515, 720) and that is why we shall deal with them separately.

[6] Consequently, except extraordinary conditions which objectively cause their different behaviour or due to administrative coercion.

[7] Only 25% of the total setting aside into funds of work organization went into funds of common production (1966). See column 14 on table 6.

[8] This concurrently means that the self-management mechanism of the socialist goods economy absolutely denies the equality of personal incomes, or rather, wages for the labour force having equal qualifications in all branches of the economy, as the expression of equality in exploitation upon which has been based the capitalist commodity production and the cost of production as the objective law of its economic equilibrium (See also footnote No. 2).

We shall show later that due to altered relations of production in the socialist goods production the very idea of economic equilibrium is necessarily changing.

That is why, speaking in principle, the differences in the amount of personal incomes (of workers having the same qualification) which emerge as the result of these differences in proportions of the distribution for special purposes of the net income, in various branches of our economy, must be considered to be justified from the socio-economic point of view.

However, this does not mean that all the existing differences in personal incomes (even between these sixteen economic branches in which this inter-dependence is evident) are socially and economically justified. On the contrary, if one pays attention to the degree to which their personal incomes per non-skilled workers have diverged (upward or downward) from the average personal incomes in economy in general and if one compares these divergences with the degree to which the participation of their personal incomes in the net income diverged (upward or downward) from this participation in the economy as a whole, it will be noticeable that these degrees differ. This concurrently does not mean that the differences in personal incomes existing between these branches are not absolutely harmonious with the differences of their proportions of the distribution of the net income for special purposes, or rather, that, from the point of view of the existing differences in personal incomes, some of them would have to set aside a somewhat higher, and others a somewhat lower, percentage of the net income for funds (or rather a lesser or greater percentage for personal incomes) than they have in fact been setting aside.

It is not realistic to expect the differences which exist in personal incomes between branches and economic groups to be (every year) absolutely coordinated with the differences in proportions of the distribution for special purposes of their (net) income. However, I consider that through an organized action of all social forces, or rather of the very work organizations, their closer or broader association — with the corresponding support and aid of the social community, it would be possible to pursue a more consistent policy of the distribution for special purposes in work organizations which would eliminate these disharmonies which can be eliminated, without thereby upsetting this general dependence between differences in personal incomes and differences in proportions of the distribution for special purposes.

However, along with this organized action it is absolutely necessary concurrently to bear in mind all the factors which determine the very proportions of the distribution for special purposes in various branches and groups of our economy, because even these proportions (as we have already said) are objectively inter-dependent and can by no means be considered the consequence of some arbitrariness in decisions concerning the distribution in our collectives. We have already listed almost all the factors upon which can depend the differences in proportions of the distribution for special purposes in various periods of time or in various branches and economic groups. We are now able to show — on the basis of indicators in our review — the manner in which individual of these factors which pertain to the most important factors determining the distribution for special purposes of the net income, have acted, or rather, to show that the differencese in the organic composition of factors of

production and the differences in the income rates which have existed between these branches, have influenced the differences in the proportions of the distribution for special purposes of their net income.

If we pay attention on this occasion above all to these sixteen branches in which the differences in the amount of personal incomes are in a correlation with the differences in proportions of the distribution for special purposes of their net income, we shall perceive the following:

The greatest number of branches which, with comparatively lesser sums set aside for personal income (a comparatively greater for funds) than the social average, have also achieved higher personal incomes per non-skilled workers and they have also the organic composition of factors of production over the average (111, 114, 115, 117, 119, 120, 124, 127, 211). This means that the higher organic composition than the average has in these cases been factor which (irrespective of the amount of the net income rate) has determined the proportions of the distribution for special purposes of the net income, and upon this basis, also higher personal incomes than the average ones. In contrast to this, in a branch in which the organic composition has been lower than the average (112) there has been an obverse proportion in the distribution for special purposes of the net income, or rather, there has been a comparatively greater sum set aside for personal incomes (and a comparatively lower one for funds) and smaller personal incomes per non-skilled worker than in the economy as a whole.

All the other branches which, on the basis of smaller sums being set aside for personal incomes (and greater ones for funds) have realized, in relation to the social average, greater personal incomes per non-skilled worker and their organic composition of factors of production has been below the average, but they have thereby achieved an income rate which was far above the average rate (128, 311, 611, 612, 613). This means that in these branches the mass of the net income realized has been so high that, in spite of the low organic composition of factors of production, it has made it possible for them to attain — with comparatively smaller sums being set aside for personal incomes (and comparatively greater sums for funds) higher personal incomes than the average ones. That is why in these branches the amount of the income rate has been the factor which has determined the proportions of the distribution for special purposes. In contrast to this extremely low income rate in a branch (511, railway traffic) in spite of the fact that its organic composition was above the average, it has not made possible other proportions in the distribution for special purposes than the ones which have been realized, i.e., comparatively greater sums set aside for personal incomes (and comparatively smaller for funds) than the social average, and therefore also lower personal income than the average ones.[9]

[9] If the indicators contained in our review are thoroughly examined one will see that the net income rate in (111) electric power is even lower (7.48 per cent) than in (511) in railway traffic (8.07 per cent), and that in spite of this (in relation to the social average) obverse proportions have been established in distribution for special purposes. This is due to the fact that in electric power, in spite of the lower net income rate, the organic composition of the factors of production is several times greater than the organic composition in railway traffic.

Since this influence of differences in the organic composition of factors of production and differences in the income rates upon the differences in proportions in the distribution for special purposes and, upon this basis, also upon the differences in the amount of personal incomes, results (as has already been proved in works which constitute the component part of the theoretical basis of this analysis)[10] *from the very nature of our relations in production* in which work collectives gain their income as commodity producers and independently decide on its distribution for special purposes, for personal incomes and funds, I consider that it will not be superfluous to explain this again in detail here.

Since a higher organic composition of factors of production in one branch (group or enterprise) in relation to others denotes, among other things, also a comparatively smaller number of persons (while a smaller organic composition denotes a comparatively greater number of persons) who, with their joint work as commodity producers gain their income and decide independently on its distribution for special purposes, it is evident that (with the equal income rate) work collectives of branches with a greater organic composition have the possibility of setting aside comparatively greater parts of the realized (net) income for funds and a comparatively smaller part for personal incomes (and to attain higher personal incomes per non-skiled worker). While (even with an equal income rate) work collectives of branches with lower organic composition of the factors of production are objectively forced (due to the comparatively greater number of persons) to act the other way around, or rather to earmark the comparatively greater part of the realized (net) income for personal incomes and a comparatively smaller part for funds (and therefore, in relation to the former to achieve also smaller personal incomes per non-skilled worker). In the system of socialist commodity production in which workingmen are the associated commodity producers and the basic sponsors of decisions on expanded reproduction and for this reason also the basic sponsors of decisions on technical progress (on the basis of the increase of the organic composition of factors of production) it cannot be otherwise. As a matter of fact this effect of differences in the organic composition of factors upon proportions in the distribution for special purposes of the realized (net) income, and therefore also upon the differences in the amount of personal incomes is the basic precondition and therefore also the permanent motive power of technical progress in the self-management society and it concurrently shows the concrete methods by means of which (through the continuous increase of the organic composition of factors of production) it is possible in the socialist system of commodity production to transcend the differences in the amount of personal incomes (of workers having equal qualifications) which continuously emerge while it operates.[11]

---

[10] See works mentioned in footnote No. 4.

[11] It is known that in capitalism the differences in the organic composition of capital of various groups (even under conditions of equal profit rates) have no influence whatsoever upon the amount of wages. As a matter of fact, the wages of all workers having equal qualifications in various branches (even with equal profit rates) are equal irrespective of the differences in the organic composition of capital.

It is similar with the influence of differences in income rates upon the differences in proportions of the distribution for special purposes of the (net) income and therefore also upon the differences in the amount of personal incomes. Since the income rate, as we have shown this in the introductory part of this paper, represents the indicator (depending upon relations in production) of the profitableness or business sucess of the work collective as the commodity producer, the higher income rate (along with other equal conditions) denotes also the greater mass of the realized income about the distribution for special purposes of which they decide alone. That is why it is understandable that work collectives of the groups in which a higher income rate than the average one is achieved, are in a comparatively more favourable position than work collectives of branches in which a lower income rate than the average one is realized. As a matter of fact, thanks to the circumstance that they achieve a comparatively greater mass of income in the market they have an opportunity to set aside a comparatively greater portion of the realized (net) income for funds, and a smaller portion for incomes (and, upon this basis to achieve also higher personal incomes per non-skilled worker than the average ones). This effect of the differences in the income rates upon the differences in proportions of the distribution for special purposes and differences in personal incomes, represents the absolutely necessary precondition for the very functioning of the self-management system of the commodity economy and a continuous stimulation of the rational husbandry (i.e., economy) with material and human factors of production, on the one hand, and the realization of the permanent aspirations of work collectives as commodity producers to maximize their income, on the other. This concurrently shows that the continuous increase of profitableness or rather, the continuous endeavour of the work collectives to achieve greater income rate, can change the proportions in the distribution for special purposes of the income attained and upon this basis can also stem differences in the amount of personal incomes which continuously emerge with the unhindered functioning of the socialist system of commodity economy.[12]

Since this is the effect of these two factors (or rather, the difference in the organic composition of factors of production and differences in

---

In the capitalist system of commodity economy in which hired workers obtain their personal incomes (in the form of wages) only upon the basis of the sale of their labour force, and in which the capitalist appropriates the surplus value of work in the form of profit and decides alone on accumulation and on the increase of the organic composition of capital (and not "his" workers) it cannot be otherwise.

It is unfortunate (in fact not for the socialist commodity production but for our concepts concerning it) when this internal logic of the capitalist system is conceived as the (perpetual) law of every commodity economy, and on the basis of simple analogy with capitalism one begins judging the objective laws of socialist commodity production.

[12] Even though it may seem superfluouse, it is nonetheless necessary to underline that because both these factors which we have mentioned here are always present in the economy, (viz., differences in the organic composition and differences in the income rates) they do not act separately but in fact by means of their simultaneous influence they provoke definite differences in proportions of the distribution for special purposes and differences in personal incomes between branches. As a matter of fact, this is shown in the table of indicators which we have given.

income rates) upon proportions in the distribution for special purposes and differences in the amount of personal incomes (per nonskilled worker) in various branches of the economy depending upon the very nature of our production relations, one must not wonder why, on the basis of a detailed review of these materials one reaches the conclusion that this influence has not been manifested only in the last year (1966) but also almost in every year in the preceding period, not only in economic groups but also in numerous other branches in our economy.

On the basis of all this it must be concluded that the differences in proportions of the distribution for special purposes and therefore also the difference in the amount of personal incomes in economic groups of all these branches have not at all been the consequences of some arbitrariness in decisions concerning the distribution for special purposes of the net income, in our work collectives. On the contrary, this report has shown that these differences have been emerging in fact as the result of definite legitimate ties and relations which *pertain only to the socialist system of the commodity economy*. That is why it can be established in principle that differences in proportions of the distribution for special purposes and even differences in the amount of personal incomes which emerge due to these factors (or rather, differences in the organic composition and differences in the income rates) in the system of the socialist commodity production, are socially and economically absolutely justified. However, this does not at all mean that all the existing differences in this respect which exist also between these sixteen branches are absolutely justified or rather that they have had to be such as they are. On the contrary. If one pays attention to the degree to which proportions of the distribution for special purposes (i.e., the rate of participation of personal incomes in the net income) of individual of these branches have differed from the social average, and if one compares the degrees of the differences between the organic composition of factors of production and the income rates of these branches and their average amounts, one will see that these degrees differ mutually. This means that differences in proportions of the distribution for special purposes (and therefore also the differences in personal incomes) of these branches are not fully coordinated with the differences in the organic composition of factors of production and differences in their income rates, or rather that, from the point of view of differences in these elements, it would be possible to achieve somewhat different proportions in the distribution for special purposes of their net income and somewhat different proportions in the personal incomes in these branches.[13]

It is necessary to emphasize this time again that it is not realistic to expect all the differences in proportions of the distribution for special

[13] On the basis of such comparisons one reaches, for instance, the conclusion that in (128) the graphic industry and in (613) foreign trade due to exceptionally high (net) income rates (and even of a somewhat lower organic composition than the average one) it would be realistically possible to set aside more into funds and less for personal incomes than was set aside in 1966. This concurrently means that the personal incomes per non-skilled worker in these branches in 1966 were somewhat higher than this would be absolutely necessary from the point of view of the legalities which we have mentioned here.

purposes and therefore also all differences in the amount of personal incomes to be fully coordinated in all branches and economic groups with the differences in the organic composition of means of production and differences in income rates which exist between them. However, I consider that by means of an organized drive of all social forces which are concerned with this sphere of distribution, it would be possible to eliminate some of the existing disharmonies in this sphere without upsetting thereby the basic legalities (which we have dealt with here) which objectively regulate this distribution. However, while launching every such drive it is absolutely necessary (in every concrete case) to pay attention not only to this but also to all other factors which determine the proportions of the distribution for special purposes of the (net) income in work organizations which we have listed earlier.

The data contained in our tables show that in contrast to these sixteen branches which we have dealt with so far, in the other five branches (121, 122, 412, 515 and 620) of the social sector of our economy such proportions have not been established in the distribution for special purposes of the realized (net) income as one might normally expect from the point of view of the legalities which we have explained here.[14] As a matter of fact, in (121) the industry of building material, (122) the timber industry, (412) construction, (51510) road traffic enterprises and in (620) catering, greater personal incomes have been achieved per non-skilled worker than the average ones not because in them (in relation to the social average) comparatively higher sums have been set aside for funds and less for personal incomes but because the opposite has happened, or rather, comparatively more has been set aside for personal incomes and comparatively less for funds. In all these branches such a distribution for special purposes of the net income has been achieved in spite of the fact that neither the organic composition of factors of production nor the realized (net) income rate (which has been above the average in most of these branches) have acted in the direction of these, but in the direction of obverse proportions in the distribution for special purposes. This distribution for special purposes (and differences in personal incomes stemming from this) in spite of the fact that it is socially and economically unjustified, should not cause excessive alarm if it is manifested as a sporadic occurrence in a certain year and in a certain economic branch, or rather, in the event that it does not represent any rule but emerges in individual branches only as a transient upsetting of proportions in the distribution for special purposes which are regulated by the legalities which we have mentioned earlier.

If — on the basis of detailed study of these materials — attention is paid to proportions in the distribution for special purposes which have been established in these same branches not only last year (in 1966) but also in all the preceding years of the period that has elapsed, it can be perceived that in most of them quite obverse proportions in the distribution for special purposes had been established in the preceding years, and that, in conformity with this, different proportions have emerged

[14] The distribution for special purposes of the net income in the commodity part of the private sector and even the amount of personal incomes per non-skilled worker (as can be seen in our table) has evolved within the framework of these legalities.

in the personal incomes between these and other branches. However, it can be established at the same time that this kind of distribution for special purposes (or rather, the realization of higher personal incomes per non-skilled worker on the basis of the comparatively greater setting aside of incomes for personal income (and of comparatively smaller for funds) in most of these branches has been recurring in the last few years as well.

Precisely due to the fact that this practice in numerous economic groups in these and even in certain other branches in our economy has been recurring, I consider that an organized drive is *indeed necessary* of all the concerned social forces aimed at the prevention of the lasting reproduction of these proportions in the distribution for special purposes (and upon this basis, of the differences which have emerged in personal incomes) because they are not the consequences of objectively conditional ties and relations of the socialist commodity economy, but emerge as the result of definite arbitrariness while making decisions of the distribution for special purposes within the framework of work organizations. Consequently, in contrast to an organized drive (which can be useful but is not absolutely indispensable) in this sphere of our economy where the proportions in the distribution for special purposes and differences in personal incomes are in fact caused by objective legalities of the commodity economy, in cases of recurrence of this practice in the distribution for special purposes, *this kind of organized action* is, in my opinion, *absolutely indispensable.* However, precisely in this drive one must not forget its basic goals viz., that it must make possible the fuller expression in these spheres of the economy of the objective legality which determines the distribution for special purposes of the realized (net) income and that only those differences in personal incomes should emerge which are caused by the very nature of our relations in production.

Since different proportions in the distribution for special purposes of the realized income cause not only differences in personal incomes but also differences in the cumulativeness between economic branches and groups, we shall devote attention in our next report to the basic problems in this sphere.

Dr. Ivan MAKSIMOVIĆ,
Professor at the Faculty of Law in Beograd

YUGOSLAV ECONOMIC REFORM AND CERTAIN PROBLEMS IN THE POLICY OF REFORM

As it is a well known fact, in 1950, after a few years of post-war reconstruction and the development of socialism with the help, practical experience, and copying of the Soviet economic pattern, Yugoslavia adopted quite a new system which we call the system of economic and social self-management.

In 1950, this system, which was still in its initial phase, started gradually assuming its socio-economic physiognomy. The idea of self-management, which was reappearing for the first time after the Paris Commune as a historical practice, was based on more or less clear and simple principles which have been supported already by Marx, i.e., the principles, according to which industrial equipment should be handed over to the working class, and that it should abolish the exploitation of hired labour in one of the following historical epochs, and create a free, democratic, socialist (and later a communist) society, the starting and initial point of which would be the man, direct producer, as creator. The democratic, political super-structure of this society of self-managers should correspond to such a basis, creating an adequate institutional and social consciousness.

This is approximately all we have already known, and in addition to this, we availed ourselves also of a specific Soviet experience acquired for decades on the basis of somewhat different premises, as that of etatist socialism.

Of course, this great idea, the idea of the development of a Yugoslav self-management pattern of economic activity, could not have been realised and developed exclusively in conformity with a theoretical logic, or in a vacuum, but under the given historical conditions of the Yugoslav climate and the existing economic structure and the potential of the society which was still immature in many respects, either for the development of socialism in general or for a self-management pattern in particular. We should only bear in mind that on the eve of the Second World War, Yugoslavia had a prevalenty agrarian structure of the population (with about 70 per cent of the inhabitants engaged in agricultural production), and a relatively under-developed industry. The national

income per capita did not exceed 100 dollars, which corresponds today to the developing countries facing the first steps towards industrialization.

However, as it has already become clear to everybody, socialism could have been developing only on a relatively high material and cultural level. That is why Yugoslavia has been confronted in its whole previous development with a double task and effort. On the one hand, with the necessity for undertaking radical measures for the purpose of a prompt transformation of the economic structure of the society and a rise in the national income. On the other hand, with the development, let us put it in this way, of qualitative elements of the social and economic system, i.e., the confirmation of self-management socialism, the strengthening of political and economic institutions and work conditions which offer a continuously expanding space for the development of self-management socio-economic relations.

However, we should emphasize that this double range of objectives and efforts could not have been synchronized in an ideal way, or developing concurrently. The strengthening of the material base and the rise in the national income, a rapid development rate, and the transformation of social structure, which have been creating the pre-requisites for an accelerated development of self-management socialist relations, were concurrently accompanied by historically inherited and new material disproportions formed in the course of development, by etatization of the economic system and policy, in which strong etatist principles and methods have still been appearing, and in certain periods and phases even prevailing.

Precisely from the conflict between these two tendencies resulted also the necessity for the economic reform in Yugoslavia in all spheres and forms of the economic life, I will take the liberty to illustrate these "positive" and "negative" tendencies and aspects of the previous development with a few data which apply to the whole period preceding the reform, i.e., to the period between 1950 and 1964.

In this period, an essential transformation of the economic structure of the population[1] took place, so that thanks to a very high rate of increase of the national product and industrial production, which placed Yugoslavia among the first leading nations in the world,[2] it was possible for the physical volume of the industrial production to become about 4.5 times as high as before, and for that of the agricultural production to become twice as high, for real incomes twice, and for the national income three times as high as before (in comparison with 1952, which is taken as a basis).

In this period, there was a very high, and for the normal development conditions, an even excessive accumulation rate, since the capital

---

[1] In 1948, only 32.3. per cent of the Yugoslav population were not included in agriculture, while in 1963, this percentage exceeded 50%. In 1950, the aggricultural production achieved a somewhat higher total income than industry, while in 1964, the income of industry was twice as high as that of agriculture.

[2] With the growth rate of 7.6% of the national income, Yugoslavia occupied the second place in the world (in the period from 1952 to 1962), and with the rate of the growth of the industrial production, it occupied the third place (the rate of 12.6%).

investments absorbed about 30 per cent of the gross national product, and there was also a relatively low rate of personal spending, the total net amount of which was under the level of investment funds, which is usually an accompanying factor and which has been typical so far for the first phases of development of socialist and developing countries.

The very structure of accumulation pointed to the policy of giving priority to production funds (over the nonproduction ones), and within their settings, of giving priority to the development of industry and transport over other economic activities.

Considered as a whole, in the period between 1950 and 1960, Yugoslavia carried out an outstanding technological-economic transformation both of the material base and of the population, so that from an agricultural it developed into an industrial-agricultural country, and left the circle of poor and under-developed agrarian countries, to which it had belonged in general before the Second World War, when it had been a capitalist country.

This stormy economic development, however, did not continue very smoothly when it was set on the basis of self-management. Creating material pre-requisites for self-management, it even contradicted it in a certain sense, involving concurrently various structural and material disproportions; this development was also accompanied by the weaknesses and shortcomings in the economic policy and, through the economic measures and methods, which have been concurrently opposing the new disturbances and more sharply outlining them, it permitted also the appearance of etatist forces. 1963 and 1964 seem to have represented the crucial years which brought self-management socialism in Yugoslavia to a new turning-point. To face the volume and intensity of structural-material problems and disproportions, and the increased contradictions of development, there were two possible methods for a further advancement and solution of problems: one of them consisted in the strengthening of administrative functions of the state in the sphere of the economy, which practically meant a re-introduction of the centralized planning system of the period preceding 1950, and the other consisted in the strengthening of rights and functions of the economic base, i.e., of work organizations, the strengthening of their economic potential and their responsibility for the future economic development and for the elimination of the newly-created structural and social contradictions. This was precisely the path taken by the economic reform in Yugoslavia in 1965, and this was the path which has been following the line of strengthening self-management relations, and the economic pattern in Yugoslavia based on them.

But, it is neither possible to explain nor to embrace all the complexity of the economic reform using only the elements quoted in the preceding paragraph. The objectives of the economic reform and its methods included also the measures for eliminating the newly-arisen disproportions and errors of the economic policy in the previous development, but much more than this, they involved at least two other strategic tasks. One of them referred to a further development of the self-management economic system, and the second to the confirmation of the principle

of economic rationality and to the transition from extensive to intensive methods of economic activity in all spheres of the economic life.

We will most adequately approach the explanation of this complex set of problems as a whole, and of its measures, as well as the explanation of its past results, if we primarily point to the central points of the arisen problems which, as we have said, have been accumulating in the course of 1963 and 1964.

A group of problems applies to the material base and structure of the economy. We have already mentioned the high rates of growth of industrial production, which ranged between 9 and 13 per cent in the whole period from 1952 to 1964. However, the rate of growth of agriculture has been oscillating only between 3 and 6 per cent, and made this essential disproportion even more insupportable, the more rapidly labour force has been transferred from agriculture to industry (between 1953 and 1963, 1.6 million new workers have been employed in industry, and the more intensive has been the demand for agricultural products, bearing in mind also the high participation of agricultural in Yugoslav exports.

But, the industrial structure itself has been showing certain anomalies since 1955. After this period, there was an obvious tendency of a slackening in the rate of the development of the power base and semi-finished materials, as well as an increasing tendency of manufacturing groups to be directed to the purchase of semi-finished materials abroad, which represented a burden for the already negative balance of payments of the country. Somewhat later, in 1958, the tendency of an accelerated rise in the production of those industrial groups, which have been producing finished consumer goods, was also noticed. In addition to all these tendencies, we should mention also a relatively slow rise of productivity in industry, and its insufficient competitive capacity on the foreign market, which brought about a protectionist export and import policy often based on unprincipled grounds, and without a longer-range understanding of the desired policy of development.

The second group of problems relates to trends and methods of the economic policy. Inspired, in fact, by the concept of a rapid and extensive development, and with the necessity for the fastest possible transformation of the material structure and that of the population, the economic policy, under a strong influence of etatism and local and regional political preferentials, and confronted with very different historically inherited economic conditions all over Yugoslavia, and with the disproportions increasingly deepened by the development itself, has been contributing to the creation of sources of disproportions and to the development of contradictions inherent in the system, in spite of undeniable results achieved in the development. Let us mention but some spheres and trends.

In the sphere of the investment policy, the entire self-management period until 1965 has been characterized by an over-strained rate and volume of gross investments, which resulted in the expansion of all the aspects of expenditures above the rate of the rise in the national product and the national income, as a negative consequence. In spite of the demands for reducing the rate of expansion, and for appeasing

the expansion of the investment activity, the economic policy itself was a factor of this expansion.

In the sphere of the credit policy, we should mention above all the period between 1958 and 1963, in which the expansion of short-term credits was unjustified in many respects, so that these credits become 6 times as high as before, and this, in turn, led to an appropriate increase in the monetary volume and to inflationary tendencies in the movement of prices. The administrative control of prices applied to most products could not prevent the doubling of indices of prices for a whole range of categories (the prices of investment equipment, retail sale prices, and so on) in the period from 1956 to 1965.

Similar remarks can be made also in respect to the budgetary and general expenditures. The expansion of these forms of expenditures at the expense of a relative decrease in the share of personal spending could be indicated as a factor of disproportions which have discouraged a rise in productivity and intensity of work, and stimulated the economically arbitrary and unjustified use of a greater part of the national income.

Finally, let us mention the third significant group of problems which we will provisionally call the problems in the system, and in the relations between the economy and state institutions. It is the question of the lack of a Yugoslav pattern of the economic activity, either because adequate theoretical and practical solutions have not yet been found, or because the self-management pattern was still requiring and containing strong etatist elements. In the self-management system, according to the Constitution of 1963, the state has been still performing very significant functions in protecting and organizing the common economic interests of the society, and of the system as a whole.

The significant economic differences and the development tendencies, which resulted in historical and the newly created disproportions and discrepancies in the organic structure, productivity, and capacity to create products and income on a national, regional, and local scales, made the state an important arbitrator, and imposed on it the making of significant decisions on a whole range of economic matters which concerned the economic development and the creation of common conditions and criteria of the economic activity.

Through its material potential, which has not been decreasing in the course of time, the state was objectively able to contribute also to a neutralization, i.e., a limitation of the effects of self-management principles and of the economic logic.

This was particularly manifested in the sphere of global distribution of the national product and national income, in which, until 1964, the state has been taking away more than 50 per cent of the total net income of the economy, through which it has been exercizing a decisive influence both on the volume and on the structure of social accumulation and expenditures. It is enough to remark that in the period from 1952 to 1964, economic organizations had been able independently to use only about 30 per cent of total investment funds. On the other hand, the whole system of the distribution of gross and net product at the level of the economic organization was organized through a whole range of instruments, mandatory rates, and contributions (interest on capital and

fixed assets, fixed contributions from net product, taxes, and foreign trade instruments) so that a wide field has been left to the state to implement various kinds of differentiations, discrimination, and protectionism depending on its own evaluations of the necessity for giving social priority to individual aspects of the economic activity.

The years of 1963 and 1964 have been particularly illustrative and instructive, since all the above quoted problems and contradictions in the economic development of Yugoslavia, as well as the discrepancies in the development of self-management and etatism have been outstandingly manifested in these years. Along with a further extensive rise in production (the rate of increase of the national product amounted to 14 and 12 per cent, and that of industrial production to 15 and 16 per cent), there was also a further slackening in agriculture (the rate of increase amounted only to 4.3 per cent in comparison with the planned one of 7 per cent). Along with the rise in imports by 25 per cent, the export rate has been decreasing, while the deficit in our balance of trade and of payments has been increasing.

These indices of a further strong expansion of all the aspects of domestic expenditures were accompanied with still over-strained rates of investments (contrary to the plan, the rate of investments increased by 18% in 1963, and by 29% in 1964). The rates of total personal incomes increased by 18, i.e., by 34 per cent (in respective years), those of employment by 7, i. e., 6 per cent, which all this was continuously accompanied by a further inflationary tendency of prices, the cost of living, production, and so on.

The policy of subsequent expansion and contraction pursued by the state apparatus ever since 1955, culminated in the contradictory consequences in 1963 and 1964. On the one hand, it was necessary to centralize another 200 milliard dinars for the purpose of granting subsidies for exports as well as a whole range of economic groups which have been operating at a loss, which could have been achieved only through increased sums taken away by the state in the sphere of the distribution of net product of the economy. On the other hand, at the beginning of 1965, it was necessary to undertake new administrative measures, which were applied to the freezing of prices, limitation of credits, and so on, for the purpose of stopping the still strongly manifested inflationary trends in the rise in prices, personal incomes, and investment expenditures. Both kinds of undertakings objectively signified a further strengthening of the state as an economic factor, and a further dependence of the economy on administration.

2. *FUNDAMENTAL PRINCIPLES OF THE REFORM OF 1965, AND ITS OBJECTIVES AND METHODS*

A way out of the magic circle of extensive expansion and inflation, on the one hand, and of contraction and slackening of the economic activity, on the other hand, along with a continuously increasing authority of the state over the economy, which produced negative effects both on the principles of economic rationality and efficiency, and on the

strengthening of self-management, lied in the economic reform. The reform was conceived as a long-range process, in which quite different and new economic principles should gradually show their effects, which, on the one hand, would bring about a greater economic efficiency and a more harmonious economic development of Yugoslavia, and on the other hand, would represent a more adequate basis for the self-management system, gradually eliminating the inferior position in which the economy has been brought in relation to state organs, and more and more leaving the economic decision-making and development to direct economic agents-producers.

In the middle of 1965, the first significant measured of the economic policy, mutually connected and defined in the medium-term five-year plan of the development of Yugoslavia for the period from 1966 to 1970, were undertaken. They were based on certain fundamental strategic and long-term principles, from which we had to start in the future, and which should represent a basis of all the partial measures and synchronized economic methods. These strategic principles of the reform can be described briefly in the following way:

a) Strengthening of the material base of economic organizations, and a gradual devolution of the responsibility for economic reproduction to self-management bodies so that the state would take away a continuously decreasing portion of the net income, and would leave ever greater material possibilities for the formation of accumulation funds and personal income to economic organizations.

b) Placing the economy under the influence and effects of the market laws, using primarily the foreign market (through expansion of exports and a liberalization of foreign trade) for the purpose of securing to Yugoslavia the right place in international "division of work" as a factor which should secure realistic criteria and a realistic measure of economic efficiency, as well as of the justifiableness of the orientation of production.

c) The creation of "equal conditions" for the economic activity through social planning based on economic criteria, and realized through economic means (the policy of prices, credits, and monetary mechanism, through foreign exchange and tax instruments, and so on), and by impelling self-organization of the economy towards integration and concentration.

These general strategic objectives of the reform could be, of course, realized only through a long-term process, in which individual measures would be successively undertaken, amended, and supplemented, depending on the internal and international economic situation (on markets), and on the changes made in the structure and mechanism of the Yugoslav economic system. That is why the economic reform can be mentioned only as a process, whose current measures as well as the intentions of the economic policy and its results are subject to continuous changes, but whose above-mentioned basic strategic objectives have remained unchanged in the past three years.

In connection with the measures undertaken in the middle of 1965, we will quote only some of their most significant groups. *The reform of the budget and the investment system* had essentially to change the

proportions and functions of the economy with respect to the distribution of net product. As early as in 1966, through a whole range of measures applying to the abolition of the Federal Central Investment Fund, and through the transfer of resources of this Fund to appropriate banks the share and significance of political organizations in the formation of investments were drastically diminished, while the share of economic organizations and banks has remained a decisive factor. At the same time, a whole range of instruments of fixed obligations of the economy, through which the state has been participating in net income of economic organizations, was abolished. This was the beginning of the process, in which the participation of the state in taking away the surplus value of labour should be more and more restricted and limited exclusively to its indispensable functions, inherent in the budgetary and general expenditures.

The second group of measures applied to the creation of conditions for diminishing the serious disproportions in acquiring income among economic fields and industrial groups. The most significant measures in this sphere was the *reform of prices*. All prices were generally increased by 24 per cent (in comparison with their average level in 1964), while the general index of the prices in industrial production increased by 15 per cent, with a differential rate varying according to kinds of products (the prices of industrial consumer goods increased by 17 per cent, those of reproduction instruments by 15 per cent, and of industrial equipment by 7 per cent). In this way, the initial basis for eliminating the existing disproportions in the industrial sphere has been created. In agriculture, the general index of prices increased by 38 per cent, and in transport by 26 per cent. The essential idea of the reform of prices was the necessity for re-distribution and the rise of income in the key and raw-material industries, as well as in the spheres of agriculture and of tertiary activities, along with a slackening of the rise of income in manufacturing industries. In addition to this, efforts were made to bring — on the basis of a comparative research — the levels of prices on the internal market as closely as possible to those on the international market for the purpose of forming uniform criteria in trade. The ultimate aim — the creation of equal conditions for the economic activity — could be realized as the future task of the reform connected with a general liberalization in the formation of prices.

For many economists, a *change in the foreign trade system along with the devaluation of the dinar*, the exchange rate of which had almost reached its real value abroad, signified one of the decisive measures of the reform in 1965. The devaluation of the exchange rate of the dinar to the new parity of 1,250 old dinars for one dollar (i.e., 12.5 new dinars for 1 dollar, in comparison with the previous exchange rate of 750 old dinars) had a double purpose: to increase the prices of imports before the reform by about 66 per cent, in which way the pressure on our negative balance of payments should be weakened to a certain extent, and to encourage exports at the new exchange rate. Indirectly, the new exchange rate of the dinar signified also a strengthening of the position of the raw material industry, bringing the manufacturing industrial groups into a more difficult, but economically more adequate position. This was

brought about through the differentiation of customs rates which, as a whole, became more than twice as low as before (from 23% to 10% on the average), in which case the import customs duties on industrial raw materials amounted only to 5 per cent, those on semi-finished materials to 2—9 per cent, on industrial equipment to 20 per cent, and on consumer goods to 21 per cent. In the case of certain products, very high protective tariffs have been introduced for the purpose of encouraging the national production and limiting imports (ranging between 40 and 50 per cent for automobiles, televisors, durable industrial goods, and so on). On the other hand, the export facilities were greatly restricted, and remained at the level of only 6 to 12 per cent of the value of exported goods, while maximum facilities in the case of the products at a high finishing level remained unchanged. Taken as a whole, as early as in 1965, at the beginning of the reform, the span of differentiated export rates decreased to 1 : 1.2 (while in 1961, this ratio was 1 : 17), and this created the starting basis for liberalization of the foreign exchange system. At the same time, the retention quota, i.e., the amount of foreign exchange fund, which is left to economic organizations at their free disposal, was increased to 7 per cent.

Among the essential aspects of the reform, we should mention also the reform of the *banking-credit system*, which was only at the beginning in 1965. The main idea of the reform in this sphere consisted of the necessity for a gradual emancipation of the banking-credit mechanism from state administration, and of assigning to banks the role of a business partner of the economy which will operate exclusively on the basis of economic principles. Significant institutional changes have also been carried out. The network of banks has been restricted (to approximately one half of the number of banks before the reform) by prescribing "minimum capital" for the formation of banks. The question of internal structure of banks and of the way in which they should be managed was also solved in principle: now, it is possible also for economic organizations, in addition to the socio-political ones, to form banks. The founders participate in the management of banks in proportion with the capital with which they have participated in their foundation, but none of the founders can have more than 10 per cent of the total number of votes in executive committees of banks. This was aimed at limitating the influence of various institutions on the distribution of banking credits. The rights of the Federation and the republics have also been considerably limited, so that they can be financed by banks (out of newly-issued money) only on the basis of a law to be passed by appropriate assemblies.

3. *IMPLICATIONS AND RESULTS OF THE REFORM (ECONOMIC TRENDS AND SITUATION IN THE PERIOD FROM 1965 TO 1968)*

The past three-year period was not sufficient for making a final evaluation of such a long-term policy which involves elements of the economic reform and the whole reform of institutions and structure. Facts are often comparatively inadequate for this purpose. We should

remark also that the economic reform, placed in the five-year plan of development for the period from 1966 to 1970, has been supplemented every year with elements of the economic policy, and confronted with unexpected trends in internal and international (European and world) economic development. Yet, it is possible to reach certain quantitative and qualitative indices, of which those which apply to the attainment of the objectives of the reform so far, are particularly significant, i.e., the strengthening of the economic position of self-management, and intensification and rationalization of economic activity. In connection with them, we should emphasize the following:

1) First of all, we can notice a clear process of re-distribution of the national product in favour of economic organizations, despite oscilations in various periods of time in the development of the reform. Total funds of economic organizations in the national product increased from 55.1 per cent (in 1964, before the reform) to 58.7 per cent (in 1965), and 63.3 per cent (in 1966), and slightly decreased in 1967 to 61.8 per cent.

A similar process developed also in the rise of the share of economic organizations (and banks) in gross investments, which increased from 52.5 per cent (in 1964, i.e., the year which preceded the reform) to 67.4 per cent in 1967. In 1966, this share was even 70.7 per cent and coıresponded to the real intentions of the reform, and this process continued positively developing this year.

2. We must state also that there was a somewhat slackened rise in the growth rate than foreseen by the development plan (for the period from 1966 to 1970). It was only 4.2 per cent (in the period from 1966 to 1967) instead of 6 per cent as planned. The rise in the rate of the industrial production by 4.6 per cent in the first seven months of 1968, and a further expansion, which took place in August and September, indicate that the industrial stagnation of 1967 would be fully surmounted, while the rate of development would range above the planned on in 1968. However, the quantitative changes in production are more significant (the production of about 10,000 new products has been mastered, and that of an even greater number of poor-quality products fully abandoned), which include also the pace of growth of a whole range of the economic groups on which the reform has relied, which was faster than the average one (in the case of agriculture, trade, and catering industry, the housing construction activity, and in the sphere of industry — electric power, building, shipbuilding, and other industries).

The qualitative changes towards a more intensive and more rational production are manifested also by a rise in the participation of the factor of productivity in the rise in production, by the rise in the rate of productivity in tertiary activities, the rise in the rate of productivity in general, in spite of a decrease in the rate of changes in the economic structure, and by a somewhat more intensive process of economic integration, which is developing without any administrative pressure (particularly in the spheres of the extractive industry, electric power and shipbuilding industries, and so on).

3. One of the major objectives (as well as methods) of the reform concerned the expansion of exports for many direct and strategic reasons (liberalization of foreign trade, redressing the negative balance of pay-

ments, creation of foreign exchange reserves for the purpose of the expansion and stabilization of the market, and so on). Quantitatively partial results have been achieved, but comparatively significant changes lie behind them. From the beginning of the reform, total exports increased by 47 per cent, i.e., by about 12.5 per cent a year on the average, while production increased by only 4.2 per cent. This was not enough to eliminate the deficit from the balance of payments which has been decreasing from year to year (in 1966, it amounted to 57 million dollars, and in 1967, only to 43 million dollars, so that it was five times lower than before the reform. In respect to the East European socialist countries, our balance of payments showed a surplus of 76 million dollars in 1967). We should emphasize that the stability of the official exchange rate of the dinar has been achieved, so that its deviation from the real exchange rate amounts now hardly to 2 or 3 per cent a year, in comparison with 28 to 32 per cent in the years preceding the reform.

4. We should mention also a very peripheral, but still continuous advancement with respect to the essential aim of the reform, i.e., the rise of real incomes of the working people, the significance of which is very great for strengthening the economy and accelerating its growth rate. The participation of personal incomes in the national income increased from 38 to 40 per cent (between 1965 and 1968), and total personal spending has been increasing by one per cent more rapidly than the national income. However, the rise in real personal incomes was particularly noticeable in the period from 1966 to 1967, when it amounted to 9.6 per cent a year on the average being several times as high as the rise in the period preceding the reform.

This process can be observed also on the basis of other indices, which also deserve our attention. The percentage of the employed with minimum personal incomes (300 new dinars a month) decreased from 45.6 per cent of the total number of the employed in 1964 to only 2.2 per cent in 1967, while, on the other hand, the percentage of those with personal incomes above 1,000 new dinars increased from 1.5 to 19 per cent of the total number of the employed (in the same years). A certain tendency towards diminishing the differences in personal income is reflected in the restriction of the span of incomes between the economic and the non-economic activities (from 1 : 1.32 in 1963 to 1 : 1.22 in 1967).

5. We could list many other significant indices in positive achievements of the reform, such as the stabilization of the prices of industrial products (particularly of the wholesale prices), along with almost unchanged indices in 1966 and 1967, and a continuously increasing global and partial adjustment of the commodity to the purchasing funds, by which we can partly explain also the more and more quiet and slow changes in the index of the cost of living. The rise in the standard of living could be noticed also from an increased participation in net and gross personal incomes, from a rise in the amounts taken away from personal incomes for investments in the social standard and the construction of flats, and from a rise in individual savings. The restrictive policy in connection with the issuing of money and credits, even though it has been severely criticized, has also produced the following positive effects: an increased

value of money, elimination of inflation, stabilization and appeasement of very turbulent aspects of all kinds of expenditures in the period preceding the reform.

4. *CERTAIN PROBLEMS IN FURTHER DEVELOPMENT OF THE ECONOMIC POLICY OF THE REFORM*

In contrast to the positive effects of the policy of the reform in connection with attaining the objectives of the reform, which we have described above, there is a series of problems concerning the trends in the material structure, as well as a further development of the self-management economic system. It is partly a question of long-term structural problems of the Yugoslav economy, the proportions of which have been more strongly emphasized by the measures of the reform, but no definite solutions have been reached so far. The second group of problems consists of those which are inherent in the reform itself in a closer sense of the word. It is a question of the present economic system which, under the influence of internal and external factors, methods of the economic policy, and unpredictable variants, is not offering the best possible solutions which would be adequate to the strategic objectives of the reform. In an atmosphere of democratic discussions, Yugoslav economists and all those factors who are formulating the economic policy and its measures, in recent years have been raising along with the development of the reform also the questions inherent in it, and endeavouring to formulate better and more rational solutions in recent years. Among the numerous questions which have been raised, we think that the following group of problems has a primary significance both for the present and the coming periods.

1. It is certain that the central problems of the reform are: the economic organization, the level of development reached, and the limits within which the main objectives of the reform are achieved in the economic organization: intensification of production and strengthening of the economic self-management system. These questions are closely connected with the relations between the socio-political community and the enterprise, and consequently, also with the distribution of income as a whole, both on a macro-economic and on a micro-economic basis. We can say that 1967 was the crucial year of the reform. In fact, because of a general slackening of development, and a stagnation in industrial production caused both by internal factors inherent in the system and by external factors, there was a slackening of the process of re-distribution of net income of enterprises in favour of the economy, and a restriction of the material base for the performance of essential functions of the enterprise, for its reproduction potential, and accumulativeness. The part of net product of the economy, which had been taken away by the community and which had decreased from 50 to 40 per cent in the course of the reform, increased again to 43 per cent in 1967. If we bear in mind that within the setting of net product the net personal incomes of workers have shown a stronger power of resistance, and have not been diminishing, but on the contrary, have been slightly increasing

(from 33 per cent in 1954 to 40 per cent in 1967), this was bound ultimately to result in a decrease in the share of net income left to the work organization for the purposes of production. It decreased to the level, at which it had been before the reform (i.e., in 1964), to 17 per cent of net income in 1967.

Further analyses have shown that this restriction of the material base of expanded reproduction in enterprises resulted in a decrease in the accumulation rates in all the economic groups and enterprises (the amounts reserved for the business fund and amortization decreased from 10.4 per cent in 1966 to 7.4 per cent in 1967 in the economy as a whole). Furthermore, it appeared that in 1967, the net product of the economy increased only by 2 per cent, while the obligations towards the community increased by 17 to 26 per cent. The low economic activity in 1967, was caused by the fact that the social obligations of enterprises, which had a fixed character, over-burdened the net product. In addition to this, personal incomes have been increasing at a faster rate than the net product. The ultimate result was that the production and investment funds of enterprises have been impoverished, while personal incomes and losses have been increasing.

If we add the high annuity rates, revaluation of capital assets in 1967, which greatly increased the share of production costs in total revenues, and monetary non-liquidity of the economy, it will be easy to understand the supplementary disturbances accumulated in the structure of investments. In fact, a relatively restricted accumulation base resulted in the fact that economic organizations, being also insolvent, have been investing a very small portion of their available resources in capital assets, and a much greater portion of their investment funds in revolving capital (in 1967, the ratio was 1 : 2, instead of being the obverse as was necessary). So the situation of accumulation continued worsening, and the greatest part of the revolving capital has been accumulated in unsold goods (stocks), rather than in the revolving capital funds of the economic activity; this was greatly due to insufficient demands and consumption in 1967 which resulted in the formation of considerable stocks of consumer goods (in 1967, these stocks were estimated to amount to 60 per cent of personal spending).

The above analysis might induce us to conclude that the economic policy of the reform in the sphere of secondary distribution, particularly in 1967, has been rather rigid and inflexible and has affected all the problems in the sphere of strengthening the accumulative potential of the economy. That is why this is one of the central problems facing the reform at present. In 1968, there was a certain improvement of the situation, but only the future economic political decisions concerning the reduction in fixed obligations of the economy (annuities, interest on the business fund, and so on) could bring about an increase of the accumulativeness of the economy, along with the strengthening of demands and a rise in the growth rate.

3. In the sphere of the distribution of net income of the economy, another significant problem of the reform lies in the distribution of personal income. The problem consists of the fact that the reform has set forth two principles of the distribution of personal income, which

are not fully consistent to each other. One of them is the principle of the distribution "according to work", while in practice we have actually the distribution according to the achieved income which is a function of the engaged funds. As the engaged funds greatly vary according to individual economic groups and enterprises in their volume and their effects, the effects of income in proportion with the engaged funds and independently from the volume and quality of work, as obviously shown by statistics also vary. This results in the fact that, for instance, a worker engaged in the electric power industry receives twice the income of a worker engaged in the tobacco or paper industries for the same work and having the same qualifications. Thus, workers engaged in those groups, the funds of which are on a level above the social average, achieve personal incomes which are 18 to 48 above the average ones in industry, while it is quite the contrary in the case of workers having the same qualifications in those groups, the funds of which are under the average level in industry.

In certain non-economic activities, too, in which personal incomes are secured from the budget (i.e., out of fixed funds taken away from the economy), incomes are not subject to the principle of the distribution "according to work" either. Finally, along with the development of private work performed by private citizens through their own means, more and more frequent cases of the formation of high personal incomes independently from the performed work, but on the basis of the use of undertaking functions (a monopolist position, a particular boom, as for instance, in the spheres of tourism and services, and the like) are recorded.

For the moment, there are no adequate methods or instruments of the reform for neutralizing all these trends. However, a discussion on elementary principles of progressive taxation of high incomes in the economy, along with the maintenance of private initiative in all the spheres of economic activity, in which it is still required, is precisely that which we need at present.

4. In spite of all the good results achieved in the change in the economic structure, stabilization and normalization of the economic activity in 1966 and 1967, the restriction of over-strained investment of an extensive nature, and introduction of the methods of a more intensive, and more rational production, have led to an acute economic-political problem, i.e., the problem of unemployment. The total number of the unemployed in the phase preceding the reform, which amounted to 212,000 in 1964, reached the figure of 268,000 unemployed persons in 1967, i.e., increased from 5.5 to 7.2 per cent of the total number of employed and unemployed persons. The average employment rate in the period from 1964 to 1967 was also negative (— 0.9%). The situation is affected by the fact that the number of the unemployed includes also a continuously increasing percentage of skilled workers and experts (their percentage increased from 15% in 1964 to 24% in 1967), as well as by the fact that there is a continuously greater influx of qualified experts coming from schools (in the period from 1968 to 1970 about 270,000 persons having graduated from secondary and higher schools, will apply for employment). The Assembly has voted the law on trainee employees, on the basis of which the economy should engage the unemployed highly qualified experts, and until

June, 1968, the number of newly employed workers was 20,000 higher than in 1967, but the total number of the unemployed was still higher than in 1967.

Considered in all its complexity, the unemployment problem can be solved exclusively through a further rise in the production rate, which means through synchronized measures in the spheres of distribution, income, and the credit policy, which will secure new work places thanks to investments particularly in the building of flats, and thanks to the development of tertiary activities. This will certainly be one of the main problems of the reform and the economic policy in the coming period.

5. Now, we are going to refer to another two significant and complex problems of the economic reform in the present phase.

The first concerns the questions of the banking system, i.e., of the monetary-credit policy and its methods. From the very beginning, the Yugoslav reform has been attaching special significance to the formation of the new function and role of banks, i.e., of the monetary-credit mechanism. The task of the credit-monetary policy was to contribute to the "stability of the general level of prices and of the domestic currency, and thereby also to the process of a more efficient economic activity." When performing these tasks, the banking system should have secured that the mass of money circulates "within the strictly necessary limits," and should not have permitted a greater rise in short-term credits than it was necessary to compensate for the withdrawal of the mass of money from circulation, conditioning its trends with the issuance or withdrawal of money, and the transactions within the framework of the balance of payments. In addition to these tasks, banks have become also the sponsors of state capital taking over from the Federation the resources of former state investment funds (about 28.3 milliard new dinars). Banks are also carrying out monetary transactions on behalf of political communities (collection of annuities and interests on behalf of the Federation, and so on). Finally, banks are issuing money and keeping the monetary reserves. In the lack of a market of capital and of securities (stock exchange), one of the decisive roles has been assigned to the credit function and the money issuing function of banks in the reform, both in respect to the stabilization of the market, of prices, and the economic activity, in respect to the choice concerning the investment of public funds in those economic groups and activities which had the brightest prospects from the standpoint of the production of goods intended for the foreign market, of the efforts for obtaining maximum income, and so on.

Now, it can be said that, considered as a whole, our banks both in their capacity of sponsors of the monetary policy and of creditors, have not performed their function so far. Today, banks (and the credit-monetary policy in general) are criticized for having pursued an excessively rigid and restrictive credit and monetary policy, particularly in 1966 and 1967, which was one of the causes of stagnation in production in 1967. Statistical data corroborate this criticism. In 1967, the mass of money was 2 per cent lower than in 1965 (i.e., 410 million new dinars lower), while savings deposits have concurrently increased by 9 per cent. There was also a very obvious tendency towards considerably reducing the funds which were available to economic organizations, so that their rela-

tive share in the total mass of money decreased from 34 to 26 per cent, and in respect to its absolute volume, it was almost 30 per cent lower than in 1966. In 1967, banks, when perfoming their credit function, secured short-term credits about 6 per cent lower than the funds covered by the withdrawal of the mass of money, while in the case of investment credits a rise of 12 per cent was recorded (in comparison with 1966, but lower than in the preceding three years).

We should emphasize also that the initial idea of the reform, in which the economy appears as an equal partner of banks, has been considerably weakened and made rather relative by the fact that the economy has comparatively insufficient funds (only 20 per cent of total funds of banks), that the economy is a significant debtor of banks (about 70 per cent of credits have been granted to the economy), and that the influence of socio-political organizations on the policy of granting investment loans and short-term credits by banks is stronger than the influence of the economy. Banks are emphasizing the difficulties in connection with the increased responsibility of banks under our laws in a situation in which funds are relatively insufficient, so that often contradictory tasks are assigned to banks (to secure liquidity and sales along with a mandatory channelling of credits, and so on).

Anyway, a high level of the existing debts and insolvency of the economy, which had been increasing in 1966 and 1967, has also a monetary-credit cause, i.e., a cause which lies in the policy and institutional development of the banking system, which, too, is one of the serious problems in the economic policy of Yugoslavia at present.

6. Finally, we should say a few words about the problems in Yugoslav foreign trade, which you will hear in a special report, so that we are not going to deal with details. In the strategy of the reform, the foreign market occupies one of the central places, both as a factor which should encourage the internal economic forces to change their structure for the purpose of adapting themselves to the idea of joining the international division of work and to such intensified economic activities which correspond better to world criteria, and as a factor of internal stability (in view of the possibility for securing full employment of all the production factors, real criteria for calculation of costs, and so on). We should say that the reform of the foreign exchange and the tariff systems signified an extremely important step towards the objective set forth by the reform. For, the total volume of foreign trade transactions is increasing, while the structure and orientation of the export activity of the Yugoslav economy are undergoing the process of continuous qualitative changes.

However, the reform did not succeed so far in attaining one of the main strategic aims — a positive balance of trade and payments. Total exports are still under the level of total imports. In 1967, exports increased by about 3 per cent and imports by about 8 per cent. In 1968, the half-year balance of trade showed a decrease by about 2 per cent, imports having remained in general at the level of 1967, and exports having recorded a further decrease by 6 per cent. These annual tendencies could not represent decisive indices by themselves, if they did not cover the whole period of the reform, and if they did not gradually clas-

sify Yugoslavia in the category of increasingly important debtors of foreign countries.

The European and world economic situation makes the problem ever more complicated. Yugoslavia is now confronted with the joint protectionist tariff regime in the European Economic Community with respect to agricultural products which cover 47.5 per cent of total Yugoslav exports to the countries of the European Economic Community.

On the other hand, in spite of a more stimulating mechanism in the sphere of exports, and the stimulation of exports dictated by the reform, it seems that we have not reached the best possible solutions. Judging by the circumstance, the so-called "retention quota" is insufficient and low, as well as insufficiently progressively channelled in the case of a rise in exports. The credit and the transport tariff systems, which should contribute to an expansion of exports, have not reached adequate solutions.

That is why both the economic and the political factors in Yugoslavia consider now that utmost efforts should be made this year for starting negotiations for the purpose of restricting the discriminatory barriers of the EEC, and for starting negotiations with the East European area with the clearing payment system for the purpose of reducing the surplus Yugoslavia has been recording in its trade with these areas. In addition to this, in the internal sphere it will be necessary to carry out serious analyses and changes in connection with the protection of liberalized Yugoslav imports against foreign influences, as well as for the purpose of improving the foreign exchange system.

In connection with the current problems of the reform concerning a rise in foreign funds, we should remark that in 1967, some very significant decrees and laws were adopted, including two laws referring to the cooperation in production with foreign partners, and to supplements to the law on funds of economic organizations, which foresee the possibility for investing foreign capital in domestic economic organizations provided that it is a question of lasting investments and that the value of foreign capital does not exceed the share of the domestic organization. In such cases, the foreign investor will be bound to pay taxes on benefits, and will be permitted to transfer at the most 80 per cent of the benefits resulting from joint operations.

This opens a new and interesting phase of cooperation and partnership between Yugoslav economic organizations and foreign firms or persons, the ultimate results and significance of which cannot yet be fully evaluated or foreseen.

* * *

As it can be seen from the above brief analysis, the Yugoslav economic reform has produced significant results which confirm the Yugoslav self-management system and open new ways and methods towards the building of socialism. On the other hand, a lot of unsolved problems resulting from the inherited backwardness of old Yugoslavia, the effects of the present complex international economic and political situation, of which Yugoslavia, too, is an integral part, and the insufficient development of the economic pattern itself involve the Yugoslav reform and the

Yugoslav system in a whole range of difficulties which we will be able to surmount only little by little. That is why a foreign interested visitor, particularly one who tends towards jumping at conclusions, may gain the impression that Yugoslavia is evolving towards a pattern of a "group capitalism", or may conclude that it is a question here of a specific variant of etatist socialism. In fact, Yugoslavia is simply a country which is endeavouring to find its own specific historical way to socialism, and is confronted in this connection with a series of economic difficulties, wishing in all cases to remain both independent and democratic.

Dr. Branislav ŠOŠKIĆ,
Professor at the Faculty of Economics in Beograd

A YUGOSLAV VIEW ON THE MAIN TRENDS AND SCHOOLS OF ECONOMIC THINKING

The development of the Yugoslav economic thinking may be traced from the Middle Ages (the code of Tzar Dušan), through the works of the mercantilist writers of Yugoslav origin (Mate Vlačić — Matthias Flacius Illyricus — and Juraj Križanić, XVIth and XVIIth century), and specially from the middle of the XIXth century onwards, mainly in the works of university professors and other scientists in the field of economic theory and economic policy.

The economic theoretical thinking fostered at the Yugoslav universities up to World War II did not excel in special originality. It was under the strong influence of the Austrian and German writers. This was much less the case with works in the field of economic policy.

The Marxian economic thinking had no right of existence at the pre-war Yugoslav universities. The economic works written by Marxian writers were forbidden and had to be printed illegally, while Marxian writers used to be persecuted and put to jail.

The end of World War II and the revolutionary metamorphosis of Yugoslavia created conditions for the free development of the Marxian economic thinking. At the universities as well as in other schools, economics is taught on the basis of the main principles of Marx's economic theory.

The lectures you have already heard have shown the standpoints of the contemporary Yugoslav economic thinking which have been accepted in the Yugoslav economic system, system of workers self-management and economic policy of development of Yugoslavia.

My task will be to express my own views on what the attitude of contemporary Yugoslav economic thinking is or should be regarding the main trends and schools of economic thinking. Speaking more precisely, I will try to point out how, in my opinion, the contemporary Marxian Yugoslav — and I hope not only Yugoslav — economists, should look at and judge the main schools of economic thinking, the well-known economic writers and their theories.

1. All contemporary economic theories, literature and economic writers may be roughly divided into two groups: (a) the Marxian, on the one hand and (b) those who are not Marxian, on the other hand.

I would like to point out right now, that some Marxian writers often give the name of "bourgeois" to all the literature, theories and writers that are not Marxian. Although a large part of the non-Marxian literature, writers and theories can be rightly called bourgeois, I think that this name cannot refer to all (I emphasize: all) the non-Marxian literature, writers and theories.

It cannot refer to some left Keynesian economists who are in some cases even influenced by Marx's theory and who consider socialist economy to be more advanced and more efficient than the capitalist one. We should not label, for instance, Joan Robinson a "bourgeois" economist — as sometimes has been done — at the same time when the real bourgeois economists call her to be a covered Marxian economist.

It cannot refer, under any circumstances, to those economists from Western countries who consider themselves to be Marxists, although we may sometimes disagree with their views analyses or conclusions. After all, nobody denies that Roza Luxemburg is a Marxian economist, although we do not accept all her theoretical conclusions. This should also be the case with Maurice Dobb, Ronald Meak, Hency Denis, Paul Sweezy, Paul Baran and others.

After all, all that is written by Marxian economists, does not receive automaticaly a scientific character, and all that Marxist economists wrote and write is not a contribution to economic science either. As the real bourgeois economists have right to be right sometimes, so the Marxian economists have right to be mistaken sometimes and to be discussed and criticized creatively, constructively and in a friendly manner by other economists without being labelled politically. That is the pre-requisite for the development of the economic science.

Consequently, I think that it is wrong to speak — as it has been spoken — about two economic sciences: "Marxian" economic sciences, on the one hand, and the "bourgeois" economic science, on the other. In my view only *one* economic science in the pure sense of the term can exist. The contribution to the economic science could be made by different currents and schools of economic thinking and by individual economists, particularly by Marxian economists, but also by non-Marxian and even by some real bourgeois economists. But these are only contributions.

Having in mind main economic theories and different schools of economic thinking, I am deeply convinced that the contemporary economic science can be properly built and developed starting from Marx's economic theory as its basis. All scientific contributions in economic theory, no matter who the contributors are, if they are scientific, can be easily included in the Marxian system of economic theory. Because, what is scientific cannot be anti-marxist.

1. The contemporary Marxian literature proceeds in the first place from Marx's economic theory. As to the non-Marxian literature, we may say that it mostly proceeds from two basic sources: firstly, — as far as the micro-economic part is concerned, i.e., the value or prices respectively, and the distribution, — on the amended and supplemented Marshallian theory, which is usually known as the neo-classical theory, and secondly, — as far as the macro-economics is concerned, — on the Keynesian theory.

The Marxian system of economic theory did not arise outside of the general flow of development of the economic thinking, as some writers want to suggest. It is the direct continuation, — but in a higher, corrected and elaborate form, — of the system of economic theory of the British classics Smith and especially Ricardo.

The terms "classics" and "classical political economy" were first employed by Marx to determine the writers and the political economy from Petty over Smith to Ricardo in Britain and from Boisbuillbert to Sismondi in France.[1] The non-Marxian economic literature has also accepted the terms "classics", "classical economists" and "classical political economy" (some writers call it: "classical economics"). Especially the term "classical school" is frequently used. However, all these terms are used in another, usually in a wider sense than by Marx.

According to one conception, that what would be that of Ricardo's contemporaries, writers of the first half and the middle of the nineteenth century, who regarded themselves as his followers, including John Stuart Mill, i.e. writers before 1870, prior to the Marginal school of economic thinking.

2. According to another conception, which was advanced by the well-known English economist Keynes,[2] the terms "classics" and "classical school" are still wider. They also include those writers of the Marginal school who in a certain way accepted some parts of Ricardo's teaching and tried to correct, supplement and improve it namely, Marshallian (Cambridge) school of economic thinking. It seems that Keynes wanted implicitly to abandon the idea that Marx's eeconomic theory is the proper and legitimate follower of the British classics. Some contemporary economists in Western countries have extended the conception of classics and the classical school even more than Keynes did.

We consider that there is no objective nor scientific need to change and supplement Marx's term "classics". However, as far as the term "British classical school" is concerned (which is most frequent in the contemporary literature) it might be accepted, but tentatively and only in the sense of the *first* conception, which includes only the pre-marginal economists, mainly before 1870. However, as to Keynes' conception of the "classical school" I do not think that it is acceptable, since it dims the fundamental characteristics and differences of the classical and post-classical economics of the marginal school, especially of the Ricardian and the so called neoclassical i.e. Marshallian school of economic thinking.

Scientific *impartiality* in analysing the capitalistic economy is the general characteristic of the classical economy.

The increasing tension of socio-economic relations betweeen the working and capitalist class and, consequently, the rising of socialistic criticism of the capitalist society paved the way to the *vulgarization* of the classical-political economy. The main characteristic of all, rather different currents of vulgar political economy, is the *apologetics* of the capitalist socio-economic system.

---

[1] K. Marx, Contribution to the Critique of Political Economy (in Serbian: Prilog kritici političke ekonomije, „Kultura", Beograd, 1956, str. 40).

[2] John Maynard Keynes: The General Theory of Employment, Interest and Money. Macmillan and Co., London, str 3.

3. The socialist current of economic thought occurred in the period of sharper class relations. Marx's economic theory is its most significant form. Marx accepts some fundamental postulates of the British classical, in the first place Ricardo's economic theory, especially the ones referring to the labour value theory and the theory of distribution, the latter of which originates from the theory of value. Marx contributed very much to the development and enrichment of economics.

To begin with, Marx explicitly emphasized the difference between the *value* and the *value in exchange*.

Secondly, he defined the category of *socially necessary work*.

Thirdly, unlike Smith and Ricardo, Marx stressed the difference between *labour* and *labour* force. This is a most important step forward, enabling Marx to develop his theory of the labour value.

Fourthly, Marx advanced the *surplus value* as a special category, which was not the case with its apparent forms: the profit and the rent.

Fifthly, Marx made a new *division of capital*. From the point of view of the expanding of the value, Marx divided the capital into the *constant* and *variable* one.

Sixthly, unlike the British classics, Marx presented as a special category the *production price*. This was done in Volume III of his "Capital".

Seventhly, Marx shows the *transformation of value into the production price* i.e. that without impairing the law of the labour value, or rather, on the basis of it, one can and has to form an equal average rate of profit, i.e. how the *law of equal profits* works under conditions of equal capital.

The theory of labour value, developed only in Marx's work through the theory of the production price, has thus become the theoretical basis for the scientific explanation of the exchangeable relation of goods in an advanced capitalist economy, for which different organic compositions of capital are typical.

The reason why I discussed these questions is that in the West, specially in the Anglo-Saxon countries, the knowledge of them is very poor. Marx's economic theory, especially his theory of the labour value, is often discussed only with respect to Book I of "Capital". Thus it seems that, according to Marx, the market prices of each commodity (depending solely on supply and demand) gravitate directly towards their labour value, i.e. they directly depend on the amount of labour necessary for the production of each of them. Such a conclusion might be reached if the reading of "Capital" is limited to Book I only[3] and if one does not notice the fact that in Book I of "Capital" Marx, for methodological reasons, has not included the different organic composition of capital. In it he implicitly starts from the assumption that the organic composition of capital is in all industries the *same*, and the market prices of commodities gravitate directly towards their value.

However, this is the first step in Marx's analysis. Marx elaborated his theory of value in its definite form no sooner than in Book III of his "Capital". The theoretical model which he analyses there is more close to the economic reality of a developed capitalist economy. This

[3] I must say that I have observed that libraries on some universities in the West have available only Book I of "Capital".

model now includes the assumption that the organic composition of capital is *different* in different industries. This causes a modification in the working of the law of labour value, i.e. it causes that the market prices of each individual commodity gravitate not quite directly towards the value of the given commodities, but towards their production prices.

Marx's theory of the production prices differs from the so-called theories of production costs (J. St. Mill and others) because it is closely connected with the theory of the labour value, and quantitatively conditional upon it.[4]

Eightly. Proceeding from his theory of labour value, Marx succeeded to elaborate very concretely and in details his *theory of distribution*, respectively incomes: wages, profit (industrial and commercial), interest and rent. He offered the scientific argumentation about the exploitation of the working class. Unlike the classics, Marx put forward the *absolute rent*.

Ninthly. One of Marx's special contributions is to be found in his *macro-economic analysis* of a dynamic character. He offered an original analysis of the *simple* and *enlarged reproduction*. Thereby he also offered all the lements of the theory of *crises* respectively business cycles in capitalism. He was the first economist to abandon theoretically and with all the necessary argumentation the well-known Say's law of market, which, nearly all economists (up to Keynes) had accepted. According to this law, general crises of hyperproduction are impossible in capitalism.

Finally. I must add that Marx's economic analysis is first of all, a *qualitative* (the social side of economic relations) and critical analysis of capitalism. It was not his aim to educate professional economists and to offer all that economic technical knowledge, which is inevitable for the management of the capitalist, and still less socialist economy, but to compose a scientifically concepted criticism of capitalism. He did not want to enter into a detailed analysis of certain problems of the economic, especially the market system, while he even neglected some of them, regardless of their importance to the positive management of economy. On the other hand, having many scientific scruples, he did not want to enter much into problems of the socialist society, which to him was a future.

The contemporary Marxian economists have, unfortunately, not yet sufficiently worked out all these and other problems, which arose or evolved after Marx's death, like: monopoly and the new role of the capitalist government, changes in the international economic relations as well as contemporary problems in connection with the organization and management of the socialist economy and its growth. Starting from Marx's economic theory, through a critical analysis of the achievements of other economists and through a direct analysis of contemporary economic problems, such an elaboration would further de-

---

[4] Namely, the amount of average profit as a component of the production price is, according to Marx, not an independent quantity. It depends on the total amount of the surplus-value produced. In other words, the sum of average profits in all the industries must be equal to the sum of the surplus-value totally produced. This is to say that the sum of all production prices must be equal to the total value of all the commodities produced.

velop Marx's economic ideas and build up a new contemporary system of Marxian economic theory.

4. The contemporary non-Marxian theories in the field of *micro-economics* have their origin in the Marginal, and especially Marshallian, i. e. the so called Neo-classical analysis of prices and distribution. The Marginal school of economic thinking, which began in the seventies in the XIXth century, abandons the classical tradition and, first of all, the classical theory of the *labour* value. Abandoning the theory of labour value they wanted to abandon the socialist conclusions, which the socialist writers, socialists-Ricardians and especially Marx drew out of Ricardo's theory of the labour value.

The Psychological school, especially in the works written by Boehm-Bawerk, shows up in open opposition to Marxism and Marx's economy theory, especially his theory of the labour value and all the conclusions arising from it. It was not at all by chance that this school, in which mainly Austrian writers are represented (and which on this ground is called the Austrian or Vienna school), so openly attacked Marxism. Marxism won far more followers in Austria than in England, America and other countries. This is why Boehm-Bawerk protecting the interests of the capitalist class undertook the task "of doing away with" Marxism. Of course this experiment did not work out.

This school of economic thought has, in its essence, an *apologetic* character. Apart from certain problems of a methodological character which we find also in the works of writers belonging to other schools (the Marshallians and Walras) we may say that the Psychological school — as regards the understanding of real economic processes — hardly offered anything of special value. This is, however, not the case with the neo-classical school (headed by Marshall) and with Walras.

The Marshallian school and Walras do give a certain *scientific contribution* in the field of *market relations*. Namely, they more precisely analyse the apparent forms of the working of the law of supply and demand, the problems of capitalist enterprises and money and credit problems.

However, in spite of these scientific contributions, both the Marshallian neo-classical school and Walras objectively bear also an *apologetic* character. This is especially evident in the analysis of the distribution of national income, particularly in the analysis of wage and profit.

5. The standpoint of economists regarding the problem of value was both in the Marxian and other economic literature one of the fundamental criteria for their classification. The reasons why this was so are manifold. The most important one lies, no doubt, in the fact that the question of value, the theory of value, was one of the key questions of economics, particularly throughout the XIXth century.

Firstly. The two main, and in their essence antagonistic, theories of value in the second half of the XIXth century were the theory of the *labour* value and the theory of the *subjective* value. The theory of the labour value found its fullest expression (through Petty, Smith and Ricardo) in Marx's works, while the theory of subjective value is expressed in the works of the Marginal writers of the Psychological school

(the Austrian or Vienna school: Menger, Wieser and Boehm-Bawerk). This theory was considerably corrected by the later Marginal writers, whereby some fundamental psychological conceptions were abandoned.

Secondly. The theory of labour value can, together with the theory of the *production cost*, be classified into the group of the so-called theories of *objective* value, contrary to the theory of subjective value. The theory of production costs is usually the vulgarised, corrected and (sometimes considerably) changed form of the theory of labour value. It is met particularly in the works of vulgar economists, especially economists of the Ricardian school or the so called Classical school in the wider sense of the word. It is most often connected to the name of John Stuart Mill, the best known interpretator and vulgarisator of Ricardo.

Thirdly. Alfred Marshall's synthetic theory of value will make its appearance as an attempt to reconcile the theories of objective and subjective value, or to be more precise, John Stuart Mill's theory of the production costs and the marginal conceptions of value respectively prices.

And, finally, fourthly. All these theories of value are designed to explain, first of all, the exchangeable relations of commodities, i. e. the factors which determine either (1) the *value* and only through it also the price of commodities in a (a) *less direct* way (like with Marx: over the production price, towards which the market prices gravitate) and (b) in a *more direct* way (like with Smith and Ricardo: the market prices gravitate directly towards the value i. e. the so called natural price), or (2) the factors which *directly* determine the *price* of commodities (like with many writers of the Marginal school, where the term "value" is employed as a synonym for the "price").

Marshall's analysis of long and short periods was not new in the history of economics. The British classics, Smith and Ricardo, had already pointed out that the law of value shows up only during a long period of time.

Smith's and Ricardo's theories of the labour value are not universal with regard to subject. They do not apply to the natural and artificial monopolies. They explain the value of commodities only in non-monopoly conditions, i. e. where a free flow of labour (capital) from one industry into another can take place, where contractions and expansions of production are possible. In limited (short) periods of time, which Ricardo discusses, no quick expansion or contraction of production is possible, or an equalization of production respectively of supply and demand. There exist specific monopoly conditions (a sort of "time monopoly", as a special form of the so-called natural monopoly) in these short periods, to which, consequently the theory of value in its proper form cannot be applied.

The difference between the category of value and the category of prices lies, however, in the fact that the category of value is more of a lasting, long-term, while the category of prices is of a short-dated, current character. Matters stand quite differently when some writers employ the term of value as a synonym of prices and vice versa (the natural or normal prices etc. as a synonym for the value). Marshall, like the other marginal writers, tries to compose a *universal* theory of value,

as a matter of fact, prices, which is, no doubt, an important characteristic. This theory intends to embrace all the possible cases and explain the exchangeable relation both of monopolistic and non-monopolistic goods, i. e. monopolistic and non-monopolistic prices.

6. In the period of liberal capitalism, the old vulgar economics made its apperance as its unmistakable apologetics. The Marginal school of economic thinking was also, to a greater or smaller extent, the apologetics of liberal capitalism. However, in the period of monopoly capitalism it partly became the small- and middle-bourgeois criticism of the monopolistic character of capitalism.

The criticism of certain aspects of monopoly capitalism found its expression in the so-called "welfare *economics*", which is connected to the name of the well-known English economist of the Neoclassical school, who is Marshall's direct follower A. Pigou.[5] The welfare economics shows in its analysis that the monopoly capitalism, i. e. the monopolies and the imperfect competition bring about an *irational utilization* of *economic resources* (factors of production).

Such a critical analysis takes as its ideal the *free competition* and the relations which would prevail in the conditions of the free competition. According to the welfare economics, the *distribution* of *national income* in conditions of monopoly-capitalism is not the same as it would be in the free competition on the principle of the so-called principle of marginal productivity. Since there is no free competition, the monopolies appropriate a bigger part of the income than really "belongs" to them on the principle of marginal productivity. Consequently, the society is exploited by the monopoly capital.

The analysis of monopolies and the imperfect competition which was presented almost simultaneously (in 1933 by the American economist, Professor Chamberlain in his work "The Theory of Monopolistic Competition" and by the well-known English economist, Professor at the University of Cambridge, Joan Robbinson in her work "The Economics of Imperfect Competition") is an important achievement in the critical appraisal on the working of some monopolistic phenomena. It is limited, because it approaches the problem only with reference to the process of exchange. So the problem is reduced to "the imperfection of the market".

Monopoly circles in the USA pointed out that the critical analysis of the monopoly and oligopoly problems was aimed against the American "way of life" and that it goes in favour of Communism.

As far as the treatment of traditional problems is concerned, it may be concluded that in the period between the Wars a *synthesis* took place, i. e. different elements taken from different outstanding authors were synthetised. On the other hand, a sort of *internalisation* of economic theory is to be noticed. Mathematical formulations of economic relations contributed much to this process.

The development and refinement of the theory of marginal utility and of the theory of general equilibrium found its best expression in the works of the English economist, now professor at the University of Oxford, Hicks, especially in his work "Value and Capital". Even the early writers of the Marginal school realized how difficult it was to "*quantify*

[5] A. C. Pigou: Economics of Welfare, 1920.

the *utility*", i. e. to measure individual wishes. The Austrian economist Menger expresses the idea that the utility is relative and cannot be measured. Hicks completely abandons the concept of utility.

Hicks' formulations are more refined and elaborate and as such they won their place in the contemporary post-Marshallian system of the general theory of prices and equilibrium. However, it must be always borne in mind that his analysis both of exchange and production takes as its starting point the assumption that there exists a perfect competition.

7. During the period of liberal capitalism the capitalist entrepreneurs could, owing to their separateness, exert no important influence on the market. Consequently, they were not interested in any market analyses. The case of the capitalist state government of that period was a similar one. It kept within the limits of the money policy, partly of the credit policy — especially the discount policy of the note bank — and perhaps the customs policy.

However, in monopoly capitalism new *requests* are made both by big capitalist enterprises (companies, corporations) and by the capitalist state, whose role in economy is rapidly increasing. Their relation towards market phenomena became an active one. Capitalist *corporations* were interested in *scientific* economic analyses. In order to make their price policy work efficently, they need an objective market analysis, analysis of the elasticity of demand, the conditions of production and supply of raw materials, etc.

The capitalist *state* is also interested in an as objective as possible analysis of several economical phenomena, in discovering and explaining some economic laws, first of all in the quantitative economic analysis. It needs all this in order to be able to undertake *measures* of *economic policy*. It wants to know what measures of economic policy are to be taken to yield the corresponding results. All this encourages the development of scientific elements in the economic analysis and creates new fields of economic research.

However, this does *not* mean that the *apologetics disappeared* out of the contemporary economic science in West. It finds its fullest expression in the popular economic literature and in text-books, especially in general and introductory examinations. Not even the new branches of economics are quite exempt from apologetics.

8. The contemporary non-Marxian economic thinking in the field of macro-analysis started, as we said, mainly from Keynes' economic theory, expounded in his very well-known work "The General Theory of Employment, Interest and Money".

If we compare the former non-Marxian economic theory in the wider sense of the word — including also Ricardo — to Keynes' theory we conclude that there exist the following main differences between them.

Firstly. The non-Marxian theory starting from Ricardo deals first of all with the problem of prices and *distribution*, Keynes examines the *volume* of the national income and employment, in other words, he examines the forces which determine the level of employment, i. e., of the economic activity in general and, consequently, of the national income.

Secondly. The non-Marxian economists starting from Ricardo set out from the assumption — which arises out of Say' s market law — that the capitalist economic system in itself provides *full employment* of the factors of production (labour force and means of production or — as they are usually called in the non-Marxian literature — work, capital and land). They elaborated their theory of value and distribution for the case of full employment, holding the opinion that their analysis of the exchange mechanism and their theory of the accumulation of capital had already shown that capitalist economic system tends to achieve full employment.

9. Keynes *abandons Say's market* law and maintains that there *exists no* such *mechanism in* the capitalist economic system which would *automatically* bring about full employment and that the capitalist economy may be on *different levels of employment.*

Thirdly the opinion of the traditional non-Marxian theory in the wider sense of the word about the capability of the capitalist economy to provide full employment by means of the market mechanism calls for a *liberal economic policy.* In other words, such a conception calls for the principle of laissez-faire, for non-interference of the state in the economic life, since — according to their opinion there is no necessity for the state interference if the market mechanism itself can secure (a) *full employment* of all the factors of production and (b) the *most reasonable allocation* of the *factors of production,* respectively the distribution of the total social labour fund among the various economic branches.

Keynes' opinion, however, that the capitalist economic system possesses no such automatic mechanism to provide full employment of the factors of production calls for *interference,* i. e. for an economic policy of interference, for the need of state interference in the economic life in order to secure full employment of the factors of production.

It must be added that while examining the views of the former non-Marxian economic theory in the wider sense of the word on the one hand, and Keynes' view on the other and while examining their standpoints regarding the economic policy, we must have in mind the *different* objective *conditions* under which they lived and worked. Namely, the former non-Marxian economists lived mainly in the period of the classical i. e. liberal capitalism respectively in the period of the so-called free or perfect competition. Keynes, however, lived in the period of the monopolistic capitalism, in the period of the so-called monopolist or imperfect competition. These objective conditions exerted significant influence on the standpoints of traditional economists as well as Keynes regarding both theory and economic policy.

10. If we now examine the classical, apart from the post-classical non-Marxian economic theory and if we compare them both in turn to Keynes, we may reach an important conclusion. The post-classical traditional theory centers mainly around *micro-economic* problems: a) of *prices,* resp. value of individual commodities and b) of distribution; it deals chiefly with problems of the *individual* consumer respectively problems of an individual choice. Contrary to this, Keynes deals with *macro-economic* problems, i. e. with problems of the *economy* as a *whole.* This

is the main *difference between* the post-classical traditional economists and Keynes.

There lies, on the other hand, *similarity* between Keynes and the British classical economics. Namely, Keynes is concerned with the macro-economic analysis, i. e. with the analysis of economic aggregate (national income, aggregate consumption, aggregate saving, and investment). The British classics also dealt with these economic aggregates (apart from the analyses of value and distribution). It must be borne in mind that the post-classical traditional economists, i. e. economists of the Marginal school *abandoned* this macro-economic analysis, centering their attention almost exclusively upon problems of prices of various commodities and upon distribution, i. e. upon the micro-economic analysis. Thus Keynes' way of approach is to be regarded as a peculiar *return* to the examination of the classical political economy.

11. The contemporary neo-Keynesian economic theory in times of a relative post-war boom, without mass unemployment, has centered all the more upon the larger analysis of the real *national income* i. e. the level of the net social product. It embraces both the problems not only of *unemployment* but also of *inflation*, which has become exceedingly important to the post-war capitalist economy.

This analysis of the national income and employment in itself is considered to be neutral in its essence: it may be used both in order to approve the private capitalist system[6] or attack it, or to approve the measures of state interference. This is also the reason why Keynes' followers, i. e. the Keynesians, range from those who are adherents of the labour and other movement and who consider the socialist economic system to be more reasonable than the capitalist one, to those who approve capitalist economic system.

12. The neo-Keynesian macro-economic theory serves as basis for an economic policy of stabilisation, i. e. an anti-cyclical policy in contemporary capitalist states. This policy is aimed first of all against mass unemployment and inflation. In recent times there is also an effort to secure a certain rate of economic growth, which is of a great importance in the economic competition between socialist and capitalist countries. This is due mainly to the fact that the rate of economic growth is higher in socialist countries.

Without going into the analysis of particular measures of stabilisation policy and of their effectiveness, I will try to give the answer on the following question: whether the *contemporary capitalist state* is *capable* of solving the problems of *unemployment* and *inflation?* In other words, whether the means of economic policy (the monetary and the fiscal one) policy of contemporary capitalist countries, taken as a whole, are efficient enough to fight successfully unemployment and deflation on the one, and inflation on the other hand, i. e. to provide *full employment without inflation.*

---

[6] For specific political and other reasons in Western literature the terms capitalism and capitalist system is not often used. Instead of it we find (esp. in Anglo-Saxon literature), most often the terms *system of private or free enterprise, or free economy.* The latter two terms are (for the contemporary stage of capitalism with the dominant role of monopoly and the monopolistic competition and the stronger influence of the state on economy) most inadequate.

Contemporary economists hold different views regarding this question, which is of utmost importance. Yet, we might say that the majority of Western economists — starting from the analysis of national income and employment together with the effect of the monetary and fiscal policy of the state — are more *optimistic* with regard to the future development of the capitalist economy. Not that they believe that there will be no business cycles, i.e. that they can be completely avoided through the measures of monetary and fiscal policy. They just believe that the two extreme points of business cycles could be avoided: the depression and the galloping inflation.

The situation in the post-war period might perhaps partly favour such an opinion. However, it must not be forgotten that the post-war period has been continuously one of a cold war, where there exist two camps, hostile to one another, and a race in armament. The quick and accelerating rate of *armament* operates as a significant *stabilisation factor* in the capitalist economy. Continuous new investments in the war industry, being the result of increasing orders coming from the governments of capitalist countries, is a very efficient injection to the total economic activity.

Investment in the war industry means an upswing of the curve of total investment causing (in line with the analysis of the determination of income) an expansion of the total production, resp. of national income and employment. Apart from this, investment in the field of armament stimulates the other industries and has multiple repercussions on the capitalist economy as a whole.

While the rate of investment in other industries depends, apart from other factors, also on the market prospects for their sale and for the sale of products depending on them, there are bright prospects for the sale of products of the war industry. Namely, the higher the tension in international relations, the more voluminous the orders placed by governments of contemporary countries.

We hold the opinion that the problem of instability would inevitably appear, if the cold war were liquidated. A fall in the investment in the war industry would have multiple repercussions on the total production and employment, if the war investment were not replaced by some other investment. And such a reorientation is an exceedingly serious problem to the private capitalist economy, unlike the planned socialist economy.

However, even if we suppose that the factors of production could be successfully allocated from the war industry into other industries, there is still the other side of the problem. Namely, a radical slackening in the production of war industry would mean the loss of an important factor of stability, favouring full employment and countering the depression. Industries taking the place of the war industry would be subject to fluctuations in economic activity. This would bring much uncertainty into the capitalist economy and would be a serious risk for the capitalist system of economy.[7]

[7] And this is, in our opinion, one of the most important reasons why the policy of tension in international relations has its stubborn adherents both in economic and political circles of Western countries and why the question of disarmament is so complicated. This is why this economic component should be always taken into account when international politics is discussed seriously.

Apart from this, we believe that we might draw a *general conclusion* as to how efficiently the monetary and fiscal policy works in countering business cycles. Economic analyses and the recent practice of Western countries allow us to say that the contemporary capitalist states have far *more possibilities* in the field of *inflation* than in the field of depression and unemployment. However, the decrease of the rate of interest, being the basic form of monetary policy, did not work out happily at all in times of *a deep depression*. The fiscal policy, taken in the widest sence of the word, is the *most powerful means* in the hands of the contemporary capitalist state. A proof of that was given during World War II. However, at the same time, it may be dangerous to capitalism, bringing about far-reaching consequences, a sort of a double-edged knife.

Fiscal measures are taken with a lot of precaution. The *main reasons* for such a *precaution* are the following: the first domain of fiscal policy — the domain of *public expenditure* — is linked with the *state investment* (the public sectors of economy, public works etc.) which seriously narrows the area of the private capital sector, while it widens the area of the public one, which in the West is usually identified with the socialist sector of the economy.[8]

The second field of fiscal policy — *taxation* — if applied too radically, e.g. steep progressive taxation, may bring about considerable *changes* in the *distribution* of the national *income* among the classes and groups of population and may *endanger* the incentives of *private entrepreneurs*. Namely, capitalist entrepreneurs will not be willing to make bigger investments, specially those involving risks, if the system of steep progressive taxation will deprive them of much of their profit. A radical taxation policy seems to restrain private initiative.

For this and similar reasons the fiscal policy is not recommended by the conservative part of Western economists or by capitalist business circles. They prefer the *monetary policy*, since it is of a more *indirect* nature, aiming to achieve a *favourable climate* and favourable conditions for the corresponding volume of *private* investment activity. In their opinion, the measures of the fiscal policy are to be taken only in emergency cases, when other means, esp. those of the monetary policy, fail. Thereby it must be mentioned that in recent times the taxation policy has been preferred, while this has been formerly the case with public works.

The only thoroughly successful means in the fight against *unemployment* would be an unlimited extension of the government *(state) sector* of *production* (public works, the nationalized and other state enterprises). In times of depression and unemployment, when private investment fails, when private capitalist enterprises, owing to a lack of bright prospects of profit, slacken the production and dismiss the workers, in these conditions *could* the state, by expanding its investment activity (public works, the setting up of state enterprises etc.), bring about a direct increase of employment.

---

[8] Hence the name: mixed economy, which is to denote the economy of developed Western countries, where the section of the nationalised economy is considerable.

However, here we are immediately faced by the question *how far* the contemporary capitalist state is willing to go in the expansion of its role of production. Namely, as we have said, the state *expands* in this way the *field* of the *state* section and limits objectively the field of the private capitalist section of the economy. So a new system of management is initiated in a field, which until yesterday belonged only to the competence of private capital. The state section of the economy appears as the negation of the private-capitalist form of economy and it represents objectively, although in an under-developed and distorted way, a special invasion of elements of a future, socialist collective economy. So this is why, as can be seen from the practice of contemporary Western states (e.g. in the USA during the recent recession, where the number of the unemployed amounted to a few million), capitalist states are not at all willing to resort to this most efficient means to combat unemployment. This is why we can, in our opinion, give a positive answer to the question whether the contemporary capitalist state could combat unemployment and depression if it did not take into account the consequences, which the private capitalist system would have to bear. As to the question, however, whether it can achieve this always without imparing the private capitalist economic system, we think that *no* positive answer can be given.

13. Keynes' theory of employment is usually regarded in the economic literature in the West as the turning-point in the development of the economic thought prevailing so far. It is often called "the Keynesian Revolution". There is no doubt that the contemporary Keynesian theory of the determination of national income as well as Keynes' theory of employment, which underlies it, played an important part in the setting up of economic policy in contemporary capitalist states. There is also no doubt about the fact that this theory meant a specific turning-point in the development of the post-classic non-Marxian economy. Yet it would be wrong to exaggerate in this, as some authors do. It is Keynes himself, who is to a great extent responsible for this. Namely, in order to stress the new quality of his theory, he wanted to dissociate himself as much as possible from the traditional, as a matter of fact, the Marshallian micro-economic analysis.

We may talk about important differences, which exist between Keynes' theory and the traditional one, if we examine only his "General Theory". However, if we consider also the rest of his theoretic *views* of problems which the traditional micro-economics dealt with, and which he does not treat or does not analyse in his "General Theory", we see that the difference between them is smaller. It must be stressed that Keynes was of the *same opinion* as his teacher Alfred *Marshall* regarding the *value* and *distribution* (wage, profit and rent). Like many traditional economists he is a class-conscious, non-Marxian economist, an adherent of capitalism and an open opponent of Marxism and the Marxian theory of the labour value and surplus value.

However, it was not the main task of Keynes' theory to praise capitalism and its capability to secure a stable economy without crises and unemployment, but first of all, to save capitalism, to prolong its life by means of state interference. So this is why his theory is called the most important theory of "regulating capitalism".

It must be admitted that Keynes was aloof from the interests of individual capitalists and groups of them and that he wanted to protect, first of all, the interests of capitalism as a system, as well as to preserve the capitalist framework.

Both Marx and Keynes examine the question of the further existence of capitalism. However, there is a most important difference between them. "Marx proves that (capitalism — B. Š.) must come to an end, while Keynes shows under what conditions this will not happen.[9] "Keynes — according to Klein — wanted to praise and defend (capitalism — B. Š.), while Marx wanted to criticise and destroy (capitalism — B. Š.)."[10]

The economic structure of capitalism is the basis which gives rise to unemployment. It would be wrong to think (as some economists do) that Keynes does not see this interrelation. However, he wants to *solve* the problem of *unemployment*, but so as to *preserve* the economic structure of *capitalism*, the private ownership of the means of production and the private investment, which is guided by the outlooks for profit. He does not want to give the private capitalist economy in exchange for a collective planned economy, where owing to its nature, there is no place for unemployment, because, it is not guided by narrow-minded private interests and its investment policy is not subject to narrow-minded outlooks for profit.

Finally, it must be said that some Marxian authors in their appraisal of Keynes and his theory do not *distinguish* between (a) his *standpoint* regarding the capitalist system and the aim he set himself in his work and (b) his analysis and the analytical instruments, on the other hand. However, such a distinction is inevitable. If it is not made together with the critique of (a) Keynes as a capitalistic class-conscious economist and his aim to save capitalism, usually his (b) quantitative analysis — the analysis of interrelated economic aggregates, their fluctuation and their mutual effect — and his analytical instruments are abandoned.

Thus Keynes' general standpoint and aim to save capitalism (to do away first of all with unemployment) need not automatically disqualify his analysis, the analytical instruments and certain measures of economic policy, which are the result of analysis. However, this does not mean — which follows out of our explanation — that his analysis and his analytical instruments cannot be the subject matter of a scientific critique, nor that the measures of economic policy arising out of this analysis are always efficient. All this has been and still is the subject matter of a voluminous critique, it has been accomplished and elaborated in the contemporary economic literature in the West. Keynes' and the neo-Keynesian macro-economic analysis as well as the anticyclical economic policy ought to be to a much greater extent the subject matter of a detailed analysis carried on by contemporary Marxian economic writers.

14. While Keynes' conception won an ever greater number of followers, there has ceased gradually the discussion which was during the thirties connected to the name of Professor Robbins, of the London

---

[9] I. J. Zimmerman: Die Geschichte der theoretischen Volkswirtschaftslehre, Koeln, 1954, p. 107.

[10] L. Klein: The Keynesian Revolution, N. Y. 1947, p. 131.

School of Economics, namely about the place and subject matter of economic theory and in connection with this, the *neutrality* of economics. Nowdays one cannot often meet economists who advocate an absolute neutrality of economic theory.

On the other hand, Keynes' and the post-Keynesian orientation on current problems of the economic life brought about quite a new relations between the economic theory and the economic practice, a relation which is opposite to the relation prevailing in the period of traditional theory and, consequently also in the period following directly World War I. We may say that nowdays the point of view that the economic theory can be of a great help to the practice has been almost generally accepted. The *economic theory* is going to be increasingly regarded as the *theory* of *economic policy*.

15. There is a number of problems which the post-classical traditional non-Marxian economic theory did not deal with and which were analysed only by the Marxian writers. These were the following problems: *accumulation* of *capital* and the limits within which the accumulation is possible in capitalism, *reproduction* and the *realisation* and in connection with this, *crises* and at last, *monopolies*. As to the problems of monopolies, it must be stressed that the Marxian writers were the *first* to draw attention to the new monopolistic phase and to give a scientific analysis of these phenomena. They did not *approach* this problem from the market aspect, the aspect of prices (as it was done later by the non-Marxian theoreticians of monopolies and the imperfect competition), but from the standpoint of social consequences and consequences upon the process of accumulation, reproduction and realisation.

The later development of the non-Marxian economic thought, which is connected to problems of crises, theory of the monopolist competition, theory of employment and especially theory of economic development will bring forward problems which had been treated only by Marxian writers.

In the theory of economic development, which is becoming all the more important in the economic literature in the West (where especially problems of the economic development of underdeveloped countries are examined), there are many economists who resort to the Marxian literature and start from some basic Marxian standpoints. This is due to the fact that the non-Marxian economic theory has been lacking the necessary analytical instruments. However, due to the political situation and the ideological differences as well as the political tension existing between the blocks, they usually avoid to mention the Marxian sources.

In capitalist conditions the labour movement was interested first of all in (a) a critical analysis of the social contents of the capitalist *relations* of *production*, (b) a scientific analysis of the problems connected to the *development* of *capitalism* and (c) in *doing away* with the *apologetics* of the non-Marxian economists. It is natural that the Marxian economic thinking of that period had been centered mainly on these questions.

The Marxian economic writers did not enter into the questions connected to the practice of *management* of the capitalist economy. A detailed analysis of the *market* and *prices*, the monetary and credit policy were

given utmost attention in the non-Marxian economic theory. It is here that the contribution of the non-Marxian economic theory to the economic science is to be sought.

With the *socialist transformation* the working class and the labour movement begin to be directly interested in the *management* of the *economy*. And the problems, which belonged hitherto only to the domain of the non-Marxian economists, will, as a natural consequence, become the subject matter of a wider and more detailed analysis of the Marxian economists.

16. When discussing what the standpoint of the Marxian thinking towards the non-Marxian thinking should be like with regard to problems which were elaborated by this thinking in detail and with which the Marxian thinking — for the reasons mentioned above — was not much concerned, we must in our opinion — conclude (1) that also the works written by Marx offer the scientific basis for a further more detailed analysis of problems connected to the management of economy (esp. for the analysis of exchange — market and prices), (2) that this analysis is an inevitable imperative of the Marxian economic thinking and the prerequisite of a quicker and easier development of socialism (3) that it would be unreasonable to neglect and abandon the corresponding achievements of the non-Marxian and even open bourgeois writers in the analysis of these problems.

While creating his theoretical system, Marx undertook as his first scientific duty to get acquainted with, and to analyse in details and more critically than any of the great economists — all the hitherto existing economic literature. He abandoned everything that could stand no scientific critique and accepted everything that could stand the scientific test. It goes without saying, that he included in his theoretical system many scientific achievements, while he continued to elaborate many of them. It would be likewise the duty of contemporary Marxian economists to re-examine the results of the non-Marxian and other economic thinking in the period after Marx, and especially the contemporary economic thinking linked with the problems of economic management.

The post-classical traditional non-Marxian economy analysed in detail: the supply and demand and the process of the formation of prices, monopoly prices, oligopoly phenomena, the imperfect competition, monetary, and credit phenomena, business cycles and employment. The system of the Marxian economic theory would be enriched and we would get a more complete *appraisal* of *contemporary capitalism* if the achievements of this economic thinking in these fields were re-examined from Marxian points of view, whereby all rational and scientific elements should be retained.

On the other hand, more knowledge could be acquired in the field of *management* of the *socialist economy* examining the results of the non-Marxian economic thinking in the following fields: problems of enterprises, econometric methods for the analysis of the market and especially theory of programming, i.e. the input-output analysis, the methodology of the balance of the national economy, the linear programming and the application of cybernetics to economic problems. It must be born in mind that the so called "input-output" analysis, was developed in Western coun-

tries under the direct influence of the practice of planning and balancing the Soviet economy.

It goes without saying that in this process eclecticism and any uncritical acceptance of attitudes alien to the bases of the Marxian economic theory should be avoided.

It is natural to expect that in a peaceful and well arranged international situation an increasing mutual exchange of achievements of both Marxian and non-Marxian economic writers will take place not only in the field of natural and technical science, but also, though not to such a great extent in the field of economic analyses, mostly with regard to their technical, quantitative aspects.

However, this is not the case with the social qualitative side of the economic analysis. Here the Marxian thinking presented all the necessary bases, which must be only further developed. The Marxian economics also presented all the necessary instruments for the solution of the following questions of the socialist construction: a) the transformation of the capitalist and the setting up of new socialist production relations and b) the problem of planing the rate and direction of economic growth.

THEMES PHILOSOPHICO-SOCIOLOGIQUES

*

PHILOSOPHIC-SOCIOLOGICAL THEMES

Dr. Veljko KORAĆ,
Professor at the Faculty of Philosophy in Beograd

PERSONALITY AND COMMUNITY UNDER SOCIALISM

When a man observes himself in the world he has created, he is bound to discover sooner or later that this world of his is still not a humane world, a world where man and humanity are the ultimate scope of everything, but only a historically given possibility to realize a humane world. In producing himself man creates his own history, but man's self-creation is at the same time self-objectification and self-alienation, so that the entire history appears as a complex and contradictory process within which man gains and loses his fundamental forces and qualities. So, regardless of the fact whether man has reason to appraise himself as a historical being, and to bring into relief the historical dimension of his own being as the fundamental dimension of the human species which has raised itself above all other living beings, he has even more reasons to ask himself how to overcome, to abolish alienations and inhumanity, and how to achieve his real human possibilities.

It is on this question that the humanistic critique of society has been formulated at first. From an ontological and anthropological viewpoint, the critics look after the causes of alienation in the very structure of human practice, that is to say in the structure of the activity which objectificates itself, and by that very fact also alienates, so that man recognizes himself and acquires self-reliance in observating the objects which appear unknown and alien to him, although they are his own creations. From a social and historical viewpoint, the critique sees the causes of alienation in the methods of work and in the social division of labour, in the mode of appropriation of goods and values, that is to say in all the elements from which the different structures in the society are formed. In this way philosophic anthropology transcends its own frameworks and boundaries, and checks the value of its principles in sociology and history.

The forms and dimensions of the humanistic critique of society are very different. Marx's critique of society began as a critical exploration of possibilities how to achieve an "all-human" emancipation, and grew out into a critique of all what exists. Precisely as a critique of "all what exists", these criticisms impressed a practical and revolutionary mark upon Marx's humanism. This can be seen from Marx's tenth thesis on Feuerbach, where he states that philosophers gave only different inter-

pretations of the world, but the world must be modified. In that way Mark's humanism obtained a programme and a practical sense. But, through this very fact it does not lose its philosophic and anthropologic foundation, because the thesis on the indispensable transformation of the world, consistently derived from the first thesis on Feuerbach, where the basic ontological and anthropological principles of Marxian philosophy and anthropology were formulated.

Marx's consistent attachment to the anthropological principle according to which man creates himself, so that this shows the active, subjective side of reality, illustrates best the way in which he defined his basic humanistic view. This is the tenth thesis on Feuerbach where Marx says that the concept of old materialism refers to the bourgeois society, while the concept of new materialism refers to the human society. Hence, man, humanity (this is the source and the conclusion of Marx's philosophy and Marx's practical socialism).

In examining the way in which this concept has been formulated we cannot possibly conclude that it basically differs from any other humanistic concept. Because each humanist's, each humanism's ultimate aim is man and humanity. But differences between individual humanists, and between humanist teachings appear the very moment the demand is formulated to define clearly what the term man and humanity effectively means. Once, this has been a generalized and even the most generalized concepts the ideal without any true content. At that time, this concept referred to men of a given class, of a given society, of a given historical epoch, and this has found so wide acceptance that many people think that it has a durable and even absolute meaning. Thus, the term is used in very different ways, and according to the meaning attributed to it we may determine what is human or man's society. A higher or lesser degree of abstraction in conception, or in the definition of the term man will have as a direct consequence a more or less large measure of abstraction in the comprehension of humanism. But, exclusively on this basis it will not be possible to grasp what is the fundamental difference between abstract and concrete humanism. Even the most concrete humanism may become abstract if, under determined historic conditions, it has no connection with practice.

Marx was perfectly aware of this fact and this is why he formulated his own considerations about man within the framework of his critique of the existing society, which, according to his opinion, has transformed itself into a critique of the existing order. This has enabled him to draw a borderline against "old" materialism, and to formulate the principles of his own materialism which can also be called anthropological personalism. What are the reasons which have induced Marx to fix the borderline between his own materialism and old materialism? Many materialists after Marx forget this borderline and in this way they show a well marked tendency to shift over from Marx to Feuerbach, or even to the French 18th century materialism. Marx gave himself an answer to this: the concept of old materialism refers to the "bourgeois society" and this is an inhumane society. To this concept Marx opposes his own concept of the human society, in which man becomes the purpose of social life.

However, in formulating his concept on a human or humane society Marx has not shifted into the sphere of ethical perfectionism. Just to the contrary, he was aware of the fact that "perfect" ideal are far away from real life, and he was critical in respect to them. After all, in this respect he could follow Hegel who asserted that "perfection" of an idea contains, if nothing else, than at least a deficiency of this idea. And Marx asserted in the same vein that an idea can be realized by a nation only if it is the expression of its real needs, and that it does not suffice if an idea tends towards reality, but that reality should tend towards the idea. For this reason he was decidedly critical towards concepts and projects of perfect societies or perfect communities. He criticized just their perfection, seeing in this their major shortcoming.

But Marx did not oppose with the same vigour all the utopias, because he knew well that in the search for a proper human society or human community there must always be some greater or lesser degree of ethical, political and social perfectionism. He also knew that mankind has always nourished the vision of an ideal social community, without exploitation and misery, without private property and classes, a community in which man can really be a man. Aspirations of humans have been always tending toward a similar ideal community. These aspirations were at the origin of many sects and movements, of many teachings and theories, which apart from containing some elements of fantasy, and some fantastic projects of ideal communities, contain some thorough critiques of the society. In some cases the critique is progressive, while in some other it is conservative. But, to the extent to which it is more rational and more implacable in relation to the existing society, it is also more radical as a conception of a better society.

Modern utopists have elaborated many various projects of a "perfect" society which have exerted a powerful influence on the evolution of social thought. In fact, the most influential were the utopists who were presenting a picture of the future more connected with realistic possibilities to bring about a transformation of society, but they all were believing that the dictate of reason will be of decisive importance in the realization of their projects, and this gave them the necessary force to struggle persistently for the reinforcement of their influence. Even in cases when practice showed that these projects were not realizable, the utopists were gaining many adherents and were creating artificial social communities.

Marx took a critical attitude towards all these utopists and utopias precisely at the moment when the utopists had many adherents and strong illusions were persisting as to the possibility to set up human communities in accordance with utopist projects. Proceeding from his criticisms against society, Marx reached the conclusion that ideal communities cannot come into existence through a simple abolition of private property and the establishment of consumers' equality, but through a radical transformation of the mode of production, distribution and of social relationships, once the productive forces will have attained a high level of development. Equality exists among monks, but monks are not free people. According to Marx, communism exclusively based on the credo in consumers' equality is nothing else but a generalization and

the final stage of private property, or, in other words, transformation of private property into public property, which is tantamount to overall poverty. In a similar community the compulsory status of workers is not abolished but rather extended to include all humans. The basic presumption for the existence of a similar community is that people are poor and without needs.

Marx criticized a similar kind of community as a model of primitive community, pointing to the fact that this would be no more than a mere return to the unnatural simplicity of man, who not only has failed to transcend private ownership, but has even failed to attain it. He seems to have foreseen the present-day Chinese system.

Thus, Marx had no illusions about ethical and social perfectionism, and took a stand against "perfect" communities, as well as against the bourgeois society. In his reasoning he did not start from the assumption that people can be poor and without need, that they can entirely subordinate their needs to the needs of the community, that they can be fully impersonal and melt away in the community. His point of departure was clear and determined when he asserted that people who create their own history may become masters of the world which is being created by them only to the extent to which they are capable of organizing their mutual relationships, within the limits of their real, historically determined human needs and possibilities. Renunciation to needs, overall poverty, any losing of man's personality in the community, impersonality etc., all these are characteristics of a community which has remained only a historical category and cannot be restored in the present world.

The original community which disintegrated in the course of a long historical process, had no knowledge about the possibility to single out some men from others, no knowledge of individual human freedom. This community was indigent and inexperienced in production and exchange, excessively subject to the impact of natural forces, so that it could not possibly exist without an absolute domination of the community over each of its members. The level of sociality was so low and so insignificant in this community that it had to act as a natural force rather than a social entity. Under similar circumstances a man could have been monolithic and self-confident only when he acted within the framework and within the dimensions of the community. Outside this framework, and beyond these dimensions, he was lost, because according to Marx, all social relationships of an underdeveloped community are founded either on the immaturity of the individual who has not yet succeeded to cut the umbilical cord through which he was connected to his kinsfolk, forming with them a natural community, or on a relationship of domination and subservience.

It goes without saying that such an individual had no distinctive traits, no personality of his own, that made him different from his kinsfolk, in collective life. Furthermore, he had to submit to the standards of the collectivity, so that there was hardly room for his own individual needs and interests, in whatever form. This was, in the proper sense of the word, a tyrannical conformism of the community which did not allow any differentiation between individuals, or a true formation of the human personality. The community constituted the very framework, and

man could not possibly leave that framework. It is only from the moment when the disintegration of the community had advanced so far, so as to permit some differentiation between men and the development of individual needs and of individual power — quite naturally only within the limits of the class society, distinguished by exploitation of men by fellow men, and by various kinds and forms of inhumanity — that new conditions under which human personality has been allowed to develop began to take shape. At this moment a similar process became necessary. Without this process it would have been impossible to imagine social progress, regardless of the price to be paid and this price consisted in enduring inhumane practice and in self-alienation. What seems essential in this occurrence, is that man has formed himself as a historically given possibility. This is the reason why Marx calls the hitherto history of mankind — prehistory.

The society has been capable of freeing itself gradually from the state of barbarism only in using barbarian methods, and it was the division of society into classes, and class and other struggles waged through history, that had destroyed the monolithic constitution of this community. But these struggles were at the same time a painful testimony of man's aspiration to raise himself above the realm of natural requirements. From the very beginning the sociality of men evolved under the sign of class segregation, and man was alienated from his fellow men, and from society. The development of production, and of the division of labour, played an important role in this process. At the beginning social relationships were relationships of dependence, man being directly dependent on some other man. These were relationships of direct domination and subservience. Under this system some men became slaves, while other men were their absolute masters. At this moment sociality existed only for free men. This is Aristotelo's "zoön politicon". At that epoch it seemed quite natural to see in another man, if he was a slave, a "speaking tool", the same as later Kant deemed it quite natural to ask each man to respect the human personality in himself, and in each other man. Nonetheless, sociality of people living in Antiquity, born under a system of slavery, constituted an incontestable progress in social history, and the later European culture is founded on it. A step further was the advent of feudalism. Under the feudal order, too, there was a relationship of direct domination and subservience. Under these systems, which were founded on relationships in which people were dependent on others, only some men were free, according to Hegel. The abolition of relationships founded on dependence was the main precondition for a further evolution of society. Only after these relationships began to crumble down, and new relationships founded on personal independence and equality of men before law were taking shape, a system of universal social relationships began to be created. This was for the first time that the concept of society as a universal human community had been created. This change has exerted an immense influence on the progress of sociality, and sociality acquired an universal character, but within the limits of commodity production and trade, and within the limits of the bourgeois society. Marx had precisely this in view when he wrote:

"Each individual possesses social power in the form of things. If social power is taken away from things, you must give it to men so that they may rule over other men. Relationships of personal dependence (which at the beginning are rather primitive) constitute such a form of society in which productivity of men grows in an insignificant measure and in isolated fields. Personal independence, founded on dependence on things — is the second major stage of development in which a system of overall social exchange of goods, of all-embracing capabilities is created for the first time. Free individuality, founded on the universal development of individuals and on their subordination to collective social production, as well as on social ownership — this is the third stage. The second stage creates preconditions for the third. For this reason, the social order prevailing in the Antiquity, and also the feudal order disintegrated to the degree to which trade, luxurious way of life, money, and the exchange value of goods were growing, while the contemporary social order grows along with all these elements."

Thus, when the society is poor and undeveloped, indigent in production and restricted in trade, when the materialized sociality of men in the form of men's products is still insignificant, personal dependence of men is the characteristic not only of human relationships in production, but, according to Marx, also of the spheres of life which are superposed upon production. Once society has raised its productive forces to the level of commodity production and exchange, materialized sociality expressed in a rich choice of commodities has enabled men to achieve their independence, this being the very precondition for the advent of social relationships founded on commodity production and trade. Marx says:

"In the exchange value of things, social relationships of persons are transformed into social relationships of things; personal capability into objectificated capability. The lesser is the social force in possession of the means of exchange, the more it is closely linked to the nature of the direct product of labour and to the direct needs of those who perform the exchange, the greater must be the force of this sociality which interconnects the individuals: patriarchal relationships, antique society, feudal order, and system of guilds."

We may conclude from this, that sociality in a society founded on production and exchange of goods is objectificated in the products of labour and is hidden in them. But the very nature of relationships in a society based on commodity production and exchange is such that these products are being taken away from those who create them, and are transformed into a power which dominates them. Yet the very nature of a state of affairs where men become slaves of their own products, and are obliged to alienate their own labour, creates conditions under which independence and freedom for all individuals is verbally proclaimed, as well as respect for the personality of each man, while in practice exploitation continues and real economic dependence of men upon other men is established, compelling each individual to see in his fellow man a means for the satisfaction of his own needs, and not a purpose of his activities. In this way, the well-known postulate of Kant referring to the personality of man, becomes a truth of the bourgeois

society only in this sense; independent people aspire to become persons, but in the bourgeois society there is no freedom for human personality, because man selfishly utilizes other men for the realization of his selfish aims.

Socialism appears as a negation of the bourgeois society, which has been definitively supplanted, both in theory and in practice. For this reason the question may be posed: in what sense and to what extent will it be possible to realize effective freedom of personality for each man under socialism, a thing which is not possible under whatever form of class society, and, hence, also of bourgeois society.

The practice of socialism shows, first of all, that in less developed or in entirely undeveloped countries, where the problem of economic development is of decisive importance — so that in these countries economic factors were not only the most essential factors shaping social relationships (this is the origin of the absurd situation where the thesis on "socialist commodity production" has to be defended), but also a factor determining the very fate of men. If, in addition, we state that modern technology requires an utmost concentration of functions, the reason why in these countries bureaucratic and etatist functions gained the upper hand seems quite obvious, and this also explains the institutionalization of all social relationships, in the sense of etatism. This could not possibly fail to have some repercussions, also in the sphere of ideology, and many basic principles of Marxian socialism were forgotten, despite the fact that numerous protagonists of etatism were very busy in quoting Marx, although in actual practice they were remodelling these principles according to their own needs and to their own views. Thus, a basic principle of Marx's socialism, clearly and unambiguously defined in the "Communist Manifesto" was forgotten, namely struggle for the freedom of association, based on the principle that freedom of the individual is a precondition for the freedom of all men. One could even tell that this principle is not only forgotten, but is contradicted by an opposite, very shallow but nevertheless characteristic thesis, according to which personality in socialism is free for the very reason that the entire nation is free.

This thesis would not even deserve mention were it not amounting in practice to a brutal denial of all forms of men's association, and humanity. In fact, it defends the right to deny any personal freedom, and freedom of association, with the intention to affirm the almighty state or the almighty society. It bars personal interest, in the name of a higher collective interest, forgetting that there can hardly be any collective interest when personal interest is denied. Although this thesis has been radically criticized and rejected by Marx, who criticized the primitive egalitarianism of a crude sectarian communism, it originates from the primitive concentration of collective power, which is institutionalized in the State and in State bodies.

Quite naturally this cannot constitute a road leading to a human community, which is the true negation of individualism and anarchism (as a passive and pessimistic attitude towards social life), but at the same time disavowing all forms of a crude institutional etatism under which man is nothing else than an insignificant individual, a mere member

of a body, a passing phenomenon. For this reason, in present-day socialist yearnings, the propensity for a human community manifests itself primarily as a decisive disavowal of all forms of etatism, and of all tendencies tending towards a levelling of personal needs and freedoms. To disavow and destroy the already attained manifoldness and versatility of human capabilities and needs, bringing man to a common level of an impersonal member of society, without personal needs — would be tantamount to the negation and destruction of the technical foundation upon which human culture is built. After all, Marx expressly pointed at the fact that a human community of a higher degree is possible only under the assumption that it stands on the foundations of earlier stages of history. Only in this way the preconditions are created for a human universality which enables an allround development of personality, and the affirmation of its "non-reproducibility", of its capabilities to adopt all the standards of society as its own standards, and manage itself. In other words, conditions must be created for a community in which institutionalized social relations will cease, and personal relations between men will be formed.

The original, primitive community has disintegrated because of its indigence and promiscuity, because it did not allow any singling out of individuals, or, in brief, any individuality, so that the community members were nothing else but members of a body. A developed community not only permits, but even presupposes differentiated, versatile, non-reproducible individuals, who acquire sociality to the point that it becomes their integral part, a generic quality of their individuality. Socialism can be historically justified only if it leads to such a community. It is true that a similar community is always exposed to dangers, more particularly because of a concentration of functions, but, as the improvement of production processes goes on, more particularly in the epoch of automation, the need arises more and more that men should become persons with an universal formation, and live as such, to such an extent that the need for a division of labour and of human power should increasingly disappear. Thus, while religions and utopias could not find other solutions for the division of labour than those of a transcendent character, in presenting the picture of an abstract community, the very progress of society calls for a real community.

Marx has not given a precise definition of what should be a human community, but the force of his mark of socialism (which originally differs from other forms of socialism) and the still present interest for it, comes from the fact that he endeavoured to demonstrate that the human community of the future, or the future human society, can possibly be achieved only if there is a real need among men to replace institutionalized social relations by personal relations, and this can be achieved only through free association of persons with all-round education and capabilities.

Meanwhile, a similar association is not possible as long as men live under direct or indirect pressure of economic need, or of an economically oriented society, be it capitalist, socialist or something else. Only after man's care for economic conditions of life will be exclusively reduced to the exercice of control over automatized production processes, and every man will be able to devote his leisure time to an allround formation of

his creative forces, a human community based on free personal relations will become not only a desire, but the utmost need of mankind.

It goes without saying that we are still far from having achieved a similar community. Given the experience of socialism, there is hardly any possibility to envisage any other way leading to a similar community beyond the attempt with the self-government of producers. For this reason the problem of self-government is one of the most crucial problems of the contemporary society.

Dr. Radomir LUKIĆ,
Professeur à la Faculté de droit de Beograd

LA STRATIFICATION SOCIALE DANS LE SOCIALISME D'AUTOGESTION

L'idée que la stratification sociale est un mal que le socialisme doit réduire à néant est très ancienne et c'est l'une des plus importantes idée socialiste. La stratification sociale entraîne de telles différences sociales parmi les hommes que par suite de leur existence se produisent des conflits et des luttes qui, d'une part, déshumanisent les hommes et, d'autre part, détruisent la société, en outre, elles portent atteinte à l'un des sentiments humains fondamental — le sentiment de la justice.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'avec l'avènement du socialisme l'intérêt porté à la question de la stratification sociale représente toujours une grande importance. Il s'est avéré que les révolutions socialistes, qui ont été effectuées dans les conditions différentes, généralement défavorables, ne peuvent pas détruire radicalement la stratification sociale. Cette idée existe toujours, quoique, évidemment sensiblement modifiée par rapport au capitalisme. Découvrir les causes et les lois du mouvement de la stratification sociale dans le socialisme signifie aussi découvrir si en général il est possible, et dans quelles proportions, d'influer par des mesures sociales conscientes sur ce mouvement, c'est-à-dire sur l'atténuation de l'intensité de la stratification et, éventuellement, sur son déracinement définitif.

Le socialisme d'autogestion est une variante du socialisme d'aujourd'hui qui, justement par la nouveauté de certaines idées par rapport à sa variante „classique", en premier lieu la variante soviétique, suscite un intérêt considérable dans le monde, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. La question de la stratification sociale dans cette variante du socialisme occupe une place très importante et dans un certains sens plus prononcée que dans la variante classique du socialisme. Par conséquent il n'est pas dénué d'intérêt de lui consacrer un peu plus d'attention.

A ce propos il faut, évidemment, tenir compte que le socialisme d'autogestion n'a été réalisé qu'en Yougoslavie (de plus, il n'a pas été réalisé entièrement). Cela signifie qu'il contient beaucoup de traits qui sont spécifiquement yougoslaves et qui ne résultent pas de sa nature même, mais de l'infrastructure yougoslave sur laquelle il se réalise. Dans les autres sociétés, par conséquent, ces traits n'existeraient pas. Mais il

est difficile pour le moment de séparer exactement les traits qui lui appartiennent en tant que système, qui sont secondaires, et qui résultent des circonstances qui sont essentiellement yougoslaves. De même il est difficile de séparer les traits qui sont nécessaires au socialisme d'autogestion comme tel des traits qui s'ajoutent ou se retranchent, conformément à la conception des hommes. C'est pourquoi cette tentative doit aussi présentér à ce sujet certaines faiblesses.

Il paraît qu'à l'occasion de l'analyse de cette question il faut examiner quatre fins principales dans l'ordre suivant: premièrement, l'état au point de vue de la stratification sociale; deuxièmement, les causes de la stratification; troisièmement, le mouvement futur et enfin, quatrièmement, l'estimation d'un tel état et d'un tel mouvement.

I

Si on observe notre société yougoslave d'aujourd'hui au point de vue de la stratification sociale la première chose qu'on peut remarquer c'est que la stratification est différente, d'une part, dans ce que l'on peut appeler le secteur privé (où les moyens de production sont dans la propriété privée) et, d'autre part, dans ce que l'on peut appeler le secteur socialiste (où les moyens de production sont dans la propriété publique, c'est-à-dire sociale). Vu que nous nous intéressons à la stratification dans le socialisme d'autogestion, nous ne nous attarderons pas longtemps sur la stratification dans notre secteur privé. C'est pourquoi nous expliquerons dès le début ce que nous considérons qu'il est indispensable de signaler afin de pouvoir mieux comprendre la stratification dans le secteur qui nous intéresse. Cela est nécessaire en premier lieu parce que entre le secteur privé et le secteur socialiste existent chez nous, certainement, des attaches et des influences relativement fortes qu'on ne peut pas négliger. L'existence même du secteur privé, cependant, est aujourd'hui un trait particulier de notre système social qui, inévitablement, exerce une influence très forte sur tout le système du socialisme d'autogestion, ce qui est déjà suffisant pour qu'on puisse constater au sujet de la question qui nous intéresse que ce qui est valable pour notre socialisme ne doit pas être valable aussi pour un autre système d'autogestion, dans lequel il n'y aurait pas de secteur privé ou bien où il serait beaucoup plus faible.

1. En ce qui concerne la stratification sociale dans le secteur privé il n'y aurait rien de particulier à signaler, en dehors de ce qui est déjà connu pour de tels systèmes de la société. Toutefois, il faudrait tenir compte que le secteur privé chez nous englobe la propriété privée qui est relativement très petite, car elle est limitée par les mesures correspondantes. Cela signifie, par ailleurs, que ce secteur comprend en majeure partie l'économie des petits propriétaires (avec les professions libérales) et que la véritable économie capitaliste avec l'exploitation typique des ouvriers salariés est de peu d'importance et très limitée. D'autre part, cela entraîne aussi des conséquences correspondantes en ce qui concerne la stratification. Dans l'économie des petits propriétaires, dans l'économie de menu marchandise, basée dans la plupart des cas sur le travail personnel, la stratification est très modérée. C'est là que se maintient, avec plus ou moins de constance, la couche fondamentale des petits pro-

priétaires de laquelle se désagrège lentement et modérément d'un côté la couche des petits capitalistes, qui commencent à exploiter la main d'oeuvre d'autrui, et d'un autre côté la couche des prolétaires qui n'ont pas la moindre propriété privée et qui, en tant que travailleurs, se tiennent à la disposition tant du secteur socialiste que du secteur capitaliste privé. En même temps se désagrège aussi, dans une large mesure, la couche des hommes plus ou moins compétents, instruits, qui sont généralement candidats aux postes correspondants dans les services d'Etat et les services sociaux.

Dans ce que l'on peut appeler sous certaines conditions l'économie capitaliste, quoiqu'elle soit très limitée, apparaît quand même dans le fond la même stratification comme dans chaque capitalisme. Cela signifie que d'un côté existent les capitalistes et d'un autre côté les prolétaires exploités, avec la tendance des capitalistes d'augmenter le capital et d'intensifier l'exploitation. Simultanément ici aussi se détache tant des capitalistes que des prolétaires, la jeunesse qui poursuit les études et qui s'oriente vers les postes correspondants dans les services d'Etat et les services sociaux, c'est-à-dire qui tend à abandonner son secteur.

Si on observe le cours du développement on peut facilement constater que dans les temps derniers se raffermissent tant le secteur des petits propriétaires, avec le travail personnel, que le secteur capitaliste, avec le travail salarié. De même, le revenu augmente tout aussi bien des petits propriétaires qui travaillent personnellement que des capitalistes qui exploitent la main d'oeuvre salariée. De cette façon ces deux couches deviennent les couches supérieures par rapport aux couches de la société, à ceux qui créent et développent leur activité dans le secteur socialiste. Cela provoque un mécontentement déterminé parmi les couches rattachées au secteur socialiste, qui se cristallise dans deux sens. La premier est dirigé vers les protestations et les revendications ayant pour but d'empêcher par les mesures sociales l'enrichissement ultérieur de ces couches. Le deuxième est dirigé vers le rattachement plus ou moins illégal avec ces couches pour qu'on puisse transférer une partie de leur revenu aux couches économiquement plus faibles du secteur socialiste (sous forme de travail supplémentaire, de corruption etc.), d'autre part, on peut observer aussi le passage direct du secteur socialiste dans le secteur privé, c'est-à-dire la vie double — le fait de rester dans le secteur socialiste tout en passant en même temps dans le secteur privé (par exemple le travailleur ou l'employé du secteur socialiste achète un camion et embauche un chauffeur qui travaillera chez lui pour un salaire déterminé).

Si nous voulons employer les expressions dont on se sert dans le langage courant, il faudrait dire que dans le secteur privé on peut apercevoir l'image plus ou moins classique de la stratification sociale par classes. Il existe une classe de prolétaires et la „classe moyenne" des petits propriétaires. Toutefois, les classes de capitalistes et de prolétaires sont relativement petites, et la classes moyenne se manifeste comme étant la plus nombreuse. Toutes ces classes, cependant, ont la tendance de s'accroître. En même temps les différences économiques et sociales entre les classes sont relativement petites, de sorte que la lutte des classes n'a pas un caractère aussi intense comme dans le capitalisme typique. Cela

résulte d'une part du fait des restrictions que le socialisme impose à ce secteur et, d'autre part, en raison du sous-développement général d'une société relativement pauvre, dans laquelle le processus de l'industrialisation et de l'urbanisation n'est qu'à ses débuts. Or, la tendance existe également vers l'intensification ultérieure des différences et, de ce fait, vers l'aggravation de la lutte des classes.

2. Dans le secteur socialiste l'état de choses est sensiblement différent de l'état dans le secteur privé, ce qui est la conséquence logique de son caractère socialiste. Eu égard que dans ce secteur il n'y a pas de propriété privée des moyens de production, il s'ensuit qu'il n'y a aucune des conditions principales ni d'éléments des classes. D'autre part, dans ce secteur prédomine le principe que la répartition est effectuée d'après le travail, d'où il résulte que le deuxième élément constitutif des classes sociales — l'exploitation — n'existe pas de même. Par conséquent, dans ce secteur les classes ne devraient pas exister. Les hommes se différencieraient entre eux seulement d'après la richesse et son mode d'acquisition, ou d'après le mode de vie et la conscience, c'est-à-dire l'instruction. Ces différences, pour autant qu'elles sont plus accentuées, pourraient avoir comme conséquence la formation des couches plus ou moins différentes les unes des autres, mais non point des classes.

Cependant, si on veut examiner la réalité sociale du point de vue sociologique, alors il faut distinguer ici deux plans d'observation. Le premier est le plan normatif, le plan de principes, ce qui devrait être et ce qui est, de plus, en règle générale, prescrit par les normes juridiques ou par les autres normes comme étant obligatoire. Le sociologue évidemment, n'ose pas ignorer ce plan de la réalité sociale complexe. Mais encore moins il n'ose pas fermer les yeux devant le fait que la réalité sociale diffère sensiblement très souvent des principes et des normes qui doivent l'exprimer et la régler, donc, il existe encore un plan — le plan de la réalité effective directe. Le sociologue, au contraire, doit concentrer toute son attention sur ce plan.

En cas que, par conséquent, conformément à ce qui précède on passe du plan normatif au plan de la réalité de notre secteur socialiste, alors il est facile de constater que les différences sont ici beaucoup plus prononcées que dans le plan normatif, qu'elles aboutissent souvent à une stratification importante, qui est même très intense et qu'elles se terminent parfois par un état qui est proche de l'état de classe, si toutefois il n'en est pas déjà ainsi dans l'acception rigoureuse de ce terme. En quoi cela se reflète?

Si on veut trouver la notion qui engloberait de la manière la plus complète tout l'ensemble dans lequel cela se reflète, peut-être la notion de la transformation de la propriété sociale en propriété privée serait-elle la plus appropriée. En effet, d'après les principes de l'autogestion, la propriété sociale est confiée à la gestion des collectifs de travail qui mettent en oeuvre cette propriété. Evidemment, ces collectifs de travail ont leurs propres intérêts qui ne sont pas toujours en conformité avec l'intérêt social général. En poursuivant la réalisation de leurs propres intérêts ils négligent assez souvent les intérêts sociaux, de manière que de ce fait la propriété sociale, qui doit servir à la satisfaction des intérêts sociaux, se transformera en une sorte de propriété privée, c'est-à-dire de propriété

collective des collectifs de travail respectifs, qui sert à la satisfaction de leurs intérêts indépendamment ou à l'opposé des intérêts sociaux. Un tel état qui se rattache à l'économie de marché, incite un certain nombre de collectifs de travail à se comporter comme propriétaires privés ou d'une manière analogue. En termes grossiers, cela signifie qu'ils tirent profit des avantages qu'ils peuvent réaliser dans l'économie de marché, aux fins de s'enrichir sur le compte de la société, c'est-à-dire des autres collectifs, ce qui signifie, par ailleurs, que sous une forme dissimulée une certaine exploitation est réalisée de nouveau, c'est-à-dire la répartition n'est pas effectuée d'après le travail mais d'après une force économique ou une autre force, c'est-à-dire les uns s'approprient le travail des autres.

Les exemples suivants sont typiques: la situation monopolistique ou quasi-monopolistique de certaines branches des organisations de travail ou des branches économiques tout entrières (le commerce extérieur, les banques, l'économie de l'énergie électrique etc.), qui profitent de cette situation pour réaliser des gains disproportionnellement élevés, qui passent dans les revenus personnels et qui mènent à une sorte d'exploitation „socialiste" du travail d'autrui. D'autre part, il y a des branches tout entières (par exemple les mines de houille) qui se trouvent dans une situation économiquement défavorable où les revenus personnels sont minimes et où il arrive encore que les travailleurs sont exposés à perdre leur emploi, au chômage.

Dans le cadre de la transformation de la propriété sociale en propriété privée, si on l'élargit un peu, on peut situer aussi le phénomène de la condition disproportionnellement plus favorable des régions développées par rapport aux régions sous-développées, ce qui a pour conséquence aussi l'exploitation d'un genre spécifique. Mais c'est un autre moment qui est intéressant dans cette circonstance. En effet, la transformation de la propriété sociale en propriété privée se reflète ici dans le fait que le profit réalisé par les collectifs de travail dans les régions plus développées est considéré comme leur profit exclusif — quoiqu'il est partiellement le résultat de l'état de développement, et non point exclusivement du mérite des collectifs de travail eux-mêmes — et que l'on n'a pas retranché de ce profit une part suffisante pour le développement des régions sous-développées qui, pourtant, selon le principe de la propriété sociale, doivent également participer dans le profit réalisé dans les régions développées.

Il n'est pas nécessaire d'exposer ici les autres matériaux concernant les faits, qui sont innombrables et bien connus. Le résultat essentiel est que le travail effectivement le même de chaque travailleur pris en particulier ou de l'ensemble des travailleurs n'a pas la même valeur sociale en fonction du type de l'organisation de travail, de la région où le travail est effectué et de toute une série d'autres facteurs, de sorte que — du point de vue qu'on peut appeler effectif ou le micropoint de vue, c'est-à-dire au point de vue du travail effectivement réalisé — pour le même travail on obtient un revenu différent. Il en résulte une stratification effective des hommes normativement égaux qui travaillent dans le secteur socialiste en couches d'hommes inégaux, et même en une sorte de classe dans l'acception conditionnelle de cette expression. En d'autres termes, ce qui est

proclamé normatif en principe ne se réalise point, le plan normatif ne coïncide pas avec le plan de la réalité.

Si on passe de cet examen préliminaire de l'état de la stratification dans le secteur socialiste, qui doit nous indiquer ses caractéristiques générales et les plus importantes, à un exposé plus détaillé et plus systématique de cet état, alors il faut dire, en premier lieu, que la non-coïncidence du plan normatif et du plan de la réalité est mise en relief parce que c'est aujourd'hui chez nous la question la plus frappante et la plus actuelle en ce qui concerne la question de la stratification sociale. Mais il serait erroné de conclure que l'état de la stratification aujourd'hui chez nous est tel qu'il faut le considérer uniquement sous cet aspect. En effet, cet état réel n'est pas caractérisé seulement par une telle stratification intense. Au contraire, dans la plus grande partie du secteur socialiste une telle stratification intense n'existe pas, même si le plan normatif et le plan réel ne coïncident pas, ils sont bien plus proches l'un à l'autre dans ce secteur, de sorte que leur non-coïncidence ne représente nullement un problème brûlant. Ce qui rend dès le premier coup d'oeil cette stratification intense partielle frappante et ce qui attire l'attention c'est le fait qu'elle manifeste la tendance à se renforcer de plus en plus pour autant que l'économie libre de marché s'affirme davantage, ainsi que le fait, comme le pensent certains auteurs, qu' elle est nécessairement liée au système même du socialisme d'autogestion, de sorte qu'avec son développement elle peut seulement se renforcer. Le premier fait est exact, et en ce qui concerne le deuxième nous en reparlerons un peu plus tard.

Si nous voulons essayer de présenter un exposé systématique de la stratification dans le secteur socialiste, alors nous devons tout d'abord distinguer deux parties de ce secteur. La première partie constitue ce que l'on peut appeler le service social (dans cette partie se trouve compris aussi le service d'Etat), et la deuxième partie est ce qu'il faut appeler l'économie dans le sens large de ce terme. Ces deux parties ont une situation assez différente.

Les services sociaux gèrent les affaires dans la plupart des cas selon les procédés anciens, c'est-à-dire ils ne sont pas encore passes à la gestion selon le principe du revenu. Il est permis de dire que dans les circonstances les plus favorables ils traversent une période intermédiaire en allant du principe ancien de la gestion budgétaire au principe nouveau — selon le revenu, toutefois, considéré dans l'ensemble, ils sont vraisemblablement toujours plus proche de l'ancien procédé. L'opinion est assez répandue qu'ils ne pourront jamais passer au principe du revenu, parce que c'est contraire à leur nature juridique. Cependant, il n'y a pas lieu de traiter cette question dans ce travail.

Le fait que ces services travaillent généralement selon le principe budgétaire a d'importantes conséquences sur la situation des hommes travailleurs qui sont employés dans ces services. Ces conséquences sont telles qu'ils ne sont pas inclus dans le véritable système de l'autogestion, c'est-à-dire de l'économie de marché, de sorte que leur situation dépend moins du marché que la situation de ceux qui sont réellement autogestionnaires dans l'économie. Pratiquement, cela signifie qu'ils ne peuvent pas réaliser les revenus personnels aussi élevés que les autogestionnaires dans l'économie dont les affaires sont prospères, mais aussi, d'autre part, leurs

revenus ne peuvent jamais tomber à un niveau aussi bas comme c'est le cas lorsque les affaires traversent une période difficile. C'est pourquoi ils constituent une couche spéciale dans le secteur socialiste. Considérée dans l'ensemble, cette couche se trouve dans la période de prospérité économique dans une situation plus désavantageuse par rapport à la couche des autogestionnaires dans l'économie, mais dans la période des difficultés économique les travailleurs employés dans les services sociaux se trouvent dans une meilleure situation.

Au sein de cette couche existe une stratification spéciale, qui lui est propre, elle est différente de la stratification qui s'effectue dans la couche des autogestionnaires dans l'économie. La différence essentielle consiste en ce que la stratification s'effectue moins d'après les bases et les critères économiques et plus d'après les bases et les critères politiques et administratifs — donc, subjectifs. Si l'on considère l'état réel de cette stratification, alors, exception faite de la mise à profit de la situation monopolistique (par exemple, la situation du médecin dans une région isolée), qui tend à décroître on peut dire qu'au sein de cette couche se signale assez nettement une couche supérieure qu'on pourrait appeler la couche des dirigeants. Elle se compose d'un groupe plus ou moins stable de dirigeants politiques et d'autres dirigeants. Ce groupe se distingue par les rémunérations élevées et par d'autres avantages. Il faut constater, cependant, que dans les temps derniers les avantages de cette couche diminuent progressivement grâce aux mesures de démocratisation, de rotation etc. Contrairement à cet ensemble ou sous-ensemble, les autres hommes travailleurs dans le cadre de cette couche ne sont pas nettement divisés et la tendance se manifeste vers une sorte de nivellement des revenus, c'est-à-dire la différence entre les membres qui se trouvent au sommet de cette couche — les spécialistes hautement qualifiés, par exemple les professeurs d'Université, et les travailleurs qui se trouvent à l'échelon le plus bas — les ouvriers non-qualifiés, est relativement petite. En outre, comme nous l'avons dit plus haut, en comparaison avec le secteur économique, le secteur des services sociaux est relativement stable et les différences ne changent pas aussi vite.

Dans la partie économique du secteur socialiste, où le marché, le revenu et l'autogestion ne réalisent pas leur plus forte expression, il faut d'abord mettre en relief la différenciation verticale, c'est-à-dire la différenciation entre les régions développées et sous-développées, entre les branches économiques prospères et celles qui ne sont pas prospères, entre les branches qui ont une situation monopolistique et celles qui n'en ont pas, c'est-à-dire entre de telles organisations de travail. Ces différenciations verticales sont souvent importantes et parfois drastiques. Ces différenciations sont les plus évidentes et elles soulèvent des protestations.

Dans le cadre de ces groupes verticaux ainsi formés s'effectue la différenciation horizontale. Pour ce groupe est caractéristique de même la dissociation relativement intense du groupe dirigeant (directorial et de managers), tant d'après le revenu que d'après les autres avantages, une de ses autres caractéristique est la tendance vers l'affaiblissement de cette dissociation aussi intense. En ce qui concerne les autres hommes travailleurs, on ne peut pas affirmer que pour eux prédomine une tendance,

comme on peut dire que pour la partie correspondante du service social prédomine généralement la tendance vers le nivellement des revenus. En réalité dans cette partie on peut apercevoir tout aussi bien les unes que les autres tendances — tant les tendances qui sont dirigées vers une différenciation plus forte que celles vers une différenciation plus faible, et même vers le nivellement des revenus.

Néanmoins, ici aussi il faut faire la distinction entre deux groupes des travailleurs. L'une est constituée par les hommes travailleurs qu'on peut appeler les employés, qui ne travaillent pas généralement directement dans la production et dont le travail intellectuel est bien plus fortement prononcé que le travail physique, en particulier les cadres dirigeants techniques. La situation de ce groupe se rapproche de la situation des services sociaux — il joint d'une situation qui est relativement à l'abri, car son revenu dépend très peu ou ne dépend pas du tout du succès économique et parce qu'il est relativement stable, et même élevé. Par contre, l'autre groupe est constitué dans la plupart des cas par les travailleurs physiques de la production directe, dont le revenu est lié le plus directement possible au succès économique et au rendement direct du travail.

Considérées intégralement, on peut dire que les différences dans le cadre de ce sous-ensemble ne sont pas très grandes. Elles sont incontestablement moins grandes que les différences qui prennent naissance à la suite de la différenciation verticale, de sorte que le problème social de la stratification se pose en premier lieu en relation avec la différenciation verticale — donc la différenciation entre les branches, les régions, les branches et les diverses organisations de travail, et non point entre les hommes travailleurs au sein d'une même organisation de travail.

En concluant nous pouvons dire que dans le secteur socialiste la stratification s'effectue en majeure partie sous une forme relativement modérée et en vertu du principe de la répartition d'après le travail, conformément au système de l'autogestion. Cependant, il est évident qu'on ne songe pas à une certaine répartition objective d'après le travail qui, à la rigueur, n'est même pas possible à ce qu'il paraît, mais à la répartition d'après le travail dans le sens subjectif, dans le sens socio-psychologique. Cela signifie que la répartition, donc la stratification, s'effectuent conformément à la conception sociale donnée relative à la valeur de chaque travail, sans égard à l'état économique, selon lequel les travaux respectifs valent plus ou moins que ne le considère la conception sociale donnée. Certainement, il est question de la conception prédominante.

Cependant, cette conception est sujette à d'importantes exceptions. Ces exceptions sont tout d'abord la conséquence de la différenciation verticale, qui manifeste la tendance à se renforcer. De là s'ensuit aussi une certaine exploitation. En second lieu, la stratification intense est la conséquence de la différenciation horizontale en couche dirigeante, en s'exprimant dans le langage conditionnel la couche bureaucratique — de managers, et en d'autres couches, c'est-à-dire sous-ensembles. Cette différenciation fait ressortir la tendance vers la décroissance, au moins pour autant qu'il est question de la différenciation politico-bureaucratique (car il ne semble pas que la différenciation technocratique décroît — il est même probable qu'elle se renforce).

Par ailleurs, la différenciation est modérée, mais elle est quand même importante, entre les services sociaux, d'une part, et l'économie, d'autre part, c'est-à-dire entre les services technique et les producteurs directs dans l'économie.

La différenciation modérée aboutit à la formation des couches, qui sont plus ou moins différentes, mais qui ne provoquent pas de graves conflits; la différenciation intense tant verticale qu'horizontale, crée des couches qui sont sensiblement différentes et qui tendent partiellement à se transformer en classes, en dépit de l'inexistence de la propriété privée, vu qu'il existe une sorte d'exploitation „socialiste".

Néanmoins, il faut prendre en considération que la situation tant de l'individu que du groupe est très instable, car la société tout entière se trouve toujours engagée dans un mouvement relativement rapide, de sorte que les hommes changent de situation relativement vite. C'est pourquoi il est difficile de parler de couches solidement formées, et encore moins de classes, car cela exige un état social relativement consolidé: un état dans lequel les hommes et les couches tiennent leurs positions respectives d'une manière relativement stable. Cependant, il faut de même avoir en vue que le mouvement social, considéré sous l'aspect historique, se calme et se ralentit progressivement. C'est ainsi que se manifeste déjà la tendance selon laquelle certaines couches — surtout les couches privilégiées — s'autoreproduisent de plus en plus, ce qui peut avoir pour conséquence la stagnation sociale.

3. Les chômeurs constituent aujourd'hui chez nous un groupe ou une couche spécial. Considéré au point de vue théorique, le socialisme d'autogestion n'entraîne pas nécessairement le chômage. Il est la conséquence de nos conditions particulières momentanées. Or, il apparaît, au moins pour le moment, que le socialisme d'autogestion souffre du chômage et qu'il n'arrive par à le liquider assez vite.

Il y a deux sortes de chômeurs. Les uns sont la nouvelle génération qui provient de l'accroissement naturel de la population et qui cherche un emploi; les autres sont ceux qui avaient eu un emploi et qui ont été relevés de leurs fonctions en tant que surplus de la main d'oeuvre. Ces derniers faisait partie généralement du secteur socialiste.

La situation des chômeurs est, évidemment, désavantageuse, d'autant plus que seule une minorité bénéficie de l'assistance en cas de chômage, qui est du reste modique. Leur condition est rendue plus facile du fait que notre société est encore relativement sous-développée, de sorte que, d'une part, la famille étant assez développée la solidarité familiale est relativement forte et, d'autre part, les attaches avec le village sont toujours importantes. Ces deux facteurs contribuent à ce que les chômeurs ne sont pas entièrement des prolétaires dans toute l'acception de ce terme, c'est-à-dire ils ne sont pas jetés dans la rue de la ville sans aucun moyen de subsistance (quoique, certainement, de tels cas existent aussi).

Du point de vue des principes socialistes, le chômage apparaît dans un certain sens comme l'expression de la transformation sociale en propriété privée, dont il a été question ci-dessus. En effet, cette transformation se manifeste doublement. En premier lieu, en tant que transformation de la propriété sociale en propriété privée de la part des collectifs

de travail qui refusent d'employer les chômeurs même lorsqu'ils en ont la possibilité, d'autant plus quand il est question des spécialistes. Deuxièmement, en tant que transformation de la propriété sociale en propriété privée dans le sens large, car la société ne fournit pas une aide suffisante aux chômeurs, c'est-à-dire ils sont exclus par elle de l'utilisation de la propriété sociale.

Il faut mentionner outre les chômeurs de même les élèves des différentes écoles, les étudiants y compris. Leur situation s'est aggravée dans les temps derniers, ce qui est, par ailleurs en relation étroite avec le chômage — la société s'engage moins envers eux justement parce qu'elle a un surplus de main d'oeuvre. La situation de la jeunesse issue des familles pauvres — ouvrières et paysannes — est particulièrement difficile. D'autre part, il en résulte qu'un bon nombre de jeunes gens appartenant à ces familles n'ont pas la possibilité de poursuivre des études, ce qui entraîne des conséquences néfastes — le nombre des illettrés diminue avec lenteur, et les couches sociales privilégiées, qui sont en même temps plus instruites, s'autoreproduisent de plus en plus, en empêchant les couches inférieures de pénétrer dans leur milieu. Parmi les conséquences néfastes qui en résultent il faut mentionner encore une, à savoir la sélection ne s'effectue pas d'après les capacités mais d'après la situation sociale.

4. Le secteur privé est, comme nous l'avons dit, étroitement lié au secteur socialiste et il influe sur lui par divers procédés, dont certains ont été mentionnés plus haut. Ici nous ne nous arrêterons que sur un seul, qui paraît très importants pour la question qui fait l'objet de cette étude. En effet, un nombre déterminé de citoyens — les personnes privées — peut fonder par ses propres moyens une organisation de travail qui, du fait même de sa fondation, devient une organisation de travail socialiste, avec les moyens qui sont passés de la propriété privée dans la propriété sociale et avec l'autogestion des hommes travailleurs — ses membres. De cette façon le secteur socialiste s'étend sur les moyens qui étaient auparavant dans la propriété privée. Cependant, la possibilité existe, qui se réalise assez souvent, que ce caractère socialiste d'une telle organisation de travail reste seulement une pure forme et que dans la réalité l'organisation soit une entreprise privée, capitaliste, qui utilise cette forme socialiste afin de pouvoir réaliser les privilèges déterminés et, en premier lieu, assurer la propriété privée effective sur les moyens qui autrement, en principe, ne peuvent pas être dans la propriété privée parce qu'ils sont trop importants.

De cette façon se produit un certain fusionnement et entrelacement du secteur socialiste et du secteur privé, ce qui provoque la stratification sociale correspondante dans le secteur, formellement, socialiste qui correspond au secteur capitaliste.

II

L'exposé relatif aux causes qui ont engendré une telle stratification sociale peut être beaucoup plus bref que sa description. La raison principale en est, incontestablement, le caractère insuffisamment exprimé de ces causes.

Il paraît qu'on peut distinguer cinq facteurs différents qui ont pour conséquence un tel état, outre un grand nombre d'autres facteurs qui

sont secondaires. Ces facteurs sont les suivants: démographique, historique, international, économique et politique. Evidemment, les dénominations sont conditionnelles et ce n'est que par leur exposé qu'on pourra déterminer avec plus de précision leur nature.

Les trois premiers facteurs sont importants, mais il n'est pas nécessaire de leur consacrer une grande attention dans cet exposé, eu égard à son objet principal, parce qu'ils ne sont pas spécifiques pour le socialisme d'autogestion mais ils ont un caractère général.

Le premier facteur est le facteur démographique. Nous concevons comme tel le nombre et la qualité de la population, ainsi que les changements à ce sujet. Il est incontestable que ce facteur est très important pour la stratification sociale, en premier lieu parce que de ce facteur dépend le nombre des hommes travailleurs et de ce fait leur emploi, la productivité de leur travail etc. Chez nous ce facteur a une importance de plus en plus grande parce qu'il renferme la différenciation qui est appelée verticale. Il en est ainsi parce que les régions sous-développées ont une natalité beaucoup plus forte que les régions développées, d'où il s'ensuit que leur situation s'aggrave à tous les points de vue.

Le deuxième facteur est appelé le facteur historique et cette dénomination n'est peut-être pas tout à fait appropriée à ce qu'on veut exprimer par elle. En effet, on veut dire par là que le socialisme d'autogestion chez nous, au moment de son implantation, a trouvé un état qui diffère selon les régions, c'est-à-dire il était différent dans les diverses organisations de travail, cet état étant le résultat de l'action du développement historique qui a eu lieu jusqu'à cette époque. Cet état n'est pas conditionné seulement par les facteurs historiques mais aussi par les facteurs naturels — certaines régions sont mieux pourvus en richesses naturelles, d'autres le sont moins. Toutefois, il est évident que même ce facteur naturel est historique dans ce sens, car il est soumis au changement sous l'influence des facteurs sociaux, c'est-à-dire de l'historie, de sorte qu'une région riche de par sa nature peut être actuellement, c'est-à-dire au moment donné, plus pauvre qu'une autre, qui est de par sa nature moins riche, mais plus développée. De plus la richesse est aussi relative, en fonction du développement historique — à un moment une richesse peut présenter de l'importance (par exemple la houille), tandis qu'à un autre moment elle perd de son importance. Dans ce cas on prend en considération de même la mentalité de la population, son degré d'instruction etc., ce qui se rapporte au facteur démographique. La grande importance de ce facteur historique est compréhensible — le socialisme d'autogestion peut essayer (et il essaie) de modérer cette action, mais ce n'est pas du tout chose facile — les régions déterminées, les sortes de l'économie et des activités etc. peuvent avoir la prépondérance — qui est souvent considérable — en conséquence de ce facteur, ce qui exerce une influence correspondante sur la stratification sociale.

Le troisième facteur est le facteur international. La société qui se développe sous le régime du socialisme d'autogestion n'est pas une société fermée et autarcique. Au contraire c'est une société ouverte et non-autarcique. De plus, cette société veut non seulement s'intégrer aussi complètement que possible à ce que l'on appelle la division internationale du travail mais aussi à la société international en général, sous tous les

rapports, car on considère, de plein droit, que le seul fait de fermer une société aurait pour conséquence sa stagnation et sa décomposition. Le facteur international exerce une action d'autant plus forte sur toute la société, donc sur la stratification de celle-ci de même. Sans l'action de ce facteur il ne serait pas possible d'expliquer de nombreux phénomènes très importants dans le processus de notre stratification sociale, tant verticale qu'horizontale. En raison de l'importance considérable du facteur international il mérite une étude minutieuse. Si on néglige de le faire toute la série de mesures qui ont été entreprises ne pourront pas donner les résultats espérés.

Deux facteurs essentiels et spécifiques de la stratification sociale chez nous sont, cependant, les facteurs économique et politique. Au premier coup d'oeil, ces deux facteurs diffèrent nettement entre eux et ils ne peuvent pas être confondus. En examinant, par ailleurs, de plus près cette question on aperçoit que cette différence n'est pas aussi claire. Car le système économique est introduit chez nous par des mesures politiques et il se maintient et se développe en y appliquant ces mêmes mesures, comme, du reste, tout autre système. D'autre part, le système économique ne produit pas par soi-même ses changements — au moins dans un sens déterminé; ces changements sont le résultat des actions conscientes humaines, des actions des hommes qui doivent mûrir dans leurs têtes les changements économiques directs. En d'autres termes, les changements économiques se transforment en changements politiques pour aboutir de nouveau par cette voie détournée au changement du système économique. Or, quel que soit l'enchaînement manifeste des facteurs économique et politique, et même leur entremêlement, néanmoins ils seront considérés ici comme deux facteurs plus ou moins nettement séparés.

Si l'on part du facteur économique, alors cela signifie en réalité le facteur qui s'appelle le socialisme d'autogestion. Toutefois, on n'oublie pas, certainement, que le facteur économique est beaucoup plus large — il n'englobe pas toute l'économie, c'est-à-dire son état. Le facteur économique est considéré ici, par conséquent, dans le sens restreint, seulement en tant que système économique — dans ce cas le système du socialisme d'autogestion. Il est donc question de l'influence que peut exercer le système du socialisme d'autogestion sur la stratification sociale.

Il faut dire immédiatement que cette influence est très grande, elle est même énorme. Il est difficile de faire des comparaisons entre les influences des autres facteurs (l'état général de l'économie, le degré de son développement etc.) et du système économique. L'influence du facteur économique général est peut-être plus importante, et en particulier du degré de développement de l'économie mais avec des systèmes économiques différents, que dans deux sociétés avec le même système économique mais dont les degrés de développement de l'économie sont différents. Or, même s'il en est ainsi, quand même l'influence du système économique est considérable en ce qui concerne la question que nous traitons — c'est-à-dire la stratification sociale dans le système d'autogestion — en effet, elle est d'une grande importance. Car pour cette question il est essentiel si la stratification dans deux systèmes socialistes avec le même degré de développement de l'économie mais avec des systèmes économiques différents — le système d'autogestion et le système sans autogestion

— est sensiblement différente. La réponse est affirmative, d'où il résulte que, l'importance du système économique est très grande.

L'influence de l'autogestion sur la stratification sociale se reflète en premier lieu dans le fait que la stratification se déroule ici d'une manière différente de celle qu'on aperçoit dans les autres systèmes socialistes et en ce que cette stratification elle-même est différente.

Tout d'abord, le mode de stratification. Dans le système du socialisme classique l'administration, c'est-à-dire les décisions des hommes, exerce une influence prépondérante sur la stratification. Cela signifie que le facteur principal de la stratification est ici le facteur politique, et non point le facteur économique. Le revenu des hommes pris individuellement, c'est-à-dire des groupes d'hommes, est déterminé ici dans la plupart des cas par voie administrative, c'est-à-dire par les prescriptions de l'Etat. Evidemment, le système économique exerce ici son action de même, mais indirectement, par l'intermédiaire de l'administration, avec laquelle il est étroitement lié, c'est-à-dire entremêlé. Dans un tel système existe une couche d'hommes qui se distingue nettement de toutes les autres couches par son pouvoir politique, et pour cette raison en règle générale par sa richesse économique de même — c'est l'administration, c'est-à-dire la bureaucratie, c'est-à-dire la couche qui status sur le revenu et de ce fait sur la stratification aussi.

Dans le socialisme d'autogestion, au contraire, le facteur économique exerce son influence directement. La répartition, c'est-à-dire le revenu, n'est pas déterminé par voie administrative, de la part de l'Etat, mais sur le marché, librement, c'est-à-dire d'une façon arbitraire. Ce n'est que lorsque le marché aura effectué la répartition entre les organisations de travail, c'est-à-dire entre les unités économiques autonomes dans le cadre des organisations, que la répartition peut avoir lieu dans le cadre de celles-ci, qui est effectuée par la décision des hommes. Or, ces hommes sont en règle général les hommes travailleurs eux-mêmes directement, les hommes dont le revenu est en question, et non point l'administration, et encore moins l'administration de l'Etat.

Evidemment, nous avons décrit dans notre exposé les modèles de deux systèmes idéals, qui n'existent pas dans la réalité. Car, d'une part, dans le socialisme classique le marché joue également un rôle important, et ce rôle est de plus en plus important, d'autre part, dans notre socialisme d'autogestion le rôle de l'administration, c'est-à-dire de l'Etat est toujours très fort. Néanmoins, les différences entre les deux systèmes sont très importantes et elles sont empreintes d'un caractère de principe.

Dans les conditions données le marché entraîne la plus intense différenciation, celle qui est appelée verticale. En ce qui concerne la différenciation horizontale, elle subit moins l'influence du marché et davantage celle de l'administration, c'est-à-dire des décisions rendues de manière autonome. C'est pourquoi la différenciation verticale est la plus intense, parce qu'elle est dans le fond la même comme dans le capitalisme, c'est-à-dire arbitraire, non-évaluée. Evidemment elle est limitée par le système même, c'est-à-dire par le fait que la propriété est sociale, de sorte que les collectifs de travail n'ont pas sur elle tous les droits comme les propriétaires privés, mais ces limitations ne sont quand même pas telles pour qu'elles puissent empêcher la stratification social relativement intense.

Par conséquent, il faut dire explicitement que le socialisme d'autogestion dans nos conditions, déterminées par les facteurs démographique, historique et international, est attaché à une stratification sociale assez intense, car toutes les conditions dites inégales de la gestion de l'économie existent. D'où il s'ensuit, par ailleurs, que le socialisme d'autogestion sous son pur aspect (si tant est qu'il est possible sous un tel aspect) — c'est-à-dire dans les conditions égales de la gestion de l'économie, ce qui inclut aussi les mêmes facteurs historiques et démographiques — ne doit pas avoir pour conséquence la stratification sociale intense.

Cependant, il faut ajouter encore quelque chose. En effet, il est clair que, lorsque nous traitons ici la question du socialisme d'autogestion, nous comprenons sous cette expression un système déterminé avec précision. Concrètement, c'est le système qui fonctionne actuellement chez nous et dont la caractéristique essentielle à ce sujet est le fractionnement relativement très grand, c'est-à-dire l'indépendance des unités économiques, leur manque de liaison (elles se lient en dehors de l'économie, politiquement, ce qui entraîne une concurrence intense sur le marché). Cependant, un tel système n'est pas en réalité un véritable système d'autogestion du socialisme, car il est encore inachevé. Son achèvement comprend la liaison d'intégration de toutes les unités économiques par la voie autonome en un tout unique dans lequel les décisions autonomes des unités rattachées auraient un rôle beaucoup plus important à jouer que dans les temps présents, et de cette façon elles remplaceraient dans une large mesure le caractère arbitraire de l'économie, du marché. Dans un tel cas il serait possible aussi d'empêcher la stratification sociale intense qui est justement la conséquence de cet arbitraire. Par ailleurs, il sera question plus tard d'un tel socialisme.

Il nous reste encore à examiner le facteur politique — le pouvoir de l'Etat et ses décisions. Nous avons expliqué déjà que son rôle dans notre système est très important. En ce qui concerne son action sur la stratification sociale, sociale, elle est double, indirecte et directe. Indirectement le facteur politique agit sur les conditions économiques générales et par leur intermédiaire aussi sur la stratification sociale. Directement il exerce son influence par les mesures qui déterminent la stratification même — par exemple, en décidant que certains hommes travailleurs seront employé dans certaines organisations, en déterminant certaines revenus etc. La tendance est de limiter son action directe dans la plus large mesure, et même de l'éliminer, mais il est assez difficile de réaliser cette tendance. En ce qui concerne le contenu de son influence, on peut dire grossièrement que le facteur politique agit parfois dans le sens du renforcement de la stratification sociale, et parfois dans le sens de son atténuation — ce qui dépend des circonstances. En renforçant le système de l'autogestion qui a pour conséquence une stratification plus intense, il prête main forte à son action, tandis qu'en réprimant la stratification exagérée, il réprime son action. Au sujet de certaines couches concrètes, cependant, on peut dire que le facteur politique maintient et favorise la position relativement avantageuse de la couche dirigeante dans les services sociaux, comme en général une telle position des services sociaux dans l'ensemble. Pareillement il est certain que l'action du facteur politique n'est pas entièrement uniforme, mais, d'une part, elle se modifie et,

d'autre part, elle est partielle et contradictoire, en considération des différents courants qui se manifestent au sein du facteur politique.

Considéré dans l'ensemble, la tendance existe à diminuer l'influence du facteur politique au profit du facteur économique — du marché, c'est-à-dire de l'autogestion — ce qui a pour conséquence, comme nous l'avons dit, intensification de la stratification. Evidemment, la diminution de l'influence du facteur politique n'est par soi-même rien d'autre que, de nouveau, un aspect de son action. Cependant, il ne faut pas oublier que cette tendance n'est pas régulière — parfois elle est plus forte et parfois elle est plus faible.

III

Quel sera le courant ultérieur de la stratification sociale? Après l'exposé de l'influence des différents facteurs, qui agissent sur ce courant, la réponse est un peu plus facile, mais elle est encore bien loin d'être complète et exacte. La principale difficulté à laquelle on se heurte pour donner une réponse précise consiste dans le fait que le facteur politique existe, qui est dans une large mesure subjectifs et il est difficile de prévoir dans quelle direction il agira. Or, la détermination de la direction future de l'action des autres facteurs est très importante, en conséquence nous essayerons d'accomplir cette tâche dans ce travail.

L'influence du facteur démographique devra incontestablement s'affaiblir, en considération de la décroissance de la natalité et du nombre de la population. Evidemment cet affaiblissement sera progressif. Par suite de la diminution de la natalité le mouvement social deviendra plus calme et plus stable, de même les différences sociales entre les diverses couches devront diminuer. Mais l'influence de ce facteur dans ce sens ne pourra pas être ressentie dans l'avenir immédiat.

Le facteur historique continuera à exercer une puissante action, surtout par l'intermédiaire de la mentalité de la population, qui influe fortement sur la productivité du travail. Cependant, il est évident que son action doit s'affaiblir au cours du temps, ce qui signifie que les inégalités héritées du passé devront être de moins en moins importantes, et de ce fait leur influence sur la stratification sociale sera plus atténuée.

Le rôle du facteur international se renforcera certainement de plus en plus, car le monde s'unifie avec progrès de gré ou de force. Mais quelle sera l'influence de ce renforcement sur la stratification sociale? Il est vraisemblable qu'on ne commettra pas une erreur en disant que dans un temps prévisible il influera sur l'intensification de la stratification, car il favorisera certaines branches de l'économie, tandis qu'il produira des effets destructifs sur d'autres branches et de ce fait il provoquera l'amélioration c'est-à-dire l'aggravation de la situation des hommes travailleurs dans ces branches. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que ce facteur pourra peut-être agir dans le sens de l'atténuation de la stratification sociale, lorsque, au préalable, les branches de l'économie seront acheminées vers les conditions relativement égales de la gestion des affaires.

Quant au facteur économique, il en a été question auparavant. Le socialisme d'autogestion tel qu'ils est, c'est-à-dire non-intégré et avec une concurrence puissante, agira certainement dans le sens du renforcement

de la stratification, du moins dans un temps prévisible. La question se pose si un tel développement économique contraindra les unités économiques correspondantes à s'intégrer spontanément, et, si cela se réalise, quelle sera la vitesse de ce mouvement. Il est difficile de répondre à cette question, quoique selon toutes les apparences il semble que cela devra se produire. D'autre part, de l'autogestion intégrée il faut s'y attendre, sinon à rien de plus, au moins à une diminution de l'intensité du rythme de la stratification sociale.

A la fin il nous reste encore à jeter un coup d'oeil sur le facteur politique. Nous avons indiqué plus haut qu'il est difficile de prévoir son développement et son influence. Cependant, s'il est impossible de le prévoir, nous pouvons au moins essayer de fixer les critères que ce facteur pourrait suivre à l'occasion de la détermination de la direction de son influence. Les critères par lesquels est déterminé le facteur politique sont les valeurs sociales correspondantes, c'est-à-dire les buts qui se réalisent par l'une ou l'autre sorte d'influence. Ainsi, la question de ces critères engendre la question de l'estimation du processus de la stratification sociale et de ses résultats.

IV

La science n'est pas appelée à juger — c'est le devoir de la politique. Mais la science peut établir avec netteté les valeurs parmi lesquelles la politique doit faire son choix, elle doit attirer l'attention sur les moyens par lesquel certaines valeurs se réalisent, ensuite sur le conflit éventuel des valeurs, enfin elle a le devoir de déterminer quels sont les facteurs sociaux qui doivent recueillir les valeurs déterminées.

Les valeurs principles entre lesquelles le facteur politique doit fixer son choix sont, paraît-il, d'une part, l'efficacité économique qui est, en somme, la seule source du bien-être économique, et, d'autre part, l'égalité sociale relative des hommes, qui signifie en même temps la réalisation d'une série d'autres valeurs, telles que: l'application des mesures qui mettront fin à la misère humiliante, c'est-à-dire à la pauvreté des hommes, à assurer la paix sociale, la justice sociale etc. Ces deux valeurs fondamentales paraissent en opposition l'une à l'autre, de sorte qu'il faut faire le choix entre les deux. C'est le facteur politique qui doit effectuer ce choix. Quel sera le choix dépendera incontestablement de la composition sociale des hommes qui rendent les décisions politiques, c'est-à-dire de ceux qui détiennent le pouvoir politique. En cas que ce pouvoir se trouve entre les mains de ceux contre lesquels la stratification sociale est dirigée, il est vraisemblable qu'ils choisiront la deuxième valeur, c'est-à-dire l'égalité relative et la diminution de la stratification, et inversement. Or, cela signifie que le choix de cette valeur et par conséquent le sens dans lequel se dirigera l'influence du facteur politique dépenderont de l'issue de la lutte politique correspondante dans la société. Cependant, il est impossible de prévoir avec précision quelle sera l'issue de cette lutte, surtout à court terme, quoiqu'on peut prévoir à long terme la victoire de ceux qui plaident en faveur de l'égalité sociale.

Or, si en principe ces deux valeurs paraisent opposées, cela ne signifie pas qu'elles le seront toujours. Même les partisans de l'égalité sociale peuvent souhaiter la réalisation de cette égalité à un niveau plus élevé

dans une plus grande richesse, ce qui signifie qu'ils peuvent se concilier provisoirement avec le renforcement de la stratification au profit de l'efficacité. Inversement, il est indubitable qu'à chaque degré donné du développement social existe une limite de l'approfondissement de la stratification sociale, dont le dépassement a pour conséquence le fait que la stratification ultérieure ne sert plus comme moyen de l'efficacité de l'économie, mais inversement — devient le facteur de son inefficacité. En d'autres termes, il faut toujours tenir compte de l'homme. C'est pourquoi même les partisans de l'efficacité doivent prendre soin de ne pas dépasser la limite mentionnée.

D'aprés l'état de choses actuel il paraît que l'opinion publique considère qu'en bien des points la stratification sociale a été poussée trop loin, surtout dans le secteur privé et dans la sphère où ce secteur agit directement sur le secteur socialiste, ainsi qu'en ce qui concerne le chômage, de sorte qu'il est nécessaire de diriger les efforts vers le freinage de la stratification ultérieure. C'est pourquoi il faut espérer que dans l'avenir immédiat le facteur politique agira justement dans ce sens, tout aussi bien indirectement que directement. Il faut s'y attendre également à ce que l'action indirecte consiste en premier lieu dans le renforcement du rythme de l'intégration des unités d'autogestion, afin qu'il soit possible d'agir sur le freinage de la stratification directement, par l'intermédiaire du mécanisme d'autogestion et non point au moyen du mécanisme d'Etat. Evidemment, cette influence n'ira pas jusqu'à la suppression de l'autogestion et de ce fait jusqu'au nivellement des revenus et à la suppression de la stratification.

Dr. Dušan NEDELJKOVIĆ,
Professeur à l'Université de Beograd,
Membre de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts

LA CONCEPTION MODERNE DU MONDE ET L'HUMANISME DE LA LIBERTE D'AUTOGESTION

Lors du premier assaut idéologique du fascisme italien et allemand d'importance internationale au VIIIème Congrès international de philosophie de Prague en 1934 contre la démocratie parlementaire de l'ancien monde capitaliste et le communisme soviétique du nouveau monde socialiste ensemble, nous ne pouvions trouver dans tout esprit et toute expérience de l'évolution de la conception moderne du monde rien de plus adéquat, de plus vrai et de plus humainement efficace à opposer à l'infinité de conflits et de contradictions sans issues qui s'ensuivirent, et aucune autre solution concrète et definitive, si ce n'est l'humanisme de la liberté d'autogestion[1].

Et, il y a quelques jours seulement, que pouvions-nous opposer aux nouveaux conflits et aux nouvelles contradictions non moins profondes et dangereuses du XVIème Congrès international de philosophie de Vienne, auquel trois mille philosophes du monde entier participaient et mille-deux-cents communications et encore plus de discussions s'entrecroisèrent sur tous les problèmes principaux de la philosophie contemporaine, depuis celui de l'histoire jusqu'à celui de la paix, dans les conditions extrêmement dangereuses de la triple invasion au Vietnam, aux pays arabes et en Tchécoslovaquie, si ce n'est pas l'humanisme de la liberté d'autogestion?

Et c'est ce que nous avons fait dans la première session plénière sur le problème de l'esprit, du monde et de l'histoire ainsi que dans le dernier colloque sur la nature de l'homme et le problème de la paix par notre communication *Le changement humain du monde,* ainsi que dans la section de la philosophie la nature par notre communication *Le problème de la loi universelle unique du monde dans le passé et le présent.* Nous avons considéré que toute l'évolution de la conception moderne du monde nous apprend que ce n'est ni la nature en elle-même ni la pensée en elle-même, mais le changement humain de la nature qui seul peut servir de point de départ philosophique pour résoudre les conflits et les contradic-

[1] Voir notre livre *Ideološki sukob demokratije i fašizma, (Le conflit idéologique de la démocratie et du fascisme),* Skoplje, 1938, p. 14 et suiv.

tions aussi bien théoriques que pratiques de la connaissance et de l'action humaines, et que c'est la dialectique avec ses lois les plus générales et concrètes, qui constitue la loi universelle unique, ouverte, complexe, évolutive et créatrice du monde à la lumière de laquelle on découvre avec évidence la loi historique spéciale de norte époque transitoire du capitalisme au communisme, la loi de l'établissement de l',,association dans laquelle le développement libre de chacun est la condition du développement libre pour tous", comme Marx et Engels le prévoyaient dans la conclusion du *Manifeste*, ou la loi de l'hummanisme socialiste ou de la liberté d'autogestion, comme nous le dirions aujourd'hui.

Voilà à la fois le point de départ, les fondements philosophiques et les principes logiques, éthiques et esthétiques, formulés systématiquement en quelques mots, qui nous paraissent résulter de toute l'évolution de la conception moderne du monde et répondre à toutes les questions que posent actuellement les conflits et les contradictions idéologiques dangereuses par la loi dialectique concrète du changement humain du monde à la fois objective et subjective, d'activité humaine nécessaire et libératrice, historiquement conditionnée et créatrice de l'humanisme de la liberté d'autogestion, caractérisant notre époque transitoire, passant du monde de la nécessité au monde de la liberté

1.

Déjà l'humanisme de la Renaissance, héritier de la philosophie stoïcienne des esclaves antiques, trouvait que l'action libératrice humaine, ne fut-ce que de résistance, est l'essentiel. Et avec Léonard de Vinci il y voyait déjà agir l'interaction dialectique créatrice de la théorie et de la pratique humaine de telle sorte qu'il ne peut pas y avoir même de la peinture sans *la scienza della pittura* et, inversement, pas de science esthétique de la peinture sans l'art pratique et créateur de la peinture, et pas de ces deux ensemble sans les sciences mathématiques, physiques, anatomiques et autres, et pas de celles-ci sans toute l'action et pratique humaine, créatrice et libératrice[2]. Et par là, la conception moderne du monde, je crois, acquit son fondement philosophique le plus général.

Cependant, la nouvelle classe sociale révolutionnaire de la bourgeoisie devait y apporter et imposer son accent propre d'appropriation du monde et considérer Descartes fondateur de la philosophie moderne parce qu'il a dans son *Discours de la méthode* mis en relief le fait que c'est la nécessité que l'homme devienne „le maître du Monde" qui est au fond de tout savoir humain et que l'affaire des sciences n'est que d'expliquer le monde. Et durant les deux siècles de révolutions démocratiques bourgeoises la philosophie moderne ne devait être qu'explication et éclairement de la voie de la classe conquérante de la Terre entière.

Cependant, avec l'entrée en scène de la nouvelle classe révolutionnaire du prolétariat en 1831, la nouvelle renaissance dans l'évolution de la conception moderne du monde a été marquée par la célèbre observation de Marx que: „Les philosophes n'ont fait que différemment inter-

[2] Voir les deux volumes de mon étude monographique sur l'humanisme de Léonard de Vinci philosophe et moraliste, artiste et esthéticien, et la Renaissance en général, dans l'édition de l'Académie sebre des sciences, Beograd, 1956 et 1957.

préter le monde, il s'agirait de le *changer*", car, ni l'interprétation ni l'appropriation, mais le changement humain du monde est primordial et à la racine de l'évolution de la connaissance humaine du monde depuis la connaissance des sens humains même, qui, pour connaître, s'assimilent et changent les phénomènes, et qui eux-mêmes apparaissent comme tels avec le développement d'autres organes du changement humain du monde et avant tout de la main et du cerveau, jusqu'à la connaissance philosophique fondamentale et globale, critique et révolutionnaire conditionnée non seulement par l'évolution des connaissances mathématiques, naturelles, techniques et sociales, mais au fond par l'évolution de la production humaine même et surtout des moyens matériels et des relations sociales de production par laquelle le changement humain du monde se fait d'une façon matérielle à la fois fondamentale et créatrice humaine.

C'est ainsi que la conception moderne du monde est devenue avec la philosophie de Marx foncièrement matérialiste, dialectique, créatrice, concrète, humaniste, critique et révolutionnaire.

2.

Mais l'humanisme de la Renaissance qui inaugurait la conception moderne du monde, était l'héritier aussi d'une autre vision de la pensée révolutionnaire du stoïcisme des esclaves antiques, à savoir que l'homme lui-même n'était essentiellement que le monde en petit, que le *microcosme*. Ce sentiment et cette idée que le singulier ou l'individuel concret, immédiatement donné, devait substantiellement et logiquement comprendre et envelopper en différentes mesures et sous différentes formes toutes les determinations essentielles, spécifiques et particulières, générales et universelles du monde dans sa totalité, qui ne peut pas ne pas être en rapports avec lui et ne pas se réfléchir en lui, étaient plus que présents, souvent dominants chez les grands représentants de l'humanisme de la Renaissance depuis Léonarde de Vinci, Paracelse et Pico della Mirandola jusqu'à Petrić (Patrizzi), Bruno et Vanini, tous persécutés et la plupart brûlés à l'échaffaud de l'Inquisition pour s'être d'ores et déjà promis de faire remplacer le règne du dieu féodal par „le règne de l'homme" *(regnum hominis)* et d'avoir à cette fin, enseigné que l'homme était essentiellement le monde lui-même en petit, le *microcosme*.

Ainsi l'auteur célèbre de l'ouvrage *De hominis dignitate (De la dignité de l'homme)*, 1486, Pico della Mirandole (1463—1494) découvrait en l'homme un tel microcosme dans lequel tout se passe par l'action de mêmes forces et de mêmes principes de causalité que dans la totalité de la nature, qu'il concluait finalement que la substance même de l'homme enveloppe en soi toutes les substances naturelles de la plénitude de l'univers tout entier *(hominis substantia omnium in se naturarum substantias et totius universistatis plenitudinem re ipsa complectuntur)*.

Mais, c'est pour conclure, en s'adressant à ce microcosme qu'est l'homme, et en lui disant: „Les fauves apportent du sein de leurs mères tout ce qu'ils resteront jusqu'à la fin des siècles. Mais en toi unique y est le développement, mais en toi unique y est la connaissance d'après la libre volonté, en toi se fait le germe de la vie de différentes espèces", — et pour lui rappeler qu'il est *„de sa fortune lui-même le forgeron" (fortunae suae ipse faber)*, et pour ouvrir ainsi avec toute la Renais-

sance la nouvelle perspective de la conception moderne, humaniste, créatrice, militante et libératrice du monde, qui deviendra proverbiale dans les larges masses laborieuses des peuples et du monde entier.

Cependant, cette perspective posait d'une façon plus pressante que jamais le problème logique et méthodologique du général, du particulier et du fait singulier et individuel. Et à la veille des révolutions démocratiques bourgeoises on préparait nécessairement aussi les révolutions dans les sciences naturelles, mathématiques, techniques et sociales, élaborant, d'un côté, avec Francis Bacon la théorie logique de la méthode inductive qui part des faits singuliers et, passant par leurs rapports particuliers, arrive à leurs causes et lois générales, et, de l'autre côté, au contraire, esquissant avec Descates la théorie logique d'une méthode hypothético-déductive qui part des principes simples et généraux pour arriver aux faits particuliers et singuliers. Mais, déjà Galilée appliqua dans ses expériences de la chute des corps son analyse inductive qui est à la fois induction et déduction opérative sur un phénomène singulier des lois générales et des caractéristiques particulières de sa genèse et structure.

Cependant, c'est la philosophie allemande classique qui avec Hegel posait le problème de l'identité dialectique même du général, du particulier et du singulier, et observait qu'il n'y a pas de matière en général sans matières particulières, ni de fruits en général sans cerises, pommes et poires données particulièrement.

Et avec une précision matérialiste concrète nouvelle Marx, contrairement à l'idéalisme de Hegel qui s'arrête au général et au particulier, mit en relief justement le caractère unique et fondamental du fait singulier en paraphrasant Hegel et rappelant spirituellement qu'il n'y pas de faim ni en général ni en particulier, si elle n'est pas avant tout dans l'estomac de Pierre, de Paul etc. Cependant, le singulier, en tant que portant en soi aussi toutes les conditions générales et particulières, se trouve par les conditions qu'il présente en tant que fait singulier ou individuel dans un cas privilégié, relativement indépendant des conditions générales et spécifiques qu'il totalise en soi, dans le sens dans lequel Marx pouvait bien dire au premier marxiste que lui, Marx, il n'était pas marxiste, pour rejeter toute affiliation doctrinaire et dogmatique de la nouvelle étape que la conception moderne du monde marquait par sa pensée essentiellement créatrice, concrète, scientifique, dialectique, critique et révolutionnaire.

Bien entendu, tous les faits singuliers sont soumis aux lois générales et particulières, et les idées de Marx, pénétrant dans la conscience des masses ouvrières ne pouvaient pas ne pas devenir la nouvelle force matérielle du nouveau changement humain du monde, et, pénétrant dans la conscience des cercles et courants intellectuels ne pouvaient pas ne pas produire un mouvement d'idées et d'enthousiastes marxistes. Le marxisme est devenu nécessairement un mouvement d'esprit scientifique et social révolutionnaire particulier et qui ne pouvait s'étendre et se généraliser qu'en appliquant et développant les découvertes et les idées de Marx dans les solutions de nouveaux problèmes qui apparaissaient avec le progrès révolutionnaire des sciences et des sociétés de notre époque transitoire, et toutes les fois qu'on arrivait aux solutions de nouveaux problèmes, on était, bien entendu, plus que marxiste: on était ce

qu'était Marx lui-même, philosophe, savant, ingénieur et ouvrier du changement humain du monde, par lequel naîtra finalement, comme Marx l'entrevoyait, „une philosophie mondiale" et, ajoutons, foncièrement humaine et créatrice, matériellement et dialectiquement exacte et indéfiniment libre et puissante.

Et ce nouveau fond de la nouvelle perspective de l'évolution de la conception moderne du monde devient non seulement visible mais évidente aussi grâce à l'éclaircissement de la dialectique du général, du particulier et du singulier ou individuel par sa base matérielle et concrète qui est le singulier ou l'individuel. Car, comme on a plus tard vu dans les révolutions scientifiques de Darwin à Thomson et Bohr que c'est un changement apparemment infime du système de l'être vivant ou de l'atome microphysique qui apporte des changements qualitatifs énormes d'espèces et de genres aussi bien d'êtres vivants que d'éléments chimiques et de molécules, corps et phénomènes physiques, Marx et Engels voyaient que dans l'évolution dans la conception du monde l'homme abstrait, aliéné et chimérique de la société de classes ne pouvait du point de vue particulier, abstrait, aliéné et chimérique de sa classe avoir qu'une vision particulière, abstraite, unilatérale, aliénée, idéaliste et chimérique du monde et que c'est seulement l'homme concret de la classe ouvrière, la classe dont l'essence et la mission historique est de faire disparaître tous les conflits de classes et toutes les classes, de libérer l'homme et le monde de toute aliénation et domination, l'homme concret de cette dernière classe, sans préjugés et totalement libéré qui pourra avoir la vision humainement totale et adéquate du monde.

Mais comment y arriver dans le déterminisme dialectique très complexe des innombrables oppositions du général, du particulier et du singulier ou individuel?

Bien des conditions sont en général requises et bien des voies sont ouvertes.

Cependant, la voie la plus directe est la voie morale qui conduit l'homme singulier et individuel à la racine même qu'est l'homme, qui lui impose alors immédiatement le devoir d'être libre de toute mystification religieuse ou métaphysique, qui n'est qu'image et doctrine d'exploitation, d'alinéation, de domination et de mépris de l'homme par l'homme, et de voir que c'est l'homme concret, tel qu'il est, exploité, subjugué et méprisé seul qui est l'être suprême pour l'homme, et que par là il n'y a qu'un impératif catégorique du nouvel humanisme, que Marx formule en ces termes dans un de ses premiers ouvrages, *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie:* „La racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même. La critique de la religion finit par la science que *l'homme est l'être suprême pour l'homme* et avec cela alors par l'impératif catégorique d'abattre toutes les relations, dans lesquelles l'homme est un être abaissé, subjugué, délaissé, méprisé, relations qu'on ne peut distinguer mieux qu'avec cette exclamation d'un Français qui s'est écrié à propos d'un projet de loi d'impôt sur les chiens: Pauvres chiens, on veut vous traiter comme des hommes."[3]

Cette nouvelle conscience morale est bien celle d'un humanisme héritier de l'humanisme de la conception moderne du monde et de

[3] Marx-Engels, *Werke*, t. I, Berlin 1961, p. 385.

l'homme de la Renaissance, mais développé et élevé au niveau de l'expression de l'impératif catégorique propre à notre époque socialiste transitoire du capitalisme ou communisme. Déjà, sous sa forme subjective, héroïque et utopiste il se posait dans le stoïcisme révolutionnaire de la classe d'esclaves de l'antiquité par leur devise: *Nihil humani mihi alienum puto* qui était aussi celle qui fût la plus chère à Marx, mais cette fois-ci il se pose comme une nécessité morale, historique, réelle, inéluctable de l'homme de notre époque transitoire, sinon il reste extrêmement menacé par l'anéantissement du monde entier de la part des puissances techniques infiniment accrues par les révolutions scientifiques, techniques et industrielles de nos jours et restées dans les mais des divers retardataires que leurs intérêts inhumains et périmés empêchent de voir la nécessité humaine morale et historique d'un monde sans exploitation, domination et mépris de l'homme par l'homme comme la seule issue révolutionnaire et créatrice possible de tous les conflits et de toutes les contradictions qui menacent à notre époque d'anéantir le monde. Il s'agit de tourner toutes les puissances scientifiques et techniques, infiniment accrues de nos jours, au profit du changement humain du monde, de la liberté des hommes et des peuples dans leurs oeuvres créatrices et libératrices, à la fois individuelles, spécifiques et générales et communes, et en cela aussi c'est le facteur humain ou moral, social dans le sens le plus profond de ce mot, qui seul peut être décisif, comme il a été dans tous les changements radicalement révolutionnaires de notre époque transitoire et dans toutes les batailles décisives pour l'édification du nouveau monde.

Ainsi même les généraux des armées fascistes qui faisaient l'occupation de la Yougoslavie pendant la Deuxième guerre mondiale, depuis Roata jusqu'à Litters et Ler, ne trouvaient pas dans leurs rapports d'autres explacations des défaites de leurs unités toujours de cinq à dix fois plus nombreuses et de cent à mille fois mieux armées que les unités toujours victorieuses des partisans et de l'Armée populaire libératrice de Yougoslavie, si ce n'est „la morale prodigieuse de combat" de celle-ci, qui leur resta incompréhensible.

Nous avons essayé dans notre livre *L'Ethique de Sutjeska*[4] de saisir sur le vif ce nouveau facteur moral décisif et de l'expliquer par la nouvelle structure de l'armée-commune libératrice, forgée dans les conditions de la lutte contre l'oppresseur incomparablement mieux armé et plus nombreux, et dans les conditions de s'armer soi-même principalement avec les armes prises à l'armée de l'oppresseur, mais aussi par la nouvelle organisation militante dans laquelle chacun se trouvait là où ses qualités et capacités personnelles et particulières de combattants pouvaient prendre un cours et développement libre et inattendu, et apporter à toute l'organisation, dirigée tout entière depuis ses plus petites unités jusqu'à sa totalité par la liberté d'autogestion et animé par l'esprit et la morale de l'humanisme communiste de cette liberté d'autogestion propre au communisme nécessaire d'une telle armée dans les conditions de guerre et de révolution, une liberté et une puissance d'action et de choc tout à fait imprévisibles et inattendues, toujours victorieuses des monstres mécaniques et inhumains des armées fascistes. Pour être victorieuse et défini-

[4] *Etika Sutjeske*, izd. „Prosveta", Beograd, 1964.

tivement libératrice, cette armée devait nécessairement commencer à réaliser déjà dans son organisation une telle „association dans laquelle le développement libre de chacun fût la condition du développement libre pour tous" et s'inspirer profondément de l'esprit de l'humanisme de la liberté d'autogestion et de son *„impératif catégorique d'abattre toutes les relations* dans lesquelles l'homme est un être abaissé, subjugué, délaissé, méprisé" et de sa „science que l'homme est *l'être suprême pour l'homme*", car cela même est la loi fondamentale, essentielle et caractéristique de notre époque transitoire, qu'on peut appeler la loi de l'humanisme socialiste ou de l'humanisme de la liberté d'autogestion.

Et cela était-il possible de réaliser dans l'Armée populaire libératrice de Yougoslavie, si la réorganisation révolutionnaire de la vie sociale n'avait pas pris le même chemin dès les premières semaines d'insurrection en 1941?

3.

Certes, dès que la première région importante de la Serbie avait été libérée et la première autorité révolutionnaire nouvelle avait été en octobre 1941 à Užice élue sous le nom significatif de „Comité populaire libérateur d'Užice" et ayant le devoir double d'appui de l'armée libératrice et de souci pour les hommes, nous avons pu dans les articles de „Vesti" et de „Borba" d'Užice observer et mettre en relief le fait que, contrairement à l'ancienne autorité de domination, la nouvelle est essentiellement libératrice et le souci pour les hommes. Ces derniers mots: *souci pour les hommes*, étaient même hissés en titre d'un important article de première page du deuxième numéro de „Borba", qui soulignait et expliquait la nature essentiellement humaniste nouvelle de la nouvelle autorité populaire libératrice, élue immédiatement et librement par tous les citoyens libres, égaux et combattants pour la liberté et la dignité des peuples et des hommes.[5]

Donc, comme les premières compagnies d'armes des partisans yougoslaves, la nouvelle autorité était caractérisée essentiellement à la fois par sa nouvelle autogestion et par son nouvel esprit d'humanisme de la liberté d'autogestion, son souci pour les hommes.

D'aucuns parmi les marxistes nous ont reproché de nous éloigner du chemin droit et unique d'édification socialiste; et nous leur avons répondu qu'ils font l'erreur d'un dogmatisme évident parce qu'il n'y a pas dans les faits concrets rien de général sans le particulier et le spécifique, et même sans le singulier et l'individuel qui les réalise et concrétise et que dans les conditions générales le processus et le mouvement historique général de la marche générale du socialisme de notre époque transitoire tout peuple et tout pays doit nécessairement suivre aussi ses conditions particulières et spécifiques et par là suivre aussi le chemin particulier et spécifique, et marqué même par des individualités propres et nouvelles. Et nous ajoutions que, loin de toute uniformité impossible et inimaginable, c'est exactement cela que prévoyaient bien Marx, Engels et surtout Lénine expressément et en assertions indubitables. Et, en effet, l'exactitude dialectique et scientifique de cette prévision n'a pas besoin de meilleur argument et vérification que le spectacle actuel du

[5] *Istorijski arhiv KPJ*, t. I, broj 1, Beograd 1949.

développements des différents pays socialistes et du mouvement ouvrier et socialiste dans le monde.

Mais, on nous reproche ces temps derniers avec nouvelle verve et violence notre autogestion, notre humanisme, et même, paraît-il, notre méconnaissance de la dictature du prolétariat. Il est vrai que pour la plupart la classe bourgeoise de notre pays s'est compromise et par là expropriée toute seule collaborant avec les envahisseurs fascistes, mais le pouvoir est de toute évidence passé dès les premiers jours de l'insurrection et de la guerre de libération et de la révolution socialiste des peuples de Yougoslavie sous la direction du Parti communiste de Yougoslavie et son secrétaire générale, Josip Broz Tito, dans les mains du prolétariat et des masses laborieuses des peuples de Yougoslavie, mais le pouvoir qui déjà à son commencement, à sa source et à sa racine était, comme nous l'avons montré, dans les conditions spécifiques de notre révolution et de notre tradition socialiste révolutionnaire, fortement caractérisé par les éléments et traits principaux de l'humanisme de la liberté d'autogestion, appui inébranlable et puissant de l'armée libératrice et du souci pour les hommes.

Il était naturel et nécessaire que ce germe nouveau et puissant du pouvoir prolétarien et populaire, passant de la guerre à la paix, fleurisse d'un côté, en supprimant toute relation d'exploitation et de domination capitaliste dans le pays et, de l'autre, en un nouvel humanisme de la liberté d'autogestion de toutes les entreprises et de toutes les communes, de toutes les républiques et de toutes les régions autonomes de toute la Fédération des Républiques Socialistes de Yougoslavie, réalisant la conclusion du *Manifeste* de Marx et d'Engels en „remplaçant la société bourgeoise de classes et des conflits de classes par l'association dans laquelle le développement libre de chacun est la condition du développement libre pour tous", — et s'inspirant du nouvel humanisme socialiste dont „la science est que l'homme est l'être suprême pour l'homme" et „l'impératif catégorique, d'abattre toutes les relations, dans lesquelles l'homme est un être abaissé, subjugué, délaissé, méprisé".

Et cela est, de toute évidence, la conclusion authentique, conséquente et créatrice de toute l'évolution de la conception philosophique et scientifique moderne du monde en général et de la philosophie et de la science marxiste de nos jours en particulier. Si, cependant, certains pays socialiste font leur édification d'une façon étatiste et dominatrice, on peut penser et dire tout d'abord que peut-être leurs conditions spécifiques et propres dans l'ensemble du développement historique éxigent une telle voie et méthode spécifiques et attendre patiemment que la pratique, la seule compétente en dernière instance, les confirme ou les montre fausses et les corrige.

Mais toutes les pratiques des édifications des pays socialistes et de l'évolution du monde de notre époque transitoire ensemble montre bien d'ores et déjà la confirmation principielle triple de notre voie de l'édification socialiste suivant la loi historique de notre époque transitoire de l'humanisme de la liberté d'autogestion.

Nous voyons tout d'abord la confirmation indirecte évidente en ce que dans le problème fondamental de la guerre et de la paix la voie de l'édification étatiste et dominatrice du socialisme, la voie staliniste et

contraire à la notre, méne inévitablement à la formation de blocs, à l'hégémonisme, à la domination et à l'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays, à l'invasion et par là au péril d'une guerre mondiale même parmi les pays socialistes anéantissant le monde et l'humanité tout entière. Nous voyons ainsi de toute évidence cette voie staliniste et néostaliniste conduire dans la pratique même inévitablement à sa propre réducation logique à l'absurde d'une guerre d'anéantissement de soi-même et du monde entier.

De l'autre côté, notre édification socialiste humaniste de la liberté d'autogestion ouvre la perspective révolutionnaire de la collaboration universelle de tous les peuples et de tous les pays dans toute leur indépendance, souveraineté, égalité et solidarité internationale, de droit à la coexistence active, sans distinction aucune d'ordre politique, religieux, culturel ou idéologique au compte de quelque pays ou personnalité humaine que ce soit et, au contraire, supposant et aidant partout par la collaboration active et créatrice l'évolution et la réalisation de la liberté d'autogestion de tous les pays et de tous les hommes du monde, qui est aussi force libératrice et intégratrice de la liberté et de la paix durable, car créatrice du monde du nouvel humanisme de la liberté d'autogestion et du souci pour les hommes.

Enfin, en troisième lieu, la confirmation principielle de notre voie se trouve dans l'évolution de la pratique révolutionnaire non seulement dans la libération du monde colonial et sa marche au socialisme justement par des différentes formes d'autogestion en train de se définir et de s'organiser, mais même dans l'évolution de certains pays capitalistes, dont les partis communistes, en Italie et en France par exemple, ont déjà avec de solides et inébranlables arguments et raisons, pris la voie du passage paisible du capitalisme au communisme en réalisant progressivement par la lutte socialiste démocratique les relations de la liberté socialiste d'autogestion à toutes les échelles de la vie sociale et réalisant par là encore une des possibilités que Marx avait bien prévues. Et cette réalisation qui se montre non seulement possible, mais de plus en plus nécessaire et suffisante dans certaines conditions actuelles de certains pays capitalistes en notre époque transitoire en général, démontre une fois de plus que même dans la dictature du prolétariat l'essentiel n'est pas dans la violence à laquelle il est forcé par les violences de la dictature de la bourgeoisie, mais justement dans l'humanisme de la liberté d'autogestion, qui seul fait disparaître toute violence et établit définitivement la paix et la prospérité prolétarienne et populaire créatrice et communiste de l'homme et du monde dans notre époque transitoire.

Et tout cela, et bien d'autres choses encore, dont nous nous sommes ocupées dans nos autres travaux et que nous n'avons pas eu ici le temps même de mentionner, confirme non seulement notre voie d'hummanisme de la liberté d'autogestion, mais aussi toute l'évolution de la conception moderne du monde et sa dernière étape marxiste, telles que nous avons cherché à les approfondir ici dans la perspective fondamentale, à la fois objective et subjective, théorique et pratique, dialectique et créatrice du changement humain du monde, la perspective et la voie dans lesquelles nous voyons nécessairement avancer les générations de l'avenir de plus en plus humainement libres, conscientes, créatrices et heureuses.

Dr. Vuko PAVIĆEVIĆ,
Professeur à la Faculté de Philosophie de Beograd

SUR QUELQUES PROBLEMES DE LA MORALE SOCIALISTE

Quand on parle des problèmes de la morale socialiste, alors, ce terme peut être pris en deux sens: pratique et théorique. C'est-à-dire, par ce terme on peut comprendre l'état des rélations sociales dans une société socialiste, dont on peut prononcer un jugement moral positif ou négatif. Ce serait les problèmes pratiques de la morale socialiste. Les problèmes théoriques apparaissent alors, quand on pose la question telle que: quels sont les principes de base et normes de la morale socialiste, et, comment cette morale peut-elle se fonder et motiver?

Cependant, la notion ou le terme „la morale socialiste" peut se poser comme problème. Ce qui signifie que nous pouvons nous poser la question s'il est justifié de parler de la morale socialiste, et, si oui, dans quel sens et dans quel volume il faut prendre cette notion? Les réponses expresses, déterminées à ces questions existent déjà dans les programmes des partis communistes. Nous parlerons dans ce rapport de ceux de ces programmes qui nous avaient été accessibles, mais notre devoir est l'élaboration théorique de cette, de même que des autres questions.

La discussion sur la notion de la morale socialiste exige, avant tout, l'étude de la notion de la morale prise en général. Quand on parle de la morale en général, alors, la question sur la notion de la morale doit concerner le point formel et pas matériel de la morale. Autrement dit, le théoricien en essayant de déterminer la définition de la notion de la morale ne doit, avant tout, entrer dans des questions matérielles sur le bien moral, mais il doit partir de la constatation du phénomène que quelques de leurs procédés sont approuvés et préféres par les hommes, tandis que les autres sont désapprouvés ou condamnés. La morale est, donc, la distinction des qualités du caractère ou des procédés sur celles qui sont bonnes ou celles mauvaises. Les premières, nous les appelons les vertus et nous sommes obligés à les posséder, les autres les défauts ou les vices.

Cependant, l'approbation de quelques qualités a pour hypotèse de réaliser par elles quelques valeurs. Vraiment, il est absurde de traiter obligatoire une qualité par laquelle une valeur ne pourrait être réalisée. Cette liaison d'idées, de l'obligation et de la valeur, peut se contrôler du point de vue inductif — empirique sur les exemples concrets des qualités et des obligations morales. En effet, ton dévouement ou ta tolérance ont

comme conséquence ma vie, ma sûreté. Ils assurent, donc, des valeurs déterminées. Puisque „moi" et „toi" changent, non seulement de places mais ils apparaissent dans la communauté ou la société, l'obligation des qualités morales pourrait se déduire de leur rôle régulier dans le maintien de la communauté. C'est ainsi que procède Durkheim dans sa théorie sur la morale. Mais le seul fait que les relations sociales déterminées et les organisations sociales s'enfoncent dans une crise quand elles entrent en conflit, comme une forme de la vie, avec de nombreuses valeurs, montre que la notion des obligations morales est inexplicable sans la notion des valeurs. Cet examen purement théorique peut avoir sa valeur pratique. C'est-à-dire, il conteste le fondement d'une compréhension socialiste de la morale qui est liée avec la glorification de la société, la valeur la plus grande, soit, avec sousestimation des facteurs personnels et particuliers du développement. Il est, également, contre „le moralisme" qui prend les qualités morales comme les valeurs de soi-méme.

Alors, on peut dire que la morale s'est manifestée, en même temps, comme l'approbation de certaines qualités, ou come le système des normes sur le comportement, de même que la préférence de quelques valeurs. Si nous prenons, maintenant, le mot „morale" comme nom pour les codes spécifiques, moraux, qui se sont manifestés à travers l'histoire, et les distinctions, soit selon la base religieuse (le morale boudiste, catholique, etc.), ou selon la base de classe (la morale aristrocratique, bourgeoise, prolétaire), ou selon la société prise en totalité dans laquelle ils se sont manifestés — nous verrons partout que le système de la valeur est lié en elle avec le système des vertus et des devoirs.

Maintenant, on pourrait attendre une réponse à notre question: dans quel sens et volume peut-on parler de la morale socialiste?

Cependant, je dois vous prier, de me permettre d'essayer, avant tout, de répondre à deux questions qui me semblent comme prémisses pour une réponse à la question sur la morale socialiste. Ce sont les questions: quelles sont les suppositions anthropologiques de la morale et, la morale doit-elle exister dans le communisme? (Ce „doit" est mis entre guillements car, quand on parle du communisme, il s'agit alors de l'état de l'humanité future, possible; et, avec les moyens contemporains d'extermination, il est tout à fait possible que l'humanité disparaisse, de sorte que ce „doit" doit être pris hipothétiquement, avec une proposition conditionnelle: si l'humanité voulait et savait assurer l'avenir.

Donc, nous pensons qu'une supposition générale anthropologique de la morale est la dualité qui est incorporée dans l'être humain. Nous ne prenons ici cette expression dans le sens vieux, théologique, comme le dualisme de l'esprit et du corps, où le corps serait „mal" et l'esprit „bon"; nous le prenons, d'abord, dans le sens réel, effectif, comme la présence des dimensions polaires dans l'être humain. Ce dualisme est manifesté dans plusieurs formes (qui ne sont pas séparées mais représentent les formes de la manifestation d'une forme de l'être). Il se manifeste comme le dualisme du tout ou d'une partie, comme le dualisme d'un certain besoin et d'une totalité de besoin, comme le dualisme de la présence et de l'avenir, comme le dualisme de la nature et de la culture en générale. Mais, cette dualité de l'être humain ne peut s'imaginer, ni comme le total, ni comme l'agrégat des éléments séparés qui se lient après, a

posteriori, comme une unité qui existe dans les contrastes. En effet, la société ne pourrait exister si l'individu lui-même ne possédait pas, également outre son individualité, quelque sociabilité, la généralité. La culture par laquelle l'homme cultive sa nautre, sa propre et celle extérieure, ne serait pas possible s'il n'y avait pas dans la nature même de l'homme les dispositions pour le travail et pour l'activité du façonnage. Il existe, donc, aussi, l'unité de l'être humaine. Mais, le fait qu'il s'agit d'une unité se manifestant comme la dualité, est prouvé par le conflit, très fréquent, entre tous les pôles qui composent la dualité. En effet, après Freud, nous n'aurions plus le droit à parler d'une harmonie complète de la nature et de la culture. De même, nous n'aurions pas le droit de parler de l'harmonie du développement général historique et de l'individu, ou des groupes sociaux. Dans les monuments colossaux de la culture égyptienne, grecque et romaine, qui, aujourd'hui aussi, inspirent notre admiration, n'est-il pas bâtie la sueur de milliers d'esclaves? Le développement de la philosophie et de la culture grecque n'est-il possible que par la travail de la classe sociale capturée et exploitée, qui créait les biens matériels et les conditions pour les loisirs des libres et pour leur travail à la réalisation des valeurs culturelles? L'Etat, comme l'organisation de la classe qui gouvernait, n'était-il pas, non seulement le moyen pour le maintien de l'ordre public, mais, également, le moyen pour le maintien de l'exploitation des classes laborieuses? D'une manière générale, Marx, lui-aussi, n'avait-il pas droit en disant que le progrès commun jusqu'à présent ressemblait à l'idole païen qui ne voulait boire du vin que dans le crâne de l'homme tué?

Certes, toutes ces diverses formes de l'aliénation étaient, en même temps, les conditions du progrès, à cause de quoi, elles étaient les formes de la désaliénation. Voir dans l'aliénation — dans la forme de l'Etat, des luttes de classes etc., — seulement le côté négatif, inhumain, signifierait, juger comme péché l'existence historique, l'activité en général, et chercher l'idéal de la vie humaine dans un „état naturel" qui précédait la civilisation et la culture. Mais, cela signifierait aussi, nier le développement de l'homme.

Mais, l'aliénation confirme, indubitablement le conflit des dimensions de l'existence humaine jusqu'aujourd'hui.

Y a-t-il un fondement de nier à l'avenir la dualité et le conflit? Si nous les avons trouvés dans l'être humain, s'ils font la structure même de l'existence humaine, alors, la question de les retenir à l'avenir aussi ne peut concerner que leur forme et pas leur existence. Le conflit peut perdre la caractéristique de la collision et du cataclysme, mais le conflit et la dualité continuent à exister même par le fait que l'homme est un être qui se développe. Mais, nous étudions plus profondément la catégorie du développement humain, il faut reconnaître alors, que ce n'est pas un avancement vers un point culminant „extrème" où l'équilibre „définitif" serait réalisé, car, dès qu'un homme se développe par voie de transformation active, consciente, de la nature et des relations propres, sociales, alors, un tel développement ne peut se terminer, non seulement par le fait que toute réalisation permet les nouvelles, mais qu'elle les exige, les conditions de l'existence se modifiant sans cesse. Chaque équilibre est la source de nouveaux équilibres.

Cela signifie que l'homme aura toujours pour devoir à régler et à orienter ses relations. Une des formes d'une telle orientation et d'un tel règlements est la morale qui sera, nous le pouvons dire, nécessaire dans le communisme aussi; la morale ne peut donc dépérir.

Cette observation déductive sur le sort de la morale dans le communisme ne serait pas nécessaire pour un marxiste s'il n'y avait pas chez Marx, dans ses premiers travaux, des affirmations eschatologiques. Il s'agit de ses déclarations que le communisme représentera une solution „des luttes de l'essenciel et de l'existence, de l'individu et du genre". Certes, il représentera une solution, mais pas une solution définitive car il n'y a pas pour l'homme de solution définitive.

Sur toutes ces conclusions déductives sur l'indispensabilité de la morale dans le communisme, peuvent s'ajouter celle sur l'importance de la morale dans le socialisme et cela sur la base de nombreux contrastes dans la société socialiste, dont nous sommes témoins. Dans quel sens, alors, on peut parler „de la morale socialiste"? Est-ce une tout à fait nouvelle morale?

Bien sûr que nous devons d'abord parler „de la morale en général", mais maintenant, non du point de vue formel, mais matériel. Mais, nous ne pouvons parler de la morale en général dans le sens matériel, que dans le cas si une morale commune existe, un fond moral, commun chez tous les peuples. L'existence d'un tel fond est difficile de nier, même malgré toutes les différences dans quelques morales concrètes (en prenant ce mot dans le sens déjà illustré). Vraiment, nous ne savons les nationalités qui n'estimeraient, dans le cadre des groupes plus étroits, des qualités telles que, la solidarité, le dévoement, l'équité, l'amour envers la verité. . .

On fait des tentatives pour l'explication de ces qualités, exclusivement du point de vue sociologique. C'est-à-dire, d'après un certain nombre de théoriciens, les hommes estiment ces qualités, étant donné qu'elles sont socialement utiles. Mais, si nous voulons que la notion de l'utilité retienne quelque chose de son impotance économique et devienne autant que possible déterminée, alors, cette détermination de la moralité par l'utilité sociale ne peut se maintenir par la cause même que les hommes considèrent moralement obligatoire beaucoup de procédés qui ne représentent aucun profit pour la société mais, quelques fois ils diminuent son pouvoir économique (par exemple, le traitement des malades inguérissables etc.). De même, la notion de la fonctionnalité sociale ne peut épuisée „la cause", pour laquelle nous estimons les qualités morales mentionnées et nous nous considérons obligés à les posséder. Elles servent pour maintenir la communauté, sans elles, celle-ci sera même impossible. Adam Smith a déjà observé que, lors de l'explication sociologique de la cause de l'estimation par les hommes, de ces qualités se mêle causa efficiens et causa finalis: du fait que les qualités morales ont comme conséquence le renforcement de l'enchaînement social, on peut tirer la conclusion que c'est à cause de cet effet que les hommes les estiment. En réalité, une masse d'hommes ne réflechit pas aux conséquences sociales de l'équité ou de l'iniquité, aux mensonges ou aux verités et pourtant, elle estime les unes et condamnent les autres. Cela déjà peut montrer la nécessité de dépasser, lors de l'explication, la notion de la fonctionnalité sociale et

de l'utilité, et de chercher l'origine psychologique et antropologique de la morale. Il nous semble que ces origines se trouvent dans la possiblité de l'identification d'un individu humain avec l'autre, d'où résulte la reconnaissance de l'autre comme égal à soi. Sur la base de cet acte, les individus s'élèvent jusqu'à l'idée et l'entendement d'un homme: tous, nous sommes particuliers et différents, mais, n'en sommes par moins des hommes; et nous sommes les hommes par le fait que nous nous reconnaissons et estimons. Ce faisant, nous réalisons notre dignité humaine. Nous respectons donc les qualités morales, non seulement parce que nous le devons par force de la causalité sociale ou naturelle, mais que nous voulons réaliser aussi notre être humain, générique qui est humain autant qu'il s'élève jusqu'à l'idée de l'égalité parmi les hommes et, par cela, jusqu'à l'idée sur les obligations mutuelles. C'est justement en ceci que consiste l'humanité de l'homme, ce qui le fait un être générique. L'idée même de l'obligation des qualités morales, l'obligation de les posséder, suppose que l'homme ne doit pas faire ce qu'il est obligé à faire, qu'il se trouve, comme l'individu, devant les possibilités ouvertes, qu'il possède la liberté de s'engager ou non.

Mais, si dans ces qualités morales fondamentales, dans le système des valeurs qu'elles impliquent et dans les qualités de la volonté humaine qu'elles supposent, s'exprime l'être générique de l'homme, alors, on peut attendre que „la morale socialiste" est une morale tout à fait nouvelle. Le socialisme en tant que système social peut adopter ces principes moraux comme sa base. Et, vraiment, nous trouvons ces principes dans le programme de KPSS (Parti communiste de l'Union Soviétique), de même que dans le programme de SKY (Ligue des communistes yougoslaves). Dans le programme de KPSS on dit: „le communisme fait des normes ordinaires de la morale et de l'équité, la règle obligatoire de la vie, tant dans les relations parmi les hommes, que dans celles parmi les nations. . .". Dans le programme de SKY on dit: „les relations socialistes parmi les hommes doivent par leur forme devenir de plus en plus les relations de la camaraderie, de la collaboration mutuelle et de l'aide". Le nouveau rôle fondamental et social de l'usine, de la coopérative, de la commune, de l'école, des organisations sociales, de même que de la famille consiste dans le développement des nouvelles relations humanitaires, les relations de sincérité, de la confiance, de l'altruisme, de la tolérance, en un mot, celles de la sympathie humaine et de la camaraderie parmi les hommes.

Les mêmes idées peuvent se trouver même chez les fondateurs du marxisme, Marx et Engels, malgré leur critique des moralistes qui ont voulu changer des relations existantes, en propageant des principes moraux. Comme preuve on peut citer de nombreuses parties de leurs ouvrages. Mais, nous ne nous arrêterons que sur ce modèle qui est leur conception de l'organisation future de la société communiste. Ils appellent cette société la communauté ou l'association dans laquelle le développement de tout homme (individu) est la condition du développement libre de tous les autres en l'opposant à la société de classe, comme à une communauté économique. Il est évident que ce modèle de la communauté s'oppose à la société de classe par l'enchaînement immédiat des hommes et par le respect mutuel de la liberté humaine.

Mais, la détermination du rôle du marxisme comme doctrine, et, le socialisme comme pratique, en matière de la morale, ne peut s'épuiser en soulignant qu'ils sont déclarés les principes moraux fondamentaux . . . Il ne serait pas nécessaire de souligner cette déclaration s'il n'était pas nécessaire de nous opposer à la compréhension non critique de la morale socialiste „tout à fait nouvelle" et, d'autre part, à ceux des critiques du marxisme qui écrivent, encore toujours, qu'il n'est pas „moral".

Le marxisme comme doctrine et le socialisme comme pratique ont donné leur contribution spécifique au problème de l'humanisation de l'homme. Elle consiste, premièrement, dans le renforcement de la conception du contenu et du volume de l'humanité même et, en second lieu, dans la détermination des conditions sociales qui entravent ou contribuent à la réalisation de l'humanité.

Quand on parle de la manière de la conception de l'humanité même, alors, il nous semble caractéristique, avant tout, pour le marxisme et le socialisme, leur intérêt pour toute l'humanité. L'humanité qui est exprimée dans le mot „la morale humaine universelle" ou „la morale ordinaire" était jusqu'à présent limitée aux rapports des individus dans des groupes plus étroits: elle ne se trouvait pas dans les rapports entre les nations et les races. Le marxisme, soit, le socialisme tend à l'égalité ou à l'égalité de droit des nations, des races et des sexes. Cette tendance a reçu sa codification juridique dans la Constitution de la Yougoslavie et dans les autres lois et cela, sous forme de condamnation de toute haine nationale et des races, de proclamation de la solidarité avec les nations qui luttent pour leur libération, dans l'effort dirigé vers la réalisation d'une politique de coéxistence entre les nations et les Etats avec de différents systèmes sociaux qui permettraient à l'humanité de résoudre en paix, dans une période très critique de son développement, les contrastes très accentués; et, pour leur résolution et la victoire de la raison et de l'humanité, les possibilités réelles qui existent déjà.

Cependant, pour le marxisme comme théorie, ces points de vue sur la relation de la structure sociale et de l'humanité sont plus importants, soit, les points de vue sur les conditions sociales qui se manifestent comme une entrave pour la réalisation de l'humanité sont plus importants. Ces point de vue sont connus, mais nous devons les exposer ici aussi, étant donné qu'ils proviennent des conclusions déterminées pour l'étude du problème moral dans le cadre de la société socialiste, en premier lieu, pour la position de la personnalité humaine dans cette société.

Comme nous le savons, selon le marxisme, l'entrave principale pour la réalisation de l'humanité est la division de la société dans les classes antagonistes, à savoir, exprimé en langue économique, la propriété privée sur les moyens de production qui permettent à la classe des propriétaires l'exploitation du travail des autres et, par cela, elle se manifeste comme une forme la plus concrète de déshumanisation. L'effet de déshumanisation de la propriété privée se manifeste chez la classe des possesseurs qui deviennent les victimes du désir de l'acquisition. Ils se transforment en „capital personnifié". La production n'est pas destinée à la consommation, mais le capital fait la production pour s'accroître lui-même. Les lois économiques (la loi de la valeur et les lois du marché) déterminent la position de l'individu humain. Il est l'individu de classe, ce qui veut dire

que son affirmation ne dépend pas de ses possibilités personnelles, réelles, mais de la position de classe.

Vu cela, le problème primaire de l'individu humain et par cela même de l'égalité humaine et de l'humanisme réel est le problème de la réalisation des conditions socialistes, égales pour le développement. Dans le socialisme ou dans le communisme, les individus doivent entrer en relations comme les individus personnels.

Le communisme est donc irréalisible jusqu'à ce que les rapports économiques et les légitimités économiques régnent. Cette conclusion doit être tirée du marxisme, qui est en réalité, la critique de l'économie politique et, par cela même, la critique de la société de classe en général. Il est difficile alors de trouver un meilleur critérium objectif pour l'avancement dans l'humanisme que c'est la mesure de l'élimination des classes.

Mais les légitimités économiques sont les légitimités historiques, le produit des relations historiques du développement humain. Le fait élémentaire amène à trois conclusions au moins: la première, que les légitimités économiques ne sont pas inévitables, comme le sont les lois naturelles; la deuxième, qu'elles ne peuvent s'éliminer à n'importe quel dégré du développement du pouvoir productif de la société; à cause de cela, retenir quelques formes de ces légitimités peut être la condition pour leur l'élimination ultérieure; la troisième, que la mesure de leur élimination dépend des forces subjectives aussi; notamment leurs conséquences sociales dépendent de l'engagement humain et de l'orientation pour les valeurs de l'humanité.

Pris en général, le développement historique ne peut se comprendre par des idées, ni exprimer, étant donné qu'il s'agit du développement humain, — comme la prédominance du facteur objectif ou subjectif de la nécessité ou de la liberté, mais comme un processus dialectique entre l'objet et le sujet, même comme un dialogue à l'intérieur d'un objet et d'un sujet. Alors, dès que nous disons le sujet on pense à un être indépendant, dont les possibilités et les limites ne sont absolument pas prédestinées: à quoi alors l'action si c'était ainsi, et comment pourrait-on comprendre l'appel à l'action? Ainsi, puisque le volume du possible n'est absolument pas prédestiné auparavant, la question reste toujours: le sujet n'est-il pourtant quelque chose qui a prononcé le possible pour l'impossible, n'est-il pas „rationalisé" comme „nécessité" cette omission qui „devait" arriver (à cause des circonstances „objectives", sur un niveau déterminé du développement). Bien sûr, l'omission est une notion de valeur: j'ai fait quelque omission si quelques valeurs et normes en vigueur sont exprimées globalement dans la notion de l'humanité par rapport auxquels mon acte devient une omission. Ainsi, alors, notre étude du problème moral dans le socialisme peut se soumettre sous une notion générale du rapport dialectique du facteur objectif et subjectif et de l'idée de l'humanité comme un critérium fondamental de valeur.

Si nous partons de l'état des forces de production que la révolution socialiste surprend, notamment dans les pays insuffisamment développés, il est tout à fait évident qu'il est impossible dans une telle situation, éliminer en totalité l'action des légitimités économiques. En réalité, il n'est possible de les éliminer définitivement qu'au moment où le travail cesse d'être la source de la richesse, par suite de quoi, les différences en

ce qui concerne la quantité du travail ne seront plus importantes. Mais cela ne serait possible de réaliser que sur un tel niveau du développement de la science, de la technique et de la technologie où l'homme, selon Marx, aura sa place dans le processus de production comme contrôleur et gardien et pas comme force principale de production. Le vol du temps de travail d'un autre, sur lequel se fonde la richesse actuelle apparaît comme une base misérable en comparaison avec la base créée par l'industrie même. Dès que le travail dans une forme immédiate a cessé d'être une grande source de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être une „mesure", la valeur courante cessant alors d'être la mesure de la valeur utilisable. Le surplus du travail de la masse (Surplus arbeit der Masse) a cessé d'être la condition pour le développement de la prospérité générale, de même que l'inaction de la minorité a cessé d'être la condition pour le développement des forces générales de la tête humaine. Par cela, la production, basée sur la valeur courante . . . se détruit (K. Marx, Grundriss der politischen Oekonomie, S. 593).

La société socialiste, en tant qu'une société des forces productives relativement non développées doit, donc, admettre (bien qu'elle ne doive respecter) certaines légitimités économiques, bien qu'elle annule la propriété privée sur les moyens de production. Cela signifie que le socialisme ne peut tout à fait repousser la loi de la valeur, le marché de l'argent. Du point de vue de la répartition des produits du travail, cela signifie que le socialisme ne peut adopter le principe „à chacun selon ses besoins" car il n'est pas arrivé à un niveau nécessaire du développement des forces matérielles. Du point de vue de l'égalité, une des normes de base de l'humanité, cela a pour conséquence que le socialisme peut prendre comme son principe l'égalisation progressive des conditions sociales et techniques dans lesquelles les hommes sont les producteurs (la transformation de tous les hommes en ouvriers sur des moyens également développés de production commune) et non l'égalisation en matière de leur participation dans les moyens matériels pour la vie. Autrement dit, l'égalité, comme aussi l'équité sur le terrain de la participation aux moyens matériels pour la vie, il doit les prendre comme une proportion et non comme l'égalisation mécanique et arithmétique. Cela s'exprime dans le principe selon lequel la répartition doit se faire en proportion au travail („selon le travail"). L'égalité, comme il l'a été déjà formulé par Marx, consiste dans l'application des mesures égales, soit, des mesure du travail; mais, puisque la capacité pour le travail des hommes n'est pas égale (tant en ce qui concerne l'intensité qu'en ce qui concerne l'aptitude) alors, l'application des mesures égales sur les hommes inégaux doit se manifester comme l'inégalité des moyens pour l'existence matérielle. Marx a ajouté qu'il y a ici un „cadre bourgeois". Nous dirons qu'il y a ici les restes de „l'éthique naturelle' si le „régulateur" des rapports dans la nature est seulement la puissance.

Mais, pourtant, si on prend le problème du point de vue évolutif-historique, donc, en liaison avec le niveau concret du développement et avec ses limitations qui ne peuvent se déplacer arbitrairement, on peut soutenir que l'application réelle de la devise „selon le travail" représenterait une forme de coordination de la nécessité et de la liberté, des besoins économiques ou des légitimités et de l'humanité car, d'une part,

cette devise assure la satisfaction des intérêts pour les biens matériels et, par le salaire plus grand pour un meilleur travail il stimule la production du travail et, par cela, la réalisation des conditions pour le redressement de la puissance économique de la société; d'autre part, abandonner cette devise signifierait l'iniquité envers ceux dont le travail est meilleur et plus productif. Autrement dit, dans l'objet même, dans les restes des légitimités économiques dans le socialisme peut, pourtant, se voir, la dialectique immanente qui conduit vers la réalisation des conditions pour la limitation de leur effet et pour la montée sur les échelles plus hautes du développement social.

Mais, l'équité prise comme proportion dans le principe de la rémunération selon le travail ne peut épuiser l'idée de l'humanité. Avant tout, il est clair que ce principe ne peut être la mesure de la position de la personnalité humaine que sur le terrain de ses droits et possibilités économiques. La morale socialiste ne peut se déduire en totalité du principe „selon le travail", soit, de la notion de l'homme comme être laborieux — productif. Concrètement, si le socialisme conditionnait les droits politiques, de même que les autres droits, tel que le droit à la liberté de la conscience, de la réligion et autres, par la participation ou non dans le travail de production, il entrerait en conflit avec les droits humaines classiques ou avec les droits de la personnalité humaine. Il est nécessaire, à cause de cela, de souligner que dans la Constitution de la Ligue des communistes yougoslaves l'accent est posé sur les droits classiques de la personnalité dont il ne faudrait pas différer la reconnaissance.

Mais, même sur le terrain de la position matérielle de la personnalité, ce principe ne peut être un seul régulateur, du fait même qu'il y a de nombreux hommes qui ne peuvent pas travailler, ou ne le peuvent que jusqu'à une certaine limite. A cause de cela, la solidarité doit être un complément nécessaire de l'équité, si on veut que le socialisme soit humain. Elle doit se manifester non seulement comme l'adoption de l'obligation pour assurer l'existence de ceux qui ne peuvent pas travailler mais, également, comme l'adoption de l'obligation du pays socialiste comme un tout pour l'égalisation des conditions du travail, dont dépend la production du travail et qui sont différents, non seulement dans quelques branches économiques mais aussi dans les régions de la Yougoslavie. La Constitution, de même que le Programme de la Ligue des communistes yougoslaves, proclament ce principe, mais le Programme le formule d'une manière, dirais-je, dialectique soit, en soulignant que son application concrète ne peut conduire à la stagnation du développement normal des régions économiques développées.

Mais, puisque M. le Professeur Rašković a parlé de nombreuses difficultés pratiques lors de la concrétisation de ces principes, je n'insisterai pas davantage sur les explications de ce problème.

Maintenant, je passerai sur le problème de l'établissement de l'argumentation de la morale socialiste. Mais, puisque la notion de la morale socialiste peut se déterminer comme l'humanisme, notre question est la suivante: comment établir et prouver l'humanisme?

Tout le système de valeur peut sembler, à celui qui l'adopte, équitable, évident. Cela vaut pour ceux aussi qui adoptent l'humanisme. Mais, le fait est qu'il y a d'autres systèmes de valeur, qu'il y avait et

qu'il existe encore toujours, l'anti-humanisme, non seulement comme système de valeur, mais aussi comme puissance organisée. Le national-socialisme a renoncé, par exemple, à l'humanisme comme à une expression de la faiblesse et de la décadence et au lieu de l'humanité, il a pris comme valeur la plus haute la race. Il a renoncé à ce contenu éthique de la chrétienté qui est humanitaire, soit, du principe de l'amour envers ses proches. Rozenberg écrivait, par exemple, que l'idéal de l'amour envers les proches doit absolument se soumettre à „l'idée de l'honneur national"; et, nous savons que le national-socialisme a compris cet honneur national comme un droit de capturer et même d'exterminer les autres nations.

Ce fait déjà est une raison suffisante de nous poser la question, si le système classique est, en vérité, évidemment équitable et d'ajouter à l'hypothèse sur l'évident un autre motif.

Mais, comment peuvent être établis et prouvés les systèmes de valeur? Nous citerons quelques manières seulement.

La première peut s'appeler empirique-socialiste. C'est-à-dire, tout le système de valeurs est en même temps le système des normes, des règlements qui imposent les manières déterminées du comportement nécessaire pour la réaliation des valeurs. Puisqu'il peut arriver que les normes ne soient pas exécutés l'existence de quelques sanctions est nécessaire, mesures par lesquelles on effectue de diverses formes de la pression sur la volonté individuelle ou à quelque groupe, lesquelles mesures sont assurées par une puissance sociale plus ou moins organisée. L'établissement et la l'égitimité de quelque système de valeurs peut être pris, donc, comme une action de sanctionner.

Cette manière de l'établissement nous contente-t-elle? Est-elle suffisante? Il est évident que non. Si nous nous y arrêtions, cela signifierait que nous sommes contents du raisonnement suivant: la question du bien et du concret est résolue par cela qu'un groupe déterminé approuve, et, il n'y a pas de critérium commun qui serait au-dessus de ces manières particulières du mesurage des valeurs. Mais, l'anti-humanisme, lui-aussi, était sanctionné et, dans ce sens, fondé et justifié. Mais, il était, dans le cas de national-socialisme, vaincu, en entrant dans le conflit avec d'autres systèmes de valeurs. Voulons-nous dire alors que l'anti-humanisme est mauvais et non justifié seulement pour le fait qu'il a „plongé", et que l'humanisme est bon car il a vaincu? Si nous répondions par l'affirmative, alors, nous nierions tout à fait pratiquement la notion de valeur et réduirions la valeur à la force, aux rapports des forces humaines et des volontés humaines. Puis, nous nous trouverions devant le problème suivant: l'humanisme était-il bon dans le temps où il n'était pas sanctionné?

Evidemment, l'établissement comme une sanction collective — particulière ne nous contente pais. Mais, le problème est, avant tout, en ceci que les systèmes concrets de valeur et ceux qui les ont formulés ne sont pas contents de cette manière de l'établissement. Au contraire, ils ont cherché et cherchent un établissement „plus grand" et l'argumentation. Nous l'appelons: la motivation par la transcendance, où le terme de la transcendance est pris dans son sens direct, en latin, soit comme „le passage à travers". Nous y pensons à cette sorte de l'établissement où on veut présenter les normes des relations humains comme l'expression d'une

autorité surhumaine et celle dont les possibilités sont hors des hommes, celle de l'entité. Suivant cette manière de l'établissement, si quelqu'un pense que son système de valeur est correct, ce n'est pas par le fait que derrière lui est lui-même ou quelque volonté collective, mais parce que sur la base de ce système il y a quelque chose d'autre qui est plus large et plus essentiel que l'homme; et, si quelque chose de particulier est présenté comme un moment ou le cas particulier de quelque chose plus commun et plus essentiel, il est, alors, justifié; il ne se trouve pas isolé dans sa particularité, mais, il est fondé dans sa généralité, dans quelque chose d'absolu. Ainsi, les jugements humains de valeur perderaient leur subjectivité. Il semble que l'homme ne doit que „lire" ce que „dit", ce que cette réalité transcendante hors des hommes a décrétée.

Dans le domaine de l'établissement des systèmes humains de valeur, il y a deux formes de base de cette transcendance: l'une vers la nature hors des hommes, l'autre vers „la volonté surhumaine", vers la divinité. Dans le premier cas, quelques systèmes de valeur sont motivés se référant aux relations et aux lois dans la nature. Leur norme de base est: vivre en harmonie avec la nature.

Mais une analyse de ces systèmes peut montrer que chacun d'eux „a pris" de la nature quelques uns de ses cotés particuliers et différents. Les stoïciens, eux-aussi, se sont référés à la nature, en prêchant la passivité par rapport aux évènements dans le monde extérieur, aussi Nietsche, qui contemple la nature comme la personnification de la volonté — pour la puissance, et, Hitler qui considérait la nature comme „la reine de toute la sagesse" car, il y a en elle la lutte et la sélection des plus forts ce qui l'excuse de fouler, au nom d'une race supérieure, les autres nations; Kropotkine aussi se référait à la nature en prêchant son éthique de solidarité, en voyant dans la nature, non une lutte, mais un phénomène de l'aide mutuelle.

Cette différence justement prouve que les représentants de ces systèmes de valeurs étaient loin du fait de prendre simplement la loi naturelle comme norme des hommes, mais, ils choisissaient quelques cotés de la nature.

L'établissement des systèmes de valeurs se trouve en difficulté par transcendance vers „l'être surhumain". La référence au fait que quelque chose est bon parce que c'est la volonté divine qui l'a décrété comme tel, même à condition que son existence est tout à fait sûre, pose de vieilles questions: quelque chose est-il bon car c'est la volonté divine qui l'a décrété comme tel ou elle l'a imposée car il est bon de soi même? Dans le premier cas l'autonomie morale humaine se met en doute; dans le deuxième, l'absolutisme divin se met en doute. Et ainsi de suite.

Si nous voulons établir l'humanisme sur les bases mentionnées, y a-t-il alors une base pour l'approbation de la justesse, de l'objectivité de l'humanisme? Nous pensons qu'il y en a une, bien que cette justesse et cette légitimité soient fondées sur les composantes humaines. Par exemple, le système classique est conforme à la spécificité de l'être humain, tandis que le critérium raciste s'oppose à cette spécificité. Vraiment, la spécificité de l'être humain est dans le fait que l'homme peut fonder ses relations avec un autre homme sur un droit et non sur la quantité de la puissance. Plus il se comporte selon le premier principe, plus il est dans le monde

humain, plus il est proche du monde sous-humain. Prendre ce sous-humain comme mesure des valeurs de ce qui est humain est contradictoire, opposable à la raison. On peut ajouter à cet argument ontologique et logique l'argument historique qui ne dispose pas de l'évidence, mais il va en faveur de l'humanisme. Il est difficile, par exemple, de contester que l'idée de l'égalité pénètre de plus en plus à travers l'histoire, et cela, sur le plan des relations personnelles qu'internationales. Mais, notre devoir n'est pas de présenter toutes les manières de l'établissement de l'humanisme. Nous avons voulu montrer que cette argumentation est nécessaire et possible, qu'elle reste dans le cadre des composantes humaines, mais qu'elle n'est pas pourtant arbitraire.

Dr. Branko PAVLOVIĆ,
Assistant à la Faculté de philosophie de Beograd

LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE L'AUTOGESTION

L'objet de notre conférence est très complexe. Le mobile principal qui nous a poussé à essayer d'élucider les fondements philosophiques de l'autogestion a été basé sur l'hypothèse que toute forme de société ou de communauté sociale contient certaines caractéristiques générales et fondamentales. En d'autres termes, on part de l'hypothèse que chaque forme donnée ou souhaitée de l'organisation a une certaine „philosophie" qui lui est propre. La deuxième question est la suivante: de quelle manière cette „philosophie" est donnée: est-ce qu'elle est contenue dans le complexe des normes coutumières selon lesquelles est réglé dans le fond le comportement social des individus et des groupes, ou dans la tradition religieuse qui a la même fonction régulatrice plus ou moins masquée, ou dans les dissertations qui emploient l'argumentation rationnelle rattachée au pathos de l'idéal de la justice sociale? L'expression „philosophie sociale" correspond le mieux à ce dernier point et, évidemment, elle à son origine historique dans les dissertations politiques des philosophes de la Grèce antique, surtout dans les dissertations de Platon et Aristote. Le but fondamental des auteurs de ces dissertations était spécifié en tant que „découverte" des structures durables ou éternelles, en dehors du temps, des communautés humaines vraies et justes. D'autre part, ces structures devraient appuyer leur stabilité et leur perpétuité sur l'état de chose physique éternel ou métaphysique, ainsi que sur le „logos" de l'âme humaine individuelle et la loi de son comportement social rationnel. La philosophie politique de la Grèce antique a inauguré la notion ou le postulat de l'unité du réel et du spirituel: ce qui existe empiriquement renferme autant de réalité, ce qui signifiait entre autres aussi de stabilité, que de spiritualité. Il est donc compréhensible qu'un tel point de vue était lié à l'attitude critique de la réalité sociale empirique existente et que les raisons du maintien d'une telle réalité nullement parfaite et d'une instabilité permanente étaient recherchées le plus souvent dans l'ignorance et le manque de culture intellectuelle c'est à dire la „barbarie" des protagonistes d'une telle réalité sociale.

Il en est résulté que dans l'histoire européenne la croyance s'était maintenue très longtemps que la raison domine autant sur la déraison que le puvoir et l'influence des hommes sages, instruits et qui se distinguent par leurs vertus prédominent sur les membres d'une certaine

société qui sont bornés, sans culture intellectuelle et enclins à toute sorte de vices. D'où les efforts de contraindre la population tout entière, à l'aide de bonnes lois, qui sont conçues et formulées par les hommes les plus intelligents, à respecter l'ordre social rationnel et équitable imaginé. Dans cet enchaînement d'idées il n'est pas difficile de comprendre la célèbre pensée de Platon que dans les Etats la paix ne sera pas établie tant que les souverains ne deviennent philosophes, ou tant que les philosophes ne deviennent souverains. On voulait donc dire que les sociétés humaines seront aussi longtemps instables, qu'elles passeront d'une mauvaise forme de gouvernement à une autre qui est encore pire ou qui n'est pas bien meilleure, tant que l'esprit déraisonnable ou insuffisamment raisonable dans les rapports humains ne sera entièrement remplacé par l'esprit raisonnable. Malgré que, selon la célèbre formule d'Aristote, l'homme est un animal politique c'est-à-dire social, cette particularité ne le qualifie pas encore pour qu'il soit animal rationnel dans son comportement rationnel. Or, ce comportement empirique de l'homme n'est rien d'autre que son comportement social, l'attitude qu'il prend envers les autres hommes. On peut remarquer que l'homme ne se conforme pas seulement envers un autre homme, mais aussi envers soi-même, ses impulsions, ses intentions, ses besoins, ses procédés, les produits de son travail, son passé individuel, les temps présents et l'avenir, envers le fait de sa naissance et la fin inexorable de son existence individuelle. Indubitablement, mais il est de même indubitable que chacun des rapports ci-dessus énumérés se réalise dans un milieu social et qu'il est déterminé par le moyen de celui-ci d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi la sociabilité peut être prise comme disposition primaire de l'existence de l'homme.

Le milieu social ne consiste pas, cependant, uniquement dans le fait que l'existence individuelle de l'homme se développe en présence des autres existences individuelles de même que l'existence d'un grain de sable se trouve en présence des autres grains semblables, mais il consiste en quelque chose qui est incomparablement plus complexe. La complexité du milieu social et de son influence sur l'unité humaine provient, en nous exprimant d'une manière simplifiée, du fait qu'il ne peut pas se réduire à l'une des structures schématiques qui sont bien connues: ni géométrique, ni biologique, ni juridique, ni psychologique individuelle, ni économique, ni à n'importe quelle autre qui serait la description d'un comportement entièrement stabilisé, uniforme de l'objet en question. Mais, quand même, toutes les structures énumérées plus haut ainsi que bien d'autres se trouvent comprises dans ce que nous appelons la société. Parmi les structures que nous n'avons pas mentionnées il y en a une qui est particulièrement importante pour la question que nous traitons dans ce travail, à savoir la structure qui décrit la société humaine en tant que totalité, c'est-à-dire en tant que totalité qui se manifeste dans l'histoire.

Généralement on suppose que la manière de voir la société en tant que totalité temporelle est une création de l'histoire culturelle européenne du dix-neuvième siècle. Cette hypothèse n'est exacte qu'au cas que le mouvement temporel est conçu exclusivement comme une évolution progressive non réitérable qui part des phases extrêmement sous-

développées en passant par les degrés intermédiaires moyens, pour aboutir, aux phases extrêmement développées dans lesquelles le développement de la société atteint la perfection et, par conséquent, la fin de son existence variable et instable. Or, même dans cette conception du mouvement temporel de la société nous pouvons trouver quelque chose d'analogue dans la mythologie chrétienne, surtout dans sa variante où il est question du pêché originel en tant qu'aliénation de l'homme de Dieu, le règne de Satan sur l'empire terrestre des hommes dans lequel un élément important est la propension vers les jouissances sensuelles et le désir avide d'acquérir les richesses matérielles et enfin la défaite totale du règne de Satan, la reconciliation de Dieu et de l'homme, le retour ou la désaliénation de la société humaine en spiritualité divine. La conception antique grecque du caractère temporel de l'existence sociale différait des conceptions mentionnées ci-dessus de telle sorte qu'elle se rattachait le plus souvent à l'hypothèse de la variation cyclique de tout ce qui existe. Cette hypothèse pouvait inciter à penser que l'ordre social parfait et irrationnel une fois établi peut, selon un logos supérieur, être anéanti et précipité de nouveau dans l'état chaotique et irrationnel.

Parmi les conceptions de l'antiquité grecque qui ont exercé une influence importante sur la philosophie politique européenne et la pratique qui forme l'Etat des temps modernes, nous signalerons la tendance qui avait pour but de diminuer l'intervalle entre la sociabilité empiriquement donnée et un ordre social rationnel idéal imaginaire. *L'Ancien régime* était contesté comme quelque chose qui est contraire à la raison, et la religion qui le soutenait en tant que création de l'ignorance, de la superstition et de la simple bétise humaine. A la différence de cette attitude qui a pris pour exemple les idées de l'antiquité grecque, les philosophes politiques des temps modernes attribuaient une grande valeur à la démocratie qui, comme nous le savons, n'était pas très estimée par les plus grands philosophes grecs. Néanmoins, pour éviter les malentendus de langage, il faut dire que ce que les philosophes grecs appelaient la démocratie diffère jusqu'à un certain point de ce que les philosophes politiques modernes avaient en vue lorsqu'ils affirmaient que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement. Déjà *le bon sens* cartésien, supposé comme étant la chose la mieux partagée parmi les hommes, pouvait servir de base à l'affirmation de l'égalité de tous les hommes dans les possibilités et les droits. De là on peut déduire la haute valeur de la démocratie, auquel cas on part de l'hypothése que tout homme, c'est-à-dire tout citoyen a le droit *naturel* et *imprescriptible* de décider d'une manière déterminée et spécifiée par la loi des choses qui se rapportent à la communauté tout entière et qui, par conséquent, influent aussi sur la destinée.

Les philosophes de l'Antiquité, en premier lieu Platon, partait de l'hypothèse opposée: les hommes qui forment une société ou un Etat ne sont pas, — d'après leur nature empirique donnée, — égaux. Ils diffèrent entre eux tant d'après les capacités intellectuelles et autres que d'après les qualités éthiques. D'où un Etat juste, ou ce qui est la même chose — la meilleure société, — est l'Etat dans lequel chacun a les droits et les devoirs qui lui sont attribués selon ses capacités individuelles, ses qualités éthiques et ses qualifications professionnelles. Pour Platon, le

bien du citoyen est subordonné au bien de la cité (Etat — Polis), c'est-à-dire il se déduit du bien, c'est-à-dire de l'existence harmonieuse de l'Etat. La politique, c'est-à-dire la conduite des affaires de la communauté est subordonnée à la morale ou au bien général conçu en tant qu'harmonie de la communauté. Pour les philosophes politiques de la société civile moderne, au contraire, la politique doit être subordonnée aux intérêts individuels, de sorte que ce qui est bon pour le citoyen doit être avantageux de même pour l'Etat, c'est-à-dire pour la société. Ce fait, qui consiste à mettre l'accent sur la communauté ou sur son membre individuel peut être considéré comme une contradiction permanente dans les fondements des doctrines politiques et c'est pourquoi on peut parler, quoique d'une manière abstraite et non historique, de la contradiction du socialisme et de l'individualisme.

La société européenne médiévale était, il est vrai dans les manifestations très variées, la réalisation empirique des idées de Platon relatives à l'Etat. Evidemment, cette réalisation était pratiquement bien moins parfaite qu'on ne pouvait s'y attendre par la fixation de son modèle théorique, idéal. Ici aussi, comme par ailleurs dans les autres cas, l'ordre social rationnel idéalement imaginé est loin de la rationalité idéale. Selon l'idée de Platon, les hommes sages pourraient d'après un projet déterminé bien conçu créer la société idéale, et un grand nombre de philosophes politiques et de réformateurs de la période ultérieure sont restés fidèles à cette idée. Comme la construction d'un bâtiment ou d'une machine est effectuée d'après un projet qui a mûri au préalable dans le cerveau humain, de même il a fallu édifier la société humaine. Les idées deviennent en réalité une force matérielle lorsqu'elles arrivent à maîtriser les hommes, mais par là on n'a pas dit grand chose. La question se pose quelles sont les idées qui peuvent maîtriser les hommes; pourquoi certaines idées restent dans le domaine de la croyance fanatique de certaines sectes, tandis que d'autres réussissent à pénétrer dans toutes les pores de la vie sociale?

Au dix-septième siècle, qui est le siècle de la naissance des sciences mathématiques et physiques modernes, les idées relatives à l'organisation rationnelle de la société humaine ont reçu une nouvelle impulsion puissante. Le rationnel devait être déduit du réel, et la *Nature* est réelle dont les lois doivent être découvertes progressivement par les observations et jugements minutieux. On croyait qu'il était possible de coordonner de cette façon le progrès dans les connaissances avec le progrès dans la réformation des institutions sociales. Dans la sphère d'un tel jugement se trouvait déjà comprise l'idée relative à l'évolution progressive de la société humaine: le progrès de la société est la conséquence du progrès de la connaissance des lois qui dirigent l'univers tout entier et, en conséquence, d'une manière spécifique, le comportement des hommes. Vu que le monde physique était conçu comme un ensemble de corps qui évoluent d'après les lois inexorables, de même le monde humain, par analogie, était considéré comme un ensemble d'individus qui se comportent d'après les lois de l'action de leurs impulsions et de leurs intérêts individuels. Par conséquent, ceux qui formulent les constitutions et les autres normes juridiques devraient être d'excellents connaisseurs de la nature humaine et du mécanisme qui sert de base au

fonctionnement de la société humaine. Or, pour bien connaître un tel état de chose il est nécessaire de poursuivre des recherches de l'histoire humaine, recherches qui donneront la réponse à la question sur les causes du dépérissement de certaines formes de gouvernement, sur les causes de la disparition de l'Etat. De la même manière il fallait trouver aussi la réponse à la question quels sont ces droits de l'homme et du citoyen *naturels* et *imprescriptibles*.

Quand Robert Filmer a écrit son ouvrage *Le Patriarche, ou le pouvoir naturel des rois* (Patriarcha: or the natural power of Kings) il s'était efforcé de contester les nouvelles idées par lesquelles on voulait limiter le pouvoir des rois et donner les libertés et droits déterminés à leurs sujets. L'ouvrage mentionné de Filmer a inspiré John Locke à écrire ses *Deux traités du gouvernement* (Two Treatises of Government, 1690), par lesquels il a inauguré l'individualisme et le libéralisme de l'histoire moderne. D'autre part, les recherches dont précisément il a été question furent entreprises aussi par plusieurs autres auteurs et les résultats auxquels ils ont aboutis étaient plus au moins différents et opposés. Hobbes et Spinoza, et plus tard Hume, Rousseau, Montesquieu et d'autres. Sur la ligne de développement et de propagation des idées de Locke, Rousseau et Montesquieu, ainsi que sur la ligne de développement de tout le mouvement de civilisation la Révolution de 1789 a été effectuée en France et bon nombre de ces idées ont été insérées dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, la *Déclaration d'indépendance*, les constitutions des Etats de l'Europe occidentale et la Constitution des Etats Unis d'Amérique. Une autre ligne de développement des idées, dont l'initiateur a été également John Locke est la ligne de la naissance et de la généralisation de la théorie dite de la valeur-travail. Les premiers signes précurseurs de cette théorie se trouvent déjà chez Thomas d'Aquin et ils sont dirigés contre le capital financier „usuraire" dont les Juifs furent les protagonistes au Moyen-âge dans la plupart des cas, ce qui est, soit dit en passant, une des causes de l'antisémitisme médiéval. Locke a contribué, dans les temps modernes et dans les nouvelles circonstances sociales, à ce que l'idée relative au travail dépensé en tant que critère fondamental de la valeur devienne efficace. Cette idée adoptée plus tard par Ricardo a été introduite dans les fondaments de la nouvelle science appelée *l'Economie politique*. Toutefois, les conclusions les plus larges de la *théorie de la valeur-travail* ont été déduites par Karl Marx en la plaçant dans le contexte de la philosophie d'Hegel critiquement examinée, de même des idées communistes du dix-neuvième siècle critiquement examinées, de la critique de l'Economie politique, ainsi que des idées néo-hégéliennes sur les possibilités de l'émancipation des Juifs dans l'Etat dit chrétien.

L'hypothèse que l'aspect déterminé de l'autogestion est par soi-même une valeur évidente est apparue en primier lieu dans le cadre de l'individualisme libéral. Dès l'année 1656 Joseph Lee écrivait: „La maxime est incontestable que chacun à l'aide de la civilisation naturelle et de la raison fera ce qui pourra lui assurer le plus grand profit... Le progrès des personnes privées sera aussi le progrès général". Pour une affirmation pareille John Locke a trouvé la base dans ce qu'il a appelé „l'état naturel". Cet „état naturel", pourrait être plutôt quelque

chose qui correspond à la nature humaine comme telle, qu'un certain fait de l'existence humaine dans la période historique, quoique Locke supposait peut-être que „l'état naturel" existait en réalité autrefois, que cet auteur décrit comme un état dans lequel „les hommes vivent dans la communauté conformément à la raison, sans être soumis à un chef suprême commun, qui aurait le pouvoir d'un juge dans cette communauté". Il en résulterait qu'une communauté humaine autonome, qui est autonome du fait qu'elle ne dépend pas d'une autorité supérieure en tant que puissance dont elle est aliénée, correspond à la nature humaine comme telle, car celle-ci est parfaite par soi-même et c'est pourquoi elle fonctionne en conformité avec la raison, à moins que quelque chose qui lui est imposée de l'extérieur ne vienne l'entraver.

Cependant, il y a tout lieu de croire, que Locke supposait que l'acquisition et la possession des biens est un des éléments les plus importants de la nature humaine et que cet élément est de même en conformité avec la raison. Les hommes ont donc la tendance par leur nature même de changer leur existence lorsqu'elle est dans la gène pour l'existence dans l'opulence des biens matériels, et de cette manière ils se mettent dans une telle situation qu'ils ne se comportent pas toujours „en conformité avec la raison", c'est-à-dire les intérêts individuels bien compris, car ils peuvent parfois acquérir et augmenter leurs biens plus facilement s'ils les prennent en ayant recours à la force, s'ils les volent, ou s'ils se les approprient d'une autre façon de leurs prochains, sans fournir de *travail* pour réaliser cette fin, ce qui est indispensable pour l'acquisition rationnelle des biens. De cette manière „l'état naturel" se manifeste comme un état d'insécurité générale, car rien ne garantit que les biens une fois acquis seront conservés dans la propriété de celui qui les a acquis. C'est pourquoi Locke croyait que „l'état naturel", c'est-à-dire une sorte d'état autonome est par soi-même un état instable ou un état d'insécurité individuelle. D'où il s'ensuit que cela devrait, selon la logique de la nature des choses, aboutir à la fondation de *l'Etat*, car „le but majeur et principal des hommes qui s'associent et se soumettent à l'Etat est la conservation de leurs propriétés et pour cela dans l'état naturel bien des choses font défaut".

Si la conservation de la propriété est la raison principale qui stimule les hommes à s'associer et à se soumettre à l'Etat, comme le croyait John Locke, alors le problème principal de la philosophie politique ultérieure consiste à découvrir les procédés qui permettraient à l'individu de sauvegarder ses „droits naturels" dans la situation quand il est obligé de renoncer à une partie de sa souveraineté en la transférant à l'Etat, c'est-à-dire à l'administration d'Etat. *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1793, garantissant à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles a proclamé dans son article 2 que: *„Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété"*. Dans l'article 3 de la Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen servant de préambule à la Constitution de l'An III (1795) l'égalité est définie de la manière suivante: *„L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse"*. Dans l'article 6 de la Déclaration de 1793 la liberté est définie comme suit: *„La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce que*

ne nuit pas aux droits d'autrui". Ensuite, dans l'article 8 est déterminée la notion de la sûreté: „*La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés*". Enfin, dans la Déclaration de 1793, dans son article 16, nous trouvons la réponse à la question en quoi consiste le droit de l'homme à la propriété privée: „*Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie*".

Selon la conception des philosophes politiques de l'individualisme civil, l'Etat serait tenu de proclamer publiquement et de protéger par ses moyens de contrainte légitimes ces droits de l'homme et du citoyen, qui sont déclarés en tant que droits „naturels et imprescriptibles". Ce serait en même temps la raison d'être de l'Etat. Mais que faut-il faire en cas que l'administration d'Etat ne respecte pas les droits proclamés ou si le corps législatif a promulgué de telles lois par lesquelles sont ignorés „les droits naturels et impresciptibles de l'homme et du citoyen". Le fait de ne point respecter ou d'ignorer les droits „naturels et imprescriptibles" dénote une situation dans laquelle le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ont cessé d'être légitimes, car le pouvoir s'approprie pour son propre compte les droits *souverains* qui ne lui appartiennent pas d'après le „contrat social". De cette manière le „contrat social" devient nul car l'une des parties là violé au point de vue substantiel, en conséquence tous les actes du pouvoir peuvent être considérés dans ce cas comme une violation flagrante des „droits naturels et imprescriptibles de l'homme et du citoyen". Dans les premières pages de son célèbre ouvrage „Du contrat social" Rousseau a exposé ce qui suit: „Si je ne considérais que la force, et l'effet qui en dérive, je dirais: Tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit, il fait bien; sitôt qu'il peut secouer le joug et qu'il le secoue il fait encore mieux: car recouvrant sa liberté par le même droit qui la lui a ravie, ou il est fondé à la reprendre, ou l'on l'était pas à la lui ôter".

Donc, pour autant que les „droits naturels et imprescriptibles" seront ravis par la force, qui doivent être considérés, par conséquent, comme contraires à la nature et déraisonnables, alors le peuple en tant que seul souverain a le droit naturel de se protéger par tous les moyens et même par la force. Le peuple a le droit de se révolter contre le pouvoir qui a usurpé sa souveraineté. Ce droit a inspiré les militants et les chefs de la Révolution française de 1789 qui a aboli l'organisation féodale, cette „organisation injuste et insensée — comme l'a dit Jean Jacques Rousseau — dans laquelle le genre humain est humilié et le nom de l'homme déshonoré".

Il est important de souligner que Rousseau, ainsi que les autres philosophes politiques de l'individualisme civil sont bien loin de la conception de l'histoire en tant que „marche progressive vers la liberté" qui s'est plus tard développée et élargie en premier lieu sous l'influence de Hegel. „Le corps politique — écrivit Rousseau dans son oeuvre précitée — aussi bien que le corps de l'homme, commence à mourir dès sa naissance, et porte en lui même les causes de sa destruction. Mais l'un et l'autre peut avoir une constitution plus ou moins robuste

et propre à le conserver plus ou moins longtemps. La constitution de l'homme est l'ouvrage de la nature; celle de l'Etat est l'ouvrage de l'art. Il ne dépend pas des hommes de prolonger leur vie, il dépend d'eux de prolonger celle de l'Etat aussi loin qu'il est possible, en lui donnant la meilleure constitution qu'il puisse avoir. Le mieux constitué finira, mais plus tard qu'un autre, si nul accident imprévu n'amène sa perte avant le temps". Pour formuler un tel jugement Rousseau s'est appuyé sur l'expérience de l'histoire acquise jusqu'à son époque: „Si Sparte et Rome ont péri, quel Etat peut espérer de durer toujours".

Le dépérissement de l'Etat est conçu ici comme la mort naturelle d'un corps, et non comme un mouvement dialectique hégélien qui caractérise une élévation progressive spontanée, sans la participation de la volonté et de l'habileté humaine, selon le schéma: *negare, conservare, elevare*. L'histoire est, d'après la conception exposée ci-dessus, l'oeuvre des hommes, et pour autant que ceux-ci sont déraisonnables, leurs procédés d'association seront également déraisonnables; chaque peuple aura le gouvernement qu'il mérite, les peuples d'esclaves un gouvernement d'esclaves, les peuples épris de liberté un gouvernement animé de l'esprit de liberté, les peuples corrompus un gouvernement corrompu et ainsi de suite. Pour autant que ces peuples peuvent s'émanciper, cette émancipation peut être effectuée seulement sur la base de la civilisation, c'est-à-dire sur la base du raffermissement de leur sagesse et de leurs connaissances relativement à la question de l'étendue de leur pouvoir et aux conséquences sociales de tel ou tel comportement qu'ils adoptent. La portée sociale finale de l'émancipation humaine individuelle peut être, par conséquent, seulement l'émancipation politique. Les révolutions, de même, ne peuvent être que des révolutions politiques, c'est-à-dire leurs conséquences peuvent se rapporter seulement à la réparatition plus ou moins bonne du pouvoir social, seulement aux institutions sociales plus ou moins équitables.

Une conception radicalement différente de l'histoire résulte des efforts de Marx pour déterminer le mouvement de l'être social. Aussi selon Marx l'histoire est créée par les hommes, mais ils ne la créent pas sur la base de la volonté individuelle ou des qualités morales individuelles, mais sur la base des circonstances données, parmi lesquelles se trouve en premier lieu le mode de production des conditions matérielles de leur existence. Le peuple n'est pas un tout homogène dont la souveraineté est usurpée ou respectée de la part de tels ou tels souverains, le peuple est dans son fort intérieur un tout contradictoire dans lequel les diverses classes luttent entre elles pour la suprématie de leurs intérêts de classe. L'Etat, par conséquent, n'est pas un moyen de protection des „droits naturels et imprescriptibles de l'homme et du citoyen", mais un moyen par lequel la classe gouvernante légalise son pouvoir sur les autres classes sociales. Les rapports sociaux ne sont pas seulement les raports politiques dans le cadre d'un certain Etat, mais ce sont en premier lieu les rapports de production, de sorte que les rapports politiques apparaissent comme le réflexe des rapports économiques et des rapports de propriété sur les biens matériels. Conformément à ce qui précède, aucune organisation sociale n'est conçue comme „insensée" et „non naturelle", mais comme étant la seule possible dans

les conditions données des „forces productives" dans lesquelles se trouvent comprises, bien entendu, l'habileté humaine et les qualités morales de ceux qui gouvernent et de ceux qui subissent le gouvernement, mais qui ne déterminent pas, même de loin, la véritable nature de l'organisation sociale.

La liberté, l'égalité, la sûreté peuvent être l'objet de déclarations, mais pour que ces déclarations ne restent pas, dans les proportions plus ou moins grandes, lettre morte sur le papier, il est nécessaire que plusieurs révolutions sociales se produisent, et non seulement des révolutions politiques, auquel cas le phénomène même de la révolution serait interprété de façon différente: la révolution n'est pas essentiellement une perturbation politique mais sociale, par la révolution c'est une nouvelle classe sociale qui apparaît sur la scène de l'histoire et cette série progressive d'apparitions de nouvelles classes prendra fin au moment que la nouvelle classe apparaîtra sur la scène historique qui ne peut pas se libérer elle-même et se transformer en classe gouvernante, et que de ce fait elle ne libère la société tout entière et n'abolisse toutes les classes sociales en abolissant, conformément à cela, de même, l'Etat en tant qu'instrument du gouvernement de classe, en réalisant de cette manière l'autonomie complète. Bien entendu, „abolir" pour Marx, comme pour Hegel, ne signifie pas la simple négation volontaire, politique ou juridique de l'état donné des rapports sociaux, mais un événement qui résulte du mouvement réel de l'histoire humaine. Il faut entendre par là que les hommes ne peuvent pas simplement, sur la base d'un arrangement, abolir l'organisation sociale capitaliste pour rétablir l'organisation féodale, comme ils ne peuvent pas sur la base de la „raison éclairée" abolir la société d'esclaves pour établir tout d'un coup la société capitaliste industrielle.

Conformément à une telle philosophie de l'histoire Marx a conçu la liberté d'une manière beaucoup plus large que les philosophes politiques du libéralisme, qui voyaient dans celle-ci la „possibilité ou le droit de chaque homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui", ou un rapport d'un individu envers un autre individu, rapport défini utilitairement, de sorte que chacun peut jouir de son existence égoïste en se souciant de l'existence d'autrui seulement dans la mesure qui l'oblige à s'abstenir d'apporter le trouble dans son droit à la même existence. „Le règne de la liberté — écrivait Marx dans le *Capital* — ne commence en réalité que là où le travail prend fin qui est déterminé par l'infortune et l'opportunité extérieure; d'après la nature des choses il se trouve donc au delà du domaine de la production matérielle . . . La liberté dans ce domaine peut consister seulement dans le fait que l'homme social, les producteurs associés organisent rationnellement ce trafic de la matière avec la nature, qu'ils le soumettent à leur contrôle commun, au lieu de le laisser dominer sur eux comme une puissance aveugle, qu'ils exercent ce contrôle en dépensant le moins de force possible et dans les conditions qui sont les plus dignes et les plus adéquates à leur nature humaine. Mais cela reste toujours le règne de la nécessité. De son autre côté commence le développement de la force humaine, qui est le but à soi-même, le véritable règne de la liberté, mais qui peut prospérer seulement dans le règne de la nécessité en tant que son fondement". (Capital, tome III, 9—10, p. 367).

D'après le fragment précité il n'est pas difficile de se rendre compte que Marx n'a pas entièrement rejeté l'exposé sur „la nature humaine" ainsi que la notion de „l'organisation rationnelle" de l'existence sociale, symbolisée en premier lieu dans le travail par l'intermédiaire duquel les hommes effectuent leur „trafic de la matière avec la nature". Cependant, à la différence des philosophes politiques de l'époque moderne, il ne concevait pas l'expression „la nature humaine" en tant qu'un ensemble de qualités ou de droits donnés en dehors de l'histoire, mais en tant que formation progressive de l'homme en partant d'un chasseur primitif du gibier ou laboureur de la terre, d'un maître d'esclaves ou commerçant, d'un seigneur féodal ou ecclésiatique, d'un propriétaire, fonctionnaire et ouvrier. La formation de l'homme en partant de l'ouvrier se manifeste comme l'une des idées clef dans la position de Marx sur les problèmes anthropologiques et politico-philosophiques. Historiquement la nature humaine ne se réalise pas entièrement du fait qu'ils deviennent des ouvriers salariés. Car le statut de l'ouvrier implique l'existence productive de l'être humain qui est sous la pression de „l'infortune et de l'opportunité extérieure". En effet, si Marx avait vu dans le travail comme tel la forme la plus élevée de l'existence possible de l'homme, sa position ne différerait pas essentiellement de celle de Calvin. Tant que le travail est au service de la conservation de l'existence de l'homme, la société humaine est dans le domaine du „règne de la nécessité". Ce n'est que lorsque sur la base de ce „règne de la nécessité" poussé jusqu'aux extrêmes limites de son développement possible commencent à se former les conditions indispensables pour „l'abolition" du travail en tant qu'„infortune et opportunité extérieure", que les horizons infinis du „règne de la liberté" apparaîtront et la „préhistoire" prendra fin pour que la véritable „histoire" du genre humain puisse commencer. Ce n'est que dans la véritable „histoire" que l'être humain devient un *homme* dans toute l'acception de ce terme, un être générique, la véritable communauté humaine dans laquelle la liberté de *chaque* particulier est la condition de la liberté de la communauté.

Cependant, il serait inexact de conclure en vertu de tout ce qui précède que Marx sous-estimait l'importance des libertés politiques et encore moins qu'il sous-estimait l'importance des libertés intellectuelles, ou qu'il prévoyait que la conquête de ces libertés ne peut être réalisée que dans un avenir lointain. „Le règne de la liberté" dont il parle comme d'une perspective plus ou moins lointaine de l'humanité ne doit pas être compris comme un succédané idéal du manque effectif de n'importe quelles libertés *hic et nunc*. Voilà, par exemple, ce que Marx pensait de la liberté de la presse: „La liberté de la presse est l'oeil toujours éveillé de l'esprit populaire qui voit tout, la confiance personnifiée du peuple à l'égard de soi-même, le lien manifeste qui rattache l'individu à l'Etat et au monde, la concrétisation des cultures qui transforment les luttes matérielles en luttes spirituelles et idéalise leur forme matérielle grossière. Elle est la confession inconsidérée du peuple envers soi-même, or la confession, comme on le sait, a une force salvatrice. C'est le miroir spirituel dans lequel le peuple s'observe, et cette autoobservation est la première condition de la sagesse. C'est l'esprit de l'Etat qu'il est possible d'introduire dans chaque lutte, et c'est moins couteux que le gaz d'éclai-

rage. Elle est universelle, omniprésente et omnisciente. Elle est le monde idéal qui jaillit constamment du monde réel et qui se jette de nouveau d'une manière vivifiante dans celui-ci en tant qu'esprit de plus en plus riche". (Rheinische Zeitung, No. 135, 15 mai 1842).

Le ton manifestement romantique des paroles citées a disparu dans les travaux ultérieurs de Marx, mais il ne s'est jamais départi de ce qui est essentiel dans ce texte pour le sujet que nous traitons. En tant qu'esprit rationnel, qui essaie de découvrir le sens de l'évolution historique réelle, Marx était toujours loin de la pensée de masquer la réalité brutale des temps présents ou de la justifier par une réalité idéale imaginaire. Etant un révolutionnaire qui fait tout son possible pour transformer la réalité sociale donnée, Marx était l'un des plus violents critique de tout despostisme politique sans tenir compte de l'époque dans laquelle ce despotisme se manifestait: „La seule idée du despotisme est le mépris des hommes, l'homme déshumanisé, et cette idée a la priorité devant bien d'autres, d'autant qu'elle est en même temps un fait. Le despote voit toujours les hommes privés de dignité. Ils se noient, devant ses yeux et pour lui, dans la boue de la vie courante dans laquelle ils se reproduisent semblablement aux crapauds". D'où pour Marx les paroles: *Voyez ces crapauds*, qu'on attribue à Napoléon à Bérézina, symbolisent les jugements de chaque despote dans l'histoire humaine (voir: Lettres à Rougé de 1843).

D'où la critique du libéralisme du XVIII[e] siècle de Marx n'est pas la critique du point de vue du despotisme, mais la critique du point de vue de la liberté, de l'égalité et de la sûreté plus complètes. En d'autres termes, c'est la critique du point de vue de la société humaine autonome dans laquelle l'idée relative à la souveraineté nationale doit acquérir son entière réalisation. Qu'est-ce qui est le défaut du libéralisme classique? — Tout d'abord, le défaut mentionné plus haut: il est illusoire de croire que sur la base de l'entendement purement juridique on peut réaliser le „règne de la liberté". De même il est illusoire de croire qu'à l'aide de la volonté purement révolutionnaire on pourra réaliser le „règne de la raison", et encore moins que tout ceci peut être réalisé seulement par la diffusion de la civilisation dans le peuple et la persuassion des possesseurs de la richesse et du pouvoir social que leur possession est contraire à la nature et déraisonnable. Dans le meilleur des cas, il est possible de réaliser de cette façon l'émancipation politique, c'est-à-dire la réalisation d'un volume plus appréciable des libertés intellectuelles et politiques. Mais de cette façon il est impossible de réaliser l'émancipation humaine, c'est-à-dire la création de la véritable communauté humaine dans laquelle „le développement de la force humaine, qui est le but à soi-même", ne se trouve qu'à ses débuts.

De quelle manière peut-on alors réaliser, en général, une telle émancipation, est-ce qu'elle est possible en général aussi dans la réalité, et non seulement en pensée, dans l'idée? Marx croyait que la loi de la marche de l'histoire humaine est précisément telle qu'elle se dirige nécessairement, dans un certain sens, vers l'émancipation humaine ou, ce qui est la même chose, vers le socialisme d'autogestion. Dire „le socialisme d'autogestion" serait, d'après la manière de raisonner de Marx l'emploi inutile de l'attribut „autogestion", car si cette expression n'y est pas comprise, alors en général il ne pourrait pas être question de socialisme,

mais seulement d'un de ses succédanés. L'action humaine, la pensée rationaliste humaine trouvent justement leur place dans cette marche nécessaire de l'histoire vers l'émancipation humaine. Elles ne sont pas en dehors de cette sphère en tant que forces séparées et autonomes. Elles ne sont pas incluses dans celle-ci à l'instar d'un mécanicien qui conduit la locomotive d'un train rapide et qui peut la manoeuvrer en marche avant ou en marche arrière. L'action humaine et la pensée rationaliste humaine sont partie intégrante de la marche nécessaire de l'histoire vers le socialisme. Même ceux qui s'opposent de toute leur force à une telle marche contribuent à leur manière pour qu'elle progresse. Marx croyait, comme J. J. Rousseau, que chaque organisation sociale contient le germe de son propre effondrement, mais à la différence de Rousseau il était loin de supposer de quelle façon les événements historiques se dessinent dans les moindres détails et dans quelle forme exacte du fait que l'on affirmera que l'effondrement des Etats bien organisés aura lieu plus tard que l'effondrement des Etats mal organisés.

Pour Marx, l'écroulement d'une organisation sociale engendre en même temps le germe de la naissance d'une certaine nouvelle organisation sociale. Le mode de production des biens matériels, les classes sociales qui se forment autor d'elle, la superstructure idéologique tout entière qui se développe sur cette base — tout ceci dans son action intégrale, pénétration et antagonisme constitue de l'histoire non point un ensemble d'événements, mais une marche qui s'oriente par soi-même. En septembre 1843 Marx écrivait à Rougé: „Non seulement que l'anarchie générale est déclenchée parmi les réformateurs, mais aussi chacun devra avouer à soi-même qu'il n'a aucune vue exacte sur le fait qu'est-ce que l'avenir dissimule en soi-même. Cependant, c'est justement l'avantage de la nouvelle orientation que nous n'anticipons pas le monde dogmatiquement, mais nous voulons découvrir le nouveau monde seulement à l'aide de la critique de l'ancien monde". . . „C'est pourquoi je ne suis pas partisan de planter le drapeau dogmatique, au contraire. Nous devons aider les dogmatistes à expliquer leur position. Ainsi, *le communisme* est notamment une abstraction dogmatique, auquel cas je ne prends pas en considération un certain communisme imaginaire et possible, mais le communisme existant réel, tel qu'il est enseigné par Cabet, Dezamy, Weitling etc. Ce communisme n'est qu'un phénomène spécial du principe humaniste qui est infecté par sa contradiction, la propriété privée. L'abolition de la propriété privée et le communisme ne sont nullement à cause de cela identiques, et ce n'est pas par hasard mais nécessairement qu'avec le communisme ont pris naissance les autres doctrines socialistes, comme celles de Fourier, Proudhon et autres, car le communisme n'est que la réalisation particulière, unilatérale, du principe socialiste".

Il est essentiel ici que le nouveau monde ne se forme qu'à l'aide de la critique de l'ancien monde. Bien entendu, on n'a pas l'intention d'affirmer par là que n'importe quelle critique de l'ancien monde peut engendrer le nouveau monde. En effet, l'accent n'est pas porté sur la critique comme telle, mais seulement sur la critique qui s'attaque à la quintessence des choses et qui, par conséquent, n'est pas uniquement l'expression du mécontentement individuel et de la fureur verbale des critiques. En d'autres termes, si l'ancien monde continue à exister, malgré

la critique la plus acerbe, cela signifie que la critique ne porte pas atteinte à la quintessence des choses et que même si elle trouve un certain nombre de partisans, ces derniers ne créeront rien d'autre que l'ancien monde sous une nouvelle forme idéologique et verbale. En second lieu, par l'abolition juridique de la propriété privée la société socialiste n'est pas encore formée. Au contraire, il n'est question que „de la réalisation unilatérale d'un principe socialisté". Donc, la société socialiste ou d'autogestion ne se forme pas d'un dogme, ou par tel ou tel décret, mais „par la critique", c'est-à-dire en révolutionnant la société qui contient déjà dans le germe les signes précurseurs de la nouvelle société.

„Le visage du processus de la vie sociale c'est-à-dire du processus de la production matérielle ne se débarrassera de son voile obscur mystique que lorsqu'en tant que *produit des hommes librement associés* il sera placé sous leur contrôle planifié conscient. Mais cela requiert une telle base de la société ou une telle série de conditions matérielles de l'existence, qui sont elles-mêmes, par ailleurs, le produit spontané de l'évolution historique longue et douloureuse" (Marx, Capital, *Caractère fétichiste de la marchandise et son secret*, souligné par B. P.). Pourquoi une période aussi longue est-elle nécessaire pour que la société des „hommes librement associés" puisse se former? En examinant le phénomène de la marchandise Marx a constaté que „le secret de l'expression de la valeur, *l'égalité et la validité égale de tous les travaux*... ne pourra être éclairci que lorsque *la notion de l'égalité des hommes* devient un préjugé populaire solidement établi. Cela n'est possible que dans une société où *la forme marchande* est la forme générale du produit du travail, où, par conséquent, les rapports mutuels des hommes en tant que *producteurs de marchandises* sont les rapports sociaux dominants". Aristote na pas pu découvrir cette égalité, car effectivement elle n'existait nulle part. „La société grecque reposait sur le travail des esclaves" et c'est pourquoi Aristote considérait que *„L'inégalité des hommes et de leur force de travail était la base naturelle"*.

Plus tard Trotzky a abandonné ce point important de la philosophie de l'histoire de Marx, et il affirmait que la société socialiste peut s'édifier uniquement par l'action politique sciemment organisée, orientée en premier lieu vers la destruction des institutions politiques de la société féodale et ensuite vers la formation des institutions de la société socialiste et de la superstructure idéologique tout entière qui devrait correspondre à la société socialiste, telle qu'elle se trouve dans l'idée, dans les cerveaux d'un nombre relativement peu élevé des protagonistes de l'action révolutionnaire. Tandis que pour Marx la politique n'était que l'une des expressions ou un réflexe de l'économie, c'est-à-dire d'un mode de production déterminé, pour Trotzky et Staline ce rapport est inverse. Il s'ensuit qu'il n'est pas étonnant que la société socialiste ainsi formée a rapidement évolué, d'une part, en efforts concentrés du nouveau pouvoir de transformer l'économie féodale sous-développée en une économie industrielle développée et, d'autre part, afin de mener à bonne fin cette tâche, de créer une forme de gouvernement dictatorial et bureaucratique, jusqu'à un certain point correspondant, sur des fondements solides. Le volontarisme bureaucratique, naturellement associé au marxisme dogmatisé au-delà de toute mesure, commençait à exercer au nom du socialisme

une tyrannie brutale sur la réalité sociale et sur les hommes. La volonté politique dans une telle situation acquiert la primauté absolue sur tous les désirs humains, les travaux, les pensées et les actes créateurs. La tendance se manifeste de transformer, en ayant recours à la force, l'idée fanatiquement adopté en réalité, et lorsque pour des raisons compréhensibles et naturelles une telle tentative subit un échec, alors on voit apparaître l'hypocrisie monstrueusement élargie de la vie sociale et de la vie personnelle. La question posée tout récemment par Lukacz „Est-ce qu'un poème peut démolir une démocratie populaire?" ne trouve une réponse explicite que dans le cadre de la compréhension des fondements sur lesquels on veut réaliser par la force la formule déterminée du socialisme, ainsi que dans l'éclaircissement des moyens par lesquels on essaie de réaliser quelque chose d'analogue, éclaircissement qui arrache „le voile obscur" de l'idéologie officielle. Par de pareilles tentatives qui ont pour but de rendre les hommes heureux par la contrainte, il est tout à fait normal qu'un poème, un article de journal ou un essai dans une revue peuvent provoquer une peur paranoïque chez les bureaucrates qui est immédiatement masquée par la peur de mettre en danger „le sort du socialisme".

D'autre part, une telle forme bureaucratique et tyrannique du socialisme provoque le freinage de l'évolution des sociétés capitalistes dans la direction du socialisme et paralyse l'action révolutionnaire orientée vers l'accélération d'une telle évolution. L'épouvantail du socialisme bureaucratique se répand aujourd'hui dans le monde, cet épouvantail n'a pas seulement fait peur aux bourgeois, mais aussi aux ouvriers et intellectuels. C'est la raison pour laquelle ces derniers sont souvent enclins à choisir de deux maux le moindre, ou c'est avec résignation qu'ils pensent que la réalité sociale actuelle apparaît comme une réalité qui ne nous permet pas d'avoir en perspective la possibilité de la fusion du socialisme et de la liberté.

L'expérience du socialisme bureaucratique et abstrait devra agir, cependant, même sur le plan mondial plus large dans le sens de la libération de la conscience politique de l'idéalisme volontariste et du dogmatisme. Cette expérience est par soi-même une partie de l'évolution historique. Et comme la résistance directe à la socialisation et l'humanisation ne peut pas empêcher le progrès dans la liberté des hommes, leur „émancipation sociale", de même ce processus ne peut par être entravé par le fait que le socialisme bureaucratique métamorphosé réalise des prévisions de Marx relatives au courant futur de l'histoire.

Les efforts qui sont entrepris chez nous en Yougoslavie aux fins de la réalisation de l'autogestion ne rentrent pas dans le cadre d'une certaine expérience sociale, dont le succès ou l'insuccès sont souhaités par telles ou telles forces politiques. Ces efforts sont dirigés dans le sens d'une évolution historique générale. Si la perspective historique de l'humanité n'a pas en vue la formation de la personnalité libre dans la communauté humaine libre, alors en vérité à l'horizon de l'histoire future on ne peut apercevoir aucun point lumineux, et nous autres, en tant qu'hommes de ce siècle, devons nous sentir entièrement perdus, sous la pression de la peur du lendemain, peur qui ne nous permet pas et qui nous empêche de trouver la ligne de direction à notre action humaine.

Dr. Miroslav PEČUJLIĆ,
Professor at the Faculty of Law in Beograd

SOCIALISM AND CLASS CHANGES*

Introduction:

1. Two visions of society

Two great visions of society govern man's mind.

One of them — the idea of the equality of men and abolition of social differences — is woven into the texture of all freedom-loving movements. But, one of its aspects has obsessed the mind and social action with exceptional force. It has organically made socialism as a social movement and system coalesce with the realization of human equality. The abolition of social differences can be only the historical product of the abolition of classes, of the creation of a classless society. But if in the first edition written by hand by the founder of scientific socialism it has been concurrently a humanitarian and scientifically grounded vision, it has experienced its vulgarization already in the second edition. In the hand of simplificators it has boiled down to a simple and empty formula: social differences and the possibility of domination, all conflicts between production forces and the ruling relations in society vanish through the very act of abolition of private property, its nationalization and transformation into state property. Classes have remained in society, but they are only friendly groups (workers, peasants and the honest intelligentsia). Social conflicts emerging on the surface of society are exclusively the result of remnants of old class structures (of owners). The new, socialist structure of society in itself does not produce differences from its own texture. With the exception of remnants of classes of owners, it is a society of a harmonious organic solidarity. This development of thinking does not speak against Marx's teaching but against those among his "disciples" who have failed to develop his work or have vulgarized it.

The other, the visions of an elite society — ranging from Plato's theory of the elite (of philosophers-rulers) through the Brahmanic theory of castes, Paret's idea of the elite which rules thanks to the superior qualities of its members, Moskin's politically ruling class, up to Michels's and

* This text represents an attempt at forming a hypothetical theoretical setting for empiric investigation and explanation of structural changes. The basic changes in the social structure of Yugoslavia's society regarded from this point of view will be described in this paper.

Sorokin's theory of the perpetual division of society into the allmighty minority of managers of organizations and the majority of executors who are deprived of rights — have common denominator. Society has always been and will never cease being divided dramatically and seriously into the ruling minority (elite) and the subordinated majority deprived of rights, the masses. The division into strata and classes is the perpetual characteristic feature of every society, especially of the modern one. A lasting life in common in the modern and intricate society is possible only under conditions of organized behaviour, while the organization in itself signifies the division into the class of managers and the majority deprived of rights.[1] The source of this tragic but inevitable division lies in the lasting and universal inability of the masses to manage themselves, in their incurable incompetence to settle problems, the incapacity of putting themselves into motion on their own. The immaturity of the masses is not a transient phenomena which will vanish with progress in the direction of socialism, it stems from the very nature of the masses which seek leadership and are capable only of changing masters. Society is a passive pedestal from where rise the elites which only cyclically replace one another in the struggle for authority; it is forever divided into the ruling and the subordinated class.

The vital question is now raised: does a reliable path exist for this conflict between two fatefully opposite visions to shift to the sphere of scientific analysis and of the quest of a more exact reply, of a reply which, if it does not express the whole truth, expresses at least part of it? The investigation which desires to be theoretically fruitful must apparently be centered above all on a certain number of strategical points and this is the chief preoccupation of this paper.

2. *Basic idea*

Consequently, the basic idea is to investigate into the social bases (causes) upon which social grouping in socialism is based, and into the legitimate trends in which these bases are changing. And secondly, which are the changes caused by this in the type (forms) of social grouping and which are the consequences upon the position of united people, their destinies. In this way, from the empiric analysis of the existing structure, from the analysis of the ruling and contradictory social forces existing in it or developing, are created the projections of future trends, of the basic degrees of development. The paper is, consequently a modest contribution for drafting, on the basis of the empiric material offered by the contemporary society, a projection of the legitimate paths, legitimate tendencies of the transformation of the class structure which follow socialism since its first steps up to more intricate and high forms in its existence.

[1] "A more or less lasting life in common is possible only under conditions of organized behaviour of members. Organizing means the differentiation of members into strata: of managers and of those who are managed. No permanent organization and life in common are possible without a "control centre", no matter how it may be termed. Oligarchy is the fatal and inevitable characteristic feature of every society, group and party. In this way is reached the version on the natural and spontaneous origin of social strata". (P. Sorokin, Social mobility).

Marx's classic thesis represents the point of departure in the review of social bases of social grouping, legitimate changes and thereby also of the changes caused in the types of grouping. The thesis that changes in the manner of production and reproduction of social life, changes in the basic production relations, cause also changes in the bases and types of grouping. The production relation has two aspects of a uniform entity, equally important for the theory of class changes.

First, proceeding from the position in the production relation, our attention is centered on the groups which constitute the basic elements of society and which are the champions of social transformations. Consequently, the so-called fundamental social groups single themselves out. They emerge in the sphere of human practice (activity) which is the basis of the entire human existence. They are formed in the sector of material production and reproduction of social life. But precisely because their "birthplace" is in the basic sphere of human activity, the essential characteristic features of their mutual relations extend into the sphere of political might as well as into the sphere of cultural values. From their different position in the social system stem also varied interests which turn into conflicts which are the basic levers of the transformation of one type of community into another. Thus, through the mediation of special social groups and their conflict the structure of society is connected with its development and dialectic. The centre of scientific analysis is in this way shifting in the direction of establishing fundamental groups which are the champions of the basic tendencies of changes.

The human sense of social transformation shows that it is not only a question of changes of anonymous, impersonal and objective structures, this being only one dimension of a thorough sociological explanation. The other dimension is presented by establishing the importance which legitimate and objective structural changes have for the destiny of men, for the rise of certain social groups and for the fall of others. Do the changes in the bases and types of social grouping concurently mean a substantially smaller or greater possibility for a great number of people to express their human substance and social requirements, their interests? Consequently, the theory of social grouping is also always the theory of social inequalities. It must reveal the meaning of changes in the bases and types of groups from the point of view of humanization and de-humanization of total social relations, their meaning from the point of view of major or minor social inequality.

The human society is never completely komogenous. But the empiric material) is in that the transformation of the class division and relations is effectuated through the gradual abolition of bases (conditions) which have caused their emergence. Consequently, it is a question of a long reversible process during the course of which the class difference turn into quasi-class while these are turning into socio-professional differences which are chiefly of a non-class type.

First Part: Social nature, causes and sense of class distinction.

The human society is never completely homogenous. But the social nature, the causes and degree of its heterogeneity are not identical. In the network of numerous forms of social grouping a spe-

cial form of inequality is set aside. Such a total situation is set aside in which a radically acute form of social inequalities and conflicts, radically different life chance and possibilities for the expression of the substance of members of individual social groups prevails. This existentialist type of social division which emerges in the sphere of material production and reproduction of social life will be called by us the class division which emerges when the following necessary and adequate conditions converge.

1. Social basis of class division

If an expedient work (production) activity is the basis of the entire human existence, then the authority over the work conditions is the factor which vitally determines the position in the production relation and in the social system.

The society can be divided on the one hand into the minority which has the monopoly of authority, which manages the means and results of work, and on the other hand into the majority which is deprived of this authority, which is separated from control over means of work. The monopoly of authority of the conditions and products of work can assume historically different forms — ranging from the personal, private monopoly of individuals, through the monopoly of narrow groups (corporations) up to the monopoly of the state, and it is the basis of the varied, unequal position of social groups (social grouping). The basis of the different type of social grouping which is emerging must be sought in the changes of the historical type of monopoly of conditions and results of work, or rather in its abolition. One of its historical forms, the most important one, is the private, personal monopoly of means of work which is as a rule expressed as the institution of private ownership of means of production. This is the hidden basis upon which is founded a special form of social grouping, the class division of society. But, the very term of "ownership" is a real nursery of misunderstandings and often boils down to ownership as a legal category. That is why, in order to avoid misunderstandings, we shall at once define ownership as a social relationship between social subjects which is established in the act of production and distribution (private-ownership monopoly). The deepest substance of ownership is not exhausted in the fact that the individual possesses things (means of production), but in the social relations set up on this occasion. The harmless possession of things, if these things are means of production is transformed into a draconic management of other people's work, into the continuous usurpation of products of other people's work, introduces relationship of ruling and subordination. This socio-economic relationship which in its actual content marks the existence of the monopoly of private ownership at one pole and of deprivation of possession at the other, brings about serious conflicts of interests which cannot be lastingly reconciled. The conflict of interests provokes the necessity of political coercion and legal form. The social relationship of possession (monopoly) is protected, fixed and stabilized by means

of legal norms the guarantee of which is the force of state coercion.[2] Ownership as a social relationship is transformed into the right of ownership.

This is the substantially unequal attitude towards means of work transformed into the social basis upon which several different groups emerge. To the group of owners of important means of production at one pole corresponds the position of hired workers deprived of means of work at the other.

The social group of non-owners can, however, secure its existence only by "being connected" with means of work. But, since they are controlled by others, this is possible only under the condition of getting concurently into the orbit of their authority. Thus a strange metamorphosis is occuring. Although the powers of owners legally relate only to things, as soon as the thing becomes owned (capital), they turn into an order issued to men, to hired workers. Out of a simple right of having the disposition of things ownership is transformed into the legal basis of authority and, since authority is carried out in the private interest, into the basis of governing. A new social function coalesces with the monopoly of private ownership: the management of other people's work which becomes the function of ownership. In highly developed phases of modern capitalism the differentiation of these roles into "owners without functions and functionaries without ownership", takes place. The position of the hierarchy of appointed managers ranges from the role of the mere transmission of owners to an independent social force. The latter is already a sign that in addition to ownership, new causes of social differentiation stemming from ownership, crystallize.

The radically uneven position in the sphere of production is the source of the extremely unequal position in the sphere of the distribution of the social product. The stream of the goods created is extremely unevenly distributed among the participants in the production process. Alienation in the act of production is the basis of alienation in the act of distribution, the usurpation of other people's surplus work (exploitation) and its transformation into new sources of economic power. Ownership becomes the right to the surplus value. The owner needs no longer even hold things (keep them), they are deposited in the bank. He need not even act as an active capitalist, he need not know where the enterprises in which his property is invested are, but one function is inseparably linked with his personality: the function of usurpation of products of other people's work. The messenger of the bank is bringing to him the dividends of his eco-

---

[2] Due to its special importance and due to the conflict of interests which it provokes, this social relationship is "legalized", protected, and maintained in special ways. It is fixed and protected with legal norms, or rather with state coercion. But, private ownership as a ruling relationship is stabilized also through cultivating myths and ideologies about ownership as a sacred and unviolable right, as the most rational system which corresponds to the very nature of man. Consequently, the consolidation of the private-owners' system of social relations does not rest solely upon rough coercion. The cult of respect of private ownership is instilled through subtle means of ideological indoctrination which are helped by its voluntary acceptance on the the part of "enthralled nonowners".

nomic property every month. Ownership in capital means the right of usurping other people's unpaid work of its product while for the worker this means impossibility to possess one's own product.[3] Here, in the different source and manner of appropriation of the social wealth must also be sought the origin o enormous differences in the span, in the amount of the wealth at the disposal of individuals. Wealth is transformed into a new source of economic authority, into a privileged way of life, into the means of struggle for social prestige.

2. *Policy and ideology as factors of maintenance and reproduction of class differences*

The vitally different position towards basic conditions of work (position in the structure of economic power) is the objective basis for the creation of classes. Out of it stems, in the long run, the radically uneven participation in the structure of political power (authority). Depending upon their position in the structure of economic power, the classes display a fundamentally different ability and have different possibilities to establish their interest, material and spiritual needs over which a conflict exists. They have an unequal ability to change institutions and relations in keeping with these interest, to set up or question the general social settings guaranteeing to them privileged position or imposing on them a discrimination one.

The political system has its own autonomy and it is not the mere shadow, the reflex of economic structure. But, viewed from that angle it appears also as a medium which stabilizes and maintains the relationship of rule and subordination by means of compulsion. Under conditions of a disunited social organism the social connection assumes the nature of an alienated force in the form of the state and its laws. Political relations thus become the organic part of the class complex, its superstructure, they stabilize and renew the basic property relations.

The class struggle is necessarily born from the objective class position, form the polarization of class interests. Classes are fundamentally conflicting groups, the champions of the existentialist social conflict. By its sources, nature, degree of intensity and social consequences in relation to the cohesion of society, the class struggle is a social conflict of a special type. It is not only impossible to settle it within the framework of the existing structure, but its sudden or

---

[3] The anatomy of private ownership as a social relationship fixes what is its vital characteristic for all its historical forms: the command over other people's work, appropriation of other people's work and its transformation into new source of economic wealth and their inheritance. Ownership as a social relationship in the modern bourgeois society produces also new forms of alienation and materialization even when conditions of material life of a great part of workers and other working strata show undeniable signs of perceptible improvement. Or, formulated differently the criticism of private ownership as a social relationship is not based solely upon the thesis of the absolute or relative pauperization of the working class (pauperization in the economic sense). It is far more broadly based upon the total position in the production relation, upon forms of spiritual pauperization, alienation and materialization which are infiltrated into all forms of life in highly developed capitalism. The criticism by Friedmann, Frohm, Miles and other analyses of the modern bourgeois society are extremely important in this respect.

gradual settlement leads to the change of the type of the global community and to the disappearance of one or of both the class opponents[4] The class struggle is therefore the component part of the definition of classes, while classes are the champions of the social dialectic, the champions of socio-historical tendencies of development in the period of human civilization prevailing so far. But, they are also a historic manifestation connected with definite phase in the development of the method of production. They are not the perpetual attribute of human society but only of its definite types.

Consequently, classes can be defined as follows: first, classes are large social groups which differ by their place and historically determined system of social production: by their attitude towards means of production (which is as a rule fixed under legal norms); by their role in the social organization of work and according to the manner of acquiring, and the size of, the social wealth at their disposal — owing to the possibilities of a class to appropriate the work of another class. Secondly, classes differ by the mutually opposed political interests, forms of political organization and different position in the system of political power. Thirdly, classes are large social groups which have various and mutually opposed contents of class consciousness, especially by their ideologies (conditional upon their objective position). Fourthly, classes are irreconcilable and conflicting groups, the expression of existentialist contradictions of the class society and as a rule they are the basic champions of the historical types of society.

In the network of causal connections we make the distinction between two series. The first series represents the necessary and adequate conditions for the formation of class division and it encompasses the private-property monopoly of conditions of work, private ownership as the specific prime cause, the management over men based upon private ownership and the appropriation of other people's work-exploitation. In this synthesis, in the parallelogram of causal forces, the private-property monopoly has greater "weight", it represents the primary cause. This network of causal factors then creates all the others, the following dimensions of class grouping: different political organization, different class consciousness and class struggle.

Second part: Contradictory nature of the class structure

1. The beginning of disappearance of old and formation of new foundations of grouping

Private ownership is the foundation made of granite of the class division of society, but it is not its perpetual attribute. On the contrary it is, in the full sense of the word, the historical phenomenon

[4] In contrast to the substance of the class conflict, its manifestations are extremely changeable. "The changeable quantities" of the class conflicts are: The form, (ranging from the civil war up to institutionalized forms); the degree of intensity (degree of use of force and the scope of engagement of members of the opposing classes); degree of radicalism of class requirements and actions (ranging from requirements with slight modifications within the framework of the existing system up to demands for the total change of the system). Ralph Dahredorf: Class and Class Conflict in Industrial Systems.

connected with definite phases in the development of the method of production, for historically determined types of division of work. The process of the disappearance (negation) of private ownership is historically as inevitable as the constant movement of society is the sole unchangeable thing. The evolution of society is never still and like the god Cronus it swallows children — its own accomplishments. The historic process of overcoming class differences in fact begins with the abolition, or rather the gradual disappearance of that fundamental cause which has been leading to the constitution of classes it begins with the abolition or rather the disappearance of private monopoly, private ownership of important means of production. But, even though the negation of private ownership is inevitable, the general and unique law of the historical course, it may be also expressed in the numerous tendencies which differ by their external forms and the phases of development through which they are passing. The prevalence of the one or of the other tendency is not only objectively determined but is also the result of a conscious social action.

The historical tendency of negation of private ownership in a circle of highly developed capitalist countries assumes the form of "evolution of property powers". The germs of disintegration of classic ownership emerge in the general and apparently unchangeable settings of the existing system of ownership. Far reaching changes in the economic being of capitalism and its technical basis cause also the evolution of property relations which even though they are still within the framework of the basic quality of the class-exploitatory ownership, already contain more or less developed elements of its decomposition, parasitism and disintegration. "The history of private property in recent decades is above all the history of the limitation of the might which it contains". The absolute, sacred and unlimited rights of private ownership are restricted by social forces which penetrate into the previously sovereign and impenetrable citadel of private power. A line (tendency) of its limitation, of disintegration, is state interventionism, including the socialization of property.

The tendency of limitation and disintegration of classic private property proceeds along the line of contractual rights of trade unions and of the participation of bodies of workers' control in making decisions in joint consultations and the like.

Disintegration, the limitation of private property and the undermining of the social status of its bearer, the bourgeoisie, is only one side of the process the other side of which is the rise of other social forces. In one direction this is the working class as the bearer of most consistent forms of socialization of private property. In the other direction this is bureaucracy which founds its social rise and high degree of independence upon the separation of ownership from management, upon the balance of class forces and especially upon the socialization of property and economic functions. Bureaucracy, even though it has a common denominator: the management function in large organizations, cannot be analyzed independently from basic social relations and forces (classes). The vital questions are: from which basic social groups

it derives as the representative and from which basic groups it becomes independent, for which social goals it fights and which purposes does it attain. One of the social situations is the independence of the bureaucracy in the private-property structure of corporation capital as the class which is still ruling, and introduction of the management position produced from private property.[5] The other situation and the historical type of society is the independence of bureaucracy from the working class in the system produced as the result of the revolution against classes of owners.

In the circle of backward countries private property and its social bearer, the bourgeoisie, experience the destiny of direct abolition, through the form of forcible socialist revolution. The explicitly undeveloped production potential, the low material level and the incapability of the bourgeoisie to make concessions to the proletariat, the lack of democratic tradition, the burden of double exploitation (on the part of internal ruling classes and "external" ones through the mediation of the colonial system and the world market) — all this causes radically serious forms of classic conflicts. The process of socialist transformation dictated through those social circumstances began through the abolition of the entire system of old institutions and forcible revolution against the classes of ownership. The general historical law of negation of private property appeared in the form of its socialization, in the form of forcible-revolutionary expropriation, of the forcible form of setting up new social relations.

The liabilities inherited from the old society in the form of a low material base, incomplete industrialization, old and atomized potentials and small investment funds, narrow social base with oases of the working class inteligentsia in a sea of conservative small owners' mentality cause the necessity of a rigorous concentration of all human and material potentials and their activation from one centre, to prevail. The first historical form of abolition of private property emerges as state property, as the basis of the great social transformation. The basic motive, power, the creator or the entire economic edifice becomes the powerful and developed state apparatus which holds in its hands the maximum concentration of all human and material production potentials. It manages all the economic activities and possesses newly created values and methods of its economic exploitation.

But, the very position of the state — of the bearer of property is contradictory. In the first phase of development of this type this has been a historically progressive tendency, a historically progressive form of negation of private property, the initial and limited form of its socialization and concurrently the pre-supposition of its further socialization and change of property and social relations. However, its com-

---

[5] Even in the internal setting of the private property structures great differences exist between bureaucracy ("the state of plenty") which becomes independent under conditions when a strong balance already exists between the rising workers' class and the bourgeoisie in the phase of disintegration, and the independent bourgeoisie in conjunction with parts of the monopoly capital in systems of Fascist autocracy.

paratively long duration becomes the social basis of independence of a special stratum which derives from the revolutionary workers' movement against the classes of owners, but becomes independent and begins establishing also its closer interest.

Empirical material shows that the negation of private property and the initial phase of reconstruction of the socialist society so far assumed the form of state property as the prevailing tendency.

However, state property in itself is a deeply contradictory dialectical category. On the one hand it abolishes private, personal monopoly of conditions of work (private property monopoly) and a series of its "private" consequences and already represents a form, although limited, of socialization of means of work, greater social equalization and the pre-condition of deeper social changes. But, on the other hand, it is still a form of monopoly of means and results of work (state property monopoly) and separates the majority of producers from direct contro! and management of means and products of work. The introduction of state property (etatist production relationship) is the historically new foundation upon which is constituted a type of social grouping — bureaucratic — which by its character is transient and contradictory just as the foundation from which it stems. The bearer of state property monopoly — bureaucracy — establishes upon it its special status. The internal essence, the core of this special position is the independent power to define with its decisions the vital position of a great number of people, to manage people and the results of their work as an alienated social force. This is in itself the form and source of social inequality, irrespective of whether it is followed by the existence of material privileges or not. The prolonged maintenance of the state property monopoly leads as a rule to a privileged economic position. But, the state property monopoly is not identical with the private property monopoly and appropriation and it shows a series of essential differences.

That is why the grouping based upon the state property monopoly is deeply contradictory. It contains important elements of classes (it is their last expression), but also elements of their overcoming as well as elements of something new. "The factual abolition of private monopoly of conditions of work (private property) is the basic social condition which brings about the gradual transformation of class differences into quasi class differences and relations. This historical type abolishes certain vital peculiarities of class grouping but as a transient form of grouping from a class to a non-class one it contains certain elements of the classes and brings also in its wake new forms of social inequalities and differences." The bureaucracy — having become independent from the working class — is consequently a socially contradictory category. In its social being it contains numerous elements of class character but on the other hand, it is not identical with the classic classes. It is some sort of a transient category (quasi class category). The investigation of what is of a class character in its nature and of what makes it different from classic classes becomes one of the central spheres of analysis.

2. *Double social nature of independent bureaucracy*[6]

a) Class elements

Bureaucracy is a system of basic social relations which is characterized by the fact that a special stratum of médiators who have become independent from producers, manages the basic social activities, governs people and things. The monopoly of management (in which elements of hired work are still expressed) becomes a speciality, the profession of a special social group and includes the following components which contain elements of class differences:

1.1. The monopoly of management of state property as the economic base upon which an independent stratum is constituted. "Bureaucracy possesses the substance of the state... It is its private property". The etatist production relationship is the basis which imbues all social relations and makes the tendency of formation of a special stratum of professional managers emerge in all organizations of the society and makes the bureaucracy emerge as an institutionally developed "completely" built system of bureaucratic relations.

1.2. The monopoly of political decision making, of determination of goals and action programmes for the society as a whole and its parts; the possibility of exclusive right of determination of the social position and living conditions of all the remaining parts of the entity (social groups).

1.3. Monopoly right of disposition in the name of society with newly-created values which are concentrated in the state as the representative of the social entity.

1.4. Management specialists — if they are regarded from the point of view of social grouping, represent an independent social stratum. Officials coming from the ruling class rely partly upon the affirmation of interests of the basic social group, primarily of the working class, whose representatives they are. In certain phases they turn into a powerful instrument of realization of the general interests of society and of the class, its Jacobins who are subordinated to interests of the class movement. But the long duration of etatist relations leads to the their independence, to the affirmation of their narrow group interests which prevail. Bureaucracy as a system of relations and form of grouping emerges when and where the representation of general interests becomes independent, tears itself away from the control of society and turns into the affirmation of a narrow group interest opposed to the general one. The monopoly of decision-making, the power of a group of managers to make strategic decisions is one side, while the independence and affirmation of the narrow group interest is the other side of this relationship. The independence from the class base (the working class) whose representative it is, is therefore the vital element of bureaucracy as a system of social relations.

1.5. From this position in the production relation derive the characteristics of the type of social organization in the early phase of

[6] It is a question here of bureaucracy as an authority and not of bureaucracy in Weber's sence — as the rational bureaucratic administration (civil service officials).

socialism in which elements which have the limited characteristic features of class division are still being reproduced.

The basic features of the etatist (bureaucratic) production relation of social organization are the following. The position of the mass base is characterized by 1) rigorous discipline and conformism as the basic qualities, passive acceptance and execution of the policy in the formation of which they do not participate; 2) non-participation in decision-making. The top ranks of the hierarchy of command concentrate in their hands the total functions of initiative and decision-making, the power of issuing orders. The managing powers contain: the adoption of basic norms of the organization, the right of employment: the exclusive right of dismission and of pronouncing sanctions and determination of all kinds of remuneration (salaries). These powers are the realistic basis of the division into the minority of independent professional managers and the majority of mere executors hired by the state. Management in the form of authority leads to a feeling of dependence, non-participation in determination of goals, to the feeling that the "work community" is beyond the control of united producers.

Difference between bureacracy and classes

But, at the same time the bureaucracy of the early phase of socialism is historically specific, a category sui generis: it is not identical with the class. Bureaucracy has the monopoly of management but not on the basis of its own property right, but on the basis of the delegation of right. Bureaucracy has not its own economic base founded upon personal property and has therefore not a historically lasting and stable place in the production relation as a classic class either. The fact that it establishes its authority upon representation (delegation) places it into a different position towards those whom it manages. It must pay far greater attention to their accord and interest. Bureaucracy enjoys privileges through the abuse of power and representation, and not through its own legitimate right, the undeniable right of owner.

The complete identification of bureaucracy with the class of owners forgets a substantial element of private property. The power of private ownership is expressed in the right to inherit private property, its devolvement on heirs, its transformation into a new medium of exploitation of other people's work. Privileges have only 50% of their value when they cannot be devolved on one's children. The class society is not only an economic system with classes which are created exclusively in the economic sphere of society. It is such a social system in which the acquired economic power is devolved on the heirs through the family as a transmission. The advantages offered by ownership are accumulated in the institution of the family and are devolved through legacy, like in a can, on new generations. These find them already formed and transform them into levers of the further accumulation of surplus of other people's work. That is why only the merger of two great systems built upon the same principles, the merger of the institution of private property and family inheritance of private property maintains and consolidates class differences. Managers, however, do not inherit the property which they manage in the name of society, and do not devolve their

individual powers concerning the management of the state and organizations on their heirs. In this way is abolished the possibility of reproduction, of perpetuation of large social groups in which individuals by virtue of belonging to definite families, inherit the levers of exploitation of other people's work.

But, the adherence to a bureaucratic stratum offers far more favourable chances in life, especially as regards education, and this is of far reaching importance in social circumstances when the difference between intellectual and physical work becomes one of the fundamental basis of social grouping and standing in life. True, if the wave of democratization of education involves broader strata, important preconditions of social equalization are gradually introduced. The other element is the existence of strong ties within the framework of the stratum of bureaucracy which make possible for better chances for work of its members at the very beginning.

Differences emerge also between the direct appropriation of the surplus value on the basis of personal property and the monopoly disposition with newly-created values in the name of society. First, the difference is also in the manner of acquiring profits which is increasingly connected in its tendency with work and which is not based upon property where the acquisition is possible without any work at all, this being an important element of democratization of relations. And also the appropriation on the basis of private property monopoly is the foundation of far greater expansions. It is backed by legitimacy, the "undeniable" personal ownership this being considerably different from the bureaucratic disposition which is made in the name of society (by delegation) and which is subject to social pressure and egalitarian socialist ideology which does not tolerate explicitly great spans. That is why spans upon this basis are considerably smaller as a rule, this not being unimportant for the cohesion of society. In the private property structures the distribution even assumes proportions in which 1% of the population possesses 45—60% of the total social wealth.

However, the bureaucratic right of disposition contains perceptible elements of economic and social inequalities which are expressed in numerous ways. Inequality appears as the possibility of the group which has the monopoly right of disposing with values in the name of society to exaggerate the compensations for its own functions this assuming the form of material privileges. It appears in the form of compensation for bureaucratic functions which are not absolutely necessary provided that the society were self-organized upon another basis. Finally, this is also expressed in the possible monopoly right of decision-making concerning the use of the newly-created values of society without bearing the direct consequences for economic decisions. The latter gives a special status in the structure of social power.

3. Bureaucratic structure and social differences

Social differences which emerge on the surface of socialism as an explicitly transient epoch have their origin both in the remnants of old structures as well as in its "own soil". These are parts of an organic

whole whereby the importance of the first gradually weakens while that of the second grows.

A set of social conflicts stems from the remnants of the ruling class — the great bourgeoisie whose backbone of economic and political might has been broken. One part, thanks to the monopoly of education and skill, is rapidly adapted to the new social situation and achieves a favourable social status. But it concurrently infiltrates old concepts and behaviour, restores moral values. The remnants of the bourgeoisie deprived of rights in themselves do not represent a powerful force of restoration as long as other contradictions are not heightened, (even though they are its potential source). They give additional fuel to differences emerging from the very texture of early socialism and contribute to the exacerbation of differences.

Another complex of differences the sources of which are in the remnants of old structure steps onto the social stage of early socialism. This time these are the champions of small property relations (in agriculture, crafts, services and small industry), provided that they exist as the integral part of the economic structure. The character and forms of manifestation of differences depend upon the type of transformation of this structure. They appear in a wide range: from the forcible conflict over collectivization of land and over the limitation of strivings for capitalizing, up to the drastic drop of agricultural production.

The basic complex of social differences relates, however, to the differences between the more or less independent bureaucracy (technocracy) and the working class, or rather direct producers. The gigantic concentration of all available potentials which are going from one centre is a necessary and exceptionally important level of the development of socialism in its first stage. But, if the initial situation is preserved for a long time differences emerge which pertain to the etatist organization of society. The concentration of all vital functions of initiative and decision-making (power) in the top ranks of hierarchy produces the difference between a super-active etatist centre and immobility and inertia which gradually possesses the basis of society, making passive its most dynamic force: the producer — creator. The dispute with the champions of decision-making concerning the fact whether norms should be as low as possible and the plan as small as possible, energetic demands for the greatest possible number of workers and raw materials for the planned task to be fulfilled with as little work as possible, the artificial promotion of qualifications overnight, when the state determines the volume of the payments funds of enterprises according to the structure of qualifications, extensive and unproductive "relented work", all these are forms of manifestation of internal contradictions of the etatist (bureaucratic) organization which gradually paralyze it.

It is possible to create a more generalized formula: the more management of public properly is alienated from direct producers they act towards it as if it were belonging to others, indifferently. This is "compensated" by the fact that the striving emerges to take as much as possible from the public sphere, and to give as little as possible. Social tensions appear like the "circuit of electric current. Their source is in the different work position, but they shift into the sphere of distribution

and consumption where they appear most perceptibly to get back into the sphere of production and be expressed as the drop of motivation for work.

The abolition of one of the existentialist basis of social-economic differences and grouping — of big private property — in principle can lead to the reduced intensity of differences and social distance. True, this depends upon the material level and form of political oppression, so that upon this new basis there can appear various concrete forms of etatist (bureaucratic) organization, a varied degree of democratization of social relations. However, the more the etatist type of organization develops, turns into a developed system, the closer conflicts get to class differences.

4. Actors of social differences — champions of basic development tendencies

From the independent position of bureaucracy stems also the affirmation of its narrow interest as the general one, stems the striving to preserve the role of the state, to preserve the monopoly of management over basic activities and newly-created values in the name of society, to maintain the position of the sole interpreter and representative of society. These strivings collide with the interests of direct producers, of the working class, as well as with the strivings for the fuller realization of their leading role.[7]

From the factual position of the working class in the society of a period of transition (in which inequalities in the material position, degree of education, the necessity of the leading functions and their natural tendency towards independence, differences between productive and non-productive work still exist) derives also its role of the most consistent anti-bureaucratic social force. It is vitally interested in the abolition of the existence of alienated social forces which manage its work and results, and in subjecting to its control the joint activity and results of work. There is no point in the social evolution in which its historical interest would be colliding with the further democratization of democratic relations. This is nonetheless to a lesser degree the case with other social groups which, while following their own interest, can desire to stop where they are, to maintain the status quo and the privileged position connected with it.

Every step towards improvement in the material, cultural and management position of the working class, is at the same time a step towards the abolition of the existing inequalities in society. The key question of early socialism becomes: is society beginning to be organized in such a way as to reproduce the existing differences between producers and

[7] The vital, substantial determination of the leading role of the working class, of direct producers, is such an organization of society in which their interest is primarily achieved, in which social relations are changing in keeping with their basic interests. From this stem also the other dimensions of the leading role: a) institutional (the creation of a system in which direct producers have an opportunity regularly and vitally to influence decisions made on basic questions of the system, this meaning that they can reproduce the conditions of their work.); b) structural (the creation of such a mechanism of representative bodies in which producers themselves are the directly present and decisive factor).

independent managers and bearers of intellectual work, or to reduce them and create a greater degree of integration and solidarity.

But, the structure of the working class is also not a firm crystal, but an organism which rapidly changes and is developing. That is why the social action must make possible such an organization of society that the interest of the most developed part which by its objective position stimulates also other parts to progress, should be in its centre in every stage. In the initial phase of socialist industrialization this can be a highly skilled worker-craftsman who, in the "absence" of the technical intelligentsia, is the brain and backbone, the dominant personality in the organization of the production process. When an extensive mass production is created in industry, its previous role disappears under the blows of technical progress, and parts of this stratum turn into the force of resistance against more modern business. In the first rank are numerous transient strata of specialized industrial workers and technicians who are organically connected with industrial and social progress. But, development is not still, and the shift to automated or semiautomated technology results in a radical change. The mass of routine, partial and monotonous operations which, activate only a number of superficial abilities, are taken over by machines. The role of the physical labour force is taken over by machines and it turns into the pillar of the projection and control of the processes of production. Work split into parts gets to its natural end while the specialized worker who performs only partial operations is replaced by a skilled worker with a better knowledge of the technology, the ability to read intricate programmes of production and the capability to control complicated machines. The internal connection between technology and all elements of production integrated the strata which had previously been seriously separated. The group of direct producers, the heir of the working class formed in the childhood of industrial civilization, spreads and encompasses numerous strata of skilled workers, transient strata of technicians and the technicial intelligentsia.

That is why the affirmation of the material and socio-political interests of the working class, of direct producers, which are themselves changing, is the basic lever of the development of socialism into its more intricate, more developed phase, the phase in which united producers manage themselves, their activities, and results of work.

However, whether the etatist system will develop "fully", whether the bureaucracy will become an independent stratum or whether etatism will comparatively soon begin to be decomposed under the pressure of antibureaucratic social forces, and whether principles of its organization will be abandoned, does not depend solely upon the character and intensity of social differences which we have analyzed and which are the basic lever of development. The lasting nature and development of the etatist structure and vice versa, the tempo and direction of its changes depend upon a number of factors.

First, this is the general level of the material-cultural development and the composition of the social structure caused by this — the development of the working class, the number of the intelligentsia, the participation of the peasantry. The number of the intelligentsia, its radicalism, degree of its engagement in the revolution, are a factor of

exceptional importance in constituting a more developed phase of socialism.

Second, this is the general situation in international relations.

Third, this is the depth of the social revolution which encompasses broad strata, the degree of their engagement and of their liberation experience.

Fourth, this is the ability of the leading social forces, the ideological trend and clear vision of goals, the degree of their connection with the class and subordination to interests of the class in all phases of development. In places where they are constantly in the centre of the revolution and exposed to all the trails of its course, a social uniformity is created as the foundation of the democratic feeling, the belief in the capability and initiative of the class numbering millions of people, the willingness always to have a critical dialogue with one's own practice, the willingness to change the system as soon as it begins displaying important symptoms of contradictions. Within the circle of bearers of functions is differentiated the part which considers that the revolution has ended with the assumption of power and which desires to remain at the point which has been reached, from the part which is the champion of transformation, from which self-management and democratic impulses radiate. True, one should add that when a tendency of development is ruling it forces those whose position it abolishes to serve it. The differentiation is carried out within the framework of the intelligentsia among the part which seeks to maintain the existing division of work and the parts which are the champions of the self-management democratic development.

Third part

1. Self-management structure of society (Social-professional grouping)

The process of abolition of the big private property monopoly and its transformation into the state property monopoly is the social basis of transformation of the class structure into an etatist one. The process of gradual abolition of property (etatist production relation), its transformation into social property and the abolition of a special stratum of professional managers of people and things leads to the creation of a self-management production relation. The transformation of the state property monopoly into a social one is not essentially a legal (normative) act but a lasting process of establishing new social relations. Social property means the creation, the fuller and more direct socialization of production relations and distribution of the newly-created value, it means the active self-management of producers in production and distribution. Its internal substance is constituted by relations of solidarity which are created in the course of time, and not relations of authority and subordination.

This is a process which, historically regarded has just begun and the social action must continuously bear this in mind because it is far more dangerous to mix the present and future tenses in politics than in grammar. Under the legal attire of social property elements of the state property monopoly and of the privileged position of strata and services

based upon that monopoly, are retained for a long time. Social property in its first phases contains also the tendency of deformation into forms of group property, contains the danger of collective egoism.

The self-management organization of society which emerges while denying the elements of these relations can be expressed through the multitude of various concrete forms — workers' control, participation, self-management functions of economic organizations (trade unions), "guilds" etc. The basic feature of this more intricate phase in the development of socialism is the tendency to transform the management (authority) over people into the management of technical process, gradually to abolish the division between the closed group of professional managers and the majority of executors, and that the bearers of all functions are in principle in the same position towards conditions of work (poperty) and management of basic activities and results of work, that they emerge as the collective bearers of management decisions.

The basis of social grouping and socio-economic differences ceases being the monopoly of property or rather the management position (management over people). The different work position in the technical division of work; different professions, place in professional structure, gradually becomes the basis of the social position.

2. From etatist to self-management structure — phase of transition

Under the pressure of social differences, under the pressure of anti-bureaucratic social forces, the process of constructive destruction takes place in the etatist (bureaucratic) organization, the negation of some of its basic pre-conditions takes place. Between the etatist and self-management organization, as a social bridge, there is the period of transition from the one into the other, the period of transition which emerges in extremely varied forms. We shall describe here only certain tendencies which are the characteristic feature of one of the possible forms of transition.

3. Decentralized bureaucracy — one of the legitimate tendencies

The transformation of the bureaucratic social grouping based upon centralized etatism can begin with a lesser or greater degree of decentralization of management over basic activities and values (social power). This at the same time leads to the creation of a greater number of comparatively autonomous centres upon which a series of decision-making powers are devolved. Thus forms of disintegration of the bureaucratic type of organizations assume an explicitly contradictory form. On the one hand, the centralized state apparatus (to the degree to which the state retains a contradictory character) is for a comparatively long time the source of bureaucratic tendencies, seeks to maintain certain bases of power although in new forms. On the other hand, the emergence of relatively autonomous centres of power, self-management organizations and smaller parts of the social entity, brings them into a conflict over the distribution of power with centralist etatism to the degree to which it factually remains. Thus along with the process of devolvement of

management powers on smaller parts of the entirety the tendency that they retain in their hands the monopoly of representing the interests of the closer part of the entity emerges, that they be its exclusive interpreters and representatives, and retain in their hands part of the power on "its way towards the basis of society". There is created a special symbiosis between the "centralized and decentralized bureaucracy" which are on the one hand involved in a conflict over the disposition with the newly created values and on the other hand constitute a comparatively complete structure of the power which is contrary to direct producers.

Besides grouping within the framework of organisation within the system of the decentralized bureaucratism there also appear contrarieties between parts (organisation and region), between deciding centers. Insofar as the institutionalized part of the whole (organisation and region) secures the greater participation of its "members" the broader is the circle of its members who "stand closely behind it". The bureaucratized deciding subjects would not have such power if they had not behind them the organisation assured that it can realize higher degree of interest. Thus conflicts between organisations and regions may be graver than those between various strata or professions. Thus conflicts between parts of the working class belonging to different organisations may appear.

4. Institutional and informal bureaucratism

Secondly, this tendency towards becoming independent displayed by decentralized bureaucracy, is possible because specific and lawfull processes develop in these self-governing organisations, social cells to which the state transfers administrating authority. Namely, the process of transformation into self-governing organisation of society, is characterized in its first phase by forming a broad formally legal, institutional setting, a network of self-governing organisations to which power of deciding on basic activities and results of work are transfered. But in this institutional framework, self-governing forms are not yet identical with real self-governing relations, which form gradually. At the beginning by their institutionally legal (and only later by their real) structure autonomous organisations are self-governing — democratic. Nevertheless, tendencies towards forming smaller informal groups, towards bureaucratic independence appear behind their "legal facade". Or, differently formulated: the transformation of bureaucratic social structure into self-governing (socially professional) structure may evolve through several lawfull phases.

The first phase represents a centralized, institutionally bureaucratic system of social organization. Within this structure (with dominant etatistic production relations) bureaucracy conforms with the institutional formally-legal organisation of society. The character of administration, mutual relations and functions (positions) are bureaucratic by their social essence, and performers of administrative functions are ipso facto also formally (institutionally) members of the independent stratum of bureaucracy.

In the phase of disintegration of the institutional bureaucratic structure, in the initial phase of creation of the self-governing organisation

of society governing functions are not automatically (formally-legally) identic with bureaucracy. Bureaucracy cannot be simply identified with governing functions. On the contrary, functions of governing are by their formally legal (and only gradually real) aspect self-governing-democratic. Bureaucracy does not appear in a direct, externally visible form of formally legal structure, but is hidden behind a "legal facade" of self-governing institutions. The bureaucratic tendency appears within self-governing institutions as a smaller informal group which tends to become independent and to monopolize decision-making in matters of basic activities and results of work. It tends to monopolize rights belonging to all members of the organisation and to represent them and their interests exclusively on its own. Bureaucracy exists here as a constant potential tendency and is realized when small informal group succeeds to monopolize administration and distribution of the newly-formed value, when it becomes independent and frees its particular interests from the control of the group. This tendency arises from the different position in technical professional division within the cells of society. Among those who decide bureaucratic tendencies appear lawfully, as well as the tendency of becoming independent and of monopolizing authority of administration of social organisations. Among those who manage technical processes appears the tendency of technocracy, the tendency to monopolize the authority of experts, to become independent as a stratum of technocracy. These tendencies are interwoven with existing elements of etatistic relations, with unequal distribution of power within society as a whole. Informal bureaucratic groups are part of the still existing bureaucratic structure, its "extended hand". These groups are resistant because they are part of this structure and are supported by it.

Nevertheless, since the field of social action is confined within general legal and political limits of the self-governing system of social organisation, this independent power, in order to become legitimate, must have the consent of self-governing bodies, must be voluntarily accepted. Thus bureaucratic-technocratic power, even when it independence, appears in the form of manipulation with self-governing bodies, must be voluntarily accepted. Thus bureaucratic, technocratic power, even when it achieves independence, appears in the form of manipulation with self-governing bodies, which have a formally legal deciding role. The independent power of bureaucracy at the existing degree inevitably acquires the form of activities of smaller *informal groups within the institutional* forms of self-governing organisation of society.

In this way *all* basic cells of the society in the first phase of the self-governing organisation of the society are not harmonious organisms, atoms of the society which do not clash. On the contrary within them a legitimate and long lasting confrontation of two great contradicting social tendencies takes place (class-bureaucratic and self-governing) as well as of their social carriers. On their constant and every day outcome depend the real degree of bureaucratization and self-governing characteristics. Outcome of these contrarieties determines whether and at which rate will society progress towards self-governing socialism or revert to bureaucratic,

etatistic relations as dominant. So this conflict is characterised by limited characteristics of a class conflict.

5. *General characteristics of the more developed phase of self-governing socialism*

The general characteristic of the more developed self-governing socialism is the existence of the lawfull tendency that carriers of all production functions appear in the same relation towards the conditions of work and administration and appear as collective carriers of decisions, which leads to a very gradual overcoming of bureaucratic types of organisation. The existing differences gradually lose the character of domination of one group over the other and appear mostly as the different position within the technical division of labour, as differences in the professional structure. Administration, (authority) over people manages the technical process so that an essentially new relation is established between the functions of administration and executors who also take part in the decision-making. General characteristics of the new position and relation are the following: the carriers of the decision-making functions are constituted by election by all members of the group. The organisation as a whole decides on the manner and time of termination of functions of the group. The system of rotation makes possible collective participation in decision-making and makes the structure of administration democratic, excludes elements of domination in administration.

The functions of administration are performed on the basis of delegated rights by revocable and responsible persons. They are restricted to the expert-technical side of coordination, to technical realization of the basic administrative decisions made by the group, collective. Transformation of the administration function of power over people into management of things is caused by a number of factors. Determination of basic aims and program is made by all members of the organisation through the democratic institution of common decision. Basic conditions for belonging to an organisation as well as for the determining norms of the organisation are the product of a collective, self-governing determination in which all members of the organisation take part. Consequently labour loses essential elements of alienation and slave-like submission to labour-division. Instead of partial personalities who incorporated ambivalence between the functions of administration and execution more wholesome personalities were formed, and these personalities very gradually integrated the formerly divided functions: administrative and executive.

Self-governing organisations are bound into the social whole in a essentially new manner. Relatively autonomous centers of social life and decision-making become the basis on which the self-government political system is formed as well as all "higher" forms of decision-making, all central institutions. Self-governing organisation does not mean revocation of central functions which are inevitable, but means creation of a new type of bringing together and coordinating social activities.

6. Social-professional grouping

The abolition of private property monopoly over the conditions of work, private and state property and rule over people, as social relations — is identic to the abolition of two essential bases on which class and etatistic division of the society is founded. This does not mean that all forms of social diferentiation and all forms of unequality are abolished, but only those which are existential. Under these circumstances the starting point and *basis* of the social structuring is the *working position*, the position of a group or individuals within the predominantly technical process of social production. The working position has its two essential dimensions.

First, every working activity appears as certain interior content which is different from some other activity by its nature, by means which have to be put into motion to realize this content, and kind of product. In the field of material production, from this standpoint, as an element of a *wholesome process of producing activity, there still appear: a) function* of *mental labour* which plans, secures realization on the basis of certain earlier expert-technical knowledge which must be "added" to the production process in order to obtain final results. Different degrees of this previously acquired knowledge (qualification), different degrees of capacity which characterize their carriers, appear as different working conditions and cause internal differentiation within this sub-group. Similarly, there also appears a b) the function of a *predominantly physical labour*, power which realizes the working process.

Secondly, since working activity appears as united human labour, this activity always (regardless of the content) appears as certain *organization*, as an external form within which the working process is actualized a form aimed at the most efficient performance of activities, in this way generates inevitably a) *function of ruling, controling, coordinating,* function of binding together of different elements, groups and means into a unique chain of a working activity under conditions of modern work which is complex. This relates to functions in *technical organisation of work* and functions in *political system functions* — insofar as these functions still exist as seperate professions. The correlate of this function is b) activity of executors of the working process.

These two sides of a unique working activity, two sides of the working position represent two ways, two springboards which will increasingly determine the working position, as well as the place within the social-professional group.

All numerous kinds of activities in the social division of labour (in the horisontal sense) may be reduced in the same manner to this common denominator, the basis on which social-professional grouping takes place. All these kinds of activities may be reduced to two sides of the working position — *different degree of education, or expert-technical qualification, and different function in organisation of social activities.*

Thirdly, the working position, and the social position deriving thereof, is influenced to a high degree by the very nature, *kind of activity.* This is especially the case with functions in the field of the *political system*, insofar as it still appears as a separate profession. From the

different working position (which is otherwise determined by the nature of activity, degree of qualification and function in the working organisation) arises a complex of other distinctions which give to these groupings the characteristics of social groupings.

From differences in working positions arise differences in wages for different sub-groups. These differences under conditions of still existing economic unequality cause differences in the ways of life.

From different working positions arise different degrees of social influence, or degree of *factual participation of social sub-groups in making decision which concern management of activities of the organisation* and broader or smaller social entities ("degree of self-governing influence").

Different working position is the basis on which different degrees of social respectability of social sub-groups is built.

Elements of different objective social-professional situations determine different professional *interests and attitudes.*

7. Nature and forms of social contradictions

The constitution of the self-governing organisation of society does not mean the creation of a harmonious organism, society without conflicts, disappearance of social contrarieties, but rather change of their character, degree of intensity and manner of settlement, influencing thus homogenity of society and degree of its cohesion. As the basic position in the relation to means and conditions of work become more and more uniform, and as the position of social activities and distribution of results of work in administration become uniform, these factors will influence more and more the transformation of social and etatistic contradictions into conflicts of social-professional groups. Contradictions which have their origin in a different degree of qualification and different functions in the organisation of work represent, generally speaking, contradictions of weaker intensity and may be settled in the framework of self-governing structure by democratic means.

When social relations are more thoroughly freed from class and statistic division, contradictions between social-professional groups become one of the basic sources of social conflict. Where dominates interest of a class or an independent bureaucracy, contradictions between professions are repressed and play a less important role in the social whole. Nevertheless when elements of class and bureaucratic division start to weaken essentially an increase is felt in society, of professional conflicts and interests which tend to impose themselves as general. Instead of one radical, sharp conflict which divides society through its axis, there is a number of weaker contradictions.

Of course, social relations free themselves slowly from elements of class and bureaucratic divisions. Therefore, the self-governing organisation of socialism will for a long time be a source of tendencies of bureaucratization. It is probable that in the later phases of highly-developed technical civilization the tendency of technocracy will be more dangerous and will tend to strech man on the bed of Procrustes of a "technocratic society". Therefore, creation of a more self-governing

society will be the result of a conscious action and struggle. An important form of contradiction appears as a natural consequence of the nature and manner of organisation of the self-governing society. The existence of a great number of relatively autonomous centers of decision-making intensifies the problem of their coordination into a unique social whole. Relations between centralized and decentralized social powers may be settled more fully and profoundly because new and more natural grounds of social unity are formed (social property, self-governing position of all parts of the whole etc.). This relation becomes more complex because of the great number of decision-making centers and because of their power to decide relatively independently.

Similar contradictions arise on the grounds of a self-governing organisation between producers of goods and services and their consumers.

Finally, coming back to the starting point, the conflict of two visions of society, it is possible to formulate this answer. The process of transformation of class differences which begins with the abolition of private property monopoly is not an act of abolition of all forms of unequality, but only the beginning of abolition of class differences. Misunderstanding of this fact causes two equally extreme reactions. One of these reactions claims that the abolition of private property means creation of a harmonious, conflictless society, void of unequality. The second is blind for historic specific facts, and seeing that certain unequalities exist concludes that in the class structure nothing is essentially changed, nor can be changed, that society was and *will always be* divided into a minority of ruling individuals and majority of subordinated executors. From the analyses of the contradictory tendencies of actual development, the projection of lawfull and possible ways of transformation is derived as well as ways of settlement of these contradictions. The abolition of private property monopoly and class division caused by it, overcoming of state property monopoly and etatist (bureaucratic) structure caused by it, and creation of a self-governing organisation of society (where social property already dominates) represents a long but possible way to radical humanization of the society. This is the way of gradual abolition of class division, division to minority of rulers and passive majority of mere executors, abolition of ruling over people and transformation of functions into tools of rational managing of things, instrument of united and equal producers.

Dr. Mihailo V. POPOVIĆ,
Professor at the Faculty of Philosophy in Beograd

INFLUENCE, POWER AND AUTHORITY IN SOCIALISM

In this paper it is necessary above all to analyze from the point of view of the sociological theory, certain characteristics and relations between the chief spheres or forms of social inter-actions, or rather, the differences and connections which exist between the inter-individual influence, social power and political authority. The theoretical analysis of these relations can be applied on any historical type of society. Our endeavour to apply it on the structure of the socialist society stems from comprehensible reasons, because this society as the one in which we live concerns us most.

At the beginning it is necessary to give the theoretical definition of the categories which we are using here. It is almost characteristic for most of the Western sociologists that they do not make a substantial distinction between the notions "inter-individual influence" and "social power". Western sociologists, especially American ones, often proceed from the well-known definition of "power" given by Max Weber, one of the most important bourgeois sociologists. As a matter of fact, Weber gives the definition of power in society as "any degree of possibility for imposing one's will in a social relationship in spite of resistance and no matter upon what this possibility is based."[1] The American sociologist Talcot Parsons defines power as the "capability of the subject for influencing the action of other persons in the interest of attaining his positive goal."[2] Another American sociologist, Peter Blau, seeking to define more precisely the above-mentioned concept of Weber, determines power in society as the *capability* of the individual or group to impose its will on others by means of the *negative sanction*, or rather, by the fact that they can punish them or deny them remuneration in the event that they fail to do what persons possessing power desire them to do.[3]

In the above-mentioned outlooks it is true that social power is *manifested* as the exertion of influence on the part of one person upon another person or on the part of a group upon another group. But,

---

[1] M. Djurić, Max Weber's Sociology, p. 253.

[2] P. Parsons, The Social System, 1952, p. 121.

[3] P. Blau, Exchange and Power in Social Life, 1964, p. 117.

the conclusion is not stemming from this fact that every individual, and even inter-group influence is achieved on the basis or in the form of social power. The source of mutual influence can be and often is *personal power*, i.e., a personal capability, intelligence, physical strength, beauty or some other quality of the person that is evaluated, loved or dreaded, and that in this way influences another person. Social influence can spread through imitation such as in the case of fashion, without having thereby to be backed by a certain institutionalized form of social power which with its force impose a definite taste or definite position. In addition, a group can, at least provisionally, impose its will upon another group thanks exclusively to the fact that it possesses greater physical strength which is only an *agent* of social power and not power in its general sociological sense.

For power to be indeed *social*, it must also be *socially structured and based*, and must not be only manifested psychologically in the capability and willingness of the subject to impose his will on another person in spite of his opposition. When Max Weber has defined social power in this way, stressing that it was not vital upon what is based the possibility that a person would impose his will on another person in spite of his resistance, he has in fact failed to make a distinction between social and individual power and their vitally different sources from which they originate. Social power is based upon the *more or less institutionalized system of uneven possibilities for decision-making*. If *inequality* in the possibility for decision-making is not socially established and sanctioned to a certain extent, either in a group or within the framework of the global social system, there can be no social power either. If *all* members of society were to have *equal realistic* possibilities for participation in making *all* more important decisions, then there would exist in this case only the *individual* power about which Max Weber and other bourgeois sociologists are in fact speaking. In this case people would differ only according to individual capabilities for imposing their will and opinions upon one another, in spite of opposition.

When it is said that social power is more or less a structural system of socially uneven possibilities for decision-making, this does not refer solely to "legitimate" forms of decision-making. It often happens that the right of decision-making is, for those who possess it, rather a formal right and that those who are not the "legitimate" pillars of social power in fact have it at their disposal. Consequently, the vital point for the existence of social power is not the existence of harmony between the factual distribution of possibilities for decision-making and legal forms and norms by means of which this distribution is sanctioned. The basic point is that there exists a socially structured inequality in this respect so that individuals and groups occupy various places in the system of uneven distribution of power in society.

From the point of view of the sociological theory as well as from the point of view of the issue which we are discussing, it is extremely significant to make a distinction between the *influence* based upon individual power or upon a provisional social situation, and *social power* which is based upon more lasting relations of social inequality. Historically regarded, masses could have, for instance, more or less *influenced*

social power, or rather, the making of important social decisions, but the centres of social decision-making have as a rule been concentrated beyond their sphere, i.e., in the hands of a small number of individuals or groups. This situation exists on the main today, even though the influence of the masses upon social centres of decision-making has at least partly increased.

If, *sociologically regarded*, social power consequently exists in the structural inequal possibility for decision-making, its chief *characteristics* or *dimensions* are as follows:

a) the sphere of subjects or values to which decision-making relates;

b) the degree of *concentration or rather dispersion* of possibilities for decision-making which are at the disposal of a smaller or greater number of persons;

c) the *volume or radius* of effect of social power, i.e., the number of individuals and groups who are bound by these decisions to abide by them in their behaviour;

d) *the ideology or system of ideological concepts and norms* by means of which one seeks to justify and regulate the existing social inequality and possibilities for making more important social decisions.

Any form of social power has the above-mentioned dimensions developed to a lesser or greater degree. The form of economic power, for instance, is expressed above all in the right of ownership of means of production, consequently, it encompasses definite material values as the object of decision-making, includes one or more persons who participate in the management of production and distribution, has a definite range where it spreads, or rather, encompasses all persons working with corresponding means of production (ranging from a small craftsman workshop up to a big industrial enterprise) and finally, presupposes definite ideological concepts and norms which justify and regulate the existing distribution of power in the sphere of economic relations.

The other important sociological problem of social power is the question of *sources* or *causes* due to which there emerges the established inequality in the possibility for decision-making. Even though various opinions exist concerning this question, we can at present — at least for the requirements of our discussion — set aside *three chief sources* of the uneven distribution of social power. These are:

a) the availability of physical strength such as the armed authority of the state;

b) the hierarchy between professional or between other social roles by means of which the *management* of social tasks is separated from the *execution* of social tasks;

c) the legal system of society or the system of recognized public regulations which secure uneven social positions between classes and strata (for instance, the right of private ownership).

So long as one of the above-mentioned causes exists, there will be an uneven distribution of power in society. True, they are often intermingled and they accumulate their effects so that it is not always easy to detect why a person or group is socially more powerful than

another person or group. And yet, one of the factors usually prevails. For instance, bureaucracy founds its power in society above all upon the role which it performs, rather than upon the physical strength of authority or upon the legal system of society which, in certain cases, need not even legally sanction its great social power. Moreover, different legal regulations and norms may be valid which confirm a chiefly democratic method of management but this need not hamper bureaucracy too much in performing further the decisive role.

If the above-mentioned dimensions and sources of social power are indeed the most vital characteristics and factors, then it is necessary, from their point of view, to analyze the differences and relations of inter-dependence which exist between authority as political power and other forms of power in society. *Authority* in fact is nothing else but, sociologically regarded, the *political form of social power* or rather, the established uneven possibility for decision-making concerning questions which relate to the global social system as a whole or the local community as part of that society. But, at the same time, power differs from other forms of social power to such an extent, for instance from economic power, that it is absolutely necessary to review and study it separately. Thus has Marx, while analyzing the relationship between the *economic* and *political* movement of the working class, established the following:

"The attempt in a factory or in an industrial branch to obtain, by means of strikes, from individual capitalists the limitation of working hours, represents a purely economic movement; on the contrary the movement aimed at obtaining a *law* on an eight-hour working day, etc., represents a *political* movement. In this way, from individual economic movements of workers there grows everywhere a *political* movement i.e., the movement of the class for the sake of implementing its interests in a general form, in a form which has a generally social force of coercion."[4]

The endeavour and real possibility, based upon the possession of the *general* coercive force, to make a general decision which will be valid for all members of society or for one of its part living on a definite part of the territory, is the most specific characteristic of authority by which it differs from all other forms of social power. If we fail to fathom this we can consider wrongly that political authority is the same as social power in general, and we can consider political science as the "investigation of the formation and distribution of power" in society in general, such as has been done by Harold Lasswell, Abraham Kaplan and some other experts in politics.[5]

This is, theoretically speaking, a mistake similar to the one made by Max Weber when he identifed social power with, or rather reduced it to individual power, to the capability of the individual to impose his will on another person in spite of his resistance. Both theoretically and practically it is absolutely necessary to make a distinction between

---

[4] K. Marx, Letter to F. Bolte, London, 1871, Selected Works, second volume, p. 458.

[5] H. Lasswell and A. Kaplan. Power and Society, New Haven, 1951, pp. XIV, 82.

influence in general which is based upon *individual* power, upon human qualities or upon a certain provisional social situation in which individuals or groups can to a certain extent *influence* the adoption of political decisions on the one hand, and *social power* as a structurally uneven possibility for decision-making *within* a group such as an enterprise or a work institution, on the other. From this form of social power considerably differs *power* as a political form whose radius of action and of its consequences spread to the entire global society. If we do not realize clearly this difference we may consider wrongly that the development of direct democracy and of workers' self-management in an enterprise is equal to the development of the participation of workers in the political life of society.

If we would desire to illustrate the proportion between influence, power and authority we might do so by means of three concentric circles of different size:

authority
social power
inter-individual influence

These concentric circles show what is common in and at the same time what makes a distinction between, influence, power and authority. Every power is the exertion of some sort of influence in general, just as every authority is the expression of definite social power and consequently the effect of an influence. In fact, as we shall see later, this is absolutely necessary for a more profound sociological understanding of socio-political processes taking place in socialism, particularly in our society. But, before approaching their more concrete analysis, it is necessary to define with precision the theoretical distinctions between social power in general and authority in particular.

As we have already emphasized, they differ most perceptibly in the dimension which we have termed "the volume or radius of the effect of social power". Power which is not authority is substantially confined in its spreading to the sphere of work and life of an organized group such as an enterprise, administrative institution, school or family. The established uneven possibility for decision making *within the framework* of a group appears in this way as the *internal structure* of the power of that group. True, the group may *influence* with its decisions the life of other groups and even the authority as a whole, but it does not possess the power to make decisions which would be binding for members of other groups. Only those who have political authority in their hands have this power. In fact, this is the only social group whose decisions are above all binding for all other groups and all other individuals who are not in power.

We have thus reached the sociological idea of *politics in the specific, narrow sense* which we can define as the *deliberate guidance of social activities and actions of men for the sake of making possible the harmonious function of the global social system, which is carried out by means of state authority.* Professor Radomir Lukić makes a similar defini-

tion of politics in its narrow sense in his book *Political Theory of the State*[6].

One must make a distinction between this narrow, specific meaning of the word "politics" and its broader meaning under which we imply all kinds of social activities in a definite direction which are not carried out by means of state authority. We in fact refer to this when we speak about the "policy" pursued by the workers' council in the enterprise, or about the management of an institution, school, etc. It is vital thereby — and this must be always borne in mind — that management or policy in the broader sense is effectuated only upon the basis and within the framework of the internal distribution of social power within a group.

The other three dimensions of social power which we have mentioned above are directly connected with the first characteristic of politics in the narrow sense, i.e., authority: the subject of politics are not only definite social values, e.g., material ones, but also other values, viz., ethical, legal, political in the narrow sense, values relating to knowledge, etc. The political activity seeks to impel the creation and distribution of virtually all the most important social values and goods; the firmer and more general this impelling is, the more policy penetrates into all pores of social life.

Also, an important dimension of political activity is the degree of concentration or rather, dispersion of the possibility for political decision-making, which is distributed among a lesser or greater number of persons, ranging from personal dictatorship and oligarchy up to socialist democracy; finally, the absolutely necessary dimension of political activity is the system of ideological concepts by means of which one seeks to justify and regulate a given system, the existing system of social relations which has all along been based upon some kind of social inequality.

How can everything that we have said so far be used as a theoretical sociological setting for understanding and explaining more important socio-political processes in socialism? Since it is a question of an entire set of extremely intricate processes, we shall confine ourselves only to some of them, even though they are also extremely intricate. These are *the question* of bureaucratization and de-bureaucratization of socialist society and the question of the role of the Communist party under new conditions of socialist democracy. When the first question is involved, we shall leave out various views on bureaucracy and their criticisms and we shall confine ourselves chiefly to what can be established as vital in connection with bureaucracy from the point of view of distinction of the categories which are analyzed.

As has been often accurately remarked bureaucracy is chiefly drawing its roots from the objective need for a firm centralist impelling of all more important spheres of social activity especially in the first period of development of the socialist society, ranging from the economy up to scientific and artistic creation. Strict centralist plans are virtually the equally necessary product of this phase of socialist development as are socialist realism in art or the theory on the party nature of scientific and philosophical creation. It has been more or less necessary to impel

---

[6] R. Lukić, Political Theory of the State, 1962, p. 15.

all these spheres of social life in one political direction, so that a certain hypertrophy of the sphere of political authority necessarily occurred and it increasingly penetrated into the other spheres of social power and the individual, usually diffuse and spontaneous social influence. This process of "politicizing" the socialist society encompassed almost all spheres so that even questions which were not political previously became such, ranging from marriage contracts up to the writing of poems and fashion. We had an opportunity to see the caricatured extremes of the maximum politicizing of social life in the so-called cultural revolution in China.

In this system of social relations everything is subordinated to a definite policy which may be good or bad, but which always seeks to prevail, to subordinate all forms of social power and inter-individual influence to the global political impelling from one or more centres, strictly connected between them in the hierarchical sense. Social power in a group, be this an enterprise, scientific institute or physical culture society, emerges almost exclusively as an extension of authority. The influences which one individual may exert upon another are subordinated to political standards, even in personal relations such as friendly relations and the mode of courtship.

From where comes this hypertrophy of authority at the expense of all other forms of social power and individual influence? It has already been said that the need for a firmer impelling of all spheres of social life in a centralist manner had prevailed in the first phase of socialist society. It had been manifested above all in the sphere of economic activities and relations. As has been rightly remarked by the French expert in politics, Maurice Duverger, to the economic structure of this phase of social development, based upon state ownership, corresponded a definite political structure based upon a one-party state and one-party political system.[7] Economic power in capitalism is comparatively separated from political power, even though with the development of state capitalism there grow corresponding tendencies to impel the economy in a definite political direction. And yet, the situation prevails in which the centres of economic decision-making are not only comparatively independent from centres of political authority but are even mutually independent to a certain extent. Duverger remarks rightly that the pluralist political structure, i.e., the multi-party political system corresponds more to this economic structure which is based upon the atomized private ownership. We shall see a little later that in the second phase of socialist democratization and de-bureaucratization there begins the revival of the idea of several parties in socialism as well, this not being an accidental manifestation in view of the fact that the processes of decentralization in the economy and of separating economic power from the central political authority are beginning to emerge again. Social ownership is increasingly being transformed into the right of work collectives to decide alone on their work and on distribution, so that the centralized political party which originates from the previous admi-

[7] M. Duverger, Introduction to the Sociology of Political Regimes, in G. Gurvitch (ed.) Traité de Sociology, Paris, 1960, volume II, p. 10.

nistrative period represents ever more a brake on the development of the self-management economic structure.

Before reaching this phase in our paper the question is raised first concerning the character and role of bureaucracy in socialism. In our country the question of *bureaucracy* often boils down to the question of *bureaucracy* as a form of social organization and management and then bureaucracy further boils down to a definite *social relationship* which emerges in the development of a socialist society. In this way bureaucracy as a social group and as a social stratum virtually vanishes and there remains only a *relationship* for which it is not clear who composes it and who is its champion. This method of discussion can lead to a certain mystification of bureaucracy as a social group and the dimming of certain real social problems.

Bureaucracy as a stratum is not itself a group of political managers taken alone, or only a group of leading administrative officials and other experts and leaders. In the former case, the authority of the top ranking political managers, alienated from democratic forms and methods of management would be only *oligarchy* while in the latter case the setting aside of the expert, mostly technical intelligentsia, taken separately, leads to *technocracy*. A high-ranking official and expert in socialism cannot as a rule become a bureaucrat himself. In order to become this he needs an ally and he finds him in the political leader who, under definite conditions, is proceeding along the path of isolation into a special stratum with substantially separated interests which tally formally and nominally, rather than factually, with the general interests of society.

Consequently, bureaucracy emerges in socialism through the merger of two social groups of professional politicians and administrative, technical and other experts occupying leading posts. This is an intricate process whose causes of emergence cannot be thoroughly dealt with here. The stratum created in this way shows in many points the characteristics which Marx had analyzed more than one hundred years ago bearing in mind the state bureaucracy in Germany at that time.[8] On the one hand, bureaucracy is separated and alienated from the rest of society as a "separate class" (Marx' expression) with its special interests and, on the other hand it seeks continuously to represent *its own* and the *state* interests, such as it conceives it, as the *general* social interests, as the interests of each stratum and group. It cannot live without this apparent social generality and without the monopoly of being the only one to be able to judge general affairs; which is why every *public* discussion concerning the *real* social problems is proclaimed on the part of bureaucracy as heresy, or rather, "revisionism", swerving from the "real path" to socialism. Bureaucracy appears as the general umpire who has prepared his sentences in advance for every kind of offence against the state and the "general interest". It has been identified with the state and the "general community" to such an extent that it believes alone that this illusion is an incontestable truth. In brief, it is the best and the perpetual representative and manager of socialist society which would be decomposed without it.

[8] See K. Marx, Bureaucracy and the Public, Belgrade, 1966.

From the point of view of sociological categories which we have analyzed here, the process of consolidation of bureaucracy in socialism is in fact the *process of expansion of authority* at the expense of other forms of social power in work organizations and other groups, as well as at the expense of inter-individual, human, often spontaneous, influences and inter-actions. The state authority becomes factually the sole social authority and even the authority of man and his capability as an individual to influence other men are appreciated only to the extent to which individual activity is backed by state and political authority. The subordination of various forms of social power and inter-human influence to the state authority is consequently growing to the extent to which is formed and consolidated socialist bureaucracy, or rather an ever closer union between political managers and high-ranking expert leaders takes place, i.e., their separation from other social strata and groups.

Processes and tendencies of de-bureaucratization in our society had their specific forms and it is known that since a war has been declared on bureaucracy, we have been proceeding more resolutely along the path of socialist democratization. Two historical events have been decisive in this direction: one in the foreign political sphere, the clash with Stalinism as the most developed form of bureaucracy in the socialist world, and other events in the sphere of internal relations, viz., the introduction of workers' councils. Since that time the effect of the initial impulses has been continuously growing and accumulated so that it often happened that we have been farther in political programmes and ideological proclamations than we have been able to pursue the anti-bureaucratic policy in practice at a given moment.

From the point of view of sociological theory and from the point of view of social practice the process of de-bureaucratization is an interesting phenomenon: the bureaucratic method of management has become the symbol of what is socially negative to such an extent that, on the one hand, bureaucracy is proclaimed the root of all evil and the cause of almost all negative manifestations in society, while, on the other hand, under the guise of the struggle against bureaucracy such forms and methods are often rejected which in themselves are not bureaucratic and are absolutely necessary and positive at the present degree of development of technology and the contemporary society in general.

Let us take as an example the railway traffic in which the process of decentralization has brought about such anomalies which could not have been foreseen only by the one who has been obsessed by the "bureaucracy complex." According to what experts have said during a conversation with the President of the Republic, the very nature of railway traffic and modern technology seek the use of some uniform installations and methods for the function of this traffic throughout the country and not that each republic and even almost every railway enterprise should have its own signalling installations, its own type of brakes that it is using.

It is evident that we are still in the phase in which we must make an accurate distinction between bureaucracy as the *factual* danger to the development of socialist relations and the "bureaucracy complex."

Just as all that glitters is not gold, everything that is black need not be bureaucracy. There exist also other causes and factors which can cause negative manifestations in socialist society, even though *bureaucracy is indeed their basic and, probably, most important* source. Also, the struggle against bureaucracy need not mean the struggle against all forms of central management in society and in work organizations. That this tendency is often expressed is proved by the rather frequent complaints made on the part of directors and other professional managers, concerning the way in which workers' self-management is implemented and which in some instances brings about certain deformations in the management of the enterprise, either that the real autonomy and responsibility of directors and managing services is concealed behind decisions of workers' councils, or that their work is paralyzed due to the unnecessary intervention of self-management bodies. In both cases there ensues a confusion or clash between the self-management mechanism and professional management which seek definite competences and methods peculiar to a certain extent to the central method of management of enterprises, particularly at the present degree of modern technology and organization of work.

It stands to reason that we cannot deal more concretely with these problems here. We have described them only to prove that the struggle against bureaucracy is not as simple as it might appear at first glance. It sometimes conceals the factual causes of negative manifestations and sometimes denies the forms and methods of management which are not only absolutely necessary but also positive. Sociologists, economists, jurists and other scientists could contribute with their works to the struggle against bureaucracy being indeed conducted within realistic and corresponding settings.

From the point of view of sociological categories and their relationships which we have analyzed here, the process of socialist democracy, or rather, of de-bureaucratization, is evolving in a direction which is opposite from the one which we have described. The radius of action of political, state authority is reduced while the scope and independence of various forms of social power, or rather, non-political centres of decision-making is growing, above all in the sphere of the economy and economic relations. With the development of self-management economic enterprises become not only more independent from political factors but they become even more responsible in their dealings. The authorities and criteria for the evaluation of economic success are gradually changing. The execution of the plan which had once been charted by someone else "from above" is no longer the basic criterion of the work achieved. Economic profitableness and the success in the market are increasingly becoming the basic criteria. It is also endeavoured that the principle of remuneration according to the work performed should be coordinated with the new conditions of business operations.

Significant changes are also taking place in the sphere of interhuman, individual influence which is not based upon social power but upon the human qualities of the individual. The process of democratization goes up to the individual, because no democracy which is this

indeed, can stop by group freedoms (be this the class, the trade unions or enterprise), but must include also the individual as an actor whose more independent activity is stimulated by this process. Authority increasingly cedes its place to social or group authority while within this setting an increasingly more important role belongs to the authority of the individual and his human qualities. If the characteristic feature of bureaucracy is to cover every decision with the authority of the state, for the self-management relations it is extremely significant to find the factual *dynamic equilibrium and proportion between the authority of the state, group and personality.* This proportion is a changeable value because it depends upon numerous changeable factors, ranging from political tradition and willingness of the state not to consider the exploitation of civil rights to be a danger for its security up to culture and the qualities of the individual. But, on the other hand, this proportion is no fiction which must be invented and which someone "from above" must define. The real proportion between the political authority of the state and the authority of the group and individual is the necessary expression of the degree of *factual* democracy attained which appreciates the state authority, but not out of fear, and which seeks personal freedoms, but not out of a leaning towards anarchy. That is why socialist democracy as a system of self-management relations is *not only a social structure* which is being formed. It is also a *culture,* a cultural environment which necessarily seeks to be continuously improved if man, with his personality and his capability for influencing others, is to play an increasingly important part in it. In this way, the need for democracy also produces the need for democrats.

For all these reasons the process of socialist democratization has its inherent problems and difficulties. It is easier to build a bureaucratic than a democratic system of management if for nothing else then for the fact that there is always a lesser number of bureaucrats than of democrats who have to be formed and cultivated. One of the vital political problems of this period is the further development of the communist party and its adaptation to new conditions of economic, cultural and social life in general. In our country this process is now intensively under way and it would not be superfluous to say something about it from the point of view of categories and concepts which we have described here.

With the consolidation of social self-management and liberalization of goods-monetary economy, particularly in the latest phase of the economic and social reform, the basic social relationships in our socialist society have substantially changed and they are changing increasingly. The structure of economic power has to a considerable extent been separate from the domination of political authority and other important spheres of social life, ranging from health services, social insurance, education and schooling, up to universities and scientific institutions have followed suit. Something which could have hardly been imagined fifteen years ago is now taking place before our eyes. From the state which had once been extremely powerful, from the modern "leviathan" who had desired to manage almost everything, there has remained, to tell the truth, still a rather strong central mechanism but it sometimes seems to be weak, even to those who had previously been usually willing to

criticize the excessive interference of the state in the affairs of the economy and other spheres of social life.

It seems that the Communist Party, or rather, the League of Communists of Yugoslavia has best withstood this intensive process of decentralization and de-etatization. The opinion could be often heard that the adaptation of the League of Communists to new conditions had been unnecessarily slow, due, among other things, to the fact that conservative resistance in the League itself had existed. This is certainly largely true. I think that there exists also the other aspect of the process to which sufficient attention is not always paid. However much this might seem paradoxical, the intensive course of decentralization and de-etatization of society could have been politically implemented in that period only by a politically still centralized political organization, particularly under conditions of our country which is still, as a whole, comparatively backward and extremely heterogenous.

Now the conditions have been considerably altered and if the political party were to retain its old centralist structure it would increasingly become a brake on the further process of de-etatization. What kind of structure and what role must it have now in order to be able to keep guiding this process and socialist development of the country in general? The reply is not at all an easy one and any categorical assessment in this respect would at least be debatable.

It is evident that there emerge, both spontaneously and wittingly, two extreme tendencies which are usually qualified dogmatic-bureaucratic and liberalist-bourgeois. The former still favours the "firm-hand" policy while the latter seeks, as this is often said, to turn the party into a "debating club". Since these are extremes they are usually rejected and it is intended to create such a political organization which would have a decisive "ideological-political" role in the settlement of social contradictions at the present level of development.[9] This would be a party which is no longer a "factor of authority" at all but only an ideologically-politically guiding force. To what extent is this idea realistic and feasible under our present conditions and even in general, in the development of socialist society?

It is certainly based upon a realistic, extremely significant component. If democratization signifies above all de-bureaucratization, then it is above all important more decisively to open the process of separation of the state apparatus and authority from the political party as the ideological-political force. Since bureaucracy has been emerging through the amalgamation of the political leadership and the administrative mechanism of the state, it is absolutely necessary not only to thwart this process but to prevent it in advance from spreading. That is why efforts are being made to separate not only in the organizational sense but also as regards the personnel, the state management from political guidance.

This course, however, opens certain serious problems and difficulties. If it is insisted upon the fact that the League of Communists must

---

[9] See Milentije Popović, Certain Contemporary Tendencies and manifestations in our political life, "Socijalizam", 1966, No. 11, p. 1377.

dissociate itself from the action of every mechanism of self-management, ranging from workers' councils up to the Federal Assembly so as to let them decide on all questions absolutely independently and in a sovereign way, the question which is not only theoretical but also practical is raised as to how can such policy be pursued as permanent practice. Even presuming that the maximum personal separation has been carried out between the political leadership of the party and leaderships of self-management bodies and other state bodies, the fact remains that all these bodies are composed of members of the political organization who have the same political programme and who are bound by party discipline to implement the conclusions adopted jointly. Can a self-management body pursue its own policy which would considerably differ from the positions adopted by the corresponding basic organization and even by the League of Communists as a whole? If it cannot it means that the self-management body is not essentially independent in its activity from the political factor and in that event the League of Communists ceases apparently rather than factually to be the factor of authority. If a self-management body can be independent in its policy to a considerable extent then the League of Communists indeed ceases being a factor of authority, but in this case it begins losing the properties and role of the ideological-political force which guides the entire social development.

A dilemma and factual difficulties exist and any insistence that the League of Communists should already cease exerting its influence upon authority is absolutely illusory and practically unfeasible. This is in fact the idea of the political party which has retained its *political* programme and its political goals but which in principle gives up the use of authority as a *political method* retaining only other methods such as political propaganda, persuasion and conflict of ideas. It is certain that these other methods of political work assume ever greater importance in the period of socialist democratization, just as the use of authority had been the most important political instrument in the initial period of administrative socialism. But, I think that the conclusion does not stem from this that the League of Communists can keep effectively acting in the political sense in the coming period in the event that it ceases being a factor of authority at all.

In my opinion, the problem can be settled by seeking a definite *dynamic equilibrium* between the authority of the political authority and the authority of self-management groups and individuals as managers, an equilibrium which will correspond to the *present* degree of the economic, political and cultural development of our society, whereby the centre will increasingly be in the self-management structure and its development. This dynamic equilibrium must be regulated by definite law regulations, political and other social norms, as much as possible, in order that one should clearly know in practice which are whose competences, rights and responsibilities. The outstanding question of various factors and their competences is one of the chief causes of the weakening responsibility in general in social affaires and relations. We must discover and develop further the *factual proportion* in the action of these factors, or rather, between political authority, self-management

groups and man as an individual and his abilities to influence political and social processes in general.

Authority need not be either loved or adored in order to realize and fathom its real role and importance at a definite degree of development of a society, be it socialist, capitalist, the Chinese Empire from the period of the Tang dynasty or the Byzantine Empire in the Middle Ages. The self-management structure must be appreciated and developed if it conduces to the further development of society such as the case with today's socialism and not only in our country at that. But, this must not prevent us from seeing its inherent problems and difficulties if the desire is to develop the self-management structure. The process of democratization must encompass man as a personality and his ability positively to influence other men and relations around him even when he does not possess any social power or political authority and, in the event that he possesses them, *to exert increasing influence as a man with his human qualities.* Socialist democracy is increasingly leading to such kind of self-management social relations which do not necessarily mean the negation of political authority in general and still less the negation of the authority and power of self-management bodies. If something must wither away, this are above all the obsolete bureaucratic and other concepts on socialist development and the corresponding etatist relations which are a brake on the development of the self-management structure of the socialist society and on the real role of man as self-manager and a person in general.

Dr. Svetozar STOJANOVIĆ,
Lecturer at the Faculty of Philosophy in Beograd

FROM PRIMITIVE TOWARDS DEVELOPED COMMUNISM

In the period of "childish sickness of extremist leftism" communism favours only one type of human inclinations and orientations: solidarity, cooperation, general interests, discipline, moral stimulation, self-sacrifice and the equality of distribution. There is a tendency to suppress material stimulation, realization of individual rights and interests, desire for a higher standard of living, and differences of income. This process is often accompanied by naive expectations, where *apparent* success is taken for real, of the elimination of these "class layers" of human nature by means such as: the substitution of labour receipts for money after the Russian revolution, the physical labour of intellectuals as a mode of overcoming the opposition between the intellectual and the manual labour, etc.

This constitutes the morality and ethics of a particular kind of primitive communism. Primitive communism is progressive and adequate in the cruel conditions of underground struggle, armed revolution, war communism, and the reconstruction of the country. It expresses and at the same time idealizes the hardships of the struggle against the old world. We have already mentioned some of its principles. Perhaps it is possible to reduce them all to levelling egalitarianism "uravnilovka" in Russian, collectivism and asceticism. If we wanted to carry the process of reduction still further, the result would be the formula of collectivistic and ascetic egalitarianism.

It is well known that Marx's revolutionary hopes centred on the developed countries. Accordingly, he not only emphasized the merits of primitive communism, but also criticized it as the "return to unnatural simplicity of the man who is poor and has no needs". However, history took an unexpected turn: Marx's programme was first adopted by undeveloped countries. Therefore, Marx himself in their interpretation often seems to be a theoretician of primitive communism. Modern communism can hardly develop under primitive conditions. Hence, for example, the appearance of "proletkult" phenomena in almost all socialist revolutions up to now. These now appear in specific and extreme forms in China. We can say with certainty what view Marx, for whom communism was "based on the entire past development in all its richness", would have taken of this cultural isolationism and nihilism.

The crucial dilemma of the revolutionary movement takes place after the seizure and consolidation of power. Either the revolutionary movement will realize the limited value of its primitive communism and accordingly begin the process of modernization, or it will degenerate. This is confirmed by the experience of the Russian, Chinese and Yugoslav revolutions. It seems that now the Cuban revolution also has to face this choice.

The fantastic exertions of underground activity, armed revolution and reconstruction can be *voluntarily* sustained only by a relatively small number of people and even by these only for a limited period of time. It is not possible to live long exclusively on revolutionary enthusiasm. The attempt of the revolutionary elite to perpetuate primitive communism and to enforce it as a *permanent* social state, soon clashes with life and with human inclinations towards individual differences, initiative, adequate material reward, and a more comfortable and normal life. Suppression of human nature provokes revenge: general indifference towards work, low productivity, material poverty, and intellectual inertia. Human nature cannot be successfully stimulated by primitive competition and primitive reward.

To suppress human inclinations it is, of course, necessary to use force. But those who do it, being themselves human, share the same inclinations they want to suppress in others. Thus, it would be necessary that they themselves be restrained by force. Still, this process cannot be carried on *ad infinitum*. So the revolutionary avant-garde gratifies the human inclinations of *its own* members, and forces the primitive-communist way of life upon all other citizens. When such an adjustement to reality takes place, the oligarchic-etatist Thermidor of revolution soon ensues.

2.

The etatist class[1] continues to preach primitive communism as a regulative consciousness of the *entire* society, but it itself lives differently. The formation and stabilization of the ruling class would be impossible without this ideological continuity with the revolution.

Oligarchic-etatist morality which we are now discussing is not simply the other side of the primitive communist one. It is not created by the mere rejection of the set of human dispositions favoured by primitive communism and the encouragement of those which were not recognized by it. This set of dispositions actually acquires an essentially new quality among the members of the ruling class. For example, individual interests and material incentives turn into class privileges because they are realised only within the ruling class and denied to all other members of the society.

By analogy with Weber's book "The Protestant Ethics and the Spirit of Capitalism", a study could be written on the relation of the

[1] I have attempted to prove that Stalinism represents a new class, etatist system in the paper 'The Statist Myth of Socialism", "Praxis", inter. ed. 1—2/1967 and "Once Again on the Etatist Myth of Socialism" in Serbo-croatian, "Socialism", 1/1968.

primitive-communist ethics and etatism. The ethics of collectivistic and ascetic egalitarianism, demanding the maximum of effort in work, self-sacrifices, and the subjugation of all the forces to rapid reconstruction and industrialization, corresponds to a specific primary accumulation. At this point, however, the analogy ceases to be valid, for, unlike Protestantism, primitive communism constitutes only the exoteric but not the esoteric ethics of the ruling class.

Are we faced with a paradox — the principles of primitive communism are preached by authentic revolutionaries and, later on, by the oligarchic-etatist class as well, whose original nucleus consists of degenerate revolutionaries? The paradox is only apparent, for while both *preach* the same principles, only the first *live* according to them. Primitive communism is the correct self-consciousness of the revolutionaries, which serves to integrate them in their struggle against the class world, and on the other hand, it is the distorted, ideological self-consciousness of those in power ,which serves to hide the class differences, posing as a regulative of the entire society. This change from the revolutionary consciousness to the ideology of a ruling class is, of course, not new in history. The ideals of liberty, equality and fraternity, for example, shared the same fate when bourgeoisie separated itself as a ruling class after the successful revolution of the third estate.

The most recent example of such a transformation is furnished by contemporary China. China is at present in an intensive process of constructing a super-primitive oligarchic-etatist system, the ideological rationalization of which is an extremely primitive communism. Yugoslav philosophers are justified in saying that this communism, although constantly referring to Marx, is in fact very similar to primitive-communist constructions of Mably, Morelli, Cabet, and Dezamy. However, unlike those so-called positive Utopias, the Chinese primitive communism increasingly resembles the extreme negative Utopias. In some of its dimensions it seems even to go beyond the anticipations of Zamvatin, Huxley, Orwell or Ćosić.[2]

The first, hardly noticeable signs of any tendency towards modernization in China are immediately suppressed in the name of super-primitive communism. Nihilism in relation to the world's cultural history, anti-personalism and anti-intellectualism, collectivism of the violent crowd, nationalistic Messianism, self-contented isolationism, general uniformity, complete fetishism and even deification of the leader prove that we are faced with an extreme primitivism which grotesquely disguises itself as a "Great Cultural Revolution". Certainly, this can be explained, to a great extent although not justified, by reference to the extraordinarily difficult demographic, material and military position of China. However, the Chinese situation, instead of being facilitated, as its masterminds imagine, is, as a result of such an orientation, only deteriorating. But, in order to prevent any misunderstandings, we should like to emphasize that our discussion does not imply that even compared to Chang Kai Chiek's China, Mao's China does not show enormous progress in all spheres.

---

[2] A great Yugoslavian writer who wrote "A fairy tale".

It should be pointed out that the oligarchic-etatist system resulting from the degeneration of socialist revolutions is not necessarily tied to primitive communism as its permanent and pervasive ideology. The ruling class may be forced by technological and cultural progress to oppose some of its tenets openly. The process, apparent in Europe today, by which "socialist" primitive-bureaucratic etatism is transformed into a modern-technocratic one, will depend increasingly on individual interests, material stimulation, the rise of the standard of living, and further social differentiation. "Uravnilovka", asceticism, and excessive collectivism will tend shortly to disappear, even in slogans.

3.

Among the revolutionaries "uravnilovka" has a positive, integrative function. The hardships of the revolutionary struggle are approximately equally shared by all. Possible differences constitute, more or less, the origin of later etatist hierarchy and privileges.

The equality of revolutionaries in difficult conditions has an ascetic character. However, their asceticism must not be confused with a masohistic one. The authentic revolutionary *does not enjoy* self-renouncement and self-sacrifice; he accepts it rationally as a necessary way of life in exceptional circumstances. If this is not the case, he will, after the seizure of power, sadistically tend to force others to live an ascetic life.

In the ideological struggle against etatism in Yugoslavia, the collectivistic principle has been submitted to severe criticism. The attempt of etatist theoreticians to present collectivism as a Marxist principle and ideal was justly rejected; socialist personalism was affirmed instead of collectivism. Strong evidence for such an interpretation of Marx includes the often quoted final sentence of the "Communist Manifesto" according to which in communism the free development of every individual constitutes the condition of free development for all. Thus Marx would be classified as an anarchist by Stalin: "The heart of the matter is that Marxism and anarchism are built on completely different principles, in spite of the fact that in the arena of the struggle they both bear the socialist flag. The corner-stone of anarchism is the individual whose liberation, according to the anarchists is the primary condition for the liberation of the masses, the liberation of the collectivity. According to the anarchists, the liberation of the masses is not possible as long as the individual is not free, and therefore their slogan is: "all for the individual". The corner-stone of Marxism are the *masses*, whose liberation, according to Marxism, is the primary condition for the liberation of the individual. That is to say, according to Marxism, the liberation of the individual is impossible as long as the masses are not free, and therefore its slogan is: "all for the masses" ("Anarchism or Socialism").

At present, after the fully successful frontal attack of Yugoslav Marxists on the collectivistic ideology, it is theoretically and practically necessary to distinguish two completely different kinds of collectivism *viz.*, the revolutionary and the etatist. Collectivism is indispensable to the victory of the revolutionary movement; the revolutionary must com-

pletely identify himself with the movement. Collectivism becomes more extreme as the conditions of the struggle worsen, the most intimate moments of a revolutionary's life are under the control of the revolutionary collectivity and its unwritten Puritan moral code.

This collectivism is predominantly of a futuristic-Utopian character. The revolutionary yields to and, if necessary, sacrifices himself for general interests many of which are not realizable at present, but are the historically transcendent interests of the future generations.

In the difficult conditions of the underground activity, armed revolution, war communism, and the reconstruction of the country, the revolutionary has not the moral right to break the collectivistic principle. However, it is of utmost importance that he be aware of the limited value and temporary character of such discipline and subordination. If this is not the case, he will gradually be transformed into a part of hierarchic uniformity, which can be characteristic only of etatist, but not of revolutionary collectivism.

The principles of "equalization of wages" "uravnilovka", asceticism and collectivism change their character and function when they cease to be tied to the preparation and the carrying out of the armed revolution and to the reconstruction of the country. The extreme leftist obsession with the ascetic and collectivistic egalitarianism insists on turning it at any cost into a *permanent* social atmosphere. Accordingly there are attempts to prove the respectable ideological origin of these principles. "Uravnilovka" is presented as a realization of Marx's principle of distribution according to needs; asceticism as the practically realized Marx's overturning of the materialistically oriented value hierarchy of the bourgeois society; and collectivism as the overcoming of bourgeois individualism by the socialization of man in the spirit of Marx!

When it begins to loose ground, primitive communism has to be *enforced* and thus suffers defeats itself. In this new situation only the *privileged* and increasingly vulgar *hedonistically* and *particularistically* oriented ruling class can enforce asceticism and collectivism using indoctrination, repression and violence. To be sure, some of its leaders (Stalin and Mao) prefer a somewhat more modest (or even ascetic) style of private life than the average member of the class. But this is only a particular, historically well-known kind of Puritanism combined with a brutality even towards fellow-fighters, a kind of Puritanism which has evidently lost all real connection with communism, even primitive.

Permanent hypostatization of the "general" and the suppression of the individual and group interests can be achieved only by the ruling class which uses the collectivistic ideology, but at the same time ensures above all its own interests. Thus revolutionary collectivism is perverted into etatist particularism. The totalitarian interpretation of Marx serves as a rationalization of totalitarian practice. The problem of human autonomy and freedom, Marx's fundamental preoccupation, has been lost in the "subordination of the individual to the society", while the society has been both practically and theoretically equated with the state. The ideological embellishment has been provided by corrupted philosophers who claim that the conflict between the individual, group and social interests ceases to exist in socialism. Hierarchic security has to

appease the desire for individual freedom. However, since it is not security in freedom, it transforms itself into the extreme insecurity. On the one hand, the etatist class continues to demand from the masses to sacrifice themselves for the happiness of future generations; on the other, it lives only for the present. From time to time it announces the early advent of communism, but then postpones it until a later date. Involuntarily one is reminded of the irony of Beckett's "Waiting for Godot".

The etatist collectivism has gradually spread beyond the frontiers of its native land. The absolute subordination to the "international revolutionary collective" was demanded in the name of proletarian internationalism, although in fact it meant subordination to a single communist party and state. Every attempt to ensure, in the true spirit of communist internationalism and solidarity, the comradely cooperation on the basis of equal rights was branded as bourgeois nationalism.

The extreme etatist collectivism flourishes in contemporary China; the masses are expressly required to "forget once for all their individual self", to suppress their family feelings as the "remains of bourgeois prejudices", etc. While Stalinism used collectivism of the *disciplined crowd,* Maoist oligarchy operates with the violent crowd. Thus the contemporary world moves between two extremes: the *lonely crowd* (Riesman's term) and the *angry crowd.*

4.

A socialist society can be built only with the help of a developed communist conception. However, we must not forget that the concepts "primitive" and "developed" are relative. Even that which now seems to us to be highly developed communism is certain to show later some dimensions of primitiveness which will stand in the way of progress.

Developed communism is characterised by a more realistic and complete estimate of the possibilities of human nature. It is opposed by the primitive-communist and the oligarchic-etatist mentality. The latter also uses primitively conceived communist ideals to resist the modernization of the economy and of the entire social life. This explains the fact that there are many persons in Yugoslavia who believe, naively, that they are leading a successful struggle against etatism using the primitive-communist ideas.

Signs of a more decisive break with primitive communism have emerged in Yugoslavia recently. The ethical meaning of the social and economic reform is to be sought in this direction. However, the reform and modernization are the motto not only of the socialist orientation but of the "socialist" anarcho-liberalism and technocracy as well.

It should be pointed out that developed communism cannot be a simple negation of primitive communism for between them there is not only conflict but continuity as well. Primitive communism contains elements that have to be adopted by the developed one. The principle of revolutionary collectivism e.g., bequeaths to the higher type of communist ethics the orientation to general interests and a developed solidarity. The egalitarian "uravnilovka" is founded upon an ideal of social

equality, although primitively conceived, without which no communism is possible, however modern it may be. Finally, the revolutionary asceticism is based upon the readiness to sacrifice oneself for the achievement of common humanistic ends.

The most difficult question is how to build a modern society with high productivity, open both to the capitalist and the etatist world, and at the same time preserve and develop this positive ethical humanistic code.

5.

If the social self-government is constituted as an *integral system*, the realization of the principle of distribution according to the results of work as the *basic* criterion for distribution in socialism will become a real possibility. The wrong notion that this principle is neccessary only from the economic point of view, but that it has no *ethical and humanistic justification* should be abandoned. In fact, a high degree of equality and justice can be achieved only when this principle replaces the distribution characteristic of the class society, whose criteria are property, hierarchy of authority, and inherited and acquired privileges. Moreover, if social self-government has a serious ethical meaning, and if without the recognition of this principle it cannot be truly realized, then it follows that this principle is ethically justified.

The assessment of the consequences which stem from the application of a principle is relevant to the decision as to whether the principle is ethically justified. Among the positive consequences of the distribution according to the results of work is its bearing upon the relation between the individual, group and social interests. The only interest which can be socially justified today is the interest of the individual which is based on the results of his own work. And conversely — the social interest seeks that the individual and group interests be satisfied in proportion to the results of work. Since this principle can be applied only within a system which is characterized by a high degree of mutual interdependence of the results of various works, it stimulates social responsibility. In a system of this kind, the individual has an interest not only in the increase of the quantity and the quality of his own work, but in that of the others as well. This shows that the principle of distribution according to the results of work solves in a relatively adequate manner the problem of the relation between the individual, group and social interests.

This principle to a great extent harmonizes the opposition between economy and morality since it is acceptable from both points of view. It makes possible the increase of the productivity of labour and at the same time ensures a high degree of social equality and justice. The economy in socialism gives rise to phenomena which are morally wrong not because it is founded on this principle, but because the principle is not applied or is distorted by other elements of the social context of the market and those people who adjust the criteria for the results of work to suit their particular interests.

Opposing the absolutization of the principle of distribution according to the results of work and, even more, its identification with the distribution according to the market profit in socialism many mistakenly idealize the principle of distribution according to needs. Therefore, a critical analysis of this latter principle can serve to make our judgment on the distribution according to the results of work fairer.

The starting point of such an analysis should be the awareness that the idea of a society which would distribute its products exclusively according to needs is only an illusion. It is certain that human needs will always exceed the possibilities of their satisfaction. To this it is usually replied that Marx, in this respect too, was not an Utopian since he implicitly made a distinction between wants and needs. It is maintained further that he had in mind the normative and not the descriptive concept of need. But, this means that once again the starting point is the assumption that means will be sufficient for the satisfaction of needs in the future, except that now the needs referred to are not all existing needs, but only the *authentic human* ones. Nevertheless, this assumption also is contradicted by all we know about man and the limitless extent of the development of his needs.

However, even if it represented a real possibility as a *universal* criterion, the principle of distribution according to needs (in both of its versions) would not be ethically unobjectionable. It would, of course, abolish inequality and injustice in distribution due to naturally and socially caused differences in ability. But, when speaking about communist distribution, Marx, although essentially a philosopher of freedom, activism and personalism, overlooks those differences in ability which are the consequences of *individual effort*. It would seem that here prevail the absolutely deterministic tendencies which periodically occur in his thought.[3] Therefore, he concentrates on the removal of inequality and injustice which result exclusively from natural and social determinism. He did not even notice that the principle of distribution according to needs would itself lead to new inequality and injustice. Marx saw the element of injustice and inequality in the fact that the distribution according to the results of work constitutes an application of *an equal criterion to unequal individuals*. In other words, the very generality of the criterion gives rise to injustice and inequality. The concrete realization of justice and equality requires that individual situations, conditions and possibilities be taken into consideration. This makes even stranger the fact that Marx did not notice the same weakness in the principle of distribution according to needs.

Already Aristotle said, following Plato: "Injustice arises when equals are treated unequally and also when unequals are treated equally". Out of two individuals of equal ability, the principle of distribution according to needs would in fact favour the one who had made less effort to develop his abilities. Worse than that — since this principle would favour individuals who work less, as each individual would be given according to his needs, the inequality and injustice would be

[3] I have treated these tendencies in detail in the paper "Ethics and the Interpretation of Marx", published in the book, N. Lobkowicz ed. "Marx and the Western World", Notre Dame Univ. Press, 1967.

doubled — unless all worked according to their abilities, although everyone would be rewarded according to needs. The principle "From each according to his ability, to each according to his needs" which should replace the principle "From each according to his ability, to each according to his work" is completely symmetrical with the latter in respect of the involvement of abilities, and asymmetrical in respect of the mode of distribution. Nevertheless, an anthropology which expects such independence of effort from reward is Utopian in its noble hope. Certainly, according to the second, axiological interpretation of Marx's outline of communist distribution, after the satisfaction of all authentic human needs, the ungratified, insufficiently human or even inhuman needs could serve as a stimulus. However, even *prima facie* this would not be communism in Marx's sense.

Perhaps someone will reply that this indispensable stimulation need not be material, but only moral. For the sake of the argument we shall for a moment accept this naive reduction of the man of the future to an exclusively moral being. Does not the indispensability of the moral supplementation for the faults of the principle of distribution according to needs at the same time mean the admission that it is ethically imperfect — the very thing we wanted to demonstrate?

Starting from a more realistic assessment of human nature and its possibilities we should expect an affluent society which would distribute some, or even the majority of its products, according to needs. On the basis of his dignity, simply as a human being, each man will have a right to gratify a large number of needs independently of labour. Above this level, even the richest society will have to distribute according to a different criterion. At present, we do not know of any other principle of this kind, which would be both morally and economically more justified than the principle of distribution according to the results of work. Only the *combination of the principles of distribution according to needs and according to the results of work* will have the effect of reducing the imperfections of both, which we have discussed, to a minimum and of removing the inequality and injustice in social distribution to the highest possible degree. This combination is a necessary condition for the harmonization of individual interest and initiative with the principles of solidarity and human dignity. Since man will *not be compelled* to work in order to satisfy many of his needs the labour will only then become largely free.

6.

Let us return to the principle of distribution according to the results of labour. Marx has forcefully pointed out its limitations. Since this is well known, it will be sufficient to emphasize that *socialist* distribution is not possible without correcting the elements of injustice and inequality which the principle contains. At least two things are necessary for this.

First, systematic measures should be taken to ensure the *equalization of chances to choose a profession according to one's abilities and aptitude for it, and to get an adequate employment and work under*

approximately equal conditions; and not only measures to ensure the *equalization of chances to get equal rewards for equal results of labour,* as it is often maintained in my country. In this connection, it should be pointed out that those who oppose greater material help to the underdeveloped regions and every solidary re-distribution reduce equality to this latter dimension. But, even in *this* respect, the real distribution according to the results of work is still rather unrealised in Yugoslavia. The market is much reffered to, but there are still many people who get their income automatically as if their labour was socially necessary. In the distribution of national product a disproportionately large share goes to the monopolists in economy and in some of the social services, to private businessmen and to political functionaries.

Second, in socialism the beginnings of distribution according to needs, such as free education, social security, child and medical care, etc. have to be introduced and constantly promoted, parallel to the increase of individual material prosperity. If in this respect the limits of real possibilities are exceeded, the danger of primitive-communist Utopia, which usually ends in etatism, arises, and if these limits are not attained, communism is practically abandoned.

Perhaps this would not be worth saying, if the "socialist" anarcho-liberal tendencies, according to which the more extensive communist-solidary corrections should be postponed for the affluent society of the future, were not noticeable. For, this type of argument is known since Stalin — socialism should be built first, and communism only in the distant future. However, tragic experience has confirmed that society cannot be socialist unless elements of communism are already developing in it. The method we have just outlined leads to the society of material affluence, but not to communism the more so because the anarcho-liberals identify the distribution according to the results of work with the distribution according to the market profit.

Certainly, all available data attest that the market has to be used in socialism as a criterion of the results of production. However, there would not be much left of socialism without the deliberate efforts to make the success on the market coincide as far as possible with the success due to labour. In spite of the contrary ideological rhetoric, etatism is incompatible with the distribution according to the results of work. The market may help to discover and abolish the etatist and other privileges. However, it creates a new kind of exploitation and privileges based on monopoly, speculations, accidental circumstances, etc. The anarcho-liberals oppose all corrective measures and advocate complete freedom of the market. Even capitalism tries to prevent super-profits based, for example, on monopoly.

The real dilemma of Yugoslavia is not whether to allow the operation of the market or to keep a distributive economy. The distributive economy has been sufficiently tested both by Yugoslavia and by other countries. It is not connected with etatism by accident. The real question is the degree to which the market principles should be allowed to operate, what correctives has a self-governing society to introduce and what social activities can even today be deliberately excluded from the sphere of the market without becoming a victim of the etatist oligarchy. For

anarcho-liberals the market becomes a fetish and *universal* principle. They try to mislead us by a false dilemma: either etatist voluntarism or the uncontrollable market. According to them, all those who are for self-government must choose the latter alternative. But, does not a third possibility exist: an *integral social self-government which rationally plans, controls and directs the entire social development, including the market.*

The need to correct the distribution according to the results of work with the beginnings of the distribution according to needs, and especially the necessity of correcting the distribution according to the market profit can also be ethically derived from the concept of redistributive justice, without which any communism, however developed, is impossible. Those who attack every redistribution in socialism should be reminded that they thus question nothing less than the justice of the whole socialist revolution, which is made precisely in order to effect a basic redistribution of social wealth and power.

It is certain that redistribution, if it is conceived independently from real possibilities and humanistic principles, can conceal and rationalize privileges of the oligarchy which administers funds so created, as well as other forms of squandering and parasitism. Redistributive justice is then transformed into redistributive injustice. If the just and rational use of such funds is to be ensured, it is necessary that the decision-making be entrusted to the self-governing society. Even under the unrealistic assumption that the distribution according to the results of work is ideally realized, the redistribution will nevertheless be necessary, since insufficiently justified social differences will still exist, and thus also injustice and inequality. Moreover, without large redistribution funds socialist society would not be able to cultivate and humanize human needs.

The socialist alternative to etatist parasitism and squandering by no means consists, as the anarcho-liberals think, in the suppression or reduction of these social funds and the realization of a purely commutative justice (the exchange of real equivalents on the market).

The socialist character of distribution is contradicted not only by "uravnilovka", but by great social differences as well. One ceases to be a comunist the moment one looses the tragic feeling caused by the fact that there is not greater equality in socialism, even when there are no real possibilities for it, and the more so when these possibilities exist. An emotive experience of this kind binds a communist to other revolutionary humanistic ideals as well. The attempts to endanger all ideals of social equality, under the mask of struggle against "uravnilovka" are very present in Yugoslavia. In this connection, it should be pointed out that apparent tendencies towards "uravnilovka" in many circles are in fact prompted only by an effort to secure a minimum of living conditions which many do not have.

The tendency towards great social differentiation even if it were not in conflict with the principle of distribution according to the results of work would still be anti-socialist since this principle is not the only or the most important socialist principle. Humanity, solidarity, justice, equality, are all elements of the socialist context in which the distribu-

tion of the national product should be considered and regulated in order to prevent its leading to the moral and political disintegration of the socialist society.

There is a possibility that a certain number of men adjust the criteria for socialist distribution so that they exploit the others. Therefore, the realization of the principle of socialist distribution also depends on to who is entrusted with the decision-making concerning it. Only an *integrated* self-governing society would be able to determine in a democratic way which differences of income are consistent with a distribution according to the results of work. Any other differences would fall under a severe system of progressive taxation and thus flow into the redistributive social funds which we have discussed above. It is hard to imagine that a society would decide in a self-governing and democratic way, in the name of the principle of distribution according to the results of work, to make a new élite of wealth possible. Since the structure of distribution of the national income to a great extent corresponds to the structure of social power, it is more probable that in such a society a developed self-government would not be possible.

The developed communism, unlike the primitive, certainly cannot be an ideology of pauperism, but it is also indisputable that it has to be sensitive to the degree of social differentiation. The anarcho-liberals, on the contrary, demand, in the name of distribution according to the results of work that the unlimited differences in personal incomes be made possible. In order to demonstrate the insignificant extent of such differences, they compare it with the developed capitalist countries. But the very nature of their criterion reveals what such a socialism would be like! More and more, they consistently tend to identify the equality of men with the *formaly conceived* "equality of chances for the acquisition of income". The satyrist has reacted immediately — "we are all equal, but some are more equal, and others less".

In "The State and Revolution" Lenin shares Marx's enthusiasm over the measures of Paris *Communards* such as their attempt to reduce the salaries of all public functionaries to the level of the workers' wages. It is probable that in a *modern* society, even if it be socialist, such a demand would to a certain extent be unjustified, primitive and unrealistic, owing to the complexity and responsibility of the public functions. Nevertheless, even the highest rewards for work in socialism must keep a proportionate relation to the average income, especially the workers'.

The socialist public opinion knows how to distinguish those who deny the ascetic egalitarianism by their avarice, greed and arrogance, and find the meaning of life in the hoarding of goods and money, from those who plead for a life which is more prosperous, yet accompanied by *modesty* as consideration towards the average material means of other people and the community as a whole. After Lenin only a small number of leaders of the communist movements in power have distinguished themselves by modesty. They are usually discredited by others as demagogues.

Experience has taught the revolutionary movement that the socialist community cannot be built, as the primitive Utopian communism

imagines, without taking into consideration interests, even material interests. However, the absolutization of material interests is as unacceptable as is the ascetic obsession with moral stimulation. Developed communism overcomes the revolutionary asceticism, not by vulgar hedonism, but by hedonism subordinated to humanism.

The Yugoslav anarcho-liberals are fond of using the programmatic political concept of the "working people". However, this category may serve to conceal great social differences. If we do not confine our considerations to the question of ownership of the means of production, but also apply other essential criteria for the description of social groups and conflict, such as, e.g., the social power and wealth, the false image of a homogenous "working people" will immediately disapear.

By overcoming its primitive conception, the communist organization will, in the respect of its membership as well, rightly orient itself more and more towards skilled and highly skilled workers, technicians, engineers, and generally the more productive citizens with higher incomes. Nevertheless, it must not loose contact with the unskilled and poor part of the working class. This, however, not only because it would in the opposite case probably create its own political organization, as we have already pointed out, but because there also exists a continuity between primitive and developed communism. Therefore, the primitive communist impulses of this part of the working class should not be taken only as a burden, but also as a desirable corrective and a means of pressure on the *avant-garde* designed to prevent it from overlooking in the process of modernization the ultimate communist ends.

SOMMAIRE – CONTENTS

Prof. *Borislav T. Blagojević:* AU NOM DE L'EDITEUR III

Prof. *Vladimir Jovanović:* DIX ANS D'ACTIVITE DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES DE L'UNIVERSITE DE BELGRADE V

Prof. *Savka Gligorić:* PROFESSEUR DRAGOSLAV TODOROVIĆ IX

THEMES GENERALES – GENERAL THEMES 1

Dr *Jovan Djordjević:* LE SYSTEME POLITIQUE ET CONSTITUTIONEL DE LA YOUGOSLAVIE 3

Dr *Branko Pribićević:* YUGOSLAVIA AND THE CONTEMPORARY WORKERS' AND SOCIALIST MOVEMENTS . 21

Dr *Radovan Samardžić:* L'EVOLUTION DES CULTURES NATIONALES DES PEUPLES YOUGOSLAVES 39

Dr *Vladimir Šolaja:* SCIENCE AND PROGRESS 55

THEMES ECONOMICO-JURIDIQUES – ECONOMIC-LEGAL THEMES 67

Dr *Ljubiša Adamović:* YUGOSLAVIA AND INTERNATIONAL DIVISION OF LABOUR 69

Dr *Borislav T. Blagojević:* SOME CHARACTERISTIC PRIVATE LAW INSTITUTIONS IN THE SOCIALIST COUNTRIES 93

Dr *Živomir Djordjević:* LES FORMES DE PROPRIETE EN YOUGOSLAVIE 117

Dr *Andrija Gams:* ASPECTS JURIDIQUES DE LA PROPRIETE SOCIALE 143

Dr *Vladimir Jovanović:* LE STATUT JURIDIQUE DES ENTREPRISES ECONOMIQUES YOUGOSLAVES ET LEURS RAPPORTS AVEC L'ETAT 155

Dr *Miladin Korać:* DIFFERENCES IN THE AMOUNT OF PERSONAL INCOMES BETWEEN ECONOMIC BRANCHES . 177

Dr *Ivan Maksimović:* YUGOSLAV ECONOMIC REFORM AND CERTAIN PROBLEMS IN THE POLICY OF REFORM . . 189

Dr *Branislav Šoškić:* A YUGOSLAV VIEW ON THE MAIN TRANDS AND SCHOOLS OF ECONOMIC THINKING . 207

THEMES PHILOSOPHICO-SOCIOLOGIQUE S — PHILOSOPHIC-SOCIOLOGICAL THEMES

Dr *Veljko Korać:* PERSONALITY AND COMMUNITY UNDER SOCIALISM 227

Dr *Radomir Lukić:* LA STRATIFICATION SOCIALE DANS LE SOCIALISME D'AUTOGESTION 237

Dr *Dušan Nedeljković:* LA CONCEPTION MODERNE DU MONDE ET L'HUMANISME DE LA LIBERTE D'AUTO-GESTION 255

Dr *Vuko Pavićević:* SUR QUELQUES PROBLEMES DE LA MORALE SOCIALISTE 265

Dr *Branko Pavlović:* LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE L'AUTOGESTION 277

Dr *Miroslav Pečujlić:* SOCIALISM AND CLASS CHANGES . . 291

Dr *Mihailo V. Popović:* INFLUENCE, POWER AND AUTHORITY IN SOCIALISM 315

Dr *Svetozar Stojanović:* FROM PRIMITIVE TOWARDS DEVELOPED COMMUNISM 329

CONSEIL DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES

Smilja AVRAMOV, professeur à la Faculté de droit; Borislav BLAGOJEVIĆ, professeur à la Faculté de droit; Toma BUNUŠEVIĆ, vice-recteur de l'Université; Žarko BULAJIĆ, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Vida ČOK, collaborateur scientifique de l'Institut du droit comparé; Dragiša IVANOVIĆ, recteur de l'Université; Vladimir JOVANOVIĆ, professeur à la Faculté de droit, Ljubisav MARKOVIĆ, professeur à la Haute école des Sciences politiques; Dejan MEDAKOVIĆ, professeur à la Faculté de philosophie; Stojan NOVAKOVIĆ, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Zoran PJANIĆ, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Mihailo POPOVIĆ, professeur à la Faculté de philosophie; Milan ŠAHOVIĆ, conseilleur scientifique de l'Institut pour la politique et l'économie internationales.

Président du Conseil du Centre: Borislav BLAGOJEVIĆ, professeur à la Faculté de Droit; Directeur de la Xème Session: Vladimir JOVANOVIĆ, professeur à la Faculté de Droit; Secrétaire du Conseil du Centre; Dragiša STIJOVIĆ, chef du Department pour la coopération internationale de l'Université de Beograd.

Naslov na srpskohrvatskom jeziku

SOCIJALIZAM U JUGOSLOVENSKOJ TEORIJI I PRAKSI

IZDANJE UNIVERZITETA U BEOGRADU
MEĐUNARODNOG CENTRA ZA DRUŠTVENE NAUKE
Beograd, Studentski trg 1

EMAR - EASDALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITAPLIGI
2015